“Histoires de CDN en Afrique de l’Ouest”, la nouvelle publication AMCC+

30 août 2021 - 30 août 2021

Le premier numéro de cette revue est consacré à la mobilisation de financements climat avec un zoom sur l’expérience développée au Sénégal.

La mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) constitue une priorité dans la région ouest africaine pour réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre et pour s’adapter aux effets du changement climatique. L’expérience des pays dans la mise en œuvre des CDN est encore très peu valorisée et documentée dans notre région, limitant ainsi l’apprentissage et l’amélioration par le partage des bonnes pratiques.



> Cette revue est née d’un besoin, celui de rendre disponible et accessible à tous les expériences, obstacles et leçons apprises des pays ouest-africains dans la mise en œuvre de leur CDN », écrit Sékou Sangaré, Commissaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en charge de l’agriculture, de l’environnement et des ressources en eau.

Le projet GCCA+ Afrique de l’Ouest est financé par l’Union Européenne et mis en oevre par Expertise France.

LIENS

- **Histoires de CDN en Afrique de l’Ouest – Numéro 1, Juin 2021**

Liste des nouveaux projets

- **FR: https://www.expertisefrance.fr/web/guest/actualite?id=822151**
- **EN: https://www.expertisefrance.fr/actualite?id=822151**
- **The GCCA+ West Africa project mobilised in the revision of NDCs**
- **Le projet UE AMCC+ Afrique de l’Ouest mobilisé dans la révision des NDCs**

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

« Les deux faces d'une même pièce » - s'attaquer à la désertification en Afrique

3 décembre 2020 - 3 décembre 2020

Pour certains d'entre nous, le mot « désert » évoque de vastes dunes de sable s'étendant sous un soleil de plomb, sans aucune trace d'eau ni forme de vie. Pensez par exemple à *Lawrence d'Arabie* ou au *Patient anglais*. La réalité est cependant très différente et bien plus complexe. La désertification s'exprime sous de nombreuses formes, et le changement climatique ne fait qu'aggraver la situation.

Il est vrai que la désertification – ou « dégradation des terres », comme on l'appelle de plus en plus souvent – est plus courante dans les régions qui souffrent déjà du manque d'eau. Mais partout dans le monde, le surdéveloppement, l'agriculture intensive, le surpâturage, l'érosion des sols et leur mauvaise nutrition, ainsi que la déforestation accentuent ce phénomène. Pour les personnes qui vivent et travaillent sur ces terres, l'impact peut être catastrophique.



©EU/GCCA, Ethiopia 2019

> « Sous les climats chauds et secs, quand toute la végétation disparaît, il est très compliqué de la restaurer », indique Michael Cherlet, l'un des auteurs principaux de l'Atlas mondial de la désertification. « La dégradation des terres implique que celles-ci perdent leur capacité à fournir des services écosystémiques et à soutenir la vie et la biodiversité. Lorsqu'on en demande trop à la terre et qu'on ne lui rend pas tout ce qu'on lui prend, elle se dégrade inévitablement. Le terme « désertification » est trompeur. Dans certaines régions, la dégradation des terres est causée par l'activité humaine, mais elle est aussi aggravée par le changement climatique. »

La dernière édition de l'Atlas – publié par le Centre commun de recherche de la Commission européenne – dresse un tableau alarmant. La croissance démographique et la hausse de la consommation font plus que jamais pression sur les ressources naturelles. Plus des trois quarts des terres de la planète sont déjà dégradées et, chaque année, une surface de plus de 4 millions de km^2 – soit la moitié de la superficie totale de l'Union européenne – est perdue. L'Afrique et l'Asie sont les plus affectées.

> « Le sol constitue une part importante de la terre. Son érosion, très visible, est un indicateur flagrant de la dégradation des terres. Mais elle est loin d'être le seul. La déforestation est un autre signe évident : lorsqu'on coupe les arbres, les sols peuvent être emportés par la pluie, ce qui entraîne leur dégradation », explique Michael.

> « La dégradation des terres et le changement climatique sont les deux faces d'une même pièce. Bien sûr, la dégradation est aggravée par le changement climatique, surtout lorsque les précipitations diminuent. Mais l'inverse est aussi vrai, car la perte de la végétation, qui agit comme un puits de carbone, entraîne une hausse des émissions carboniques. C'est un cercle vicieux, et il faut donc s'attaquer aux différents problèmes en même temps. »

La désertification est l'un des effets les plus néfastes du changement climatique : elle détruit des moyens de subsistance et des habitats. À travers l'Afrique, le programme phare de l'UE contre le changement climatique, l'AMCC+, gère différents projets visant à réduire ou même inverser les impacts de la désertification. Ainsi, au Sahel – l'une des régions les plus touchées –, des agriculteurs tchadiens ont reçu des pompes à eau alimentées à l'énergie solaire, qui leur permettent d'alimenter leur famille et leur troupeau en eau potable, mais aussi de cultiver des terres qui seraient autrement trop arides. Un programme financé par l'UE à hauteur de 21 millions d'euros en Afrique de l'Ouest gère des projets pilotes d'agriculture intelligente face au climat au Bénin, au Niger, au Tchad et en Mauritanie, allant de la plantation de variétés de riz résistantes à la sécheresse à un projet intégré d'agriculture et d'élevage pour les femmes et les jeunes.



©Denis Sassous, Climate Trackers, GCCA+/EU 2020

> « Le Sahel est une zone de faible résilience, dont la population est pauvre et qui est confrontée à tous ces phénomènes », poursuit Michael. « La difficulté est que, lorsqu'on augmente la pression sur la terre, on se retrouve confrontés à de multiples problèmes. En cas de sécheresse deux années de suite, on ne peut plus rien cultiver, mais s'il pleut trop, les précipitations emportent tout sur leur passage. »

Les solutions sont souvent étonnamment rudimentaires. « Des pratiques durables très simples, comme le paillage, le compostage ou la construction de petites barrières en pierre pour empêcher le ruissellement, sont souvent les plus efficaces », se réjouit Michael. « C'est plus une question d'éducation que de financement. J'ai vu de nombreux projets très complexes échouer en Afrique car ils coûtaient trop cher et ne pouvaient être maintenus à long terme. »

> Pour prouver qu'il est possible d'enrayer la dégradation des terres, Michael cite l'exemple du Great Green Wall. « Tout a commencé par une idée assez simple : planter des arbres et mettre un terme à l'avancée du désert », explique-t-il. « L'UE a largement soutenu ce projet, qui ne se limite maintenant plus à la simple plantation d'arbres. C'est devenu un projet participatif de renforcement des capacités de la société. Des communautés entières non seulement plantent des arbres, mais adoptent aussi des méthodes agricoles durables, font pousser de jeunes plants et mettent en œuvre des systèmes combinés d'agriculture et d'exploitations forestières, bien plus efficaces. »

Au Mali, par exemple, l'AMCC+ travaille avec Sahel Eco dans les communautés rurales pour apprendre aux agriculteurs à restaurer naturellement la terre. « Autrefois, pour faire de la place pour mes cultures, j'avais tendance à couper et brûler des arbres », se rappelle Ousmane Guindo, agriculteur à Sokoura. « Mais alors plus rien ne coupait le vent. Mes cultures étaient recouvertes de sable et mes rendements étaient très mauvais. J'ai donc commencé à laisser les souches d'arbre intactes et à prendre soin des nouvelles pousses – les feuilles se décomposent et fertilisent mes terres, j'ai un stock presque permanent de bois pour la cuisine, le rendement de mes cultures est meilleur et les arbres nous apportent une ombre bienvenue quand nous travaillons. »



©EU/GCCA, Mozambique

Il n'y a pas qu'au Sahel que les projets de l'UE font une différence. En Tanzanie, cinq projets d'« écovillages » entendent aider les communautés vulnérables à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique, y compris la désertification. Le projet ECO-BOMA, par exemple, intègre des stratégies massaï traditionnelles dans le but de développer des solutions modernes en réponse aux conditions météorologiques extrêmes, comme des bouteilles transformées en ampoules solaires ou encore des technologies à base de biogaz. Au Mozambique, où la sécheresse constitue aussi un problème majeur, les habitants du village de Chitsuluine ont installé deux réservoirs d'eau à énergie solaire, qui bénéficient à 1 300 personnes. « Tout le monde a été impliqué, des résidents aux enfants, en passant par les enseignants et les éleveurs. Je pense que ce genre de solutions rassemblent les gens, elles créent un sentiment de solidarité entre eux », explique le chef du village, Efrainme Ansimocossa.

> « Les êtres humains sont à la fois la cause de la dégradation des terres et la solution au problème », affirme Michael. « Je crois dans le reflex de survie de l'humanité et je suis convaincu que nous parviendrons à adapter notre consommation et à privilégier les circuits locaux au détriment des circuits mondiaux. Mais nous devrons aussi changer la manière dont nous utilisons la terre – de nombreuses pratiques agricoles ne sont pas durables. Si nous ne maintenons pas un équilibre entre les activités humaines et l'écologie, nous serons confrontés à un problème, comme au Sahel. »

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

10 nouveaux projets pilotes d'agriculture intelligente en Afrique de l'Ouest

23 août 2021 - 23 août 2021

10 nouveaux projets pilotes d'#agriculture intelligente face au #climat lancés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le cadre du projet #GCCAPlus Afrique de l'Ouest .

Les dix projets sont répartis dans 7 pays ouest-africains (Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Nigéria, Sierra Leone) et seront mis en œuvre sur une période 20 mois pour un coût global de 2,3 millions d'euros.



Les thèmes touchés sont novateurs (???), quelques exemples: l'innovation dans la chaîne de valeur alimentaire au Cap-Vert pour une économie écologique et solidaire, l'amélioration /la mise en place (??) de systèmes agroforestiers; une alternative intelligente pour lutter contre le changement climatique dans l'île de Santo Antão ; le développement d'outils agricoles intelligents pour améliorer l'efficacité de l'irrigation dans la région de la côte ouest de la Gambie.

Ce second appel à propositions de projets a été lancé dans le cadre du projet GCCA+ Afrique de l'Ouest, financé par l'Union européenne, et mis en œuvre par Expertise France sous le leadership politique et institutionnel de la CEDEAO, et en partenariat technique avec le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).

Lire l'article :

Communiqué de presse: Afrique de l'Ouest : la CEDEAO soutient 10 nouveaux projets pilotes d'agriculture intelligente face au climat lancés par Expertise France

LIENS

Liste des nouveaux projets

FR: https://www.expertisefrance.fr/web/guest/actualite?id=822151

EN: https://www.expertisefrance.fr/actualite?id=822151

Projet de l'AMCC+ Afrique de l'Ouest

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Accroître la prospérité tout en réduisant les émissions : la quadrature du cercle ?

24 mars 2021 - 24 mars 2021



Solomon Islands

« Le changement climatique n'est pas la cause des inégalités. La division entre populations nanties et démunies a toujours existé, tandis que l'urgence du changement climatique que nous affrontons actuellement est une menace relativement récente. Mais une chose est sûre : si ceux qui occupent le bas de la pyramide continuent à être frappés par les catastrophes climatiques, ils finiront par ne plus pouvoir se relever. »

Cet avertissement sévère est lancé par Jane Wilkinson, conseillère stratégique en atténuation à l'AMCC+, le programme phare de l'UE en matière de changement climatique, mais aussi experte de premier plan en matière d'inégalités et de changement climatique. « Nous avons aujourd'hui une occasion exceptionnelle de nous atteler au changement climatique dans le contexte de la reprise après le COVID-19, mais c'est fort probablement la dernière véritable occasion », annonce-t-elle.

Les inégalités se manifestent dans de nombreux domaines, notamment la richesse, le genre, les chances offertes, l'éducation et la santé. Le changement climatique exacerbe ces inégalités et entrave notre capacité à nous adapter, à atténuer ses effets et à devenir plus résilients.

« Les personnes déjà défavorisées par des ressources plus minces, une éducation moins complète et une moindre capacité à comprendre le problème présentent une plus grande vulnérabilité aux impacts négatifs quand ils surviennent », explique Jane. « Souvent, elles sont plus vulnérables parce qu'elles ont tendance à vivre dans des lieux moins protégés et moins résilients. Pour simplifier, plus on est pauvre, moins on est en mesure d'affronter les catastrophes de nature climatique lorsqu'elles surviennent. »

« Les pauvres ont toujours dû affronter toutes sortes de menaces. Lorsqu'il s'agit d'une menace exogène – une menace mondiale telle que le changement climatique ou le COVID-19 sur lesquels ils n'ont aucun contrôle –, ils ne la voient pas venir et, une fois qu'elle se concrétise, ne la comprennent pas. Quoi qu'ils fassent pour tenter d'y résister ou d'y réagir reste souvent inadéquat, si tant est qu'ils puissent essayer de réagir. » Et cette tendance semble devoir se poursuivre. Selon une étude récente, même en limitant le réchauffement planétaire à l'objectif de 1,5 °C de l'Accord de Paris, les plus riches percevront le changement climatique dans une moindre mesure que les plus pauvres.



Spirulina, Chad

L'UE est consciente de cette inégalité. Depuis plus d'une décennie, les projets menés par l'AMCC+ aux quatre coins du monde s'emploient à remédier aux inégalités de richesse et de genre afin d'aider les populations des pays en développement à devenir plus résilientes face aux effets du changement climatique. Au Tchad, par exemple, dans le cadre d'un investissement de 8 millions d'euros de l'UE, de jeunes femmes obtiennent des revenus supplémentaires en récoltant et transformant la spiruline, un complément alimentaire écologique et riche en nutriments qui est apprécié par les consommateurs occidentaux soucieux de leur santé. Les propriétaires terriens autochtones des Îles Salomon ont volontairement renoncé à leurs droits d'abattage d'arbres en échange de la possibilité de créer et de vendre des compensations carbone en forêt tropicale. Les apiculteurs gagnent leur vie tout en préservant et en rétablissant les précieuses forêts de mangroves qui protègent le littoral vulnérable du Suriname. Au Timor-Oriental, grâce à des réservoirs de collecte d'eau de pluie, les femmes et les filles ne doivent plus marcher deux kilomètres pour aller chercher de l'eau dans de lourds récipients. En Tanzanie, les fourneaux sobres en combustible qui ont été distribués aux femmes contribuent à réduire la déforestation et les émissions de fumées polluantes.



Clean cook stoves distributed to women in Tanzania

Bien que ces exemples, parmi des centaines d'autres, témoignent de l'engagement pris par l'UE de remédier aux problèmes dus aux inégalités et au changement climatique, d'énormes efforts restent à accomplir. « Des inégalités existent à la fois *au sein* des pays et *entre* les pays », souligne Jane. « S'il est vrai que les inégalités entre les pays ont diminué au cours des trente à quarante dernières années, cela s'explique surtout par l'échelle de l'industrialisation en Chine et en Inde. Les inégalités au sein des pays se sont accentuées partout. »

Les « inégalités carbone » sont de plus en plus profondes. Une étude d'Oxfam indique que les 10 % les plus riches de la population de la planète sont responsables de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre, alors que les 50 % les plus pauvres ne sont à l'origine que de 10 % de ces émissions. « Les inégalités carbone montrent que les populations les plus menacées par le changement climatique – une forte vulnérabilité simplement due à leur lieu de vie – n'ont pas contribué historiquement aux taux de carbone et n'y contribuent toujours pas, et qu'elles sont pourtant les plus durement frappées par ce phénomène. C'est au niveau de la catégorie des personnes gagnant plus de 100 dollars par jour que commence l'utilisation vraiment exponentielle du carbone », précise Jane.

Les technologies qui font un bond en avant écologique et les solutions fondées sur la nature pourraient jouer un rôle majeur en aidant les populations à sortir de la pauvreté extrême pour entrer dans les classes moyennes sans accroître l'empreinte carbone. « Le problème ne se trouve pas vraiment au niveau des classes moyennes, que nous définissons comme les personnes dont le revenu atteint entre 10 et 100 dollars par jour », ajoute-t-elle. « Sur les 20 dernières années, la contribution des classes moyennes à l'utilisation du carbone n'a pas changé, toutes proportions gardées : elles ont contribué et continuent de le faire pour environ 40 % des émissions de carbone, même si cette catégorie de population a augmenté de plusieurs centaines de millions d'individus. Toutefois, en adoptant des politiques résolues, les gouvernements peuvent réellement faire une différence, par exemple dans les domaines de l'efficacité énergétique, du logement, de la construction et des transports publics. »

Les prochaines négociations sur le changement climatique de la COP 26 – à tenir en novembre à Glasgow, après avoir été initialement prévues en 2020 et reportées en raison de la pandémie de COVID-19 – offriront à l'UE une nouvelle chance de montrer l'exemple avec des objectifs de financement climatique visant à réduire les « inégalités carbone ». « Tout porte à croire que l'accroissement de la prospérité est compatible avec la réduction des émissions », s'enthousiasme Jane. « Depuis la prise de fonction de la nouvelle administration américaine, mon pendule se balance un peu plus vers le côté optimiste ! ».

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Adaptation au changement climatique aux Seychelles: le travail de l'AMCC+ continue

9 avril 2018

AMCC+ soutient la résilience climatique aux Seychelles après une première phrase qui a créé un cadre règlementaire et institutionnel solide pour un secteur énergétique moderne.



Les Seychelles bénéficient de l'expertise technique et de l'appui de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique + (AMCC+) afin de renforcer leur résilience et d'augmenter leur capacité à mieux résister et s'adapter au changement climatique.

Le journal Seychelles Nation rapporte :

"L'objectif général du projet de 33 mois est d'assurer que la population des Seychelles, l'économie et l'environnement sont capable de s'adapter et de développer la résilience au changement climatique et ses effets et donc de protéger le développement durable du pays (...) »

Wills Agricole, le secrétaire principal pour l'énergie et le changement climatique, a souligné que le premier programme AMCC des Seychelles nommé " – Programme d'Appui sur le Changement Climatique aux Seychelles" – a été mis en œuvre entre 2008 et 2013. Ce programme a atteint avec succès l'intégration des actions de changement climatique dans la stratégie nationale de développement (2012-2020), a créé un solide cadre institutionnel et réglementaire pour un secteur énergétique moderne qui permet les énergies renouvelables et réduit la dépendance au pétrole, a créé des incitations et a encouragé la participation du secteur privé dans les énergies renouvelables.»

Links:

- Journal Seychelles Nation
- Vidéo GCCA+ Seychelles

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Afrique de l'Ouest : des solutions intelligentes pour des défis complexes

5 juillet 2022 - 5 juillet 2022

L'agriculture intelligente face au climat est en train d'améliorer la vie de millions d'habitants d'Afrique de l'Ouest. Confrontés à une diminution de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau, à des chaleurs extrêmes et à des précipitations imprévisibles, les petits agriculteurs tout comme les citadins se tournent à présent vers des systèmes agro-alimentaires intelligents qui peuvent les aider à s'adapter au changement climatique.

> « Le changement climatique risque d'enclencher un cercle vicieux. Si nous ne nous adaptons pas à ce phénomène, nous risquons d'être pris dans un engrenage, » explique Yohann Zaba, responsable de projet auprès du programme UE AMCC + Afrique de l'Ouest, mis en œuvre par Expertise France, l'agence française pour les projets internationaux de coopération technique. « L'agriculture climato-intelligente consiste à accroître la productivité en optimisant l'utilisation des ressources disponibles, tout en tenant compte de la variabilité climatique. C'est en quelque sorte une réponse intelligente à un problème complexe. »



© EU GCCA+ Solar-powered well in Djellewar, Mauritania

Ce programme d'une durée de cinq ans, financé à hauteur de 12 millions d'euros est mis en œuvre dans les 15 pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi qu'au Tchad et en Mauritanie. Tout en aidant les gouvernements à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) en vertu de l'accord de Paris de 2015, il gère une série de projets d'agriculture intelligente qui aident les communautés vulnérables à s'adapter aux pires effets du changement climatique.

> « Le problème de l'approche « pays par pays », c'est que l'impact se limitera toujours au niveau national, alors que le changement climatique est un problème systémique qui nécessite des réponses à l'échelle régionale et même mondiale, » poursuit Yohann. « Des acteurs majeurs, tels que la CEDEAO, peuvent réunir plusieurs pays pour concevoir et déployer une politique commune d'adaptation au climat. Pour pérenniser les résultats, un levier politique s'impose et c'est à ce niveau que la CEDEAO peut réellement se révéler utile. »

Quinze projets pilotes intelligents d'adaptation au climat sont actuellement mis en œuvre dans la région – pour un montant total de 3,5 millions d'euros – dans des domaines aussi divers que les applis mobiles et numériques ou les solutions low-tech fondées sur la nature. Ils se répartissent en trois grandes catégories : les technologies vertes d'irrigation, les projets climatiques et météorologiques et les meilleures pratiques d'agroforesterie.

> « Certains défis sont communs à toute la région, d'autres spécifiques à un ou plusieurs pays, » explique Yohann. « Au Cap-Vert par exemple, les agriculteurs sont de plus en plus affectés par la rareté des précipitations et la multiplication de poches de sécheresse. En Gambie, c'est surtout la salinisation croissante des eaux souterraines à proximité des côtes qui pose problème, car ce phénomène diminue les quantités d'eau douce pour l'irrigation. Le Bénin est quant à lui confronté à de fortes précipitations et à des inondations. Dans ces trois pays – et dans d'autres aussi – les gens sont vraiment confrontés à une situation difficile : ils ne peuvent produire suffisamment d'aliments et n'ont pas d'argent pour en acheter. »



©ADPM Mertola, Cabo Verde

Toutes les pratiques d'agriculture intelligents face au climat ne nécessitent pas de nouvelles technologies – un changement d'attitude suffit parfois. À N'Djamena, la capitale du Tchad, les jardins maraîchers souffraient de la faible fertilité des sols, encore aggravée par l'utilisation d'engrais chimiques coûteux. Grâce à un financement de 250 000 euros au titre du programme de l'UE AMCC+, les agriculteurs apprennent à valoriser les déchets des latrines de la population urbaine toujours plus nombreuse pour en faire de l'engrais biologique. L'avantage est double puisque cela permet d'améliorer la fertilité des sols et d'augmenter la production, tout en s'attaquant au problème des déchets urbains.

> « Cette solution est intelligente car elle repose sur le recyclage des déchets humains produits dans les zones urbaines. Elle est également intelligente car elle tient compte du contexte local spécifique, » poursuit Yohann. « Nous avons lancé de petits projets pilotes avec des agriculteurs ouverts aux idées nouvelles et la pratique est maintenant en train de s'étendre. L'approche étant extrêmement simple, elle peut facilement être reproduite ailleurs. Si un projet est suffisamment intelligent pour offrir une solution, si son efficacité est démontrée, il contribuera à changer la perception des gens et à les rendre plus ouverts à de nouvelles approches. »

A l'opposé de cette solution low-tech, des agriculteurs gambiens utilisent la technologie de la téléphonie mobile pour préserver leurs précieuses ressources en eau. Le projet IrriGambia utilise une appli de l'Irrigation Advisory Service qui traite automatiquement les données enregistrées par des stations météorologiques. Ces données sont ensuite combinées à des données sur les cultures, le sol et l'irrigation, ce qui permet de calculer la quantité quotidienne exacte d'eau dont chaque culture a besoin dans une exploitation. L'appli envoie des conseils d'irrigation personnalisés aux agriculteurs enregistrés qui peuvent ainsi ajuster le débit d'eau.

> « Les alertes mobiles sont envoyées en langues locales, avec des informations et des conseils permettant d'exploiter au mieux les rares ressources en eau, » explique Yohann. « C'est là une réponse intelligente dans un pays où l'irrigation est primordiale vu la rareté de l'eau douce. Les agriculteurs ont réservé un très bon accueil au projet car il exploite un service de messagerie qu'ils connaissaient déjà et auquel ils font confiance. Ils connaissent bien cette technologie et ils n'ont donc aucun mal à l'utiliser pour d'autres choses. »

Partout dans la région, la CEDEAO et l'UE AMCC+ insistent sur l'importance des partenariats pour la réussite de telles initiatives. « Nous travaillons sur le terrain avec des associations et des ONG qui assurent la mise en œuvre de ces projets dans les différents pays » explique Yohann. « Ces projets sont gérés par la société civile, mais celle-ci travaille en partenariat avec d'autres associations, avec des instituts de recherche ou avec le secteur privé. » Le projet en Gambie est ainsi coordonné par l'ONG espagnole Fundación Sustalde en partenariat avec l' Institut national de recherche agricole. Au Tchad, le CILSS, le bras technique de la CEDEAO, coopère avec Oxfam France sur le projet pilote d'engrais biologique d'origine humaine.

> « Il est très important que la CEDEAO soit le moteur de ce projet, en raison de son poids politique dans la région, mais il faut aussi impliquer les gouvernements nationaux. S'ils ne sont pas intéressés, le projet en restera au stade pilote, » ajoute-il.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Agriculteurs tanzaniens : du courage pour s'adapter au changement climatique

14 janvier 2019

Dans la région semi-aride de Dodoma, l'adaptation au changement climatique passe par l'utilisation de matériaux d'origine locale et l'innovation. Mais il faut aussi du courage.

Pour des agriculteurs comme James Maligana, du village de Chololo, situé dans la région semi-aride de Dodoma en Tanzanie, l'adaptation à l'impact négatif du changement climatique fait partie de la dure réalité quotidienne. Mais James s'est avéré être résilient et capable de s'adapter de diverses manières. Grâce à des matériaux locaux, à son sens de l'innovation et à son courage.



« J'essaie de m'adapter au changement climatique de différentes façons. Premièrement, je me procure des semences de qualité. Deuxièmement, je prépare mon exploitation en créant des billons le long des pentes pour éviter l'érosion du sol et retenir l'eau de pluie, si précieuse. Troisièmement, je fais pousser des cultures résistantes à la sécheresse, comme le sorgho et le millet perlé. Enfin, je répands du fumier sur mes cultures, » explique James.

Le projet EcoACT, qui fait partie du programme de l'AMCC (financé par l'UE) en Tanzanie, a aidé près de 2 832 ménages des districts de Dodoma et de Chamwino en leur fournissant des semences résistantes à la sécheresse. Les agriculteurs qui participent au système de semences de qualité déclarée (SQD) sont certifiés par l'Institut tanzanien de certification officielle des semences (Tanzania Official Seed Certification Institute, TOSCI). Ils ont commencé à produire leurs propres semences résistantes à la sécheresse et à les vendre aux membres de leur communauté. Le TOSCI entend pérenniser cette activité.

Gilbert Mbumi, du village de Kikombo, a acheté des semences de qualité déclarée à un agriculteur voisin, Eliakim Kutusha. Il affirme que ces semences, plantées dans son exploitation de 15 acres, lui ont permis de récolter 10 368 kg de sorgho durant la saison 2017/2018.

Cet excellent résultat a sensiblement amélioré sa sécurité alimentaire et lui a même permis de vendre des surplus. Au total, les arrondissements de Kikombo et d'Idifu comptent désormais 105 agriculteurs formés au système de SQD, dont 34 producteurs de semences de qualité déclarée.

« Au début, nous avons eu du mal à convaincre les agriculteurs, comme James, de participer au projet, car ils étaient très réticents au changement. Mais au fil du temps, la communauté a commencé à nous faire confiance et elle bénéficie désormais de notre soutien technique, » déclare Dr Francis Njau, responsable du projet EcoACT.

Des boucs pour inverser la tendance



En plus des SQD et des pratiques agricoles climato-intelligentes, le projet a aussi encouragé les sources de revenus alternatives. La distribution de chèvres améliorées aux membres de la communauté est une autre composante du programme EcoACT. Debora Mahenge vit de l'élevage de chèvres. Grâce à EcoACT, elle a reçu un bouc de qualité, qu'elle croise désormais avec les chèvres d'autres éleveurs de la région. Elle fait très attention à son bouc et inspecte les enclos et la santé des femelles avant de permettre la reproduction de son bouc.

« Le projet EcoACT m'a fourni un bouc amélioré pour augmenter la productivité de mes chèvres locales et je vends désormais les animaux issus des croisements. Cette année, j'ai gagné 840 000 TZS (environ 400 dollars) grâce à la vente de 12 chèvres croisées âgées d'un an. Par le passé, je gagnais seulement 480 000 TZS (210 dollars) en vendant des bêtes locales de deux ans. Je gagne donc deux fois plus d'argent en deux fois moins de temps. J'aide aussi les membres de ma communauté à élever des chèvres et leur offre des conseils, » explique Debora.

Liens:

Galerie Photo
Eco Village Report
EcoACT – Eco-village adaptation to climate change in central Tanzania (factsheet)
EcoACT - Success story



Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Aider le Bhoutan à garder son empreinte carbone négative

28 juin 2018

Les changements climatiques ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Le Bhoutan est le seul pays du monde à avoir une empreinte carbone négative, mais il subit tout de même les effets des changements climatiques, notamment des régimes météorologiques irréguliers et imprévisibles et des catastrophes naturelles telles que des inondations, des glissements de terrain et la disparition de lacs glaciaires.



La variation des modèles de mousson et l'élévation des températures ont réduit la saison des pluies et allongé les périodes de sécheresse au Bhoutan — un désastre pour la population essentiellement rurale qui dépend de l'agriculture à la fois comme source de revenu et source de nourriture. Parallèlement, la demande d'eau dans les centres urbains augmente chaque année. En étroite collaboration avec le gouvernement et le Centre de recherche sur les ressources naturelles renouvelables, l'AMCC+ investit 4,4 millions d'euros dans un certain nombre de projets visant à aider les agriculteurs à mieux s'adapter et à être plus résilients aux changements climatiques et à leur impact.

« L'installation du système de distribution d'eau a été une bénédiction pour tout le village ; il est également source d'inspiration pour notre famille — et le sera aussi pour les générations futures — pour remédier au problème de la rareté de l'eau », explique Dechen Dorji, un agriculteur de Mongar, dans l'est du Bhoutan, en exhibant fièrement le nouveau système. Budete si moci jednoduše vybrat online kasino, které zcela odpovídá vašim očekáváním a vaší poptávce. Nemusíte se starat s vlastním složitým vyhledáváním, o to se postaráme za vás. Vy si jen můžete projít naše kompletní recenze, které vám poskytnou veškeré potřebné odpovědi, vybrat si nejvhodnější kasino a www.onlinecasino24cz.com zaměřit se na hraní vašich oblíbených hazardních her v bezpečném prostředí, zodpovědným způsobem a hlavně z pohodlí vlastního domova. Užijte si kasino hry v tom. « Quand j'étais enfant, l'approvisionnement en eau occupait quelqu'un de la famille à temps plein. Le nouveau système nous a formidablement aidés à bien irriguer nos champs et à remédier aux problèmes qui se posaient par le passé, par exemple les problèmes d'approvisionnement et les pertes d'eau à la source. »

Auparavant, les champs étaient irrigués par un vieux réseau de canaux ouverts qui n'était pas du tout efficace à cause des taux élevés d'évaporation et autres pertes. Mais tout a changé pour le riziculteur Rinchen Zangmo. « Dans le temps, il y avait toujours pénurie d'eau, mais la nouvelle pompe a réglé ce problème », explique-t-il. « J'ai reçu, dans le cadre d'un nouveau programme d'affectation des sols, de nouvelles parcelles dont le système d'irrigation permet de cultiver du riz. C'est la principale source de revenu et de nourriture de ma famille », ajoute-t-il.

Le manque d'eau n'est pas le seul défi que le Bhoutan doit relever à cause des changements climatiques. Dans ce pays montagneux et enclavé, près d'un tiers des terres arables sont à flanc de coteaux. L'érosion est un souci permanent : chaque année, l'eau charrie 29 tonnes de terres fertiles, ce qui aggrave les problèmes de sédiments dans les rivières qui traversent les vallées encaissées. Ailleurs, l'utilisation intensive d'engrais chimiques contribue aux émissions de gaz à effet de serre et polluent les ruisseaux de montagne.

L'AMCC+ appuie les efforts déployés pour promouvoir l'agriculture biologique afin de réduire les émissions toxiques et d'encourager la séquestration du carbone dans le sol pour améliorer la qualité des terres. « J'ai réussi à augmenter énormément ma production de légumes sans utiliser d'engrais importés », s'enorgueillit Arum Sangay, maraîcher dans le district de Pemagatshel, dans le sud du Bhoutan, non loin de la frontière avec l'Inde. « Grâce aux fonds de l'AMCC+, nous avons reçu un stock de semences, de nouvelles serres et des systèmes modernes d'irrigation. Comme je produis plus de légumes, mon exploitation est plus stable et les revenus de ma famille sont plus élevés », se félicite-t-il.

Il est communément admis que l'élevage contribue sensiblement aux émissions de gaz à effet de serre. Le Bhoutan assume ses responsabilités et réduit son empreinte écologique par un projet d'élevage « vert », qui prévoit entre autres la création de méthaniseurs et de digesteurs à biogaz. Les éleveurs ont également appris à cultiver du fourrage d'hiver et à mieux surveiller leurs pâtures.

« Nous avons un groupe de culture de fourrage depuis 2014. Cette initiative nous a aidés à remédier aux problèmes de qualité et de quantité qui nous préoccupaient depuis longtemps au sujet de l'alimentation de notre bétail », explique Pema Dorji, un membre du Groupe de production fourragère de Zhemgang.

Karma Sershong, de Mongar, explique que le projet a radicalement changé sa vie : « Le méthaniseur a réduit de moitié mon temps de travail quotidien, j'ai plus de temps à consacrer à d'autres activités et j'ai même une vie sociale ! C'est aussi la principale source d'énergie de ma famille. »

Le développement du Bhoutan est dans une grande mesure tributaire de secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture, l'élevage, la foresterie et l'hydroélectricité. L'AMCC+ contribue aux projets locaux pour faire en sorte que le pays puisse prospérer tout en gardant son bilan carbone négatif.

Video

http://capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Aider les agriculteurs de Madagascar à faire face au changement climatique

1 février 2018

Un guide récemment publié au sujet du changement climatique à Madagascar aide les agriculteurs de l'État insulaire africain à adapter et protéger leurs cultures et leur bétail.



Les données sur le climat, lorsqu'elles sont disponibles, restent souvent hors de portée des agriculteurs et des autres parties auxquelles elles bénéficieraient le plus. À Madagascar, l'AMCC+ a rédigé un guide dans le but de combler cette lacune. Les intéressés y apprennent comment interpréter et utiliser ces informations pertinentes. Complété par la formation des principaux acteurs nationaux et régionaux, le guide sera adapté afin de servir d'outil dans tout le pays. Les cultures abordées comprennent le riz, le blé, les arachides et les ignames. Les élevages porcin et bovin sont également passés en revue.

Liens:

Guide d'interprétation des informations climatiques dans la région de Boeny pour les secteurs Agriculture et Élevage.
https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community/documents/guide-dinterpretation-des-informations-climatiques-pour-les-secteurs-agriculture-et

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Aider les communauté du Timor Lest a inventer leur propre avenir

15 mars 2019

Les populations rurales du Timor-Leste vivent dans un cadre agroécologique particulièrement fragile et dans une situation d'économie rurale faible. Le changement climatique exacerbe les problèmes de sécurité alimentaire existants par la dégradation des ressources naturelles, la probabilité accrue de catastrophes naturelles, les vents forts, les glissements de terrain, les crues éclairs, les pénuries d'eau et les conflits pour les ressources. La déforestation est aussi une préoccupation majeure. Les forêts sont détruites à des fins agricoles et le bois est utilisé comme combustible domestique par 90 % des ménages. On estime que le couvert forestier a diminué de près de 30 % entre 1990 et 2010, c'est-à-dire d'environ 1,7 % par an.



Lire l'etude de cas

Regarder la video

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+
Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Contact EuropeAid Legal notice

AMCC+ : Des « nids » en canne à sucre pour protéger les arbres fruitiers au Cap-Vert

27 septembre 2021 - 27 septembre 2021

Le projet Agro Floresta mis en œuvre par l'AMCC+ au Cap-Vert fait découvrir des techniques d'agroécologie aux communautés locales. L'utilisation de « nids », l'une de ces techniques, consiste à protéger les arbres fruitiers à l'aide de paille ou de bagasse de canne à sucre. Ces « nids » ont plusieurs fonctions, telles que préserver l'humidité des sols, les protéger contre le vent ou leur apporter des nutriments.



©ADPM Mertola

Divers végétaux peuvent être utilisés pour fabriquer ces « nids », ce qui permet de bénéficier des avantages respectifs des espèces. Des espèces telles que l'aloe vera, le sisal et le cactus en particulier peuvent contribuer à la protection contre les vents et améliorer la teneur du sol en eau et en nutriments en favorisant le développement des espèces plantées à proximité.

Le projet Agro Floresta (nom complet : ADPM - Sistemas Agroflorestais em Santo Antão) met en œuvre des activités agroécologiques qui visent à :

- Améliorer la production agricole au bénéfice de systèmes de production alimentaire intelligents face au climat ;
- Améliorer la qualité de vie des populations rurales en augmentant la productivité agricole et les revenus des agriculteurs, et en réduisant les inégalités ;
- Lutter contre la désertification à l'aide de techniques agroécologiques et contribuer ainsi aux efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ce phénomène.

ADPM I Sistemas Agroflorestais em Santo Antão – Page Facebook



©ADPM Mertola

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Afrique de l'Ouest: améliorer la disponibilité des données hydro-climatiques pour soutenir les politiques climat robustes

5 juillet 2021 - 5 juillet 2021

Establishing climate adaptation strategies based on robust and relevant data is a concern for countries in the context of climate variability. However, the availability and appropriate use of hydro-climatic data remains a challenge in planning and monitoring robust climate policies, especially in West Africa. The AGRHYMET Regional Centre is strengthening access to hydro-climatic data in the West African region, as well as the capacity to use these data by agro-hydro-climatic stakeholders with the support of the GCCA+ West Africa project, funded by the European Union and implemented by Expertise France, under the political leadership of ECOWAS and in partnership with CILSS.



La disponibilité de ces données permet aux Etats et instances régionales d'avoir une meilleure visibilité en ce qui concerne la vulnérabilité réelle des populations et d'assurer une meilleure coordination dans la mise en œuvre et le suivi des contributions déterminées au niveau national (CDN). Ces informations renforcent également la pertinence des mesures d'adaptation et de réduction des catastrophes à l'échelle locale et nationale à travers la prévision des risques hydrologiques et climatiques via des alertes, l'intégration des stratégies d'adaptation dans la gestion des risques, etc.

Lire l'article complet

GCCA+ West Africa project

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

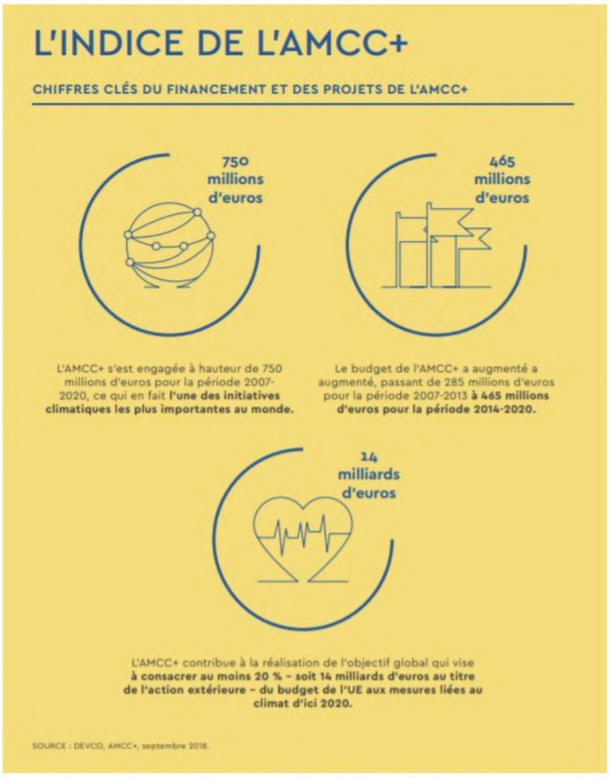
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

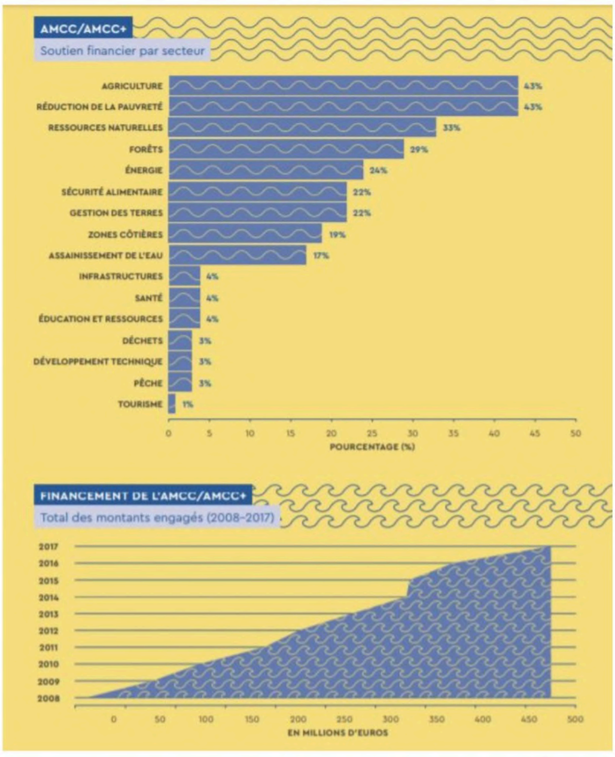
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

AMCC+ Baromètre 1

1 octobre 2018

GCCA+ Baromètre 1





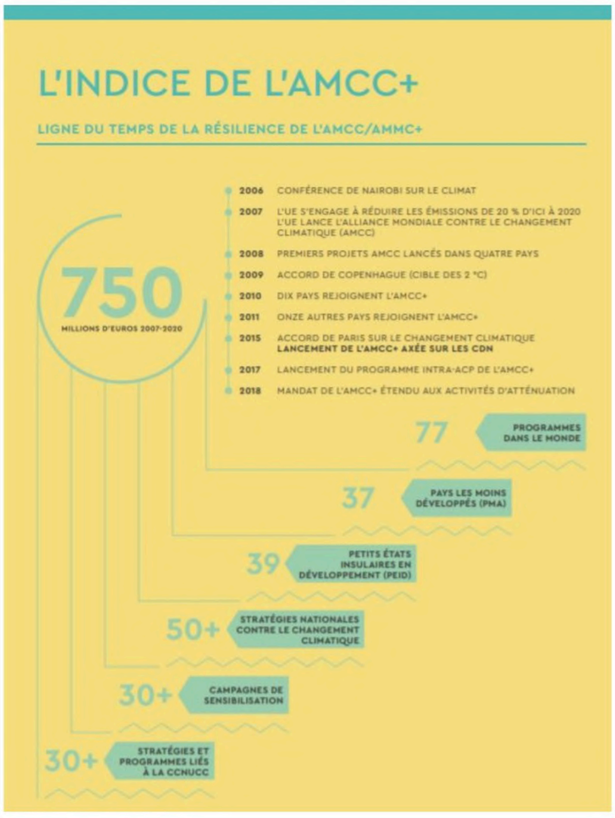
Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Baromètre 2

6 juin 2019

GCCA+ Baromètre 2





Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Baromètre 3

5 décembre 2019 - 5 décembre 2019

AMCC+ Baromètre 3







Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Cape Vert: la technologie “cocoons” pour les plantes

10 août 2022 - 10 août 2022

La rareté de l'eau nous oblige à adopter des solutions pratiques de plus en plus intelligentes !

Les arbres plantés dans le champ expérimental dans le Plateau nord à l'aide de "Cocoon" sont en développement. Dans le plateau nord au Cap-Vert, il y a une pénurie d'eau et à travers les petits réservoirs d'eau (les cocoons), l'eau est libérée progressivement, assurant la disponibilité d'eau pour les plantes sur une plus longue période de temps.

La technologie de plantation Cocoon permet aux arbres de se développer dans les sols arides sans irrigation, et de revitaliser les écosystèmes et les communautés dégradés partout dans le monde.



A travers cette expérience, nous entendons contribuer à atténuer les besoins en eau pour l'agriculture en augmentant la productivité. Une autre initiative du projet de systèmes agroforestiers qui reste engagé dans la lutte contre le changement climatique sur l'île de Santo Antão au Cap-Vert. » Chef de projet, ADPM.

Le projet pilote "Systèmes agroforestiers - Une alternative intelligente pour lutter contre le changement climatique dans l'île de Santo Antão" est mis en œuvre par ADPM au Cap-Vert et vise à créer des systèmes agroforestiers dans des champs expérimentaux pour favoriser des systèmes de production alimentaire adaptés aux changements climatiques au Cap-Vert. Dans un contexte de forte sècheresse, les actions vont renforcer les capacités des jeunes agriculteurs dans la gestion optimisée des systèmes d'irrigation, la restauration de la fertilité des sols et la diversification et l'alternance des cultures.



Ce projet pilote est cofinancé par le projet régional GCCA+ Afrique de l'Ouest mis en œuvre par Expertise France sous le leadership de la Commission de la CEDEAO et en collaboration avec le CILSS.

En savoir plus sur ce projet pilote ici : https://www.agroflorestacv.adpm.pt/

Plus d'information sur la technologie "Cocoon" : https://youtu.be/eay7yKbQmnw

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ dans le Pacifique

10 décembre 2019 - 10 décembre 2019

AMCC+ dans le Pacifique



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ en Afrique

10 décembre 2019 - 10 décembre 2019

AMCC+ en Afrique

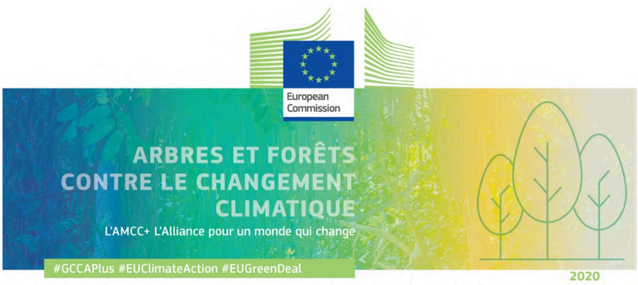


Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Fiche d'information: Arbres et forêts contre le changement climatique

19 mars 2020 - 19 mars 2020

ARBRES ET FORÊTS CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



QUESTIONS CLÉS

Les forêts soutiennent les moyens de subsistance de plus d'**1 milliard** de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et assurent un emploi rémunéré à plus de **100 millions d'habitants de la planète**. Elles abritent plus de **80 pour cent de la biodiversité terrestre** et fournissent des services écosystémiques, comme par exemple la filtration de l'air et l'eau.

Les forêts sont à la fois une des causes du changement climatique – en raison de la déforestation – et une solution pour lutter contre ce phénomène. Le défrichage de vastes superficies au profit de l'agriculture commerciale et de la construction de routes et de villes a fait disparaître des puits de carbone et libéré des millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère. **Les arbres sur pied absorbent le carbone présent dans l'atmosphère** et protègent les terres, les côtes et les bassins versants.

La gestion forestière revêt de multiples dimensions et fait souvent intervenir des questions transsectorielles difficiles, qu'il s'agisse de politique internationale, de gouvernance économique ou des droits de l'homme par exemple – songeons aux brûleurs de charbon de bois qui se livrent à cette activité illicite faute d'autres moyens de subsistance ou encore à la réticence à investir dans la plantation d'arbres dans les contextes de précarité du régime foncier.

AMCC+: LEÇONS APPRISES

Le portefeuille de projets de l'**Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+)** donne un bon aperçu des approches qui soutiennent efficacement les efforts d'adaptation et d'atténuation et améliorent dans le même temps le bien-être social et la prospérité économique. Les programmes de l'AMCC+ ont permis d'affiner les techniques de plantation et de **restauration de mangroves dans le cadre du renforcement de la défense des côtes** contre l'élévation du niveau de la mer et les ondes de tempête. Nombreux sont ainsi les pays qui mettent aujourd'hui en œuvre cette **solution écosystémique** pour compléter les infrastructures de défense côtière.

Dans les projets de ce type, les approches de l'AMCC+ démontrent à quel point la **participation communautaire est nécessaire** pour faire comprendre aux populations qu'il faut du temps pour que les **avantages futurs** deviennent perceptibles. Dans ce cas, des mesures transitoires sont parfois nécessaires pour soutenir les moyens d'existence dans les communautés.

Les enseignements tirés des projets de l'AMCC+ montrent que des politiques et des décisions extérieures peuvent avoir un impact sur les résultats. En ce qui concerne les projets mis en œuvre au titre du mécanisme REDD+, l'AMCC+ a ainsi dû faire face à des incertitudes concernant les flux financiers internationaux ainsi qu'à la précarité du régime foncier – deux facteurs qui peuvent influencer le soutien apporté aux communautés.



Les brûleurs clandestins de charbon de bois en Sierra Leone

L'abattage d'arbres est la première cause de la destruction des forêts en Sierra Leone. Jour après jour, la National Protected Area Authority (NPAA) œuvre inlassablement à la protection des forêts en démantelant les fosses à charbon.
Ces activités menées dans le cadre du mécanisme REDD+ ont été mises en œuvre au titre de l'AMCC+, l'initiative phare de l'UE. En 2017, la délégation de l'UE en Sierra Leone a reçu un prix de l'environnement pour ses réalisations dans le cadre du projet REDD+.
Découvrez le reportage complet sur **gcca.eu/stories**

Photo : Dans les collines de la Western Area Forest Reserve in Sierra Leone, Jonathan Bundu, un journaliste de Climate Tracker qui travaille pour l'AMCC+, accompagne sur le terrain les gardes forestiers qui ont pour mission de protéger la forêt des braconniers impliqués dans le business illicite du charbon de bois.

CONTEXTE MONDIAL

L'engagement de l'UE pour les forêts

En 2019, la Commission européenne a publié une nouvelle communication intitulée *Renforcer l'action de l'UE en matière de protection et de restauration des forêts de la planète*.

L'objectif est de protéger les forêts primaires et de soutenir la restauration durable et responsable des forêts par une série de mesures :

1. Réduire l'empreinte de la consommation de l'UE sur les terres
2. Promouvoir les produits issus de chaînes d'approvisionnement sans déforestation dans l'UE
3. Travailler en partenariat avec les pays producteurs afin de parvenir à une coopération européenne au développement ne contribuant pas à la déforestation
4. Réorienter le financement vers des pratiques d'affectation des sols plus durables
5. Soutenir la disponibilité et la qualité des informations sur les forêts et les chaînes d'approvisionnement des produits de base et faciliter l'accès à ces informations
6. Renforcer la coopération internationale pour améliorer la mise en œuvre du **REDD+**.

Développements internationaux

REDD+ : le mécanisme REDD, Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts, a été étendu et renforcé. Le REDD+ inclut ainsi le renforcement des stocks de carbone liés à la forêt et l'offre de nouveaux incitants financiers. Un financement climatique international limité et problèmes liés aux marchés du carbone, ainsi que les difficultés rencontrées au niveau des politiques nationales ont ralenti. L'article 6 de l'accord de Paris vise à mettre en place des mécanismes internationaux d'échange des droits d'émission de carbone.

D'autres mécanismes incluent :

Les partenariats, comme l'AFR100, s'appuient sur le Défi de Bonn et réunissent des organisations internationales, comme l'IUCN et la WRI, et une série de pays en vue de restaurer 150 millions d'hectares de terres déboisées et dégradées d'ici à 2020.

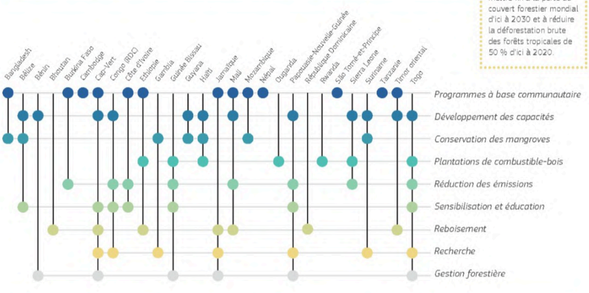
Les organismes de certification, comme la Table ronde pour une huile de palme durable, certifient les produits issus de chaînes d'approvisionnement sans déforestation.

Les organismes en lien avec les marchés d'échange **volontaire de crédits-carbone** tels que Verra (anciennement Verified Carbon Standard) qui délivre des certificats de vérification des émissions pouvant être vendus sur les marchés volontaire du carbone.

L'AMCC/AMCC+ ET LES FORÊTS

34 projects **40%** du portefeuille de l'AMCC/AMCC+ **30** pays **225** millions d'euros

La communication de l'UE (2008) sur la déforestation vise à mettre fin à la perte du couvert forestier mondial d'ici à 2030 et à réduire la déforestation brute des forêts tropicales de 50 % d'ici à 2020.



www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de la coopération internationale et du développement
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

AMCC+ Fiche d'information: Femmes et Climat

21 avril 2020 - 21 avril 2020

Femmes et climat

Questions clés

Les femmes et les filles sont particulièrement touchées par le changement climatique. En effet, il accentue les menaces socio-économiques à long-terme, les effets des crises post-catas-trophe, et limite la portée des améliorations sociales.



QUESTIONS CLÉS

Les femmes et les filles sont **particulièrement touchées par le changement** climatique. En effet, il accentue les menaces socio-économiques à long-terme, les effets des crises post-catastrophe, et limite la portée des améliorations sociales.

Lorsque les femmes sont responsables de l'approvisionnement en eau des ménages et la rareté de l'eau augmente, le temps disponible pour mener d'autres activités se reduit. **En cas de catastrophe, les femmes souffrent davantage** en raison de leur manque relatif de contrôle sur les terres agricoles et les sources de nourriture. Selon la FAO, **moins 10% des agricultrices sont propriétaires de leurs terres** et à peine 2% disposent de documents prouvant leur droit.

Parmi les personnes déplacées par le changement climatique, **80 % sont des femmes et des filles**, selon le PNUD. Lorsqu'elles sont obligées de quitter leur foyer, les femmes et les filles peuvent devenir encore plus vulnérables à la violence de genre.

Enfin, le potentiel des femmes à agir comme **agent de changement** accompagnant leur pays dans leur effort de limiter les émissions à effet de serre et de résilience au climat est souvent négligé. En moyenne, seuls 35 % de tous les ministères du secteur de l'environnement disposent d'un point focal pour l'égalité entre les sexes. Seuls 64 sur 186 des contributions déterminées au niveau national (CDN) incluent une référence au genre dans leurs objectifs nationaux.

AMCC+: LEÇONS APPRISES

La moitié des actions appuyées par l'AMCC+ contribuent directement à l'égalité entre les sexes, le 20 % du portefeuille du programme.

De nombreuses actions de AMCC+ intègrent des solutions **participatives et communautaires**, offrant la possibilité de mener des activités axées sur le genre. **Les femmes sont clairement reconnues comme des acteurs clés** notamment dans les chaînes de valeur agricoles, dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau, combustible de cuisson et nourriture.

Les bonnes pratiques de l'AMCC+ pour promouvoir l'action climatique des femmes consistent notamment à soutenir l'accès des femmes à la terre, à accroître leur participation aux comités de décision et à faciliter l'autonomisation économique par le renforcement des capacités et la microfinance.

81 % des actions appuyées par l'AMCC+ mettent en œuvre des actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Cela conduit à un champ d'application plus large, prenant mieux en compte les changements sociétaux, mais des appuis supplémentaires seront nécessaires pour concevoir des actions et des activités qui profitent directement aux femmes.



En Ouganda, les sœurs tirent les bénéfices de leur travail - et le climat aussi

Betty Ndugga fait partie du millier de personnes qui ont été formées dans les écoles d'agriculture de terrain financées par l'AMCC+, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Dans le cadre de ce programme de 11 millions d'euros, plus de 300 écoles de terrain, fréquentées par plus de 4 000 agriculteurs, ont été mises en place. *« J'ai appris à cultiver les plants de café et j'ai commencé à faire fonctionner cette pépinière comme une entreprise commerciale. Je voulais pouvoir m'occuper de ma famille parce que je suis veuve »*, a déclaré fièrement Betty en surveillant la pépinière de semis.
Les écoles ont été organisées dans le « corridor à bétail » principal de l'Ouganda, très vulnérable au changement climatique, souffrant de fréquentes inondations, de sécheresses prolongées et de précipitations imprévisibles.

Voir l'article complet sur **gcca.eu/stories**

Photo : En Ouganda, les agricultrices sont encouragées à renforcer leur résilience aux impacts du changement climatique en diversifiant leurs cultures et activités génératrices de revenus. Le programme soutient également six réservoirs géants pour fournir de l'eau à 12 000 bovins ainsi que 300 petits systèmes d'irrigation au bénéfice d'environ 25 000 personnes. © FAO

LE CONTEXTE MONDIAL

L'engagement de l'UE en faveur de l'égalité des genres

L'égalité des sexes est un principe de l'UE, inscrit dans le Traité de Rome et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Le plan stratégique pour l'égalité des sexes 2016-2019 appelle à l'intégration du genre dans toutes les politiques et tous les investissements de l'UE.

Engagements d'Engagements de DG DEVCO (Direction générale de la coopération internationale et du développement) : plus de 60 % des actions en faveur de l'Aide publique au développement (APD) de l'UE visent à faire progresser l'égalité des sexes et environ 25 % sont liées au climat.

Les contributions de DG DEVCO et de l'AMCC+ liées au genre sont, en moyenne, supérieures à la moyenne globale en termes d'APD. En effet, 31 % des engagements en matière d'APD sont liés au genre, contre **62 % des contributions de DG DEVCO et 49 % des cotisations de l'AMCC+** respectivement.

GAP II - Rapports annuels de mise en œuvre
Mémoire thématique sur le genre et le changement climatique
Intégration des sexes dans PCM
Évaluation de l'impact entre les sexes

Développements internationaux

Genre et Climat dans les ODDs de l'ONU

UNFCCC: L'Accord de Cancun sur l'adaptation (2010) comprend huit références aux femmes et au genre. Depuis lors, l'égalité des sexes est devenue l'une des questions transversales de développement social énumérées dans l'Accord de Paris de 2015.

Cependant, certains secteurs du changement climatique sont à la traîne. **L'architecture du financement Climatique**, 50 fonds publics internationaux, 45 marchés de carbone et 6 000 fonds de capital-investissement. Peu d'entre eux accordent la priorité à l'accès des femmes : **à peine 0,01 % de l'ensemble des fonds climatiques mondiaux** soutiennent des projets qui s'attaquent activement au changement climatique et aux droits des femmes.

NDC tracker
Guide de poche sur l'égalité des sexes dans le cadre de la CCNUCC
Indice universel des droits de l'homme- UHRI

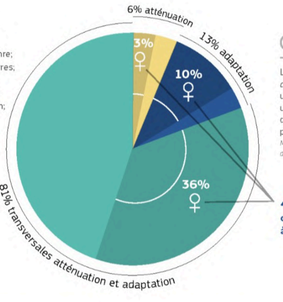
- Objectif 2 Faim Zéro
- Goal 3 Bonne santé et bien-être
- Goal 5 Égalité entre les sexes
- Goal 6 Eau propre et assainissement
- Goal 7 Énergie propre et d'une coût abordable
- Goal 11 Villes et communautés durables
- Goal 12 Consommation et production responsable
- Goal 13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

AMCC/AMCC+ et égalité des sexes

72 millions d'euros **20%** du portefeuille AMCC/AMCC+ **33** actions significatives de genre

L'AMCC+ a 33 actions significatives de genre, dont : l'intégration des enjeux de genre dans le climat; les solutions communautaires axées sur le genre; l'accès accru des femmes aux terres; le renforcement des capacités et microfinance; les programmes d'énergies propres pour la cuisson; la formation des femmes dans le secteur de l'énergie.

Principaux pays d'intervention
Cote d'Ivoire
Mali
Maldives
Myanmar
Mozambique
Niger
Haiti
Rwanda
Tanzania
Uganda



Le **marqueur G** est le *marqueur de politique d'égalité des sexes*, un outil de responsabilisation utilisé pour suivre l'allocation des ressources des bailleurs pour promouvoir l'égalité des sexes.
Manuel OCDE-CAD sur la politique d'égalité entre les sexes

49% des actions AMCC+ contribuent directement à l'égalité entre les sexes

www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de la coopération internationale et du développement
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Fiche d'information: La jeunesse et le climat

2 juin 2020 - 2 juin 2020

La jeunesse et le climat



QUESTIONS CLÉS

Le changement climatique est en marche. Ce sont les **2,3 milliards d'enfants** de moins de 18 ans dans le monde qui souffriront le plus des impacts du réchauffement planétaire. 301 millions d'entre eux représentent **plus de la moitié des personnes les plus pauvres du monde**, qui survivent avec moins de deux dollars par jour. Le changement climatique menace la stabilité socioéconomique et la santé futures des jeunes d'aujourd'hui. L'enjeu est tel que les enfants ont commencé à se mobiliser et ils ont initié les plus importantes manifestations jamais organisées dans le monde. En septembre 2019, **dans 150 pays et à travers 4 500 lieux**, 6 à 7,6 millions de personnes ont appelé à une action climatique rapide, **sous l'impulsion des plus jeunes citoyens du monde**.

Si l'éducation est la clé de la responsabilisation, l'intégration des questions climatiques dans **les programmes de l'enseignement primaire et secondaire** préparera les enfants d'aujourd'hui à un monde au climat différent et leur apprendra à protéger le précieux patrimoine mondial, mieux que ne l'ont fait leurs parents et grands-parents.

AMCC+ : LEÇONS APPRISES

Sur l'ensemble des programmes de **l'Alliance mondiale contre le changement climatique** (AMCC+) dans le monde, 24 ciblent directement les jeunes et leur éducation. Ils ont introduit avec succès **le changement climatique dans les programmes scolaires** : plantage d'arbres et production de jeunes plants en Tanzanie, leçons sur les 3 « R » (réduire, réutiliser, recycler) au Liberia et au Nigeria, éducation forestière au Cap-Vert et en RDC.

La sensibilisation tient compte des besoins et des **contextes locaux**. Les programmes d'éducation et de sensibilisation à la mangrove ciblent les jeunes du Guyana, du Suriname et de Belize. À Kiribati et aux Tonga, la **sensibilisation des enseignants** aux risques sanitaires et à la conservation de l'eau permet d'éduquer les jeunes et de renforcer la résilience.

Parmi les autres actions, citons l'utilisation d'outils de communication innovants, comme les bandes dessinées, au Mali et aux Comores, et la formation de groupes de jeunes au Timor-Oriental et au Suriname.



Protéger la forêt dès son plus jeune âge en RDC

« Botela zamba, tokobatela zamba, toloni nzete, tokobatela zamba » – *protégeons nos forêts et plantons des arbres* – est la nouvelle chanson préférée des enfants à Yangambi.

À Yangambi, en République démocratique du Congo (RDC), les enfants et les jeunes apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement à l'école. Un programme innovant d'éducation environnementale, soutenu par l'Union européenne à travers l'AMCC+, aide les élèves des communautés forestières à réaliser l'importance d'utiliser les ressources naturelles de manière durable, et les encourage à passer à l'action dès leur plus jeune âge.

Voir l'article complet sur **www.gcca.eu/fr/stories**

Les facilitateurs du programme sont des jeunes diplômés et des étudiants de Master en gestion durable des forêts. Photo : Axel Fassio/CIFOR

LE CONTEXTE MONDIAL

L'engagement de l'UE en faveur du climat et des jeunes

Actuellement, **1,2 million de personnes** – soit une sur six – sont âgées de 15 à 24 ans. En 2018, un tiers de la population européenne avait moins de 30 ans. L'« **iniquité intergénérationnelle** » signifie que les jeunes d'aujourd'hui paieront pour l'inaction de leurs parents et grands-parents face au changement climatique. L'UE considère que le leadership climatique de demain commence à la maison. À travers **l'initiative pour les jeunes Européens au service de l'action pour le climat** et des programmes comme **Erasmus+** (qui soutient 160 000 personnes impliquées dans des projets relatifs à l'environnement, à l'énergie et au changement climatique) et le **corps européen de solidarité** (qui soutient les jeunes qui travaillent comme volontaires dans des projets bénéficiant aux communautés), l'UE développe les capacités des jeunes à relever les défis du changement climatique mondial.

Développements internationaux

Près de **20 % des jeunes dans le monde vivent en Afrique**, un chiffre qui devrait doubler d'ici 2050. Des jeunes correctement éduqués peuvent alimenter le développement et stimuler les revenus. Mais dans les pays pauvres, comme c'est souvent le cas en Afrique, **le manque d'instruction et le faible niveau d'alphabétisation** pénalisent les jeunes qui, même s'ils trouvent un emploi, continuent de rester à la traîne en matière de rémunération et de croissance de leur revenu pendant des années.

Sans soutien supplémentaire, les jeunes d'aujourd'hui dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables sont ceux qui risquent d'être les plus affectés par les impacts du changement climatique.

L'AMCC/AMCC+ ET LES JEUNES

24 projets **34** pays **25%** du portefeuille de l'AMCC/AMCC+ **128** millions d'euros



Jouer et apprendre
- Le jeu des 5 « P »
- Le memory du climat
- Le fun quiz de l'AMCC+

www.gcca.eu/climate-change-games

Principaux pays d'intervention
Belize
Cambodge
Cap-Vert
Comores
Congo
Cuba
Ghana
Guyana
Liberia
Maldives
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Nigeria
Pacifique
République dominicaine
Sierra Leone
Suriname
Tanzanie
Timor-Oriental

www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de la coopération internationale et du développement
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Fiche d'information: Les déchets et le climat

14 septembre 2020 - 14 septembre 2020

AMCC+ Fiche d'information: Les déchets et le climat



LES ENJEUX

Les déchets ne cessent d'augmenter sous l'effet de l'urbanisation rapide, de la croissance démographique et de la hausse des revenus. Selon la Banque mondiale, la quantité de déchets produits chaque année dans le monde devrait ainsi augmenter de 70 % et atteindre 3,4 milliards de tonnes d'ici à 2050, avec 35 % du volume en Afrique subsaharienne. En 2016, le traitement et l'élimination des déchets ont généré environ **5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES)**. En l'absence de mesures concrètes et efficaces, ces émissions auront pratiquement doublé en 2050.

La mauvaise gestion des déchets touche de **manière disproportionnée les populations pauvres**. Dans les pays à faible revenu, moins de 70 % des ordures ménagères sont collectées et les enfants sont à risque de diarrhée et infections respiratoires aiguës.

L'amélioration de la gestion des déchets peut se traduire par d'importants gains en termes de santé publique.

La voie à suivre est l'utilisation efficace des ressources, la prévention des déchets et l'**utilisation de matières premières secondaires** - réduisant les émissions de GES et contribuant à **l'atténuation du changement climatique mondial**.

QUE FAIT L'AMCC+

En 2018, le soutien de l'**Alliance mondiale contre le changement climatique Plus** (AMCC+) a été étendu aux mesures d'atténuation, telles que la réduction des émissions liées aux déchets solides. **14 projets de l'AMCC+**, mis en œuvre dans 13 pays, **incluent au moins un volet axé sur la gestion des déchets**.

Les déchets solides si gérés de manière appropriée, peuvent être un atout économique fournissant des matières premières secondaires, au lieu de générer des **substances chimiques et polluantes** qui **menacent** les services écosystémiques, contaminant l'eau et la qualité de l'air. Les programmes de gestion des déchets solides de l'AMCC+ soutiennent l'amélioration du ramassage des déchets, de leur recyclage et de leur compostage, ainsi que la mise en place de **systèmes de monitorage et d'élimination**.

Les programmes de l'AMCC+ soutiennent également la construction de **petites ou de grandes usines à biogaz**, qui convertissent en énergie les déchets organiques issus de l'agriculture et de l'élevage. Mentionnons également la mise en place d'un **système de monitorage** pour le secteur des déchets au Nigeria, ainsi que d'un système de **traitement des eaux usées** pour l'irrigation à Djibouti.



Liberia : l'immense combat d'un petit pays

Systèmes d'évacuation et de drainage précaires ou absents, manque d'eau potable, absence d'infrastructures de gestion des déchets... Autant de difficultés auxquelles doit faire face Paynesville, une banlieue tentaculaire d'environ 320 000 habitants qui ne cesse de s'étendre. En 2014, cette banlieue de Monrovia a été touchée de plein fouet par l'épidémie d'Ebola, à l'instar d'une grande partie de l'Afrique de l'Ouest.
L'AMCC+ a donc décidé de lancer un programme visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer l'accès à l'assainissement, grâce à un système plus durable de collecte et d'élimination des déchets solides. Le programme vise à améliorer la collecte des déchets solides, promouvoir le recyclage et le compostage et construire un site d'enfouissement ultramoderne pour s'attaquer aux émissions de gaz à effet de serre tout en utilisant le méthane pour produire de l'électricité.

Lisez le reportage complet sur **gcca.eu/stories**

Opérations de nettoyage dans le cadre de la lutte contre le changement climatique à Paynesville, Liberia © EU GCCA+

THE GLOBAL CONTEXT

EU commitment for waste management

Several EU initiatives provide waste management support for developing countries. The **Global Covenant of Mayors for Climate and Energy**, announced in 2019 the **City Climate Finance Gap Fund** for low-carbon and resilient urban infrastructure projects, such as scaling up waste management infrastructure in Benin or a climate action programme on integrated waste management in Greater Kampala, Uganda. The regional Covenant of Mayors for **Sub Saharan Africa** provides support for Sustainable Energy Access Climate Action Plans (SEACAP). The **global dimension of the EU Circular Economy Action plan** targets the potential value of waste, while the **fight against plastic pollution** is reflected in several external action programmes, from the Mediterranean Basin to the Ganga River in India.

The **EU Green Deal** external dimension is also expected to promote the sustainable product policy potentially reducing waste significantly.

International Developments

Although waste contributes around 5% of GHGs it is not a subject of UNFCCC negotiations.

Nevertheless, at the **United Nations level**, a number of conventions set legally binding international standards:

Basel Convention on hazardous waste

Bamako Convention on hazardous wastes within Africa

Basel, Rotterdam and Stockholm Conventions, amended in 2019 to include plastic waste.

The Global Environment Facility (GEF) Programme on chemicals and waste focuses on four main programmes in the new four-year investment cycle (known as GEF-7). It supports GEF partners to meet their obligations and to reduce the prevalence of harmful chemicals and waste.

www.thegef.org

GCCA/GCCA+ AND WASTE MANAGEMENT

14 projects **13** countries **78** million euros

9 small-scale and large biogas plants to convert organic waste from agricultural and livestock production

6 solid waste management programmes with collection, recycling, composting systems and regulated disposal of residual waste

2 other waste management programmes

Main countries of intervention
Cuba
Djibouti
Ethiopia
Ghana
Lesotho
Liberia
Maldives
Nepal
Nigeria
Senegal
Tanzania
The Gambia
Uganda



Urban waste
Poor waste management resources and limited capacity for planning, makes it a burden for municipalities that could otherwise consider it a potential resource.

www.gcca.eu

GCCA+ Support Facility info@gcca.eu
GCCA+ community capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
GCCA+ on You Tube www.youtube.com/user/GCCACommunity

GCCA+ THE GLOBAL CLIMATE CHANGE ALLIANCE PLUS INITIATIVE
Funded by the European Union

EUROPEAN COMMISSION
Global Climate Change Alliance Plus (GCCA+)
Directorate General for International Cooperation and Development
41, Rue de la Loi, B-1049 Brussels, Belgium

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Fiche d'information: Océans et Côtes

23 juillet 2020 - 23 juillet 2020

Fiche d'information: océans et côtes



PROBLÉMATIQUES CLÉS

Les océans sont une véritable source de vie pour notre planète et sont essentiels à la santé des sociétés humaines et à la prospérité de l'économie mondiale. Ils couvrent **70 % de la surface du globe**, constituent la plus vaste biosphère de la planète et **abritent de 50 à 80 % de toute la vie sur Terre**. Le réchauffement climatique a des effets **négatifs significatifs** sur les écosystèmes océaniques.

Des eaux plus chaudes entraînent l'acidification et la désoxygénation des océans, des vagues de chaleur marines, des changements dans la productivité et la circulation océaniques, ainsi que des modifications de la biodiversité. **Les effets du changement climatique**, tels que la hausse du niveau des mers, le renforcement des raz-de-marée et les tempêtes tropicales, menacent également les régions côtières.

Les zones côtières font partie des régions les plus productives au monde et **37 % de la population mondiale** vit à moins de 100 km du littoral. Les écosystèmes côtiers (mangroves, prés-salés, herbiers marins) capturent et stockent de grandes quantités de carbone bleu, à la fois dans les plantes et dans les sédiments en dessous, et peuvent emmagasiner deux à trois fois plus de carbone que la forêt tropicale.

83 % du cycle global du carbone se déroule dans l'océan.

ACTIONS DE L'AMCC+

23 projets financés par l'**Alliance mondiale contre le changement climatique+** (AMCC+) dans le monde sont axés sur les zones côtières. Ils tentent de remédier aux effets négatifs du changement climatique sur les écosystèmes côtiers, les populations côtières et leurs activités économiques.

Énormément de soutien est fourni pour le développement de politiques et stratégies de **gestion intégrée des zones côtières (GIZC)**, sur la base de recherches et d'évaluations de vulnérabilité.

Une grande attention est accordée aux **mesures de protection des côtes**, à la fois basées sur la nature (restauration des forêts de mangrove) et sur des travaux d'infrastructure. Du soutien est également apporté dans le domaine de **la pêche durable et des moyens de subsistance alternatifs**, le tourisme et l'écotourisme étant ici des options populaires.

À travers des activités de sensibilisation, les pays partenaires sont incités à adopter des stratégies et des solutions d'adaptation adéquates. Bon nombre de projets de l'AMCC+ incluent aussi des initiatives de **renforcement institutionnel** ou de soutien à la recherche.



Gros plan sur les mangroves au Suriname

Adjai et ses amis suivent une formation sur la plantation d'arbres dispensée par le projet de restauration de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+) au Suriname. Les forêts de mangrove sont importantes pour préserver la biodiversité, stocker le carbone et protéger la côte de l'érosion et de l'intrusion d'eau salée causées par la hausse du niveau de la mer et les ondes de tempête. Le projet s'est employé à développer un système de surveillance de la biodiversité de la mangrove couvrant tout le littoral, de Nickerie à Galibi. Située dans la réserve naturelle de Bigi Pan, Nickerie est connue pour ses riches mangroves, où vivent des ibis rouges. Plusieurs initiatives à petite échelle pour promouvoir le tourisme local y ont aussi été lancées.

Lisez le récit complet sur **gcca.eu/stories**

Une expédition pour planter de nouvelles mangroves avec le projet de l'AMCC+ au Suriname, © UE AMCC+ 2020

LE CONTEXTE MONDIAL

Engagement de l'UE en ce qui concerne les océans et les zones côtières

Les petits États insulaires en développement (PEID) constituent un groupe prioritaire pour l'assistance de l'UE, et notamment de l'AMCC+. En raison de conditions climatiques particulières et de leur situation socioéconomique, ils comptent parmi les pays les plus vulnérables aux effets négatifs du changement climatique.

La recommandation relative à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC), adoptée par l'UE en 2002, a introduit des principes qui s'appliquent aussi aux actions extérieures, y compris aux projets de l'AMCC+. La GIZC a pour objectif le développement d'une **approche coordonnée des problèmes côtiers, impliquant tous les secteurs concernés**, comme la protection de la nature, l'aquaculture, la pêche, l'agriculture, l'industrie, l'énergie éolienne off shore, le transport maritime, le développement des infrastructures, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce phénomène.

En ce qui concerne la dimension extérieure du pacte vert pour l'Europe, la gestion des zones côtières est directement liée aux domaines prioritaires « Biodiversité » et « Action climatique ».

Développements internationaux

La Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO et ses partenaires prévoient de lancer une **Décennie internationale pour les sciences océaniques** au service du développement durable durant la période 2021-2030. La première « Conférence sur les océans » s'est tenue en 2017 à New York.

De vigoureux efforts d'adaptation aideront **de nombreuses communautés côtières à « gagner du temps »**. Par exemple, l'évolution des pratiques de gestion de la pêche peut aider à préserver les populations de poissons, mollusques et crustacés. **La protection de la mangrove et des marais maritimes** peut contribuer à protéger les côtes contre l'augmentation des ondes de tempête et inondations. L'investissement dans des systèmes d'alerte précoce peut aider les communautés côtières confrontées à des catastrophes naturelles. Néanmoins, l'adaptation a clairement ses limites et de nombreux impacts continueront à se faire sentir même si nous réduisons nos émissions.



AMCC/AMCC+ ET ZONES CÔTIÈRES

23 projets **33** pays **138** millions d'euros



Principaux pays d'intervention

Bangladesh
Belize
Cambodge
Cuba
République dominicaine
Caraïbes orientales
Guyana
Haïti
Jamaïque
Mozambique
Communauté du Pacifique (CPS)
Samoa
Sénégal
Seychelles
Suriname
Gambie

www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de la coopération internationale et du développement
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

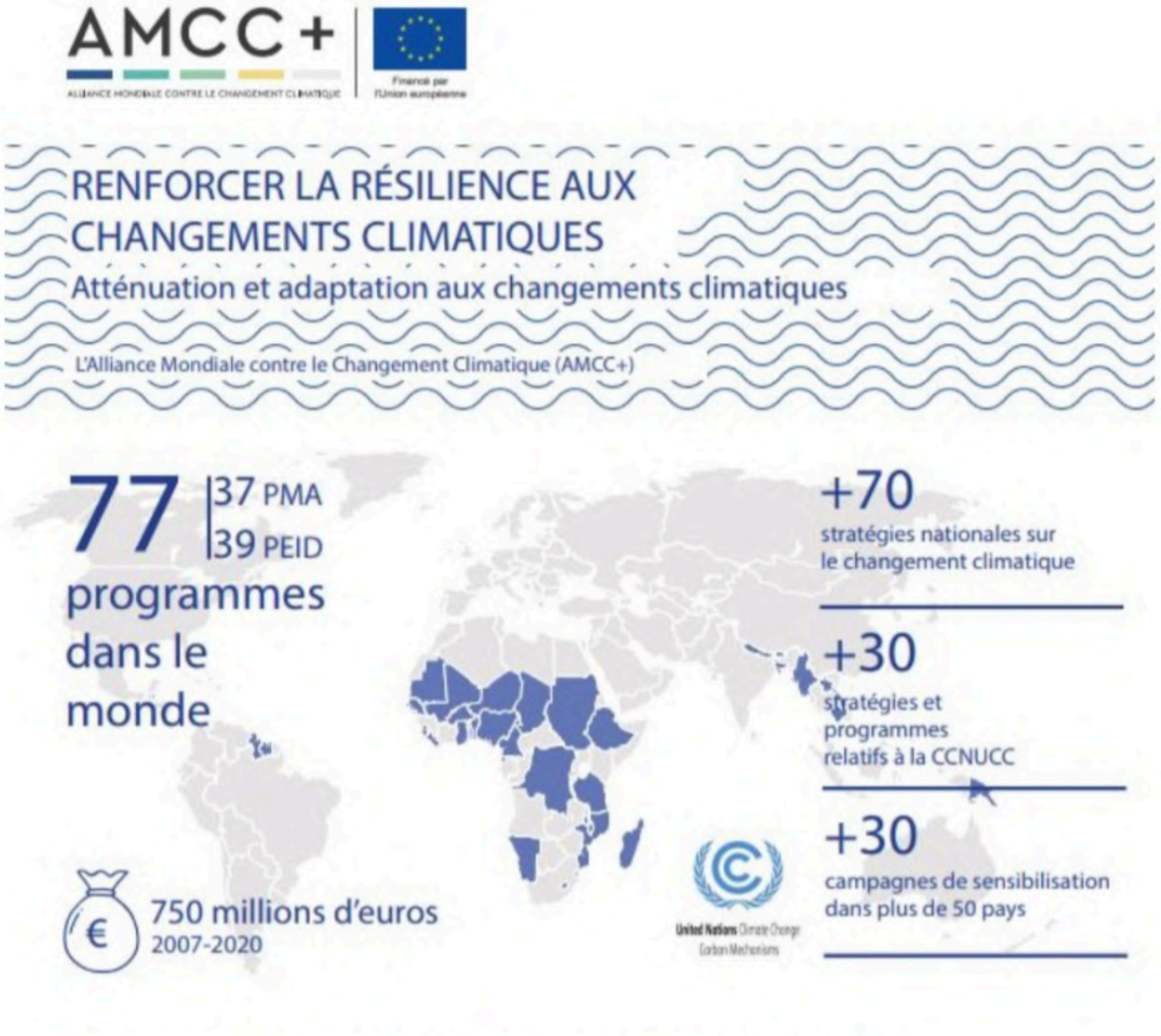
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

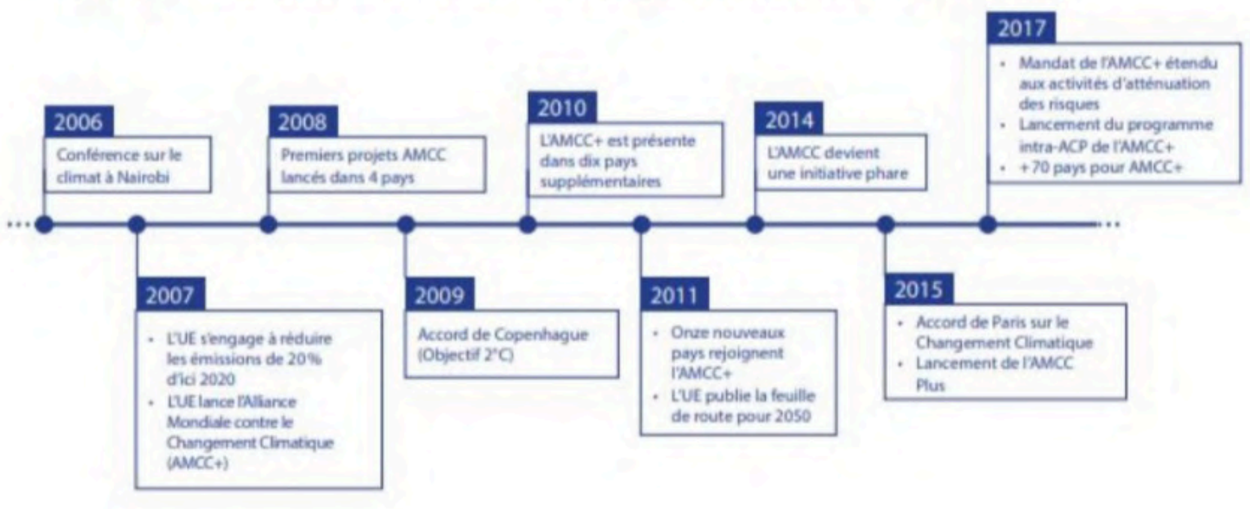
AMCC+ Fiche d'information

24 octobre 2018 - 24 octobre 2018

Faits et chiffres sur l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC +), une des principales initiatives sur le changement climatique qui renforce la résilience climatique dans les pays les plus vulnérables.

Téléchargez la fiche d'information ici





Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

AMCC+ Ouganda : quatre systèmes d'irrigation à énergie solaire pour Kalungu

4 août 2021 - 4 août 2021

En Ouganda, l'agriculture est soumise à des événements liés au changement climatique tels que des épisodes de sécheresse et des pluies irrégulières. Dans le district de Kalungu, les quatre nouveaux systèmes d'irrigation installés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par le biais de la fondation GCCA+ de l'UE, arrivent à point nommé et amélioreront l'approvisionnement en eau des agriculteurs, augmentant ainsi leurs récoltes.



Contrairement aux systèmes d'irrigation conventionnels qui fonctionnent avec des pompes diesel, ces systèmes d'irrigation à petite échelle sont alimentés par l'énergie solaire photovoltaïque. Ils permettent aux agriculteurs de réduire leurs factures d'électricité, ainsi que leurs émissions de dioxyde de carbone.

Selon la FAO, chaque système d'irrigation coûte 260 millions de shillings ougandais, soit plus de 73 000 dollars. Ils ont été acquis dans le cadre de l'initiative climatique de l'Union européenne, Global Climate Change Alliance Plus (EU GCCA +) en Ouganda.

Lire l'article

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ PEID web story #2: Seychelles

2 février 2018

LES PLAGES DES SEYCHELLES MENACEES



Lionel Waye-Hive contemple la mer bleu turquoise, à quelques mètres seulement de sa maison en bord de mer située sur La Digue, une des nombreuses îles de l'archipel des Seychelles. Avec son sable doré, ses eaux scintillantes et ses palmiers, le site a tout d'un paradis touristique. Pourtant, Lionel est un homme inquiet.

« Il y a quinze ans, on pouvait encore rejoindre l'anse de la Source d'Argent à pied par la plage, mais ce n'est plus possible maintenant, » explique Lionel, qui gère une entreprise familiale de location de bicyclettes et de bateaux. « Ce n'est plus possible car la plage a disparu. Et si ça continue, toutes les maisons et tous les hôtels le long de la plage disparaîtront eux aussi. »

Avec ses eaux turquoise cristallines, son sable doré et ses étranges blocs de granit, la plage de l'anse de la Source d'Argent est une destination très prisée par les voyageurs. Mais cette plage risque de disparaître, et avec elle, les revenus essentiels du tourisme. Lionel et d'autres habitants et entreprises situés le long de la plage ont dû empiler d'énormes blocs de pierre devant sa maison pour tenter de ralentir l'avancée de l'océan.

La disparition des plages de La Digue est la conséquence de l'élévation du niveau de la mer, effet du réchauffement de l'océan dû au changement climatique. Les îles basses, comme celles des Seychelles, sont particulièrement vulnérables. Des événements climatiques extrêmes – comme les cyclone tropicaux –associés à l'érosion des côtes créent des conditions particulièrement propices aux tempêtes.

« L'érosion côtière est un problème des plus préoccupants. Sur la plupart de nos îles – même celles qui sont très peu développées, les signes d'érosion côtière sont nombreux, » explique Didier Dogley, ministre de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique des Seychelles. « Nous subissons aussi des marées de tempête et des événements climatiques extrêmes qui entraînent inondations, chutes de pierres et glissements de terrain – autant de phénomènes qui mettent en péril nos moyens de subsistance. »

ANTICIPER

Le tourisme, qui contribue au PIB à hauteur de plus de 16 %, est l'une des principales sources de revenus du pays. Mais ce n'est pas le seul secteur à être impacté par le changement climatique. L'AMCC+ investit donc 2 millions d'euros dans les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Les agriculteurs, dont les terres sont également menacées par l'élévation du niveau de la mer et une météo imprévisible – bénéficient déjà de projets financés par l'AMCC+.

« L'eau est une ressource essentielle pour les agriculteurs : sans elle, rien ne pousse, » explique Keddy Nibourette, PDG de L'Union Estate. « Les précipitations sont moins abondantes qu'autrefois et nous devons aussi faire face aux conséquences de l'élévation du niveau de la mer, à l'origine d'inondations d'eau salée qui affectent la production de légumes. Mais il sourit et ajoute : « Et il fait bien sûr bien plus chaud qu'avant. »

Grâce au financement au titre de l'AMCC+, des ingénieurs ont pu forer des puits pour l'approvisionnement en eau douce et concevoir des digues spéciales pour protéger les champs pendant les fortes marées. Des étudiants de l'école de La Digue plantent également des arbres le long du littoral pour diminuer l'érosion des plages.

« La Digue ne s'est pas encore totalement remise du cyclone Felleng, qui a frappé les Seychelles en 2013, » explique Didier Dogley. « Il y a eu de fortes inondations et de nombreuses entreprises ont été gravement touchées. Grâce à l'UE, nous pouvons au moins être mieux préparés à ces événements climatiques. »

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Solution climatique

10 décembre 2019 - 10 décembre 2019

AMCC+ Solution climatique

Climate solution panels





















Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ SUPA : Évaluation de la qualité de l'eau dans les atolls

23 février 2022 - 23 février 2022

L'évaluation des réseaux d'approvisionnement en eau des atolls reculés de Polowat, Pulusuk et Pulap de l'État de Chuuk, un groupe d'îles de l'ouest de l'océan Pacifique nord, est l'un des volets du projet Scaling Up Pacific Adaptation de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+SUPA)



©EU GCCA+ SUPA

Cette évaluation a pour objectif principal de confirmer, en concertation avec les communautés, le choix des bâtiments où seront installés des systèmes d'eaux pluviales, de recueillir les détails techniques et les mesures sur les sites sélectionnés, d'effectuer des tests de la qualité de l'eau et d'organiser des formations sur chaque île.

Les communautés de Polowat, Pulusuk et Pullap ont accueilli avec beaucoup d'enthousiasme le projet de l'AMCC+ SUPA, qu'ils soutiennent totalement. Ils se réjouissent de bénéficier ainsi d'un soutien qui améliorera leur accès à l'eau. Début 2022, le projet installera 26 citernes d'eau de pluie sur les trois îles. Tout au long du processus, il travaillera en étroite concertation avec les communautés afin d'y développer un sentiment d'appropriation.

La première évaluation des systèmes d'eau dans les îles nord-ouest de l'État de Chuuk a été réalisée en juin 2021.



©EU GCCA+ SUPA

- Lire l'intégralité du reportage
- Projet UE AMCC+ SUPA
- Projet UE AMCC+ SUPA : Tirer les leçons du passé, préparer l'avenir – Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ SUPA : Sauver les récifs coraliens autour de l'île de Mauke en éradiquant le taramea

3 janvier 2022 - 3 janvier 2022

Des efforts sont déployés depuis quelques années dans les îles Cook afin d'éradiquer le taramea, une étoile de mer également appelée « couronne d'épines ». Comme ces étoiles de mer se nourrissent de coraux, elles peuvent rapidement détruire les écosystèmes coraliens en cas de forte augmentation de leur population. Lors de l'expédition mondiale sur les récifs coraliens de la Living Oceans Foundation, 530 taramea ont été ramassés sur dix sites d'Aitutaki. Deux ans plus tard, une nouvelle invasion de taramea était signalée à Aitutaki. Depuis 2015, ce phénomène a été aussi été observé ailleurs le long des îles Cook.



©EU GCCA+ SUPA

Le projet Scaling Up Pacific Adaptation de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+ SUPA) financé par l'Union européenne a donc demandé à l'ONG Kōrero O Te 'Ōrau (KO) de rassembler, compiler et analyser les connaissances autochtones traditionnelles sur la question et leur application dans une série d'îles Cook du Sud. La collecte de données, la participation d'élèves à la conservation du milieu marin et la mise en œuvre d'activités de sensibilisation sont quelques-unes des missions de ce projet. La première visite a confirmé la nécessité d'améliorer la sensibilisation au problème des taramea et d'éliminer régulièrement ces espèces invasives des récifs. Ces deux aspects feront l'objet du programme de sensibilisation des prochaines visites.



©EU GCCA+ SUPA

Des jeunes de la région ont appris les techniques de plongée en apnée, les règles de sécurité pour cette pratique et les techniques de manipulation de ces étoiles de mer dans l'eau. La priorité a d'abord été donnée à ces cours, organisés pendant deux jours, vu leur importance pour lutter contre l'invasion et protéger ainsi l'écosystème coralien. La zone touchée par ce phénomène a été cartographiée, et des images sous-marines ont été prises.



©EU GCCA+ SUPA

- Lire l'intégralité du reportage
- Projet UE AMCC+ SUPA
- UE AMCC+ SUPA : Tirer les leçons du passé, préparer l'avenir – Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ SUPA: « Nous craignons en permanence les inondations »

21 novembre 2022 - 21 novembre 2022

Le projet « Scaling up the Soasoa drainage system in Fiji » (Développer le réseau de drainage du bassin versant de Soasoa, aux Fidji) vise à protéger les communautés côtières vulnérables de la province de Macuata, en particulier la communauté du village de Soasoa (Labasa) des inondations côtières et des terres. A cette fin, il met en œuvre des mesures de lutte ciblées contre les inondations dans le bassin versant de Soasoa.

« Nous craignons en permanence les inondations, » explique un habitant de Vunivau, un petit village dynamique situé à 7 km de la grande ville. « Ces inondations peuvent être très fortes et faire déferler des torrents d'eau dans le village. »

Le projet, qui a pour bénéficiaires les habitants et les communautés du bassin versant de Soasoa, s'emploie à lutter contre les vulnérabilités et à défendre les droits de tous les habitants. A cette fin, il développe les compétences des responsables des gouvernements provinciaux et de district et des leaders communautaires dans le domaine de la résilience face au changement climatique. Le projet s'attache principalement à mettre en œuvre des mesures de lutte ciblées contre les inondations, en construisant des écluses, en élevant des digues, en modernisant les déversoirs et en élargissant les canaux dans la zone de drainage du bassin versant de Soasoa. Un volet clé du projet sera axé sur la gestion du bassin versant de Soasoa, avec le renforcement de l'infrastructure de lutte contre les inondations. Un plan de gestion du bassin versant de Soasoa, d'une durée de 30 ans, sera élaboré en concertation avec les communautés et les parties prenantes. Il sera soutenu par un plan d'action.



©GCCA+ SUPA Fiji

Le projet AMCC+ SUPA entend renforcer les mesures de lutte contre le changement climatique dans certains secteurs, par le biais de la gestion des connaissances et le développement des capacités. Ce projet, lancé dans 10 États insulaires du Pacifique, met la population au cœur des efforts d'adaptation au changement climatique. L'idée est de renforcer les secteurs assurant l'approvisionnement en eau potable et en nourriture et en charge de la santé, des ressources marines et de la protection des côtes.

Liens

- L'AMCC+ SUPA aux Fidji https://gccasupa.org/fiji/
- AMCC+ SUPA : Renforcement de l'adaptation au Pacifique
- Vidéo – Renforcer la résilience des communautés – Bassin versant de Soasoa, aux Fidji

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+ Tchad : bonnes pratiques dans l'agriculture climato-intelligente

21 juin 2021 - 21 juin 2021

La mise en œuvre des activités de la seconde du programme AMCC+ Tchad « Renforcement de la Gouvernance et de la Résilience Climatique au Tchad » est en cours de route. Le programme vise à consolider les acquis de la première phase de l'AMCC au Tchad, par exemple les bonnes pratiques dans le secteur de l'agriculture climato-intelligente :

Bonne pratique 1 : Gouvernance locale des ouadis pour l'accès à la terre et la sécurisation foncière pour les groupes les plus vulnérables dans la Province du Lac

Bonne pratique 2: Système d'exhaure solaire comme moyen de mobilisation de l'eau, d'économie d'eau et d'énergie et de diversification agricole dans la Province du Lac

Bonne pratique 3: Mise à l'échelle du compostage (Province du Mandoul)

Bonne pratique 4 : Construction de mares dotées de forages solaires et d'un dispositif antiérosif autour des mares pour l'accès à l'eau (potable et abreuvement du bétail) dans la plaine de Gara



La deuxième phase va aussi relever les nouveaux défis et enjeux. Les nouveaux projets sélectionnés sur le terrain sont:

- Projet « d'appui à la gouvernance climatique, à la production agricole adaptée au changement climatique et à l'autonomisation des femmes et jeunes dans la province du Lac
- Projet « Dynamisation des pratiques innovantes d'agriculture intelligente et résiliente aux changements climatiques dans la Province du Mandoul »
- Projet « Consolider les pratiques d'élevage intelligentes et adaptées aux chocs climatiques tout en promouvant la transformation, la conservation et la commercialisation des produits d'origine animale dans la Province du Salamat

AMCC/Tchad est mis en place grâce à une Convention de Financement de 4 millions d'euro, signée le 06 mai 2020 entre la République du Tchad et l'Union européenne.

Site web du projet AMCC/Tchad

Présentation et bonne pratiques

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

AMCC+, la presse en parle: AMCC+ en Zambie : L'agriculture climato-intelligente au service des agriculteurs les plus démunis

23 août 2022 - 23 août 2022

Mufumbwe, le plus vaste des sept districts administratifs de la Zambie, se caractérise par une population clairsemée d'environ 80 000 habitants, dont 80 % vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Ce district recueille à présent les fruits d'un projet d'agriculture intelligente face au climat : bananes et tomates, mais aussi aubergines et pommes de terre.

Améliorer le niveau de vie des membres les plus pauvres des communautés rurales est l'un des objectifs du programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), une des quatre initiatives de déploiement de technologies intelligentes face au climat lancées dans trois pays d'Afrique australe – l'Eswatini, le Mozambique et le Zimbabwe – en collaboration avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Centre pour la coordination de la recherche et du développement agricoles en Afrique australe (CCARDESA).

Le Zambian Agribusiness Magazine indique que le projet bénéficie également des services de vulgarisation agricole du ministère de l'agriculture et que les bénéficiaires ont été formés en partenariat avec le ministère.

Lire les articles

- https://www.ippmedia.com/en/features/climate-smart-agriculture-benefits-zambian-farmers
- https://www.farmersweekly.co.za/agri-news/africa/climate-smart-agriculture-benefits-zambian-farmers/
- https://www.freshplaza.com/article/9425864/5000-zambian-farmers-benefit-from-climate-smart-agriculture/
- https://gcca.eu/stories/eu-gcca-climate-smart-technologies-alternative-livelihoods-zambia

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+
ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Contact **EuropeAid** **Legal notice**

AMCC+SUPA: Des étudiants des Palaos se mobilisent pour lutter contre la pollution plastique sur les côtes des îles de l'archipel

11 janvier 2022 - 11 janvier 2022

L'archipel des Palaos est connu pour son environnement marin exceptionnel et préservé, un véritable paradis pour les plongeurs du monde entier. Mais les Palauans dépendent aussi et surtout de cet environnement marin pour d'autres raisons : alimentation, revenus, éducation et coutumes. Le changement climatique, et en particulier la hausse de la température des océans, l'acidification des océans et l'élévation du niveau des mers, mettent en péril les récifs coraliens et les écosystèmes marins. Cet impact négatif est encore aggravé par la pollution des côtes et de l'océan, dont l'archipel lui-même est en partie responsable, mais qui provient surtout des masses terrestres voisines de l'océan Pacifique.



©GCCA+ SUPA

Grâce au soutien du projet AMCC+ SUPA, les Palaos viennent de se lancer dans une initiative à long terme visant à lutter contre la pollution côtière tout en développant le sens de la bonne intendance environnementale de ses jeunes et de ses citoyens.

Le ministère de l'éducation s'est ainsi associé à la société de protection environnementale des Palaos pour déployer à grande échelle un programme d'éducation fondée sur l'action afin de lutter contre la pollution côtière, en particulier la surabondance de déchets plastiques sur les côtes. Au cours de ces 12 derniers mois, des directeurs d'école et des enseignants des premiers degrés de l'enseignement secondaire de plus de 30 établissements scolaires publics et privés de l'archipel ont ainsi été consultés et formés. Des protocoles de mesure, des checklists et des plans de cours ont été préparés. Chaque établissement s'est vu affecter la « bonne intendance » d'une plage.

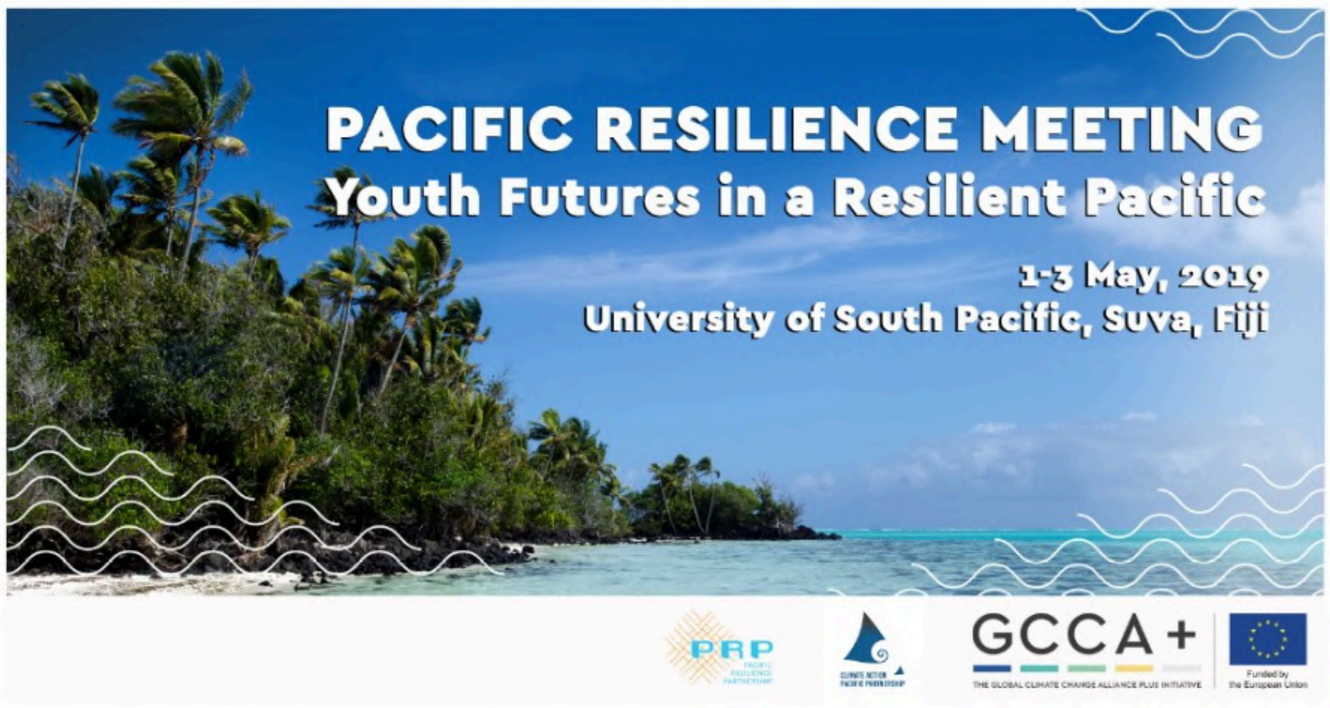
- Lire l'intégralité du reportage
- UE AMCC+ SUPA
- UE AMCC+ SUPA : Tirer les leçons du passé, préparer l'avenir – Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Appel à l'action en direct des Fidji

12 juin 2019

Le document final de la Réunion sur la résilience dans le Pacifique met en avant le rôle essentiel de la jeunesse et souligne l'importance de solutions ancrées dans la nature



Les participants au mécanisme commun du Pacific Resilience Partnership (PRP, Partenariat pour la résilience du Pacifique), rassemblés à ce titre à Suva, aux Fidji, pour la première Réunion sur la résilience dans le Pacifique, ont publié une déclaration finale dans laquelle ils appellent clairement à l'action dans cette région particulièrement vulnérable au changement climatique.

Les participants ont reconnu le rôle clé de la jeunesse, le réel potentiel offert par les solutions ancrées dans la nature et la contribution des connaissances autochtones. Ils ont aussi réaffirmé la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre à tous les niveaux, d'investir dans le développement sobre en carbone et de s'attaquer de toute urgence à la problématique des déplacements provoqués par le changement climatique.

La Réunion sur la résilience dans le Pacifique s'est tenue à l'Université du Pacifique Sud, à Suva, aux Fidji (1-3 mai 2019). Elle rassemble la Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique, la Plateforme de gestion du risque de catastrophe dans le Pacifique, la communauté de pratique sur le développement sobre en carbone, le Partenariat humanitaire du Pacifique et l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+) – l'initiative de l'Union européenne. L'événement avait pour thème « L'avenir des jeunes dans un Pacifique résilient ».

Liens :

- Déclaration finale
- Ressources sur l'événement
- Vidéo du prix – Jeunes défenseurs du climat
- Dans le Pacifique, les insulaires s'aident de la nature pour lutter contre le changement climatique

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Apprendre à l'ère du changement climatique

30 septembre 2020 - 30 septembre 2020



Les jeunes jouent un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique, en tant qu'acteurs potentiels mais aussi personnes les plus affectées par ses impacts. Les actions pour le climat impliquant des jeunes devraient donc faire partie intégrante des réponses globales et spécifiques au changement climatique. « L'éducation au changement climatique aide les jeunes à comprendre et à tenter d'atténuer l'impact du réchauffement planétaire, les encourage à changer d'attitude et de comportement et facilite leur adaptation aux tendances liées au changement climatique », déclare l'UNESCO.

L'AMCC+ distingue deux types de bonnes pratiques :

1. L'offre d'espaces physiques et virtuels d'interaction et d'accès aux données scientifiques et connaissances sur le climat

L'AMCC+ s'emploie à développer une grande quantité de ressources et de forums en ligne ciblant les jeunes et facilitant leur accès aux données scientifiques et aux connaissances empiriques sur le climat. Actuellement, l'AMCC+ collecte et partage des success stories, des outils, des bonnes pratiques et des données scientifiques.

Les conférences internationales offrent aussi des opportunités d'interaction avec les jeunes. Ainsi, la première Réunion sur la résilience dans le Pacifique, organisée en 2019, avait pour thème « L'avenir des jeunes dans un Pacifique résilient ». Elle a réuni plus de 300 participants – des étudiants, des décideurs politiques, des acteurs de la société civile, des représentants du secteur privé et des scientifiques. Un événement régional similaire à Trinité-et-Tobago a réuni de jeunes chercheurs des Caraïbes. L'AMCC+ octroie par ailleurs des bourses pour des études à l'Université du Pacifique Sud, basée à Fidji.

2. L'éducation des jeunes au changement climatique et au développement durable

Au niveau mondial, l'AMCC+ développe des modules de formation pour les jeunes et les adultes, et relaie d'autres ressources éducatives (par ex, MOOC d'institutions internationales ou ressources éducatives nationales). Des jeux sont aussi élaborés pour le grand public et à des fins éducatives. La collaboration directe avec les écoles s'articule autour de trois grands axes :

- Activités de sensibilisation : activités ad hoc et visites de terrain, par exemple aux Comores, au Mali, en Mauritanie, au Myanmar, au Népal et en Sierra Leone. Ces activités s'appuient sur un cours destiné aux enseignants et sur l'élaboration de matériel éducatif formel et informel. En fonction des spécificités du pays, des programmes de formation sectorielle sont développés pour les écoles primaires et secondaires : risques du changement climatique pour la santé aux Kiribati, gestion des déchets au Liberia et au Nigeria, exploitation forestière au Cap-Vert et aux Comores, et mangroves au Belize.
- Apprentissage grâce aux pratiques durables et activités de surveillance : plantation d'arbres, potagers ou suivi des précipitations dans des clubs environnementaux au Ghana, sur les îles Marshall et en Tanzanie ; systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse ou d'inondation pour les étudiants et le personnel au Mozambique ; éducation à l'importance de la mangrove à travers des visites et des camps pour les jeunes au Guyana. À Niué et à Nauru, les écoles contribuent à la sensibilisation au changement climatique et aux pratiques de conservation de l'eau ; à Tonga, les enfants sont impliqués dans la sensibilisation à la protection et à la surveillance des côtes ; sur les îles Marshall, les écoles se lancent dans la plantation d'arbres et l'entretien de potagers.
- Intégration complète dans le programme d'enseignement : avec l'aide de l'Union européenne, certains pays ont développé leurs propres programmes d'écoles écologiques (Seychelles). Grâce au soutien de l'AMCC+, le Cambodge s'emploie à intégrer le changement climatique dans tous les programmes d'enseignement, du primaire à l'université, ainsi que dans tous les programmes de formation professionnelle.

Liens utiles :

- https://www.gcca.eu/fr/knowledge/communicating-and-sharing-knowledge
- https://www.gcca.eu/fr/resources



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Arbres, vaches et abeilles : un avenir durable pour l'agriculture, l'élevage et la sylviculture en Mongolie

26 septembre 2022 - 26 septembre 2022

Urantsetseg Tsend ne s'arrête jamais. Pourtant, alors qu'elle s'affaire à traire ses vaches, vérifier ses ruches et s'occuper de sa pépinière, elle prend le temps de nous parler de sa passion pour l'agriculture et la nature. Urantsetseg habite dans une région reculée du nord de la Mongolie, un paysage de forêts, de pâturages et de montagnes.

« Ce que je souhaite avant toute chose, c'est de transmettre nos forêts aux générations futures, » explique-t-elle. « Je pense que la protection des forêts et de la nature relève de la responsabilité de chacun d'entre nous et de toutes les communautés. »

Urantsetseg partage cette vision avec d'autres éleveurs et agriculteurs de Binder, un « soum » (comté) situé à plus de 400 km de la capitale Oulan-Bator. Quand elle ne s'occupe pas de son exploitation, de son mari, de ses enfants et petits-enfants, elle parvient ainsi à trouver le temps de diriger le groupe d'utilisateurs forestiers (GUF) de Delger. Le GUF gère une grande pépinière de conifères et de feuillus, et récolte chaque année près de deux tonnes de pommes de pin.



Photos © Anarmaa Baatar / GIZ

« Cela fait cinq ans que je suis responsable de ce GUF. Nous comptons 49 membres actifs de 24 ménages, mais ce n'est pas toujours facile d'organiser tout cela et de les inciter à participer. En tant que responsable, j'organise des activités et encourage les utilisateurs à y participer, » explique Urantsetseg. « Pendant les périodes de grande sécheresse au printemps et en automne, les membres de la communauté assurent des patrouilles de surveillance incendie et des opérations de coupe sélective sur plus de 15 hectares de forêts. Nous gardons également un œil sur l'abattage illégal. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour réaliser nos objectifs. »

Depuis 2021, le FUG collabore avec le projet STREAM (Sustainable Resilient Ecosystem and Agriculture Management in Mongolia, Gestion durable pour une agriculture et des écosystèmes résilients en Mongolie). Ce projet aide les communautés locales à assurer une gestion durable des paysages et leur sécurité alimentaire. Cofinancé par l'UE AMCC+ et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), STREAM aide les agriculteurs et les éleveurs à prospérer dans le contexte du changement climatique.

Selon les estimations de l'ONU, environ 90 % des prairies de Mongolie sont exposées à la désertification et trois quarts des terres de pâturage sont déjà dégradées. Jusqu'à présent, le soum de Binder a heureusement échappé aux pires impacts de ces phénomènes. « En tant qu'éleveuse, je n'ai pas encore constaté de désertification importante, » affirme Urantsetseg. « La croissance du foin et la production de fourrage et de compost semblent normales par rapport aux années précédentes. En revanche, nous avons connu pendant deux années d'affilée des précipitations anormalement faibles pendant l'hiver et de fortes pluies au printemps. »



Photos © Anarmaa Baatar / GIZ

Le programme STREAM, financé à hauteur de 4 550 000 euros sur une période de trois ans est mis en œuvre conjointement par l'agence allemande de développement (BMZ) et la FAO. « Nous ne pouvons que nous réjouir de la bonne collaboration avec l'expert forestier de STREAM, » explique Urantsetseg. « Nous avons acquis de très nombreuses connaissances grâce aux formations et aux réunions techniques qu'ils organisent. Les membres de notre GUF sont très heureux de pouvoir travailler avec eux dans le cadre de ce projet et nous envisageons à présent de développer encore nos connaissances et de les mettre en pratique. »

La priorité est donnée aux activités respectueuses des forêts, telles que l'apiculture. « La sylviculture et l'apiculture sont intiment liées, » explique-t-elle. « Nous plaçons des ruches à proximité des plantes à fleurs en lisière de forêt, car les abeilles jouent un rôle clé dans la pollinisation, et favorisent ainsi la biodiversité. Et bien sûr, les membres du GUF savent qu'ils doivent absolument éviter de faire paître leurs bêtes dans des zones de régénération naturelle. »

L'agriculture n'a pratiquement aucun secret pour Urantsetseg. Cela fait 30 ans qu'elle travaille sur ces terres. Avant cela, son mari et elles conduisaient des tracteurs et des moissonneuses batteuses pour une coopérative céréalière. En 2000, le couple s'est lancé dans l'apiculture et la foresterie, tout en pratiquant l'élevage. Son dynamisme et la passion qui l'anime sont d'autant plus impressionnants qu'elle a dû faire face à de graves problèmes de santé. « Il y a quelques années, j'ai eu un cancer, mais heureusement, le traitement a fonctionné et grâce au soutien de ma famille et de la communauté, je me suis rétablie, physiquement et mentalement aussi. »



Photos © Anarmaa Baatar / GIZ

Les éleveurs mongoliens sont des gens extrêmement résistants. A Binder, les températures plongent régulièrement jusqu'à -25°C en hiver et le changement climatique se traduit par des précipitations imprévisibles, des sécheresses et des phénomènes météorologiques extrêmes. Pour une communauté à ce point tributaire de l'élevage et de l'agriculture, les perspectives sont des plus incertaines.

« L'élevage est la principale source de revenus des habitants. Tous les membres de notre GUF élèvent du cheptel. Nous produisons une trentaine de produits laitiers : yaourt, beurre caillé, crème aigre, crèmes diverses et pressure que nous vendons pour améliorer les revenus du ménage. »

Alors qu'elle retourne à ses tâches qui s'enchainent les unes aux autres, Urantsetseg se demande quel pourrait être l'impact futur du changement climatique. « Je suis convaincue que l'élevage, la foresterie durable et l'apiculture se transmettront à la prochaine génération. J'espère seulement que nous serons épargnés par les catastrophes naturelles. »

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Atténuation – Une nouvelle étape pour l'appui de l'AMCC+ à ses pays cibles

17 janvier 2020 - 17 janvier 2020

En 2007, lors de la création de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC), le contexte de la lutte contre le changement climatique et de l'appui à cette action était bien différent d'aujourd'hui. En novembre 2007, 38 pays industrialisés mettaient la dernière main aux mesures d'atténuation et de réduction des émissions pour la première période de référence du protocole de Kyoto qui allait débuter le 1er janvier 2008. Ce mois-là, les 192 Parties à la CCNUCC réunies à Bali ont adopté le Plan d'action de Bali qui établit une feuille de route multilatérale en vue d'un nouvel accord mondial fondé sur cinq piliers : une vision partagée de la coopération à long terme, l'adaptation, l'atténuation, les technologies et le financement.

Lancée en 2008 avec seulement quatre projets pilotes, l'AMCC est devenue l'une des principales initiatives climatiques de l'UE de portée internationale. Entre 2007 et 2014, 317,5 millions d'euros ont ainsi été affectés aux mesures d'adaptation, de résilience et de réduction des risques de catastrophe dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique. L'AMCC synthétise à de nombreux égards l'esprit du Plan d'action de Bali. Elle exprime en effet l'engagement de l'Union européenne à soutenir l'action climatique dans les pays en développement, notamment en augmentant le financement alloué à la lutte contre le changement climatique dans les pays qui en avaient le plus besoin, tout en mettant l'accent sur l'adaptation et les capacités techniques. L'Alliance exprime d'autre part l'engagement de l'UE à créer une « coalition des volontés ».



Entre 2007 et 2015, la Conférence des Parties à la CCNUCC – élargie entre-temps à 196 pays – a progressivement tracé les contours d'une action climatique mondiale, laquelle allait être adoptée à Paris, en décembre 2015, par 195 Parties. Cet ambitieux accord de Paris, dont l'objectif principal est de limiter à 1,5°C l'augmentation de la température, reconnaissait surtout qu'en raison de l'accélération de l'industrialisation les 36 pays développés signataires du Protocole de Kyoto représentaient en 2014 moins de 16% du total des émissions mondiales de GES et n'étaient plus en mesure de livrer seuls, une lutte efficace contre le changement climatique. Une action à l'échelle planétaire s'impose donc absolument.

Contrairement aux objectifs du protocole de Kyoto, fixés selon un processus descendant, l'accord de Paris introduit un nouveau système, placé sous le contrôle des pays, celui des contributions déterminées au niveau national (CDN). Les CDN se veulent être un outil permettant aux différents pays Parties à la CCNUCC de présenter leurs contributions volontaires aux efforts mondiaux d'atténuation du changement climatique. Au fil du temps, celles-ci seraient progressivement soumises à des règles de transparence et de redevabilité, à un processus d'examen ainsi qu'à un calendrier (ou mécanisme de « cliquet » de Paris), l'objectif étant d'élever constamment l'ambition des pays. De nombreux pays en développement ont intégré des mesures d'adaptation et défini leurs besoins de financement et les CDN sont ainsi devenues un outil puissant pour la planification et la mise en œuvre de l'action climatique.

À l'issue de l'examen de sa première phase de mise en œuvre en 2014, l'AMCC a vu le lancement de l'AMCC+ en 2015, incluant d'importants ajustements pour s'aligner sur l'objectif d'une action climatique à l'échelle mondiale. Devenue une initiative phare, l'AMCC+ a étendu géographiquement son champ d'action et son appui aux mesures d'atténuation. Une réorientation stratégique d'autant plus prometteuse qu'elle mobilise l'action de l'Alliance autour d'éléments clés des Objectifs de développement durable de l'ONU qui visent à accélérer le développement tout en abandonnant les technologies traditionnelles à fortes émissions de carbone.

Au moment où nous écrivons ces lignes, l'appui de l'AMCC+ a déjà été étendu pour intégrer des mesures d'atténuation dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, de la gestion des déchets et de l'agriculture. D'ici décembre 2020, l'AMCC+ aura financé environ 90 programmes, pour un montant total de 750 millions d'euros, ce qui en fait l'une des principales sources de financement climatique après le financement multilatéral et bilatéral.

Ce numéro de « La Revue » présente le nouveau référentiel des ressources pour l'adaptation et l'atténuation, qui inclut les méthodologies du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ainsi que des explications techniques et des études de cas destinées aux praticiens. Ce référentiel se veut être une boîte à outils évolutive, qui sera mise à jour au moins une fois par an. Lors de la 25e Conférence des Parties, qui se tiendra à Madrid sous présidence chilienne, nous partagerons quelques-unes de nos activités et résultats engrangés dans le secteur de la gestion des déchets en Afrique, en soulignant que ce type d'intervention permet aux pays de livrer bataille sur deux fronts : celui de l'atténuation et de la santé publique, avec à la clé des progrès considérables dans ce domaine. C'est aussi un secteur « mûr » pour des investissements privés, et donc susceptible d'intéresser un nouveau groupe d'acteurs nationaux et internationaux.

Comme c'est le cas pour tout appui au titre de l'AMCC+, nous invitons les gouvernements à prendre contact avec la délégation de l'UE de leur pays afin de solliciter une aide financière pour mettre en œuvre des actions au titre de leurs CDN. L'UE et l'AMCC+ s'engagent à mener une action climatique qui ne laisse aucun pays sur la touche.

LIEN:

Revue AMCC+ sur les Questions Climatiques

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Au Niger les femmes sont au cœur du développement

16 juin 2020 - 16 juin 2020



©Philippe d'Aout, DUE Niger

L'agriculture au Sahel est soumise à la menace de la désertification et la dégradation des sols est l'une des plus grandes contraintes pour l'environnement et la vie au Sahel. Elle se manifeste par la baisse de la fertilité des sols, donc de la productivité mais aussi la perte de la biodiversité. Dans certains pays sahéliens comme le Niger, plus de 50% des dégradations des terres agricoles sont dues à un système agro-pastoral extensif qui détruit le sol.

A travers l'**AMCC+**, le Projet d'Appui à la Résilience Climatique pour un Développement Agricole Durable (**PARC DAD**) financé par **l'Union Européenne** est mis en œuvre au Niger dans les Provinces de Zinder et de Dosso. Dans ce projet, les activités de récupération des terres dégradées riment parfois avec **avancées sociales**.



©Philippe d'Aout, DUE Niger

Parmi toutes les activités mises en œuvre par le projet en milieu rural, celle qui consiste en la récupération biologique des terres dégradées (**Bioreclamation of Degraded Land – BDL**) se différencie par son aspect expérimental. Mise en œuvre par l'**ICRISAT**, elle consiste en l'application de toute une série de techniques agricoles (RTD, RNA, etc.) sur un périmètre latéritique dégradé, devenu impropre à l'agriculture.

Entièrement **dédiée aux femmes**, cette activité débute nécessairement par la mise en place de mécanismes d'ingénierie sociale visant à assurer la cohésion et la vision commune d'un groupe de femmes qui se sont déclarées volontaires pour mener à bien les activités et les travaux d'aménagement. Les femmes s'engagent à la récupération du terrain et reçoivent un soutien alimentaire pendant la durée de réalisation des ouvrages. Le site obtenu est sécurisé par des actes de donation ou de prêt.



Women beneficiaries working on the reclamation site (half-moon farming) – ©ICRISAT

En fonction de l'organisation du travail, les ouvrages réalisés par les femmes sont garnis de fumures organiques en attendant le semis ou la plantation dès les premières pluies. Les plantules de moringa et de pomme de sahel déjà en pépinière peuvent être plantés dans les trous préparés à cet effet dans les demi-lunes et les tranchées. Les trous de Zaïs reçoivent quant à eux les semences de gombo, Lucena, oseille, piment, etc.



©ICRISAT



©ICRISAT

Lien:

Vendredi pour le Climat | Aider les femmes à revendiquer la terre au Niger

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Au-delà du tourisme : aider les habitants et la nature des Maldives à s'épanouir

18 mai 2020 - 18 mai 2020

Addu Nature Park, la journée s'annonce splendide aujourd'hui. Le ciel est bleu, il fait chaud et humide. Bien que la saison des migrations soit terminée, on entend distinctement les cris de la poule d'eau et de la grue – des espèces locales – au-dessus des eaux du parc, une des plus grandes zones protégées des Maldives.



GCCA+ Adaptation to Climate Change in Maldives (Addu Nature Park) ©Ali Nishan/Climate Tracker

Véritable paradis de la biodiversité, avec pas moins de 28 espèces d'oiseaux entre autres, l'Addu Nature Park se compose en fait des zones protégées d'Eedhigali Kilhi et de Koattey (qui signifie « forteresse » en dhivehi, la langue locale). Avec une superficie de 570 hectares, Koattey est la plus grande zone protégée de ce type aux Maldives. C'est là que les oiseaux migrateurs viennent se reposer et reprendre des forces lorsqu'il fait froid.

Mais les oiseaux ne sont pas les seuls à profiter de ce site. Le parc génère aussi des moyens de subsistance indispensables à de nombreux membres de la communauté locale. Hussan Abdulla, 76 ans, est l'un des ramasseurs de noix de coco agréés. Tous les matins, il se rend dans le parc pour y ramasser les noix tombées des cocotiers. De retour chez lui, il les décortique et va ensuite les vendre dans les magasins locaux.



Coconut Husking and Collection ©Ali Nishan/Climate Tracker

"Cela fait six ans maintenant que je ramasse des noix de coco dans le parc. Cette activité me permet de subvenir à mes besoins quotidiens. Et faire le trajet jusqu'au parc m'aide à rester actif, malgré mon âge ! "
-Hussan Abdulla

Les Maldives sont depuis longtemps emblématiques de l'action climatique – tout le monde se rappelle du conseil des ministres réuni sous l'eau par l'ex-président de l'archipel Mohamed Nasheed pour attirer l'attention sur le réchauffement climatique. C'était il y a dix ans. Cette nation insulaire, surtout connue pour ses plages de sable blanc, ses atolls bordés de palmiers et ses luxueux complexes de vacances, est menacée d'être rayée de la carte à cause de l'élévation du niveau de la mer. L'archipel est l'un des pays du monde à la plus basse altitude – plus de 80 pour cent de son territoire « culmine » à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer. Ses quelque 530 000 habitants sont donc particulièrement exposés aux tempêtes, à la houle et aux phénomènes météorologiques extrêmes.



GCCA+ Adaptation to Climate Change in Maldives (Farming) ©Ali Nishan/Climate Tracker

Autant d'éléments qui montrent à quel point il est urgent de prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Les terres situées à l'intérieur de l'Addu Nature Park sont louées aux communautés locales, à charge pour elles de les cultiver dans le respect de l'environnement, selon des techniques traditionnelles ou modernes. Les agriculteurs y cultivent des margoses, des piments, des poivrons, des concombres, des melons cantaloup et des courges butternut. Une partie du produit de ces ventes est redistribuée à la communauté.

Pendant ce temps-là, sur la côte est de l'atoll d'Addu, des habitants trient les déchets apportés par les membres de la communauté au centre de gestion des déchets de Hulhumeedhoo. Le plastique y est déchiqueté pour être exporté, les bouteilles en verre sont broyées en petits morceaux et mélangées ensuite à du béton, tandis que les feuilles, les déchets alimentaires et autres matières organiques sont compostés et revendus aux agriculteurs qui utiliseront cet engrais sur pour leurs cultures.



GCCA+ Adaptation to Climate Change in Maldives ©Ali Nishan/Climate Tracker

Le projet de gestion des déchets de l'atoll d'Addu est mené dans le cadre de l'AMCC+, l'initiative-phare de lutte contre le changement climatique de l'UE. L'actuel projet – qui constitue le prolongement d'un autre projet de l'AMCC+ de conservation des terres basses et de surveillance des récifs coralliens pour la période 2009-2015 et co-financé par l'UE à concurrence de 6,5 millions d'euros –, entend promouvoir l'écotourisme et la protection environnementale au sud des Maldives. Il bénéficie d'une enveloppe de 4 millions d'euros.

Le tourisme est le moteur de l'économie des Maldives. Le défi consiste aujourd'hui à transformer ce secteur pour en faire une activité plus respectueuse de l'environnement. L'atoll d'Addu attire des touristes de l'archipel et du monde entier, séduits par ses lacs, ses mangroves, ses pistes cyclables à travers des paysages idylliques. La région de la baie de Behdi, célèbre pour ses mangroves rouges, ses bébés-raies et ses requins, est un autre point d'attraction des Maldives. Saheema y vient souvent avec ses deux enfants.

"Depuis que le parc naturel a été créé, le site est beaucoup plus agréable et plus propre. Nous l'aimons beaucoup et venons souvent pour y faire du snorkeling. Je suis fière qu'il y ait un aussi bel endroit sur mon île. "
- Saheema



GCCA+ Adaptation to Climate Change in Maldives (Addu Nature Park) ©Ali Nishan/Climate Tracker

Liens

Addu Nature Parc et Agriculture
Le centre de gestion des déchets aux Maldives
Collecte de noix de coco aux Maldives

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Bangladesh : le potentiel inexploité du milieu marin

19 avril 2022 - 19 avril 2022

Entre 2012 et 2014, les différends impliquant le Bangladesh au sujet des frontières maritimes avec le Myanmar et l'Inde ont été réglés en faveur du Bangladesh, entraînant l'extension de ses eaux territoriales de plus de 30 %. Cette issue favorable offre au pays un large éventail de nouvelles perspectives économiques en matière d'emploi et de croissance autour de secteurs tels que la pêche maritime, l'aquaculture marine, le tourisme, l'exploitation des ressources naturelles, le commerce et l'énergie.

Depuis 2014, le gouvernement du Bangladesh a donc entamé des discussions avec les parties prenantes sur l'adoption du concept d'économie bleue dans l'ensemble des politiques et plans pertinents, dans l'idée de tirer profit du potentiel inexploité du milieu marin.

L'UE a mis à disposition un programme d'assistance technique de deux ans (août 2016 – juillet 2018) intitulé « EU-BGD joint collaboration on Blue Economy » et mis en œuvre par l'unité des affaires maritimes du ministère des Affaires étrangères. Le programme a contribué à la formulation d'une vision nationale et d'un cadre de gouvernance dans le domaine de l'économie bleue, ainsi qu'à sa mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat élargi réunissant le gouvernement, le secteur privé, le monde universitaire et d'autres parties prenantes.

Cette initiative a permis de créer un environnement de travail dans lequel la coopération entre les ministères est fondamentale. De la même manière, la collaboration avec les institutions de recherche et d'enseignement et le secteur privé est au cœur du plan de mise en œuvre de l'économie bleue.



© Fisherman in Bangladesh – photo courtesy of Pierre Failler

L'initiative UE-Bangladesh en faveur de l'économie bleue a également consolidé le partenariat avec la Banque mondiale afin de définir les actions principales à mettre en place dans le golfe du Bengale, telles que le développement des biotechnologies pour l'exploitation des algues et le développement de la pêche en mer, ainsi que la création de capacités de recherche océanographique. En outre, elle a débouché sur des collaborations entre des institutions bangladaises et européennes ; plusieurs accords avec des universités ont été signés depuis la fin du programme en juillet 2018.

Cette démarche a finalement abouti à une collaboration permanente en matière de recherche, ainsi qu'à l'élaboration de cours de formation en ligne sur l'économie bleue. Les activités de recherche communes ont permis de publier deux numéros spéciaux d'une revue scientifique sur l'économie bleue au Bangladesh en 2019 et en 2021.

Liens:

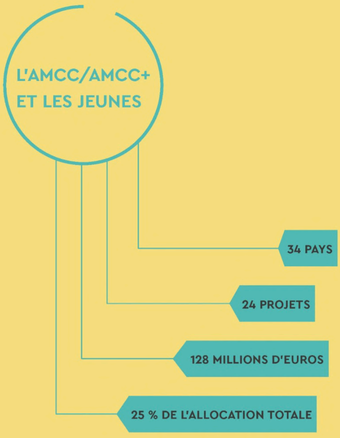
- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

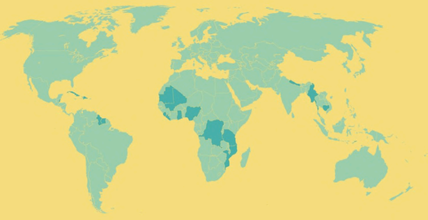
Baromètre 5 de l'AMCC+: AMCC+ et les jeunes

9 septembre 2020 - 9 septembre 2020

LA BAROMÈTRE DE L'AMCC+



PRINCIPAUX PAYS D'INTERVENTION



BELIZE, CAMBODGE CAP-VERT, CUBA, COMORES, GHANA, GUYANA, LIBERIA, MALDIVES, MALI, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, MYANMAR, NÉPAL, NIGERIA, PACIFIQUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, RDC, SIERRA LEONE, SURINAME, TANZANIE, TIMOR-ORIENTAL

FICHE D'INFORMATION DE L'AMCC+ : LA JEUNESSE ET LE CLIMAT



ACTIVITÉS DE L'AMCC+ AVEC DES ENFANTS OU DES JEUNES

Projects	ACTION	Pourcentage du portefeuille de l'AMCC/AMCC+
10	SENSIBILISATION GÉNÉRALE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ÉCOLES	12
8	MOBILISATION DES JEUNES EN FAVEUR D'ACTIONS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET D'ATTÉNUATION : PLANTATION D'ARBRES, GESTION DES DÉCHETS, SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE, POTAGERS SCOLAIRES, CONSERVATION DE L'EAU, PROTECTION DE LA MANGROVE ET SURVEILLANCE CÔTIÈRE, CRÉATION DE CLUBS ENVIRONNEMENTAUX	9
6	DÉVELOPPEMENT ET INTRODUCTION DE PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	7
3	GÉNÉRATION D'ÉNERGIE PROPRE DANS LES ÉCOLES (PANNEAUX SOLAIRES ET BIOGAZ)	3
2	ÉLABORATION DE MATÉRIEL ÉDUCATIF SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2
1	SURVEILLANCE DU CLIMAT DANS LES ÉCOLES (COLLECTE DE DONNÉES MÉTÉOROLOGIQUES)	1

APPRENDRE EN JOUANT



LE JEU DES 5 « P »



LE MEMORY DU CLIMAT



LE FUN QUIZ SUR L'AMCC+

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Bhoutan : accréditation au FVC grâce au soutien du FENU

20 août 2020 - 20 août 2020

Le Fonds vert pour le climat (FVC) a accrédité le Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation (BTFEC) en tant que première entité nationale de mise en œuvre du Bhoutan. Le FENU a soutenu le BTFEC tout au long du processus de candidature, avec l'aide de l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ et de l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA).



© Siriwan Pitimanaaree | Dreamstime.com

Cette accréditation permettra au BTFEC de soumettre des demandes de financement de projets au FVC, avec le soutien de la Gross National Happiness Commission (GNHC), l'autorité nationale désignée (AND) pour le FVC au Bhoutan. Le BTFEC peut demander l'assistance du FVC pour des projets d'une valeur totale de 10 millions de dollars. Les projets, qui peuvent être exécutés directement par le BTFEC ou par des entités de mise en œuvre désignées, doivent répondre aux critères de financement du FVC.

L'accréditation au FVC est assortie de conditions strictes. Les candidats doivent indiquer comment ils contribueront aux objectifs du FVC en matière d'atténuation du changement climatique et/ou d'adaptation à ce phénomène. En outre, les capacités institutionnelles, procédures opérationnelles et antécédents des candidats dans quatre domaines – normes fiduciaires, gestion de projet, garanties environnementales et sociales, et égalité des sexes –sont aussi évalués. Pour obtenir son accréditation, le BTFEC a dû transmettre une centaine de pièces justificatives et répondre à des questions détaillées au cours d'un processus en deux étapes. La première étape visait à vérifier que tous les documents et justificatifs requis avaient bien été soumis. La deuxième consistait en un examen par un panel d'accréditation, composé d'experts indépendants. Une recommandation finale a ensuite été transmise au Conseil du FVC pour approbation.

La candidature du BTFEC a été soumise par la GNHC en 2016, et le FENU a commencé à leur apporter son soutien lors des discussions de la COP 23 à Bonn (Allemagne), en janvier 2017. Le FENU assiste ses agences partenaires tout au long du processus de candidature au FVC. Il aide plus particulièrement les agences et gouvernements nationaux à décrocher des financements pour les actions d'adaptation au changement climatique des gouvernements locaux via le mécanisme « LoCAL ». Le Bhoutan a été l'un des premiers pays à bénéficier de ce dispositif à partir de 2012.

Le FENU a aidé le BTFEC à analyser les conditions d'accréditation, à sélectionner les justificatifs clés pour démontrer son respect des critères, ainsi qu'à identifier les lacunes à combler. L'accréditation du BTFEC au Fonds pour l'adaptation (FA) en 2017 a accéléré son accréditation au FVC, bon nombre d'exigences fiduciaires de base étant alors considérées comme remplies.

En tant qu'agence reconnue spécialisée dans la gestion de fonds et l'octroi de subventions pour des activités environnementales, le BTFEC était bien placé pour satisfaire aux critères d'accréditation du FVC. Certaines de ses procédures fiduciaires méritaient toutefois d'être renforcées, notamment en matière de prévention du blanchiment d'argent, considéré comme un risque faible dans le contexte du Bhoutan et des activités du BTFEC. Par ailleurs, le BTFEC ne disposait pas de procédures de gestion des risques environnementaux et sociaux correctement structurées.

Pour répondre aux exigences du FA et du FVC, le BTFEC a donc adopté une nouvelle politique en la matière et a demandé au FENU de l'aider à opérationnaliser cette politique à l'aide d'un « tableau de bord des risques » basé sur un modèle développé par le South African National Biodiversity Institute. Le FENU a donc aidé le BTFEC à élaborer un « tableau de bord environnemental et social » simple, qui permet aux bénéficiaires de subventions d'évaluer les risques environnementaux et sociaux dans les projets subventionnés, d'élaborer des mesures de gestion des risques et de suivre leur mise en œuvre.

Durant le processus de candidature, le BTFEC a rendu visite à un partenaire cambodgien du FENU bénéficiant aussi du mécanisme LoCAL, le National Committee for Sub-National Democratic Development (NCDD-S), en vue d'échanger des expériences. Le NCDD-S avait un peu d'avance sur le BTFEC et a été accrédité au FVC en novembre 2019.

L'un des principaux enseignements tirés par le BTFEC lors de son processus d'accréditation est qu'il est important non seulement de disposer de procédures robustes et conformes aux exigences du FVC, mais aussi de pouvoir démontrer des antécédents dans la mise en œuvre de ces procédures. Le processus de candidature est long et parfois complexe, mais si les lacunes en termes de procédures sont identifiées rapidement, on peut en profiter pour élaborer de nouvelles procédures, les mettre en œuvre et se forger de l'expérience en la matière. Après avoir mis plus d'un an pour achever la première étape, le BTFEC a pu soumettre un dossier de haute qualité et solidement documenté au panel d'experts de la deuxième étape, qui s'est donc déclaré satisfait après quelques demandes mineures d'informations complémentaires.

Maintenant qu'il est accrédité auprès du FA et du FVC, le BTFEC va pouvoir jouer un rôle de premier plan dans la gestion du financement de la lutte contre le changement climatique au Bhoutan.

Le mécanisme LoCAL (*Local Climate Adaptive Living Facility*, Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local) aide les autorités locales des pays en développement et des pays les moins avancés à accéder à des financements en faveur de la lutte contre le changement climatique, ainsi qu'aux activités de renforcement des compétences et au soutien technique dont ils ont besoin pour réagir au changement climatique et s'y adapter. Ce dispositif standard internationalement reconnu, proposé par le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), promeut des communautés et des économies locales résilientes au changement climatique.

LoCAL combine des subventions pour la résilience climatique basées sur la performance – qui assurent la programmation et la vérification des dépenses liées au changement climatique au niveau local, tout en encourageant l'amélioration des performances en matière de résilience – avec un appui technique et un renforcement des capacités.

LoCal bénéficie du soutien de l'Union européenne par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+).

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Bulletin d'information sur l'AMCC+ intra-ACP, Février 2020

3 mars 2020 - 3 mars 2020



Bulletin d'information sur l'AMCC+ intra-ACP, Février 2020

Le Bulletin d'information sur l'AMCC+ intra-ACP aborde, du point de vue des ACP, les défis et les opportunités de 2020 - une année charnière pour la définition des actions climatiques pour la prochaine décennie.

www.intraacpgccaplus.org and www.acp.int

Bulletin d'information sur l'AMCC+ intra-ACP no.3

Suivre la UE AMCC+

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Cambodge : la vulnérabilité climatique encourage l'adoption de nouveaux budgets

6 avril 2021 - 6 avril 2021

Confronté depuis quelques années à de terribles inondations et sécheresses, le Cambodge a récemment été de nouveau gravement touché par ce type de catastrophe naturelle. Selon un récent rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (3 novembre 2020), plus de 792 000 personnes ont été affectées par les inondations et ont besoin d'assistance humanitaire. Parmi elles, 380 000 sont reconnues comme pauvres et vulnérables.



Environ 80 % de la population cambodgienne vit en région rurale et environ 50 % travaille dans le secteur agricole, qui reste dépendant de l'irrigation pluviale à 80 %. Selon le ministère de l'agriculture, le riz représente à lui seul environ 26 % du PIB et emploie plus de 3 millions de personnes sur une population totale de 16 millions d'habitants.

Le Cambodge jouit d'une longue expérience en matière de réponse au changement climatique. En 2013, il a été l'un des premiers pays à lancer un examen des dépenses publiques et institutionnelles sur le climat en préparation à un Plan stratégique relatif au changement climatique (CCSP, Climate Change Strategic Plan). Les priorités définies à l'époque ont été réaffirmées en 2015 lors de la préparation de la contribution déterminée au niveau national au titre de l'accord de Paris. Ce processus a impliqué le lancement d'un cadre de financement du changement climatique (CCFF, Climate Change Financing Framework), un instrument révolutionnaire combinant de manière unique une analyse des dépenses liées au changement climatique, une évaluation de l'efficacité de l'adaptation, ainsi que des scénarios de financement pour l'avenir.

L'objectif était d'orienter les futures politiques et dépenses relatives au changement climatique de neuf ministères et agences dans des secteurs particulièrement sensibles au changement climatique et, au bout du compte, de réduire les impacts négatifs de ce phénomène sur l'économie. Ces organisations publiques ont préparé des Plans d'action sur le changement climatique (CCAP, Climate Change Action Plans) totalisant 117 actions, en ce compris des projets d'investissement, des politiques et du renforcement institutionnel.

Dans un deuxième temps, le ministère de l'économie et des finances et le Conseil national du développement durable ont récemment développé un Modèle de l'impact climatique sur la croissance économique (CEGIM, Climate Economic Growth Impact Model), qui évalue les impacts économiques du changement climatique au niveau sectoriel. Le CEGIM et ses prédécesseurs, en ce compris le CCSP, le CCFF et les CCAP, ont été directement soutenus par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC), financée par l'UE.

D'après le CEGIM, le changement climatique devrait ralentir la croissance moyenne du PIB, qui passera de 6,9 à 6,6 % au cours de la période 2017–2050. Le modèle conclut également que mettre davantage l'accent sur l'adaptation devrait permettre d'éviter plus de la moitié des pertes et dommages estimés, sans avoir d'impact majeur sur les investissements en faveur du développement.

Le Cambodge a récemment augmenté son budget dédié à la résilience climatique, qui s'élève désormais à environ 750 millions d'euros, soit une multiplication par quatre au cours des dernières années. Cette hausse montre bien que le pays est conscient des impacts du changement climatique et ne ménage pas ses efforts pour restaurer les infrastructures endommagées par les inondations, trouver des solutions pour les terres agricoles touchées par la sécheresse et soutenir les ménages affectés

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Catalyser les investissements du secteur privé

2 février 2021 - 2 février 2021

Quand les risques et les profits sont équilibrés, les acteurs privés investissent toujours. Ces derniers stimulent l'efficacité, apportent des compétences en matière de gestion, ont accès à l'innovation et aux technologies, et possèdent bon nombre des actifs qui génèrent des émissions ou devront être adaptés au changement climatique. Les normes d'information financière, les approches fiscales et la tarification du carbone sont d'excellents exemples de politiques et mesures qui peuvent modifier les comportements d'investissement.

En ce qui concerne la coopération au développement et son ensemble unique d'instruments financiers, il n'est pas étonnant qu'entre 2013 et 2018, les banques multilatérales et nationales de développement aient doublé leur soutien en vue d'encourager les partenariats public-privé entre les régions, dans le cadre de l'effort mondial visant à mobiliser des financements pour l'action climatique.



Le Dispositif pour le secteur privé du Fonds vert pour le climat (FVC) offre de bons exemples d'outils pouvant être utilisés pour réduire les risques financiers des acteurs privés. En octobre 2019, 25 projets du secteur privé, à hauteur de 2,2 milliards de dollars, avaient été approuvés et devaient permettre de mobiliser 7 milliards supplémentaires de cofinancements. Le portefeuille de mesures d'atténuation associé devrait permettre d'éviter 1,1 gigatonne d'équivalent CO2, tandis que les mesures d'adaptation devraient atteindre 47 millions de bénéficiaires.

Les taxonomies et normes environnementales, comme la taxonomie européenne des activités durables, les principes applicables aux obligations vertes et le guide de la Banque mondiale sur le développement d'une taxonomie verte nationale pour les marchés émergents, s'imposent de plus en plus comme des outils permettant d'orienter le capital vers des projets à faible intensité de carbone et respectueux de l'environnement. En identifiant les opportunités et paramètres d'investissement, elles permettent d'informer les investisseurs à propos des projets potentiels et de minimiser les risques pour la réputation, tout en réduisant le devoir de vigilance des banques et institutions financières. Ce faisant, les taxonomies atténuent les risques présumés des investissements climatiques et réduisent le coût du financement.

La pandémie de COVID-19 a aussi ouvert une nouvelle voie en termes de financement du développement : celle de la collaboration dirigée par les institutions entre les secteurs public et privé. À travers son Mécanisme de secours pour l'accès à l'énergie, doté de 100 millions de dollars, le FVC entend soutenir l'accès à l'énergie de 308 petites et moyennes entreprises (PME) de neuf pays africains qui ont souffert de graves problèmes de liquidité à cause du coronavirus. Ce mécanisme les a aidés à rester solvables durant la crise, tout en créant des opportunités d'emploi dans les communautés vulnérables.

Alors que les gouvernements déploient leurs plans de relance face à la COVID-19, ceux-ci doivent – quelle que soit leur ampleur – être axés sur les PME et les communautés locales. Sans la participation du secteur privé, la transition écologique restera inaccessible.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Changement climatique au Mozambique : tirer la sonnette d'alarme

20 janvier 2020 - 20 janvier 2020

Le son aigu des sirènes d'alarme interrompt les cours du matin à l'école communautaire de Xai-Xai, au sud du Mozambique. Les élèves quittent rapidement les classes mais dans le calme, et suivent des enseignants qui portent des gilets fluorescents. Ceux-ci les conduisent en lieu sûr.

Les plus petits s'agrippent aux épaules de l'enfant qui les précède. En file indienne, ils vont se mettre à l'abri sur les hauteurs. Des responsables de l'Institut national de gestion des catastrophes distribuent des bouteilles d'eau pendant que les élèves écoutent attentivement les consignes à suivre en cas d'urgence. Car si aujourd'hui il s'agit d'un exercice, la prochaine fois, cela pourrait bien leur sauver la vie.

Beaucoup de ces enfants sont trop jeunes pour se souvenir de la dernière fois que Xai-Xai et la province de Gaza (où cette ville se situe) ont été dévastées par des inondations. En 2013, les fleuves Oliphants et Limpopo sont sortis de leur lit après de fortes précipitations et du jour au lendemain, de nombreux habitants de la région sont devenus des réfugiés climatiques. Des ponts ont été emportés par les eaux et la ville s'est retrouvée coupée de tout. La catastrophe avait fait plus de 100 victimes et 200 000 sans-abris.

«Quand il pleut, les eaux s'accumulent et doivent s'évacuer d'une manière ou d'une autre», explique Chiduache Aderito Orjecuimica, ingénieur hydraulique qui travaille avec la communauté locale. « Si les précipitations se poursuivent, le trop-plein d'eau qui doit sortir finit par créer d'énormes cratères. C'est le début de l'érosion. Si nous nous préparons à ce type de phénomène, nous pouvons en éviter les pires conséquences. Na seznam nejlepších kasin se mohou dostat pouze česká online kasina s licencí. Licence představuje určitou záruku kvality a bezpečnosti. To znamená, že škola je jasně sledována a řízena různými normami a předpisy. Informace naleznete na adrese www.online-casino-czk.com . To vše má pozitivní vliv na kvalitu herního zážitku. Veškeré informace o CZ online kasinech jsou uvedeny velmi podrobně. Hodnoceny jsou také hry, které by měly být prezentovány ve velkém sortimentu. Může se jednat o ruletu, blackjack, poker, výherní automaty a mnoho dalších. Ce type de préparation relève des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.»

«Soyons honnêtes, la communauté ne sait pratiquement rien du changement climatique,» poursuit l'ingénieur. «Je dois leur expliquer : le changement climatique commence avec moi, il commence avec vous. Si vous faites ce qu'il faut, si vous adoptez les bonnes méthodes, vous pourrez alors vous adapter au changement climatique.»

Plus au nord, dans la province côtière de Nampula, de nombreuses maisons ne sont pas assez solides pour résister aux fortes précipitations et aux inondations. Grâce à une formation, les habitants apprennent à construire des maisons en béton et en blocs de pierre. L'idée est qu'ils abandonnent les constructions traditionnelles en bois.

«L'objectif principal est d'apprendre à la communauté à construire des maisons suffisamment solides pour résister à d'intenses précipitations et/ou à des vents violents – pour éviter qu'un jour ils ne se retrouvent sans-abris,» explique Ramiro Domingos, technicien spécialisé dans la planification et les infrastructures. «Nous voulons ainsi réduire la vulnérabilité de la communauté.»

De nouvelles maisons ont aussi été attribuées à des membres particulièrement vulnérables de la communauté. «Je m'y sens vraiment très bien,» nous dit Julia Fransisco, une femme âgée qui habite Mutucute. «Contrairement à mon ancienne maison, cette maison-ci ne prend pas l'eau et je reste bien au sec. Je n'ai pas été inondée une seule fois depuis que je me suis installée ici.»

Dans ce pays et dans cette région, l'AMCC+, le programme-phare de l'UE contre le changement climatique, met l'accent sur le renforcement de la résilience locale au changement climatique par le biais du Programme national d'appui sectoriel (PASA) du Mozambique, qui fait partie du plan national quinquennal de lutte contre le changement climatique. La phase actuelle, qui doit se prolonger jusqu'en 2022, a été lancée à la suite d'un précédent programme couronné de succès de 4,7 millions d'euros et axé notamment sur l'élaboration de plans locaux d'adaptation.

Paradoxalement, le Mozambique souffre à la fois d'un «trop peu» et d'un «trop plein» d'eau – souvent dans les mêmes régions. Le système d'alerte rapide de Xai-Xai a été installé après une série de très fortes tempêtes tropicales. Ailleurs, c'est la sécheresse qui pose problème, ce qui nécessite une approche différente.



Nous voici à 200 km au nord de Xai-Xai. Balbina Josenacie, une agricultrice, écoute avec un groupe d'autres femmes un exposé sur les cultures résistantes à la sécheresse comme le manioc et la patate douce. Après ce petit cours, elles prennent la direction des champs pour les exercices pratiques. «Les patates douces résistent bien à la sécheresse, elles peuvent survivre sans eau pendant de longues périodes,» explique Balbina, qui vit à Cocoluane, dans la province d'Imhambane. «On a reçu des semences et le soutien d'un expert. Celui-ci nous a expliqué les bonnes pratiques à adopter. Grâce à cela, nous souffrons moins de l'impact des sécheresses et nous avons amélioré nos rendements.»

La sécheresse suscite aussi énormément d'inquiétudes chez les agriculteurs de la province de Gaza, malgré les fréquentes inondations provoquées les crues du fleuve Limpopo qui traverse la province. Dans le cadre du Plan local d'adaptation, le village de Chitsuluine a installé deux réservoirs à énergie solaire pour l'eau potable et l'irrigation. Plus de 1 300 personnes en bénéficient.

«A chaque réunion communautaire, les habitants se plaignaient du manque d'eau,» explique Efrainme Anslmocossa, chef du village. «Nous avons donc construit deux réservoirs. Tout le monde s'est impliqué dans ce projet – les habitants, les enfants, les enseignants, les éleveurs. Je pense que ce genre d'initiative rapproche vraiment les gens, cela crée un sentiment d'unité communautaire entre eux.»

LIEN:

GCCA+ Mozambique - Déserfication

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Collecte de déchets alimentaires et économie verte en Gambie

1 septembre 2021 - 1 septembre 2021

En Gambie, l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+) contribuera à lutter contre l'accumulation de déchets dans la principale décharge de la ville en collectant les déchets alimentaires sur les marchés.

Ce projet d'une durée de 12 mois sera mis en œuvre par l'ONG internationale WasteAid, en collaboration avec le Conseil municipal de Kanifing. Les deux partenaires mettront en place un système de collecte des déchets alimentaires dans les marchés. Ces déchets seront ensuite transportés pour être utilisés dans des potagers de femmes. Le partenaire local de ce projet –Women's Initiative The Gambia – apprendra aux maraîchères à fabriquer du compost, du biochar et des briquettes de charbon de bois.



©WasteAid The Gambia

> Monsieur Bensouda, maire de la municipalité de Kanifing, explique : « La création de nouvelles filières de gestion durable des ressources accélèrera les avancées sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durables. Le projet 'détournera' les déchets biodégradables de la décharge de Bakoteh et les mettra à profit pour améliorer les pratiques agricoles. Il contribuera de la sorte au développement de l'économie verte tout en offrant des perspectives d'inclusion, en particulier pour les femmes. »

Lire l'article:

WastAid awarded EU funding for climate resilience in The Gambia

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Collecter des données pour réduire les émissions de GES en Ouganda

3 février 2020 - 3 février 2020

Entretien avec Aggrey Ntakimanye, conseiller technique en charge de la surveillance, de la notification et de la vérification (MRV) dans les districts du nord de l'Ouganda.



À l'horizon 2040, l'Ouganda entend devenir un pays à revenu intermédiaire en encourageant la réduction des émissions de carbone et l'adoption de pratiques climato-intelligentes par les agriculteurs. Selon la Banque mondiale (2019), le changement climatique constitue l'une desprincipales entraves au développement de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. C'est le cas en Ouganda, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire et de la santé des habitants. Ce phénomène frappe de plein fouet les communautés dont la production agricole est tributaire des ressources naturelles, et est menacée par des précipitations de plus en plus irrégulières, des inondations, des glissements de terrain et l'utilisation accrue de pesticides. Aggrey Ntakimanye est le conseiller technique de l'AMCC + en Ouganda.

Quel est l'objectif du projet de l'AMCC+ en Ouganda?

Ce projet en Ouganda financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+)a pour objectif premier de protéger l'environnement par le biais d'actions axées à la fois sur l'atténuation du changement climatique et sur la formation à la collecte de données dans le nord du pays. Nous voulons ainsi améliorer la capacité des dirigeants locaux à recueillir des données sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine agricole. À cette fin, le projet identifie et forme25 000 agriculteurs regroupés au sein de coopératives pour en faire des agents du changement dans leurs communautés respectives. Les données collectées auprès de ces agriculteurs soutiendront les actions locales pour la mise en œuvre de stratégies de réduction des émissions de GES en Ouganda et aideront le pays à atteindre sa contribution déterminée au niveau national (CDN)

L'agriculture est-elle un secteur économique clé pour l'Ouganda?

Selon ReliefWeb (2019), l'agriculture contribue à concurrence de plus de 25% au produit intérieur brut et il emploie plus de 70 % de la population. Pour réaliser sa CDN, l'Ouganda doit donc s'employer, entre autres, à réduire les émissions de GES résultant de l'utilisation de pratiques agricoles non durables qui font de plus en plus pression sur les ressources naturelles. Notre projet met spécifiquement l'accent sur le secteur agricole, par le biais d'activités de suivi des émissions,mais aussi en recueillant des données que nous pouvons utiliser pour promouvoir des pratiques agricoles climato-intelligentes.

L'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat nécessite de relever des défis spécifiques, en particulier en termes de ressources humaines et de développement des capacités. Il faut en effet former le personnel des administrations locales des districts aux techniques de collecte de données primaires et secondaires. Lorsqu'un système efficace de données sera en place, nous envisageons d'étendre ces activités et ces procédures à toutes les communautés locales du pays. Le service en charge de la lutte contre le changement climatique pourra ainsi recueillir et évaluer plus efficacement les données.

Quel est le rôle de la MRV?

Le concept de surveillance, notification et vérification (MRV) a été lancé dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. Il impose à tous les bénéficiaires de l'aide financière de l'UE de soutenir des actions de lutte contre le changement climatique. Ce projet a notamment pour ambition de réduire les émissions de GES dans l'atmosphère, en particulier les GES d'origine agricole. Nous avons également comme objectif de faire en sorte que les agriculteurs locaux puissent adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat. Bien que ce projet en soit encore à ses débuts et que l'accent soit mis à ce stade sur le recrutement et la formation d'agents locaux, la phase actuelle permet déjà de créer une base de données que les parties prenantes des districts du nord de l'Ouganda peuvent consulter.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Comores : une sitcom sur le changement climatique

14 juin 2019

Sensibiliser oui, mais autrement : aux Comores, le programme de l'AMCC+ a réalisé une sitcom pour sensibiliser les habitants au changement climatique



La famille Mchangama est une famille très représentative des Comores mais elle a une passion : le changement climatique. Une série de vidéos – « Les Comores face au changement climatique : le temps de l'action » – met en scène sept membres de cette famille dans différentes situations. On les voit essayer de convaincre des gens d'arrêter d'abattre illégalement des arbres, nettoyer des plages ou faire un devoir sur les zones protégées. Cette série est diffusée en comorien et sous-titrée en français.

Liens:

- Website AMCC Comores
- VIDEO - 01 Deforestation
- VIDEO - 02 Les aires protégées
- VIDEO - 03 Les sacs plastiques
- VIDEO - Le foyer amélioré
- VIDEO - 05 L'agriculture durable
- VIDEO - 06 L'aménagement du territoire
- VIDEO - 07 L'extraction du sable

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Compétition Photo: L'autonomisation des femmes, comment l'énergie durable peut-elle changer la vie des populations?

18 avril 2018

Envoyez vos meilleures photos capturant le rôle actif des femmes dans le secteur de l'énergie durable et gagnez des prix à faible consommation énergétique. Date limite 13 Mai.

Une belle opportunité de saisir les meilleures photos des projets GCCA dans le secteur de l'énergie.



EuropeAid est à la recherche de contributions photos qui démontrent comment les femmes peuvent influencer le secteur de l'énergie et comment elles peuvent bénéficier de l'énergie durable et l'utiliser pour leurs entreprises, leurs activités quotidiennes ou génératrices de revenus, etc.

Les participants auront l'opportunité de gagner un kit appareil photo Nikon, une trottinette adulte, une lampe solaire, un chargeur solaire et d'autres prix. Les 50 premiers participants qui téléchargeront leur photo éligible recevront un set de gadgets durables de l'Union européenne.

Le concours est directement accessible via le lien suivant: https://a.cstmapp.com/p/24658 ou via l'annonce publiée sur le site web de la DG DEVCO: https://ec.europa.eu/europeaid/node/118983.

Les participants peuvent consultez les règles du concours disponibles en anglais, français et espagnol et télécharger leurs photos jusqu'au 13/5/2018. Le public peut voter jusqu'au 21/5/2018.

Si vous avez des questions, contactez-nous par email: EuropeAid-WOMEN-ENERGY@ec.europa.eu.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Coronavirus : quel impact pour les pays partenaires de l'AMCC+ ?

7 avril 2020 - 7 avril 2020

Par Jane Wilkinson



Les pays industrialisés ont été les premiers à subir la crise sanitaire et le choc économique de l'épidémie de COVID-19 à laquelle le monde doit aujourd'hui faire face. Les fermetures de frontières, les règles draconiennes de distanciation sociale et le lock-down ont mis à l'arrêt l'économie mondiale. Des contributions à hauteur de centaines de milliards ont été annoncées afin de renforcer les services de santé publique, d'assurer la survie des entreprises et de préserver l'emploi d'ici le « retour à la normale ». Mais quelle normale ? A ce jour, ces élans d'extrême générosité restent quasi-exclusivement nationaux et, à de rares exceptions près, la situation à laquelle doivent faire face les pays en développement est largement négligée. Or, le monde a besoin d'une riposte internationale pour limiter l'ampleur d'une catastrophe qui aura un impact durable en l'absence de mesures.

Au moment où l'épidémie gagne toutes les régions du monde, certains doivent se préparer au pire, à commencer par le « dernier milliard » – ce milliard d'habitants des pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Depuis 2008, l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) de l'Union européenne coopère avec les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID). Plus de 700 millions d'euros ont ainsi été affectés au titre de l'AMCC+ à quelque 90 programmes qui visent à renforcer la résilience climatique tout en améliorant les moyens de subsistance et en luttant contre la pauvreté.

La grande vulnérabilité des PMA à l'impact du changement climatique est encore aggravée en raison de la capacité d'adaptation et de rétablissement limitée de cette catégorie de pays. Cette situation rend également ces pays particulièrement vulnérables face au COVID-19 si la maladie devait y gagner du terrain. La sollicitation massive et la rapide saturation de systèmes de santé publique précaires et fragilisés, mais aussi les retombées d'une catastrophe financière mondiale auraient un effet désastreux.

De nombreux PMA, parmi lesquels des partenaires de l'AMCC+, ont déjà imposé des mesures particulièrement strictes. Le Népal a fermé les écoles, annulé les événement publics, interdit l'accès à l'Everest et fermé une grande partie de ses frontières. L'Ouganda a interdit les mariages et les grands rassemblements religieux. Le Kenya et le Nigeria ont fermé les établissements scolaires et le Rwanda, ses frontières. Rares sont cependant les PMA qui peuvent envisager des mesures de confinement à l'échelle nationale ou isoler des villes entières alors que la majorité de leurs habitants ne peuvent compter que sur les transactions de l'économie informelle pour avoir à manger chaque jour. Et dans les camps et les bidonvilles surpeuplés en périphérie des villes, des mesures telles que la distanciation sociale et le respect de l'hygiène des mains risquent d'être tout simplement impossibles.

Une chose est sûre : le défi du changement climatique ne disparaîtra pas avec la fin de l'épidémie de coronavirus. Face à l'ampleur de la crise et aux montants injectés pour y faire face, il nous apparaît judicieux de revenir sur une crise passée pour en tirer des enseignements. En 2009, les pays riches se sont engagés au titre de l'accord de Copenhague à affecter 30 milliards de dollars supplémentaires au financement « fast-start » ainsi que 100 milliards de dollars au financement climatique. Nous étions alors en pleine crise financière mondiale – la crise de 2009 – et la Chine, les États-Unis et les gouvernements du G20 étaient arrivés à mi-parcours de programmes de relance à hauteur de 3000 milliards de dollars. Plus de 500 milliards ont été dédiés à l'action conjointe de lutte contre le changement climatique, un financement qui s'est avéré essentiel pour faire baisser le prix des technologies et faire en sorte que le prix de l'énergie solaire soit concurrentiel rapport à celui du charbon dans la plupart des pays, ce qui est le cas aujourd'hui.

Une telle situation risque de mettre encore plus sous pression les finances publiques et de déboucher sur des politiques d'austérité fiscale. Pourtant, nous pouvons aujourd'hui saisir une chance unique en décidant d'affecter les aides et incitations fiscales et les dispositifs de relance à une transition climatique équitable, inclusive et de nature à renforcer durablement la résilience. Les gouvernements doivent expliquer comment ils comptent « verdir » leurs dispositifs de soutien « coronavirus » et ce qu'ils feront pour protéger les habitants les plus vulnérables de la planète. Il en va peut-être de la réalisation des ODD, notamment de l'Objectif 13 – adaptation au changement climatique – et de l'Objectif 1 – éradication de la pauvreté.

Jane Wilkinson est conseillère stratégique en atténuation de la Facilité d'appui de l'AMCC+.

Le contenu de cet article ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Cultiver des oignons dans le sable à Maurice

12 janvier 2021 - 12 janvier 2021

Belle Mare est un petit village situé sur la côte est de l'île Maurice. Ses habitants sont en majorité des petits agriculteurs, très vulnérables aux nuisibles et aux maladies, fréquents dans la région en raison de conditions climatiques propices (températures élevées et humidité). Mais ils sont aussi confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses et des précipitations très intenses.

C'est justement dans cette région qu'un projet financé par l'UE combine des connaissances scientifiques provenant de l'Université de Maurice avec des solutions naturelles. Les agriculteurs côtiers ont l'habitude d'utiliser de grandes quantités de substances agrochimiques, d'engrais et de pesticides dans leurs cultures. Mais ces produits chimiques s'infiltrent à travers le sol et le sable, entraînant des problèmes majeurs, y compris pour l'industrie touristique.



© GCCA+/EU 2020. Photos by Diksh Potter

« Dans le monde d'aujourd'hui, nous avons besoin d'associer solutions technologiques et naturelles. Je pense qu'il s'agit là d'une approche essentielle pour la survie de la planète et le développement de communautés prospères », explique Sunita Facknath, professeure d'agriculture durable, à la tête du projet visant à transformer Bella Mare en village intelligent face au climat, avec le soutien de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), financée par l'UE.



© GCCA+/EU 2020. Photos by Diksh Potter

C'est ainsi qu'il est désormais possible de cultiver des oignons dans le sable dans les régions côtières de Maurice. Parmi les techniques d'agriculture intelligente face au climat enseignées par le personnel de l'Université de Maurice dans le cadre des formations et du mentorat, on trouve notamment : l'installation d'une couche épaisse de tiges de canne à sucre sur le sol avant l'ensemencement (paillage) ; la plantation de plantes mellifères telles que des soucis, des pétunias ou d'autres plantes qui attirent les abeilles et autres pollinisateurs ; l'utilisation de compost à la place d'engrais et de pesticides naturels (« biopesticides ») à la place des pesticides toxiques habituels. L'utilisation de systèmes simples d'irrigation goutte à goutte, basés sur la gravité, à la place d'asperseurs électriques, permet de réduire les pertes d'eau dans cette région aride souffrant d'un approvisionnement en eau irrégulier. Des réservoirs d'une capacité de 9 000 litres assurent un apport en eau correct sur base journalière.

« Lorsqu'on ajoute une couche de paillis organique ou même de la paille provenant de débris de la saison précédente, les nutriments ne s'infiltrent pas à travers le sable. Grâce à des techniques comme le paillage et le compostage, le sol peut retenir davantage d'eau », affirme le Dr Facknath.

Quinze petits agriculteurs ont été sélectionnés pour participer au programme. Ils ont tous reçu des réservoirs à eau, des pulvérisateurs à biopesticides et des motoculteurs. L'objectif final est de transformer Belle Mare en un village intelligent face au climat, ce qui pourrait contribuer à promouvoir les moyens de subsistance durables, améliorant ainsi la sécurité alimentaire nationale de manière productive, résiliente au changement climatique et respectueuse du climat (réduction des émissions de gaz à effet de serre).



© GCCA+/EU 2020. Photos by Diksh Potter

Liens

- Interview: turning Mauritian coasts climate smart

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Culture d'épices en Tanzanie

29 octobre 2018

Grâce au programme de l'AMCC en Tanzanie, plus de 1 000 agriculteurs ont été formés à la culture des épices, à travers le développement de plus de 52 hectares de plantations forestières dans sept communautés de l'île de Pemba. Kibano Omar Kibano, originaire du village de Mtambwe Kaskazini, à Pemba, est l'un d'entre eux.

Kibano Omar Kibano vivait auparavant de l'élevage, de l'agriculture vivrière et de la pêche à petite échelle, des activités qui lui rapportaient un maigre revenu d'à peine 60 euros par mois – ce qui ne lui permettait pas de subvenir aux besoins de base de sa famille.



© EU GCCA+, 2018

Il est parvenu à cultiver un peu de vanille, de poivre noir et de cannelle mais ses plants de vanille ont flétri. Le projet Community Forests Pemba (CFP), développé au titre du programme tanzanien de l'AMCC et financé par l'UE, a organisé une réunion de sensibilisation dans un village voisin, auquel Kibano a participé. Ce jour-là, il s'est enregistré comme cultivateur d'épices officiel auprès du CFP, ce qui lui a permis d'accéder aux formations et de bénéficier du soutien du projet.

« J'ai augmenté le nombre de mes plants de vanille et de poivre noir, respectivement de 200 à 570 et de 7 à 15. J'ai également 50 plants de cannelle et 15 de cardamome. Je forme désormais jusqu'à 30 agriculteurs pour les aider à faire prospérer leurs cultures », explique Kibano.

« Depuis qu'il travaille avec le CFP, Kibano s'est impliqué très activement dans la culture des épices au sein de sa communauté. En fait, il est très actif au sein de la Zanzibar Spice Farmers' Association, où il aide ses collègues agriculteurs à obtenir de meilleurs prix pour leurs produits. Et grâce au soutien du projet, il a conclu ses premières ventes avec un acheteur international », ajoute Yahya Khatib Suleiman, responsable horticulture du CFP.

Le revenu mensuel moyen de Kibano est désormais de 85 euros. Il peut maintenant offrir trois repas par jour à ses quatre enfants et envoyer son aîné à l'école secondaire. La famille bénéficie d'un régime varié. Ses prochains objectifs sont d'augmenter sa production et d'envoyer ses enfants à l'université.

À la suite du programme CFP à Pemba, le prix de la vanille a quintuplé, passant de 70 euros par kilo à près de 370 euros par kilo. Les revenus de la vente des épices sont utilisés pour couvrir les frais de scolarité des enfants, construire des maisons et acheter des aliments pour les ménages.

L'AMCC+ est active en Tanzanie depuis 2010 où elle aide le gouvernement à renforcer les capacités de certaines des communautés les plus affectées par les impacts du changement climatique

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Dans le projet de l'Usambara oriental en Tanzanie, ce sont les femmes qui décident

4 juin 2020 - 4 juin 2020



La réserve naturelle d'Amani, située à 500 km au nord-est de la capitale Dodoma, regorge de trésors cachés. Nichée au cœur des montagnes de l'Arc oriental, cette réserve grouille de nectariniidés, de grenouilles arboricoles, de caméléons, de colobes et de violettes africaines. Considérée comme l'équivalent africain des Galapagos en termes de biodiversité, cet endroit est unique au monde. C'est ici que le projet d'approches intégrées pour l'adaptation au changement climatique dans l'Usambara oriental, financé par l'Union européenne, collabore avec le district de Muheza et huit villages pour mettre en œuvre des activités d'adaptation au changement climatique. Toutes sont également axées sur la toutes la dimension de genre.

Les règles du projet stipulent qu'au moins la moitié des villageois participants doivent être des femmes. Grâce aux activités menées, les femmes ne sont plus des spectatrices silencieuses mais prennent désormais part aux décisions communautaires. À Mvambo, par exemple, le chef de village par intérim est une femme et les femmes décident elles-mêmes des investissements à faire ainsi que des dépenses consacrées aux associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) qui ont été mises en place. En outre, toutes ces interventions incluent des activités génératrices de revenus : services de guide touristique, élevage de papillons, de vaches laitières ou de volaille, mais aussi conservation des sources d'eau naturelles via les comités villageois de l'eau. L'objectif est que toutes ces activités perdurent bien au-delà la fin du soutien de l'Union européenne, qui est intervenue en mars 2019.

À la base, le projet a fourni des livres, des caisses (pour l'argent en espèces) et des formations pour la création des AVEC, et tous ces groupes sont désormais parfaitement autonomes. Il y a deux associations de 30 membres dans chaque village et les villageois ont été formés à créer davantage de groupes. Chaque membre verse entre 2 à 10 000 shillings tanzaniens par semaine à l'association et peut emprunter jusqu'à trois fois les fonds investis. Les prêts sont garantis par deux autres membres et aucun défaut de paiement n'a encore été signalé. En Tanzanie, le capital social est aussi important que le capital financier, ce qui explique que ces associations fonctionnent très bien au niveau des villages.


Anna Hezron Sabini, VSLA member on the left has set up micro-enterprises by investing in the savings group

Dans le village de Mvambo, Anna Hezron Sabini a rejoint une AVEC dès sa création, il y a trois ans. Elle a contracté un prêt auprès de l'association pour acheter une chèvre, dans l'optique de devenir une éleveuse à part entière. Comme la plupart des Tanzaniens qui vivent en région rurale, Anna est agricultrice, mais elle souhaite compléter les revenus qu'elle tire de la vente des légumes grâce à son élevage de chèvres. Anna a emprunté 200 000 shillings tanzaniens (environ 80 dollars) pour acheter une chèvre à 40 000 shillings tanzaniens (environ 15 dollars). Elle a utilisé l'argent restant pour couvrir certaines dépenses personnelles, notamment les frais de scolarisation de ses enfants. Anna a trois mois pour rembourser le prêt à un taux d'intérêt de 5 %. Pourquoi ne s'est-elle pas adressée à une banque ? Parce que, compte tenu de sa situation, elle n'a aucune garantie à présenter à la banque et que les taux d'intérêt bancaires sont actuellement très élevés (12 %). Ce qui rend les emprunts impossibles pour près de 80 % de la population. C'est pourquoi les AVEC sont une véritable planche de salut pour de nombreuses Tanzaniennes. Dans le passé, les femmes étaient discriminées à cet égard car, selon le droit coutumier, elles ne pouvaient pas posséder de terres. Heureusement, les mentalités ont évolué et les femmes peuvent maintenant emprunter de l'argent au même titre que les hommes.

> « Les associations d'épargne ont décuplé nos moyens. Je consulte mon mari lorsque je souhaite contracter un prêt et nous décidons à deux de la façon de dépenser l'argent, ce qui signifie que nous devons travailler ensemble pour rembourser l'emprunt », explique Anna, qui ajoute que cela se fait toujours rapidement et efficacement.


A husband and wife team work together to achieve a better livelihood

Halima Sheshe Idd, cheffe du village de Mvambo par intérim, a été formée par le projet aux pratiques agricoles climato-intelligentes. Compte tenu de l'imprévisibilité des conditions météorologiques, ces pratiques l'aident à irriguer ses cultures et à obtenir de meilleurs rendements. Grâce aux fonds générés par ses investissements dans l'AVEC, Halima s'est lancée dans la culture de piments, de cardamome, de cannelle, de clous de girofle, de poivre noir, de vanille, de bananes et de canne à sucre. En raison de la hausse des températures dans les montagnes, ces épices poussent maintenant bien en altitude, ce qui aurait été impensable il y a dix ans. Halima vend ses récoltes à un bon prix, ce qui lui a permis de construire une maison.

> « Dans le village, les femmes ont de plus en plus leur mot à dire : elles discutent des questions liées au développement et prennent part aux décisions. C'est une bonne chose. Au sein des AVEC, les femmes décident elles-mêmes des dépenses à faire avec l'argent emprunté. Personne ne leur dit comment faire », réjouit Halima.

Avenir durable

L'une des interventions les plus réussies du projet de l'Usambara oriental en matière d'autonomisation des femmes, mais aussi de changement climatique et de durabilité, était l'introduction de fourneaux améliorés. Ces derniers ont permis aux femmes de gagner du temps, tout en ayant un effet positif sur leur santé. Des artisans ont été formés à fabriquer ces fourneaux propres pour les ménages en un temps record : une heure et demie ! L'impact de cette intervention s'est fait sentir bien au-delà des villages de l'Usambara oriental.

> « D'autres villages non couverts par le projet ont aussi décidé d'adopter ces fourneaux, ce qui permet aux femmes de devoir aller chercher moins de bois et leur laisse donc plus de temps dans la journée pour se consacrer à des activités génératrices de revenus, tout en limitant la déforestation », explique Elingikania Njuu, coordinatrice du projet. Elle ajoute que les bienfaits pour la santé sont aussi évidents : comme il y a moins de fumée dans les habitations, on observe une diminution des maladies liées à la fumée, en particulier parmi les membres du ménage les plus vulnérables, comme les enfants et les personnes âgées.

Ce sont généralement les femmes qui s'occupent de ces membres de la communauté, donc cette évolution a réellement transformé leur vie de nombreuses manières.

Le responsable environnemental du district de Muheza, Suleiman Gwaje, lui fait écho et réaffirme que les femmes ont été encouragées à participer activement aux activités depuis le début du projet, qui a couvert la période 2015-2019.

« La capacité de contracter des emprunts et ainsi d'apporter du capital à d'autres activités génératrices de revenus a réellement permis aux femmes d'augmenter leurs revenus et de faire entendre leur voix au sein de leur communauté », ajoute Suleiman.

Le district impose aux communautés de soumettre des rapports de progrès, qui font l'objet d'un suivi par des agents du district.

« Ce n'est qu'un début », affirme Suleiman, qui est déterminé à continuer à soutenir les interventions communautaires. « Les femmes représentent plus de la moitié de la population. Elles ne peuvent plus être ignorées et sous-estimées. »

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

De jeunes gardes forestiers protègent la forêt amazonienne au Suriname

22 mai 2020 - 22 mai 2020

Survolant la canopée, un drone capture des images aériennes d'un groupe de jeunes qui se préparent à pénétrer dans l'immense forêt amazonienne du Suriname. Domitsio, Fransje, Fernando et Priscilla ont tous grandi dans le village voisin de Pusugrunu, au bord du fleuve Saramacca, et connaissent cette région comme leur poche.



@EU/GCCA+, 2020 Forest Conversation Programme in Suriname, Harvey Lisse

Désormais, les quatre amis – qui ont bénéficié d'une formation pour devenir gardes forestiers – mettent leurs connaissances locales au service de la protection de la forêt tropicale. Aujourd'hui, ils vont passer leur temps à inspecter, mesurer et collecter des données sur l'abattage des arbres. Johan, leur formateur, leur donne les dernières informations avant qu'ils ne pénètrent dans la forêt, où ils utiliseront les compétences et l'équipement acquis durant la formation.

Les gardes forestiers sont de jeunes hommes et femmes formés par l'Amazon Conservation Team (ACT) dans le cadre de l'AMCC+, le programme phare de l'UE contre le changement climatique. L'ACT entend mettre en place un programme de gardes forestiers pour la conservation de la nature à travers le territoire des marrons Matawai, en vue d'améliorer le suivi local et la collecte de données.



@EU/GCCA+, 2020 Forest Conversation Programme in Suriname, Harvey Lisse

Avant de quitter le village et d'entrer dans la forêt, les gardes forestiers font une halte à l'école locale, où Fransje montre aux élèves un documentaire sur les traditions et les terres des Matawai. Les marrons Matawai du Suriname, des descendants d'esclaves africains qui ont fui dans la forêt tropicale, occupent leur territoire ancestral depuis des centaines d'années.



@EU/GCCA+, 2020 Forest Conversation Programme in Suriname, Harvey Lisse

Les gardes forestiers montent ensuite dans les pick-up et prennent la direction de la dense forêt amazonienne, où l'on aperçoit au bord de la route des troncs d'arbres coupés par les sociétés d'exploitation forestière à l'œuvre dans cette partie de la forêt. Fernando et Domitsio inspectent, mesurent et enregistrent les arbres abattus pour aménager une nouvelle route, tandis que Priscilla note les données.



@EU/GCCA+, 2020 Forest Conversation Programme in Suriname, Harvey Lisse

Les jeunes découvrent ensuite un arbre qui a été abattu et poussé sur le côté par une société d'exploitation forestière pour créer ce que l'on appelle un « sentier de débardage » – une route temporaire donnant accès à de nouveaux sites d'exploitation. Les gardes forestiers sont les yeux et les oreilles des chefs de la communauté. Ils les aident à réagir plus rapidement en cas de crise, comme une incursion illégale par des mineurs ou bûcherons. L'enregistrement de la quantité et du type d'arbres abattus, ainsi que de leur emplacement, constitue une part importante de la formation des gardes forestiers.



@EU/GCCA+, 2020 Forest Conversation Programme in Suriname, Harvey Lisse

Le programme de formation de l'ACT vise à renforcer les capacités du gouvernement à recueillir des données et à assurer le suivi de l'exploitation forestière sur le terrain, et donc à protéger les paysages forestiers encore intacts.

Les gardes forestiers organisent régulièrement des expéditions de reconnaissance et de surveillance dans la forêt pour mieux comprendre les principes de l'exploitation à faible impact (EFI), protéger la biodiversité, prévenir les incursions et éviter les pratiques néfastes pour l'environnement. La formation de membres des communautés locales s'appuie sur leur volonté de favoriser le développement durable, de générer des revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire. Une fois le programme terminé, au moins un tiers des gardes forestiers seront des jeunes femmes, à l'instar de Fransje et Priscilla.

À la fin d'une longue journée en forêt, Priscilla rentre à Pusugrunu, où elle retrouve ses jeunes enfants. Demain, les gardes forestiers se réuniront à nouveau pour passer en revue les données qu'ils ont collectées, en discuter et planifier leur prochaine expédition sur le terrain.



@EU/GCCA+, 2020 Forest Conversation Programme in Suriname, Harvey Lisse

Lien:

Galerie photo - Les Rangers de la Forêt au Suriname

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

De l'énergie propre en milieu rural au Malawi — Une pompe à la fois

19 avril 2018

Sur une colline boisée surplombant le village malawite de Nkhata Bay, un groupe de jeunes hommes et femmes s'affaire à raccorder des tuyaux et à monter le générateur. Bientôt, la forêt dense donnera écho au rugissement d'un générateur puissant, le son d'une révolution en marche, celle de l'énergie renouvelable.



« *En fait, tout est venu de l'idée d'un gamin* », explique Cathy Mkandawire, animatrice d'un groupe de jeunes. « *Il a fabriqué des tuyaux avec des bouts de ficelle, pour ne rien avoir à acheter. Il a commencé à les déployer et à les raccorder par-ci par-là, sans idée précise de ce qu'il pourrait bien en faire. Après avoir tout raccordé, il s'est dit qu'il y avait énormément d'eau, et qu'il ferait bien de trouver un moyen de s'en servir. Pourquoi ne pas l'utiliser pour produire de l'électricité, s'est-il dit* ».

Ce « gamin » n'est autre que Hastings Mkandawire, qui a conçu son premier générateur hydraulique d'électricité il y a plus d'une dizaine d'années, mettant à profit ce qu'il avait appris à l'école et recyclant des déchets trouvés dans des décharges grâce à un incroyable esprit d'entreprise. Depuis lors, sa société, Turbines Energy, a installé des centaines de mini-générateurs hydrauliques, soit 10 mégawatts d'énergie renouvelable environ, qui ont transformé la vie de milliers de personnes, surtout des femmes, en milieu rural.

« *Il y a environ 17 millions d'habitants au Malawi, mais 8 % seulement d'entre eux sont bien approvisionnés en électricité* », déplore Hastings. « *L'électricité, c'est très important pour la vie au quotidien. L'électricité aide les citoyens non seulement à accéder à l'information, mais aussi à se procurer l'eau du ménage* ».

« *C'est une transformation radicale dans la vie. Il ne faut plus aller chercher du bois pour chauffer les fourneaux de la cuisine, une corvée à charge des femmes principalement. Les jeunes travaillent dans l'industrie pour gagner leur vie et, ainsi, contribuent au développement du pays* ».

De retour sur la colline, Cathy regarde avec admiration les jeunes qui installent le générateur hydroélectrique et creusent des canaux d'irrigation. « *Quand on s'est aperçu que cela marchait, de nombreux jeunes se sont intéressés au sujet, désireux qu'ils étaient d'en apprendre davantage. Alors, nous avons appris en autodidactes.* »

Le Malawi est l'un des pays les moins avancés : plus de 70 % de la population vit dans la pauvreté extrême. En milieu rural, les communautés sont très vulnérables au changement climatique — les inondations dévastatrices de janvier 2015 ont fait plus de 200 morts et ont provoqué le déplacement de près de 250 000 personnes.

Mais sur tout le territoire, les agriculteurs et les chefs d'entreprise ont repris la main sans faiblir. « *Les Malawites ont trouvé le moyen de s'adapter au changement climatique* », constate Marchel Gerrmann, Chef de la délégation de l'Union européenne au Malawi. « *Ils créent de l'emploi, produisent des richesses et assurent le bien-être de leur famille.* »

L'AMCC+ travaille au Malawi depuis 2013, dans le cadre d'un programme de 8 millions d'euros destiné à accroître la résilience du pays au changement climatique. Ses activités portent notamment sur la gestion forestière et le reboisement, l'installation de fourneaux non polluants, l'agriculture durable, l'eau salubre et l'assainissement.

Mais ce sont des personnes comme Cathy et Hastings qui sont vraiment les moteurs du changement sur le terrain. Cathy a déjà installé une pompe d'irrigation et expérimente des cultures résistant à la sécheresse, sans parler de son incursion dans la production de miel pour diversifier ses activités. Et Hastings continue sa croisade en faveur de l'énergie propre. « *Le Malawi est un beau pays, où il y a suffisamment d'eau pour produire l'électricité dont nous avons besoin* », explique-t-il. « *Je suis convaincu que le Malawi peut produire assez d'électricité pour 10 millions de personnes* », s'enorgueillit-il.

Liens

- Video: https://www.youtube.com/watch?v=VDFHa3dFtNk (Tedx Talk)
- Video: https://www.youtube.com/watch?v=T7MvOQdfBEk (video produced by U.S. African Development Foundation)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

De l'eau et de l'espoir pour le Sahel

4 juin 2018

Chaque jour, les habitants du Sahel doivent lutter pour leur survie. L'eau – ou plutôt son absence – définit chacune de leurs journées. Que ce soit pour boire, abreuver le bétail, irriguer les cultures ou encore cuisiner, l'eau domine leur vie : les longs trajets jusqu'au puits le plus proche – un travail souvent réservé aux femmes et en enfants ; les conflits de plus en plus nombreux au sujet des ressources limitées en eau ; les décès et maladies dus à l'eau polluée...



Famille de Herta - Tchad
© SOS Sahel International, Hisseine Lol boukar

Le mot « Sahel » est devenu synonyme de sécheresse, pauvreté et famine. Cette région d'environ 50 millions d'habitants couvre une vaste bande de désert semi-aride s'étendant sur 5 500 km, depuis l'océan Atlantique à l'Ouest à la mer Rouge à l'Est. Au centre, on trouve le lac Tchad, l'une des premières victimes du changement climatique dans le monde. Sa surface a diminué de 90 % depuis 1963, à cause des sécheresses prolongées, de la désertification et de la demande de plus en plus importante d'eau douce. Les conflits régionaux, l'instabilité politique et la migration de masse sont autant de facteurs qui sont venus aggraver le problème.

C'est dans ce contexte difficile que l'AMCC+ investit environ 8 millions d'euros au Tchad pour contribuer au développement d'une économie résistante au changement climatique et à faible émission de carbone, ainsi qu'à la lutte contre l'insécurité alimentaire chronique causée par des conditions météorologiques extrêmes. Montez dans un 4x4 et parcourez 300 km vers le nord à partir de la capitale, N'Djaména, et vous pourrez déjà constater l'impact de cet investissement.

« L'accès à l'eau a radicalement changé notre vie quotidienne », indique Hapsita Djimet (31 ans), qui fait partie des quelque 100 000 habitants des sous-préfectures de Doum-Doum, Ngouri et Liwa, qui bénéficient d'un projet d'installation de réservoirs d'eau de pluie. « Avec l'installation des polytanks, l'eau a apporté un grand changement dans notre vie quotidienne en termes de santé, avec la diminution des maladies transmises par l'eau, comme la diarrhée. Avant la mise en place des infrastructures, nous les femmes allions chercher de l'eau au forage qui se trouve à plusieurs kilomètres du village. Cette eau est impropre à la consommation mais nous n'avions pas le choix. Mais aujourd'hui, nous sommes fournis en eau potable quotidiennement. »

Le Tchad est l'un des premiers producteurs au monde de gomme arabique. Mahamat Adam (45 ans), cueilleur de gomme arabique, profite également du programme. Avant la construction des réservoirs de stockage, il devait parcourir 20 km pour aller chercher de l'eau. « Aujourd'hui, nous pouvons consacrer plus de temps à la cueillette de la gomme et moins à la collecte d'eau », explique-t-il. « Nous travaillons dans de bien meilleures conditions, et nous sommes mieux organisés. Désormais, nous pouvons nous consacrer pleinement à la cueillette de la gomme. »

Le projet de l'AMCC+, financé par l'UE, a réuni des partenaires de mise en œuvre, dont SOS Sahel, qui collaborent étroitement sur le terrain. Ils ont identifié certains des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables et travaillent avec eux pour améliorer leur sécurité alimentaire et réduire la malnutrition en les aidant à mieux résister au changement climatique.

Dans le village de Djigdada, Herta Mbodou (35 ans), maraîchère, lutte pour élever ses trois enfants tout en essayant de faire pousser des légumes sur une petite parcelle dans le wadi – un ravin sec et sablonneux sujet aux inondations soudaines durant la période des pluies. « Depuis des dizaines d'années, nous souffrons de la sécheresse », déplore Herta. « Il est tout simplement impossible de cultiver suffisamment pour nourrir ma famille. C'est un combat permanent, et les récoltes sont très mauvaises. »

Mais grâce à SOS Sahel et au projet de l'AMCC+, Herta a désormais accès à une plus grande parcelle de terrain qu'elle peut cultiver, et à une pompe moderne pour l'irriguer, qui remplace le traditionnel chadouf – un appareil à bascule servant à puiser l'eau – utilisé au Sahel depuis l'époque des pharaons. « Dès le début du projet, on m'a appris à utiliser l'équipement d'irrigation et à l'entretenir. J'ai aussi reçu une formation pour planter différents produits, comme le gombo, l'ail, les oignons et les tomates, qui sont très résistants à la sécheresse », précise-t-elle.

Le stress hydrique est l'un des plus grands dangers pour les légumes, mais il semblerait que le gombo soit cultivé par les Égyptiens depuis le XIIe siècle et qu'il puisse pousser sur le sol aride du Sahel. En outre, de nouvelles variétés de tomate, avec de succulentes feuilles qui retiennent l'humidité, se révèlent aussi plus faciles à cultiver. S'ajoute à cela la nouvelle pompe d'irrigation et l'avenir du jardin-maraîcher d'Herta s'annonce sous de meilleurs auspices. « Je pourrai vendre mes récoltes pour aider ma famille », affirme-t-elle.

Liens :

- La voie du Tchad vers une économie résiliente au changement climatique (rapport)http://www.gcca.eu/fr/news-and-events/news-flash/la-voie-du-tchad-vers-une-economie-resiliente-au-changement
- Adaptation aux effets du changement climatique et développement des énergies renouvelables au Tchadhttp://www.gcca.eu/fr/programmes-nationaux/afrique/amcc-tchad
- Cultures résistantes à la sécheresse https://www.researchgate.net/profile/Dr_Shashank_S_Solankey/publication/259017486_Breeding_for_drought_tolerance_in_vegetables/links/00b4952b1312bba401000000.pdf

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Des chaînes de valeur sans déforestation : une réponse nécessaire

12 juillet 2022 - 12 juillet 2022

La nécessité de s'attaquer à la « déforestation importée » explique l'intérêt croissant pour le développement de chaînes d'approvisionnement « zéro déforestation ». Le principal facteur de la déforestation est la conversion de forêts en terres agricoles, le plus souvent pour la monoculture d'arbres. Dans les pays émergents et en développement, un pourcentage important de ces « nouvelles terres agricoles » est affecté à la production de produits de base destinés à l'exportation, tels que le cacao, le café, le soja, le bœuf, l'huile de palme, la pulpe et le papier, ainsi que le caoutchouc ou le bois de coupe. L'importation de produits poussant sur ces ex-terres forestières encourage donc la déforestation.



©EU GCCA+ Suriname

À travers son approche de coopération extérieure, l'UE promeut des mesures de gestion forestière intégrée, qui s'attaquent à la question de la durabilité et de la légalité de la production et des chaînes de valeur, tout en s'attachant à préserver la biodiversité et les moyens de subsistance locaux. Cette approche encourage la généralisation des chaînes de valeur sans déforestation, en associant des mesures liées au commerce et un soutien aux gouvernements partenaires (par exemple, dans les domaines suivants : gouvernance forestière, aménagement des sols, conception de mesures incitatives et systèmes de garantie de légalité), aux producteurs locaux (pratiques de production et respect des exigences de certification par exemple) et aux organisations non gouvernementales (en tant que partenaires de plaidoyer et de suivi). Des mécanismes, tels que « EU Forest for the Future », s'inscrivent dans le cadre du soutien technique pour des écosystèmes forestiers en bonne santé et la croissance économique. Les nouveaux partenariats forestiers de l'UE encourageront la mise en place d'une approche globale et intégrée, notamment des chaînes de valeur forestières durables et l'agriculture sans déforestation, la restauration de forêts, la promotion des investissements, la gouvernance et l'application de la loi, ainsi que la participation de la société civile.

Au cours de ces dernières années, l'UE a élaboré un cadre stratégique et réglementaire (qui doit encore être finalisé) afin de soutenir la transition vers un commerce de produits de base sans déforestation. Ce cadre vient compléter le plan d'action de l'UE relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) qui s'attaque à l'abattage illégal et au commerce illicite du bois, afin de renforcer la gouvernance forestière en dehors de l'UE, mais qui ne couvre pas la déforestation due à l'agriculture.

Plusieurs mécanismes peuvent soutenir le développement de chaînes de valeur sans déforestation. Les systèmes de certification privée et d'étiquetage volontaire, les normes facultatives, la sensibilisation de l'utilisateur et les politiques d'achat écologiques sont de plus en plus utilisés, mais ces mesures sont insuffisantes pour agir à l'échelle requise contre la déforestation. D'autres pistes incluent un système d'étiquetage ou une certification publique pour les produits liés à un risque élevé de certification ; l'imposition d'exigences strictes de diligence raisonnée aux importateurs ; et l'utilisation de taxes et droits différenciés pour encourager la transition vers des modes de production et de consommation sans déforestation.

La proposition de règlement introduit un système d'évaluation comparative des pays (afin de pouvoir classer ceux-ci selon le risque – faible, standard ou élevé – qu'ils produisent des produits de base qui ne respectent pas ce règlement), associé à des obligations de diligence raisonnée pour les opérateurs et négociants de l'UE (importateurs) de produits de base (six au départ) présentant un risque pour les forêts, en fonction du risque.



©EU GCCA+ Ethiopia

L'initiative de l'AMCC+ contribue à la lutte contre la déforestation à travers divers projets. En République démocratique du Congo, elle soutient par exemple la création d'une chaîne de valeur de l'hévéa, durable et inclusive. En Éthiopie, elle encourage la production durable de café et la conservation des écosystèmes forestiers grâce à la gestion intégrée du paysage. Et dans la région amazonienne du Brésil, les chaînes de valeur agricoles durables et innovantes.

La conservation des forêts naturelles revêt une importance stratégique, tant pour l'atténuation du changement climatique (vu leur potentiel de stockage du carbone) que l'adaptation (ces forêts jouant un rôle dans la régulation du débit de l'eau et le climat local, ainsi que dans le soutien aux productions essentielles, aux moyens de subsistance et à la biodiversité).

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Des citernes de stockage d'eau de pluie pour les communautés insulaires reculées de Micronésie

29 novembre 2022 - 29 novembre 2022

Pour les communautés vulnérables des atolls des îles périphériques de Polowat, Pulusuk et Pulap, dans l'Etat de Chuuk (Etats fédérés de Micronésie), le problème de l'accès à l'eau salubre peut être un défi quotidien. Ces communautés peuvent désormais compter sur des citernes de stockage d'eau de pluie, grâce au projet de l'AMCC+SUPA (Scaling Up Pacific Adaptation) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus, une initiative financée par l'Union européenne.

Depuis 2019, ce projet prépare le terrain en vue d'une amélioration de la sécurité en eau sur plusieurs îles périphériques du Pacifique, qui sont de plus en plus vulnérables au changement climatique. Il s'appuie sur les enseignements tirés des efforts menés au cours de ces dix dernières années avec le gouvernement des Etats fédérés de Micronésie afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et de renforcer la résilience des communautés face aux événements climatiques extrêmes. Des phénomènes tels que les typhons et les sécheresses aggravent en effet la problématique de l'eau dans le pays.

Parmi les activités menées dans le cadre de ce projet, citons l'analyse de la qualité de l'eau, des réunions avec des groupes de femmes, ainsi que des séances de sensibilisation selon une approche communautaire, les membres de communautés étant souvent mobilisés et impliqués dans la planification.



©GCCA+ SUPA

Liens

- Des citernes de stockage d'eau de pluie pour les communautés insulaires reculées de Micronésie
- Projet AMCC+ SUPA
- Projet AMCC+ SUPA : Learning from the past, preparing for the future (« Apprendre du passé pour bâtir un avenir meilleur ») – Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Des communautés du Timor oriental renforcent leur résilience aux effets du changement climatique

29 juillet 2020 - 29 juillet 2020

Antonio Sabino Martins compte parmi les agriculteurs de son village qui ont réussi. Lors des journées de l'agriculture, il montre à d'autres petits exploitants comment produire de l'huile de coco vierge ou élever des lapins, dans le village de Macalaco, dans la municipalité de Baucau, au Timor oriental.

> *« Les communautés rurales du Timor oriental doivent apprendre à améliorer leurs moyens de subsistance et systèmes d'agroforesterie pour augmenter et diversifier leurs sources de revenus, tout en réduisant les risques associés aux aléas climatiques. En tant que gestionnaire de programme et agronome, ma principale mission est de transmettre mes connaissances aux communautés, afin de les aider à devenir plus résilientes grâce à de meilleures pratiques d'agroforesterie »*, explique Hugo Trindade, gestionnaire de programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus, une initiative financée par l'UE.



Antonio Sabino Martins is one of the successful farmer of Agroforestry Plantation project his village. Antonio demonstrate on how to produce Pure Coconut Oil to other farmers. At Macalaco Village, Baucau Municipality, Timor Leste.

Le Timor oriental est un pays caractérisé par une dépendance élevée à l'agriculture de subsistance, une topographie de montagne, l'insécurité alimentaire, et un taux élevé de déforestation et de dégradation des ressources naturelles. Les aléas climatiques, qui se sont aggravés des suites du changement climatique, affectent les mécanismes d'adaptation des communautés rurales du pays.

Depuis 2013, le programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique au Timor oriental (AMCC-TO) vise à améliorer les capacités des populations les plus vulnérables à faire face aux effets du changement climatique à travers la gestion durable des ressources naturelles.

Le programme a mis en place 42 pépinières agroforestières, dans lesquelles sont produits plus de 127 000 jeunes plants de 33 espèces différentes, notamment des arbres fruitiers tels que le cactus à pitaya (dans le cadre du programme de pépinière et de la plantation de pitaya à Tokoluli) et des semences de piment (dans la plantation agroforestière à Riheu).



The farmer group on their way to the nursery plantation at Riheu, Timor Leste.

De plus, le projet vise à améliorer le système de suivi météorologique dans les 13 municipalités du Timor oriental, où plus de 5 000 familles de communautés rurales augmentent leur degré de résilience en identifiant des réponses adaptées aux défis climatiques.

De 2013 à 2018, les capacités du système d'informations géographiques pour l'agriculture et l'utilisation des terres (ALGIS) à collecter, analyser et partager des données agrométéorologiques ont été élargies. Sur les douze stations météorologiques d'ALGIS, dix sont désormais opérationnelles.



Planning on how to implement the concept of Agroforestry Plantation. At Macalaco Village, Baucau Municipality, Timor Leste.

AMCC+ au Timor oriental

Le programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique au Timor oriental (AMCC-TO) est lié au programme régional « Faire face au changement climatique dans la région des îles du Pacifique ». Ce programme en coopération avec le ministère de l'Agriculture et de la Pêche met en œuvre des pratiques durables d'adaptation au changement climatique, en suivant une approche intégrée de gestion des bassins hydrographiques.

L'AMCC+ (www.gcca.eu), qui a commencé avec quatre projets pilotes seulement en 2008, est aujourd'hui l'une des principales initiatives climatiques pour les pays vulnérables. Financée par l'UE, elle finance 70 interventions à l'échelle nationale, régionale et mondiale, dans plus de 60 pays (dont 37 des pays les moins avancés et 36 petits États insulaires en développement). D'ici 2020, les investissements totaux de l'AMCC+ s'élèveront à 750 millions d'euros, en faisant ainsi l'une des principales initiatives pour le climat au monde.

Liens:

Vendredis pour le Climat: Faire face au changement climatique au Timor Leste

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Des écoles écologiques au Cambodge

26 décembre 2018

Plus de 7 000 étudiants apprennent les pratiques d'adaptation au climat et d'atténuation des événements climatiques

Chea Sim Angkor Chey est le nom de l'école écologique située dans le village de Prarl (commune de Tani, district d'Angkor Chey) dans la province de Kampot.

Au départ, le cursus scolaire cambodgien n'incluait pas le sujet de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique. Afin de remédier à cette situation, le projet Mainstreaming Climate Change in Education (MCCE – Intégrer le changement climatique dans l'enseignement), soutenu par la Cambodia Climate Change Alliance de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) financée par l'Union européenne, vise à renforcer les capacités des enseignants et des élèves de secondaire à améliorer leurs connaissances du changement climatique, en intégrant ces questions dans le cursus scolaire national.



Les jeunes garçons et les filles de l'Eco-Club donnent l'exemple en améliorant leurs écoles écologiques. Un jeune garçon arrose des légumes résilients alors que ses camarades surveillent la qualité du sol et les nuisibles.
École secondaire de Chea Sim Angkor Chey, province de Kampot, Cambodge.
Photo : Kimlong Meng.

Le projet a permis à l'école de créer un Eco-Club, auquel les étudiants participent au sein de comités et comme adhérents. Les membres de l'Eco-Club gèrent un budget de fonctionnement de 400 USD, qui couvre également toutes les activités du club. Ils travaillent sur des activités telles qu'un jardin biologique, l'agriculture résiliente, un réservoir d'eau, la rénovation des toilettes, l'arboriculture, la création d'une petite forêt de démonstration, la transformation de déchets en autres objets et bien d'autres projets.

Depuis la seconde moitié du XX^{e} siècle déjà, on observe une évolution des températures et des précipitations au Cambodge. Les prévisions pour les quatre-vingts prochaines années suggèrent que les températures cambodgiennes continueront à augmenter, ce qui pourrait entraîner à la baisse les précipitations lors de la saison sèche et retarder l'arrivée de la saison des pluies, et ce, quelle que soit la hausse potentielle des précipitations durant cette période.

Les écoles écologiques intelligentes face au climat enseignent à leurs étudiants des pratiques d'atténuation et d'adaptation. Les étudiants de l'Eco-Club donnent l'exemple en améliorant leur établissement scolaire écologique. Par exemple, certains arrosent des légumes résilients pendant que leurs camarades surveillent la qualité du sol et les nuisibles.

Le projet est mis en œuvre dans les quatre provinces de Kampot, Kampong Chhnang, Stung Treng et Svay Rieng, qui sont respectivement situées sur la côte, dans la région du Tonle Sap, sur une plaine d'inondation et sur un plateau, en partenariat avec Mlup Baitong (MB) et le ministère des affaires des femmes.

Parmi les bénéficiaires directs du projet, citons 20 décideurs du secteur de l'enseignement, 60 responsables éducatifs/enseignants de niveau sous-national et 7 171 étudiants d'écoles secondaires.



Les jeunes garçons et filles de l'Eco-Club donnent l'exemple en améliorant leur école écologique de Chea Sim Angkor Chey, dans la province de Kampot, au Cambodge. Photo : Kimlong Meng

L'AMCC+ au Cambodge

Dans la mesure où plus de 80 % de la population cambodgienne dépend largement de l'agriculture vivrière, les inondations et les sécheresses pourraient mener de nombreuses personnes sous le seuil de pauvreté. Parmi les actions nationales visant à faire face aux impacts climatiques sur les processus de développement national, des efforts visent à limiter la vulnérabilité des populations et du système naturel afin de garantir leurs principales sources de revenus, comme mentionné dans le plan stratégique du Cambodge sur le changement climatique.

Afin d'améliorer la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique, plusieurs initiatives soutenues par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) financée par l'UE, à travers la Cambodia Climate Change Alliance, ont vu le jour dans le pays ces dernières années. L'objectif est de réduire les émissions et d'améliorer les capacités d'adaptation des populations.

À partir de quatre projets pilotes lancés en 2008, l'AMCC+ (www.gcca.eu) est devenue une initiative climatique majeure pour les pays vulnérables. Financée par l'Union européenne, elle soutient 70 interventions d'appui de portée nationale, régionale ou mondiale dans plus de 60 pays (dont 37 pays les moins développés et 36 petits États insulaires en développement). À l'horizon 2020, les investissements totaux de l'AMCC+ seront portés à 750 millions EUR, ce qui en fait l'une des initiatives climatiques les plus importantes au monde.



La directrice de l'école secondaire de Chea Sim Angkor Chey explique aux membres de l'Eco-Club et aux autres étudiants le concept et les pratiques de l'école écologique. École secondaire de Chea Sim Angkor Chey, province de Kampot, Cambodge. Photo : Kimlong Meng

Voir la gallerie photo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Des éleveurs porcins plus heureux dans un environnement plus propre

12 novembre 2018

Programme national de promotion du biogaz au Cambodge

M. Chhang Touch vérifie l'éclairage et la température de son enclos à cochons, dans son élevage porcin de la province de Kompong Speu, au Cambodge. Grâce à un générateur au biogaz et à un dispositif de stockage du gaz, il réduit sa facture énergétique tout en contribuant aux bonnes pratiques de lutte contre le changement climatique.



M. Chhang Touch dans son élevage porcin de la province de Kompong Speu, au Cambodge.. © EU GCCA+ 2018

M. Chhang Touch est l'un des agriculteurs pilotes qui ont pu réduire leur facture d'électricité de 40 à 50 %. L'introduction de biodigesteurs de taille moyenne a permis aux exploitants pilotes d'économiser 600 tonnes d'équivalent CO2 par an et par appareil. La meilleure gestion des déchets animaux bénéficie également aux communautés voisines à travers un environnement grandement amélioré et la possibilité d'utiliser les déchets organiques produits par le biodigesteur comme engrais naturel pour leurs activités agricoles.

À travers la Cambodia Climate Change Alliance, l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+) de l'UE soutient depuis 2016 le programme national de biodigesteurs (National Biodigester Programme, NBP) en vue de tester et d'étendre l'utilisation de biodigesteurs de taille moyenne (10-20 KW) dans les élevages porcins. Traditionnellement, les éleveurs de porcs utilisent du bois à brûler et du LPG pour préparer la nourriture des cochons et achètent l'électricité au réseau local à un prix très élevé. En outre, des pratiques insalubres de gestion des déchets animaux entraînent de la pollution, des émissions de méthane et une haute prévalence des maladies liées au manque d'hygiène, comme la diarrhée. Dans chaque province, les projets pilotes les plus réussis sont désormais mis en œuvre à plus grande échelle à travers les réseaux d'agriculteurs, tandis que le NBP collabore avec des institutions de financement locales au développement de solutions de financement spéciaux pour aider les éleveurs à diffuser cette technologie à l'échelle nationale.

Le NBP est opérationnel au Cambodge depuis 2006 et a pour but de réduire la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre grâce à des usines locales de production de biogaz. Durant les six premières années, le programme national a contribué à l'installation de plus de 20 000 biodigesteurs à usage domestique et a mis en place, dans 14 des 24 provinces cambodgiennes, un réseau national de bailleurs de fonds locaux, d'entreprises de construction, de maçons qualifiés, d'experts en biofertilisants et de techniciens d'entretien.

L'AMCC+ au Cambodge

Le Cambodge fait face à des modifications de ses températures et de ses précipitations depuis la deuxième moitié du XXe siècle. Selon les prévisions pour les huit prochaines années, les températures continueront de grimper, avec une possible diminution des pluies durant la saison sèche ainsi qu'une arrivée tardive de la saison des pluies, malgré une augmentation possible des précipitations durant celle-ci.

Pour accroître la résilience des communautés aux impacts du changement climatique, des initiatives soutenues par l'AMCC+ à travers la Cambodia Climate Change Alliance ont été développées dans le pays ces dernières années. L'objectif est de réduire les émissions et de renforcer les capacités d'adaptation des populations.

Lancée en 2008 avec des projets pilotes dans seulement quatre pays, l'AMCC+ (http://www.gcca.eu/fr) est aujourd'hui devenue une initiative climatique majeure de l'Union européenne qui, à ce jour, a financé plus de 70 projets d'envergure nationale, régionale et internationale dans plus de 60 pays (dont 37 des pays les moins avancés et 36 petits États insulaires en développement). D'ici 2020, le total des investissements de l'AMCC+ s'élèvera à 750 millions, ce qui en fait l'une des principales initiatives pour le climat au monde.



M. Chhang Touch vérifie la température de son enclos à cochons, dans son élevage porcin de la province de Kompong Speu, au Cambodge. © EU GCCA+ 2018

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Des femmes associées à la lutte contre les déchets en Gambie

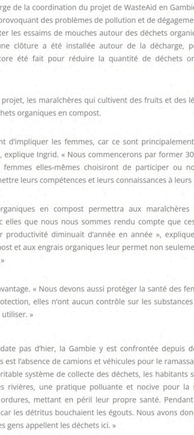
11 octobre 2021 - 11 octobre 2021



Les célèbres marchés alimentaires de Gambie attirent aussi bien les touristes que les locaux. Les nombreux marchés éparpillés autour du Grand Banjul – depuis l'immense marché aux poissons de Bakau jusqu'aux étals de fruits et de légumes d'Abuko – font partie intégrante de la vie quotidienne dans la capitale et aux alentours.

Des petites échoppes extérieures en bois et en tôle – les « cantines » – délimitent habituellement ces marchés, tandis que les étals de viande, de poissons et de légumes sont regroupés à l'intérieur. La plupart des produits sont cultivés par des femmes dans des potagers situés à proximité des marchés.

Le problème est que ces marchés produisent aussi des tonnes de déchets – principalement des déchets organiques mais aussi du plastique, du carton et autres détritus qui atterrissent dans la tristement célèbre décharge non réglementée de Bakoteh.



Afin de lutter contre le problème des déchets organiques, WasteAid, une ONG implantée au Royaume-Uni, s'est associée au Conseil municipal de Kanifing (KMC) et à la Women's Initiative The Gambia. Ce partenariat a reçu de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE-AMCC+) un financement à hauteur de 100 000 euros afin de déployer une approche pilote innovante visant à valoriser ces déchets organiques.

> « La région du Grand Banjul est située au bord de la côte. Elle est donc confrontée à un problème supplémentaire : la dispersion et la fuite des substances toxiques de la décharge qui s'infiltrent dans la nappe phréatique et la mer », explique Ingrid Henrys, en charge de la coordination du projet de WasteAid en Gambie. « Avant, les gens brûlaient les déchets et ordures sur le site, provoquant des problèmes de pollution et de dégagement de fumée pour les personnes vivant à proximité, sans compter les essaims de mouches autour des déchets organiques. L'incinération des déchets est aujourd'hui interdite et une clôture a été installée autour de la décharge, pour éviter que les détritus ne débordent. Mais rien n'a encore été fait pour réduire la quantité de déchets organiques abandonnés dans la décharge. »

Au cours de la première phase du projet, les maraîchères qui cultivent des fruits et des légumes pour les vendre au marché apprendront à transformer les déchets organiques en compost.

> « C'est vraiment très important d'impliquer les femmes, car ce sont principalement elles qui cultivent les fruits et légumes vendus dans la ville », explique Ingrid. « Nous commencerons par former 30 maraîchères actives dans deux grands potagers urbains. Les femmes elles-mêmes choisiront de participer ou non à l'initiative pilote. Une fois formées, elles pourront transmettre leurs compétences et leurs connaissances à leurs pairs. »

La transformation de déchets organiques en compost permettra aux maraîchères de moins dépendre des engrais chimiques. « C'est en parlant avec elles que nous nous sommes rendu compte que ces engrais chimiques leur coûtaient beaucoup d'argent, alors que leur productivité diminuait d'année en année », explique Lamin S. Sanyang, Directeur des services au KMC. « Passer au compost et aux engrais organiques leur permet non seulement de réaliser des économies, mais aussi d'améliorer la fertilité du sol. »

> Ingrid met en avant un autre avantage. « Nous devons aussi protéger la santé des femmes. Celles-ci utilisent souvent ces engrais chimiques sans protection, elles n'ont aucun contrôle sur les substances qu'ils contiennent et ne savent pas vraiment quelles quantités utiliser. »

> Le problème des déchets ne date pas d'hier, la Gambie y est confrontée depuis des dizaines d'années. « Un des principaux problèmes identifiés est l'absence de camions et véhicules pour le ramassage des déchets, poursuit Lamin. « Comme il n'y avait pas de véritable système de collecte des déchets, les habitants s'en débarrassaient en les jetant simplement dans la rue et les rivières, une pratique polluante et nocive pour la santé. Certaines communautés incinéraient quant à elles les ordures, mettant en péril leur propre santé. Pendant la saison des pluies, les crues soudaines n'étaient pas rares, car les détritus bouchaient les égouts. Nous avons donc décidé d'agir et avons lancé le projet Mbalit – c'est ainsi que les gens appellent les déchets ici. »

Le programme WasteAid financé par l'AMCC+ s'inscrit dans le prolongement du projet Mbalit. Il assure la récupération des déchets biodégradables de la décharge pour en faire du compost et du biochar – une sorte de charbon de bois issu de la biomasse. Ce « combustible » est ensuite vendu pour être utilisé pour cuisiner.



> « Les maraîchères ne sont pas les seules bénéficiaires de cette initiative, les vendeurs des marchés sont également très satisfaits », ajoute Lamin. « Avant, les ordures n'étaient pas toujours ramassées à temps et finissaient par pourrir sur place. Si les déchets sont convenablement gérés et ramassés, les essaims de mouches sont moins nombreux. »

Ce projet pilote n'en est encore qu'à ses débuts – il a été lancé en juillet sur le marché d'Abuko – mais il fait déjà beaucoup parler de lui.

> « Les gens se sont empressés de passer le mot, surtout après le lancement officiel », explique Ingrid. « La télévision et la radio locales lui ont consacré des reportages et les réseaux sociaux ont aussi relayé le message – la formation n'a pas encore commencé mais beaucoup de personnes ont déjà manifesté leur intérêt pour cette initiative. La Gambie est un pays majoritairement fondé sur une économie agricole, qui produit énormément de déchets organiques. Beaucoup atterrissent dans la décharge alors qu'ils pourraient être transformés en compost. De nombreux agriculteurs ne compostent pas leurs déchets car ils ne savent pas comment s'y prendre et pensent à tort que cela prend beaucoup trop de temps et exige pas mal d'efforts. Malheureusement, leurs pratiques agricoles actuelles dégradent la qualité du sol. »

La passion d'Ingrid pour la nature et son engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique sont contagieux et commencent à gagner les maraîchères.

> « Waouh, ce qui a déjà été fait est vraiment formidable. Notre production va augmenter », s'exclame Fatou Ceesa*. « Nous travaillions sur ce potager depuis des dizaines d'années, mais nos niveaux de production sont restés identiques. Grâce à ce projet, notre production va s'améliorer et, avec elle, notre niveau de vie. Nous pouvons à présent obtenir de bons prix pour nos légumes. Cela nous permet d'envoyer nos enfants à l'école et de payer les factures de soins de santé. »
>
> « Je suis passionnée par la protection de l'environnement et de la biodiversité et j'essaie en permanence de nouvelles techniques de compostage chez moi », explique Ingrid en riant. « L'autonomisation des femmes est vraiment quelque chose qui me parle – ce projet répond donc vraiment à tous mes besoins et mes envies ! »

**Nom d'emprunt, pour des raisons de confidentialité.*



Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Des panneaux solaires pour Trinidad-et-Tobago : désignation des 12 bénéficiaires

20 septembre 2021 - 20 septembre 2021

Par le biais de son programme Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), l'UE finance l'acquisition de panneaux solaires photovoltaïques pour Trinidad-et-Tobago, à hauteur de 2,4 millions d'euros. Dans le cadre de cette initiative, 12 bénéficiaires ont reçu des subventions afin d'installer des petits panneaux solaires sur des toits qui produiront de l'électricité.



Ces bénéficiaires ont été sélectionnés parmi les 164 candidats ayant répondu à un appel à manifestation d'intérêt. Vingt-six sites avaient préalablement été retenus. Ces 12 bénéficiaires constituent un échantillon représentatif d'ONG, de micro-entreprises, de coopératives et d'institutions publiques de zones urbaines, en développement ou reculées.

- **Lire l'article**
- **Trinité-et-Tobago : aider un bilan négatif à devenir positif**

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Des solutions low-tech pour lutter contre le changement climatique au Togo

22 juin 2020 - 22 juin 2020

Pourquoi toutes les innovations devraient-elles utiliser des technologies de pointe ? Les solutions les plus simples sont parfois les meilleures. Au Togo et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, des meules à cheminée métallique, fabriquées à partir de vieux fûts de carburant soudés, participent à la lutte contre le changement climatique et la déforestation.



Ce dispositif – connu sous le nom de meule casamançaise – est utilisé à très petite échelle depuis un certain nombre d'années, mais aujourd'hui, un programme de grande envergure entend promouvoir son utilisation et faire connaître ses avantages. Par rapport aux meules traditionnelles, cette technique de carbonisation, plus rapide et plus efficace, n'utilise pas plus de la moitié du bois nécessaire pour produire une même quantité de charbon de bois. Le charbon de bois produit par ces meules améliorées brûle en outre plus longtemps et dégage moins de fumée, un avantage pour la santé des habitants et pour l'environnement.

> « Il ne faut pas grand' chose pour fabriquer une meule casamançaise, » explique Dahouda Lankoande, qui apprend aux villageoises à fabriquer et à utiliser ces meules. « Un simple vieux fût suffit pour améliorer la circulation de l'air et produire un charbon de bois de qualité supérieure. Par rapport aux meules horizontales traditionnelles, cette nouvelle méthode de carbonisation contribue vraiment à lutter contre la déforestation. »

La meule casamançaise – qui tire son nom de la région sénégalaise de la Casamance où elle a été utilisée pour la première fois – est peu coûteuse et facile à construire. Des buches sont disposées à la verticale, ce qui permet à l'air de circuler autour des niveaux inférieurs de l'empilement. Le bois est ensuite recouvert d'un tas de feuilles et de terre, et une cheminée en métal est placée à une extrémité du dispositif. Autre avantage, les éléments de la meule sont faciles à transporter, ce qui permet aux charbonniers de les déplacer d'un endroit à l'autre.

La formation et la promotion de l'utilisation de ces nouvelles meules sont assurées dans le cadre du Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC) du gouvernement togolais, qui bénéficie du soutien de l'AMCC+, l'initiative phare de l'UE contre le changement climatique de l'UE. Au total, près de 37 000 tonnes de bois ont pu être sauvées grâce aux projets menés au titre du programme togolais. Une enveloppe de 8,1 millions d'euros a été affectée à cette initiative qui, à ce jour, a permis de créer près de 600 emplois verts, dont plus de 200 pour des femmes.

Le bois est la principale ressource énergétique au Togo. Facile d'accès, abondant et bon marché, il est utilisé par quasiment tous les ménages pour la cuisson, une pratique qui met sous pression les forêts du pays. En outre, la carbonisation traditionnelle est un processus extrêmement peu efficace qui généralement, ne permet que de transformer un dixième du bois en charbon de bois.

> « Plus de 74 pour cent de nos ménages utilisent le charbon de bois comme source d'énergie, » explique Yéndar Lamboni, coordonnateur du PALCC. « La méthode traditionnelle de production de charbon de bois engloutit tout simplement nos ressources forestières. »

Pour lutter contre la déforestation, il est essentiel de sensibiliser les habitants aux avantages de la meule casamançaise – les femmes jouant ici un rôle clé dans l'adoption de cette nouvelle technique. Brigitte Acakpo-Addra, directrice de WEP-TOGO (Women's Environmental Programme Togo), a rejoint un groupe de femmes des villages de Gamé-Kodjé et Avedjé, dans la région Maritime qui apprennent à construire et à utiliser ces meules.

> « Les femmes sont enthousiastes à l'idée de participer à cette formation, » explique-t-elle. « Elles contribuent beaucoup au dynamisme et à l'engouement suscités par cette initiative. Les femmes n'ont pas été suffisamment associées à ces activités ou aux processus de décision. Jusqu'à présent, nous ne leur avons pas donné les moyens de mieux contrôler et de gérer ces aspects. »

Vicé Mado, une des participantes, tient un morceau de charbon de bois dans chacune de ses mains.

> « Ici, c'est le charbon de bois qu'on fabriquait avant et ici le nouveau charbon de bois produit avec la meule casamançaise. On voit tout de suite qu'il est beaucoup plus lourd et de meilleure qualité – il n'y a pas photo : nous avons intérêt à utiliser la nouvelle méthode, » explique-t-elle.
> « Je vous assure que j'utiliserai désormais tout ce que j'ai appris, « explique en riant Dovi Soglo, une autre bénéficiaire de la formation. Ami Attitso acquiesce. « Cette nouvelle technique produit beaucoup moins de cendres. L'ancien charbon de bois était de mauvaise qualité. C'est formidable d'avoir eu la chance d'apprendre cette nouvelle technique de carbonisation ! »

Confort Kabissa-Lamboni, coordonnatrice du Réseau des femmes pour le développement de la région des Savanes (REFEDS), a participé à l'organisation de la formation.

> « Il est vraiment essentiel de lutter contre la déforestation pour préserver la biodiversité et diminuer les émissions, » explique-t-elle. « La meule casamançaise permet de n'utiliser que 50 % du bois nécessaire jusqu'ici – c'est un avantage énorme pour les familles, mais aussi pour la santé et l'éducation de leurs enfants. »

Appui á la Jeunesse d'Afrique (AJA), une ONG française active au Togo, est un partenaire clé du déploiement des meules casamançaises. Grâce au financement de l'UE, AJA a pu former des charbonniers de certaines zones forestières les plus surexploitées, professionnaliser leur technique et leur faire découvrir le concept de la reforestation au service de la biomasse. A ce jour, AJA a formé 1 500 producteurs de charbon de bois, mais aussi 50 soudeurs qui fabriquent les hautes cheminées caractéristiques à ces meules. Une centaine de coopératives ont été équipées de 500 meules.

Abotsi Apenyo, charbonnier à Agou, dans la région montagneuse du pays, explique que cette nouvelle méthode a changé sa vie.

> « Avant, il me fallait au moins trois semaines pour produire du charbon de bois. Mais aujourd'hui, grâce à cette technique, en quatre jours c'est fait. Et pour la même quantité de bois, j'obtiens deux fois plus de sacs de charbon de bois. »

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Des solutions naturelles pour les côtes et les océans

24 mars 2022 - 24 mars 2022

La faculté des écosystèmes à atténuer les effets du changement climatique n'est pas une découverte récente. On sait depuis des années que les océans, les forêts et les sols sont des puits de carbone naturels. Les océans ont un fort potentiel en matière d'absorption des gaz à effet de serre. Ainsi, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), les premières centaines de mètres de surface des mers et des océans absorbent 30 millions de tonnes de dioxyde de charbon (CO_2), ce qui représente entre un quart et un tiers des émissions anthropiques.
Les solutions fondées sur la nature sont mises en œuvre par le biais d'activités destinées à la restauration, la conservation ou la gestion durable des écosystèmes. Dans le cas des zones côtières et des océans, ces activités comprennent :

- La restauration du littoral : contrôle des inondations et de l'érosion, protection contre les tempêtes, stabilisation du rivage ;
- La préservation du niveau de la mer et des eaux souterraines : protection des habitats de reproduction et de croissance, des plantes sauvages et des ressources animales – ce qui permet également d'améliorer le piégeage du carbone et de réduire le réchauffement des eaux ;
- L'exploitation et les récoltes durables : capture de poissons et de crustacés, bien-être humain et patrimoine culturel.



©EU GCCA+

Malgré ce constat, de nombreux pays peinent à fixer des objectifs clairs relatifs aux solutions fondées sur la nature dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Seuls quelques-uns proposent des indicateurs pour mesurer leur incidence. Parmi les États abritant des écosystèmes côtiers, moins d'un sur cinq les intègre dans ses mesures d'atténuation des effets du changement climatique. En outre, de nombreuses zones marines protégées déclarées ne reçoivent aucune aide. Actuellement, seuls 15 % des zones terrestres et 8 % des zones marines sont protégées, et les exigences en matière de surveillance et les politiques de gestion diffèrent d'une zone à l'autre.

Le soutien de l'AMCC+ à l'action côtière intégrée entre 2018 et 2024 cible la République dominicaine, la Gambie, le Sénégal, le Suriname et Trinité-et-Tobago. Tous ces pays ont l'intention de contribuer significativement aux CDN par le biais d'activités ayant un effet surtout au niveau local. La plupart des projets de l'AMCC+ favorisent l'intégration des populations locales dans la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et d'actions de préservation en tant que moyen efficace de combiner préservation et développement. Cette approche ne constitue qu'une première étape. Les gouvernements doivent aller de l'avant en intégrant les questions et les risques climatiques dans leurs politiques nationales.
Le Dialogue sur les océans lancé en décembre 2020 a débouché sur les recommandations suivantes :

- Sensibiliser le grand public au fait qu'agir en faveur des océans revient à agir en faveur du climat et que les financements en faveur des océans sont aussi des financements en faveur du climat, et inversement.
- Renforcer l'ambition en matière d'action en faveur des océans et intégrer les solutions basées sur les océans dans les CDN, les plans nationaux d'adaptation (PNA) et d'autres processus nationaux.
- Organiser des dialogues réguliers dans le cadre du processus de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour continuer à renforcer la sensibilisation et l'action sur les océans et le climat afin de réaliser de nouvelles avancées.

En 2021, le programme de travail de Nairobi a élaboré des lignes directrices sur l'adaptation côtière et les solutions fondées sur la nature dans le cadre de la mise en œuvre des PNA. L'objectif de ce programme est de fournir des conseils sur l'accès au financement pour la mise en œuvre de solutions côtières et marines basées sur la nature afin d'accroître la résilience aux événements climatiques extrêmes et d'autres changements dans les régimes climatiques.

Lien:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Des technologies intelligentes face au climat de l'UE AMCC+ pour des moyens de subsistance alternatifs en Zambie

4 mars 2021 - 4 mars 2021



Le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA) atténue l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région grâce à des projets portant sur les technologies intelligentes face au climat, qui sont une extension du programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+).

Le projet sur l'atténuation de l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'aide de technologies intelligentes face au climat, financé par l'Union européenne (UE) via la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA), pourrait être utile pour développer des moyens de subsistance alternatifs en Zambie.

La mise à l'échelle du projet devrait permettre de diminuer la surface défrichée pour l'agriculture, ainsi que de fournir des formations et des services d'information encourageant le boisement. En conséquence, davantage d'enfants devraient bénéficier d'un accès constant à l'éducation, ce qui contribuera plus globalement au programme de développement social.

Des projets intelligents face au climat similaires ont été lancés au Eswatini, au Mozambique, au Zimbabwe et en Zambie. Les bénéficiaires ont des profils variés et incluent des femmes et des jeunes.

Dans ses remarques, le représentant du commissaire de district, M. Chitambala Agrippa, a exprimé sa gratitude envers l'UE, qui soutient le district et lui a permis de mettre en œuvre le projet. Un tour de reconnaissance à travers le village de Mufumbwe et les forêts avoisinantes a révélé une déforestation active, due à la pratique du brûlis, connue localement sous le nom de *chitemene,* utilisée dans le cadre de l'agriculture itinérante à petite échelle.

En Zambie, l'évolution de l'utilisation des terres, l'exploitation forestière et l'agriculture sont largement reconnues comme d'importantes émettrices de gaz à effet de serre et contribuent de manière significative au changement climatique.

Lire les articles:

- Climate Smart Technologies may be useful in providing alternative livelihoods in Zambia
- https://southerntimesafrica.com/site/news/technology-changes-regions-food-security-outlook

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Des traditions anciennes pour relever un défi très moderne

9 avril 2018

Lorsque les agriculteurs des montagnes du Timor-Oriental ont été confrontés à une série de sécheresses dévastatrices et d'inondations catastrophiques, ils se sont tournés vers leurs traditions culturelles pour survivre.



Pendant des siècles, pour prendre des décisions importantes, les communautés d'agriculteurs reculées ont eu recours au « tara bundu », une coutume timoraise traditionnelle qui vise à relever les défis par le consensus et en évitant les conflits. Basé sur la sagesse et l'expérience collectives, le tara bundu est utilisé pour régir les relations entre les hommes, mais aussi les relations des hommes avec leur environnement et avec les animaux. Lorsque les pénuries en eau potable sont devenues critiques, après des années de sécheresse aggravée par le changement climatique et le phénomène El Niño, les agriculteurs ont recouru au tara bundu.

« *Les habitants du Timor-Oriental sont de plus en plus conscients du fait que si le climat change, les gens doivent changer aussi. Les communautés des montagnes, en particulier, doivent être prêtes à protéger leurs terres, à stocker l'eau et à utiliser leurs ressources naturelles judicieusement si elles souhaitent que les prochaines générations continuent à vivre sur les terres de leurs ancêtres* », explique Isabel Pereira, qui est originaire du Timor-Oriental et travaille comme conseillère principale pour la GIZ dans le cadre du programme AMCC+ dans le pays.

« *La relation des habitants du Timor-Oriental à l'eau potable a toujours été complexe, indique Isabel. Ces personnes vivent dans des montagnes escarpées et l'eau n'a jamais été une ressource facile à trouver et à gérer. Maintenant que les pluies arrivent trop tard ou toutes en même temps, les villageois doivent se reposer sur d'anciennes traditions pour gérer ce manque d'eau.* »

Le Timor-Oriental a été très lourdement frappé par le changement climatique ces dernières années. Une série de phénomènes météorologiques extrêmes, incluant des sécheresses et des inondations, ont résulté en une diminution des récoltes de riz, et certains agriculteurs ont abandonné leurs terres pour aller chercher du travail dans les villes. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la sécheresse aurait affecté environ 350 000 personnes, soit près d'un tiers de la population totale du Timor-Oriental.

Comme c'est souvent le cas, les impacts du changement climatique ne sont pas répartis équitablement entre les sexes. « *Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables aux pénuries en eau* », précise Isabel. « *Nous pensons tout le temps à l'eau, et les femmes et les enfants sont souvent occupés à collecter de l'eau. Quand nous ne collectons pas de l'eau, nous réfléchissons à comment nous pourrions en stocker plus. Autrefois, les femmes et les filles devaient souvent marcher plus de deux kilomètres pour remplir un jerrycan d'eau, puis le ramener chez elles.* »

Maintenant, les communautés ont recours au tara bandu pour se mettre d'accord sur les pratiques d'« agriculture de conservation » et les solutions de gestion de l'eau adaptées au changement climatique, comme creuser des réservoirs pour collecter l'eau de pluie, préserver les sols en abandonnant la culture sur brûlis au profit de la technique du « chop and drop » (coupes laissées en surface) et du paillage, utiliser des cuisinières en argile qui consomment moins de bois, et cultiver des variétés résistantes à la sécheresse, comme le moringa et le pitaya, qui ont aussi une valeur commerciale plus élevée. Toutes ces innovations ont fait l'objet d'un accord grâce au tara bundu, dans le cadre du projet AMCC+ et avec l'aide d'experts techniques de l'ONU et d'ONG, afin que les communautés puissent à la fois honorer leurs anciennes traditions et pratiquer une agriculture durable.

Un récent rapport du PNUD cite l'exemple d'un approvisionnement en eau pour 36 ménages qui a été réparé et modernisé après un tara bundu, dans un village de la région côtière septentrionale de Liquiça. Antonia Alves de Jesus, qui a bénéficié de cet approvisionnement restauré, indique que l'eau est utilisée pour la cuisine, le lavage et le jardin. « *Avant, nous n'avions pas accès à l'eau et nous ne pouvions rien faire pousser. Maintenant, nous pouvons faire des plantations dans notre jardin et abreuver les animaux.* »

Des agriculteurs interrogés dans le cadre d'un documentaire du PNUD confirment ses propos. « *Nous avons commencé à pratiquer l'agriculture de conservation en 2014* », déclare Joao da Cunha, un agriculteur d'Abat Oan, dans la région de Manatuto. « *C'est une excellente technique car elle permet de réduire la charge de travail et les coûts, tout en augmentant les rendements. Malgré de longues périodes de sécheresse, il y a toujours assez d'eau.* »

Armando da Costa, un agriculteur de Daisua, dans la municipalité voisine de Manufahi, est aussi ravi. « *Il n'a pas plu de tout le mois de janvier, mais le maïs a continué à bien pousser. Je ne pratiquerai plus jamais la culture sur brûlis car, dans ce cas, quand la pluie arrive, le sol est emporté par l'eau.* »

Comme le dit Isabel : « *Nous ne développons pas de solutions à grande échelle et onéreuses, mais nous prenons de petites mesures quoi font une différence. Si le climat change, nous devons aussi changer. Nous pouvons utiliser nos traditions et notre sagesse, et nous appuyer sur ce que nous avons appris ces dernières années.* »

Liens

- Programme d'appui de l'Alliance mondiale contre le changement climatique au Timor-Oriental
- Article du PNUD : des ONG locales coopèrent pour atténuer les risques liés au climat
- FAO, témoignages d'agriculteurs sur l'agriculture de conservation au Timor-Oriental
- Tara bandu, une cérémonie ancienne protège les terres pour les prochaines générations

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Des visites croisées de l'amcc+ ouvrent la voie à une nouvelle dimension dans la collaboration entre les villes et les municipalités africaines autour de la lutte contre le changement climatique

3 août 2021 - 3 août 2021

À la fin mars, cinq délégués de Cotonou, au Bénin, ont effectué une visite à Kigali, au Rwanda, concrétisant ainsi une nouvelle dimension du soutien de l'UE AMCC+. Les délégués de Cotonou ont déjà intégré dans leurs activités et leur travail quotidien les enseignements de leur visite à Kigali.

Cette visite a permis à des responsables des deux capitales régionales de se rencontrer pour s'entretenir de leurs connaissances, défis, réalisations et progrès respectifs dans le cadre de leur contribution à la mise à jour des contributions déterminées au niveau national (CDN). Le 19 avril, très peu de temps après cette rencontre, le Premier adjoint au maire de Cotonou, qui était à la tête de la délégation, a présenté un rapport sur les résultats de cette visite lors d'une réunion municipale, à laquelle participaient le maire de Cotonou et tous les responsables de district.



41st General Assembly of AIMF, Kigali (association internationale des maires francophone)

Le point focal « changement climatique » de l'Association nationale des communes du Bénin a participé à plusieurs réunions dans la région afin de partager des informations sur l'impact déjà perceptible du changement climatique sur les communautés locales et sur la possibilité de mettre en œuvre les objectifs nationaux dans ce domaine au niveau local. Les secteurs agricoles et forestier, ainsi que la sécurité alimentaire à l'échelon local subiront en effet les conséquences de l'augmentation des températures et des précipitations. S'appuyant sur les leçons apprises à Kigali, le point focal a insisté sur le fait que les acteurs locaux peuvent aider les acteurs nationaux à relever les défis climatiques au niveau local par le biais de mesures qui contribueront à aligner les CDN du Bénin sur l'accord de Paris. Un engagement accru au niveau local et une amélioration de la participation des citoyens et des communautés peuvent aider à concrétiser les efforts consentis par le ministère béninois de l'environnement pour porter les ambitions à un niveau supérieur et améliorer la conception et la mise en œuvre des mesures au titre des CDN qui feront l'objet de sa troisième communication nationale.

Comparé à il y a seulement quelques années, les communes du Bénin ont plus facilement accès à des outils qui les aident à intégrer l'action climatique dans leurs budgets respectifs (par ex. les plans de développement communal de troisième génération). Elles peuvent ainsi concevoir des plans locaux qui reflètent les défis spécifiques dans le domaine du changement climatique et de l'énergie (les « plans d'action pour l'énergie durable et le climat », PAEDC). Elles continuent toutefois d'avoir besoin d'un soutien pour mettre à niveau leurs connaissances et renforcer leur volonté d'élaborer des mesures complexes dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation. Le Plan directeur de Kigali a été élaboré au terme d'une analyse approfondie des données qui ont également documenté le plan de mise en œuvre. Ce processus illustre clairement comment élaborer un plan de développement environnemental susceptible d'être utilisé et reproduit dans d'autres communes du Bénin et montre comment passer de la phase de planification à celle de la mise en œuvre de mesures affectant le mode de vie et le comportement des citoyens au quotidien.

Tenant compte de l'approche mise en œuvre à Kigali, le maire de Cotonou a demandé au point focal « changement climatique » de l'Association nationale des communes du Bénin et au Directeur des services techniques de préparer un mandat pour une étude portant sur un projet de verdissement en milieu urbain pour la ville de Cotonou, celui-ci devant être financé par le budget local en 2022.

Au cours des séances du Conseil de Cotonou de juin 2021, un nouveau projet de coopération associant Kigali et Cotonou a officiellement été lancé afin de consolider les travaux initiés en mars 2021 et montrer à d'autres pays francophones la qualité de la coopération instaurée entre les deux villes grâce au soutien du projet de l'AMCC+. Ce projet de coopération a été présenté lors de l'Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones, qui a eu lieu à Kigali du 18 au 22 juillet en présence de 130 délégués de 30 pays. Les maires de Kigali et de Cotonou se sont réunis en marge de cet événement afin de discuter des prochaines étapes d'ici l'officialisation de leur engagement à coopérer par le biais d'un protocole d'accord. Ce nouveau niveau de coopération sud-sud, axé sur des thèmes en lien avec le changement climatique, augure bien de l'avenir de la lutte contre le changement climatique dans les villes et municipalités africaines.



Mr Luc ATROKPO, Mayor of Cotonou and President of ANCB (association nationale des communes du Bénin)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Développer de la résilience au changement climatique dans l'Océan Indien

10 novembre 2017

La vidéo *Développer la résilience au changement climatique dans l'Océan Indien* présentée à l'événement annexe de l'AMCC+ pour le COP24 à Bonn, promeut les activités de l'AMCC+ aux îles Maurice, aux Comores et aux Seychelles. La vidéo présente les expériences personnelles et quotidiennes des fermiers, des habitants et des autorités publiques. Certaines des solutions de l'AMCC+ sont présentées, tel qu'un projet ayant pour but d'aider les agriculteurs biologiques à cultiver des champs plus résistants aux conditions extrêmes.

Les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) sont en ligne de mire du changement climatique, et l'Océan Indien en est le principal théâtre. L'UE travaille actuellement sur l'île Maurice, aux Seychelles et aux Comores afin d'aider les fermiers, les communautés de pêche et l'industrie du tourisme à devenir plus résilients face aux impacts du changement climatique. De la construction de barrages contre la montée du niveau de la mer à la plantation de cultures résistantes à la sécheresse, le fleuron de l'UE, le programme AMCC+, montre la voie dans les secteurs de l'adaptation et de l'atténuation.



Développer de la résilience au changement climatique dans l'Océan Indien (6 minutes)

sous-titres EN https://youtu.be/RbsSZasyZ-Y
sous-titres FR https://youtu.be/O9xtDNneIXE

Mini-videos (1 minute)

Seychelles

sous-titres EN https://youtu.be/RbsSZasyZ-Y
sous-titres FR https://youtu.be/O9xtDNneIXE

Mauritius

sous-titres ENhttps://youtu.be/vvMpFbHmpe4
sous-titres FR https://youtu.be/n2WBJPevoU0

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Économie bleue : perspectives dans les pays vulnérables

24 mars 2022 - 24 mars 2022

De plus en plus de pays côtiers misent sur l'économie bleue afin de promouvoir le développement durable de leur côtes. L'économie bleue est essentielle pour les nations insulaires du Pacifique, des Caraïbes et d'Afrique (ACP) en raison de leur forte interdépendance avec les océans. La notion d'économie bleue désigne la préservation des océans et l'utilisation durable de leurs ressources.

Dans le cas de l'Afrique, elle s'applique également aux eaux intérieures compte tenu de l'importance des lacs et des rivières pour les économies nationales, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire du continent. L'économie bleue désigne donc un ensemble d'activités humaines qui organise, de manière intégrée, équitable et circulaire, la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services résultant de l'exploitation des ressources aquatiques, ou de l'utilisation du soutien apporté par les milieux aquatiques. Ces activités permettent également d'améliorer la santé des écosystèmes aquatiques grâce à la mise en place de mesures de protection et de restauration.



©Fisherman in Magadascar – photo courtesy of Pierre Failler

L'économie bleue correspond également à une stratégie de développement des zones marines sous juridiction nationale. À titre d'exemple, le Bangladesh a entamé le processus d'élaboration d'une politique bleue après l'extension de sa zone économique exclusive à la suite de deux décisions de la Cour internationale d'arbitrage sur les frontières maritimes avec le Myanmar d'un côté et l'Inde de l'autre.

L'UE favorise l'économie bleue depuis 2016 dans le cadre de la définition de politiques et d'actions et de la mise en place d'un mécanisme de coordination. Dans un tel contexte, l'espace maritime et tout ce qu'il contient se transforment en véritable aubaine.
L'économie bleue s'articule donc autour de la valorisation des secteurs économiques et des composantes écologiques dans leur globalité. S'appuyant sur les principes de l'économie circulaire, elle propose une nouvelle façon d'envisager le développement économique des écosystèmes aquatiques et marins, ainsi que la création d'emplois. Compte tenu de son caractère inclusif, l'économie bleue s'inscrit dans la logique du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies et englobe tous les Objectifs de développement durable (ODD).

L'économie bleue est toutefois encore en phase de conception dans la plupart des pays, y compris dans les nations insulaires, qui n'ont pas développé de cadres institutionnels ou déployé les outils nécessaires à sa mise en œuvre.

Véritables pionniers, certains pays, à commencer par les Seychelles, mais aussi la Barbade, le Cap-Vert, le Bangladesh et le Kenya, montrent l'exemple en mettant en place, avec le soutien de l'Europe, un mécanisme de coordination favorisant la mise en œuvre de l'économie bleue.
Malgré ces efforts, l'économie bleue reste principalement associée au développement de certains secteurs tels que la pêche, le tourisme côtier ou l'exploitation des minéraux des fonds marins.

Compte tenu de sa dimension holistique, la seule façon de répondre à des enjeux tels que le changement climatique et la pollution plastique est d'opérer un changement pouvant aboutir à une réelle transformation. Les ressources humaines, techniques et financières qui doivent être déployées pour relever ces défis vont au-delà du cadre sectoriel.
À ce titre, la mise en œuvre des stratégies et des politiques relatives à l'économie bleue nécessite un dispositif institutionnel efficace : la « gouvernance bleue ». Ce terme renvoie aux processus d'interaction et de prise de décision entre les acteurs impliqués dans un problème collectif qui conduiraient à la création, au renforcement ou à la reproduction de normes et d'institutions.

Plus précisément, il désigne la coordination, la planification (y compris de l'espace maritime), le suivi (y compris la comptabilité bleue) et les normes internationales bleues (en référence à l'économie circulaire) relatives aux activités de l'économie bleue.

Il est donc nécessaire de disposer d'un cadre de gouvernance pour établir un schéma organisationnel à plusieurs échelles et favoriser une collaboration à long terme entre les institutions nationales et avec les institutions régionales. La pandémie mondiale de COVID-19 a eu des répercussions négatives sur les économies nationales.
Les économies insulaires ont été particulièrement affectées en raison de l'arrêt du secteur du tourisme qui représente, par exemple, plus de la moitié de la croissance du produit intérieur brut des Bahamas et d'autres îles des Caraïbes. À cet égard, les politiques d'économie bleue constituent un volet essentiel de la relance dans les îles et les États côtiers. Elles permettent d'orienter les efforts du gouvernement et des parties prenantes en vue de redynamiser l'économie de manière résiliente et durable tout en valorisant le patrimoine naturel et social.

Lien:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

En Ouganda, les femmes prennent les choses en main – y compris le climat

16 décembre 2019

> **« Beaucoup de gens considèrent que les fermiers sont des ratés. Ils pensent que les agriculteurs n'ont pas été à l'école et sont incapables de faire un autre métier. Moi, je pense que l'agriculture est une activité commerciale – une activité commerciale qui permet de subvenir à ses besoins et d'assurer l'éducation de ses enfants. Les agriculteurs peuvent offrir à leurs enfants la même éducation que n'importe quel fonctionnaire gouvernemental. »**
>
> *- Mercy Ssikedi, entrepreneuse du district de Mubende, Uganda*

Mercy Ssikedi est une passionnée d'agriculture, et une passionnée des affaires. Femme entrepreneur originaire du district de Mubende, en Ouganda, elle fait partie d'un groupe de femmes de plus en plus nombreuses qui révolutionnent l'agriculture dans ce pays, tout en aidant les agriculteurs à mieux résister aux conséquences les plus néfastes du changement climatique.



Mercy Ssekide travaillant sur son terrain

Mercy est l'une des milliers de personnes qui ont suivi une formation dans les écoles d'agriculture de terrain (*farmer field schools*) financées par le programme phare de lutte contre le changement climatique de l'UE, l'AMCC+, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Dans le cadre de ce programme doté de 11 millions d'EUR, plus de 300 écoles de terrain, auxquelles ont pris part plus de 4000 agriculteurs, ont été mises en place dans toute la région centrale du « corridor du bétail », qui s'étend du sud-ouest au nord-est de l'Ouganda. Ce corridor est extrêmement vulnérable face au changement climatique, car il subit des inondations fréquentes, des sécheresses prolongées et des précipitations imprévisibles.

> ***« Beaucoup d'agriculteurs ne tirent pas de profit de leur travail parce qu'ils ne le voient pas comme une activité commerciale. Ils devraient être passionnés par l'agriculture. Quand j'ai débuté, j'étais locataire, mais maintenant, je possède mon propre terrain. Comment se fait-il que moi, une simple agricultrice, je possède une terre avec un titre de propriété ? » s'amuse Mercy.***
>
> *- Mercy s'occupe d'un élevage porcin prospère en plus de ses autres activités agricoles.*



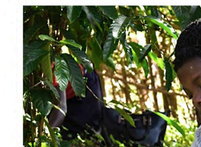
@GCCA+

Mercy a même réussi à convaincre son mari de participer à l'école d'agriculture de terrain. « Pendant la formation, j'ai compris que je devais collaborer avec mon mari pour que mes activités agricoles prospèrent. L'agriculture requiert d'une famille qu'elle travaille ensemble comme une équipe. Si vous ne coopérez pas, vous courez à l'échec. » Mercy et son mari ont désormais des comptes bancaires séparés. « Quand ma femme gagne de l'argent, elle le place sur son compte en banque, tandis que j'ai mon propre compte », explique-t-il. « Deux de nos enfants font des études universitaires, et nous payons chacun la moitié des frais de scolarité. »

> ***« Ce qu'il y a de mieux là-dedans, c'est que le changement climatique nous apporte en réalité certains avantages. Nous avons appris à semer des pâturages et à gérer efficacement le bétail. Nous avons réussi à économiser de l'argent grâce à une augmentation de la production laitière, et nous avons investi cet argent dans des animaux à rendement plus élevé. Aujourd'hui, c'est différent, nous gagnons plus d'argent. »***
>
> *- Proscovia Nakibuye, du district de Nakaseke, agricultrice qui a participé à des formations dans le cadre des écoles de terrain.*

En Ouganda, le programme AMCC+, qui est entré dans sa deuxième phase, œuvre en priorité à améliorer la résilience des ménages ruraux face au changement climatique et à réduire l'insécurité alimentaire. Entre autres projets, il est prévu de construire six réservoirs géants pour abreuver 12 000 têtes de bétail, ainsi que d'installer 300 dispositifs d'irrigation à petite échelle qui profiteront à 25 000 personnes environ.

Les agriculteurs sont encouragés à s'adapter aux effets du changement climatique en diversifiant leurs cultures et leurs activités génératrices de revenus.



@GCCA+ EU



@GCCA+ EU

Betty Ndugga est une femme entrepreneur et une cultivatrice de jeunes plants de caféier qui contribue à relancer le secteur ougandais du café après qu'une maladie a détruit plus de 12 millions de plants. Betty travaillait auparavant à Kampala, la capitale du pays, mais, après le décès de son mari, elle a décidé de renouer avec ses racines – au sens littéral. Elle est revenue dans son village du district de Luwero et a intégré une école d'agriculture de terrain locale, où elle a suivi une formation à la production du café.

Désormais propriétaire d'une pépinière de caféiers florissante, elle a vu son entreprise se développer rapidement. Elle emploie des femmes issues de la communauté locale – dont beaucoup sont veuves, comme elle – pour faire pousser des milliers de plants résistants aux maladies, qu'elle revend ensuite aux agriculteurs locaux. Elle rend également ses plants via la Uganda Coffee Development Authority, qui dispense aux agriculteurs des formations aux bonnes pratiques de production.



Travailleuses de la pépinière de caféiers appartenant à Betty Ndugga

> ***« Cette terre appartenait à mes parents, qui sont décédés. Après avoir appris à faire pousser les plants de caféier, j'ai commencé à gérer cette pépinière comme une entreprise commerciale. Je voulais être en mesure de subvenir aux besoins de ma famille, car je suis veuve. »***
>
> *- Betty raconte en inspectant fièrement la pépinière, qui s'étend presque à perte de vue.*

D'autres femmes ont diversifié leurs activités en y intégrant la production de champignons, de miel, de bananes et de volailles, ainsi que d'autres nouvelles entreprises destinées à produire des revenus supplémentaires. L'une des clientes de Betty est Zaam Namutaane, une cultivatrice de café qui vient d'acheter 250 jeunes plants de caféier. « Ils commenceront à produire des graines après deux ans environ », précise-t-elle. « Je pourrai alors augmenter mes revenus et satisfaire les besoins de base de ma famille. Je pense que l'avenir s'annonce prometteur. »



@GCCA+

De nombreuses interventions d'adaptation au changement climatique sont en effet planifiées, parmi lesquelles la construction de six réservoirs d'eau de vallée qui permettront d'abreuver 12 000 têtes de bétail environ, la distribution de 5000 cuisinières économes en énergie et l'installation de 300 dispositifs d'irrigation à petite échelle qui profiteront à 25 000 personnes dans les neuf districts bénéficiaires visés.

AMCC+ Ouganda

Lien :

- Gallerie photo

Sources :

- Increasing climate change adaptation capacities of agricultural communities in Uganda
- GCCA+ Uganda programme
- Strengthening agriculture adaptation to climate change in Uganda
- Betty Ndugga, a female entrepreneur in Uganda
- Video: Equal footing: working together to face climate change in Uganda
- Climate Action in Uganda
- Uganda: Are you a changemaker?
- EU provides 33.8 billion shillings to promote adaptation to climate change in vulnerable districts in central cattle corridor
- Farmer Field Schools Help Women Lead on Climate Change

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

En Tanzanie, des écovillageois se lancent dans de nouvelles cultures pour s'adapter aux températures plus élevées

25 septembre 2017



Une épice qui monte

En Tanzanie, face aux modèles du changement climatique qui prévoient une hausse des températures annuelles moyennes, des pluies moins régulières et des saisons sèches plus longues et plus chaudes, des agriculteurs se tournent vers des mesures d'adaptation au changement climatique et se lancent dans des cultures dans des zones qui ne s'y prêtaient absolument pas auparavant. Par le passé, le poivre noir n'aurait jamais poussé correctement en zone montagneuse car sa culture exige de l'humidité et des températures élevées. Toutefois, en raison du réchauffement progressif, cette épice pousse à des altitudes plus élevées en Tanzanie, notamment dans les montagnes de l'Est Usambara, situées dans le nord-est du pays.

Les villageois qui participent au projet *Approches intégrées pour l'adaptation au changement climatique dans les montagnes de l'Est Usambara* – l'une des cinq initiatives menées en Tanzanie dans le cadre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) financée par l'UE – tirent parti de ce nouveau phénomène pour planter du poivre noir, une culture de plus en plus en plus répandue. « C'est un exemple parfait de la façon dont les gens s'adaptent au changement climatique en Tanzanie », explique Sylvester Mziray qui, en tant que responsable agricole du district de Muheza, travaille avec les villageois pour organiser des services de vulgarisation agricole sur la culture de cette épice. « Pour la culture du poivre noir, des températures de 25 à 30 °C et des précipitations annuelles de 1 500 à 3 000 mm sont des conditions idéales pour un rendement de 12 tonnes par hectare. Plus important encore, le poivre est directement séché au soleil », ajoute-t-il.

Le projet intègre l'approche d'écovillages de l'UE et s'efforce d'augmenter et de diversifier les revenus des villageois, ainsi que de renforcer leur résilience et de réduire leur vulnérabilité au changement climatique. Les huit communautés cibles se situent non loin de forêts riches en biodiversité dans les montagnes de l'Est Usambara, sur le littoral oriental de la Tanzanie. Les villageois dépendent beaucoup de l'écosystème pour leurs moyens de subsistance, qui sont de plus en plus menacés par le changement climatique. Dans ce contexte, essayer des cultures différentes constitue un début de solution.

Épice universelle, le poivre noir entre dans presque tous les types de recettes imaginables. Jadis vénéré comme une offrande sacrée, son prix peut atteindre 10 USD par kilo en Tanzanie. En termes de rendement financier, il occupe la quatrième place, après la vanille, la cardamome et la noix de muscade. Le poivre noir est tiré du poivrier, une plante grimpante ligneuse qui peut atteindre 10 mètres sous les climats tropicaux chauds et humides, mais il prospère maintenant dans des zones de plus haute altitude. L'on espère qu'un plus grand nombre d'agriculteurs commencera à cultiver cette épice, qui peut leur garantir des revenus réguliers. « J'ai eu deux bonnes saisons en cultivant du poivre et je n'ai pas l'intention d'en rester là car la demande est forte », se réjouit Saidi Mtunguja, un agriculteur qui a récemment assisté à la conférence nationale sur le changement climatique au nom des communautés de Muheza, avec le soutien d'ECO-ACT, un projet de l'AMCC en Tanzanie.

Le poivre noir apporte un certain espoir aux communautés voisines de la réserve forestière naturelle du Nilo, une région dépendant du fleuve Zigi, lequel s'est montré imprévisible au cours des dernières décennies, avec une augmentation des crues et une diminution des étiages. Climat imprévisible, forte croissance de la population, demande d'eau en aval, pollution accrue par des pratiques agricoles non durables et forêts menacées en permanence par les besoins de bois de chauffage : des menaces de toutes parts pèsent sur l'avenir de ces communautés. Néanmoins, le projet financé par l'UE accomplit de beaux progrès dans la gestion des sources d'eau avoisinantes en travaillant avec des comités fluviaux et en établissant des plans d'action. Par ailleurs, les villageois adoptent de plus en plus de foyers économes en combustible, qui réduisent la pression sur le bois de feu. Les élèves des écoles apprennent à s'adapter au changement climatique et à prendre soin de l'environnement. Ils deviennent ainsi des agents du changement et partagent leurs connaissances avec toute la communauté. En général, les communautés ont l'espoir de pouvoir s'adapter au changement climatique et de gagner des revenus en même temps.

L'engagement de chacun

Pour George Kafumu, principal officier environnemental, représentant du bureau du vice-président et responsable de l'environnement en Tanzanie, les cinq projets menés par l'AMCC dans son pays ont le mérite d'encourager les autres communautés à s'adapter au changement climatique et à devenir plus résilientes. « En Tanzanie, les changements des régimes climatiques provoquent des sécheresses et de l'insécurité alimentaire. Or les mesures pour y faire face doivent être adoptées en partenariat avec les communautés, les autorités locales et le gouvernement central », indique-t-il. Le programme de l'AMCC en Tanzanie démontre que l'implication des communautés et le travail avec les districts et le gouvernement central sont essentiels pour relever ces défis environnementaux. « Les gouvernements ne peuvent pas faire tout le travail seuls. C'est pourquoi nous devons collaborer. Nous nous considérons volontiers comme des partenaires du programme de l'AMCC en Tanzanie », ajoute M. Kafumu.

Les projets de l'AMCC

L'Alliance mondiale contre le changement climatique + est une initiative de l'Union européenne, et la Tanzanie héberge l'un des 61 programmes dans plus de 50 pays que l'UE a financés jusqu'à présent. Les cinq projets menés dans le cadre du programme en Tanzanie s'emploient à renforcer la résilience au changement climatique en suivant une approche globale, notamment en améliorant l'accès à des sources d'eau salubre, en cultivant des céréales résistantes à la sécheresse et en exploitant l'énergie solaire, pour ne citer que quelques initiatives.

L'intensification des relations avec les pays moins développés, tels que la Tanzanie, et l'offre d'une assistance technique et financière figurent parmi les grandes priorités de l'initiative phare d'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) de la Commission européenne.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Energie renouvelable distribuée (ERD) en Afrique australe

10 janvier 2023 - 10 janvier 2023

Amélioration de l'accès à des technologies propres et abordables d'énergie renouvelable destinées à un usage productif, promotion des mesures d'atténuation du changement climatique dans les communautés rurales, création d'opportunités d'autonomisation économique pour les femmes et promotion de systèmes ERD gérés par des professionnels – tels sont les principaux objectifs d'un nouveau projet mis en œuvre en Afrique australe.

Le projet « Improvement of Livelihoods in SADC Member States through the Adoption of Distributed Renewable Energy for Productive Use » (Amélioration des moyens de subsistance dans les pays membres de la CDAA grâce à l'adoption de systèmes d'énergie renouvelable distribuée, destinés à un usage productif) est mené à l'échelle pilote pendant une période de 24 mois. Il couvre l'Angola, le Botswana, le Malawi, la Namibie et la Zambie. Ce projet est mis en œuvre au titre du Programme Intra-AC de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), selon une approche nexus eau-énergie-alimentation.



©SACREEE

Lire l'article

- https://www.sacreee.org/content/improvement-livelihoods-sadc-members-states-through-adoption-distributed-renewable-energy

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Équiper aujourd'hui la main-d'œuvre de demain

1 septembre 2020 - 1 septembre 2020



©Rafalia Henitsoa, Climate Tracker. EU/GCCA+, 2020 Climate Smart Agriculture Programme in Madagascar

À l'approche du cinquième anniversaire de l'adoption de l'accord de Paris, notre (in)action collective face aux enjeux climatiques pourrait bien se solder par une élévation des températures de 3,2 °C (PNUE 2019). Pourtant, de plus en plus d'éléments tendent à prouver que le développement durable et la lutte contre le changement climatique sont mutuellement bénéfiques. Une action ambitieuse en faveur du climat, reposant sur des politiques sociales, environnementales et économiques bien équilibrées, pourrait, d'ici 2030, générer 26 000 milliards de dollars de bénéfices économiques mondiaux, éviter 700 000 décès prématurés dus à la pollution de l'air, créer 65 millions de nouveaux emplois à faibles émissions de carbone, augmenter de 2 800 milliards de dollars les recettes publiques et renforcer la participation des femmes au marché du travail.

L'actuelle pandémie de COVID-19 illustre bien à quel point une catastrophe planétaire systémique, comme le changement climatique, peut affecter tous les secteurs de tous les pays et ébranler l'économie mondiale. Mais contrairement aux conséquences de la COVID-19, les pertes d'habitats marins et terrestres et les extinctions de masse dues au changement climatique seront irréversibles.

Dans le monde, des millions de jeunes se joignent aux appels en faveur d'un leadership responsable, de solutions sobres en carbone plus résilientes, d'une meilleure éducation et de la responsabilisation des investisseurs. L'attention est déjà en train de se tourner vers ce groupe de 1,31 milliard de jeunes de 5 à 15 ans qui, d'ici 2030, rejoindront le marché du travail mondial – alors probablement en pleine transformation. L'éducation au changement climatique a le pouvoir d'inciter ces jeunes à modifier durablement leur comportement, tout en les dotant des compétences culturelles, techniques et numériques essentielles pour s'épanouir dans un monde où le climat aura changé. Sans ce savoir-faire, le développement durable demeurera une utopie.

Au Cambodge, la Cambodia Climate Change Alliance, soutenue par l'AMCC+, intègre l'éducation au climat dans les programmes des écoles secondaires. La moitié des 16,7 millions d'habitants du Cambodge a moins de 22 ans et 3 millions d'enfants et adolescents entreront sur le marché du travail dans les dix prochaines années. À partir de cette année, 500 000 élèves de la 10e à la 12e année suivront des cours sur le changement climatique, le profil de vulnérabilité de leur pays et les politiques, mesures et technologies pouvant servir à renforcer la résilience et réduire les émissions.



©EU/GCCA+, The Eco-School in Cambodia

L'approche s'appuie en partie sur un projet pilote d'éco-école, grâce auquel plus de 7 000 jeunes et responsables de l'enseignement se sont intéressés à des questions environnementales et liées au changement climatique. Les élèves et les enseignants ont participé à des projets de renforcement de la résilience (par ex. plantation d'arbres et pratique de l'agriculture intelligente face au climat) et se sont penchés sur l'économie circulaire. Ce genre d'approche pratique pourrait être adoptée dans de nombreux pays en vue de contribuer au développement des compétences essentielles pour la main-d'œuvre de demain.

S'ils bénéficient d'une éducation adéquate et s'engagent en faveur du climat, les jeunes d'aujourd'hui feront augmenter la demande pour des solutions sobres en carbone plus résilientes et orienteront en ce sens les décisions d'investissement des secteurs privé et public. De la volonté politique, c'est tout ce qu'il faut pour exploiter le potentiel de la prochaine génération en vue d'une transition vers une économie plus résiliente et à faibles émissions de carbone.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Éthiopie : bénéfices à long terme pour les versants de Gonji Kololah

28 septembre 2020 - 28 septembre 2020

Avant le lancement du projet de l'AMCC, le micro-bassin hydrographique de Gonji Kololah, dans le district (woreda) de Banja était gravement dégradé. Les prairies étaient surpâturées et dénudées, avec de profonds ravins causés par l'érosion du sol, de sorte que le bétail ne pouvait pas les traverser. Pour la communauté de 299 ménages (~ 1 120 personnes), principalement des éleveurs de bétail, la dégradation du micro-bassin hydrographique et des terres environnantes était une catastrophe économique. Les femmes devaient marcher jusqu'à 15 km pour aller chercher de l'eau, et la cuisine était faite au bois, ce qui avait des effets néfastes sur la respiration. La communauté était trop pauvre pour envoyer les enfants à l'école ou acheter des vêtements et vivait au gré des saisons. Une grande partie de la couche supérieure du sol avait disparu, laissant la roche basaltique située en dessous exposée.



L'AMCC a soutenu la restauration des versants de Gonji Kololah en fournissant des intrants et des formations à la communauté, qui lui ont permis de :

- Enrichir les forêts au sommet de la colline, qui abritent désormais une végétation dense composée d'arbres de 10 à 15 mètres ;
- Réaliser du compost à base de micro-organismes – une pratique toujours d'actualité aujourd'hui ;
- Développer des structures biophysiques recouvertes de fourrage et d'arbustes pour arrêter le ruissellement en cas de pluie et empêcher le vent d'emporter les sols – ces structures ont été préservées ;
- Planter diverses espèces d'arbres au sommet de la colline : *Acacia saligna*, *Acacia decurrens*, *Grevilia robusta*, *Cordia africana* et *Cypressus lusitanica*. Les arbres sont bien évidemment plantés à différents stades de maturité (de jeunes pousses à des arbres plus matures de 3 à 5 mètres) à travers la région, y compris dans les ravins, où la végétation d'arbres matures est tellement dense qu'il est impossible de les traverser ;
- Enfermer les animaux dans des enclos pour permettre aux pâturages de se restaurer.



Des microclimats sont apparus. Les taureaux nourris à l'herbe élevés dans ce village sont généralement vendus 50 % plus cher que le prix moyen du marché. Les pompes à eau installées par le projet sont toujours utilisées et ont amélioré la vie des femmes, qui ne doivent plus marcher des kilomètres. Les cuisinières à faible consommation fournies par le projet sont elles aussi toujours utilisées. Elles ont réduit la quantité de fumée dans les maisons, ainsi que la corvée de ramassage du bois. Les villageois produisent également des volailles et des poulets, et des œufs sont au menu. Les cultures ont été diversifiées pour inclure des arbres fruitiers, tandis que les rendements se sont améliorés dans tous les domaines.

Mais l'impact le plus notable est que tous les enfants du village sont désormais scolarisés dans une nouvelle école, dont la construction a été en partie soutenue par le WWF. Au moyen d'un fonds renouvelable, les villageois s'aident mutuellement à réaliser des achats essentiels, comme un moulin à farine communautaire. Grâce à ces avancées, ils ont désormais de nouveaux rêves pour l'avenir : investir dans une grande pompe d'irrigation, ainsi que dans un tracteur pour labourer la terre. Des rêves qui étaient encore hors de portée il y a à peine une dizaine d'années.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Etude de cas - Plus d'eau, Moins de marche

7 mars 2019 - 7 mars 2019

Au Niger, les femmes sont les principales bénéficiaires d'un certain nombre d'investissements réalisés pendant la phase pilote. Plusieurs projets relatifs à l'eau au Niger sont spécifiquement destinés aux femmes, qui consacrent chaque jour un temps disproportionné à aller chercher de l'eau. Ces chantiers de remise en état ont permis d'augmenter le niveau d'eau et de protéger les puits des variations climatiques en relevant leur margelle de 50 centimètres. Ils ont aussi permis l'installation de vannes et de bacs pour aider les femmes du village à puiser l'eau.

Lire l'etude de cas ici



Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Étude de master sur les femmes et l'économie bleue aux Fidji

9 mai 2022 - 9 mai 2022

Roslyn Dass-Nand est une étudiante en master financée par l'UE et le programme PACRES pour l'adaptation et la résilience du Pacifique au changement climatique (Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building) Intra-ACP de l'AMCC+. Elle milite également contre le changement climatique à l'Université du Pacifique Sud. Ses centres d'intérêt sont l'économie bleue, la sécurité alimentaire et l'égalité des sexes. Dans le cadre de son master, Roslyn mène une étude sur l'intégration de la notion d'égalité des sexes dans la pêche à petite échelle afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience aux Fidji.



Pour étayer son étude, Roslyn a publié un article dans le bulletin d'information Women in Fisheries (no 34), dans lequel elle constate le manque d'informations sur le rôle des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. Les données relatives à la pêche portent sur les activités de pêche directe, formelles et rémunérées, lesquelles sont principalement exercées par des hommes.
Les activités effectuées par les femmes ne sont pas rémunérées, sont informelles et indirectes, et en tant que telles, elles ne sont ni reconnues ni comptabilisées. Cette situation aboutit à un tableau incomplet du rôle des femmes dans le secteur de la pêche artisanale et sous-estime leur contribution à la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources halieutiques artisanales et au renforcement de la résilience dans les pays et territoires insulaires du Pacifique (PICT).



Roslyn est une enseignante du secondaire spécialisée en chimie et en sciences alimentaires. Depuis plus de dix ans, elle contribue à l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage dans les écoles secondaires. Roslyn étudie et documente le rôle des femmes dans la pêche à petite échelle dans les communautés côtières de Tailevu et Serua aux Fidji. Elle examine les effets du changement climatique sur la pêche à petite échelle, et en particulier sur l'insécurité alimentaire dans ces communautés côtières fidjiennes.

En ce qui concerne la pêche à petite échelle, l'enjeu principal concerne le fait que la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ne pourront pas être gérés, améliorés et transformés efficacement tant que les femmes ne seront pas représentées de manière précise dans les statistiques, les recherches et les processus de prise de décision. Grâce à sa contribution, Roslyn espère fournir des recommandations aux futurs chercheurs et décideurs politiques afin de pouvoir mieux comprendre la question d'égalité des sexes dans la pêche à petite échelle et la façon dont elle peut être intégrée dans une meilleure gestion des ressources côtières et dans la planification des politiques de manière à accroître la sécurité alimentaire et la résilience aux Fidji.

Roslyn s'implique activement dans l'action en faveur du climat, notamment auprès des jeunes. Elle a participé virtuellement à la COP26 en tant qu'observatrice soutenant la délégation fidjienne présente à Glasgow. Cette participation virtuelle a permis à Roslyn d'assister à certaines des discussions bilatérales et multilatérales.

Examinant les résultats de la COP26, Roslyn souligne que « même si ce sommet n'a pas permis de rassembler toutes les nations pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, le "Pacte de Glasgow pour le climat" a une fois de plus jeté les bases d'une intensification des actions en faveur du climat ».

Lien:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Évaluation annuelle du projet AMCC+ Afrique de l'Ouest (2020) : des réalisations concrètes

6 septembre 2021 - 6 septembre 2021

Le projet AMCC+ Afrique de l'Ouest (GCCA+ AO) a abouti à des résultats concrets en 2020 malgré la crise sanitaire mondiale, notamment en finançant 11 nouveaux projets pilotes d'agriculture intelligente face au climat et en renforçant les capacités des institutions et des acteurs de la sous-région.

> « *Pour améliorer durablement la productivité et les revenus agricoles, et pour garantir la sécurité alimentaire, il est primordial d'encourager l'émergence de nouvelles solutions de terrain,* » explique Laure Bruma, coordinatrice du projet de l'AMCC+ Afrique de l'Ouest.



Ces nouveaux projets pilotes sont axés sur le financement de l'agriculture intelligente face au climat au Bénin, l'amélioration de l'offre de programmes universitaires dans le domaine du changement climatique dans la région du Bénin, du Niger, du Burkina Faso et du Ghana ; et le soutien à la mise en œuvre de l'accord de Paris au Togo.

Lire l'article :
https://www.expertisefrance.fr/en/actualite?id=832426

LIENS

Liste des nouveaux projets

FR: https://www.expertisefrance.fr/web/guest/actualite?id=822151

EN: https://www.expertisefrance.fr/actualite?id=822151

Le projet de l'AMCC+ Afrique de l'Ouest se mobilise pour la révision des CDN

L'AMCC + Afrique de l'Ouest : action climatique dans 17 pays

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Faire bouger les choses dans le contexte du changement climatique – Documentaire sur le Malawi

20 février 2018



« En fait, tout est parti de l'idée d'un gamin, » explique Cathy Mkandawire, animatrice d'un groupe de jeunes. Cathy évoque sa propre expérience de pionnière au sein de sa communauté d'un district du Malawi. Elle explique comment sa communauté utilise et gère l'eau – une ressource naturelle – avec efficacité pour en retirer des avantages. Mais à titre personnel, elle sait que d'autres communautés et d'autres acteurs s'emploient à limiter l'impact négatif du changement climatique.

Ce documentaire de 20 minutes explique à quel point les habitants du Malawi sont affectés par de terribles catastrophes naturelles, d'une ampleur inouïe et inhabituelle. Et comment ils ont commencé à retrousser leurs manches pour y faire face. Beaucoup ont perdu leurs récoltes, une situation à l'origine d'une insécurité alimentaire pour les habitants et l'ensemble du pays qui a ensuite encore été aggravée par une grave sécheresse.

Cathy nous emmène à la découverte d'une série d'approches d'adaptation, que les Malawites de différentes régions du pays pourraient réellement mettre en œuvre, par exemple le développement des énergies renouvelables, la création de fermes-écoles, la diversification des cultures et la génération de revenus grâce aux ressources naturelles.

Ce documentaire a été réalisé avec le soutien de la Délégation de l'UE au Malawi. Le programme AMCC+ relaie les témoignages de personnes et explique comment ces dernières luttent contre le changement climatique et en ont retiré des avantages..

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Faire passer les CDN au niveau supérieur : de la théorie à la pratique

14 juin 2019

Les actions pour le climat communiquées dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) s'alignent sur 154 des 169 cibles des Objectifs de développement durable de l'ONU. Des résultats encore inimaginables il y a un an seulement.



Kompong Khleang village, Siem Reap

À la suite de l'accord de Paris, la coopération climatique s'est concentrée sur le déploiement de mécanismes visant à aider les pays en développement à faire passer leur CDN de la théorie à la pratique. Un début d'architecture visant à lutter contre le changement climatique a vu le jour, encourageant une « approche technique axée sur les partenaires ». Ce groupe se compose notamment d'une série de dispositifs établis avant l'accord de Paris (à savoir NDC Cluster, LEDS Global Partnership, Africa Partnership Facility for NDC) – qui sont passés de la préparation des CDN à leur mise en œuvre – et d'autres systèmes établis immédiatement après la COP21 et lancés lors de la COP22.

Ensemble, ces dispositifs rassemblent plus de 100 pays, représentants d'institutions internationales et acteurs étatiques engagés dans la lutte contre le changement climatique.

Dans les deux ans qui ont suivi la COP22, les « nouveaux architectes des CDN » ont travaillé avec les pays pour donner forme à ces contributions. Ils ont créé des bases de données bien fournies pour partager des informations, lancé des initiatives financières, proposé soutien et conseils pour réduire les différences de connaissances entre les pays, et, dans le cas du NDC Partnership, orienté le soutien des bailleurs et des institutions vers les priorités identifiées au niveau national.

La clé du succès de cette approche est la méthode utilisée par ces initiatives pour partager des informations climatiques. Elles élargissent progressivement leurs réseaux de partenaires pour générer des informations et données actualisées qui permettent aux pays d'apprendre, de consolider leurs connaissances et de renforcer leurs mesures de lutte contre le changement climatique. Ce nouveau mode opératoire a déjà débouché sur des résultats encore inimaginables il y a seulement un an : les actions pour le climat communiquées dans les CDN sont alignées sur 154 des 169 cibles des Objectifs de développement durable de l'ONU, indique le World Resources Institute dans sa base de données Climate Watch.

Cela signifie que malgré la multiplication des initiatives, documents, conférences et séminaires sur le sujet, les trois principales initiatives sont les suivantes : Le NDC Partnership (portée géographique mondiale), la Plateforme de la Banque mondiale sur les CDN (portée géographique mondiale) et NDC Invest du Groupe de la BID (actif en Amérique latine et dans les Caraïbes). Il s'agit aussi des trois chefs de file en matière de CDN dans le contexte des négociations de la CCNUCC. Par conséquent, les autres dispositifs et hubs, créés parallèlement à ces trois initiatives, devraient veiller à ce que leur approche intègre le travail déjà réalisé.

Liens :

- NDC Partnership
- Plateforme de la BANQUE MONDIALE sur les CDN
- NDC INVEST – GROUPE DE LA BID

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Faire passer les CDN au niveau supérieur : de la théorie à la pratique

4 janvier 2021 - 4 janvier 2021



À la suite de l'Accord de Paris, la coopération climatique s'est concentrée sur le déploiement de mécanismes visant à aider les pays en développement à faire passer leur CDN de la théorie à la pratique. Un début d'architecture visant à lutter contre le changement climatique a vu le jour, encourageant une « approche technique axée sur les partenaires ». Ce groupe se compose notamment d'une série de dispositifs établis avant l'Accord de Paris (à savoir NDC Cluster, LEDS Global Partnership, Africa Partnership Facility for NDC) – qui sont passés de la préparation des CDN à leur mise en œuvre – et d'autres systèmes établis immédiatement après la COP21 et lancés lors de la COP22.

Ensemble, ces dispositifs rassemblent plus de 100 pays, représentants d'institutions internationales et acteurs étatiques engagés dans la lutte contre le changement climatique.

Dans les deux ans qui ont suivi la COP22, les « nouveaux architectes des CDN » ont travaillé avec les pays pour donner forme aux CDN. Ils ont créé des bases de données bien fournies pour partager des informations, lancé des initiatives financières, proposé du soutien consultatif pour réduire les différences de connaissances entre les pays, et, dans le cas du NDC Partnership, orienté le soutien des bailleurs et des institutions vers les priorités identifiées au niveau national.

La clé du succès de cette approche est la méthode utilisée par ces initiatives pour partager des informations climatiques. Elles élargissent progressivement leurs réseaux de partenaires pour générer des informations et données actualisées qui permettent aux pays d'apprendre, de consolider leurs connaissances et de renforcer leurs mesures de lutte contre le changement climatique. Ce nouveau mode opératoire a déjà débouché sur des résultats encore inimaginables il y a seulement un an : les actions pour le climat communiquées dans les CDN sont alignées sur 154 des 169 cibles des Objectifs de développement durable de l'ONU, indique le World Resources Institute dans sa base de données Climate Watch.

Cela signifie que malgré la prolifération des initiatives, documents et séminaires sur le sujet, les trois principales initiatives sont les suivantes :

Le NDC Partnership (mondialement actif), la Plateforme de la Banque mondiale sur les CDN (mondialement active) et NDC INVEST du Groupe de la BID (actif en Amérique latine et dans les Caraïbes). Il s'agit des trois chefs de file en matière de CDN dans le contexte des négociations de la CCNUCC.

Par conséquent, les autres dispositifs et hubs, créés parallèlement à ces trois-ci, devraient veiller à ce que leur approche intègre le travail déjà réalisé. Cela évitera le chevauchement des activités, le gaspillage de fonds, les incompréhensions concernant les méthodologies, ainsi que la distorsion du « marché des CDN » en termes de besoins techniques/financiers nationaux.

Les enseignements tirés et les résultats déjà atteints par les activités du NDC Partnership dans certains pays devraient être partagés et exploités par d'autres États. Les outils, bases de données et plateformes web, ainsi que les hubs créés en parallèle, offrent des opportunités de diffuser les connaissances et favorisent l'apprentissage mutuel.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Fidji : Planter du vétiver pour renforcer la résilience communautaire

29 novembre 2022 - 29 novembre 2022

Les habitants du village de Vunivau, à Labasa (Fidji) se sont lancés dans une initiative commune : planter ensemble du vétiver tout le long de la Nasuva. Il s'agit de la première étape de la mise en œuvre sur le terrain du Plan de gestion intégrée du bassin hydrographique Soasoa/Vunivau/Basoga (Integrated Watershed Management Plan, IWMP).

Les habitants de Vunivau et des communautés avoisinantes ont pris les devants et mettent en œuvre des solutions fondées sur la nature pour accélérer leur adaptation et renforcer leur résilience au changement climatique. Le projet AMCC+SUPA (Scaling Up Pacific Adaptation) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus, financée par l'UE et le ministère fidjien des voies fluviales collaborent avec les communautés afin de s'attaquer à certains de ces enjeux en identifiant des solutions fondées sur la nature.


©GCCA+ SUPA

Le vétiver est une herbe tropicale peu coûteuse, capable de s'adapter à diverses conditions environnementales et différents types de sol. Grâce à son système racinaire noueux, le vétiver pénètre très profondément dans la terre, traversant différentes couches de sol. Les racines fibreuses de cette « herbe-miracle » maintiennent ensemble les particules de sol et contribuent ainsi à la lutte contre son érosion.

« En plus de rapprocher les habitants de Vunivau, le projet SUPA a réuni l'ensemble des communautés – y compris les femmes, les jeunes et les enfants, autour de cette initiative de plantation de vétiver, » a expliqué Mareta Vukiwai, présidente du Groupe des femmes de Vunivau.

Ces dernières années, l'absence d'infrastructures appropriées, une gestion peu développée des déchets solides, l'érosion des berges et la sédimentation, associées à l'impact du changement climatique, ont été à l'origine d'importantes inondations dans ces communautés. L'augmentation de la fréquence des inondations continue de menacer leurs moyens d'existence et les expose à des pathologies telles que la dengue, le typhus et la leptospirose.

Liens

- Video (Youtube): Fidji : Planter du vétiver pour renforcer la résilience communautaire
- GCCA+ SUPA Project
- GCCA+ SUPA : Learning from the past, preparing for the future (« Apprendre du passé pour bâtir un avenir meilleur ») – Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Gambie: Renforcer les compétences et créer des opportunités pour les communautés résilientes au changement climatique

31 juillet 2020 - 31 juillet 2020

Metta Sabally est une jeune femme d'affaires accomplie du village de Wellingaraba (Bureng Ward) qui vend des sandwiches à des ouvriers de la construction et gagne plus de cinq dollars par jour grâce à un programme innovant qui débloque des fonds pour les jeunes et les femmes tout en rendant les communautés plus résilientes face au changement climatique.



Metta Sabally

Si Mme Sabally a pu créer sa petite entreprise, c'est grâce au programme « Jobs, Skills and Finance (JSF) for Women and Youth in the Gambia » (Emplois, compétences et finance pour les femmes et les jeunes en Gambie). Après avoir rejoint la composante « Cash for Work » du programme, Mme Sabally a économisé ses revenus afin de monter son entreprise. Désormais, elle vend ses sandwichs aux autres participants de l'initiative « Cash for Work » et prévoit d'élargir ses activités.

« Bientôt, j'aurais une grande boutique », déclare la jeune femme de 21 ans alors qu'elle s'installe fièrement derrière son stand d'ingrédients soigneusement empilés. Elle emploie sa mère pour l'aider à gérer l'entreprise.

Mme Sabally est l'une des nombreuses jeunes femmes qui ont bénéficié du programme JSF, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Fonds d'équipements des Nations unies (FENU), en partenariat avec le Centre du commerce international de l'ONU. Le programme est géré en étroite coordination avec le gouvernement de Gambie.

Le programme JSF assure la formation et le développement des compétences de groupes cibles. Il améliore aussi l'accès aux fonds nécessaires pour entreprendre avec succès, comme en témoigne Mme Sabally. En outre, le programme JSF est doté d'un volet majeur en matière de durabilité, car il travaille en étroite concertation avec les communautés locales pour identifier leurs besoins et développer la résilience climatique à long terme à travers le mécanisme LoCAL, un dispositif spécialement conçu par le FENU.

Ainsi, à Bureng, la ville d'origine de Mme Sabally, située à 200 km environ à l'est de Banjul, la capitale, les autorités locales ont identifié le besoin d'un petit projet d'infrastructure qui pourrait réduire l'érosion des terres et améliorer simultanément l'accès à la région et le transport au sein de celle-ci.

Un plan de construction d'une buse a rapidement pris forme et, via le programme JSF, une initiative « Cash for Work » a été mise en place. Les travailleurs gagnent non seulement un salaire temporaire, mais ils bénéficient aussi de formations et d'activités de développement des compétences, notamment sur l'accès à la finance.

Le mécanisme LoCAL du FENU aide les gouvernements et communautés locales à identifier les besoins et à investir dans des projets qui renforcent la résilience au climat des communautés.

Le Centre du commerce international de l'ONU (CCI) s'est associé au FENU pour améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes à travers des programmes de développement des capacités techniques et professionnelles qui promeuvent l'entrepreneuriat.

Le programme JSF lève les obstacles politiques et commerciaux qui empêchent l'inclusion financière, par exemple en renforçant les capacités des fournisseurs de services financiers qui offrent des services financiers abordables, appropriés et responsables aux personnes qui n'ont normalement pas accès aux services financiers et bancaires.

Nanding Sanneh est conseillère en développement communautaire à Bureng. Elle a travaillé sur de nombreux projets dans la région mais est convaincue que le programme JSF est unique.

> "Le programme JSF réunit emplois, compétences et finance – c'est exactement ce dont à besoin cette région défavorisée », déclare Mme Sanneh. « Nous pensons que nous sommes aussi en mesure de rendre le développement local plus respectueux de l'environnement."


Nanding Sanneh, The Gambia

LoCAL est soutenu par l'Union européenne à travers l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+).

Lire l'article

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

GCCA + Afrique de l'Ouest : action climat en 17 pays

24 novembre 2020 - 24 novembre 2020



Agriculteur © Neil Palmer Photography - CIAT

Financé par l'Union européenne, le volet Afrique de l'Ouest de l'Alliance mondiale pour le changement climatique (GCCA+ Afrique de l'Ouest) vise à accélérer l'action en faveur du climat dans 17 Etats d'Afrique de l'Ouest.

Le projet qui a démarré ses activités en 2019 présente un premier bilan sur sa première année de mise en œuvre qui a permis de poser les bases d'une action climat forte au niveau de la région ouest-africaine.

Parmi les nombreux objectifs du projet GCCA+ un exemple est la création d'une offre de formation sur les changements climatiques dans la région. Le cycle 2019-2020 du master « Changement climatique et développement durable » a permis de former 25 étudiants ouest-africains, dont 20 boursiers du projet GCCA+ Afrique de l'Ouest, parmi lesquels 9 femmes.

GCCA+ Afrique de l'Ouest est mis en œuvre par Expertise France, avec le soutien de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) comme partenaire technique.

GCCA + Afrique de l'Ouest : les bases d'une action climat au niveau régional

GCCA+ Afrique de l'Ouest

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

GCCA en Tanzanie : des écovillages aux steppe Massaï

9 avril 2018

Il est désormais plus facile de découvrir l'approche active de l'AMCC en Tanzanie grâce à une série de fiches d'information et d'études de cas récemment publiées sur la communauté AMCC+. Si vous les avez manquées, vous trouverez ci-dessous les sujets et les liens permettant de les télécharger.

L'AMCC en Tanzanie, 10 études de cas et fiches d'information :



1. Nouvelles technologies sur l'île de Pemba – une étude de cas

Le projet « The Scalable Resilience: Outspreading Islands of Adaptation » sur l'île de Pemba. FieldVIEW, le système de collecte et d'analyse des données basé sur tablette, analyse les informations sur base des indicateurs du projet afin de fournir une évaluation de haut niveau des avancées en temps réel.

2. Accroître la résilience au changement climatique à Pemba – une fiche d'information

Projet « The Scalable Resilience: Outspreading Islands of Adaptation » sur l'île de Pemba. Les activités comprennent la plantation d'arbres, l'agroforesterie, la production d'énergie renouvelable, la récupération des eaux de pluie, de même que les potagers en permaculture.

3. EcoACT, adaptation des écovillages au changement climatique – une étude de cas

EcoACT (Ecovillage Adaptation to Climate Change in Central Tanzania) a collaboré avec un groupe sélectionné d'agriculteurs en vue de produire des semences de qualité certifiée permettant aux cultivateurs locaux de vendre et d'acheter de bonnes semences à bon prix. Il a mis sur pied le modèle de production Quality Declared Seed (QDS). Les semences ont été distribuées à plus de 2 500 cultivateurs, parmi lesquels une majorité de femmes.

4. EcoACT, adaptation des écovillages au changement climatique – une fiche d'information

Le projet EcoAct (Ecovillage Adaptation to Climate Change in Central Tanzania) renforce la capacité des communautés vulnérables vivant dans les régions rurales semi-arides de Tanzanie à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique afin d'améliorer leurs conditions de vie.

5. ECOBOMA, surveillance écologique pour la gestion des pâturages – une étude de cas

Une surveillance écologique a eu lieu dans le cadre du projet ECOBOMA afin d'évaluer la viabilité des pâturages et de faciliter l'adaptation aux effets du changement climatique. En étroite collaboration avec les communautés pastorales locales, le projet a vu la réussite d'une expérience pilote portant sur un protocole de surveillance écologique : le modèle ECOBOMA.

6. ECOBOMA, un modèle de résilience climatique à l'intention des bergers de la steppe Massaï – une fiche d'information

ECOBOMA a pour but l'amélioration et le renforcement de la capacité des bergers massaïs vulnérables du district d'Arumeru à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique et l'accroissement de leur résilience en la matière.

7. Transmission de l'approche GIFT : écovillage d'Igunga – une fiche d'information

Le projet de l'écovillage d'Igunga vise le renforcement de la résilience de neuf communautés agricoles locales. Au travers d'une approche de fermes-écoles (Farmer Field School - FFS), des groupes d'agriculteurs reçoivent une formation portant sur une vaste gamme de technologies prouvées pour l'adaptation au changement climatique, parmi lesquelles la lutte intégrée contre les ravageurs, la plantation d'arbres et les sources d'énergie renouvelables.

8. La dernière fiche d'information au sujet de l'écovillage d'Igunga

L'approche de l'écovillage inclut des interventions dans de multiples secteurs (eau, énergie, agriculture et bétail, égalité des sexes, VIH/SIDA) afin d'améliorer la résilience au changement climatique et de réduire durablement la pauvreté. Les meilleures pratiques sont partagées entre les participants au projet et avec le monde extérieur.

9. Foyers économes en bois de chauffage dans les monts Usambara – une étude de cas

Le projet porte sur la collaboration avec huit communautés dans le but de concilier la grande biodiversité des forêts des monts Usambara et les objectifs spécifiques que sont l'accroissement et la diversification des revenus de ces communautés, tout en renforçant leur résilience et en réduisant leur vulnérabilité aux effets du changement climatique. L'une des activités, par exemple, consiste à encourager les villageois à utiliser des foyers économes en bois de chauffage. Ces derniers permettent de diminuer la consommation de bois et contribuent ainsi à préserver les forêts avoisinantes.

10. Adaptation au changement climatique dans les monts Usambara en Tanzanie – une fiche d'information

Des stratégies efficaces et efficientes en vue d'aider les ménages ruraux défavorisés en Tanzanie à s'adapter aux impacts négatifs du changement climatique et à réduire leur degré de pauvreté. Le projet vient en aide à huit communautés vivant à proximité de forêts à haute biodiversité à Misalai et Zirai Wards afin d'augmenter et de diversifier les revenus des ménages locaux, de renforcer leur résilience et de réduire leur vulnérabilité aux impacts du changement climatique.

Links:

To download the fact sheets and case studies:

Capacity 4 Development (Cap4Dev) website: https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community/discussions/gcca-tanzania-latest-fact-sheets-and-case-studies

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

"GCCA+ Communication Award" aux Comores pour des courts métrages mettant en scène une famille comorienne typique

22 octobre 2019

Lors de la Conférence régionale africaine de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique (AMCC+) à Kigali, au Rwanda, les Comores ont reçu le "GCCA+ Communication Award" pour la sensibilisation au changement climatique à travers sept courts métrages et une bande dessinée présentant une famille comorienne typique.

Une plage sur une île perdue au beau milieu de l'océan Indien – deux jeunes gens remplissent illégalement des sacs de sable doré pour des chantiers. Ils iront les vendre au marché noir.



Grand-mère Mchangama explique à son petit-fils l'importance des pratiques agricoles durables

Un peu plus bas sur la côte, une femme vêtue de vieux sacs en plastique prend violemment le maire à partie, lui reprochant les amas d'immondices qui s'étendent à perte de vue sur la plage.

Un vieil homme s'en prend verbalement à deux jeunes qui abattent des arbres pour fabriquer du charbon de bois – « Vous détruisez votre avenir et la forêt par la même occasion », leur dit-il.

Dans une petite ferme perchée au sommet des collines, une femme âgée explique à son petit-fils comment faire pousser des cultures sans utiliser de produits chimiques ou de pesticides.

Ces scènes font partie d'une série de sept vidéos tournées aux Comores dans le cadre d'un projet visant à sensibiliser les insulaires au changement climatique et à la nécessité d'un changement d'attitude et de comportement pour une meilleure gestion de leurs ressources naturelles. Ces vidéos, financées dans le cadre du programme AMCC+ aux Comores, ont été diffusées sur les chaînes de télévision locales et sur les réseaux sociaux.



Papa Mchangama interpelle deux jeunes gens qui détruisent une plage pour se livrer à l'exploitation illégale de sable

« Ces vidéos s'inscrivent dans le cadre d'une campagne de sensibilisation à grande échelle qui utilise divers médias comme la radio, internet et la presse locale, » explique Ali M Mohammed, directeur du projet AMCC+ aux Comores. « Nous voulions attirer l'attention de l'ensemble de la population sur ces problématiques et leurs enjeux pour les Comores et les aider à faire le lien entre leurs activités et leurs gestes quotidiens et le changement climatique. Beaucoup de Comoriens ne comprennent pas vraiment ce qu'est le changement climatique, ni ses liens avec leur vie quotidienne. Pour les y sensibiliser, nous avons utilisé un langage simple et des vidéos. »

Ces vidéos ont été réalisées par deux cinéastes des Comores, Said Hassane Ezidine et Rafik Daoud Mmadi. Chaque histoire met en scène la famille Mchangama et ses voisins, confrontés à différents défis – déforestation, pollution plastique, érosion côtière, développement urbain et pratiques agricoles non durables. Les textes et les scénarios ont été imaginés par une équipe composée de membres du personnel de l'AMCC+ en collaboration avec une société de production audiovisuelle locale.

« Tous les acteurs sont de jeunes Comoriens, choisis pour leur capacité à interpeller les citoyens au sujet de ces questions délicates, » explique Ali. « Ils donnent vraiment vie aux récits et facilitent ainsi la compréhension des thèmes abordés. Nous avons également produit des versions susceptibles d'être utilisées dans les écoles primaires et secondaires.



Grand-père Mchangama explique à deux jeunes gens qu'abattre les arbres des forêts est une mauvaise idée

Les vidéos n'ont pas peur d'aborder des « sujets qui fâchent ». L'extraction illégale de sable est vraiment un grave problème aux Comores, où des plages entières sont défoncées et vidées de leur sable qui sera vendu et utilisé pour fabriquer du béton. Papa Mchangama – interprété par Mansour Mmadi Hamadi, un acteur local – explique aux deux jeunes gens que non seulement ils détruisent le littoral, mais qu'ils risquent aussi la prison. « Vous êtes responsables de la destruction de notre littoral ! Vous mettez la communauté en danger », leur explique-t-il en les réprimandant. « Le sable protège la côte. S'il n'y a plus de sable, la mer emportera la côte et les mangroves, et inondera les champs qui ne pourront plus être cultivés. » Il explique ensuite à l'homme qui les a engagés pour extraire le sable que celui-ci ne convient de toute façon pas pour les travaux de construction, à cause de sa teneur en sel. « Voulez-vous vraiment construire une maison qui s'écroulera dans dix ans ? leur demande-t-il.

Autre scène, autre rencontre, autre problématique – Mama Mchangama (Miriam Issa Saher) est tellement en colère contre l'amoncellement de déchets plastiques sur la plage qu'elle va trouver le maire dans son bureau pour lui demander de faire quelque chose. Pour l'occasion, elle s'est confectionné une robe colorée avec de vieux sacs en plastique. Dans la scène finale, le commerçant du coin, Baba Djalou (Mboreha Mohammed Ahmed) adhère à sa cause et décide de faire payer à ses clients les sacs en plastique à usage unique pour les dissuader de les jeter.

« L'idée était de faire rire les gens – afin qu'ils comprennent mieux les enjeux et s'en souviennent mieux, » explique Ali. « La réaction de toute la population a été vraiment positive. Les films ont été projetés à la télévision nationale, ainsi que dans certaines écoles pilotes et lors de manifestations telles que la Journée de l'environnement, la journée du changement climatique et la Journée de l'Europe aux Comores. Des ONG locales ont aussi organisé des projections dans les communautés locales. En plus des thèmes évidents, tels que la déforestation et la pollution plastique, les films abordent également la planification urbaine durable, la préparation des repas avec des fourneaux économes en combustible et l'importance des zones protégées. «



Mama Mchangama porte une robe faite de vieux sacs en plastique pour faire honte au maire et l'inciter à prendre des mesures pour lutter contre la pollution plastique

En 2014, l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), l'initiative phare de l'UE, a lancé aux Comores un programme de 3 millions d'euros afin d'aider le pays à améliorer sa résilience au changement climatique et à s'adapter à ses pires effets. Le programme met en particulier l'accent sur l'agriculture durable. Quand Grand-mère Mchangama (Anzlati Said Mhadji) reçoit la visite de son petit-fils (Nassila Ben Ali), qui étudie l'agriculture à l'université locale, elle rit quand il lui demande le secret de ses récoltes exceptionnelles. « Il n'y a pas de secret », lui répond-elle. « J'utilise les méthodes de culture traditionnelle que mes parents m'ont appris et qu'ils ont eux-mêmes appris de leurs parents. Les animaux, les plantes, l'eau et les êtres humains doivent coexister en harmonie. »

LIENS

- GCCA+ Comoros video platform
- GCCA+ Comoros programme

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Gestion de l'eau dans le Pacifique

16 mars 2020 - 16 mars 2020



La gestion de l'eau est une priorité sur Futuna... C'est l'objectif de la mission de #PROTEGE, sur la thématique de l'eau, quant à la préparation de la mise en oeuvre des actions sur l'île avec le Service Territorial de l'Environnement de #WallisetFutuna.

Visite des bassins versants, systèmes d'adduction d'eau publics et villageois, tarodières, etc.

PROTEGE est mis en oeuvre par la #CPS et financé par l'Union Européenne (European Union in the Pacific).

En savoir plus sur "The Pacific Community"

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Ghana: le projet “LEAN” pour la préservation de la biodiversité

15 octobre 2021 - 15 octobre 2021

Le projet Landscapes and Environmental Agility across the Nation (LEAN) vise à protéger cette biodiversité menacée. Lancé récemment au Ghana, le projet est mis en œuvre par une coalition d’organisations composée de World Vision, Tropenbos Ghana, EcoCare Ghana et Rainforest Alliance.

> « Le projet LEAN renforcera la résilience climatique, réduira les émissions dues aux changements d’affectation des terres dans la savane, la forêt haute et les zones de transition du Ghana et aidera les agriculteurs locaux à améliorer leurs moyens de subsistance », indique l’organisation EcoCare Ghana.



Le projet LEAN qui devrait s’achever en 2024 est financé à hauteur de 4 millions de dollars par l’Union européenne (UE) dans le cadre de l’Alliance mondiale contre le changement climatique plus (AMCC+).

Read the article:

- Ghana: le projet “LEAN” pour la préservation de la biodiversité

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Ghana: Résilience au changement climatique pour les agriculteurs du Lac Bosumtwi

16 janvier 2023 - 16 janvier 2023

Plantation de 10 000 arbres, techniques de production du biocharbon – l'« or noir » des sols – ou encore formations à la culture de plantain : telles sont quelques-unes des activités du projet « Securing Climate Change Resilience and Mitigation by building Self-reliant Smallholder Farmers within the Lake Bosumtwe Landscape » .



©A Rocha Ghana

Ce projet, d'une durée de 20 mois, est mis en œuvre dans huit communautés de deux districts de la région Ashanti, au Ghana. Ce projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC +), mis en œuvre par A Rocha Ghana avec le soutien du CSIR-Crop Research Institute, a pour objectif principal d'aider les agriculteurs de la région du Lac Bosumtwi à gérer de manière autonome leurs efforts de résilience et d'atténuation du changement climatique.

Ce projet concevra et lancera à l'échelle expérimentale un cadre de résilience reposant sur le développement des capacités de planification au niveau local et de méthodologies visant à renforcer la résilience au changement climatique par l'apprentissage conjoint, la planification et des essais sur des sites de démonstration de la zone du lac Bosumtwi.

D'ici la fin du projet, quelque 10 000 arbres devraient avoir été plantés.



©A Rocha Ghana

Liens

- Résilience au changement climatique pour les agriculteurs de la région du lac Bosumtwi
- Vidéo: Résilience au changement climatique pour les agriculteurs de la région du lac Bosumtwi
- Vidéo: Le biocharbon, l'or noir du sol
- Vidéo: Macro-propagation du plantain

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

GrEEn, un nouveau projet pour renforcer la résilience climatique et créer des emplois au Ghana

14 juillet 2020 - 14 juillet 2020

L'Union européenne affecte 20 millions d'euros à un projet d'une durée de quatre ans qui doit permettre de créer au moins 5 000 emplois.

Ce projet, mené en partenariat par l'Union européenne (UE), l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) et SNV, l'organisation néerlandaise de développement, a été lancé à Accra le 7 mai 2020.



Mis en œuvre sur une durée de quatre ans, le projet « Boosting Green Employment and Enterprise Opportunities in Ghana » (Stimuler la création d'entreprises et d'emplois verts au Ghana, GrEEn) vise à créer davantage de possibilités économiques et d'emploi en faveur des jeunes, des femmes et des migrants de retour dans leur pays en encourageant et en stimulant la création d'entreprises vertes et durables. Ce projet est mis en œuvre au titre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (FFU) en faveur de l'Afrique.

A travers des formations et un soutien financier aux entreprises et activités vertes – recyclage des déchets plastiques, production et distribution de fourneaux améliorés économes en combustible, production maraîchère organique et de compost – le projet GrEEn se propose de promouvoir et de soutenir le développement d'économies locales résilientes dans deux régions du Ghana : la région Occidentale et la région d'Ashanti.

Au Ghana, la croissance économique n'a en effet pas débouché sur la création d'un nombre suffisant d'emplois productifs, en particulier pour les jeunes qui représentent un pourcentage important de la population. Confrontés à des difficultés sociales et économiques ainsi qu'au changement climatique, les jeunes choisissent souvent d'émigrer dans l'espoir de trouver ailleurs des possibilités d'emploi et de subsistance.

Le projet GrEEn bénéficie d'une enveloppe totale de 20 600 000 euros, cofinancée par le FFU, SNV et le FENU. Il associera diverses activités et mesures – subventions basées sur les résultats, accès au financement, assistance technique et développement des compétences – pour promouvoir des économies locales vertes et circulaires. Il soutiendra également l'incubation et l'accélération d'une série de micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), actives dans des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie et l'eau-assainissement-hygiène (EAH) et sélectionnées pour leur capacité à « verdir » leurs *business models*.

En raison de la pandémie de COVID-19, le projet mettra aussi en œuvre une approche flexible afin d'adapter l'ensemble de ses interventions à la préparation et à capacité de réaction et de redressement.

Le projet GrEEn collaborera avec le ministère ghanéen des collectivités locales et du développement rural et d'autres ministères connexes, ainsi qu'avec les Assemblées métropolitaines, municipales et locales (Metropolitan, Municipal and District Assemblies, MMDA).

> « SNC se réjouit d'avoir été associée à ce projet conjoint et est impatiente de le mettre en œuvre avec son partenaire, le FENU. Nous devons identifier des approches pour aider les jeunes, les femmes, les migrants de retour dans leur pays et les communautés locales à avoir accès à des moyens de subsistance durables et à développer des compétences plus adaptées pour décrocher un emploi ou se lancer dans la création d'entreprises, » explique Anjo van Toorn, directeur de SNV au Ghana.

> Maria Perdomo, Youth Finance Global Manager au FENU, souligne : « Notre objectif est de mettre notre expertise au profit du financement du développement local et de l'inclusion financière des femmes et des jeunes au Ghana et de renforcer de manière durable les systèmes et les marchés publics/du pays. En nous associant à SNV, nous mettrons en œuvre une approche réellement intégrée afin de permettre à un plus grand nombre de Ghanéens d'avoir accès à des possibilités économiques et d'emploi dans leurs communautés locales. »

> « La migration devrait toujours être un choix et non une nécessité. Grâce au projet GrEEn qui soutient les moyens de subsistance et l'économie verte/circulaire, de très nombreux jeunes auront enfin le choix, » explique Diana Acconcia, ambassadrice de l'Union européenne auprès du Ghana.

Le projet GrEEn s'emploiera à promouvoir des économies locales vertes et circulaires en associant des subventions basées sur les résultats, l'accès au financement, l'assistance technique et le développement des compétences.

LoCal bénéficie du soutien de l'Union européenne par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+).

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Guide de communication de l'AMCC+ : version 2019

12 juin 2019

N'oubliez pas de télécharger la nouvelle version du Guide de communication et de gestion des connaissances de l'AMCC+

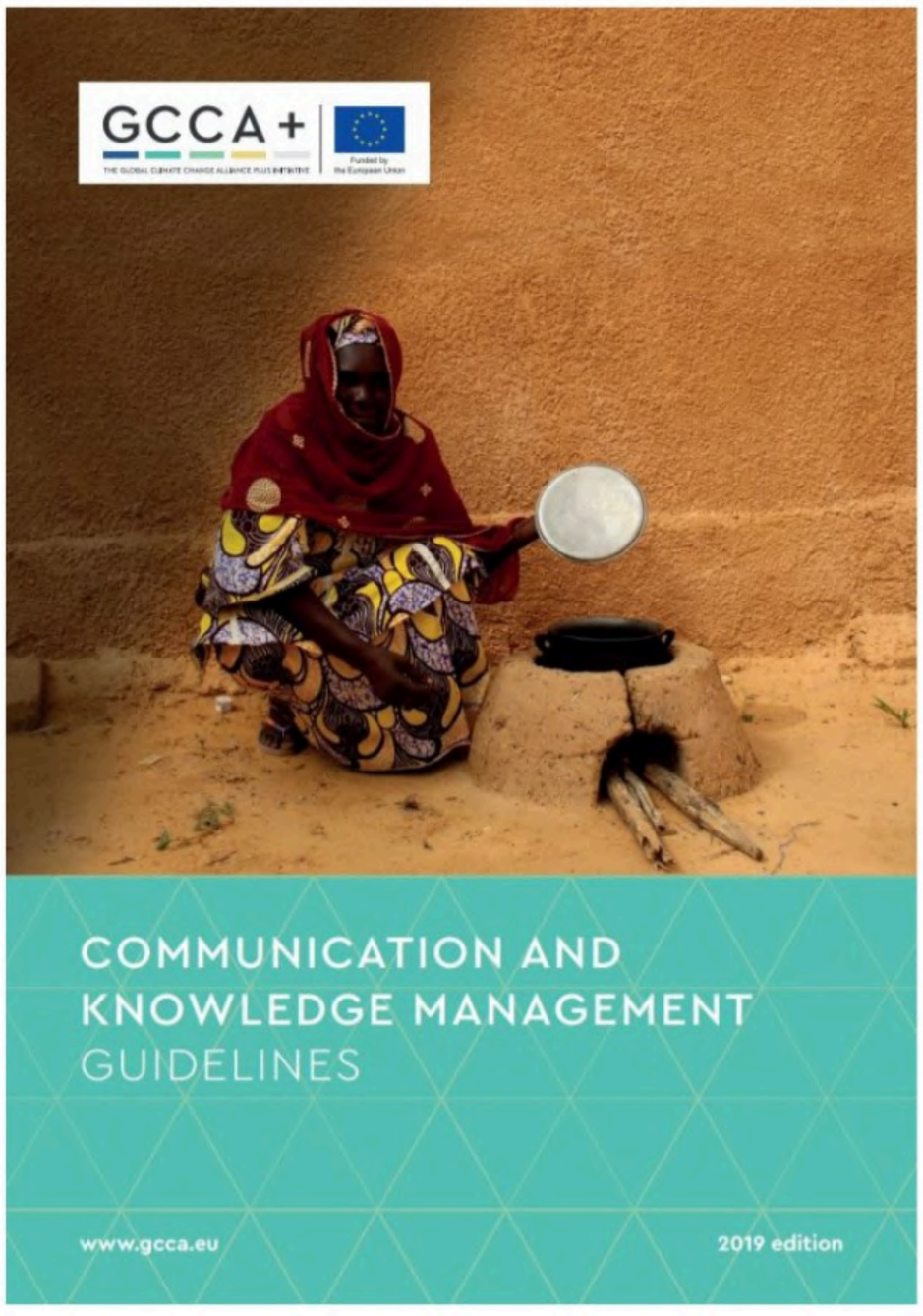
Ne réinventez pas la roue ! Profitez des conseils que vous trouverez dans ce guide succinct, préparé pour les programmes de l'AMCC+ financés par l'UE. Veillez à utiliser le bon logo, la bonne identité visuelle et les bons messages.

L'édition 2019 du guide contient une section dédiée à la nouvelle plateforme collaborative. Vous y trouverez aussi une réponse à la plupart des questions de communication et de visibilité qui se posent au niveau des programmes de l'AMCC+.

Aidez-nous à faire la différence ! Il n'y a pas de Planète B...

Links:

- Guide – EN
- Guide – FR
- GCCA+ logo et identité visuelle



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Île Maurice : marée montante du sel

30 janvier 2018

Rodrigues, un territoire autonome à 500 km de l'île principale, Maurice, est confronté à l'un des impacts les moins connus du changement climatique : la contamination par l'eau de mer.



L'agriculteur Jacques Ravena jette un regard désespéré sur ses champs, où de maigres carrés de légumes luttent pour survivre au milieu de larges étendues de terres asséchées et craquelées.

« Les champs contiennent de plus en plus de sel », explique Jacques, le président de l'association des planteurs locaux. « Je pompe l'eau dans les puits, mais elle est salée. Lorsque j'utilise cette eau pour irriguer mes cultures, cela impacte ma production agricole. »

Jacques fait partie de ces fermiers, de plus en plus nombreux à Rodrigues, un territoire autonome situé à 500 km de l'île principale, Maurice, qui sont confrontés à l'un des impacts les moins connus du changement climatique : la contamination par l'eau de mer. À mesure que les océans se réchauffent, le niveau des mers monte et l'eau salée s'infiltre dans les basses régions côtières, y compris dans les champs.

Auparavant, l'eau de pluie s'écoulait des collines et emportait l'eau salée sur son chemin. Mais ces deux dernières années, il n'a pas suffisamment plu pour nettoyer les champs et emporter le sel.

Loisotto Upedon, une autre planteuse de la région, confirme ces dires : « Certaines saisons, il y a du travail, d'autres pas. Mais le travail se fait plus rare à cause de l'absence de pluie », précise-t-elle. « Nous n'avons eu que très peu de pluie pendant l'hiver et l'eau des puits est de plus en plus salée. J'ai du mal à faire prospérer mes cultures avec cette eau. »

Le changement climatique complique la vie des agriculteurs, surtout ceux des petits États insulaires en développement (PEID). En plus de l'élévation du niveau de la mer, les agriculteurs doivent faire face à la sécheresse, aux inondations et aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les ouragans. C'est pourquoi l'UE investit quelque 20 pour cent de son budget de coopération, soit 2 milliards € par an, pour aider les pays en développement à s'attaquer aux effets du changement climatique, avec une attention spécifique pour auxles petits États insulaires.

Sur l'île Maurice, un ambitieux projet de 3 millions € financé par l'initiative de l'UE, l'AMCC+, apporte une aide concrète aux agriculteurs comme Jacques et Loisotto. Une partie des fonds est utilisée pour construire des réservoirs où l'eau de pluie pourra être stockée, puis utilisée à la place de l'eau des puits, devenue salée.

« De nombreux fossés creusés par le passé sont aujourd'hui fortement envasés. Ils ne peuvent plus contenir d'eau. Nous voulons dès lors les nettoyer et les remettre en état afin qu'ils puissent à nouveau contenir de l'eau », explique Atma Beeharry-Panray, conseiller agricole à l'assemblée régionale de Rodrigues. « La solution consiste à fournir à ces agriculteurs une infrastructure adaptée pour stocker l'eau pendant la saison des pluies. Le financement de la Commission européenne sera utilisé pour construire un réservoir d'eau afin d'y récolter les eaux de ruissellement et de les stocker jusqu'à ce que les cultivateurs en aient besoin pour irriguer leurs champs. »

Les cultivateurs comme Loisotto attendent avec beaucoup d'impatience le travail financé par l'AMCC+. « Le changement climatique remet tout en question », dit-elle. « Les saisons sont modifiées. Lorsque nous devrions avoir de l'eau, nous n'en avons pas, puis soudainement nous en avons de trop. Chaque jour, nous subissons les effets du changement climatique, et je pense que la situation sera de plus en plus compliquée à l'avenir. Il y a à peine quelques années, je cultivais trois fois plus de légumes qu'aujourd'hui. »

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

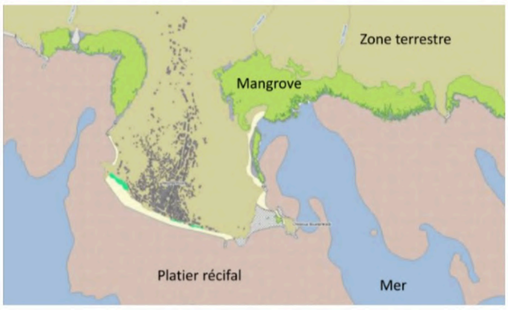
Imagerie aérienne numérique aux Comores: anticiper les risques liés au changement climatique

12 mai 2020 - 12 mai 2020

L'archipel des Comores se situe dans l'océan Indien, au large du Mozambique. Les cyclones et autres phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques, toujours plus fréquents et intenses, endommagent les infrastructures publiques, sociales et entrepreneuriales, les habitants les plus pauvres des bidonvilles payant ici le plus lourd tribut.

Le gouvernement, qui s'est fixé comme objectif de devenir un pays émergent d'ici à 2030, commence à peine à réaliser qu'il doit identifier et quantifier avec plus de précision les risques futurs pour planifier un développement harmonieux, équilibré dans le temps et l'espace.

Fin 2018, le pays a fait l'objet d'une campagne de photographies aériennes dans le cadre du programme d'appui de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) à l'Union des Comores pour le renforcement de la résilience au changement climatique. Cette campagne a produit un ensemble d'images orthorectifiées de haute résolution, avec des modèles numériques de surface couvrant la quasi-totalité du territoire terrestre et maritime du pays. Ces photos, d'une précision sans précédent (résolution de 10 cm, contre près de 10 m pour les images satellitaires), fournissent une carte plus détaillée de la surface, depuis les bâtiments, routes, chemins et autres infrastructures jusqu'aux récifs, mangroves, bassins versants et autres éléments géomorphologiques qui offrent une protection contre les risques climatiques ou qui en augmentent la gravité.



Les images aériennes ont permis d'élaborer la toute première série cohérente de données pour les trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) avec des calculs documentés. Ainsi, la superficie des mangroves sur l'île de Grande Comore a été ajustée, de 3 à 87 ha, tandis que celle du récif corallien de Mohéli a été revue à la baisse, de 18 400 ha à 3 917 ha et 25 m de côte ont été perdues en 15 années.

Les images et les données ont également été utilisées pour produire de nouvelles cartes des habitations, des infrastructures essentielles et des réseaux de communication, avec l'identification de leur vulnérabilité à différents risques tels que l'élévation du niveau de la mer, les inondations et l'érosion côtière. Des cartes des habitations ont été réalisées dans 23 zones pilotes par plus de 40 agents de divers secteurs qui ont reçu une formation sur l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG).



Erosion côtière @AMCC+

> « Ces images seront extrêmement utiles à tous les secteurs clés pour le développement des Comores au cours des 25 prochaines années, »
>
> - *Dr Anwar Maeva, chargé de cours sur les SIG et la télédétection*, qui les utilise lui-même dans ses recherches sur les inondations à Hambou et à Bambao, deux zones très exposées de Grande Comore.

Pour éviter que les utilisateurs potentiels aient à introduire une demande d'accès auprès des institutions qui conservent ces images, celles-ci ont été délibérément publiées en format open source. Les nouvelles cartes des risques pourraient jouer un rôle essentiel dans l'appui aux efforts nationaux de planification et d'amélioration de la gestion des risques de catastrophe.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Inauguration d'un parc solaire financé par l'AMCC+ à Trinité-et-Tobago

18 septembre 2020 - 18 septembre 2020

L'Autorité aéroportuaire de Trinité-et-Tobago (AATT) et l'Union européenne (UE) ont franchi une étape importante de la création d'un parc solaire à l'aéroport international de Piarco et ont célébré l'événement lors d'une cérémonie de plantation d'arbres. Les responsables de l'AATT estiment qu'il s'agit là d'une première étape essentielle dans la réalisation du projet historique que représente l'installation d'un parc solaire financé par l'Union européenne au terminal Nord de l'aéroport international de Piarco.

Ce parc solaire a pu se concrétiser grâce à la réalisation d'une étude de faisabilité portant sur le renforcement des capacités en matière de réduction des émissions de CO_2 de l'aviation internationale, ainsi que sur l'utilisation de sources d'énergie renouvelable dans le secteur de l'aviation à Trinité-et-Tobago. Le parc fournira une source d'énergie propre, durable, verte et renouvelable qui est indispensable dans la lutte contre le changement climatique.

> L'ambassadeur Arend Biesebroek, chef de la délégation de l'Union européenne à Trinité-et-Tobago, a souligné le rôle crucial de la lutte contre le réchauffement climatique pour la survie de la planète : « Nous sommes tous témoins des effets négatifs du changement climatique : érosion côtière, augmentation des précipitations, inondations et prolongation des périodes de sécheresse ».

> Et d'ajouter : « Consciente de cet enjeu, l'UE place la protection de l'environnement et l'action en faveur du climat au premier rang de ses priorités, non seulement sur son territoire, mais aussi en dehors en coopérant avec des pays partenaires. Ce parc solaire, financé dans le cadre de l'initiative AMCC+, est un exemple de cet engagement. »



Trinidad and Tobago - Reducing aviation emissions from the ground up

L'initiative Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ (AMCC+) aide Trinité-et-Tobago à respecter les engagements que le pays a pris vis-à-vis de la communauté internationale dans le cadre de l'accord de Paris, à honorer sa contribution nationale déterminée (CND), et à atteindre son objectif politique national de porter à 10 % la part de l'électricité totale produite à partir de sources d'énergie renouvelable d'ici 2021.

Liens:

- Article complet : *AATT, EU move closer to solar park at Piarco International Airport*
- Galerie photo
- Trinité-et-Tobago : aider un bilan négatif à devenir positif
- Programmes de développement de l'UE à Trinité-et-Tobago

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Interview: Des côtes intelligentes face au climat à Maurice

7 février 2020 - 7 février 2020

Entretien avec le Dr Sunita Facknath, professeure d'agriculture durable et doyenne de la Faculté d'agriculture de l'Université de Maurice.



Avec une population d'environ 1,2 million d'habitants (2017), Maurice dépend largement des intrants agricoles externes, comme les engrais et les produits chimiques, ainsi que des systèmes d'irrigation sophistiqués, et ce contrairement à la plupart des régions d'Afrique. C'est ce qu'explique Sunita Facknath qui se consacre depuis 20 ans à l'étude des enjeux du changement climatique pour le secteur agricole.

Pourquoi le soutien de l'AMCC+ à l'île Maurice est-il « intelligent face au climat » ?

Maurice est un petit État insulaire en développement (PEID) bénéficiaire du programme phare de l'UE –l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) –qui vise à aider les agriculteurs à abandonner les pratiques agricoles non durables au profit de pratiques intelligentes face au climat ou « climato-intelligentes », un terme lancé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2010 lors de la Conférence de La Haye sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique. Le projet à Maurice dispense aux agriculteurs des zones côtières une série de formations pour les aider à limiter l'impact environnemental de l'agriculture sur les côtes du pays.

Quels sont les principaux problèmes sur les côtes mauriciennes ?

Les agriculteurs des régions côtières utilisent énormément de substances agrochimiques, d'engrais et de pesticides. Tous ces produits chimiques s'infiltrent à travers le sable. La dissolution de ces produits dans la mer (« lixiviation ») qui en résulte frappe de plein fouet le secteur touristique. Les produits agrochimiques utilisés par les agriculteurs sont en outre à l'origine d'un phénomène d'eutrophisation ou de prolifération des algues — l'excès de sel dans l'eau produit une odeur nauséabonde, une autre plaie pour l'industrie du tourisme, comme vous pouvez l'imaginer.

Alors, quelle est la solution ?

Grâce aux formations dispensées dans le cadre du projet, les agriculteurs apprennent à utiliser du compost et à ajouter une couche de paillis sur leurs terres, au lieu d'épandre des engrais chimiques. Dans le contexte, il faut associer solutions technologiques et naturelles/ écologiques. C'est là une approche essentielle à mes yeux pour assurer la survie de la planète et le développement de communautés prospères. Lorsqu'on ajoute une couche de paillis ou même de la paille provenant de débris de la saison de culture précédente, les nutriments ne pénètrent pas dans l'eau via le sable. Des techniques comme le paillage et le compostage permettent au sol de retenir davantage d'eau et de nutriments, qui s'évaporent habituellement lorsqu'on utilise des produits chimiques.

Comment les connaissances acquises seront-elles conservées ?

Depuis un an, le projet forme les petits agriculteurs de la région à l'utilisation de techniques agricoles climato-intelligentes pour améliorer leur production et minimiser la dégradation de l'environnement sur les côtes. Un volet important du projet concerne la production d'un manuel que les agriculteurs locaux pourront consulter même une fois le projet terminé. L'objectif est également d'identifier les acteurs locaux qui deviendront des agents du changement au sein de leur communauté, au terme d'une formation pratique.

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Intra-ACP GCCA+ Newsletter #5, July 2020

31 juillet 2020 - 31 juillet 2020



Dans cette lettre d'information, nous vous fournirons, entre autres, des détails sur la manière d'accéder à la plateforme ACP NDC et de la tester. Nous partagerons également avec vous les témoignages de ceux qui ont eu une expérience de cet outil. Enfin, nous nous sommes inspirés des réflexions de Mme Hindou Oumarou Ibrahim, militante pour le climat et experte en savoirs locaux et autochtones (LIK), pour discuter de la manière des questions LIK sont traitées dans le contexte des révisions et des soumissions des CDN.

Lire Intra-ACP GCCA+ Newsletter no.5

www.intraacpgccaplus.org and www.acp.int

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Jamaïque : au fil des rivières, des collines à l'océan

23 février 2023 - 23 février 2023



Photo by Jeffrey Valenzuela on Unsplash

Quand la chaleur du soleil jamaïcain se fait trop forte, les habitants et les touristes mettent le cap vers l'ancien pont espagnol (Spanish Bridge) et se rafraîchir dans la White River. Construit dans les années 1770, ce pont relie les paroisses de St. Ann et St. Mary en surplombant les eaux bleues cristallines de la rivière. Mais derrière ce paysage de carte postale particulièrement « instagramable » tout n'est pas aussi rose car la White River – tout comme plusieurs cours d'eau du pays – est aujourd'hui menacée.

Les bassins versants et le réseau hydrographique de la Jamaïque paient aujourd'hui un lourd tribut à l'agriculture non durable, à laquelle s'ajoutent les effets du changement climatique et la perte de biodiversité. Les longues périodes de sécheresse et l'imprévisibilité des précipitations dans les hauts plateaux du centre de l'île font baisser le niveau de l'eau en aval – sauf lorsque des ouragans s'abattent sur la Jamaïque, un phénomène de plus en plus intense et fréquent.

« La Jamaïque doit vraiment pouvoir préserver ou rétablir la santé de son environnement naturel, » explique Reanne MacKenzie, directrice du White River Fish Sanctuary, une aire marine protégée et située dans le Parc maritime d'Ocho Rios où vient se jeter la White River. « La Jamaïque est une île ; elle est donc entourée d'eau et une importante proportion de la population vit sur la côte. C'est donc là un projet essentiel pour les habitants. »

Reanne fait référence au Jamaican Path from Hills to Ocean (H2O), un projet cofinancé par l'UE au titre de l'AMCC+, son programme-phare de lutte contre le changement climatique (à hauteur de 4,9 millions d'euros) et le gouvernement jamaïcain (1,9 million d'euros). Ce projet d'une durée de cinq ans n'a pas pu démarrer comme prévu en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, et a finalement été lancé officiellement en 2022. Il vise à renforcer la résilience face au climat, réduire la pauvreté et protéger les moyens de subsistance des communautés locales, notamment les communautés de pêcheurs, qui dépendent à la fois des ressources marines et des réserves d'eau douce.

Ce projet couvre également les rivières de Wag Water, Rio Nuevo et Rio Bueno – trois destinations touristiques prisées par les amateurs de rafting en bambou et de surf, en particulier le tube riding. Le retour en nombre de touristes après la pandémie met de plus en plus sous pression ces écosystèmes fragiles, déjà menacés par l'urbanisation croissante, l'absence de gestion appropriée des déchets et la déforestation massive.

« La plupart des bassins versants semblent en assez bonne santé à première vue, mais une analyse plus attentive montre le contraire, » explique Eric Garraway, de l'University of the West Indies, à Mona. « Il suffit de descendre la Wag River, depuis sa source dans les montagnes jusqu'à son embouchure, pour se rendre compte à quel point son écosystème s'est modifié. »



Photo by Paul Mathew on Unsplash

Dans le cadre du projet H2O, M. Garraway et d'autres experts de l'université ont été chargés de réaliser une évaluation écologique rapide des trois bassins versants couverts par le projet, qui représentent ensemble environ 17 % de la superficie du pays. Le tourisme non-durable n'est pas le seul responsable de leur dégradation. Les chercheurs ont identifié un autre coupable : l'industrie locale. « L'extraction de sable – une activité importante – entraîne la formation de mares et d'étangs, au détriment du débit des cours d'eau, » ajoute-il. « Nous avons trouvé des espèces qui rappellent davantage celles qui vivent dans les lacs. Beaucoup de ces individus ne font pas partie de l'écosystème d'une rivière. Ils ne devraient pas se trouver là. »

Les conclusions de cette évaluation seront utilisées pour planifier des activités génératrices de revenus plus durables pour les agriculteurs, les pêcheurs et les entreprises – en particulier les femmes et les jeunes. Pour Reanne, il y a lieu d'agir sans tarder. « L'aménagement du littoral est en plein essor, au point d'entraîner la pollution de l'eau par les nutriments. Dans le même temps, les attractions touristiques et les entreprises sont toujours plus nombreuses à s'installer au bord de la rivière. Or nous savons à présent le type d'impact que cela peut avoir sur les bassins versants », affirme-t-elle.

Les Jamaïcains qui sont nés et qui ont grandi à proximité des cours d'eau ont accueilli le projet très favorablement. « La Wag Water a longtemps concentré toute une série d'activités commerciales, de pêche et de loisirs. Les enfants qui vivaient à proximité venaient s'y baigner, dès qu'ils avaient appris à nager, » explique Oswald Ayre, président du Comité de développement pour la Wag Water Valley. « Au fond de la rivière, une fosse profonde retenait l'eau et alimentait le débit lorsque le niveau de l'eau était bas. Lorsqu'il était vide, les pluies venaient le remplir et le débit était ainsi maintenu. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. »

L'adhésion et l'implication des communautés concernées est la clé de la réussite du projet H2O. « Si les habitants comprennent mieux l'impact et l'importance de leurs actions, celles-ci feront la différence, » explique Belinda Collier-Morrel, présidente de la White River Marine Association. « Lorsque les habitants défrichent, une partie des terres atterrit dans la rivière et asphyxie les coraux – on peut le voit, l'eau de la rivière devient brunâtre et se déverse dans la mer sur des kilomètres et des kilomètres en aval. Le projet entend remédier à de tels phénomènes en favorisant l'adoption de pratiques agricoles plus durables, au bénéfice de la santé de la rivière et dès lors de la mer. »

Parmi les activités prévues d'ici la fin du projet, citons des mesures de gestion des paysages axées sur la bio-ingénierie, la restauration et l'adaptation au changement climatique, ainsi que la mise en place de systèmes agricoles durables pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs. Les terres humides seront restaurées et préservées, grâce notamment à l'élimination des déchets solides et l'installation de systèmes pointus de surveillance de l'eau. H2O mènera en parallèle des campagnes de sensibilisation et organisera des programmes de formation pour les agriculteurs et les communautés de pêcheurs.

H2O n'est pas le premier projet mis en œuvre en Jamaïque par l'AMCC+. Au lendemain du passage de l'ouragan Ivan qui a dévasté l'île en 2004, un projet de restauration de mangroves financé par l'UE à hauteur de 4,8 millions d'euros a contribué à rétablir et de renforcer les capacités de résilience de l'île face aux événements climatiques extrêmes. Près d'une décennie plus tard, la Jamaïque entend devenir un centre d'excellence pour la gestion environnementale, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation.

« Nous allons devoir retrousser nos manches, car devenir un centre d'excellence exigera de réels efforts, » explique Matthew Samuda, ministre sans portefeuille au ministère de la croissance économique et de la création d'emplois. Il a ajouté lors du lancement officiel du projet H2O en 2022 : « Ce projet revêt une importance cruciale car nous voulons aider les habitants à sortir de la pauvreté. Or, si nous ne devenons pas un centre d'excellence dans le domaine de la gestion environnementale et du changement climatique, nous n'y arriverons pas. Nous serons coincés dans le cycle perpétuel des mesures de rétablissement post-catastrophe. »

Sources :

- https://www.youtube.com/watch?v=a8WwSPWHBrI
- https://www.youtube.com/watch?v=54PlVcmlDUY&t=7s
- https://our.today/jamaica-gets-more-climate-change-funding-from-eu/
- https://jis.gov.jm/nepa-preserving-watersheds-under-h20-project/
- https://www.pioj.gov.jm/192-million-eu-goj-environmental-project-launched-a-jamaican-path-from-hills-to-ocean/
- https://jamaica-gleaner.com/article/20221228/govt-partners-eu-climate-change-adaptation-project

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Journal 2018 de l'AMCC+ : Les approches innovantes et efficaces en matière d'adaptation au changement climatique et d'autres priorités de l'accord de Paris

30 novembre 2018

Partager les connaissances pour améliorer le dialogue et la coopération face au changement climatique. Le Journal 2018 de l'AMCC+ présenté au Pavillon de l'UE à la COP24, avec un avant-propos du directeur général d'EuropeAid, Stefano Manservisi.



Le changement climatique est l'une des menaces mondiales du XXIe siècle. Ce phénomène représente surtout un danger pour les communautés les plus vulnérables du monde : il compromet l'accès à la nourriture et à l'eau propre, accroît l'exposition aux catastrophes naturelles, provoque des maladies chez des milliards de personnes, aggrave l'instabilité et est l'une des principales causes à l'origine des déplacements de populations. Le changement climatique exacerbe la pauvreté et peut compromettre l'ensemble du travail de développement accompli ces dernières décennies.

L'aide européenne est plus efficace quand elle est en prise avec la réalité. L'AMCC+ est l'un des mécanismes mis en place par l'UE à cette fin et répond aux problèmes mondiaux tout en élaborant des programmes spécifiques à chaque région. Nous pouvons nous considérer avec fierté comme l'une des principales initiatives ayant trait au climat dans le monde, avec plus de 70 projets d'envergure nationale, régionale ou mondiale menés en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Ce Journal illustre nos interventions sur le terrain, les enseignements tirés et la façon dont des communautés locales ont amélioré leurs moyens de subsistance en faisant face aux urgences liées au changement climatique.

AMCC+ Journal 2018

EU Pavillion at COP 24

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

L'adaptation côtière intégrée dans les Caraïbes

3 juin 2020 - 3 juin 2020



Les communautés côtières s'efforcent de réduire leur vulnérabilité et d'améliorer leur résilience dans le cadre de leur adaptation au changement climatique. Sur le littoral, l'adaptation implique d'anticiper l'éventail des effets de l'élévation du niveau de la mer et des tempêtes de plus en plus violentes. Parmi ces effets, citons les inondations, la destruction des infrastructures, l'érosion, la disparition des marécages et l'infiltration d'eau de mer dans les nappes phréatiques. Les communautés ne sont pas encore remises des perturbations et des dégâts causés par les ouragans et les tempêtes qui ont balayé les Caraïbes ces dix dernières années et ont encore des travaux de reconstruction à mener à bien.

Il est de plus en plus urgent de relever les défis de l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières. Le changement climatique produit sur les systèmes côtiers et marins de nombreux effets qui peuvent être difficiles à comprendre tant ils sont complexes. Ces effets sont de surcroît en constante évolution et de plus en plus d'éléments montrent qu'ils sont liés à des tendances climatiques et à des effets chimiques de l'augmentation des émissions de gaz è effet de serre sur les systèmes côtiers et océaniques.

Ces défis ne seront nulle part plus importants que dans les pays en développement devant faire face à la pression de plus en plus forte de la croissance démographique alors que souvent, leurs institutions et leur système de gouvernance n'ont pas les reins suffisamment solides, leurs infrastructures ne sont pas adéquates et leurs ressources naturelles diminuent ou sont épuisées.

L'AMCC+ recueille des informations sur les bonnes pratiques concernant la planification et la mise en œuvre de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) (au Bangladesh, au Bénin, aux Comores, dans l'est des Caraïbes, au Lesotho, à Maurice, aux Seychelles et au Suriname). Ces pratiques s'appliquent autant au changement climatique qu'à d'autres problèmes dans les zones côtières. Toutefois, il y a quelques nouveaux éléments importants à prendre en considération concernant la planification et la prise de décision relatives à l'adaptation dans les zones côtières, à savoir :

- L'importance encore plus grande à accorder aux stratégies et aux mesures naturelles de protection des zones côtières ;
- L'incertitude plus importante de la prise de décision ;
- La planification à plus long terme ;
- Les possibilités de s'attaquer aux causes du changement climatique par des mesures d'adaptation.

L'un des principes fondamentaux du concept de la GIZC consiste à baser la prise de décision sur les meilleures informations et thèses scientifiques qui soient disponibles (Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP, http://www.Gesamp.org), 2006). Comprendre et utiliser systématiquement les connaissances acquises est essentiel pour exploiter intelligemment les ressources côtières, remédier à des problèmes induits par l'homme et améliorer les systèmes de gouvernance. L'AMCC+ a soutenu cette intégration.

Il apparaît de plus en plus que des informations supplémentaires sont requises pour étayer la planification et la prise de décision dans le domaine du changement climatique en raison de la complexité de certains effets de ce phénomène et de l'incertitude qui les entoure. Le programme de l'AMCC+ a appliqué ce cadre dans ses projets et s'est inspiré de la longue expérience de l'UE dans le domaine de l'adaptation en zones côtières avec :

1. La Plateforme européenne d'adaptation au climat (https://climate-adapt.eea.europa.eu/ eu-adaptation-policy/sector-policies/ coastal-areas) ;
2. Le projet de recherche ECONADAPT, qui vise à constituer une base de connaissances sur les aspects économiques de l'adaptation au changement climatique et à traduire ces connaissances en éléments concrets à la portée des décideurs dans le but d'affiner la planification de l'adaptation (https: //econadapt-toolboxeu/coastal-zones-costs-and-benefits-adaptation).

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'agriculture intelligente face au climat au profit des producteurs du Suriname

3 octobre 2019 - 3 octobre 2019

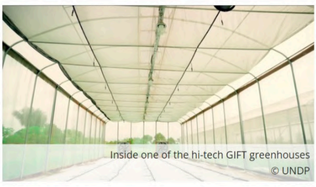
Narinder Jagroe, agriculteur, observe en souriant les tomates et concombres qui poussent sur sa petite parcelle. Nous sommes en pleine saison sèche et il n'a plus plu depuis des semaines, mais Narinder a l'esprit tranquille: grâce à son nouveau système d'irrigation, ses jeunes pousses reçoivent toute l'eau dont elles ont besoin.


Farmer Bianca Jagroe-Graanoogst shows off her crop.
© UNDP

«Cela fait une différence énorme pour nos familles», se réjouit Narinder. «Avant l'installation du système d'arrosage, les plantations avaient une chance sur deux de survivre. Désormais, nous pouvons cultiver durant toute la saison sèche et la productivité a augmenté.»

Le système d'irrigation de Narinder fait partie d'un projet d'agriculture intelligente face au climat (AIC) dans la région de Weg naar Zee, au Suriname, qui entend aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à devenir plus résilients. Ce projet est financé par le programme phare de l'UE contre le changement climatique, l'AMCC+, et géré par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

Outre les systèmes d'arrosage, les agriculteurs ont reçu des serres et des équipements d'irrigation goutte-à-goutte. «Le projet dans son ensemble vise à rendre l'agriculture plus sûre face à des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles», explique Haidy Malone-Lepelblad, gestionnaire de projet AMCC+ pour le PNUD au Suriname. «Les agriculteurs avaient l'habitude de planter et de récolter lors de saisons bien prévisibles. Mais, aujourd'hui, il arrive que la saison sèche soit trop longue et la saison des pluies trop humide. Ils peuvent alors perdre toute leur récolte.»


Inside one of the hi-tech GIFT greenhouses
© UNDP

Chakawri Pardiepkoemar, un agriculteur proche de Narinder, est un autre bénéficiaire du projet. «Durant la saison des pluies, nous sommes confrontés à des précipitations abondantes sur un court laps de temps. Certaines exploitations se retrouvent inondées et les producteurs perdent alors l'intégralité de leur récolte», déclare-t-il. Deux serres spécialement conçues, utilisant des technologies d'agriculture écologiquement intensive, maintiennent la température à un niveau constant, protègent des fortes pluies et permettent aux agriculteurs de faire pousser leurs cultures dans un environnement contrôlé tout au long de l'année.

Chakawri a aussi creusé un bassin pour recueillir l'eau de pluie – de l'eau douce – en vue de l'irrigation, car les terres proches de la côte souffrent aussi de l'intrusion d'eau salée. «Nous disposons désormais d'un système d'arrosage, qui nous permet de récolter davantage de légumes, comme le pak choï, le chou et les pois. Grâce à ce système, nous utilisons beaucoup moins d'eau qu'avec l'arrosage traditionnel.»

Le projet a également généré quelques avantages inattendus, explique Haidy. «Les agriculteurs ont découvert qu'ils répétaient les gestes de leurs parents et de leurs grands-parents, sans vraiment les remettre en question. Désormais, ils ont appris l'existence de techniques alternatives et sont bien plus au fait des dernières technologies. La communauté est aussi beaucoup plus unie. Autrefois, chacun travaillait de son côté. Aujourd'hui, les agriculteurs ont pris l'habitude de s'entraider. Ce projet a vraiment élargi leurs horizons et maintenant ils veulent aller plus loin, défendre les intérêts de leur groupe et collecter des fonds pour financer d'autres projets.»


One of the hi-tech GIFT greenhouses
© UNDP

Narinder et Chakawri font partie d'un groupe d'agriculteurs qui se sont rendus au Mexique pour une formation de neuf jours au Centre régional de services intégrés pour l'agriculture protégée (CRESIAP) de Jalisco. Raffaella Ashruf, membre du Forum de l'agriculture du Suriname pour les jeunes (SURFAY), faisait aussi partie du groupe. «Il est très important de savoir de quoi chaque plante à besoin pour obtenir un rendement maximal, et d'apprendre à gérer les maladies végétales, la fertilité du sol et l'irrigation», indique-t-elle. «Cette formation a été très utile, j'ai appris beaucoup!»

«Lorsque la formation a commencé, nous n'étions qu'un petit groupe, mais de plus en plus de personnes nous ont rejoints à chaque fois», continue Haidy. «Les agriculteurs apprenaient de nouvelles techniques, retournaient dans leur exploitation, les adaptaient, essayaient de nouvelles méthodes, puis revenaient partager leur expérience avec le groupe de formation, en présentant ce qu'ils avaient fait et en vérifiant que tout était correct. Ils étaient très motivés et ravis d'apprendre de nouvelles techniques.»

Contrairement à l'intérieur du pays, les agricultrices sont minoritaires dans la région côtière du Suriname mais certaines d'entre elles sont des pionnières de l'agriculture climato-intelligente. Bianca Jagroe-Graanoogst est l'une des deux femmes à avoir suivi la formation au Mexique, et désormais elle économise pour acheter sa propre serre. Elle examine les différentes pistes de collecte de fonds pour qu'elle et d'autres agricultrices puissent acheter plus de serres. «Au début, très peu de femmes étaient impliquées dans le projet, car la région compte davantage d'agriculteurs masculins. Mais maintenant qu'elles en ont observé les bénéfices, plus de femmes souhaitent participer. Bianca est notre agricultrice star!», plaisante Haidy.

L'agriculture intelligente face au climat nous facilite aussi la vie. «J'ai plus de temps à consacrer à d'autres projets», explique Narinder. «Avant, je devais arroser mes cultures et éprendre l'engrais séparément, mais mon nouveau système d'arrosage combine ces deux tâches. Je dois juste enclencher la pompe et tout se met en route!».

La première phase du projet est terminée et la suivante est déjà en cours.«Désormais, nous nous tournons vers la diversification», explique Haidy. «Quelques agriculteurs sont en train de se lancer dans l'apiculture. Le littoral est une région propice aux abeilles grâce au nectar des mangroves. Nous entendons augmenter le nombre de ruches et introduire l'apiculture dans les régions agricoles.»


Irrigation ponds at the Climate Smart Agriculture project in Suriname
© UNDP


Drip feed irrigation system inside one of the hi-tech greenhouses.
© UNDP

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC : une décennie d'engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique

30 janvier 2018

En 2007, l'Union européenne a proposé de lancer une alliance mondiale avec les pays en développement les plus vulnérables au changement climatique. Cette alliance est entrée en action l'année suivante. Il y a dix ans, personne n'établissait de lien entre le changement climatique et l'amélioration des moyens de subsistance. Le changement climatique était perçu comme une question technique et, dans de nombreux pays, ne semblait pas affecter la vie quotidienne.

Aujourd'hui, cette vision des choses a changé : le changement climatique est reconnu comme l'un des principaux défis mondiaux. En 2016, quand les dirigeants mondiaux ont signé l'accord de Paris et fait de la COP21 un événement de portée internationale, ils ont montré qu'ils prenaient le changement climatique au sérieux.

L'initiative phare d'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) est l'un des mécanismes mis en place par l'UE pour répondre aux défis mondiaux tout en développant des programmes spécifiques à chaque région. À ce jour, l'AMCC+ a financé plus de 70 projets d'envergure nationale, régionale ou mondiale en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Pour la période 2007-2020, les engagements de l'AMCC+ s'élèvent à 737,5 millions d'euros.

L'Alliance mondiale contre le changement climatique, dix ans déjà

Pour son dixième anniversaire, l'AMCC+ arbore une nouvelle identité visuelle qui évoque les couleurs de la nature et fait appel à des éléments graphiques attrayants inspirés par la thématique de l'eau et de la terre. Des vidéos, des débats, des reportages, des concours sur les réseaux sociaux et un événement spécial pour les dix ans écoulés depuis le premier projet AMCC nous accompagneront pendant toute l'année 2018.
Renforcer la résilience au changement climatique est le principal objectif de l'AMCC+ mais des bénéfices secondaires sont également à attendre : ceux qui agissent pour contrer les effets du changement climatique découvrent souvent qu'ils ont amélioré leur vie en général. Un grand nombre de nos reportage AMCC+ témoignent de la façon dont des communautés locales ont amélioré leurs moyens de subsistance alors qu'au départ elles avaient « juste » réagi à des urgences climatiques !

Par exemple, la petite île de Kokota, en Tanzanie, où le reboisement et les panneaux solaires ont non seulement inversé les tendances désastreuses qui ôtaient tout espoir de survie pour la population, mais aussi créé de nouvelles compétences et de nouvelles sources d'énergie. Des panneaux solaires placés sur le toit d'un réservoir d'eau forment une station de recharge de batteries, et des batteries de moto portables permettent aux insulaires de recharger leurs téléphones et lampes à l'intérieur de leurs maisons. Au Timor-Oriental, une communauté de montagnards contrainte par la sécheresse de trouver de nouvelles solutions a amélioré ses moyens de subsistance et son environnement grâce à l'aquaculture, à la conservation des sols et à de nouvelles cultures plus résilientes.

Face au changement climatique, changeons en mieux !

Sur ces dix années, l'UE a sans relâche démontré la réalité du changement climatique au niveau international et, ce faisant, a largement contribué à l'élaboration du nouveau cadre politique mondial. Aujourd'hui, l'UE et ses États membres assument un rôle prépondérant dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Dans l'UE, au moins 20 % du budget 2014-2020 – soit pas moins de 180 milliards d'euros – sont affectés aux actions liées au changement climatique. Sur ce montant total, 14 milliards d'euros doivent être consacrés à la politique de développement de l'UE, qui repose sur le nouveau « consensus européen pour le développement », c.-à-d. le cadre et la réponse politiques de l'UE face au Programme de développement durable à l'horizon 2030 établi par les Nations unies.

Dans le cadre de cette réponse, l'initiative AMCC+ de l'UE a apporté, depuis 2015, quelque 100 millions d'euros en appui à l'action de l'UE en matière climatique, en particulier pour aider ses pays partenaires à mettre en œuvre leurs stratégies nationales et leurs engagements climatiques internationaux, notamment en accord avec les CDN (contributions déterminées au niveau national) dans le cadre de l'accord de Paris et de la CCNUCC.



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC +, la presse en parle: Jamaïque : Protéger les bassins versants critiques

31 août 2022 - 31 août 2022

Préserver les bassins versants critiques de Jamaïque est l'objectif clé du projet Jamaican Path from Hills to Ocean (H2O), cofinancé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) et le gouvernement jamaïcain.

> « Winns Morass, dans le district de Trelawny, est l'un de nos bassins versants critiques et nous mettons tout en œuvre pour restaurer son équilibre, » explique Ava Tomlinson de la NEPA, l'agence jamaïcaine pour l'environnement et la planification.

Lancé en avril 2021 pour une durée de cinq ans, le projet H2O entend améliorer la résilience des communautés dans les zones couvertes par le projet et lutter contre la pauvreté en mettant en œuvre des approches intégrées et durable de gestion des terres.

> « Ce projet concentre ses activités sur les régions agricoles et touristiques, et plus spécifiquement au niveau de nos bassins versants, » explique Madame Tomlinson.

Lire l'article

- NEPA Preserving Watersheds Under H20 project

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

L'AMCC, la presse en parle : germination de plants dans des emballages de lait recyclés et plantation d'arbres brise-vent au Cap-Vert

29 décembre 2022 - 29 décembre 2022

Dans les pépinières du projet « Systèmes agroforestiers », des emballages recyclés sont utilisés pour faire germer des graines et des plants d'arbres, fourrés, jardins et plantes aromatiques et médicinales, qui ont chacun un rôle spécifique dans les systèmes agroforestiers. Une fois multipliés, ils seront plantés sur des parcelles expérimentales et serviront plus tard à nourrir les sols, les hommes ou les animaux.

Sur la parcelle expérimentale du Planoalto Norde (le « plateau du Nord »), les espèces d'arbres brise-vent sont en pleine croissance. Ils ont été plantés pour protéger, par leur ombre et contre le vent, les végétaux les plus fragiles, comme les légumes, les matières organiques du sol, la biodiversité et les moulins à vent pendant la saison de vents forts.

Le Planoalto Norde est une région où l'eau manque cruellement. Sur les parcelles du projet, plusieurs initiatives pilotes ont été mises en œuvre pour diminuer les besoins en eau des terres agricoles. L'une d'elles repose sur l'utilisation de la technologie Cocoon – des petits réservoirs d'eau (les « cocoons ») qui libèrent l'eau progressivement, assurant la disponibilité de l'eau pour les plantes sur une plus longue période.

Sur l'île cap-verdienne de Santo Antão, le projet « Systèmes agroforestiers » est mis en œuvre par l'Association de protection du patrimoine de Mértola (Portugal), avec le soutien d'Expertise France, sous le leadership politique et institutionnel de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il s'agit d'une initiative du projet AMCC+ Afrique de l'Ouest, financé par l'Union européenne.



©ADPM

Lire les articles

- Plant germination in milk packages
- The experimental field in North Planalto
- ECOWAS praises Sistema Agroflorestais project implemented by ADPM in Santo Antão
- CEDEAO elogia projecto Sistemas Agroflorestais implementado pela ADPM em Santo Antão (in Portuguese)
- Les systèmes agroforestiers, une alternative intelligente pour le Cap-Vert
- Agrofloresta Facebook page (en Portugais)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+ au Mozambique : Des technologies intelligentes face au climat pour lutter contre la crise alimentaire

1 février 2022 - 1 février 2022

Un groupe de 15 petits agriculteurs – 11 femmes et quatre hommes – de la communauté Baca-Baca à Mafuane, dans le district de Namaacha, au Mozambique, sont les premiers à bénéficier du projet d'agriculture climato-intelligente lancé par le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles en Afrique australe (CCARDESA) en collaboration avec la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA). Ce projet est financé par l'Union européenne au titre du programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+).



Ce projet utilise l'irrigation par gravité, un système installé pour irriguer les cultures avec l'eau du Rio Movvene. M. Huamusse a déclaré que les communautés locales voient ce projet d'un bon œil et qu'elles participent activement au processus de production. Des débouchés pour les produits issus du projet ont déjà été identifiés au niveau local, dans les petites villes de Boane et Namaacha et les grandes villes de Matola et de Maputo.

> « Nous avons également identifié des marchés potentiels dans les pays voisins, par exemple en Afrique du Sud et en Eswatini, » a expliqué le responsable de la gestion du projet, M. Luis Edgar Francisco Huamusse.

Les petits agriculteurs ont bénéficié d'un soutien technique à l'utilisation des technologies et pratiques climato-intelligentes, qui doit leur permettre de produire 20 tonnes de légumes par an, d'améliorer leurs revenus et d'avoir accès aux marchés des communautés locales et au-delà. Ces pratiques incluent notamment la bonne gestion des pesticides pour lutter contre les nuisibles et les maladies. Au total, environ 150 personnes bénéficieront, directement ou indirectement, du projet.

L'UE a contribué à ce projet de l'AMCC+ à hauteur de 8 millions d'euros afin de développer la capacité des pays membres de la CDAA à atténuer les effets du changement climatique et à s'adapter à ce phénomène, et de les aider à mieux se faire entendre dans les négociations internationales sur le changement climatique.

Cette initiative menée au Mozambique est l'un des quatre projets lancés par le CCARDESA – avec l'appui technique de Bembani Group – pour atténuer l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce aux technologies intelligentes face au climat. Les trois autres projets sont mis en œuvre en Eswatini, en Zambie et au Zimbabwe. Le CCARDESA a été mis en place par les États membres de la CDAA afin d'harmoniser la mise en œuvre de la recherche et du développement agricoles dans leur région.

Lire les articles :

- Projet d'agriculture intelligente face au climat au Mozambique
- Des petits agriculteurs mozambicains bénéficient d'un projet d'agriculture climato-intelligente.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+ partage ses expériences sur le terrain lors de la COP23

15 novembre 2017

L'événement parallèle de l'AMCC + UE @COP23, qui s'est tenu à Bonn, le 14 novembre au pavillon de l'UE a réuni des participants de Haïti, des Seychelles, du Timor-Oriental, du Tchad et de Thaïlande – pour ne citer que quelques pays – qui ont, à cette occasion, partagé leurs expériences sur le terrain.

Comme l'a déclaré l'un des orateurs, « J'ai fait ce long voyage depuis ma petite île du Pacifique pour parler de l'impact du changement climatique dans mon pays et pour expliquer comment nous nous préparons à affronter des catastrophes naturelles. »

Quelques citations de l'événement :

Roberto Ridolfi, directeur général en charge de la coopération internationale et du développement à la Commission européenne : « L'UE continuera à donner l'exemple en soutenant la résilience au changement climatique et les moyens de subsistance des habitants des zones vulnérables. Les gouvernements pourraient inclure le changement climatique dans les programmes d'études. »

Odre Valbrun, ministère haïtien de l'environnement : « La planification à long terme est vitale pour nos habitants, surtout ceux qui sont en première ligne du changement climatique. »

Wills Agricole, ministère de l'environnement des Seychelles : « Sur l'île de La Digue, aux Seychelles, les zones côtières sont menacées par les inondations et l'érosion mais aujourd'hui, la communauté en est consciente et est mieux préparée à s'adapter, les habitants savent ce qu'il faut faire. »

Isabel Soares Pereira, projet de l'AMCC + au Timor-Oriental : « Je m'appelle Isabel et en tant que jeune Timoraise, je suis convaincue que nous pouvons faire beaucoup pour nous adapter au changement climatique. »

Suivez-nous sur Twitter: #COP23 #GCCAPlus/AMCCPlus

Ceux qui n'ont pas pu assister à l'événement peuvent visualiser les présentations ici.

Nos vidéos sur les Seychelles, Maurice et les Comores, « deviennent virales » sur Facebook. Likez-les et commentez-les ici :
Seychelles - Maurice - Comores

Vidéo: Développer la résilience au changement climatique dans l'océan Indien (avec sous-titres en français et en anglais)

Rejoignez notre communauté : https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community

Chaîne YouTube de l'AMCC+:
https://www.youtube.com/user/GCCACommunity

L'AMCC+ sur le site web d'EuropeAid : https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/gcca-work-small-island-developing-states-sids_en

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+ promet de contribuer à la mise en pratique des politiques mondiales de lutte contre le changement climatique

Address
France

4 décembre 2015

Le 2 décembre, lors d'un événement organisé en marge des négociations de la COP 21 à Paris, l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+) a présenté certains projets nationaux qu'elle soutient dans quelques-uns des lieux les plus vulnérables du monde. De plus, elle s'est engagée à continuer à aider les pays concernés à mettre en pratique leurs processus de planification nationale d'adaptation (PNA) et les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN, INDC en anglais) dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

L'événement parallèle de l'AMCC+ intitulé «Une initiative de l'Union européenne soutenant la résilience au changement climatique» – un événement phare de l'UE organisé pour marquer la journée de la résilience (2 décembre) sous le titre «Perspectives mondiales sur l'adaptation» – a été bien suivi par les délégués de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), des pays en développement, des pays donateurs et certains décideurs clés, notamment M. Anders Henriksson qui, en qualité de conseiller principal pour la définition de la politique de la DG DEVCO, a prononcé une allocution d'ouverture d'une grande clairvoyance.

L'AMCC+, a-t-on entendu, collabore avec l'ensemble des parties prenantes et partenaires concernés dans le but de traduire les accords climatiques en **changements concrets et réalisables sur le terrain**, en aidant en particulier les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) à affronter les effets du changement climatique.

En illustration à ce propos, un film court a été projeté pour présenter un projet réussi en Éthiopie, avant des présentations sur la mise en œuvre au niveau national d'une série d'actions et d'orientations politiques en cours au Tchad, au Myanmar et aux Maldives.

COP21 – Comment l'AMCC+ peut aider les pays en development à implementer un accord sur le climat



M. Patallet Blanpambe, Coordinateur de projet AMCC+ pour le ministère tchadien de l'environnement, a montré comment les efforts visant à améliorer la gouvernance climatique et à soutenir les approches d'adaptation innovantes produisent les effets désirés sur le terrain. Il a ainsi donné des exemples de projets de restauration des sols et de pratiques agricoles (voir la présentation).

M. Hussein Zahir, Coordinateur de projet AMCC+ aux Maldives, a présenté l'approche basée sur les écosystèmes que suit son pays pour atténuer les effets du changement climatique et s'adapter aux nouvelles réalités. Les exemples cités comprennent la réalisation d'une solution à énergie propre sur une de leurs îles, les stations de surveillance de la santé des récifs coralliens, ainsi que des modèles de conservation et de gestion reposant sur l'écotourisme appliqués dans deux atolls du sud (voir la présentation).



En évoquant la situation au Myanmar, M. Hal Maung Thein, du Ministère de la conservation de l'environnement et des forêts, a souligné l'importance d'atteindre un équilibre entre le développement rapide et la durabilité. Une feuille de route à l'horizon 2030 comportant plusieurs « domaines prioritaires » a été présentée. Ceux-ci sont l'agriculture ; la sécurité alimentaire et l'eau ; l'environnement et la biodiversité ; et les établissements humains et les bâtiments (voir la présentation).

Pour d'autres, cet événement parallèle à Paris a permis de partager des expériences, d'évaluer des bonnes pratiques et de travailler en réseau avec d'autres délégués : « Pour des pays comme le Myanmar, qui sont aux premiers du stade de mise en œuvre, l'occasion a été merveilleuse de voir ce que font les autres », a commenté Pasquale Capizzi, conseiller technique principal de l'Alliance contre le changement climatique au Myanmar, après l'événement.

Du point de vue des donateurs, M. Adrian Fitzgerald, d'Irish Aid, Département des affaires étrangères et du commerce, a souligné le fait que l'AMCC+ avait un impact plus fort lorsque les donateurs coordonnent leur travail, mettent leurs ressources en commun et étendent à grande échelle les actions couronnées de succès. Il a fait un commentaire : « À travers l'AMCC+, nous nous engageons aux côtés des gouvernements et les aidons à développer leurs politiques climatiques. » La question des meilleurs moyens à adopter pour ce faire a été traitée lors de la session de questions et réponses.

Les délégués ont montré beaucoup d'enthousiasme pour examiner de nouvelles idées visant à « faire grandir » le programme, s'engager aux côtés de publics plus diversifiés et améliorer les résultats sur le terrain, tout cela dans le but d'aider l'AMCC+ à tenir sa promesse de mettre en pratique les politiques mondiales de lutte contre le changement climatique.

Nouvelle vidéo AMCC+: Regardez comment l'initiative traduit la politique globale sur le climate en actions locales



Pour plus d'informations:

- L' événement de l'AMCC+ en marge de la COP 21
- La CCNUCC et la COP sur le site Web de la Conférence de Paris sur le climat
- Les initiatives de l'UE et les initiatives internationales sur le site Web Action pour le climat
- Indices et indicateurs du JRC concernant un développement résilient au climat
- L'AMCC+ évoquée sur la page Web «Agir pour s'adapter» de la COP 21 à la CCNUCC

Tweets d'EuropeAid



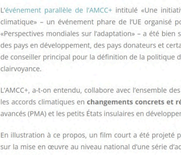
Plus de Tweets d'EuropeAid

Tweets de l'EU-ScienceHub



Plus de Tweets de l'EU-ScienceHub (JRC)

Tweets du FENU



Plus de Tweets du FENU

Tweets de l'AMCC+



Plus de Tweets de l'AMCC+

Suivre la UE AMCC+

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Conservation des tortues et énergie solaire à Trinité-et-Tobago

8 novembre 2022 - 8 novembre 2022

Après avoir utilisé pendant une trentaine d'années des groupes électrogènes, Nature Seekers disposera pour la première fois d'une source fiable d'électricité sur le site de Matura, lieu de ponte des tortues marines. L'organisation pourra ainsi enfin mettre en œuvre toute une série d'activités essentielles grâce à un petit système solaire photovoltaïque sur toiture installé dans le cadre d'une initiative « énergie solaire » du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), mise en œuvre en partenariat avec l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+).

Cette installation solaire sera d'une précieuse utilité pour Nature Seekers qui, depuis la plage, pourra suivre les populations en danger de tortues luth qui viennent pondre chaque année sur les plages de Trinité-et-Tobago, en étiquetant les individus ».

« Il y aura enfin de la lumière à Madura, » s'est exclamée Penny Beckles, qui travaille chez Nature Seekers, dans un post. « Cette initiative vient à point nommé, car nous voulions améliorer et développer nos activités d'observation des tortues sur la plage Matura et continuer ainsi notre mission de conservation de cette espèce en danger »

Le système dont disposera Nature Seekers est l'un des 12 systèmes solaires photovoltaïques installés dans des communautés aux quatre coins du pays. Ce projet, financé par l'Union européenne au titre de son initiative AMCC+ aidera aussi Trinité-et-Tobago à respecter ses contributions déterminées au niveau national (CDN), conformément aux exigences de l'accord de Paris. Il est mis en œuvre par le PNUD à la demande du ministère de la planification et du développement.

D'autres systèmes d'énergie solaire (12 au total) ont été installés dans le pays. Sont par exemple alimentés ainsi en électricité un projet d'apiculture pour la communauté de Brasso Seco, un village au cœur de la forêt tropicale de la Cordillère septentrionale, un club de jeunes de la police à Guayaguayare ou encore le centre innovant de recyclage de déchets plastique et de formation du Kernaham Women's Group.



Photo: Nature Seekers

Articles à lire:

- Une organisation de conservation des tortues bénéficie de l'électricité solaire grâce au PNUD et à l'AMCC+
- De l'électricité solaire pour Nature Seekers sur le site de ponte des tortues de la plage de Matura
- Le site de ponte des tortues de mer de Seekers Matura a pour la première fois accès à une source d'électricité durable et respectueuse de l'environnement

Link:

- Trinité-et-Tobago: aider un bilan négatif à devenir positif

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Des cultures abondantes pour les communautés locales de Zambie

30 mai 2022 - 30 mai 2022

Dans le district de Mufumbwe, au nord-ouest de la Zambie, un projet d'agriculture intelligente face au climat financé par l'initiative AMCC+ de l'UE a commencé à porter ses fruits : 5 000 personnes profitent aujourd'hui des tomates, des légumes verts, des aubergines, du gingembre, de l'ail, des haricots, des arachides, des pommes de terre, des patates douces, des oignons et des bananes produites dans le cadre de ce projet.

La gestionnaire de projet Mailes Zulu explique que les 200 agriculteurs participant à ce projet, qui couvre 14 hectares, ont constaté une amélioration de leurs moyens de subsistance après avoir vendu leur production aux communautés locales. Les agriculteurs utilisent leur production pour nourrir leur famille et vendent l'excédent aux communautés des environs. Un forage a été effectué et un système d'irrigation goutte-à-goutte a été installé pour alimenter en eau les légumes et les arbres fruitiers plantés par les bénéficiaires du projet.

> « Quand nous demandons de l'argent, c'est ici qu'il est investi », précise la gestionnaire en montrant du doigt les champs d'arachides et les feuilles de potiron en pleine croissance. Ce projet est un tel succès qu'il a obtenu la reconnaissance du gouvernement zambien.

Le projet de Mufumbwe est géré par l'organisation Save the Environment and People Agency (SEPA) sous la supervision attentive du CCARDESA, avec des financements de l'Union européenne (UE) alloués au titre du programme d'Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ (AMCC+), en collaboration avec le Secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) afin d'atténuer les effets du COVID-19 et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce projet bénéficie des services de vulgarisation du ministère zambien de l'Agriculture.

Il s'inscrit dans le cadre d'une extension du programme AMCC+ qui vise à renforcer la capacité des États membres de la CDAA à entreprendre des actions d'adaptation et d'atténuation aux échelles régionale et nationale en réponse aux problèmes causés par les effets du changement climatique. L'UE a contribué à hauteur de 8 millions d'euros au projet global de l'AMCC+ visant à améliorer la capacité des États membres de la CDAA à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter, ainsi qu'à faire davantage entendre leur voix dans les négociations internationales relatives au changement climatique.

Lire l'article:

Le projet de l'AMCC+ et du CCARDESA porte ses fruits en Zambie

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Formations sur les ressources hydriques en Gambie

27 janvier 2023 - 27 janvier 2023

Une série de formations sont actuellement organisées en collaboration avec le Département des ressources en eau de Gambie. L'accent est mis sur le développement des capacités institutionnelles dans le domaine de la gestion, de la visualisation et du suivi des données, ainsi que des prévisions climatiques, météorologiques et en matière de ressources hydriques.

En collaboration avec l'Union européenne, le Département des ressources en eau (qui dépend du ministère de la pêche, des ressources en eau et des questions relevant de l'Assemblée nationale - MoFWR-NAM) a lancé un atelier de formation de 12 jours axé sur la gestion et la visualisation des données, qui s'adresse à son personnel mais aussi à celui d'autres institutions. Ces formations utilisent les outils Géoclim. Ceux-ci ont été mis à disposition par le projet « Zones marines résilientes au changement climatique pour la Gambie » de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+).

« Les systèmes d'observation hydrologique et météorologique (« hydro-met ») représentent un élément essentiel du travail de collecte de données et de génération d'information nécessaire pour réaliser les objectifs clés de développement, qui doivent nous aider à nous préparer aux événements météorologiques extrêmes et à l'évolution des normes climatiques. La Gambie a identifié l'amélioration de ses infrastructures hydro-met comme étant une priorité à intégrer dans son plan de développement national. A terme, le pays disposera ainsi de données climatiques fiables et actualisées et de services d'information de qualité lui permettant d'atténuer l'impact négatif de la variabilité et du changement climatiques, » a expliqué Omar S.M. Gibba, secrétaire permanent du MoFWR-NAM

Lire l'article

- Formations sur les ressources en eau en Gambie

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Gambie : Soutenir la lutte contre la pollution dans le district de Kanifing

13 octobre 2022 - 13 octobre 2022

Ce projet pilote d'une durée d'un an, mis en œuvre dans le district de Kanifing a offert de nombreuses opportunités aux maraîchères, qui ont appris à fabriquer du compost et des substances biodégradables.

Le projet, intitulé « Building Climate Resilience through Sustainable Biodegradable Waste Management in Kanifing Municipality » (Renforcer la résilience climatique grâce à la gestion durable des déchets biodégradables dans le district de Kanifing) avait pour objectif de réduire la quantité de déchets biodégradables atterrissant dans la décharge de Bokoteh et d'aider les femmes à transformer ces déchets en produits pour l'amendement des sols.

Ingrid Henrys, coordinatrice de ce projet chez WasteAid, partenaire de la mise en œuvre, a expliqué : « Nous nous sommes vraiment rendu compte de la valeur de ce que l'on a coutume d'appeler des déchets, ce qu'ils ne sont plus vraiment s'ils peuvent être valorisés. » Cette initiative a été financée à l'aide d'une subvention de l'Union européenne d'un montant de 100 000 euros et mise en œuvre par le biais du programme de l'AMCC+. L'objectif de ce projet d'une durée d'un an était de renforcer la résilience face au changement climatique en apprenant aux vendeurs, sur les marchés, à trier les déchets organiques en vue de leur transformation en compost par les maraîchères et de leur utilisation sur les deux sites pilotes.

Articles à lire

- Gambie : WasteAid soutient la lutte contre la pollution dans le district de Kanifing
- WasteAid confie au KETP le projet de gestion des déchets

Liens

- Collecte de déchets alimentaires et économie verte en Gambie

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Gestion holistique et alimentation animale au Cap-Vert

12 juillet 2022 - 12 juillet 2022

Ce projet a commencé par installer un système de récupération de l'eau présente dans le brouillard sur le plateau de l'Est du Cap-Vert, puis il a créé trois champs expérimentaux avec différentes variétés cultivées, ainsi qu'une pépinière à Casa do Meio, où différents types de semences sont plantées.

Le projet sur les systèmes agroforestiers mené sur l'île de Santo Antão, au Cap-Vert, est désormais entré dans sa deuxième phase, qui comprend, entre autres activités, des formations à la gestion holistique et à l'alimentation animale. Au cours de cette deuxième phase, le projet prévoit aussi de mener des expériences sur les hydrogels et d'effectuer des tests concernant la production d'aliments pour animaux.

Ce projet sur les systèmes agroforestiers est mis en œuvre par l'Association pour la défense de l'héritage de Mértola (Portugal) et Expertise France, sous l'égide politique et institutionnelle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il s'agit d'une initiative du projet AMCC+ Afrique de l'Ouest, financé par l'Union européenne.

Lire les articles

- CEDEAO elogia projecto Sistemas Agroflorestais implementado pela ADPM em Santo Antão (in Portuguese)
- Les systèmes agroforestiers, une alternative intelligente pour Cap-Vert
- Agrofloresta Facebook page (in Portuguese)

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Gestion intégrée des paysages sur les îles de Sainte-Lucie et de la Grenade

12 décembre 2022 - 12 décembre 2022

Parmi ses différentes activités, le projet de gestion intégrée des paysages (GIP) de l'AMCC+ collabore notamment avec l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OECO) afin de mieux comprendre le contexte environnemental et culturel sous-tendant la gestion des paysages dans la région. Des visites de terrain et la facilitation d'exercices de cartographie sont utilisées à cette fin.

Le projet OECO-AMCC+GIP est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'OECO dans neuf de ses Etats membres. Il poursuit de nombreux objectifs : optimiser la contribution des terres à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique, et préserver les écosystèmes et les services essentiels qu'ils fournissent. Le but ultime du projet est de renforcer la résilience économique, sociale et environnementale des Etats de la Caraïbe orientale aux impacts du changement climatique et d'autres risques.

Lors de la première visite de terrain à Sainte-Lucie et sur l'île de la Grenade, une équipe de scientifiques a cherché à mieux comprendre les défis et les opportunités au niveau de chaque projet et à identifier les domaines dans lesquels elle pourrait fournir un appui technique et des outils d'apprentissage pour répondre aux défis spécifiques.



©TheVoiceSLU

Lire l'article (anglais):

- https://thevoiceslu.com/2022/11/ilm-project-in-the-oecs-gets-boost-from-eu/

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Le défi climatique des îles de l'Océan Indien dans un livre de photos

14 novembre 2022 - 14 novembre 2022

47 photos ont été sélectionnées par un jury indépendant pour figurer dans le livre « Les îles face au défi climatique ». En juin 2021, la Commission pour l'Océan Indien (COI) avait lancé un concours photo appelant à témoigner du changement climatique. Plus de 80 photographes amateurs ou confirmés ont participé à ce concours réalisé dans le cadre du programme Intra-ACP AMCC+ financé par l'Union européenne.

Gina Bonne, chargée de mission "Environnement et climat" de la COI explique : « Cette voix insulaire n'est pas que celle des décideurs politiques. C'est aussi celle de citoyens préoccupés, mobilisés et soucieux de peser sur le cours des choses ; c'est aussi la voix de la jeune génération qui est consciente de l'enjeu ce qui est un motif d'espoir ainsi qu'une responsabilité pour nous. C'est ce que nous racontent les photographies qui ont été rassemblées dans le livre Les îles face au défi climatique ».

47 photographies à découvrir - Les lauréats du concours photo sont:

- David Razafimbohitra de Madagascar pour sa photo "Enfant cherchant de l'eau dans la sécheresse", catégorie "les effets visibles du changement climatique"
- Serge Rakotofiringa de Madagascar pour sa photo "La reforestation lutte contre le changement climatique", catégorie "les solutions en matière d'adaptation ou d'atténuation"
- Abbigayle Claite de Maurice pour sa photo "RipRap, tentative visant à prévenir l'érosion côtière", catégorie "jeune"



Lire l'article :

- Océan Indien : Lancement du livre « Les îles face au défi climatique »

Liens :

- UE AMCC+ Océan Indien : Concours photo régional « Les îles face au changement climatique»

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Le nouveau circuit de résilience de Cuba

12 mai 2022 - 12 mai 2022

L'élaboration d'un nouveau circuit de résilience, basé sur la description des différents endroits et sites où des mesures d'adaptation au changement climatique sont déployées, est une priorité pour Resiliencia Costera, un projet financé par l'initiative AMCC+ de l'UE. La communauté de Santa Rita, située à proximité de Nuevitas et de la mer, est l'un de ces sites bénéficiant d'une intervention directe.

> « Il est nécessaire de consolider les alliances au niveau local et de promouvoir le travail communautaire à Santa Rita, un site niché entre la réserve naturelle de Cayos Ballenatos et les mangroves de la baie de Nuevitas », selon Selmira Perdomo Sierra, la coordinatrice nationale en charge de la communication et de la visibilité du projet.
>
> L'idée est de « reconnaître les lieux où nous intervenons et de pouvoir montrer ce que nous faisons d'une façon descriptive aux gens qui visitent la région ».



Le projet Resiliencia Costera cherche à développer les capacités en matière de réduction des risques de catastrophe, ainsi qu'à renforcer la mise en place de mesures d'adaptation au changement climatique basées sur les écosystèmes et les communautés, en intégrant ces approches dans la planification du développement. Plusieurs formations sont actuellement dispensées pour développer l'expertise technique et viser les jeunes et les médias, avec l'initiative #soyresiliente.

Resiliencia Costera a pour but d'améliorer la capacité de Cuba à faire face aux pires répercussions du changement climatique. Il s'agit d'un projet financé par l'initiative AMCC+ de l'UE, en collaboration avec l'Agence cubaine pour l'environnement et le Groupe national d'évaluation des risques, et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement.

Lire les articles

- Un circuit de résilience et la gestion des connaissances en matière de solutions naturelles – les prochaines étapes à Nuevitas (en espagnol)
- Page Facebook de Resiliencia Costera (en espagnol)
- Association des jeunes pour la résilience côtière (en espagnol)
- Vidéo de Resiliencia Costera
- Resiliencia Costera : solutions naturelles pour protéger la population et la côte cubaines

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Les habitants de Gomba, en Ouganda, utilisent des cusinières solaires pour lutter contre la déforestation

17 mai 2022 - 17 mai 2022

En Ouganda, les habitants du district de Gomba utilisent désormais des cuisinières alimentées par l'énergie solaire pour freiner le rythme alarmant du déboisement dans cette région. L'Association des agriculteurs du district de Gomba (GODFA), avec le soutien de l'Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ (AMCC+), apprend aux jeunes à utiliser deux types de cuisinières alimentées par l'énergie solaire : des cuisinières fixes et des réchauds portatifs. Ces différents appareils utilisent tous un mélange de roches volcaniques (70 %) et de briquettes ou de charbon de bois (30 %) pour produire de la chaleur et de l'énergie.

« Ces cuisinières fonctionnent grâce à un système à air alimenté par l'énergie solaire, qui pousse l'air vers les pierres pour stimuler la combustion. Elles sont conçues de façon à consommer moins de charbon et plus de roches volcaniques. Une fois que le charbon brûle et que la chaleur est transférée aux pierres via le système d'air ou le ventilateur, il ne faut plus ajouter de charbon : ce sont les pierres chauffées qui continuent à brûler grâce au ventilateur alimenté par l'énergie solaire », explique Mme Rhoda Kulabako, la coordinatrice du projet de la GODFA.

Plus de 90 % des Ougandais utilisent le bois comme combustible pour cuisiner. Les habitants des zones urbaines privilégient surtout le charbon de bois, tandis que ceux des zones rurales utilisent du bois de chauffage. Cette situation accélère inévitablement la déforestation dans le pays. Or, le rythme d'abattage des arbres dépasse celui de plantation et de replantation de nouveaux arbres.

Selon Mme Kulabako, ces cuisinières solaires permettent d'économiser jusqu'à 60 % des coûts liés au combustible pour la cuisine, et il s'agit de l'une des nouvelles technologies adoptées pour autonomiser à la fois les jeunes et les femmes.

Lire l'article:

- Les habitants de Gomba utilisent des cuisinières solaires pour lutter contre la déforestation

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Renforcement de la résilience côtière à Cuba

29 décembre 2022 - 29 décembre 2022

Le programme de résilience côtière, financé par l'Union européenne à hauteur de 4 millions d'euros par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), soutient plus de 600 900 [ISO1] bénéficiaires et contribue à renforcer la résilience climatique des communautés exposées au risque de catastrophe dans 15 villes de la côte septentrionale et centrale de Cuba.

Ce projet améliore les mécanismes d'adaptation et les conditions de vie de ces communautés, affirme Yohanis de la Torre Galiano, directeur technique du programme. Il poursuit en expliquant que l'initiative contribue réellement à la réduction des risques tout en soutenant l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement socioéconomique des territoires côtiers vulnérables.

« Nous prévoyons aussi d'installer des stations hydrométéorologiques automatisées sur des sites stratégiques tels que le Parc national de Caguanes, la ville de Yaguajay, dans la province Sancti Spiritus et le Centre de recherche du site archéologique de Los Buchillones, situé dans la ville de Punta Alegre, sur la côte avilanienne, ajoute-il.

Ce projet, dont le chef de file est le Ministère cubain de la science, de la technologie et de l'environnement, est mis en œuvre par l'Agence pour l'environnement et son groupe national d'évaluation du risque, avec le soutien du Programme de développement des Nations Unies. Le projet a également permis l'installation de deux nouvelles stations marégraphiques près de Playa Victoria, dans la province de Yaguajay, ainsi qu'à Cayo Coco, dans l'archipel Jardines del Rey, au nord de Ciego de Ávila.



©GCCA+, Mundo Latino Cuba

Lire l'article

Resiliencia Costera, un proyecto para el posicionamiento de la vida y la protección del medio ambiente (in Spanish)

Liens

- Video : Relisiencia Costera
- Resiliencia costera: a new GCCA+ project starts in Cuba

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Un appel à participer activement à la gestion des zones côtières en Gambie

1 juin 2022 - 1 juin 2022

Le gouverneur de la région gambienne de North Bank, M. Lamin Saidykhan, a réaffirmé que le changement climatique est et demeure un important problème d'ordre économique, social et environnemental, et a donc demandé l'adoption d'une approche agressive et intégrée pour développer les capacités locales en matière de résilience face au changement climatique en vue de limiter les répercussions négatives sur les moyens de subsistance de la population locale.

Le gouverneur participait à une action pour sensibiliser les communautés côtières et les encourager à s'impliquer activement dans la gestion durable des ressources naturelles partagées afin de faire face aux risques et aux effets du changement climatique.

Il s'est exprimé en ces termes :« Historiquement, les zones côtières du monde entier figurent parmi les régions les plus intensivement exploitées en raison de leur richesse en ressources naturelles. Il existe donc un net conflit entre la nécessité d'utiliser les ressources côtières et celle de les préserver afin de garantir un approvisionnement durable de ces ressources pour les générations futures. »

En vue de remédier à ces préoccupations, un dispositif de Gestion intégrée des zones côtières (ICZM) a été élaboré. L'ICZM est un système de gouvernance qui instaure le cadre juridique et institutionnel requis pour faire en sorte que les plans de développement et de gestion des zones côtières intègrent des objectifs environnementaux, sociaux et économiques et soient élaborés avec la pleine implication et participation des populations affectées. Le but de l'ICZM est de maximiser les avantages fournis par les zones côtières, tout en minimisant les conflits et les effets néfastes que les activités ont les unes sur les autres ainsi que sur les ressources et sur l'environnement. Ce système vise aussi à guider le processus décisionnel du gouvernement en ce qui concerne l'affectation équitable et l'exploitation durable des ressources naturelles.

Ce programme est financé par l'Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ (AMCC+) de l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par l'Agence nationale pour l'environnement (NEA).

Lire les articles:

- Gambie : la région de North Bank ressent les effets du changement climatique et son gouverneur exige une approche intégrée pour développer la résilience
- Des Gambiens sensibilisés aux effets du changement climatique au niveau local
- Un gouverneur régional de Gambie demande une approche intégrée pour développer la résilience face au changement climatique
- L'AMCC+ nettoie le littoral de Barra
- Vidéo : Sauver la zone côtière de la Gambie

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Vers un district « Zéro déchet » à Kanifing, en Gambie

17 novembre 2022 - 17 novembre 2022

L'Union européenne a libéré une enveloppe supplémentaire de 3 millions d'euros en faveur du Conseil municipal de Kanifing (KMC), au titre du Projet de transformation environnementale de Kanifing (KETP). Cette subvention permettra de distribuer des poubelles aux ménages de ce district gambien afin de garantir une collecte efficace des déchets solides, et ce dans le prolongement d'un précédent projet.

A travers l'autonomisation des ménages de Kanifing, les autorités locales ambitionnent d'améliorer la collecte des déchets solides pour faire du **district de Kanifing un district « zéro déchet »**. Cette initiative contribuera à préserver la santé des habitants, mais aussi de l'environnement, grâce à une réduction des émissions de méthane en partie responsables du réchauffement planétaire.

Dans un premier temps, la subvention de 3 millions d'euros permettra de doter les communautés de Kanifing de 10 000 poubelles, soit un quart des 35 000 ménages et 500 entreprises. Dans un deuxième temps, 25 000 poubelles seront distribuées aux ménages dans le cadre de l'initiative « Une poubelle par ménage ». Les zones commerciales du district seront quant à elles équipées de systèmes pour garantir une élimination appropriée des déchets.

L'enveloppe européenne de 3 millions d'euros s'ajoute au prêt de 185 millions d'euros octroyé par les institutions européennes en 2021 au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+).



©Afrik21 (Benoit-Ivan Wansi)

Lire les articles

- GAMBIA: EU grants €3 million for solid waste management in Kanifing
- Gambia: WasteAid supports the fight against pollution in Kanifing

Liens

- Collecte de déchets et économie verte en Gambie

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle Gambie : Valoriser ce que les gens ont coutume d'appeler « des déchets »

29 septembre 2022 - 29 septembre 2022

Un projet pilote de l'AMCC+ s'emploie à renforcer la résilience face au climat en apprenant aux marchands à trier les déchets laissés sur les marchés alimentaires. Ce projet bénéficie d'une nouvelle dynamique depuis son transfert au Conseil municipal de Kanifing, qui l'a intégré dans le Projet de transformation environnementale de Kanifing (KETP).

Grâce à une formation, des maraîchères ont appris à transformer les déchets organiques en substances utiles susceptibles de diminuer les émissions de gaz à effet de serre tout en renforçant la résilience face au climat. Ingrid Henrys, coordinatrice de projet chez Waste Aid, l'ONG en charge de la phase pilote, explique que 30 femmes ont bénéficié de ce projet, ajoutant qu'elles ont notamment appris à fabriquer du compost et des substances biodégradables.

> « Ce projet pilote d'une durée d'un an seulement a été très bénéfique pour la Gambie, notamment pour les habitants de Kanifing. Ceux-ci se sont vraiment rendu compte de la valeur de ce que l'on a coutume d'appeler des déchets, et ont appris que tous les déchets peuvent être valorisés, » explique-t-elle.

Talib Ahmed Bensuda, maire de Kanifing, ajoute quant à lui que le projet a permis de produire du compost pour les bénéficiaires et que les participantes en recueillent à présent les fruits. Il promet que sa municipalité affectera une partie de son budget agricole à l'achat de matériel et d'équipement pour les maraîchères, de façon à faciliter leur travail et à les aider à produire davantage.

« Aujourd'hui, nous sommes heureux de recevoir du compost et des substances biodégradables produits dans le cadre de ce projet de gestion des déchets, » poursuit-il, en faisant observer que son conseil municipal attache une grande importance à la durabilité du projet. S'exprimant au nom de l'Ambassadeur de l'UE en Gambie, Luca Palazzotto a remercié le maire et le KETP pour leur mobilisation en faveur du projet de gestion des déchets.

Lire l'article

- Gambia: Waste Aid Hands Over Waste Management Project to Ketp

Liens

- Des femmes associées à la lutte contre les déchets en Gambie

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle: L'AMCC+ aux Caraïbes : Encourager la surveillance climatique

25 août 2022 - 25 août 2022

Les États membres du CARIFORUM sont de mieux en mieux équipés pour recueillir, stocker et analyser des données hydrométéorologiques. Celles-ci constitueront l'essentiel des ressources pour soutenir le renforcement de la résilience aux risques météorologiques et climatiques dans la région, ainsi que la surveillance du changement climatique.

Le Caribbean Institute for Meteorology and Hydrology Regional Climate Centre for the Caribbean (CIMH) a organisé des formations pour les représentants des services hydrométéorologiques nationaux de 16 pays caribéens avec le soutien du programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (programme Intra-ACP de l'AMCC+).

Lors de ces formations, les participants ont appris à utiliser et entretenir les nouvelles stations météorologiques automatiques (SMA) qui enregistrent en continu des variables météorologiques et climatiques, comme la température, les précipitations, l'humidité relative ainsi que la vitesse et la direction du vent. Certaines stations sont même équipées de capteurs supplémentaires pour le suivi de l'humidité et de la température du sol.

Lire l'article

- Caribbean countries boost weather and climate monitoring with EU technical support

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle: Le parc solaire de Trinité-et-Tobago, un « tournant » pour le secteur de la production d'électricité

27 janvier 2023 - 27 janvier 2023

Le projet de parc solaire à l'Aéroport international de Piarco, à Trinité-et-Tobago, s'est enfin concrétisé.

« Ce projet marque un tournant pour le secteur de la production d'électricité et l'agenda national du changement climatique, » a déclaré Pennelope Beckles, la ministre de la planification et du développement.

« Il témoigne des actions menées actuellement par Trinité-et-Tobago, avec le soutien de nos partenaires internationaux, pour respecter nos engagements climatiques conformément à l'accord de Paris. Ces engagements doivent nous aider à atteindre notre contribution déterminée au niveau national, dans le cadre des efforts internationaux pour limiter la hausse des températures mondiales à des niveaux compatibles avec la survie et à concentrer nos interventions sur les principaux secteurs émetteurs : la production d'électricité, le transport et l'industrie. »



Photo: Ministry of Planning and Development

Le parc solaire de Piarco est le fruit d'une collaboration entre le gouvernement de Trinité-et-Tobago, l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) de l'Union européenne et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique climatique nationale de 2011, le pays a élaboré une « Stratégie de réduction des émissions de carbone » qui a été adoptée en 2015. Cette stratégie de réduction du carbone (CRS) est associée à la mise en œuvre d'un plan d'action 2013-2040 axé sur l'atténuation et ciblant les trois principaux secteurs émetteurs du pays : la production d'électricité, le transport et l'industrie. Cette stratégie constitue la base politique de la contribution déterminée au niveau national (CDN) de Trinité-et-Tobago et incarne son engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre, conformément à l'accord de Paris.

D'autres systèmes d'énergie solaire ont été installés. Ils alimentent en électricité un projet d'apiculture pour la communauté de Brasso Seco, un village au cœur de la forêt tropicale de la Cordillère septentrionale ; un club de jeunes de la police à Guayaguayare ou encore le centre innovant de recyclage de déchets plastique et de formation du Kernaham Women's Group.

Lire les articles

- Solar Park makes progress at Piarco International Airport (Parc solaire de l'Aéroport international de Piarco : les travaux avancent)
- Beckles describes Piarco Solar Park as « turning point » in T&Ts power generation (Parc solaire de Piarco, un « tournant » pour la production d'électricité à Trinité-et-Tobago selon la ministre Beckles)

Liens

- Un parc solaire financé par l'AMCC+ à Trinité-et-Tobago
- Trinité-et-Tobago : aider un bilan négatif à devenir positif

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle: Mise en pratique de techniques agroécologiques au Cap-Vert

18 octobre 2022 - 18 octobre 2022

Un projet axé sur les systèmes agroforestiers mis en œuvre dans la localité de Porto Novo, au Cap-Vert, encourage les agriculteurs à adopter des techniques agroécologiques pour faire face au changement climatique.

« Ces pratiques se sont avérées bénéfiques sur le plan climatique pour l'île de Santo Antão », indique l'ONG portugaise *Associação para a Defesa do Património de Mértola*, chargée de la mise en œuvre du projet.

Les agriculteurs de la localité de Porto Novo, qui font face à plusieurs années consécutives de sécheresse, ont bénéficié de l'accompagnement de techniciens du projet pour mettre en œuvre ces techniques. Plusieurs pratiques sont actuellement testées, comme l'utilisation d'hydrogel qui permet de stocker « d'importantes quantités d'eau » et la construction de petits réservoirs (« cocoons ») pour la libération d'eau.

Le projet « systèmes agroforestiers » est une initiative de l'UE AMCC+ Afrique de l'Ouest financée par l'Union européenne (Partenariats internationaux de l'UE) au titre du programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+). Il est mis en œuvre par Expertise France.



©ADPM Mértola

Lire l'article

- Une ONG portugaise incite des agriculteurs de Porto Novo à « mettre en pratique » des techniques agroécologiques (en portugais)

Liens

- Les systèmes agroforestiers : une alternative intelligente pour le Cap-Vert
- Agrofloresta – page Facebook (en portugais)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle: Un bus public pour sensibiliser les habitants de Samoa à la lutte contre le changement climatique

3 novembre 2022 - 3 novembre 2022

Le projet de sensibilisation « Marine Spatial Planning in Samoa » (MSP, Planification spatiale marine aux Samoa) a mis en circulation un bus qui dessert l'île de Savai'i (ou île de Chatham) et lancé une campagne radiodiffusée pour sensibiliser les habitants des Samoa à l'importance des ressources halieutiques et au respect des zones d'interdiction de la pêche. Des consultations sur ces questions sont en cours dans les 52 districts côtiers avec d'autres secteurs clés, tels que l'éducation, ainsi qu'avec des organisations confessionnelles/d'obédience religieuse aux Samoa.

« Marine Spatial Planning in Samoa », un projet financé par l'UE sur une période de 4 ans (2019–2022), en est à sa quatrième année. Il a produit des rapports clés et des conclusions qui sont le fruit de consultations approfondies et de travaux de recherche menés par des experts et des scientifiques. Parmi ces rapports, citons un rapport sur les aires marines spéciales et uniques des Samoa, un rapport d'évaluation des services écosystémiques marins et un rapport d'examen de la législation sur les aires marines aux Samoa. Ces rapports, illustrés par des infographies qui résument les conclusions clés, visent à mieux informer le grand public.

« L'océan est une priorité clé de la stratégie de l'Union européenne pour la coopération indo-pacifique et de la Stratégie pour le Continent bleu du Pacifique à l'horizon 2050 du Forum des îles du Pacifique. Le projet « Marine Spatial Planning in Samoa », financé par l'Union européenne par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique+, traduit cette priorité stratégique à l'échelon du pays et des communautés afin de réaliser simultanément les objectifs de protection des océans, de gestion durable des ressources marines et d'adaptation au changement climatique, » a expliqué S.E. Sujiro Seam, ambassadeur de l'Union européen aux Samoa.



Photo: Samoa MSP Bus

Lire l'article:

- Du matériel éducatif et de sensibilisation pour promouvoir la gestion durable des océans

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

L'AMCC-Pacifique remporte un Energy Globe Award 2019 pour un projet aux Palaos

6 septembre 2019

L'Alliance mondiale contre le changement climatique de la Communauté du Pacifique, financée par l'Union européenne (UE), est fière d'avoir remporté l'Energy Globe Award 2019. Avec plus de 182 pays participants et plus de 2 000 candidatures soumises chaque année, l'Energy Globe Award, également connu sous le nom de « World Awards for Sustainability » ou « Nature's Nobel Prize », est l'un des prix les plus prestigieux au monde dans le domaine de l'environnement.



Le projet de l'AMCC+ a remporté l'Energy Globe National Award pour les Palaos et figurait parmi les finalistes du Prix international. Le projet récompensé est axé sur le partage d'expériences dans le domaine de la gestion côtière grâce à des échanges de connaissances entre les Tonga et les Palaos.

Le projet a mis en œuvre à l'échelle pilote une intervention innovante de protection côtières dans trois communautés côtières à l'est de Tongatapu. Celle-ci associe des solutions d'ingénierie « lourde » et « souple », par exemple l'aménagement d'épis semi-perméables pour la restauration de plages grâce aux déplacements sédimentaires le long de la côte. Ces communautés côtières sont désormais mieux protégées contre les effets des tempêtes et des marées de tempête. Les autres communautés de Tongatapu bénéficient également des trois aires récréatives aménagées le long de la côte par le projet.

M. Christoph Wagner, Chef de la coopération auprès de la délégation de l'Union européenne pour le Pacifique, a déclaré : « L'UE est fière de soutenir les efforts déployés par les communautés du Pacifique afin de renforcer la résilience aux changements climatiques et nous tenons à féliciter le Secrétariat de la Communauté du Pacifique, les Palaos et les Tonga pour ces précieux échanges entre pairs, qui bénéficient à présent d'une reconnaissance internationale. Nous continuerons à promouvoir les efforts concertés de partage de connaissances, de compétences, d'expertise et de ressources entre les îles du Pacifique. »

Le Programme d'appui au Forum des îles du Pacifique (PSIS - Pacific Islands Forum Support Programme) est un projet de l'AMCC financé à hauteur de 11,4 millions d'euros par l'UE. Il a été mis en œuvre à l'échelon régional en partenariat avec le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et à l'échelon national par chacun des neuf gouvernements participants, à savoir celui des îles Cook, des États fédérés de Micronésie, des Kiribati, des îles Marshall, de Nauru, de Niue, des Palaos, des Tonga et des Tuvalu.

La deuxième phase du projet, lancée sous le nom de Renforcement de l'adaptation du Pacifique – AMCC+ (SUPA - Scaling Up Pacific Adaptation), est actuellement mise en œuvre par le Secrétariat de la Communauté du Pacifique en partenariat avec le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et l'Université du Pacifique Sud (USP). Cette phase couvre les mêmes neuf pays que la première, ainsi que les Fidji.

PRESS RELEASE - Palau and Tonga win prestigious Energy Globe Award
VIDEO - Buying time with better coastal management in Tonga
GCCA PACIFIC ISLANDS FORUM SUPPORT PROGRAMME (PSIS)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'amélioration de la transparence, la clé de l'action climatique au 21e siècle

10 mars 2020 - 10 mars 2020



Le degré de transparence exigé par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les outils conçus pour y parvenir ont évolué en 25 ans. Les modalités, procédures et lignes directrices adoptées à la COP24 ont donné vie à l'élément fondateur de l'Accord de Paris – le cadre de transparence renforcé (CTR).

Si les piliers de l'Accord de Paris sont les contributions déterminées au niveau national (CDN), un soutien amélioré et un bilan mondial régulier visant à évaluer les progrès, c'est le cadre de transparence renforcé qui lie ces différents éléments.

Conçues pour apporter de la clarté, maximiser la participation et assurer une amélioration continue, les modalités, procédures et lignes directrices définissent le type, l'ampleur et la fréquence des informations à inclure. Les parties ont cinq ans pour préparer la soumission de leurs premiers rapports biennaux sur la transparence, en 2024. Les trois éléments qui se démarquent significativement des pratiques existantes sont :

- **Une seule série de règles pour rendre compte des CDN**

Tous les pays doivent les appliquer et ils doivent aussi tenir des inventaires nationaux des gaz à effet de serre, en se basant sur les lignes directrices de 2006 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Moins de la moitié des pays en développement ont soumis plus de deux inventaires nationaux des gaz à effet de serre complets depuis 1997. Les exigences renforcées en matière de notification pourraient initialement faire pression sur les capacités de nombreux pays en développement. Cependant, la plupart de ces exigences ne sont pas complètement neuves et s'appuient sur l'expérience accumulée jusqu'à présent.

- **Obligation de notification**

Les nouvelles exigences reposent largement sur le travail des institutions de recherche, des organisations multilatérales et du secrétariat de la CCNUCC, et sont conçues pour remédier aux lacunes en matière de notification et mettre un terme aux interprétations créatives. Elles clarifient les hypothèses, définitions et méthodologies sous-jacentes utilisées pour quantifier le soutien financier des pays développés.

- **Des mécanismes de flexibilité pour les « pays en développement qui en ont besoin »**

Des mécanismes de flexibilité limités dédiés spécialement au calcul des séries chronologiques et à la vérification de l'exhaustivité des inventaires nationaux, ainsi que des « flexibilités auto-déterminées » plus générales sont disponibles et peuvent être appliquées. Les pays peuvent expliquer pourquoi ils bénéficient de flexibilité et ce qui est nécessaire pour améliorer la notification future. Cette « flexibilité responsable» vise à encourager la participation et l'amélioration continue, en plus du soutien dédié disponible dans le cadre des modalités, procédures et lignes directrices pour aider les pays à mettre en œuvre le CTR.

Les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement bénéficient d'une latitude significative en matière de notification, mais sont encouragés à participer, notamment en fournissant des informations non obligatoires sur l'adaptation, la réduction des risques de catastrophe et tout autre élément qu'ils jugent important. Des procédures d'examen plus simples sont également prévues, ce qui fait espérer que davantage de parties fourniront des informations précises pour alimenter le bilan mondial, améliorant ainsi la probabilité que la COP puisse baser ses décisions sur les meilleures données disponibles.

À travers les délégations de l'Union européenne à l'étranger et sa Facilité d'appui, l'AMCC+ est prête à fournir aux pays qui le demandent le soutien nécessaire pour renforcer leurs capacités à participer pleinement aux nouveaux systèmes de notification et d'examen.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'avenir du Sahel

15 novembre 2021 - 15 novembre 2021

La masse terrestre de 3 000 km2 qui jouxte le sud du Sahara, la région du Sahel et les pays limitrophes constitue l'une des bandes de terre les plus pauvres et les plus dégradées de la planète. Le Sahel s'étend du Sénégal à l'Érythrée et à Djibouti, sur la mer Rouge. Dans cette zone semi-aride, le changement climatique est déjà une réalité. L'augmentation des températures devrait y être 1,5 fois plus importante qu'ailleurs dans le monde. La vulnérabilité des populations démunies au changement climatique est encore aggravée par leur forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, pour leur sécurité alimentaire comme pour leurs moyens d'existence.



Cette région est déjà le théâtre de crises humanitaires chroniques dues aux sécheresses récurrentes, aux inondations, à l'insécurité alimentaire, aux épidémies et aux conflits violents. Le raccourcissement de la saison des pluies, l'allongement de la saison sèche et la désertification intensifient la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles limitées et réparties de manière inégale. D'où une aggravation des conflits. En juillet 2021, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR) a déclaré que 3 millions d'habitants avaient fui leur pays à la suite de l'intensification des conflits, dans une région allant de l'Éthiopie au Burkina Faso. Dans le Sahel occidental, 2 millions de déplacés sont en outre dénombrés rien qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En août 2021, le Programme alimentaire mondial a averti que, dans ces trois pays, 14,5 millions d'habitants avaient besoin d'une aide alimentaire urgente.

Par le biais de programmes tels que l'UE AMCC+, l'Union européenne a apporté un soutien important au renforcement de la résilience sociale et environnementale au changement climatique. La région – et même le monde – a en outre placé ses espoirs d'un avenir durable dans une initiative ambitieuse, portée par l'Afrique, visant à construire un « mur végétal » sur toute la longueur du Sahel. La Grande muraille verte (GMV), lancée en 2007, était initialement axée sur le reboisement. L'initiative a évolué et inclut désormais un ensemble complexe d'outils écologiques, sociaux et économiques et de partenaires visant à créer une « mosaïque d'écosystèmes verts et productifs » capables de s'adapter pour faire face aux aléas climatiques et aux événements météorologiques extrêmes. L'UE a promis d'affecter au moins 80 millions d'euros pour soutenir la restauration de 100 millions d'hectares de terres dégradées, la séquestration de 250 millions de tonnes de carbone et la création de 10 millions de nouveaux emplois verts.

En 2020, les Nations unies ont indiqué que l'objectif de restauration des terres fixé par la GMV pour 2030 était très loin d'être atteint, 4 millions d'hectares seulement ayant été restaurés. Le manque de financement et un déploiement trop limité comptent parmi les principaux défis. Lors du One Planet Summit de janvier 2021, les bailleurs ont promis de lever 14,3 milliards de dollars (11,8 milliards d'euros) au cours des cinq prochaines années pour aider le continent à passer à une gestion des terres durable et intégrée. L'amélioration du développement agricole et rural, la sécurité alimentaire, la conservation de la biodiversité et une utilisation plus durable des ressources auront aussi un effet favorable sur une série de facteurs clés à l'origine des conflits et des migrations. La mise en œuvre réussie de la GMV n'est donc pas uniquement une priorité pour l'Afrique, mais aussi pour le monde entier.

Lien:

Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°8: Quel est l'avenir du Sahel ?

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'impact du coronavirus sur le financement de l'action climatique

19 janvier 2021 - 19 janvier 2021



A l'heure où il est plus urgent que jamais d'augmenter le financement de l'action climatique, il peut sembler catastrophique que les sources de financement public de la lutte contre le changement climatique se tarissent. Dans cette édition, nous passerons en revue les nombreuses raisons de considérer avec optimisme l'avenir du financement de l'action climatique, en particulier à l'ère post-COVID-19.

La capacité des gouvernements à réunir des montants colossaux pour l'aide d'urgence prouve qu'avec la volonté nécessaire, il est toujours possible de lever des fonds. La probabilité scientifique d'une grave pandémie de grippe est connue depuis des dizaines d'années. En 2015, une commission créée par la National Academy of Medicine américaine après l'épidémie d'Ebola a estimé qu'un investissement mondial de 4,5 milliards de dollars permettrait de minimiser les risques de future pandémie. Mobilisés en partie seulement et trop tardivement, ces fonds paraissent bien insignifiants face au coût total de la réponse à la COVID. En juin 2020, les plans de relance face à la COVID-19 avaient à eux seuls dépassé les 15 000 milliards de dollars.

Depuis 2016, l'Agence internationale de l'énergie plaide pour des investissements annuels à hauteur de 1 500 milliards d'ici 2030 rien que dans le secteur de l'énergie pour répondre aux objectifs de l'accord de Paris. En 2018, cependant, les flux totaux de financement de l'action climatique ont atteint 579 milliards de dollars, dépassant ainsi pour la première fois la barre des 500 milliards – un chiffre qui reste bien en-deçà des niveaux requis. Si la COVID-19 a bien prouvé une chose, c'est que le coût de l'inaction dépasse largement celui de l'action.

L'ampleur des financements disponibles offre l'opportunité de rendre irréversible la transition écologique, un objectif que le plan de relance Next Generation EU, à hauteur de 1 800 milliards d'euros, entend bien atteindre. Ce train de mesures est axé en priorité sur la neutralité climatique et la numérisation, conformément à la voie déjà tracée dans le pacte vert pour l'Europe, et définit un point de départ à suivre.

La COVID-19 n'a pas affecté tous les pays et toutes les communautés de manière égale. En effet, les chocs externes, comme le changement climatique et le coronavirus, touchent plus durement les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables et exacerbent les inégalités préexistantes. Dans un monde déjà frappé par les impacts irréversibles du changement climatique, les perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement mondiales causées par la pandémie ont entraîné la perte d'environ 495 millions d'équivalents temps plein, le plus souvent des emplois mal rémunérés. En 2020, la Banque mondiale estime que bon nombre des acquis en matière de développement engrangés depuis 1990 seront anéantis, tandis qu'environ 150 millions de personnes replongeront dans l'extrême pauvreté.

Avant la COVID-19, de nombreux pays à faible revenu étaient déjà extrêmement endettés et pouvaient difficilement soutenir les ménages et secteurs vulnérables, sans parler de contribuer aux investissements en faveur du climat. Les 1 000 milliards de dollars dégagés par la communauté internationale pour soutenir la relance post-COVID dans les pays à faible revenu seront accordés en priorité à bon nombre de pays qui sont aussi les plus vulnérables face au changement climatique. Avec les pays les moins développés et de nombreux petits États insulaires en développement, les partenaires du développement devraient insister pour que cette relance réponde aux objectifs de résilience et de croissance durable et soutenue.

Dans une perspective d'avenir, les fonds de relance investis dans des objectifs de réduction des émissions de carbone et de résilience climatique partout dans le monde devraient être comptabilisés comme des financements de l'action climatique. Après la crise financière et économique de 2008–2009, la Chine et les États-Unis ont investi massivement dans l'énergie éolienne et solaire dans le cadre de leurs plans de relance, réduisant ainsi sensiblement le coût de ces technologies. Durant plusieurs années, des flux de financement de l'action climatique plus élevés que la moyenne ont été enregistrés. Et, aujourd'hui, le résultat est que les énergies éolienne et solaire sont au même prix que l'électricité conventionnelle.

Les États devraient anticiper la croissance des niveaux de financement de l'action climatique. Pour ce faire, les gouvernements peuvent déployer des politiques robustes et des instruments de gestion des finances publiques : investissements directs, financements mixtes, partenariats public-privé, taxonomies, tarification du carbone... Au titre de la coopération internationale, les partenaires du développement se doivent d'atteindre l'objectif de financement de l'action climatique à l'horizon 2020, en toute transparence et dans les délais.

Enfin, les flux internationaux de financement de l'action climatique doivent continuer à augmenter, même si les budgets d'aide publique au développement (APD) sont convoités par des ministères et agences nationaux obligés de se serrer la ceinture. Les objectifs d'APD sont liés aux objectifs de revenu national brut (RNB) et, compte tenu de l'effondrement de ce dernier en 2020, de nombreux pays en développement peuvent s'inquiéter de voir fondre le financement de l'action climatique. Une telle baisse est impensable, car le fragile système climatique dont nous dépendons tous repose sur le déploiement du développement durable partout dans le monde.

Il ne fait aucun doute que la relance offre l'opportunité d'augmenter les financements en faveur du climat et de renforcer l'action climatique. Il revient aux gouvernements de la saisir.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

L'UE AMCC+ : la presse en parle – Le Zimbabwe montre l'exemple

25 janvier 2022 - 25 janvier 2022

L'année dernière, M. Bartholomew Chataika a visité le site du projet « technologies intelligentes face au climat » dans le district de Rushinga, dans le nord-est du Zimbabwe. Les terres de la région étaient dégradées par la sécheresse à cause du manque d'eau. Mais aujourd'hui, grâce au forage de sept puits, les cultures maraîchères et la culture d'arbres fruitiers se portent magnifiquement bien. »

> « Le projet s'érige en véritable modèle pour améliorer les connaissances sur le changement climatique et faciliter leur mise en pratique. Il démontre clairement que cette initiative était nécessaire et que les habitants en sont demandeurs, d'autant qu'ils bénéficient depuis lors des informations de l'Union européenne et la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA), parallèlement à l'assistance offerte par le projet, » explique M. Chataika.



©CCARDESA/GCCA Project - The Chronicle

Bartholomew Chataika est responsable du projet de l'UE AMCC+ au Zimbabwe qui vise à harmoniser la mise en œuvre de la recherche et du développement agricoles dans la région. Ce projet est mis en œuvre par la Fondation Grow a Tree, avec le soutien du Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA).

L'utilisation de l'eau des puits permet d'atténuer efficacement les effets du changement climatique et de faire pousser les légumes et les arbres fruitiers pour résoudre les problèmes des villageois liés à la faim, la nutrition et aux revenus.

> « Après notre arrivée sur le terrain, nous avons été rejoints par plusieurs organisations qui nous ont prêté main forte. Des banques ont ainsi financé l'érection d'une clôture autour du site du projet et pris en charge l'assurance-vie des bénéficiaires. Ce modèle incite d'autres organisations à intervenir et à nous aider. Elles jugent en effet l'initiative crédible et pertinente, les fonds étant directement octroyés au fournisseur de services. Une ambassade est même en train d'aménager un village-modèle à proximité du site du projet, » ajoute-il.

Le projet de Rushinga est déployé sur une superficie de 3,5 hectares, dont 1,5 hectare irrigué au goutte-à-goutte. Les légumes produits dans le cadre du projet sont vendus aux écoles des environs, un marché facile pour la vente de produits frais. Les bénéficiaires ont reçu une formation en agronomie et une éducation financière afin de pouvoir assurer une bonne gestion du projet.

Lire l'article:

- Le projet du CCARDESA/AMCC dépasse les attentes au Zimbabwe

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+ au Liberia : Renforcement des capacités pour le traitement des déchets

18 août 2021 - 18 août 2021

Le projet du programme de Cities Alliance au Liberia, financé par l'UE, octroie des micro-crédits à 20 entreprises communautaires qui vont de maison en maison pour collecter des déchets solides et à 1 petite/moyenne entreprise (PME) qui collecte les déchets dans les entreprises et d'autres organisations.

Les déchets solides, tels que le plastique, le verre, les métaux et les déchets alimentaires biodégradables émettent du méthane et d'autres gaz nocifs qui sont rejetés dans l'atmosphère – des émissions responsables du réchauffement planétaire et des changements climatiques. Depuis 2018, ce projet s'emploie à renforcer les capacités des institutions publiques et des collecteurs locaux de déchets solides afin de les aider à améliorer le traitement des déchets solides dans le district de Greater Monrovia, qui comprend la capitale Monrovia, Paynesville et 10 municipalités voisines.



En décembre 2021, lorsque ce projet touchera à sa fin, la facilité de prêt sera gérée par le ministère libérien de l'intérieur, en collaboration avec l'Agence de protection environnementale, Monrovia City Corporation, Paynesville City Corporation, l'Association nationale des entreprises communautaires (National Association of Community Based Enterprises, NACOBE) et Ecobank.

Liens

- **Assistance technique de l'UE à l'Agence libérienne de protection environnementale – Newsletter**
- Interview sur le traitement des déchets au Liberia
- Liberia: un petit pays s'attaque à bras le corps à la mauvaise gestion des déchets

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle : encourager les journalistes à faire entendre la voix des agriculteurs au Ghana

11 janvier 2022 - 11 janvier 2022

Dans le cadre du projet LEAN financé par l'UE AMCC+, Rainforest Alliance (RA) assure la formation de la Ghana Agricultural and Rural Development Journalists Association (GARDJA), à Accra. Organisé dans ce contexte, l'atelier « Ensuring People and Nature Thrive in Harmony » avait pour objectif de présenter les activités de certification de Rainforest Alliance aux journalistes.



©Rainforest Alliance Ghana - Participants in photo section with the resource persons

Le programme de certification de Rainforest Alliance définit une vision à long terme pour l'avenir. RA travaille avec des millions d'agriculteurs, ainsi qu'avec des communautés sylvicoles du monde entier afin de promouvoir des pratiques durables et intelligentes face au climat, tout en améliorant leurs moyens de subsistance. Ces deux éléments sont essentiels pour renforcer la résilience des exploitations et des agriculteurs, mettre fin à la déforestation et développer la biodiversité.

La certification Rainforest Alliance présente plusieurs avantages pour les agriculteurs qui en bénéficient. Ces derniers s'engagent à produire selon les normes fixées par RA, qui leur garantissent une meilleure productivité, tout en défendant les droits humains et en les aidant à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter. Dans les régions tropicales, les communautés agricoles et sylvicoles éprouvent au quotidien des difficultés à couvrir leurs besoins fondamentaux. Si nous voulons assurer un avenir plus durable à l'humanité, il faut impérativement rompre le cycle de la pauvreté rurale et s'attaquer aux conséquences qui en découlent pour les populations et la nature. Nana Yaw Reuben, de la Ghana Agricultural and Rural Development Journalists Association (GARDJA), a exhorté les journalistes à toujours s'efforcer de donner la parole aux agriculteurs en attirant l'attention sur les enjeux qui les concernent.

Le projet LEAN est financé à hauteur de 4 millions de dollars par l'Union européenne dans le cadre de son initiative phare AMCC+. Il couvrira la période de 2020 à 2024 (48 mois).

Lire les articles

- Rainforest alliance empower journalists to help boost agriculture
- Rainforest Alliance trains members of GARDJA on Climate Smart Agriculture
- Ghana: "LEAN" project the preservation of biodiversity

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle : financement régional de l'UE en faveur d'initiatives écologiques à Trinité-et-Tobago

9 mai 2022 - 9 mai 2022

Trinité-et-Tobago (TT) a la possibilité d'accéder à un financement régional de l'Union européenne (UE). Ce financement est destiné à des investissements dans des initiatives liées à la protection de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique.

> À l'occasion d'une réunion avec l'ambassadeur de la délégation de l'UE, Peter Cavendish, Camille Robinson-Regis, ministre de la Planification et du Développement de TT, a déclaré qu'ils avaient convenu « de poursuivre leur collaboration afin d'explorer de manière intensive le financement et l'assistance technique du fonds régional en vue de développer des projets visant à renforcer l'économie verte, l'économie numérique, les ressources en eau, la revitalisation de l'industrie du cacao et l'innovation à TT. »

> Et d'ajouter : « Surnommé le "carburant du futur", l'hydrogène vert constitue l'un des principaux domaines que notre gouvernement explore activement dans le cadre de la transition mondiale vers une énergie durable et des économies à émissions nettes nulles. Les travaux entamés avec l'UE dans ce domaine contribueront donc à la réalisation des objectifs que se fixe TT en matière de transition énergétique. »

Le nouveau cadre de coopération entre l'Union européenne et ses partenaires, « 2021 à 2027 : instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI) », est axé sur le soutien aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour financer des projets dans des secteurs essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable, tels que l'énergie durable, l'environnement, la gestion de l'eau, les transports, les services sociaux inclusifs et le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME).

TT bénéficie également de deux grands projets AMCC+ de l'UE : un projet de 2,4 millions d'euros qui a permis de doter 12 bénéficiaires de panneaux solaires photovoltaïques (PV) ; et un projet d'installation d'un système de panneaux solaires à l'échelle commerciale, à hauteur de 4 millions d'euros, via un parc solaire à l'aéroport international de Piarco, et dont la capacité de production annuelle est de 1 443 830 kilowattheures (kWh).

Les médias de Trinité-et-Tobago couvrent le sujet en publiant divers articles et podcasts sur le sujet.



Lire les articles

- Ministry: T&T eligible to access €800 million via EU regional fund
- Planning Minister: Trinidad and Tobago can access Euros from 800m fund

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle - Gambie: Restauration du Parc forestier de Dobo

23 novembre 2021 - 23 novembre 2021

L'ONG locale 4H Gambia a reçu un financement au titre du projet AMCC pour des zones côtières et maritimes résilientes face au changement climatique, afin de protéger le Parc forestier de Dobo et de favoriser la reforestation de la zone.



Ce projet, d'une durée d'un an, sera mis en œuvre dans le Parc forestier de Dobo dans le district de Central Baddibu, dans la région de North Bank. Ce projet aidera les 8 communautés alentour du parc à gérer cette zone de manière appropriée et à restaurer et protéger ainsi le couvert forestier.

Alieu Ceesay, directeur national de 4H Gambia, explique que le projet poursuit trois objectifs : accélérer la reforestation du Parc forestier de Dobo et encourager ces communautés à s'associer à la reforestation et à la gestion en mettant en œuvre des initiatives visant à leur assurer des moyens d'existence durables.

Lire l'article:

- 4H Gambia And EU GCCA+ Committed To Restoration Of Dobo Forest Park

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle : lancement d'un réseau de surveillance des effets du changement climatique le long du fleuve Gambie

26 janvier 2022 - 26 janvier 2022

Au cours d'une cérémonie organisée dans la réserve naturelle d'Abuko, l'Institut européen de recherche (ERI) a inauguré un réseau destiné à atténuer et à surveiller les effets du changement climatique le long du fleuve Gambie. Financé par le programme AMCC+ de l'UE, ce réseau a pour objectif d'améliorer l'efficacité de la collecte et de la transmission des données à l'Agence nationale pour l'environnement, afin de renforcer la surveillance de la côte protégée le long du fleuve Gambie.

> « L'une des principales composantes du projet actuel de l'AMCC + consiste à collaborer avec les communautés, car nous sommes tous concernés par les effets du changement climatique. Il est donc essentiel de mener des actions de sensibilisation et de travailler à tous les niveaux sur les questions liées au changement climatique », a déclaré Evangelina Blango, responsable du programme de l'UE.



Pour sa part, Momodou Lamin Gassama, directeur du département des parcs et de la vie sauvage, a ajouté que le changement climatique revêtait une dimension essentielle dans les zones côtières, dans la mesure où près de 90 % de toutes les zones protégées sont situées dans ces régions.

Lire les articles

- ERI inaugurates project to mitigate effect of climate change
- The Gambia integrated coastal zone management

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle : Nigeria - Développement d'un modèle d'exploitation agroforestière résilient pour la production de karité

4 octobre 2021 - 4 octobre 2021



©Global Shea Alliance - Global Cosmetics News

« **Developing a Resilient Shea Agroforestry Farm Model** » est le nom d'un nouveau projet lancé au Nigeria. Mis en œuvre sur une période de 20 mois, il est financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+). L'objectif est d'évaluer les avantages économiques et environnementaux des modèles d'exploitation agroforestière résiliente pour les communautés productrices de karité et de renforcer les capacités des acteurs afin de faciliter la reproduction de ce modèle dans la région.

> Laure Kuhn Bruma, coordonnatrice du projet de l'AMCC+ Afrique de l'Ouest, explique : « Nous sommes fiers d'investir dans ce projet qui promeut la durabilité environnementale ».

Lire l'article:

- Global Shea alliance implements pilot project on developing resilient Shea agroforestry farm model
- Video project launch

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle : résultats du projet côtier cubain mené à Ciego de Avila

29 mars 2022 - 29 mars 2022

Le projet Coastal Resilience, financé à hauteur de quatre millions d'euros par l'Union européenne (UE), par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus (AMCC+), poursuit ses travaux et a fait connaître ses résultats spécifiques concernant la restauration des établissements côtiers de la province cubaine de Ciego de Avila, l'une des plus touchées dans le pays après le passage de l'ouragan Irma en septembre 2017.



©EU GCCA+ Cuba

À Punta Alegre, plus de 20 hectares de mangroves ont été restaurés depuis 2020 et ce, malgré les difficultés liées à la situation épidémiologique. En 2022, la distribution d'équipements devrait permettre de progresser dans la réhabilitation des régions sinistrées.

La restauration des mangroves créera une barrière protectrice naturelle qui permettra de dissiper l'énergie marine en cas de phénomènes météorologiques extrêmes, d'empêcher l'érosion côtière, de réduire la salinisation des sols et d'assurer la protection de nombreuses espèces animales.

Teresa López Seijas, coordinatrice du projet, a rappelé que le Centre de gestion de la réduction des risques de catastrophes de la municipalité de Chambas a été achevé. Il s'agit du premier centre de la province, qui préfigure une vision intégrée de cette activité dans le pays, en s'associant à la collaboration de la Délégation territoriale du ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement.

Quelque 600 925 personnes bénéficieront de cette initiative, menée par le ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement, par l'intermédiaire de l'Agence pour l'environnement et de son Groupe national pour l'évaluation des risques, avec le soutien du PNUD et la participation des autorités en charge de la défense civile, de l'agriculture, des ressources hydriques et de l'aménagement du territoire.

Lire articles

- Résultats du projet côtier cubain mené à Ciego de Avila (en espagnol)
- Resiliencia Costera : solutions naturelles pour protéger la population et la côte cubaines

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle : soutien aux efforts déployés par le Ghana pour atténuer les effets du changement climatique

6 avril 2022 - 6 avril 2022

Mercy Owusu-Ansah, directrice de Tropenbos Ghana, a annoncé que son organisation allait cultiver, développer et fournir de grandes quantités de plants d'arbres à planter dans les zones de transition du pays.

> « Si nous n'y prêtons pas attention, la transition se poursuivra vers la zone de haute forêt ; nous devons donc réellement commencer à agir pour atténuer les effets du changement climatique dans le paysage », a-t-elle déclaré.

Selon elle, si davantage de plants d'arbres étaient plantés dans les zones de transition, cela favoriserait la production de cultures vivrières telles que le maïs, l'igname et le plantain. Cette opération de plantation d'arbres réalisée par l'équipe Paysages et agilité environnementale de Tropenbos s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de LEAN, un projet quadriennal financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus (AMCC+), un programme phare de l'Union européenne.

Le projet a pour objectif de s'attaquer à trois obstacles structurels qui ont historiquement entravé les efforts des gouvernements, des organisations de la société civile et du secteur privé pour mettre un terme à la dégradation des terres et à la déforestation par l'adoption d'approches paysagères.

Lire les articles

- Tropenbos Ghana to intensify efforts to mitigate climate change
- Ghana : le projet « LEAN » pour la préservation de la biodiversité

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE AMCC+, la presse en parle: Équipement pour le Suriname

22 février 2022 - 22 février 2022

La phase 2 du projet AMCC+ « Suriname Adaptation » a permis de fournir du matériel informatique et de bureau à la direction de l'Eau du ministère des Ressources naturelles et à la division de la Conservation de la nature du ministère de la Gestion des terres et des forêts.

Le ministère des Ressources naturelles, quant à lui, s'appuiera sur les éléments fournis pour renforcer les institutions afin d'améliorer la gouvernance de l'eau et la gestion intégrée des ressources en eau au Suriname.



> Reina Ormskirk, secrétaire permanente adjointe de la direction de l'Eau du ministère des Ressources naturelles du Suriname, a exprimé sa reconnaissance envers le projet AMCC+ : « La gestion intégrée de l'eau est un nouveau département du ministère des Ressources naturelles. Nous rencontrons certaines difficultés lors de l'achat de fournitures et d'équipements de bureau, mais avec l'aide de l'AMCC+, nous pouvons disposer de ce matériel dont nous avons tant besoin. Je tiens donc à remercier chaleureusement l'AMCC+, l'UE et le PNUD pour leur soutien. »

Lire les articles

Handover IT equipment and office supplies to Government Partners of GCCA+ Phase 2 Project

Vidéo : PNUD Suriname : Importance de la gestion intégrée de l'eau pour le Suriname

https://www.gcca.eu/videos/unpd-suriname-importance-integrated-water-management-suriname

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE et le PNUD financent du matériel et des véhicules pour le Suriname

17 août 2021 - 17 août 2021

Le renforcement de la résilience au Suriname, par le biais de la gestion intégrée de l'eau ainsi que de l'utilisation et de la gestion durables de l'écosystème côtier, a reçu un coup de pouce sous la forme d'un don d'équipements et de ressources logistiques au ministère des travaux publics du Suriname. Il s'agit d'un don conjoint de l'Union européenne (UE) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce soutien s'inscrit dans le cadre de la 2e phase d'un projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC +).

« Ces dernières années, nous avons eu des difficultés à recueillir des données, en raison de l'obsolescence de nos instruments et véhicules, » explique Frits Koso, chef du Service d'hydrologie au ministère.



Grâce au projet de l'AMCC+, nous pourrons réactiver 9 stations d'observation et remettre en service 23 capteurs pour la mesure de la pression de l'eau. Les instruments de mesure du niveau de l'eau ayant fait l'objet du don se subdivisent en trois catégories : Ecolog 500, Ecolog 800 et AWLS. M. Koso a en outre expliqué qu'il s'agit d'instruments pour mesurer le niveau de l'eau dans les étendues d'eaux douces, les étendues d'eaux salées, et les endroits reculés. Les données recueillies pourront en outre être téléchargées depuis le lieu de travail. »

Lire l'article :

- L'UE et le PNUD financent du matériel et des véhicules pour le Suriname (en néerlandais)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE-AMCC + en Éthiopie : formation d'experts à la codification de 233 977 micro-bassins hydrologiques

12 octobre 2021 - 12 octobre 2021

Le ministère fédéral éthiopien de l'Agriculture organise, grâce au soutien de l'UE, des formations à l'utilisation de Quantum GIS et à la télédétection afin de former des spécialistes pour la codification de 233 977 micro-bassins hydrologiques en Éthiopie.



Ces formations sont financées par le projet CSM-PSNP (Climate Smart Mainstreaming approaches into the Productive Safety Net Programme, Intégration d'approches intelligentes face au climat dans le programme de filet de sécurité productif) de l'UE AMCC+ et utilisent la génération automatique des données hydrologiques combinée à leur validation ultérieure sur le terrain.

Le programme de filet de sécurité productif est l'un des programmes de développement les plus ambitieux mis en œuvre en Éthiopie. Il vient directement en aide à 8 millions d'habitants et est considéré comme un instrument essentiel de l'intégration de la résilience au changement climatique.

- Climate Smart Mainstreaming into the Productive Safety Net Programme of Ethiopia
- CSM-PSNP Ethiopia - Compte Twitter

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La comptabilité du carbone bleu, une solution d'avenir

12 avril 2022 - 12 avril 2022

Ce n'est que depuis 2009 et la publication du rapport des Nations unies intitulé « Blue Carbon. The role of healthy oceans in binding carbon » que le terme « carbone bleu » fait partie de notre vocabulaire. Cette notion est apparue dans le cadre du mouvement de mise en œuvre de l'économie bleue, en même temps que celles de « croissance bleue », de « biotechnologies bleues » et d'« obligations bleues ».

Ce concept fait référence au CO2 absorbé et stocké par les écosystèmes marins et côtiers. Dans les eaux libres, le phytoplancton joue un rôle essentiel dans la fixation du carbone, tandis que le fond de la mer assure une fonction déterminante en stockant le carbone provenant de la décomposition des plantes et des animaux.

Le même phénomène se produit le long des côtes où le CO2 participe à l'anabolisme des plantes pour produire de la biomasse par le biais de la photosynthèse. Compte tenu de leurs capacités de séquestration et de stockage, les herbiers marins, les marais salants et les mangroves sont les trois principaux écosystèmes du carbone bleu.



©EU GCCA+ Suriname Harvey Lisse/Climate Tracker

En 2015, seules les mangroves étaient recensées dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) prévues dans le cadre de la préparation de l'accord de Paris. La tendance actuelle vise à étendre la liste à d'autres écosystèmes de carbone bleu, dans la mesure où les pays côtiers accordent de plus en plus d'attention au rôle qu'ils jouent dans l'atténuation des effets du changement climatique.

Le Cap-Vert a ainsi récemment annoncé qu'il inclurait les herbiers marins dans ses CDN. En Mauritanie, la grande aire marine protégée du parc national du Banc d'Arguin contribue à hauteur de 20 % à la réalisation de la CDN du pays grâce aux herbiers marins du parc, dont la valeur est estimée à 9 milliards de dollars, pour des coûts d'exploitation annuels de seulement 1,5 million de dollars environ – soit un retour sur investissement très élevé !

Malgré la contribution significative des écosystèmes côtiers au processus d'atténuation des effets du changement climatique, à ce jour, aucun pays n'a mis en place un mécanisme officiel d'évaluation et de comptabilisation du carbone bleu. Les évaluations actuelles sont effectuées sur une base ad hoc et portent généralement sur les zones marines protégées pour en souligner l'importance. Ces évaluations ne sont plus axées sur la préservation de la biodiversité, mais sur la lutte contre les effets du changement climatique, une démarche bien plus susceptible d'attirer des financements.

À cet égard, la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) a lancé une initiative en 2020, la Boîte à outils d'évaluation de l'économie bleue, dont le but est de rendre compte de la contribution des écosystèmes bleus au développement de l'économie bleue dans les pays africains. Adaptable, entre autres, à tous les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, cet outil d'évaluation permet de comptabiliser l'ensemble des services produits par les écosystèmes bleus de manière relativement simple et peu coûteuse.

Des systèmes de comptabilité plus sophistiqués sont en cours d'élaboration, tels que le Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) des Nations unies, qui intègre des données économiques et environnementales afin de fournir une vision plus complète et polyvalente des interactions entre l'économie et l'environnement.

Des efforts doivent être déployés à court terme pour obtenir une évaluation de référence du carbone bleu des écosystèmes côtiers, de même que pour assurer le suivi de son évolution annuelle en fonction du changement de la taille des écosystèmes de carbone bleu et de leurs conditions écologiques ou sanitaires.

Liens:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La jeunesse nigériane : atout ou obstacle ?

7 septembre 2020 - 7 septembre 2020

Dans les années 1990 et 2000, les défenseurs de la justice climatique étaient souvent considérés comme des bonimenteurs de la société civile prônant des idées irréalistes. Aujourd'hui, en 2020, la justice climatique est devenue une pierre angulaire de la politique climatique. L'expression « transition juste » sous-tend l'ambition du pacte vert pour l'Europe d'arriver à une économie neutre en carbone d'ici 2050. Qu'est-ce qui a changé ?

Au-delà du casse-tête politique de la répartition du budget carbone entre les pays, le problème de l'inégalité face au changement climatique est de plus en plus perçu comme un problème d'inégalité entre les générations. Vu sous cet angle, il trouve un écho chez les jeunes du monde entier. Pour faire simple, disons que, quand ils ont le choix, les adultes d'aujourd'hui préfèrent encore se déplacer seuls dans une voiture climatisée plutôt que prendre un bus surchauffé, un train ou marcher, manger leurs légumes préférés tout au long de l'année sans se soucier de leur origine ou encore payer relativement moins cher pour une électricité issue de sources fossiles. Ils attachent plus d'importance au bénéfice direct de ces actions qu'au bien-être futur de leurs enfants et petits-enfants. Alors qu'il nous reste moins de 10 ans pour inverser la tendance et éviter les impacts les plus dévastateurs du changement climatique, des millions de jeunes considèrent que ces attitudes sont complètement dépassées et accusent les dirigeants d'aujourd'hui de leur voler leur avenir.



Prenons l'exemple du Nigéria, le pays le plus peuplé et le plus riche d'Afrique. Malgré ses abondantes ressources gazières et pétrolières, ce pays à faible revenu souffre d'une vision politique à court terme et d'une gouvernance questionnable. Sa population de 208 millions d'habitants devrait doubler d'ici 2050, tandis que sa capitale, Lagos, devrait compter pas moins de 100 millions d'habitants d'ici 2100. Aujourd'hui, plus de 60 % des Nigérians ont moins de 25 ans et 43 %, moins de 14 ans – un taux ahurissant. Ce nombre très élevé de jeunes constitue un atout majeur, pourvu qu'ils acquièrent via l'enseignement et les formations les compétences nécessaires pour devenir des générateurs de revenus soucieux du climat dans une économie à croissance rapide et en pleine modernisation. Si le changement climatique et ces nouvelles compétences ne sont pas intégrés à leur éducation, cet atout se transformera en véritable bombe à retardement sur le plan de la consommation.

Sur le plan politique, un projet majeur de loi sur le changement climatique se fait attendre depuis plus de deux ans. Des partenariats internationaux, comme la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, mettent en œuvre des programmes qui forment les diplômés universitaires, y compris les femmes, à influencer efficacement les politiques. Mais, de manière générale, c'est la société civile qui assure la sensibilisation au changement climatique, en raison du manque de financement de l'éducation.

Des organisations de jeunes, comme l'International Climate Change Development Initiative Africa (ICCDIA), prennent l'initiative au niveau local, en développant par exemple le *Teach Recycling Early Manual* sur la gestion des déchets, l'un des problèmes urbains les plus urgents au Nigéria. Une hausse des financements nationaux et internationaux pourrait aider à élargir l'offre de formations pratiques à travers le pays, renforçant ainsi la demande pour des changements plus profonds au niveau des politiques nationales alors que les adolescents deviendront des adultes. Comme le dit l'ICCDIA : « les adolescents sont l'avenir de notre monde et notre survie dépend d'eux. »

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La nature, clé de la lutte contre le changement climatique dans le Pacifique

8 mai 2019 - 8 mai 2019

Les scientifiques s'accordent sur le fait que le changement climatique est provoqué par l'homme, mais les solutions pourraient bien se trouver dans la nature. Des communautés du Pacifique ont recours à des solutions naturelles pour protéger les États insulaires vulnérables contre les pires effets du changement climatique.



« Les solutions fondées sur la nature (ou adaptation basée sur les écosystèmes) se servent des écosystèmes et de la biodiversité pour renforcer la résilience au changement climatique », explique Herman Timmermans, responsable du projet Pacific Ecosystem-based Adaptation to Climate Change (PEBACC, Adaptation au changement climatique basée sur les écosystèmes dans le Pacifique), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), basé aux Samoa. « Quand ils sont intacts et en bonne santé, les écosystèmes sont naturellement résilients : ils sont robustes et peuvent absorber plus facilement les changements. Les écosystèmes plus faibles sont moins résistants et ils peuvent mettre plus longtemps à se remettre d'un phénomène météorologique extrême ou autre effet du changement climatique. »

Les solutions fondées sur la nature seront l'une des priorités à l'ordre du jour de la prochaine réunion sur la résilience dans le Pacifique, qui aura pour thème « L'avenir des jeunes dans un Pacifique résilient » et se tiendra à l'université du Pacifique-Sud, à Suva (Fidji), au début du mois de mai. Coorganisé par l'initiative phare de l'Union européenne sur le changement climatique, l'Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ (AMCC+), et le Pacific Resilient Partnership, l'événement présentera des exemples inspirants de jeunes et de communautés qui œuvrent de manière inclusive à l'amélioration des conditions de vie et à la protection des moyens de subsistance, dans le cadre du projet de l'AMCC+ financé par l'UE Scaling Up Pacific Adaptation (SUPA, Renforcer l'adaptation au Pacifique).

« Les petites îles du Pacifique sont extrêmement vulnérables et exposées au changement climatique », affirme M. Timmermans. « Le risque est particulièrement élevé pour les atolls, car ils sont plats et leur population n'a donc pas la possibilité de se déplacer vers un endroit plus élevé. Les cyclones semblent gagner en intensité chaque année et, dans de nombreuses îles du Pacifique, l'infrastructure (lignes à haute tension, approvisionnement en eau, hébergements et écoles) est souvent exposée. Les saisons changent : les périodes sèches sont de plus en plus longues et beaucoup d'îles ne disposent pas de barrage ou de réservoir pour stocker l'eau. Elles dépendent des rivières et de petits systèmes de captage pouvant être facilement endommagés. En outre, les feux de brousse sont également plus fréquents. »

Pour relever ces défis, plusieurs projets fondés sur la nature sont en cours à travers le Pacifique. Aux Fidji, par exemple, des villageois de Nawaka, qui vivent à proximité du fleuve Nadi, sur la côte ouest, participent à un projet pilote visant à planter du vétiver sur les berges, qui ont été érodées par les inondations au fil des ans.

« Nous travaillons beaucoup avec les communautés, pour les impliquer dans les solutions fondées sur la nature », explique M. Timmermans. « Nous leur parlons du changement climatique – beaucoup n'en connaissent pas bien les aspects techniques. Elles en ont entendu parler et savent que c'est un problème, mais elles ne sont pas bien renseignées sur la façon dont il les affecte. »

La préservation, la restauration et la gestion durable des forêts, bassins fluviaux, récifs coralliens, mangroves et zones humides sont de plus en plus considérées comme des alternatives rentables aux solutions technologiques au changement climatique. Aux Samoa, le gouvernement s'est fixé l'objectif ambitieux de planter deux millions d'arbres d'ici 2020 pour restaurer les zones déboisées ou dégradées et ainsi améliorer la résilience. Activement impliqués dans l'initiative, les agriculteurs et communautés s'occupent de faire pousser les jeunes arbres dans des pépinières et de les planter.

Dans les Tuvalu, dans le cadre de l'approche « du massif au récif », des efforts sont consentis pour remédier à l'invasion d'algues envahissantes et nuisibles, causée en partie par la météo imprévisible et la sécheresse. La multiplication rapide des algues, un danger pour la santé humaine et les réserves halieutiques, constitue un problème majeur dans le lagon de Funafuti, mais les scientifiques espèrent que la plantation de vétiver le long de la côte permettra de réduire l'apport en nutriments provenant de l'agriculture qui fait proliférer les algues.

Les solutions basées sur la nature ne sont pas seulement bénéfiques pour la population, elles sont aussi judicieuses sur le plan économique. Une étude estime que, dans le monde, les mangroves permettent d'éviter 82 milliards de dollars de dommages dus aux inondations lorsqu'elles sont intactes. Et ces solutions sont aussi souvent moins onéreuses que les infrastructures lourdes. « Les digues peuvent être efficaces pour combattre l'érosion côtière à court terme, mais elles ne durent généralement pas dans le temps et peuvent avoir des effets négatifs sur l'environnement et perturber les écosystèmes naturels », affirme M. Timmermans. « Les solutions fondées sur la nature constituent une approche "sans regret" et rentable – un critère essentiel dans les pays pauvres. »

Pour certaines communautés, les solutions fondées sur la nature peuvent être la seule alternative possible sur le plan financier. À Choiseul, dans les îles Salomon, la hausse du niveau de la mer et l'érosion de la côte constituent des problèmes majeurs, mais la construction de digues est inenvisageable en raison de son coût trop élevé et du manque de ressources. À la place, les forêts humides côtières sont protégées par un programme en partie financé par l'UE, dans le cadre duquel des propriétaires terriens autochtones cèdent volontairement leurs droits d'exploitation en échange de la possibilité de créer et vendre des crédits carbone.

« En plus de protéger les côtes contre les ondes de tempête, les cyclones et la hausse du niveau de la mer, les mangroves sont une source de poisson, bois à brûler et matériaux de construction, elles abritent une biodiversité extrêmement riche et elles absorbent jusqu'à quatre fois plus de carbone que les autres types de forêts », indique M. Timmermans.

« Les îles de faible altitude sont dans une situation très délicate, mais je suis optimiste. Les solutions fondées sur la nature peuvent aider les communautés insulaires à devenir plus résilientes. Cette approche n'en est qu'à ses débuts, mais son degré d'adoption est encourageant et nous en tirons constamment de nouveaux enseignements. Le puzzle commence à prendre forme, même si nous n'avons pas encore de vue d'ensemble. Mais nous allons dans la bonne direction. »

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La reforestation des mangroves pour lutter contre la perte de biodiversité au Pakistan

15 mars 2021 - 15 mars 2021

La protection et la restauration des mangroves, aujourd'hui en déclin, sont désormais au cœur des priorités d'une des principales initiatives internationales qui s'emploient à lutter contre les effets du changement climatique mondial dans la région du delta de l'Indus, à savoir l'AMCC+, l'Alliance mondiale contre le changement climatique, le programme-phare de l'Union européenne. Le Dr Mahmood Khalid Qamar, spécialiste des mangroves au Pakistan qui a rédigé sa thèse de doctorat sur ce sujet, a déclaré à l'APP que les mangroves étaient l'un de nos meilleurs alliés dans la lutte contre le changement climatique, ajoutant que le fait que plusieurs initiatives mondiales soient lancées pour les protéger était un très bon signe.



Les mangroves se caractérisent par leur excellente capacité à absorber les gaz toxiques présents dans l'environnement et à filtrer l'air en piégeant le dioxyde de carbone et les autres gaz à effet de serre, a-t-il précisé.

Selon l'étude du Fonds mondial pour la nature (WWF) – branche Pakistan – les mangroves couvrent au total quelque 129 000 ha dans la région de l'imposant delta de l'Indus, auxquels s'ajoutent environ 3 000 ha le long de la côte du Baloutchistan (baie de Gadwar, Miani Hor et Khor Khalmat), soit plus de 600 000 hectares, pour la région du delta de l'Indus et les côtes pakistanaises. Les communautés côtières et du delta, ainsi que la vie marine et terrestre le long des côtes, sont donc tributaires de cet écosystème auquel elles sont inextricablement liées.

Les eaux essentielles du fleuve Indus qui se jettent dans le delta éponyme sont fortement polluées par divers déchets industriels et les effluents d'eaux d'égout, nocifs pour la santé. La région souffre également de l'augmentation de la salinité, due aux résidus d'engrais enrichis apportés par l'irrigation en amont.

Lire l'article

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La Régénération Naturelle Assistée pour les arbres du Niger

5 mai 2020 - 5 mai 2020

La Régénération Naturelle Assistée (RNA) est une des réponses au problème de disparition des arbres ou de diminution du couvert arboré au Niger. Dans le cadre du Projet d'Appui à la Résilience Climatique pour un Développement Agricole Durable (PARC DAD) mis en œuvre au Niger par l'**AMCC+,** de nombreuses activités de terrain visent à restaurer les terres et améliorer les capacités de production des communautés.



@EU/GCCA+ 2020 Lawali Djigo, Gaffati Project Assistant, Dan Arori village

La régénération naturelle assistée est **une technique d'agroforesterie et de reboisement qui se présente comme une alternative à bas coût pour le reverdissement des champs.** Cette technologie agroforestière consiste à protéger les espèces ligneuses poussant naturellement afin d'éviter leur destruction pendant les travaux champêtres et le pâturage, et de favoriser leur croissance (sélection des souches, greffage de variétés productives à haut rendement). **Au fil du temps, la présence du couvert arbustif ou arboré joue l'effet de brise vent et favorise la restructuration des sols. La RNA permet à la fois de protéger l'environnement, tout en améliorant les conditions d'existence des populations rurales.**

Grâce au financement de l'Union Européenne, l'ONG CONEMUND (Espagne) et ATPF (Niger) ont permis de toucher une superficie de champs près de 382 ha avec 450 paysans pilotes formés en techniques de la RNA dans les communes de Guidimouni, Gaffati et Hamdara (Région de Zinder). Une transmission des connaissances et des pratiques auprès des communautés rurales qui va bien au-delà des chiffres.



@EU/GCCA+ 2020 Zakari Ousmane Mato, Hamdara Project Assistant, Idini village

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La révolution des énergies nouvelles à Cuba

6 octobre 2021 - 6 octobre 2021

La révolution des énergies renouvelables est à l'œuvre à Cuba. Le pays s'est en effet engagé à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre en produisant, d'ici à 2030, près d'un quart de son électricité à partir de sources renouvelables. Pour cela, il s'est lancé dans un projet ambitieux visant à augmenter la production de biogaz.

Pendant des dizaines d'années, Cuba a importé à bas prix du pétrole vénézuélien pour faire fonctionner ses centrales électriques, mais la crise climatique a clairement montré que le pays devait opter pour une solution à la fois nationale et plus durable. À eux seuls, les secteurs de l'énergie et de l'agriculture sont responsables de plus de 90 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).



> « Le biogaz est extrêmement important pour assurer la sécurité énergétique de Cuba », explique Luis Cepero Casas, chercheur à la station expérimentale Indio Hatuey pour les pâturages et les cultures fourragères, qui est rattachée à l'université de Matanzas. « Premièrement, car il est à la fois produit et utilisé au niveau local. Il s'inscrit dans l'économie circulaire tout en apportant des avantages sur les plans environnemental, économique, social et énergétique. Mais il nous permet surtout de diminuer nos importations de combustibles fossiles. Selon nos estimations, le biogaz peut générer plus de 245 GWh d'électricité chaque année, ou permettre, via son utilisation, d'économiser une quantité équivalente d'énergie. »

Luis Cepero est membre d'une équipe d'experts en biogaz qui travaillent à la station Indio Hatuey. Il se concentre actuellement sur le programme de développement durable à faible intensité de carbone de l'Alliance mondiale contre le changement climatique de l'UE (UE-AMCC+). Ce projet, financé à hauteur de 4,4 millions d'euros, vise à promouvoir l'utilisation de la bioénergie dans la municipalité rurale de Marti, dans la province de Matanzas. Marti compte déjà un biodigesteur, qui vient d'être installé, et un deuxième devrait être bientôt opérationnel. Le potentiel de production de ces deux biodigesteurs est évalué à 4 500 m3 de biogaz par jour.



> « L'utilisation du biogaz s'est réellement développée à Cuba ces dernières années, » explique-t-il. « Le MUB, le mouvement des utilisateurs de biogaz, est bien implanté, un peu partout sur l'île, même si la plupart des usines à biogaz ont été installées dans les zones agricoles, au bénéfice de ce secteur. Les petites exploitations agricoles paysannes totalisent environ 98 % des biodigesteurs du pays. »

Même si des projets prévoient l'installation d'environ 500 usines de biogaz alimentées par les déchets des distilleries, des conserveries, des raffineries de sucre, des abattoirs et de l'industrie des pâtes et papiers, le ministère des mines et de l'énergie entend surtout miser sur les biodigesteurs utilisant du purin et du lisier. Mais au moins 7 000 unités supplémentaires devront être installées pour que le pays atteigne ses objectifs en matière d'énergie renouvelable.

> « Si les usines de biogaz réduisent les émissions de CO2, c'est principalement car elles reposent sur une technologie à cycle fermé. Elles ont toutefois un autre avantage majeur », explique Luis Cepero. « Elles produisent des bio-engrais, un sous-produit qui peut remplacer les engrais chimiques. L'engrais biologique produit dans les usines de biogaz est d'origine naturelle et n'émet pas de gaz polluants. En outre, aucun combustible n'est nécessaire pour en obtenir ou en fabriquer. »

Cette approche associant agroécologie et réduction des GES est précisément au cœur du programme de l'AMCC+ dans la municipalité de Marti. Celui-ci sera mis en œuvre jusqu'en 2024 et devrait cibler 22 000 bénéficiaires. En plus de promouvoir l'utilisation accrue de biogaz au sein des ménages et dans les exploitations agricoles, le projet entend aussi utiliser le biométhane pour alimenter les bus dans cette région confrontée à des problèmes d'accès en raison d'un réseau de transports publics peu développé.



> « Les petites installations familiales de production de biogaz sont faciles à construire et à assembler. Cela peut se faire au niveau local », ajoute Luis Cepero. « À Cuba, nous disposons d'une série de modèles éprouvés qui peuvent être adaptés en fonction des matériaux disponibles. De nombreuses personnes ont déjà suivi une formation à la conception et à la construction de petites installations de biogaz, même si des pénuries de matériaux de construction ralentissent parfois le processus. »

Alors que plus de deux tiers de la population cubaine utilise toujours l'électricité pour cuisiner, la production de biogaz au niveau des ménages pourrait changer les choses. Dans la ville voisine de Jovellanos, la famille Correa cuisine au biogaz depuis déjà trois ans.

> « Nous possédons un biodigesteur qu'un membre de la famille alimente chaque jour, à tour de rôle », explique Héctor Correa, qui gère l'exploitation familiale « Finca Coincidencia » avec sa femme et ses deux fils. « Le biodigesteur utilise au moins 210 kg de lisier et de fumier produits par nos vaches et nos porcs. Grâce à celui-ci, nous avons sensiblement réduit notre consommation d'électricité dans la ferme et avons ainsi économisé de l'argent. Contrairement à l'électricité, le biogaz est toujours disponible. »
>
> « Le biodigesteur produit suffisamment de gaz pour que nous puissions nous chauffer, cuisiner et garder au frais les aliments de la famille, mais notre production nous permet également de préparer repas et boissons pour la demi-douzaine de personnes qui travaillent dans notre exploitation », explique Odalis, la femme d'Héctor.
>
> Mais les avantages ne se limitent pas à cela. « Nous utilisons tous les effluents et les bio-engrais produits dans le biodigesteur pour fertiliser nos terres », ajoute Héctor. « Cela nous permet de produire en cycle fermé et d'économiser de l'argent, puisque nous ne devons plus acheter d'engrais chimiques. Les aliments que nous produisons sont donc aussi plus sains. Je suis vraiment heureux d'apporter ma petite contribution à la réduction des gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'environnement. »

De retour à la station de recherche Indio Hatuey – du nom d'un chef autochtone qui a combattu les conquistadores espagnols au début du XVIe siècle –, Luis Cepero et son équipe intensifient eux aussi leur lutte contre le changement climatique.

> « J'ai vraiment bon espoir que Cuba réussisse sa transition vers les énergies propres dans le futur », affirme-t-il. « On constate clairement que notre pays est de plus en plus sensibilisé à la nécessité d'utiliser des sources d'énergie renouvelables, aussi bien au niveau de l'État que des ménages et des habitants. Cuba possède un énorme potentiel dans le domaine des énergies renouvelables, qui ne se limite pas au biogaz mais s'étend à l'énergie solaire, éolienne, maremotrice et géothermique, en passant par la biomasse et les petites centrales hydroélectriques. En combinant toutes ces ressources, nous avons la garantie que les besoins énergétiques de Cuba seront toujours couverts. »

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La technologie et les arbres pour lutter contre le changement climatique au Bénin

5 octobre 2018 - 5 octobre 2018



Traitement des photos numériques à l'Institut géographique national
© Ecoloodi, 2018

Désiré Djomamou, directeur des équipements géodésiques et de la cartographie à l'Institut géographique national du Bénin, explique : « Dans les années 1960, à l'époque du dernier exercice national de cartographie, des forêts denses recouvraient encore le nord du pays. Mais ces anciennes cartes ne reflètent plus la réalité actuelle - ces forêts ont disparu, victimes du développement socio-économique. Nous avons vraiment besoin de cartes actualisées pour mesurer l'impact du développement. »

Au total, 15 500 photos aériennes, couvrant l'ensemble du Bénin, ont été prises. Certaines ont été utilisées pour créer des modèles topographiques en 3D. S'appuyant sur l'expérience de projets similaires menés au Sénégal et au Burkina Faso, le projet a constitué une équipe de 45 locaux qui ont bénéficié d'une formation au traitement et à l'analyse de ces photos. Un département de l'Institut géographique national a été spécialement aménagé pour ce volet du projet.

« Nous intégrons toutes les données des photos aériennes et nous y ajoutons des informations supplémentaires en utilisant les connaissances locales », explique Elodie Dubois, responsable de l'atelier de cartographie numérique. « Nous nous entretenons avec les maires, les autorités du district et les chefs de village. Ils nous indiquent les noms des lieux dans leur région, et nous renseignent sur les différentes infrastructures telles que les écoles, les centres de santé et les routes. Nous disposerons ainsi d'une bonne vue d'ensemble. »

Une fois la base de données enrichie d'un ensemble complet de cartes numériques, le projet a pu se lancer dans l'identification et le reboisement des tronçons de forêts-galeries les plus dégradés. Au total, 80 hectares de berges de l'Ouémé et de ses affluents ont été reboisés, avec la plantation de plus de 190 000 arbres. Ceux-ci sont plantés en bandes d'environ 25 mètres de large, sur les deux berges du fleuve.

« J'ai travaillé pendant deux ans sur le projet de forêts-galeries », explique Pierre Bocco Amoussou, pépiniériste du district de Zangnanado au sud du Bénin. « Nous cultivons des espèces d'arbres indigènes tels que Ceiba, Triplochiton, Xylopia, Kola et Milicia. Une fois que nous avons cultivé les semis dans la pépinière, nous apprenons aux volontaires des villages à les planter et à assurer le travail de suivi nécessaire. »

Les femmes jouent un rôle clé dans la réussite du projet. 7 000 membres de 13 communautés riveraines ont été formés à la gestion des inondations – parmi lesquels près de 3 000 femmes. « Le projet va bien au-delà de la restauration forestière », explique Symphorien Missegbetche, maire de Zangnanado. « Le projet aide les femmes à générer des revenus supplémentaires, et lorsqu'elles parviennent à gagner plus d'argent, elles participent à la sécurité alimentaire.

https://www.youtube.com/watch?v=OYCKKXvyF5fw&t=2s

http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/ourstories/agri--et-aquaculteurs-font-face-au-changement-climatique-au-beni.html



Atelier de formation pour de futurs analystes de photos numériques au niveau local ©PNUD

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La vision à long terme du Rwanda pour une croissance verte

23 juin 2021 - 23 juin 2021

Dans bon nombre de pays en développement, les mesures en matière de changement climatique et de durabilité sont considérées comme des compléments superflus ou inabordables au regard de la recherche de résultats immédiats dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de l'amélioration du niveau de vie et de la croissance économique. Ainsi, à cause des contraintes pesant sur les finances publiques et d'une connaissance limitée des opportunités offertes par une croissance verte et résiliente au changement climatique, certaines administrations continuent à rechercher un développement fondé sur les sources d'énergie à combustible fossile, polluantes et rendues artificiellement peu coûteuses, et sur la surexploitation des terres et des autres ressources naturelles.



L'approche du développement qui a été adoptée par le Rwanda et intégrée dans sa CDN se fonde sur une vision à long terme qui attache de l'importance à la santé et à la productivité des terres et des écosystèmes naturels. Depuis 2011, sa *Stratégie de croissance verte et de résilience au changement climatique*, un document exhaustif, a aidé à organiser et à identifier les liens entre adaptation et atténuation entre les divers secteurs. Fondée sur les politiques existantes et les enseignements tirés, la CDN initiale du Rwanda est un bon exemple de la manière dont un gouvernement peut intégrer le changement climatique et la durabilité dans son programme de développement national dans le but de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens de subsistance, de protéger les ressources naturelles et les écosystèmes ainsi que développer l'économie. La récente visite de Cotonou à Kigali visant à partager une approche locale du changement climatique, organisée par l'UE AMCC+, a montré l'intérêt suscité par l'approche rwandaise.



La CDN indique que le Rwanda est densément peuplé, très vulnérable au changement climatique et fortement dépendant des cultures pluviales, à la fois pour ses moyens de subsistance et pour les exportations, essentiellement de thé et de café. En toute logique, le renforcement de la résilience dans les secteurs de l'affectation des terres et de la gestion de l'eau est traité en priorité. De plus, ces deux secteurs sont considérés comme faisant partie intégrante de l'objectif de mise en place de la sécurité énergétique et d'un approvisionnement en énergie à faible intensité de carbone, en appui au développement d'une industrie verte et d'un secteur touristique durable.

Le Rwanda a utilisé des analyses de données approfondies afin d'estimer son potentiel en termes d'atténuation et de quantifier ses contributions conditionnelles et inconditionnelles à l'atténuation dans sa première CDN. En 2020, le pays figurait parmi les premiers à soumettre une version actualisée de la CDN qui répond à ces objectifs en donnant le détail des entités de mise en œuvre, des calendriers, des financements requis, des interconnexions et des synergies entre les différents secteurs et composantes. Pour le secteur des transports, par exemple, le Rwanda vise l'atténuation en réduisant les émissions par des incitations fiscales, la mise au rebut des véhicules vétustes et, en même temps, en collaborant avec les réseaux d'autobus et en faisant la promotion du programme de véhicules électriques en parallèle à une approche climatiquement résiliente des infrastructures routières.

Étant donné qu'ils tirent parti des possibilités offertes par l'intégration du changement climatique, la CDN du Rwanda peut être interprétée comme un plan de développement vert. De plus, le gouvernement a rendu prioritaire l'établissement de moyens plus efficaces pour mesurer, rapporter et contrôler les efforts qu'il accomplit pour combler les écarts au niveau des mesures et des ressources financières. Le Rwanda veut progresser rapidement, en étudiant comment atteindre ses objectifs conditionnels à l'aide d'un mélange adéquat et d'une utilisation efficace des financements climatiques, des nouveaux mécanismes de marché et de l'appui des donateurs internationaux.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

La voie du Tchad vers une économie résiliente au changement climatique

30 janvier 2018

Le Tchad est un point névralgique du changement climatique : ce pays est durement touché par les sécheresses et les inondations, liées à un climat toujours plus extrême. Un rapport souligne l'aide octroyée par l'AMCC+ en vue de permettre au Tchad d'élaborer des plans de déploiement des énergies renouvelables et de mettre en œuvre une réponse nationale aux effets extrêmement dévastateurs du changement climatique.



Un rapport à mi-parcours publié en 2017 expose au grand public l'aide apportée par le projet de l'AMCC+ au Tchad pour la mise sur pied d'une économie résiliente au changement climatique et à faibles émissions de carbone. À ce jour, les réalisations de cette initiative de l'UE, d'une valeur de 8 millions €, sont les suivantes : calcul des facteurs d'émission de dioxyde de carbone du réseau électrique du pays, élaboration de plans de déploiement des énergies renouvelables dans une douzaine de régions, et mise au point d'une base de données sur le changement climatique liée à une appli mobile. Le rapport évoque en outre quatre projets pilotes sur le terrain visant à travailler sur la diversification de l'agriculture, la dégradation des sols, la gestion des ressources et l'éducation en matière de changement climatique.

Liens:

Projet Adaptation aux Effets du Changement Climatique et Développement des Énergies Renouvelables au Tchad
https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community/documents/mi-term-report-project-adaptation-aux-effets-du-changement-climatique-et-de-developpement.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Labutta : désormais nous comprenons l'importance des mangroves L'Alliance contre le changement climatique au Myanmar contribue à l'adaptation

21 février 2019 - 21 février 2019

Labutta, au cœur du delta de l'Irrawaddy, est l'une des villes qui ont été frappées par le cyclone Nargis, il y a dix ans. Ce cyclone dévastateur de quatrième catégorie a balayé le golfe du Bengale, créant des ondes de tempête qui ont ravagé les champs et les cultures, et détruit des milliers d'habitations. Au total, 2,4 millions de personnes ont été déplacées et plus de 138 000 ont perdu la vie.



Oo L'abri multifonction de Yin Kone protège les habitants lors d'inondations et de phénomènes météorologiques extrêmes.

Dix ans après la pire catastrophe naturelle de l'histoire du Myanmar, de nombreux villages de basse altitude n'ont toujours pas d'abris contre les tempêtes, de système d'alarme ou de plan d'évacuation et de site sûr facilement accessible en cas de nouvelle catastrophe naturelle. L'Alliance contre le changement climatique au Myanmar a financé la construction d'un abri multifonction contre les cyclones dans un village plus grand, une intervention identifiée comme prioritaire à la suite d'une évaluation de la vulnérabilité au changement climatique de Labutta, ainsi que la planification de l'adaptation de la région en consultation avec les communautés et les autorités locales. Une telle planification est aussi requise dans de nombreux autres villages du delta de l'Irrawaddy.

La reconstruction des mangroves le long de la côte est une initiative de renforcement de la résilience qui progresse bien. Elle est un exemple de solution d'adaptation basée sur l'écosystème.
« Nous sommes nés ici, donc nous voulons pouvoir continuer à y vivre. Désormais, nous comprenons l'importance des arbres et des mangroves, et de ne pas les couper pour en faire du bois de chauffage. » Ohn Myint, agriculteur et président du comité de la mangrove de Thin Gar Lay, est fermement convaincu que des programmes d'adaptation sont nécessaires dans la région, pour planifier les interventions liées au changement climatique et enrayer une possible migration vers les villes à la recherche de moyens de subsistance alternatifs. Les changements dans les précipitations et la hausse des températures – une tendance de plus en plus notable à Labutta – affectent les moyens de subsistance actuels, qui dépendent du climat (agriculture, aquaculture et mangroves).

La vulnérabilité économique qui résulte des inondations ou des catastrophes naturelles peut aussi inciter des familles à emprunter et les faire ainsi entrer dans un cycle d'endettement. Zaw Min, une villageoise qui vit de la pêche, déclare : « *Si nous n'attrapons pas assez de poissons pour nourrir notre famille, nous devons emprunter de l'argent. C'est difficile, car nous ne pouvons pas acheter de riz ou d'autres produits devenus trop chers en raison du manque de production dans la région dû aux inondations.* »

Il y a deux fronts de salinité à Labutta : un front permanent, en-deçà duquel la terre et les eaux souterraines sont salées, et un front saisonnier, en-deçà duquel la terre et les eaux souterraines sont salées durant la saison sèche. La ville étant située sur les berges du fleuve Irrawady, ses 315 000 habitants dépendent de la culture le long des plaines inondables. Mais, depuis le passage du cyclone Nargis, de nombreuses communautés ont toujours du mal à se relever. Les précipitations annuelles totales dans la région de Labutta devraient augmenter, en conséquence de l'intensification des pluies durant la mousson, comme le suggèrent les modélisations. En revanche, les modifications des précipitations durant les saisons chaude et fraîche sont incertaines, les résultats variés des modélisations allant d'une hausse à une baisse. Les vents violents et les cyclones devraient aussi augmenter, en raison de la hausse des températures, de l'humidité et d'autres facteurs. La salinité constitue également un défi majeur.

À propos de l'AMCC+
L'AMCC (www.gcca.eu) est une initiative climatique phare en faveur des pays vulnérables. Financée par l'Union européenne en 2008, elle soutient 70 interventions d'envergure nationale, régionale et internationale, dans plus de 60 pays (dont 37 des pays les moins avancés et 36 petits États insulaires en développement). En 2020, les investissements totaux de l'AMCC+ s'élèveront à 750 millions d'euros, en faisant ainsi l'une des principales initiatives climatiques au monde.



Oo Le village de Yin Kone, dans le delta de l'Irrawaddy.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Des bicyclettes pour des bénévoles en Gambie

6 février 2023 - 6 février 2023

Les observateurs côtiers communautaires bénévoles mis à contribution lors d'événements organisés dans les réserves naturelles de Tendaba et d'Abuko, dans le cadre du projet de l'UE AMCC+ en Gambie pour des zones côtières et marines résilientes sur le plan climatique ont reçu des bicyclettes pour faciliter leur travail.

Samba Jawo, coordinateur national du European Research Institute (ERI) a félicité les bénévoles pour leurs services de surveillance de quatre cellules dans des villages des régions Lower River et West Coast. Ces observateurs assurent ces services à titre bénévole dans le cadre du projet CONNECTING (Coastal Observer Network for Monitoring the Effects of Climate Change along The Gambia River).

L'ERI a distribué des bicyclettes aux bénévoles en partenariat avec Makasutu Wildlife Trust (MWT) et Sahel Wetland Concern (SWC) afin d'améliorer les activités de surveillance et de collecte de données dans les cellules de Tendaba, Bomako, Bonto et Bintang.



Photo: ThePoint.gm

Lire les articles

- ERI and partners distribute bicyles to CONNECTING Projet volunteers (L'ERI et ses partenaires distribuent des bicyclettes aux bénévoles du projet CONNECTING)

Liens

- Vidéo : Sauver la zone côtière en Gambie
- Un appel à participer activement à la gestion des zones côtières en Gambie

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'AMCC+, la presse en parle : Lancement du projet « Un chemin jamaïcain des collines à l'océan »

1 février 2023 - 1 février 2023

« Un chemin jamaïcain des collines à l'océan » est un projet d'adaptation au changement climatique cofinancé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus de l'UE (à hauteur de 4,9 millions d'euros) et le gouvernement de la Jamaïque (1,9 million d'euros).

Le Covid-19 a retardé le lancement du projet, initialement prévu en novembre 2020 qui va enfin voir le jour dans quatre unités de gestion des bassins versants (UGV) de la Jamaïque – l'UGV Wag Water et l'UGV Rio Nuevo à St Mary, et l'UGV Rio Bueno et l'UGV White River à St Ann et Trelawny.

L'objectif global du projet est de renforcer la résilience au changement climatique et de réduire la pauvreté en protégeant les moyens de subsistance. Une évaluation écologique rapide a été réalisée par l'University of The West Indies (UWI) dans toutes les zones d'extension afin de déterminer les types d'intervention requis et d'adapter les ressources aux besoins identifiés.



Lire l'article

Gov't partners with EU on climate change adaptation project (Un projet d'adaptation au changement climatique mené par le gouvernement jamaïcain et l'UE)

Lien

- https://www.youtube.com/watch?v=54PlVcmlDUY

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Le baromètre 6 de l'UE AMCC+: Le financement de l'action climatique

27 janvier 2021 - 27 janvier 2021

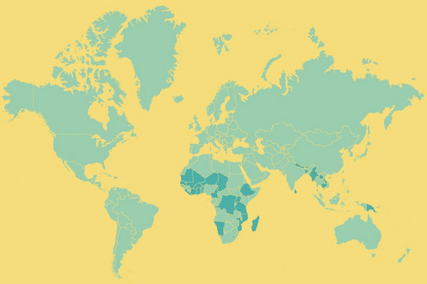
Le Baromètre n°6 de l'UE AMCC+: Le financement de l'action climatique

LE BAROMÈTRE DE L'UE AMCC+

L'AMCC/UE AMCC+ ET LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

- 49 PAYS
- 45 PROJETS
- 284 MILLIONS D'EUROS
- 50 % DE L'ALLOCATION TOTALE

PAYS D'INTERVENTION



BANGLADESH, BÉNIN, BHUTAN, BURKINA FASO, CAMBODGE, CAMEROUN, ÎLES COOK, CÔTE D'IVOIRE, DJIBOUTI, RDC, ÉTHIOPIE, GHANA, GUINÉE-BISSAU, HAÏTI, KIRIBATI, RDP LAO, LESOTHO, LIBERIA, MADAGASCAR, MALDIVES, MALI, ÎLES MARSHALL, MAURITANIE, MAURICE, MICRONÉSIE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE MOZAMBIQUE, MYANMAR, NAMIBIE, NAURU, NÉPAL, NIGER, NIUE, PALAU, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, RWANDA, SAMOA, SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SIERRA LEONE, SRI LANKA, ÎLES SOLOMON, TANZANIE, TCHAD, TIMOR-LESTE, TOGO, TONGA, TUVALU, OUGANDA

ACTIVITÉS DE L'UE AMCC+ EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

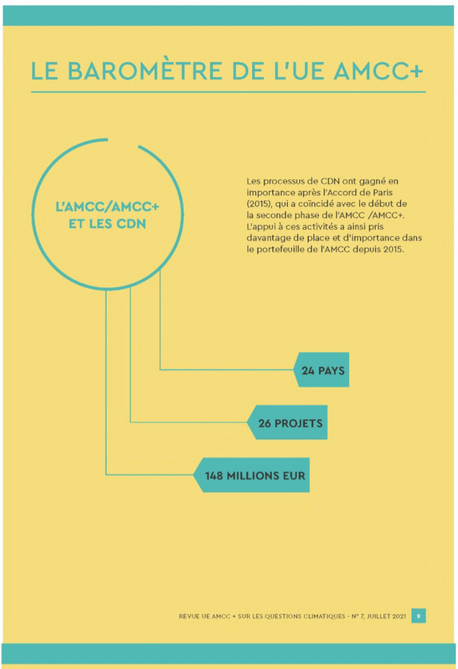
Projects	ACTION	Pourcentage du portefeuille AMCC/UE AMCC+
20	SOUTIEN À L'INTÉGRATION DE LA DIMENSION CLIMATIQUE DANS LES BUDGETS PUBLICS ET/OU DÉVELOPPEMENT DE CADRES POUR LES DÉPENSES PUBLIQUES LIÉES AU CLIMAT (GESTION DES FINANCEMENTS PUBLICS EN FAVEUR DE L'ACTION CLIMATIQUE)	23
16	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES AU SEIN DES PAYS PARTENAIRES POUR UNE MEILLEURE MOBILISATION DES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX DE L'ACTION CLIMATIQUE DEPUIS LES FONDS EXISTANTS POUR LE CLIMAT (FONDS D'ADAPTATION, FONDS VERT POUR LE CLIMAT, ETC.) ET LA COMMUNAUTÉ DES DONATEURS	18
12	PROMOTION / LOBBYING / SENSIBILISATION EN VUE D'UNE MOBILISATION RENFORCÉE DES FINANCEMENTS INTÉRIEURS (PUBLICS ET PRIVÉS) POUR L'ACTION CLIMATIQUE	14
12	ÉVELOPPEMENT ET MISE EN ŒUVRE DE MÉCANISMES INTÉRIEURS SPÉCIFIQUES POUR LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE (FONDS FIDUCIAIRES, PROGRAMMES DE SUBVENTION, RÉGIMES D'ASSURANCE)	14
8	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET AIDE À LA SATISFACTION DES EXIGENCES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES EN VUE DE LA PARTICIPATION DES PAYS PARTENAIRES AU SYSTÈME DE COMPENSATION REDD+	9
5	RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ET SOUTIEN AUX PAYS PARTENAIRES EN VUE DE LEUR PARTICIPATION AU MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPEMENT PROPRE (MDP)/ AUX RÉSULTATS D'ATTÉNUATION TRANSFÉRÉS AU NIVEAU INTERNATIONAL (ITMO), INTERNATIONAL TRANSFER OF MITIGATION OUTCOMES)/AUX MARCHÉS DU CARBONE	6
4	SOUTIEN AUX PAYS PARTENAIRES EN VUE DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'INSTITUTIONNALISATION DES MESURES D'INCITATION FINANCIÈRE POUR PROMOUVOIR L'UTILISATION DE TECHNOLOGIES À FAIBLE INTENSITÉ DE CARBONE	4
3	SOUTIEN AUX PAYS PARTENAIRES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN CADRE FINANCIER POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL (CDN)	3

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

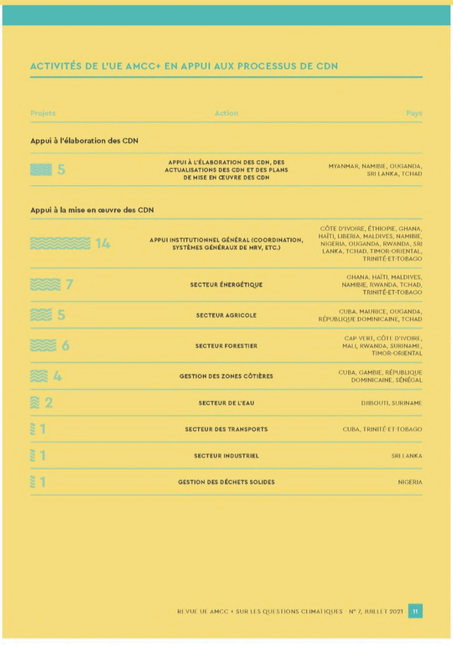
Le baromètre de l'UE AMCC+ : Les NDCs

5 juillet 2021 - 5 juillet 2021

Le Baromètre de l'UE AMCC+







Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Le baromètre n°4 de l'AMCC+: AMCC+ en Afrique

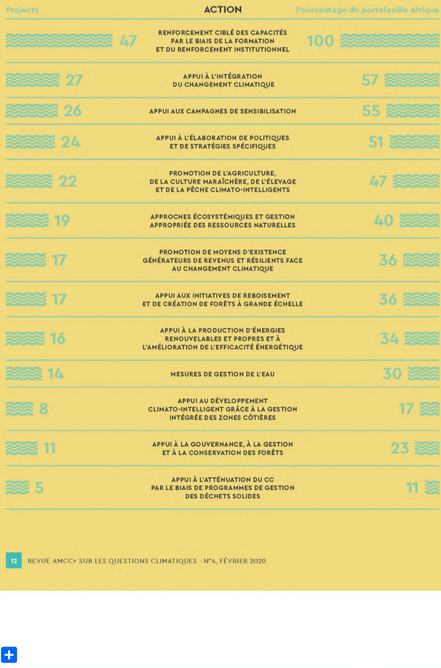
4 février 2020 - 4 février 2020

LE BAROMÈTRE DE L'AMCC+

L'AMCC+ EN AFRIQUE, C'EST

- 30 PAYS
- 47 PROJETS
- 284,4 MILLIONS D'EUROS
- 60 % DE L'ENVELOPPE BUDGÉTAIRE TOTALE

CARTE DES PAYS AFRICAINS DE L'AMCC+



BÉNIN, BURKINA FASO, CAMEROUN, CAP-VERT, CÔTE D'IVOIRE, COMORES, DJIBOUTI, ÉTHIOPIE, GAMBIE, GHANA, GUINÉE-BISSAU, LESOTHO, LIBERIA, MADAGASCAR, MALI, MALAWI, MAURICE, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, NIGER, NIGERIA, OUGANDA, RWANDA, SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SIERRA LEONE, SOUDAN, TANZANIE, TCHAD, TOGO

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT INTELLIGENT FACE AU CLIMAT

Projects	ACTION	Pourcentage du portefeuille Afrique
47	RENFORCEMENT CIBLÉ DES CAPACITÉS PAR LE BIAIS DE LA FORMATION ET DU RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	100
27	APPUI À L'INTÉGRATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	57
26	APPUI AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	55
24	APPUI À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE STRATÉGIES SPÉCIFIQUES	51
22	PROMOTION DE L'AGRICULTURE, DE LA CULTURE MARAÎCHÈRE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE CLIMATO-INTELLIGENTS	47
19	APPROCHES ÉCOSYSTÉMIQUES ET GESTION APPROPRIÉE DES RESSOURCES NATURELLES	40
17	PROMOTION DE MOYENS D'EXISTENCE GÉNÉRATEURS DE REVENUS ET RÉSILIENTS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	36
17	APPUI AUX INITIATIVES DE REBOISEMENT ET DE CRÉATION DE FORÊTS À GRANDE ÉCHELLE	36
16	APPUI À LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET PROPRES ET À L'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	34
14	MESURES DE GESTION DE L'EAU	30
8	APPUI AU DÉVELOPPEMENT CLIMATO-INTELLIGENT GRÂCE À LA GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	17
11	APPUI À LA GOUVERNANCE, À LA GESTION ET À LA CONSERVATION DES FORÊTS	23
5	APPUI À L'ATTÉNUATION DU CC PAR LE BIAIS DE PROGRAMMES DE GESTION DES DÉCHETS SOLIDES	11

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessairement l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Le Burkina Faso s'apprête à déployer LoCAL, le mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local

7 décembre 2021 - 7 décembre 2021

Le Burkina Faso a signé un accord avec le Fonds d'équipement des Nations Unies en vue du déploiement dans le pays du mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local. Celui-ci soutiendra les efforts de renforcement de la résilience climatique et d'adaptation de ce pays du Sahel. L'accord, scellé pendant la COP26, a été signé par Simeon Sawadogo, ministre burkinabé en charge de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique, et Preeti Sinha, secrétaire exécutive du Fonds d'équipement des Nations Unies.

> « Cette phase pilote du mécanisme, dont le coût total avoisine 176 000 dollars, sera mise en œuvre dans trois villes entre octobre 2021 et décembre 2022, » a déclaré M. Sawadogo.

Le Burkina Faso se situe en Afrique de l'Ouest, dans le Sahel, est une des régions les plus touchées par le changement climatique et ses conséquences, comme la hausse des températures, la diminution des précipitations et leur caractère de plus en plus imprévisible, auxquels s'ajoutent des événements météorologiques extrêmes.



©LoCAL

C'est au niveau local que les effets du changement climatique sont les plus visibles et les plus gravement ressentis. LoCAL aide les collectivités locales des pays en développement et des pays les moins avancés à avoir accès au financement climatique, au développement des capacités et au soutien technique nécessaires à leurs efforts de riposte et d'adaptation au changement climatique. Mécanisme standardisé et reconnu internationalement, conçu et géré par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), LoCAL encourage le développement de communautés et d'économies locales résilientes au changement climatique.

Les autorités locales peuvent être de précieux alliés pour la promotion de l'adaptation au changement climatique et le développement de communautés résilientes. Elles ont en effet une bonne compréhension des besoins locaux et sont les premières à intervenir face au changement climatique. Enfin, elles ont aussi pour mission de réaliser les petits et moyens investissements infrastructurels et d'adaptation et d'infrastructures susceptibles d'avoir un effet transformateur en renforçant la résilience communautaire. L'approche LoCAL vise à associer les communautés au processus décisionnel pour parvenir à un consensus et collaborer avec ces dernières en vue d'obtenir des résultats concrets.

LoCal est financé par l'Union européenne par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+).

En savoir plus

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Le financement mixte soutient les investissements privés dans l'infrastructure durable

13 avril 2021 - 13 avril 2021

Des infrastructures économiques et sociales bien conçues (par ex. liaisons de transport, approvisionnement en énergie et services publics, écoles et hôpitaux) sont les fondements de la productivité économique et du bien-être environnemental.

Dans les pays émergents et en développement, la demande de meilleures infrastructures de transport et de production d'énergie est considérable, car elles permettraient d'améliorer le niveau de vie. Dans les économies avancées, il est urgent de remplacer les infrastructures à forte intensité de carbone ou de moderniser les actifs vieillissants en tenant compte des nouvelles technologies. Les investissements dans les infrastructures durent des dizaines d'années.



Réalisés correctement, ces investissements clés pourraient accélérer la transition vers des sociétés à faible intensité de carbone et résilientes au changement climatique, nous permettant ainsi de couper court à des années de pollution et de technologies inefficaces. Dans le cas contraire, les émissions pourraient stagner pendant des dizaines d'années et nous pourrions nous retrouver avec des actifs irrécupérables, coûtant des centaines de milliards de dollars, par exemple à la suite d'investissements déjà réalisés dans le pétrole, le gaz, le charbon et autres combustibles fossiles.

En 2017, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé que, pour la période 2016–2030, 6 900 milliards de dollars seraient nécessaires annuellement pour adapter les infrastructures conformément aux objectifs de l'accord de Paris et du Programme de développement durable. Le déficit estimé s'élève à environ 3 000 milliards de dollars chaque année, une somme hors de portée pour la plupart des acteurs publics.

Le financement mixte consiste à mobiliser des investisseurs privés pour aider à combler le déficit de financement. Il utilise, de manière stratégique, des financements publics et philanthropiques en faveur du développement pour réduire le risque encouru par les acteurs privés – dont les actions peuvent soutenir la création d'emplois et réduire les conflits et l'instabilité. Le capital de développement est soit versé dans des fonds qui sont aussi alimentés par des financements commerciaux, soit fourni directement via des instruments tels que les assurances défaut de paiement et les garanties de prêt. D'après les spécialistes du financement mixte, cette méthode permet de mobiliser jusqu'à 12 dollars de financement privé pour chaque dollar de subvention.

En 2017, l'Union européenne a lancé le plan d'investissement extérieur (PIE), une initiative phare visant à mobiliser des investissements privés au moyen de prêts et de garanties et à fournir ainsi que des financements mixtes, y compris en Afrique. Au titre du PIE, 4,6 milliards d'euros devraient permettre de mobiliser 44 milliards d'investissements durables d'ici la fin 2020. En plus de soutenir l'énergie renouvelable et les infrastructures urbaines via le Fonds européen pour le développement durable, le PIE entend aussi encourager les petites et moyennes entreprises, la numérisation et les initiatives agricoles.

Parmi les autres initiatives de financement mixte, on trouve des plateformes telles que le Sustainable Development Investment Partnership et le réseau Convergence.

À l'ère post-COVID-19, les gouvernements ont la possibilité d'axer leurs plans de relance sur les infrastructures vertes. Pour ce faire, ils s'appuieront sans doute sur les enseignements tirés d'approches mixtes visant à mobiliser des pools d'investissement encore plus importants, comme le marché mondial des investisseurs institutionnels, à hauteur de 89 000 milliards de dollars.

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

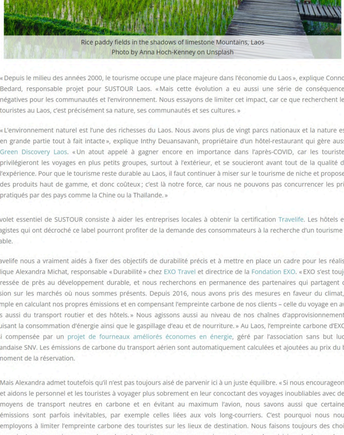
Le Laos entend ouvrir la voie au tourisme durable de l'après-pandémie

10 novembre 2021 – 10 novembre 2021

Le COVID-19 a touché de plein fouet le tourisme mondial. Les pertes liées à l'effondrement du tourisme international sont estimées à 4 700 milliards de dollars, auxquelles s'ajoute la perte de 62 millions d'emplois pour la seule année 2020. Dans le même temps, la lutte contre le changement climatique nous impose de diminuer de manière radicale nos déplacements. Alors que les premiers touristes s'apprêtent à profiter à nouveau de vacances à l'étranger « post-COVID », la déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme appelle à un engagement à diminuer au moins de moitié les émissions liées au tourisme mondial au cours de la prochaine décennie.

Mais quelles en sont les conséquences pour les pays (dont beaucoup sont situés dans l'hémisphère sud) qui dépendent du tourisme, source essentielle de revenus et d'emplois? Et est-ce là le moment, comme beaucoup l'espèrent, de modifier radicalement nos habitudes de voyage ?

Mise en œuvre en République démocratique populaire lao (connue plus simplement comme le Laos), l'initiative européenne SUSTOUR, dotée d'un montant de 2,2 millions d'euros, entend montrer qu'il est possible de réduire l'empreinte carbone des voyages de longue distance tout en apportant des bénéfices à l'environnement, à la population et l'économie au niveau local. Pour le Laos, qui abrite trois sites du patrimoine mondial de l'UNESCO et dont les espaces naturels sont parmi les plus préservés de l'Asie du Sud-Est, il est essentiel de trouver ici le juste équilibre.



Rice paddy fields in the shadows of limestone Mountains, Laos
Photo by Anna Hoch-Kenney on Unsplash

« Depuis le milieu des années 2000, le tourisme occupe une place majeure dans l'économie du Laos », explique Connor Bedard, responsable projet pour SUSTOUR Laos. « Mais cette évolution a eu aussi une série de conséquences négatives pour les communautés et l'environnement. Nous essayons de limiter cet impact, car ce que recherchent les touristes au Laos, c'est précisément sa nature, ses communautés et ses cultures. »

« L'environnement naturel est l'une des richesses du Laos. Nous avons plus de vingt parcs nationaux et la nature est en grande partie tout à fait intacte », explique Inthy Desaunsavanh, propriétaire d'un hôtel-restaurant qui gère aussi Green Discovery Laos. « Un atout appelé à gagner encore en importance dans l'après-COVID, car les touristes privilégieront les voyages en plus petits groupes, surtout à l'extérieur, et se soucieront avant tout de la qualité de l'expérience. Pour que le tourisme reste durable au Laos, il faut continuer à miser sur le tourisme de niche et proposer des produits haut de gamme, et donc coûteux ; c'est la notre force, car nous ne pouvons pas concurrencer les prix pratiqués par des pays comme la Chine ou la Thaïlande. »

Un volet essentiel de SUSTOUR consiste à aider les entreprises locales à obtenir la certification Travelife. Les hôtels et les voyagistes qui ont décroché ce label pourront profiter de la demande des consommateurs à la recherche d'un tourisme plus durable.

« Travelife nous a vraiment aidés à fixer des objectifs de durabilité précis et à mettre en place un cadre pour les réaliser », explique Alexandra Michat, responsable « Durabilité » chez EXO Travel et directrice de la Fondation EXO. « EXO s'est toujours intéressée de près au développement durable, et nous recherchons en permanence des partenaires qui partagent cette passion sur les marchés où nous sommes présents. Depuis 2016, nous avons pris des mesures en faveur du climat, par exemple en calculant nos propres émissions et en compensant l'empreinte carbone de nos clients – celle du voyage en avion, mais aussi du transport routier et des hôtels. » Nous agissons aussi au niveau de nos chaînes d'approvisionnement, en réduisant la consommation d'énergie ainsi que le gaspillage d'eau et de nourriture. » Au Laos, l'empreinte carbone d'EXO est ainsi compensée par un projet de fourneaux améliorés économes en énergie, géré par l'association sans but lucratif hollandaise SNV. Les émissions de carbone du transport aérien sont automatiquement calculées et ajoutées au prix du billet au moment de la réservation.

Mais Alexandra admet toutefois qu'il n'est pas toujours aisé de parvenir ici à un juste équilibre. « Si nous encourageons et aidons le personnel et les touristes à voyager plus sobrement en leur concoctant des voyages inoubliables avec des moyens de transport neutres en carbone et en évitant au maximum l'avion, nous savons aussi que certaines émissions sont parfois inévitables, par exemple celles liées aux vols long-courriers. C'est pourquoi nous nous employons à limiter l'empreinte carbone des touristes sur les lieux de destination. Nous faisons toujours des choix conscients en ce qui concerne les vols et les visites que nous organisons et ne perdons ici jamais de vue leurs conséquences sur l'environnement. Notre mission est de répondre aux envies des touristes, tout en limitant au maximum l'effet négatif de leurs voyages. »



Hot air ballooning is a popular tourism activity in Laos
Photo by Adrian RA on Unsplash

Le tourisme durable va bien au-delà de la réduction de l'impact environnemental du secteur. Créer des emplois et des moyens d'existence pour la population locale est tout aussi important pour LuxDev, qui met en œuvre le programme « Compétences pour le tourisme » au Laos. En 2018, le secteur du tourisme a soutenu environ 54 000 emplois, dont près de deux tiers pour des femmes. « Il est très important que le secteur laotien du tourisme durable offre des possibilités d'emploi aux habitants, en particulier aux jeunes », explique Inthy. « Lorsque vous les associez aux objectifs du tourisme durable, ils comprennent progressivement pourquoi ils doivent préserver l'environnement. La nature a beaucoup souffert dans ce pays : les habitants ont recours à la chasse, à la culture sur brûlis et à la déforestation pour se procurer des revenus. S'ils profitent eux aussi du tourisme durable, ils seront moins enclins à détériorer leur environnement. »

Cette philosophie a séduit Rodolphe Gay et son épouse Toune Sisouphanthavong, propriétaires du célèbre hôtel Maison Dalabua et de deux restaurants à Luang Prabang, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, qui en sont d'ardents défenseurs. « Nous faisons actuellement les démarches pour obtenir le label Travelife », explique Rodolphe. « Au cours des trois dernières années, nous avons complètement éliminé le plastique dans nos restaurants et notre hôtel. Cela n'a pas été facile, car le plastique est omniprésent en Asie. C'est tout à fait hallucinant. Nous recyclons également un maximum de déchets alimentaires que nous utilisons comme compost dans notre jardin. »

Parmi les autres innovations respectueuses de l'environnement, citons également l'élimination des produits de nettoyage chimiques et l'investissement dans une usine de traitement des eaux usées. « Notre propriété est construite autour d'étangs classés par l'UNESCO, situés au cœur de notre hôtel », explique Rodolphe. « Comme nous craignions que les produits chimiques n'atterrissent dans les étangs et n'altèrent ainsi l'eau, la faune et la flore, nous avons décidé d'utiliser uniquement des produits de nettoyage naturels. » Les aliments bio servis dans les restaurants viennent du jardin de Toune, du marché local bimensuel ou encore de la ferme de NamKhan EcoLodge, toute proche. L'hôtel Maison Dalabua a également recruté une jeune femme du coin qui est à présent responsable à temps plein de la durabilité. Sa fonction consiste à s'assurer que l'hôtel obtienne le label Travelife et à sensibiliser le personnel aux questions de durabilité.



Tourists visit a waterfall in the Luang Prabang UNESCO world heritage site
Photo by Swapnil kulkarni on Unsplash

Comme bien d'autres destinations touristiques à travers le monde, l'économie laotienne a payé un lourd tribut au COVID-19. « Le tourisme est source d'emplois et de revenus pour les habitants des pays à faible revenu, comme le Laos », explique Alexandra. « La crise du COVID-19 a montré à quel point les communautés et les organismes de protection dépendent des revenus du tourisme. Ainsi, tous les souvenirs et autres produits que nous achetons pour nos touristes sont fabriqués dans des entreprises sociales, par des artisans, par les communautés ou dans le cadre de programmes caritatifs au Laos. Nous emmenons les touristes visiter des projets de tourisme à base communautaire, des projets de protection de l'environnement et des endroits comme Laos Buffalo Dairy, une exploitation d'agriculture durable qui est aussi une entreprise sociale, près de Luang Prabang. Nous avons dû renoncer à ce genre d'activités pendant la pandémie. Les gens rencontrent beaucoup de difficultés maintenant. »



Luang Prabang, Laos
Photo by Colin Roe on Unsplash

Au moment où les touristes commencent à revenir, lentement et au compte-gouttes, la stratégie de SUSTOUR Laos entend surtout sensibiliser les entreprises locales aux possibilités offertes par le tourisme durable. « Nous mettons surtout l'accent sur les activités de marketing et de promotion pour inciter les entreprises à s'associer au programme », explique Connor. « Il est parfois difficile de promouvoir certaines de ces idées au Laos, en particulier auprès des entreprises locales. Nous pouvons faciliter les choses en les diffusant en ligne et hors ligne, et en faisant connaître le Laos comme une destination verte. »

« Je pense que certains investisseurs locaux commencent à se rendre compte du potentiel du tourisme vert », explique Inthy. « Avant la crise sanitaire, peu d'entreprises locales étaient associées à cette démarche, mais elles commencent aujourd'hui à se rendre compte de la beauté extraordinaire de leur pays. C'est un signe encourageant, car nous avons besoin d'un plus grand nombre d'acteurs pour aider le Laos à devenir une destination touristique durable. »

« La plupart des gens comprennent pourquoi nous devons voyager plus durablement », ajoute Alexandra. « Mais ils ne savent pas comment procéder. Comment modifier nos processus et nos activités, comment former notre personnel pour qu'il comprenne que chacun de leurs choix a des conséquences? »

Il est sans doute trop tôt pour savoir si le développement durable sera la « nouvelle normalité » du tourisme de l'après-pandémie. Quoi qu'il en soit, au Laos en tout cas, le secteur des voyages et de l'hôtellerie semble prêt à relever ce défi.

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Le projet de l'UE AMCC+ à Tuvalu parmi les 300 meilleures pratiques mondiales en matière de durabilité

4 février 2021 - 4 février 2021



Dans le cadre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC), financée par l'UE, le **Projet Petits États insulaires du Pacifique à Tuvalu (AMCC PSIS)** figure parmi les 300 meilleures pratiques mondiales en matière de durabilité et d'innovation sélectionnées pour la **5e édition des Global Entreps Awards** et le Congrès international 5G Citizens. Les Global Entreps Awards peuvent se définir comme les « Oscars » de la durabilité, décernés pour récompenser les meilleures pratiques du monde dans ce domaine. « Ce prix est une victoire pour tout le monde ici ! », se réjouit Zhiyad Khan, responsable de la communication à la Communauté du Pacifique (CPS).

M. Ban Ki-moon, 8e Secrétaire général des Nations unies, avait donné le coup d'envoi de l'étape finale des Global Entreps Awards le 25 septembre 2020. En janvier 2021, le projet de Tuvalu avait été sélectionné comme l'une des 300 meilleures candidatures parmi plus de 5 000 dossiers. Cette sélection a été confiée à 1 000 jurés du monde entier.

Le projet AMCC PSIS à Tuvalu s'attache à améliorer les systèmes agroforestiers dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience au changement climatique dans ce pays. Entre 2012 et 2015, il a mis sur pied trois sites agroforestiers de démonstration (deux à Funafuti et un dans une île extérieure) et des jardins potagers dans toutes les îles du pays. Les sites agroforestiers ont réalisé des essais de variétés végétales provenant des quatre coins de Tuvalu et du fonds d'espèces résilientes au changement climatique du Centre for Pacific Crops and Trees (*Centre des cultures et essences du Pacifique* - CePaCT) de la CPS.

Les Global Entreps Awards récompensent à l'échelle mondiale les meilleures pratiques qui promeuvent et/ou mettent en œuvre :

- l'un des 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies ;
- une activité ou un secteur durable ;
- des solutions numériques innovantes respectueuses de la nature et des humains ;
- la bonne gouvernance et une citoyenneté engagée ;
- un entrepreneuriat et des techniques scientifiques respectueux de la nature et des humains ;

LIENS:

- Entreps Awards
- Centre for Pacific Crops and Trees
- La communauté du Pacifique
- Vidéo UE AMCC Tuvalu: Promouvoir la production alimentaire locale à Tuvalu

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Le projet de Pemba en Tanzanie: Semer les graines du changement

1 février 2016



Sur une petite île de l'océan Indien, une conjugaison de travail vigoureux, d'amitié et de soutien financier contribue à protéger des communautés vulnérables contre les effets du changement climatique.

Sur l'îlot de Kokota, ce qui avait commencé comme une initiative de replantation progressive, pour ainsi dire graine par graine, s'est transformé en un programme d'actions en expansion continue qui comprend la réalisation de films de sensibilisation, la construction d'infrastructures et le partage de connaissances parmi les communautés éparpillées sur tout l'archipel de Zanzibar, dans l'océan Indien.

Pemba est l'un des trois projets pilotes d'écovillages sélectionnés par l'AMCC. Ces projets possèdent différents types d'écosystèmes jugés particulièrement vulnérables au changement climatique.

Prochainement, une série de films de sensibilisation et un documentaire intitulé «Kokota: îlot d'espoir» seront diffusés, avec le soutien financier du Programme intra-ACP de l'AMCC+.

Montrant comment les habitants d'une poignée de petites îles tanzaniennes ont compris que le changement climatique ne ferait qu'aggraver la diminution des prises de pêche, les pénuries d'eau et comment ils ont décidé de s'adapter à cette nouvelle réalité, ces films aideront à diffuser le message de l'adaptation sur l'île, dans le pays et sur l'ensemble du continent.

Le projet en question a été mis en œuvre sur l'**île de Pemba** par l'ONG locale Forêts communautaires de Pemba (CFP), en collaboration avec les autorités gouvernementales de Zanzibar.

L'économie de la Tanzanie dépend beaucoup des secteurs affectés par la variabilité et le changement climatique, notamment l'agriculture. La variabilité climatique actuelle est déjà responsable de dommages considérables. Selon les estimations, le changement climatique se traduira à l'avenir par d'important coûts économiques supplémentaires, qui pourraient atteindre de 1 à 2 % du PIB par an d'ici à 2030.

En prenant elle-même les choses en main, la communauté est devenue un exemple à suivre pour les autres zones vulnérables.

Le documentaire commandé par le Programme intra-ACP décrit la situation lamentable d'il y a seulement trois ou quatre ans, lorsque l'environnement local subissait de lourdes pressions. La croissance de la population menaçait de plus en plus les terres, les forêts et la biodiversité. La couche arable s'était appauvrie. Il devenait presque impossible de faire pousser des cultures vivrières. Qui plus est, les stocks de poisson accusaient aussi une grave déplétion.

Agir pour s'adapter

Les efforts des habitants soutenus par des aides extérieures, notamment un financement de l'AMCC, ont fait naître l'espoir d'un avenir meilleur malgré les effets du changement climatique. Les Forêts communautaires de Pemba ont montré combien il importait de travailler ensemble, de communiquer efficacement et de fixer des objectifs réalistes.

«Kokota n'est pas le genre d'endroit où l'on s'attend à trouver des gens qui agissent pour s'adapter au changement climatique, mais c'est pourtant exactement ce qu'ils font», dit-on dans *Kokota: îlot d'espoir*, un film réalisé pour raconter l'histoire d'une communauté insulaire, Kokota, qui a su relever le défi du changement climatique.

Avec la croissance de la population sur l'île, la pression s'est intensifiée sur les terres, les forêts et la biodiversité. L'appauvrissement de la couche arable, les pénuries d'eau et l'érosion rendaient les cultures vivrières presque impossibles. Parallèlement, les stocks de poisson diminuaient fortement ou «tombaient en faillite», selon la description d'un villageois.

C'est vers cette période que Kokota a reçu la visite de Mbarouk Mussa Omar, de Pemba, un îlot voisin. Choqué par l'état de Kokota, il voyait là un avertissement montrant que sa propre communauté était vouée à connaître le même sort funeste si elle ne réagissait pas sur-le-champ. Une fois les membres de sa communauté gagnés à sa cause, ils ont – ensemble – déterminé les problèmes à résoudre en priorité: l'eau et les forêts.

Mbarouk a tout commencé avec une petite pépinière, créée et gérée «à coups de sourires et de poignées de main», raconte Jeff Schnurr, un jeune Canadien qui, découvrant la situation critique de l'île, a mis là à profit son expertise en matière de plantation d'arbres. Des mois de dur labeur ont été nécessaires pour accroître l'échelle du projet. Mbarouk centrait ses efforts sur l'engagement local tandis que Jeff recherchait des soutiens au niveau international.

La dame de Pemba

Ces soutiens sont arrivés sous la forme d'un don de l'ambassade de Finlande, d'un investissement de l'AMCC et d'autres contributions. Jeff a même convaincu ses collègues planteurs d'arbres du Canada de faire don d'un jour de salaire à la cause «La dame de Pemba», dont le nom évoque l'outil utilisé pour damer ou compacter le sol autour des jeunes arbres qui viennent d'être plantés.

«Heureusement, les habitants de Kokota ont décidé de réagir avant de causer leur propre destruction», se réjouit Mbarouk dans le film. Grâce au travail de son ONG, Forêt communautaire de Pemba, et à des aides financières apportées à temps, ils reconstruisent ce qu'ils ont détruit et se sont mis à utiliser les ressources naturelles de façon plus rationnelle.

Des efforts fructueux pour économiser et recueillir davantage d'eau ont permis d'étendre le programme de reboisement. Aujourd'hui, environ la moitié de la superficie de Kokota est réservée au reboisement: «C'est un exemple à suivre, une référence pour le monde... Kokota revit», commente Mbarouk.

Jeff, qui a créé, sous le nom de Community Forests International, une ONG sœur de celle de Mbarouk, souligne l'importance de la mise à l'échelle des projets d'une façon naturelle et réaliste: «Nous n'avons pas planté 1,3 million d'arbres du jour au lendemain», précise-t-il, «mais progressivement, pour ainsi dire graine par graine».

L'éducation, la technologie et les infrastructures pour aborder l'avenir

Les premiers succès récoltés sur les îles – renforcés par de nouvelles écoles et des programmes de sensibilisation – ont encouragé les villageois à relever d'autres défis, notamment en rapport avec la santé, les infrastructures et l'électricité.

Par ailleurs, une série de films de sensibilisation en cours de réalisation a pour but de faire connaître les bonnes pratiques en matière de préservation des terres, d'agroforesterie, de jardins potagers, d'établissement de pépinières et d'apiculture. On y montre même comment construire des foyers en argile et des logements solides à l'aide de blocs de terre.

«L'adoption des foyers en argile a déjà eu un impact énorme», explique Craig Norris, le réalisateur qui a passé plus de deux mois à se documenter sur les efforts des insulaires tanzaniens qui travaillent pour récupérer leurs ressources naturelles. «Ces foyers étant deux fois plus efficients que les feux ouverts, il faut couper moins d'arbres pour les alimenter. De plus, cela permet aux programmes de replantation de prendre racine», ajoute-t-il.

À l'instar de nombreuses autres communautés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, les villageois d'ici exploitent les technologies mobiles et les innovations énergétiques pour faire du «saute-mouton» en évitant la nécessité d'installations plus coûteuses. Le courant électrique est produit par une mini-centrale spécialement conçue avec laquelle les habitants rechargent une batterie de moto, qu'ils emportent ensuite pour avoir un peu d'électricité à la maison. Cette petite innovation a également d'autres retombées bénéfiques sur la scolarisation car les enfants peuvent par ce moyen réviser le soir les matières apprises à la nouvelle école.

Les vidéos de sensibilisation elles-mêmes bénéficient d'une technologie «saute-mouton»: le Bluetooth, qui permet aux villageois de diffuser les films de téléphone à téléphone même sans accès à internet. «De petites innovations de ce type produisent des effets énormes sur la vie quotidienne de ces communautés insulaires. Des effets indéniables qui sont source d'inspiration», fait observer Craig.

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Le projet UE AMCC+ Afrique de l'Ouest mobilisé dans la révision des NDCs

7 juin 2021 - 7 juin 2021

2021 remains a crucial year to review the commitments of West African countries for climate. The GCCA+ West Africa project, funded by the European Union and the Agence Française de Development (AFD) through the Adapt'Action facility, and implemented under the political leadership of ECOWAS in partnership with the *Comité permanent inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel* (CILSS) and Expertise France, is supporting several of the most vulnerable States in the West African region to review the Nationally Determined Contributions (NDCs) they defined in 2015, ahead of COP21 in Paris. This is a key process to prepare for COP26, which will take place in Glasgow (United Kingdom) in November 2021.



EU GCCA+ Climate Change Adaptation Programme in Chad (Lake Chad)

A ce titre, le projet AMCC+ Afrique de l'Ouest a proposé en 2020 un décryptage des obligations des pays ouest-africains en tant que pays parties à l'Accord, grâce au guide de la CEDEAO sur l'Accord de Paris en vue de son application par ses Etats membres. Par ailleurs, le projet appuie de manière spécifique 4 pays (Guinée-Bissau, Togo, Libéria et Sierra Leone) dans la révision et la mise en œuvre de leurs engagements climatiques. Cet appui se traduit notamment par l'analyse des trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre, l'estimation des coûts des mesures d'adaptation ou encore la traduction des engagements nationaux dans les plans de développement locaux.

Lire l'intégralité de l'article

Projet de l'UE AMCC+ Afrique de l'Ouest

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Le travail de l'AMCC+ dans les petits États insulaires en développement (PEID) : des actions pour renforcer la résilience au changement climatique

7 novembre 2017

Le 14 novembre, lors de la COP23, au pavillon de l'UE à Bonn, l'AMCC+ présentera un panorama réalisé des changements porteurs de transformation envisagés pour aider les petits États insulaires en développement (PEID) à lutter les conséquence du changement climatique qui menacent leurs côtes et leur survie même. Au cours de cette session, une vidéo sur les actions menées par l'AMCC+ pour renforcer la résilience au changement climatique dans l'océan Indien sera présentée.

L'événement en marge de l'Alliance mondiale contre le changement climatique + (AMCC+), de 9 h 30 à 11 h, permettra aussi de présenter des études de cas d'Haïti, des Seychelles et du Timor-Oriental, de mener une séance de questions et réponses et de formuler des recommandations et conclusions. Les présentations seront l'occasion d'évoquer des exemples tirés d'autres pays, notamment des Comores, des Fidji, de Maurice, de Sao Tomé et des Tuvalu. Après quelques paroles de bienvenue, l'événement commencera par une vidéo de sept minutes intitulée « Renforcer la résilience au changement climatique dans l'océan Indien ». Ce film illustre les activités menées par l'AMCC+ à Maurice, aux Comores et aux Seychelles, ainsi que l'expérience personnelle des agriculteurs, des habitants et des fonctionnaires, qui décrivent la réalité sur le terrain dans leurs propres mots. Plusieurs solutions de l'AMCC+ sont présentées, par exemple son projet qui consiste à aider les agriculteurs biologiques à produire des cultures résistant mieux à des conditions météorologiques difficiles.

DES ACTIONS ASSORTIES D'OPTIONS

Les intervenants de cet événement évoqueront en particulier l'expérience acquise par l'AMCC+ en travaillant dans les PEID, ainsi que les résultats de ce travail engrangés par ces pays en termes de renforcement de la résilience aux effets du changement climatique. L'approche de l'AMCC+ englobe les nombreuses options d'adaptation s'offrant aux PEID. En plus de son travail sur le terrain, l'AMCC+ favorise le renforcement des institutions, des politiques et des réglementations. Par exemple, des projets d'ingénierie visent à consolider les défenses contre la mer, à construire des bâtiments résistants aux ouragans et à mettre en place des infrastructures de stockage d'eau. D'autres projets sont centrés sur des changements législatifs, l'objectif étant notamment de réviser les codes de la construction, d'améliorer l'aménagement des territoires voisins des côtes et des fleuves et de mettre à jour la politique de gestion de l'eau. Les solutions technologiques font appel à des recherches sur le renforcement de la résilience des cultures.

Les projets de l'AMCC+ envisagent des solutions pouvant réduire les contraintes que les PEID rencontrent et qui peuvent limiter leurs options et la mise en œuvre des projets, par exemple des capacités insuffisantes en matière de données et de techniques, la faiblesse des capacités humaines et institutionnelles ou la limitation des ressources financières.

SOYEZ DE LA PARTIE !

La COP23 attirant des délégués, des responsables politiques et des représentants de la société civile du monde entier, l'AMCC+ serait ravie de prendre note de vos questions et suggestions et de les utiliser dans un débat fructueux sur l'avenir du soutien à l'action en matière climatique en faveur des PEID. L'événement se terminera sur une présentation des recommandations et conclusions formulées.

Avec le lancement de l'AMCC en 2007, l'UE est devenue le premier bailleur international à avoir fait des PEID un groupe cible spécifique pour des actions de lutte contre le changement climatique. Cette prise en compte des situations et de la vulnérabilité spécifiques des PEID a été à la base d'une série d'actions au niveau national et mondial visant à renforcer la résilience de ces pays au changement climatique.

Programme de l'événement en marge

Présentations : Haïti, Timor-Oriental, Seychelles

Vidéos



Wills Agricole, secrétaire principal à l'Énergie et au Changement climatique du ministère de l'Environnement



Dr Roberto Ridolfi, ancien directeur de la direction Planète et prospérité à la direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne



Pendo Maro, chef d'équipe du programme intra-ACP de l'AMCC+



Isabel Soares Pereira, GIZ, principale conseillère nationale du programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) au Timor-Oriental

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC). 2018. Tous droits réservés.

Le Zimbabwe se fait le champion d'un projet de technologies intelligentes face au climat

17 août 2021 - 17 août 2021

Un projet a été lancé au Zimbabwe en décembre 2020 afin d'atténuer l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en déployant des technologies intelligentes face au climat. De réelles avancées ont été réalisées, comme en témoignent des cultures horticoles florissantes, la mise en service d'un puits fonctionnant à l'énergie solaire et l'installation de 100 fourneaux améliorés.

Ce projet de technologies intelligentes face au climat s'inscrit dans le prolongement du programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) qui vise à renforcer la capacité des pays bénéficiaires d'Afrique australe à mettre en œuvre des mesures régionales et nationales d'adaptation et d'atténuation en réponse aux difficultés liées à l'impact du changement climatique.



Selon les dernières informations disponibles, au moins 2 000 papayers et 500 moringas, citronniers, orangers, goyaviers et avocatiers ont été plantés (à chaque fois sur une parcelle d'un hectare) à Gwangwawa, un village du district de Rushinga, à environ 250 km au nord-est de Harare. Un autre puits solaire sera installé bientôt.

Lire l'article

- Le Zimbabwe se fait le champion d'un projet de technologies intelligentes face au climat

Liens:

- Programme alimentaire et nutritionnel de l'UE AMCC+ pour atténuer l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 au Zimbabwe

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Contact **EuropeAid** **Legal notice**

L'eau, une crise climatique cachée

18 mars 2021 - 18 mars 2021

Découvrez un reportage approfondi: L'eau, une crise climatique cachée



L'eau est l'un des grands paradoxes de la nature. Essentielle à la vie sur terre, nous souffrons s'il n'y en a pas assez et nous souffrons s'il y en a trop. Le changement climatique perturbe de plus en plus cet équilibre délicat. De plus en plus de personnes sont confrontées à l'insécurité de l'eau, qu'il s'agisse de sécheresses ou d'inondations extrêmes. Conscient de la nécessité de plus en plus urgente de résoudre la crise mondiale de l'eau, le programme phare de l'UE en matière de changement climatique, l'AMCC+ (www.gcca.eu), aide, depuis 2007, certaines des communautés les plus vulnérables au changement climatique dans le monde à devenir plus sûres en matière d'eau.

Lire plus:

- Download the file on the entire reportage - Water the hidden climate crisis
- Video: EU GCCA+ Water Resources
- UE AMCC+ Fiche d'information: L'eau et le climat

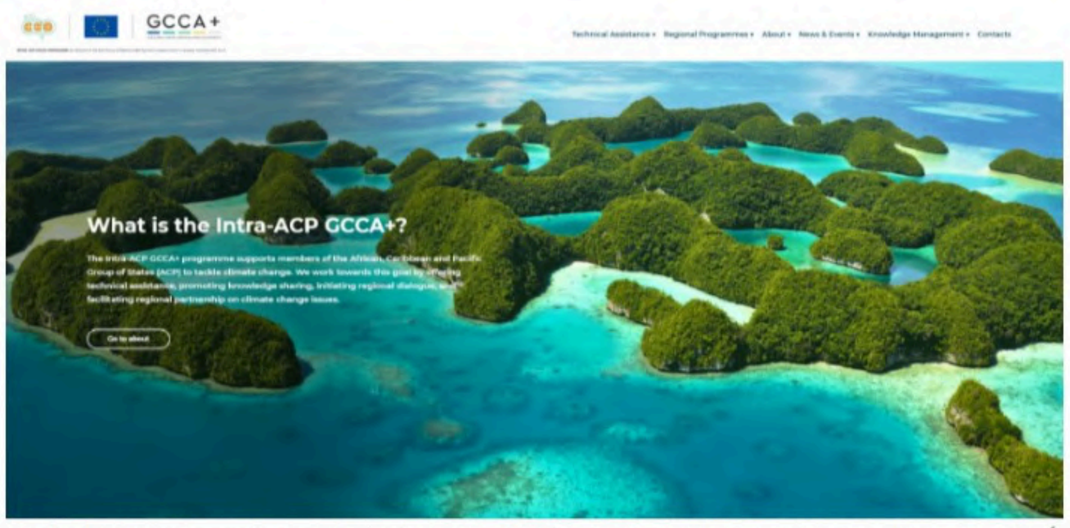
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les « ambitions climatiques » et le nouveau site web du programme intra-ACP de l'AMCC+

14 janvier 2019

Intra-ACP GCCA+ ended 2018 at COP24 with the presentation of the Climate Ambitions report, new partnerships and stronger communications.

Le programme intra-ACP de l'AMCC+ a clôturé l'année 2018 en participant à la COP24 afin de présenter le rapport « Ambitions climatiques », de nouveaux partenariats et ses efforts de communication renforcés.



Le programme intra-ACP de l'AMCC+ a mis à profit l'année 2018 pour renforcer son soutien aux 79 États ACP, avec en point d'orgue de ces efforts, le lancement du rapport « Ambitions climatiques » lors de la COP24 à Katowice, Pologne.

Le programme, pour lequel six résultats escomptés ont été définis, aide les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à faire face aux impacts du changement climatique et à renforcer leur résilience. Il encourage également le dialogue entre les régions et avec d'autres partenaires. « À travers ce dialogue et notre assistance technique, nous aidons également les pays ACP à mettre en œuvre leurs CDN, » explique Pendo Maro, chef d'équipe.

Le rapport « Ambitions climatiques » a été commandé par le Secrétariat ACP. Il présente un aperçu comparatif des CDN des pays ACP. La comparaison porte sur six domaines clés, comme l'atténuation, l'adaptation, la mesure, la soumission de rapports (« reporting ») et la vérification. Le rapport, qui a été chaleureusement accueilli lors de la COP24, évalue à au moins 2,317 milliards de dollars le montant dont les pays ACP auront besoin pour mettre en œuvre leurs CDN.

« Notre rapport "Ambitions climatiques" apporte une valeur ajoutée à notre mission en en identifiant les processus, les modèles, les faiblesses et les opportunités liés aux CDN des pays ACP. La préparation du rapport et le feedback que nous avons reçu nous ont appris que les pays ACP apprécient le soutien que nous leur offrons – capacités, financement et technologie – pour mettre en œuvre leurs contributions nationales, et qu'ils en ont besoin, » poursuit M. Maro.

PARTENARIAT AVEC LE FENU

Conformément à sa stratégie de renforcement de la collaboration, la COP24 a également vu le Secrétariat ACP annoncer un nouveau partenariat avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), qui vise à soutenir la mise en œuvre des CDN dans les PMA, les PEID et 79 pays ACP. Cette annonce a été faite lors d'un événement conjoint à Katowice, qui a réuni des représentants de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du FENU.

Viwanou Gnassounou, sous-secrétaire général ACP en charge du développement économique durable et du commerce, a informé les participants que les deux organisations coordonneront leurs travaux afin que les pays en développement puissent accéder plus efficacement au soutien international.

Le lancement, quelques jours à peine avant la COP24, d'un nouveau site web pour le programme intra-ACP de l'AMCC+ – avec une série de success stories – et d'un fil Twitter a donné un nouvel élan aux événements. Écoutons M. Maro : « Nous abordons l'année 2019 avec beaucoup d'enthousiasme, car nous comptons bien communiquer beaucoup plus et nouer de nouveaux partenariats. »

Liens:

Intra-ACP GCCA+ sur Twitter @AcpGccaPlus
Le site web Du Programme Intra ACP de l'AMCC+

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les 10 lauréats du concours photo sur l'autonomisation des femmes grâce à l'énergie durable

24 juillet 2018 - 24 juillet 2018

L'énergie durable révolutionne la vie des populations : découvrez des images de femmes ou de filles qui bénéficient de ce secteur ou s'y impliquent.



Ces dix photos ont été sélectionnées parmi les 200 clichés reçus dans le cadre du concours photographique d'EuropeAid « Empowering women with sustainable energy » (Autonomiser les femmes grâce à l'énergie durable). Elles présentent des femmes ou des filles qui bénéficient de l'énergie durable ou s'impliquent dans ce secteur, en tant que techniciennes ou entrepreneuses.

Les lauréats sont originaires de trois continents : 1. Lola Patricia Morales – Cuba – Pérou ; 2. Vincent Wartner – Côté d'Ivoire ; 3. Ishwar Gupta – Népal ; 4. Yekbun Gurgoz – Nigéria ; 5. J-B Fedya Ivoline – Haïti ; 6. Jesse Alegre – Philippines ; 7. Nura Ibrahim – Somalie ; 8. Roy Soumyabrata – Inde ; 9. Amagor Robert Niang – Sénégal ; 10. J M Becaría Morales – Colombie.

Leurs photos montrent comment les femmes peuvent influencer le secteur de l'énergie et comment elles peuvent utiliser l'énergie durable, et en bénéficier, dans leurs activités professionnelles et quotidiennes et en vue de générer des revenus.

Links:

Les photos sur le site web d'EuropeAid

Twitter

Facebook

Annonce du concours

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les Comores : une agriculture axée sur l'avenir

30 janvier 2018

Les touristes sont peu nombreux à fouler les plages des Comores, mais ceux qui s'y rendent y découvrent un spectacle étrange : les plages volcaniques des Comores sont parsemées de rochers géants et ponctuées de cratères.



À l'inverse du littoral des autres îles de l'océan Indien telles que les Seychelles ou l'île Maurice, réputées pour leur beauté, les plages volcaniques des Comores, et tout particulièrement celles de l'île d'Anjouan, sont parsemées de rochers géants et ponctuées de cratères.

Regardez-y de plus près et vous trouverez la cause de ces grands trous : plusieurs groupes d'hommes sont en train de creuser le sable et de l'emporter dans des sacs.

« Ces hommes volent le sable de la plage pour le revendre en tant que matériau de construction », explique Mohamed Moussa, qui travaille comme conseiller agricole à Anjouan. « C'est illégal, mais ils disent ne pas avoir d'autre choix pour gagner de l'argent. L'ironie veut que ces mêmes personnes soient des agriculteurs qui possèdent des champs situés non loin de la plage, mais ils ne savent tout simplement pas comment les exploiter pour gagner leur vie. »

À l'instar des agriculteurs de nombreux autres petits États insulaires en développement (PEID), les creuseurs de sable des plages d'Anjouan doivent lutter pour gagner leur vie grâce à la terre. Leur combat est aujourd'hui d'autant plus difficile à cause des impacts du changement climatique : sécheresse, inondations, conditions météorologiques extrêmes, érosion côtière.

« Il ne pleut pas, du coup nous n'avons pas d'eau puisque le canal d'irrigation qui nous amène l'eau de pluie s'est tari. Nous sommes nombreux à posséder des terres, mais il n'y a pas d'eau, donc la terre ne nous sert à rien », déclare Sendoubera, père de deux enfants et maraîcher qui possède ses propres cultures, notamment d'oignons et de tomates, qu'il vend dans la ville locale ou qu'il exporte vers l'île principale. « Pour la plupart, nous avons appris le métier d'agriculteur auprès de nos parents et grands-parents, mais le climat a changé et nous devons évoluer avec lui. »

Sendoubera est l'un des agriculteurs bénéficiant d'un projet de formation financé par l'AMCC+, dans le cadre d'un programme d'investissement de 3 millions € aux Comores. Les agriculteurs sont formés afin de pouvoir s'adapter à la nouvelle réalité du changement climatique grâce au recours à de nouvelles techniques.

« Nous prévoyons une irrigation au goutte-à-goutte afin de prolonger la saison de culture des légumes au profit des agriculteurs », poursuit Mohamed. « Nous leur fournissons aussi des équipements qu'ils ne seraient pas en mesure de s'acheter, et nous les aidons à installer des clôtures autour de leurs champs afin de contenir l'érosion du sol. »

« Avant, le sol était pauvre et nous ne pouvions en tirer aucun profit », ajoute Mirhane Hassane, l'un des agriculteurs bénéficiaires du programme de formation. « Mais cette aide nous permet d'évoluer et de devenir plus autonomes. »

D'autres agriculteurs découvrent l'agriculture biologique et plantent des variétés plus résistantes aux conditions météorologiques extrêmes. Les propriétaires de bétail sont invités à laisser paître leurs animaux sur les espaces reboisés, produisant ainsi du fumier qui pourra être utilisé sur les champs.

En persuadant les agriculteurs de quitter les plages et de retourner au champ, nous obtenons un avantage supplémentaire. « L'un des principaux problèmes sur l'île d'Anjouan est l'érosion côtière », affirme Ali M Mohamed, directeur des projets de l'AMCC+ aux Comores. Le niveau de la mer monte et l'eau emporte la terre. Plusieurs routes de l'île ont été endommagées et, bien sûr, les trous creusés sur les plages n'arrangent pas le problème. »

« Les projets de l'AMCC+ aux Comores ont été mis sur pied pour venir en aide aux communautés les plus vulnérables en termes d'utilisation de la terre et de panification de la protection de l'environnement. Nous serons alors mieux préparés et plus à même de faire face aux conséquences du changement climatique, comme les inondations », poursuit-il.

« Nous avons confiance dans le fait que la situation s'améliorera avec le temps, mais il faut commencer par la sensibilisation, le changement des attitudes et la mise à disposition de nouvelles solutions afin d'assurer des conditions de vie correctes et plus de résilience. »

>

Liens:

Video: https://www.youtube.com/watch?v=-t12QKTj-Wg

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les facteurs de succès d'une intervention d'atténuation

14 avril 2020 - 14 avril 2020



Le concept d'atténuation est des plus simples et se définit comme « une intervention humaine visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ou à accroître les puits de carbone ». Les mesures d'atténuation sont plus complexes à décrire. Elles peuvent être déployées dans les six secteurs très différents (approvisionnement énergétique, transports, bâtiments, industrie, agriculture et sylviculture, et gestion des déchets) couverts par le rapport du Groupe de travail III du GIEC.

À tous les niveaux, des facteurs sociaux, politiques, économiques, géographiques, démographiques, environnementaux et technologiques influencent la réussite des mesures d'atténuation. Des compromis sont en outre souvent nécessaires. De plus, chaque secteur regroupe des sous-secteurs spécifiques, en termes d'émissions à réduire ou de puits de carbone à améliorer. Il n'y a donc pas de solution miracle, ou autre meilleure pratique universelle, adaptée à tous ces secteurs et sous- secteurs. Toutefois, comme l'illustrent l'analyse technique et les études de cas du référentiel, les méthodologies actualisées régulièrement par le GIEC, un financement approprié et la priorité accordée à la collecte de données solides constituent un bon point de départ.

Ingrédients pour une intervention d'atténuation réussie

1. **Une méthodologie sous-jacente solide est essentielle** : depuis plusieurs décennies déjà, des coalitions internationales, en particulier le GIEC, ont accompli un travail considérable permettant d'améliorer les méthodes d'estimation des niveaux de référence, de calculer le potentiel de réchauffement planétaire des gaz à effet de serre connus, d'élaborer des scénarios de réchauffement climatique et de mettre au point de méthodes pour suivre et contrôler les réductions de gaz à effet de serre dans le temps. Ces méthodes sont également mises à jour en permanence. C'est d'une certaine façon l'aspect le plus facile. Car il est sans doute plus compliqué d'adapter les interventions à un contexte particulier. Idéalement, il faudrait pouvoir s'appuyer ici sur des ensembles de données fiables, harmonisées et ayant été recoupées, recueillies au fil du temps. Mais dans de nombreux cas, et même le plus souvent, les données sont insuffisantes ou peu fiables.
2. **De solides capacités de collecte de données et des systèmes de stockage et de traitement des données** doivent être mis en place, prioritairement, afin de permettre la mesure, le suivi et la vérification des interventions d'atténuation. Les données financières et économiques permettent de déterminer si le budget est respecté, si les bénéficiaires tirent des avantages de l'intervention ou si l'intervention doit être ajustée pour en améliorer l'impact.
3. **Les mesures doivent avoir un bon rapport coût-efficacité.** L'idée n'est pas d'opter systématiquement pour des mesures peu coûteuses mais de veiller à ce que des politiques et des mesures incitatives appropriées soient en place afin que les fonds publics limités tiennent la distance. Il faut aussi inciter – par le biais de politiques intelligentes, et notamment des incitants financiers – les acteurs privés (depuis les concepteurs et les porteurs de projets jusqu'aux utilisateurs finals et aux ménages) à adapter leurs comportements et à se tourner vers des solutions plus résilientes face au climat et à plus faibles émissions pour ce qui est de la gestion des terres, des systèmes de production alimentaires, des produits et appareils ménagers, des moyens de transport, des fournisseurs d'énergie.
4. **La flexibilité est parfois nécessaire.** Le souci d'un rapport coût-efficacité optimal impose parfois d'admettre qu'il n'est pas toujours possible de déployer des solutions de réduction des émissions à faibles coûts. Dans certains contextes, il est plus efficace de créer des mécanismes tels que les systèmes d'échange de droits d'émission et les marchés du carbone pour renforcer l'atténuation dans les secteurs où elle se révèle la moins coûteuse. Malgré le succès parfois mitigé des mécanismes créés dans le cadre du protocole de Kyoto, il y a lieu d'en intégrer les leçons dans la mise en œuvre de l'article 6 de l'accord de Paris, afin que tous les pays puissent atteindre les objectifs d'atténuation à un coût aussi faible que possible.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les gardiennes de la vie : Les femmes au premier plan de l'action pour le climat

8 mars 2021 - 8 mars 2021

Découvrez l'histoire des Gardiennes de la vie : Les femmes au premier plan de l'action pour le climat



Les femmes sont des moteurs essentiels de l'action en faveur du climat, en tant que dirigeantes, décideuses, éducatrices et modèles. Mais elles sont aussi des innovatrices, des preneuses de risques, des entrepreneuses et des créatrices de richesse.

Dans le monde entier, les femmes transforment des vies et des moyens de subsistance mis à mal par le changement climatique. Trop souvent, les femmes restent exclues de l'éducation, des finances, des droits fonciers et des structures de pouvoir qui leur permettraient de réaliser leur potentiel. C'est pourquoi le programme européen GCCA+ sur le changement climatique finance des projets dans le monde entier afin de soutenir les femmes dans leur lutte contre le changement climatique.

Lire plus

- Téléchargez le reportage - Les gardiennes de la vie : Les femmes au premier plan de l'action pour le climat
- UE AMCC+ Fiche d'information: Femmes et Climat
- EU GCCA+ UE AMCC+ Flashnews: Journée internationale des femmes

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les jeunes et l'économie bleue dans le Pacifique

5 avril 2022 - 5 avril 2022

Couvrant 30 % de la surface de la Terre, l'océan Pacifique est une véritable source de vie pour les pays insulaires du Pacifique, qui en dépendent pour se nourrir, générer des revenus et créer des emplois. Or, cette ressource essentielle est menacée par les effets du changement climatique, la pollution marine et la surexploitation.



© EU GCCA+ – SUPA 2021 students during beach monitoring activities in Palau

Le projet SUPA (Scaling up Pacific Adaptation) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus (AMCC+), financé par l'UE, est mené en étroite collaboration avec dix pays insulaires du Pacifique dans le but de contrer ces menaces en renforçant les mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique qui placent les populations au centre du développement. Malgré l'ampleur des défis à relever, ce projet a permis d'adopter une approche ciblée visant à mettre en œuvre des mesures spécifiques, étape par étape.

Depuis quelques décennies, les ressources marines des îles Cook subissent un déclin considérable. Une prolifération d'étoiles de mer couronne d'épines, qui peuvent détruire rapidement les écosystèmes des récifs coralliens, a été détectée dans le sud de l'archipel.

En 2021, lors d'une visite à Mauke visant à impliquer les jeunes et les adultes dans l'application des connaissances traditionnelles à la gestion des ressources marines, les jeunes de la région ont été formés aux techniques de plongée en apnée en toute sécurité afin de venir à bout d'une invasion d'étoiles de mer couronne d'épines.
Plus de 119 étoiles de mer ont été enlevées grâce à cette initiative. Des actions de sensibilisation sont également menées pour intégrer cette activité dans un programme régulier de surveillance et d'éradication. Le projet développe aussi les infrastructures et les capacités techniques de la station de recherche marine d'Aitutaki afin de promouvoir des mesures proactives telles que l'aquaculture de palourdes.

Le volume de débris plastiques déversés dans les océans du monde entier et nuisant à la vie marine, à la qualité de l'eau et à des secteurs tels que le tourisme est l'un des plus graves enjeux environnementaux de ce siècle. Son ampleur est alarmante.
Situées dans le nord-ouest du Pacifique, les Palaos sont connues pour leur écosystème marin vierge, qui attire les plongeurs du monde entier et est une source de nourriture et de moyens de subsistance pour les Palaosiens. Grâce au soutien du projet SUPA de l'AMCC+ et d'autres initiatives, les étudiants, les enseignants et les résidents de l'archipel se lancent dans une initiative à long terme pour lutter contre la pollution plastique.

Les déchets plastiques sont régulièrement ramassés sur les plages, échantillonnés à l'aide de protocoles établis, triés en groupes de macro-, méso- et microplastiques et comptabilisés. Les résultats sont ensuite partagés avec The Big Microplastic Survey, un programme de surveillance mondial lancé par l'université de Portsmouth au Royaume-Uni.

La première étape pour trouver des solutions efficaces et coordonnées consiste à comprendre la nature du problème. Aux Palaos, l'activité de surveillance est intégrée dans le programme scolaire, ce qui a un impact sur le développement durable et sur l'apprentissage. En outre, des opérations de nettoyage des plages sont menées après chaque visite de surveillance.
Répétées dans le temps et en de nombreux endroits différents, de petites actions spécifiques menées sur le terrain comme celle-ci peuvent favoriser une bonne gestion de l'environnement à l'échelle mondiale et contribuer à une économie bleue.

Lien:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les jeunes prennent l'initiative en matière de climat dans le Pacifique

17 août 2020 - 17 août 2020

Filipe Veisa est un jeune ambassadeur pour le climat particulièrement actif de la région du Pacifique. Comment assumez-vous ce rôle ?



Devenir un chef de file de l'action pour le climat est un vrai défi, mais c'est aussi très gratifiant. Cela requiert de l'engagement, ainsi que le soutien de tous les segments de la société, y compris au niveau local. Je suis reconnaissant que la région du Pacifique soit désormais passée à l'action. Les Fidji, d'où je suis originaire, ont par exemple présidé la COP23. Dans le cadre de ma fonction, il est essentiel de sensibiliser le public au changement climatique et de joindre le geste à la parole.

L'une de mes principales missions, ici, à l'Université du Pacifique Sud (USP), consiste à promouvoir les programmes et les cours du Centre du Pacifique pour l'environnement et le développement durable (PaCE-SD) de l'USP pour les jeunes, les diplômés et les professionnels qui ont terminé leur premier cycle d'études et souhaitent poursuivre leur carrière dans le domaine du changement climatique. Ils pourront ensuite rentrer dans leur pays et leur communauté et appliquer ce qu'ils ont appris ici dans la lutte contre les impacts du changement climatique. En dehors de mon travail, je discute aussi avec des groupes de jeunes à l'église de l'importance de comprendre les questions liées au changement climatique. Cela a débouché sur le lancement d'un nouveau programme, baptisé « Initiative Youth Program », qui implique des activités telles que la plantation de mangroves, le nettoyage de l'estran et la promotion des potagers familiaux pour améliorer la sécurité alimentaire.

Quelles actions entreprenez-vous pour sensibiliser la communauté locale, et les jeunes en particulier, aux questions climatiques ?

Nos communautés locales sont bien conscientes du problème du changement climatique, et ce, principalement grâce aux jeunes. En plus du « Initiative Youth Program », nous proposons aussi des cours en ligne ouverts à tous (MOOC) sur le changement climatique, une opportunité que saisissent de nombreux jeunes de nos régions pour mieux comprendre le changement climatique et ses impacts.

Avez-vous un message inspirant à faire passer aux jeunes de votre région et des autres pays ACP sur la façon dont ils peuvent contribuer concrètement à la résilience au changement climatique ?

Les jeunes sont l'avenir ! Nous devons commencer à prendre soin de notre planète avant qu'il ne soit trop tard. Le changement climatique est réel et il a lieu maintenant. Avec une vision mondiale et des efforts locaux, nous pourrons maintenir la hausse des températures en dessous de 1,5 °C. La résilience au changement climatique commence au niveau individuel et, pour ce faire, l'éducation est la clé ! Nous devons éduquer nos jeunes à la réalité du changement climatique et leur apprendre les méthodes permettant de l'atténuer, de s'y adapter et de devenir plus résilients.

Felipe Veisa est le coordinateur des étudiants du programme sur le changement climatique du Centre du Pacifique pour l'environnement et le développement durable de l'Université du Pacifique Sud, l'un des principaux partenaires du ***programme intra-ACP de l'AMCC+*** *dans le Pacifique.*

Interview par Jean-Rémy Daue
Expert en communication et gestion des connaissances, intra-ACP, AMCC+

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les puits cimentés multi-usages au service des femmes rurales au Niger

29 juin 2020 - 29 juin 2020

L'accès à l'eau et sa gestion intégrée sont parmi les priorités du gouvernement nigérien. Dans le cadre du Projet d'Appui à la Résilience Climatique pour un Développement Agricole Durable (PARC DAD) mis en œuvre au Niger à travers **l'AMCC+**, la réalisation des puits villageois a permis d'améliorer les conditions de vie de la population en général et des femmes en particulier.

Grâce au financement de l'**Union Européenne**, Eau Vive et ses partenaires locaux ont réalisé 6 puits dans le département de Dogondoutchi au profit de **8 916 habitants.** Ceux-ci permettent quatre usages :

Approvisionnement en eau des populations



©Bachir Abdou, facilitator, GCCA+/EU

La réalisation de ces puits multi-usages a significativement amélioré les conditions des populations en général et des femmes en particulier. L'eau est disponible au niveau de chaque village, les femmes n'ont plus à parcourir des kilomètres pour chercher l'eau et gagnent un temps précieux pour faire d'autres activités (activités domestiques, AGR, …).

Maraîchage autour des puits

La réalisation des puits villageois a significativement amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de résilience face aux changements climatiques. Les femmes, organisées en groupements, font du maraîchage, consomment et vendent une partie de la récolte pour subvenir à leurs besoins.



©Bachir Abdou, facilitator, GCCA+/EU

Abreuvement des animaux

Les puits réalisés par le projet ont été favorablement accueillis par les communautés. En effet, en plus de la consommation d'eau par les populations, les animaux trouvent de l'eau en suffisance. Les peulhs et la population autochtone peuvent y abreuver leurs animaux et ainsi limiter les conflits qui pourraient surgir dans l'usage de l'eau.

Production des plants pour le reboisement



©Aboubacar Saadou, assistant; GCCA+/EU

Pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique, le projet a formé des femmes pour la production de plants à proximité des puits en vue du reverdissement des espaces agro-pastoraux. Parmi les essences figurent des produits forestiers à haute valeur nutritive comme le Moringa et le Baobab qui contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les réfugiés climatiques de la Venise africaine

15 mars 2019



La côte atlantique du Sénégal souffre de certaines des pires érosions et élévations du niveau de la mer au monde. Des villages ont déjà disparu sous les vagues et des centaines de milliers de personnes risquent de devenir des réfugiés climatiques.

Les résidents de Saint-Louis, sur la côte atlantique du Sénégal, mènent une existence incertaine. Avec l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière, l'océan est littéralement à leur porte. Le littoral est jonché de décombres de maisons, bureaux et lieux de travail qui s'enfoncent lentement dans la mer. La principale piste côtière est régulièrement inutilisable et de longs tronçons ont été reconstruits. À certains endroits, les plages disparaissent au rythme de deux mètres par an. Ce n'est pas un hasard si cette ville – qui compte près de 230 000 habitants – est surnommée la « Venise de l'Afrique ».



Senegal. Areal vue of the Marine protected Area. 2018
@GCCA+ / Sylvain Cherkaoui



Senegal. Alioune Ndiaye and his family works in his vegetable garden. 2018, @GCCA+ / Sylvain Cherkaoui

Depuis des siècles, la ville de Saint-Louis est protégée des vagues violentes de l'océan Atlantique par la Langue de Barbarie, une étroite péninsule de 30 kilomètres de long située à l'embouchure du fleuve Sénégal et dont une partie est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO. Mais désormais, ce cordon littoral sableux de basse altitude disparaît lui aussi rapidement, victime à la fois du changement climatique et de problèmes d'origine humaine tels que l'extraction illégale de sable et le surdéveloppement. En 2003, un plan d'aide aux victimes d'inondations – qui partait d'une bonne intention mais était mal conçu – a fini par couper la péninsule en deux : ce qui était au départ un canal de quatre mètres de large s'étend aujourd'hui sur plus de quatre kilomètres.

Aujourd'hui, la partie méridionale de la Langue de Barbarie est une île et le village de Doune Baba Dieye est immergé sous plus d'un mètre d'eau. Les villageois sont devenus des réfugiés climatiques et sont contraints de vivre dans des camps temporaires sur le continent. Ils n'ont pas seulement perdu leur maison, l'eau salée a aussi contaminé leurs terres et chassé les poissons d'eau douce.

Lancé en 2014 avec un financement européen de 4 millions d'euros, le programme de gestion intégrée des zones côtières (GIZC), financé par l'initiative phare de l'UE « Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) », vise à inverser certains des pires effets de l'élévation du niveau de la mer et à aider les habitants de Saint-Louis et des environs à devenir plus résilients.



@GCCA+

> ***« Nous avons travaillé avec des ONG et des groupes d'entreprises pour créer le projet. Jusqu'à présent, nous avons planté au moins 276 hectares de casuarinas et 260 hectares de mangroves dans les régions de Petite Côte, Saint-Louis et Casamance. Nous avons également réalisé des travaux d'infrastructure et d'ingénierie, tels que des brise-lames, épis et digues rocheux, et nous avons développé un système d'information géographique (SIG) pour suivre les effets du changement climatique. »***
>
> *- Dior Sidibé, le gestionnaire du projet GIZC au ministère de l'environnement*

Le sort des personnes qui vivent et travaillent sur la Langue de Barbarie a attiré l'attention de la communauté internationale. L'an dernier, le président français Emmanuel Macron et le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim se sont tous deux engagés à débloquer 42 millions d'euros pour lutter contre l'érosion côtière dans la région de Saint-Louis.



@GCCA+ EU

> ***« La reconstruction des plages et le reboisement sont essentiels. Un écosystème de mangrove sain joue un rôle primordial dans la préservation et la régénération de la biodiversité, notamment en empêchant l'eau salée de se répandre dans les terres. Cet écosystème permet également de stabiliser le littoral et de ralentir l'érosion côtière. Même s'il s'agit d'un phénomène naturel, l'érosion côtière est accentuée par l'activité humaine. Si vous traversez la zone côtière, vous verrez qu'elle est complètement urbanisée et développée. »***
>
> *- Dior Sidibé, le gestionnaire du projet GIZC au ministère de l'environnement*

Enda-Energie, une ONG active dans le domaine de l'énergie et basée à Dakar, comptait parmi les partenaires commerciaux du programme avec l'ONG Wetlands International.

> ***« Il est très important d'impliquer les populations locales et de les sensibiliser à la question de la protection du littoral. Développer ce genre de projet n'a aucun sens si les populations locales ne sont pas impliquées. C'est pour cette raison que nous travaillons avec les communautés de pêcheurs de la Langue de Barbarie et les quartiers de pêche traditionnels de Saint-Louis, tels que Guet-Ndar et Gokhou Mbathie. »***
>
> *- Ndèye Fatou Faye d'Enda-Energie.*



GCCA+ EU



GCCA+ EU

Parmi ces communautés de pêcheurs autrefois prospères figure celle de Doune Baba Dieye, qui est aujourd'hui submergée sous l'océan. Le chef du village, Ameth Segne Diagne, a vu les membres de sa famille et ses amis devenir des réfugiés climatiques et il est affligé par la disparition des forêts de mangrove qui ont protégé sa maison côtière pendant des générations. Il explique : « Les mangroves peuvent vivre jusqu'à 600 ans. Leurs racines se déploient en profondeur dans le sol, ce qui leur permet de résister aux intempéries et à l'eau salée. Elles adoucissent également les eaux souterraines. Les mangroves sont essentielles pour cette région, elles alimentent toutes les formes de vie. »

Liens :

http://www.gcca.eu/fr/programmes/gestion-integree-des-zones-cotieres-du-senegal-etude-approfondie-et-actions-pratiques-de
http://apanews.net/index.php/en/news/senegal-donors-pledge-more-than-cfaf30b-to-save-st-louis
https://www.aljazeera.com/programmes/aljazeeraworld/2018/07/senegal-sinking-villages-180725111837972.html

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les règles du jeu adoptées lors de la COP24 : le point de vue de l'AMCC+

14 janvier 2019

Les effluves de charbon à la sortie de l'avion après l'atterrissage de nuit à l'aéroport de Katowice nous ont fait prendre immédiatement conscience des enjeux de la COP24. Voici quelques réflexions sur les principaux succès de l'accord de Katowice, mais aussi sur nos principales déceptions.

Cet ensemble de méthodes, de procédures et de lignes directrices, communément appelé le « Paris Rule Book » (le guide de mise en œuvre de l'accord de Paris) régit la façon dont les pays réduiront leurs émissions, financeront les pays pauvres et veilleront à ce que chacun respecte ses engagements. Alors que l'avenir de la lutte contre le changement climatique dépendait de l'issue des négociations, celles-ci ont piétiné durant la deuxième semaine, différant d'un jour la clôture de la COP24. Le samedi 15 décembre, à 21 h 33, 196 pays sont cependant parvenus à un accord sur une série d'éléments cruciaux. Le point clé du débat était de savoir si les pays devaient mettre en œuvre un ensemble unique de règles pour orienter les efforts de réduction des émissions – avec une certaine souplesse pour les pays qui en ont besoin – ou définir des objectifs différenciés comme par le passé.



L'accord final met en place un ensemble de règles – en laissant une certaine souplesse aux pays qui en ont besoin – accompagné d'explications. À partir de 2024, tous les pays seront tenus de soumettre un rapport biennal (sauf ceux qui bénéficient de cette souplesse) à l'aide d'un registre unique, et surtout, ils rendront compte de leurs émissions à potentiel élevé de réchauffement planétaire, sur la base des lignes directrices de 2006 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il sera donc bien plus facile de comparer les efforts consentis par les pays et de mesurer les progrès à l'échelle mondiale.

Bien que des avancées considérables aient été réalisées sur le front de l'information financière, la fixation d'un objectif financier à long terme et de règles pour le fonctionnement du marché du carbone a été reportée à la COP25. Le « Paris Rule Book » deviendra un instrument clé que l'AMCC+ pourra utiliser pour concevoir des actions climatiques avec ses pays partenaires afin de soutenir la mise en œuvre de leurs CDN.

Les données scientifiques doivent absolument être prises en compte, mais elles ne sont pas toujours bien accueillies.

Si la finalisation du « Paris Rule Book » a été une victoire de la COP24, le fait qu'un groupe de pays ait refusé d'approuver le Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5° C sur les écosystèmes de la planète peut être considéré comme un échec. Cette décision a été largement perçue comme politique, car ce rapport contient plus de 6 000 citations de références scientifiques et rassemble les dernières conclusions de la recherche sur l'impact de l'augmentation de la température mondiale. Il avait par ailleurs été approuvé par les gouvernements au mois d'octobre.

« Nous avons répondu à l'urgence qu'ont fait entendre les scientifiques en approuvant le rapport spécial du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5° C. Il s'agissait d'un point essentiel pour l'UE et ses alliés, » a déclaré Miguel Arias Cañete, commissaire européen pour l'action pour le climat et l'énergie.

Le Rapport spécial du GIEC, demandé par les pays lors du sommet climatique de Paris en 2015, devait apporter une contribution importante aux négociations de Katowice, d'où la colère des 191 pays et des nombreux représentants de la société civile qui estimaient qu'il était essentiel de reconnaître les conclusions scientifiques. Bien qu'un compromis saluant « l'achèvement du rapport » ait aidé à sortir de l'impasse, il y a tout lieu de se demander comment convaincre les pays qui ne sont pas prêts à la transition si les conclusions scientifiques ne leur suffisent pas.

Le multilatéralisme gagne peu à peu du terrain et de nouvelles voix se font entendre.



Dans le contexte de la récente montée des politiques nationalistes, d'aucuns ont exprimé des craintes quant à la faisabilité de parvenir à un accord technique à Katowice. Mais les négociations multilatérales ont ceci de « magique » que si très peu de pays (voire aucun) ont obtenu tout ce qu'ils souhaitaient, tout le monde a fini par soutenir un « paquet » unique qui nous tenait tous à cœur. Il s'agit là d'un aspect essentiel car même si les avancées semblent trop lentes, la lutte contre le changement climatique ne peut être gagnée que si elle associe tous les pays. Le multilatéralisme est ici la solution pour la communauté internationale.

Même si l'accord ne constitue pas vraiment une victoire pour la planète, il nous permet de garder le cap. Et alors que de nouvelles voix ont commencé à se faire entendre, celle des enfants – les dirigeants de demain –, nous pouvons peut-être trouver un peu de réconfort dans ce qu'ils nous disent : « Nous ne pouvons pas résoudre une crise sans la traiter comme une crise ».

Fait marquant qui a présenté un intérêt pour les partenaires des PEID et des pays côtiers de l'AMCC+, la COP24 a également accueilli la Journée d'action pour les océans, organisée dans le cadre du Partenariat de Marrakech pour une action mondiale pour le climat. Dans leurs présentations, plus de 50 intervenants, parmi lesquels des Envoyés spéciaux et des Champions des Nations Unies, des ministres et des ambassadeurs, ainsi que des représentants de gouvernements, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé, ont insisté sur le rôle des océans et de leurs ressources dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ce phénomène. Le rapport détaillé et des informations complémentaires sont disponibles via le lien ci-dessous.

Le 7 décembre, l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (GCCA+), une initiative phare financée par l'Union européenne (UE), a fêté son 10e anniversaire lors d'un événement spécial organisé durant la COP24. Une rubrique spéciale du site web de l'AMCC+, accessible via le lien ci-dessous, est dédiée à cet événement. Vous y trouverez les présentations et les biographies des intervenants.

Liens:
GCCA+ Event @ COP24
Ocean Day @ COP 24
UNFCCC COP24



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les Serres du Sud de l'île Maurice

24 août 2020 - 24 août 2020



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Diksh Potter. (May 21st, 2020)

Un matin froid et brumeux, au sud de Maurice. Les Serres du Sud se trouvent au centre de l'Union Sugar Estate, entourées d'un champ paisible de cannes à sucre vertes. Elles se composent d'un peu moins d'un hectare de serres et d'environ deux hectares et demi de terres sur lesquelles sont cultivés des poivrons, des laitues, des tomates, des butternuts et bien d'autres fruits et légumes.

À six heures précises, Armand, le responsable des opérations, qui supervise 35 ouvriers (dont 23 femmes), est déjà en train d'accueillir le personnel et de commencer les activités de la journée. Kareen, la consultante interne qui soutient le projet de diversification « Smart Agriculture », le rejoint peu après.



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Diksh Potter. (May 21st, 2020)

Quelques minutes plus tard, le soleil se lève, accompagné de quelques gouttes de pluie, et la journée débute. Deux agriculteurs arrosent les champs, avant qu'un plus grand groupe ne se mette à creuser des trous dans le sol pour les jeunes plants de laitues. Une fois cette tâche accomplie, ils se répartissent dans différents champs et serres, où ils observent les plantes et s'occupent du désherbage.



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Diksh Potter. (May 21st, 2020)

Geeta, l'une des ouvrières agricoles, nous accompagne à travers les champs. « Je travaille ici depuis plus de 12 ans maintenant, et rien ne me rend plus heureuse que le moment où je peux toucher de mes doigts les fruits des plantes, dont nous prenons soin chaque jour. » Geeta est l'une des 23 femmes formées et employées par le projet, qui occupe 35 personnes, dont 65 % de femmes.

Dans les serres, des poivrons jaunes et rouges, des tomates et des butternuts poussent sereinement grâce aux bons soins des ouvriers attentionnés. Chaque jour, ils finissent leur travail à 13 h et rentrent chez eux après une dure journée de labeur. En raison du climat insulaire et tropical de Maurice, la production de légumes ainsi que la lutte contre les nuisibles et les maladies sont complexes, ce qui entraîne un usage excessif des pesticides. Une situation encore aggravée par les effets observés du changement climatique, tels que l'accélération du développement et de la propagation des nuisibles et vecteurs de maladie, ainsi que la diminution de l'humidité des sols. Pour relever ces défis, la chambre d'agriculture de Maurice, en collaboration avec le Food and Agricultural Research Extension Institute, a lancé le projet « Gender Empowerment and Climate Smart Agriculture ». Celui-ci est financé, entre autres, par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+), une initiative de l'Union européenne (UE).



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Diksh Potter. (May 21st, 2020)

À travers une approche structurée et collective incluant les femmes, ce projet entend repenser les systèmes de culture des producteurs agricoles grâce à un processus par étapes, ainsi qu'améliorer le bien-être économique des agricultrices de la communauté. Le projet part du principe que la transition des systèmes agricoles actuels vers des systèmes agroécologiques augmentera la résilience de l'agriculture face au changement climatique – une hypothèse partagée par les experts scientifiques. Ces changements permettront aussi, à long terme, d'atténuer les impacts négatifs du changement climatique sur l'environnement, tout en soutenant le développement économique des femmes dans la communauté. La transition agroécologique devrait aussi contribuer à diminuer l'utilisation de pesticides dans les cultures, réduisant ainsi les risques sanitaires liés à la pulvérisation de ces produits et à la consommation des légumes traités de la sorte.

Liens:

- Production de légumes à l'île Maurice
- Les serres de l'île Maurice

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Les solutions climatiques les petits États insulaires en développement (PEID)

30 janvier 2018

Tandis que l'élévation du niveau de la mer érode leurs côtes, mettant en péril la survie même des habitants, l'AMCC+ s'est concentrée sur la garantie d'un avenir pour les petits États insulaires en développement (PEID) lors de la COP23 et de la conférence internationale sur le changement climatique dans les Caraïbes.

Au travers de vidéos passionnantes, de présentations d'experts et de débats productifs, l'initiative de l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus (AMCC+) de la Commission européenne était présente à l'occasion des deux rassemblements internationaux de premier plan afin de souligner l'importance d'accentuer la résilience et d'encourager le développement durable dans ces régions vulnérables.

L'AMCC+ à la COP23



La Conférence des Nations Unies sur le changement climatique s'est tenue du 6 au 17 novembre dans la ville allemande de Bonn. Elle était présidée par Fidji, le premier PEID à prendre la barre de cet événement d'envergure. Près de 200 pays ont participé aux négociations sur la mise en œuvre du jalon historique qu'est l'Accord de Paris.

Le 14 novembre, dans le pavillon de l'UE, l'AMCC+ organisait un événement en marge de la COP23, lequel a attiré des délégués internationaux de haut niveau, des décideurs politiques et des représentants de la société civile. Les participants ont eu l'opportunité de mener une discussion intéressante sur l'aide fournie par l'AMCC+ aux PEID afin de contrer les conséquences du changement climatique.

L'événement a notamment vu la projection d'une vidéo éloquente présentant les activités de l'AMCC+ sur l'île Maurice, dans les Comores et aux Seychelles. Intitulée « Développer la résilience au changement climatique dans l'océan Indien », elle laissait entendre des témoignages personnels de première main des agriculteurs, des habitants et des responsables au sujet des réalités sur le terrain, allant des conditions météorologiques extrêmes à la sécheresse en passant par l'érosion côtière.

La vidéo mettait aussi en image quelques solutions de l'AMCC+, dont un projet d'aide aux agriculteurs dont les terres sont contaminées par l'eau de mer sur la petite île autonome de Rodrigues.

Les spectateurs ont ainsi entendu, entre autres, Jacques Ravena, président de l'association des planteurs locaux, qui s'exprime dans cette vidéo : « les légumes ne poussent plus, car le sol ne contient plus que du sel ».

Autre île, autre projet. À Anjouan, où 300 000 personnes subissent les conséquences d'une sécheresse qui dure depuis plusieurs années, l'AMCC+ aide les cultivateurs bio à se tourner vers des cultures plus résistantes, et donc capables de survivre dans un sol desséché.

De petites vidéos montrant des combats et des solutions spécifiques liés au changement climatique sur l'île Maurice et aux Seychelles ont rencontré un succès considérable en ligne.

Lors de la séance, plusieurs études de cas d'autres pays, notamment le Timor-Leste, ont également été passées en revue. Elles montraient la possibilité d'adaptation au changement climatique grâce à une meilleure gestion de l'eau, comme l'a expliqué avec passion la représentante locale de l'AMCC+, Isabelle Soares.

L'AMCC+ à la conférence internationale sur le changement climatique dans les Caraïbes

« Adaptation in Action » (L'adaptation en action) était le thème de l'événement organisé du 9 au 12 octobre. Il a attiré à Port-d'Espagne, sur l'île de Trinité, plus de 100 scientifiques, chercheurs, négociateurs et partenaires du développement actifs dans le domaine du climat et venus des quatre coins du globe.

Organisée en partie par l'Union européenne dans le cadre de l'initiative de l'AMCC+, la conférence a été l'occasion d'aborder le rôle de l'information dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes climatiques dans la région des Caraïbes, faisant ainsi office de plate-forme majeure pour l'interaction et le partage des connaissances.

Le rapport sera mis à disposition via le lien ci-dessous dès qu'il sera publié.

Liens:

« Développer de la résilience au changement climatique dans l'océan Indien » et mini vidéos sur les combats et solutions en lien avec le changement climatique sur l'île Maurice, aux Seychelles et dans les Comores : http://www.gcca.eu/news-and-events/videos-gcca-work-in-small-island-developing-states-sids

Procédures pour les programmes et le financement de l'initiative AMCC+ de l'UE (en anglais)

L'AMCC+ à la COP23 (en anglais)

L'AMCC+ à la conférence internationale sur le changement climatique dans les Caraïbes (en anglais)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les systèmes agroforestiers, une alternative intelligente pour Cap-Vert

6 décembre 2021 - 6 décembre 2021

Les systèmes agroforestiers peuvent constituer une alternative intelligente pour lutter contre le changement climatique sur l'île de Santo Antão (Cap-Vert), en améliorant la qualité de vie dans les zones rurales et en combattant la désertification grâce à des techniques agroécologiques.

L'équipe locale du projet "Systèmes agroforestiers", mise en oeuvre par par ADPM Mértola, renforce les capacités des agriculteurs sur les techniques de multiplication des plantes adaptées au climat sur l'ile de Santo Antão. M. Manuel, qui a travaillé de nombreuses années dans la pépinière de Chã de Alecrim, explique et démontre aux participants les différentes techniques et pratiques utilisées dans la pépinière.



©ADPM Mértola

Le projet "Systèmes Agroforestiers" s'inscrit dans le cadre du deuxième appel à projets lancé par le projet #GCCAPlus Afrique de l'Ouest financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France, sous le leadership de la CEDEAO, et en partenariat avec le CILSS. #GCCAPlus #ADPMCOOPERATION #climateaction

Liens

- Agrofloresta Facebook page

Photos

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Les technologies et la tradition au secours des agriculteurs du « corridor de la sécheresse »

15 décembre 2022 - 15 décembre 2022

Le Corridor de la sécheresse d'Amérique centrale, qui couvre six pays et s'étend sur plus de 1 600 kilomètres est l'un des points névralgiques des changements climatiques les plus préoccupants. Dans cette zone d'environ 11 millions d'habitants, près d'une décennie de sécheresse n'a pas seulement aggravé la pauvreté et la faim, elle a aussi été l'un des principaux facteurs à l'origine d'un flux migratoire vers le Nord, en direction des Etats-Unis.

La côte Pacifique de l'Amérique centrale est depuis longtemps une zone aride, mais le changement climatique, l'imprévisibilité des précipitations et la multiplication des événements El Niño touchent désormais de plein fouet les agriculteurs. Selon un rapport de la Banque mondiale, le changement climatique pourrait pousser plus de quatre millions d'habitants à fuir la région d'ici 2050.

Une initiative mise en œuvre par le programme européen DeSIRA redonne aujourd'hui espoir à plus de trois mille petits exploitants du Panama, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, d'El Salvador et du Nicaragua, ainsi qu'à leur famille. DeSIRA – acronyme de Development Smart Innovation through Research in Agriculture (« développement intelligent pour l'innovation par la recherche en agriculture ») – a injecté 6 millions d'euros dans le projet AgroInnova qui vise à améliorer la résilience des agriculteurs face aux effets dévastateurs des changements climatiques.

Ce projet de deux ans, qui associe agroforesterie et diversification des cultures, vise à montrer aux agriculteurs qu'ils peuvent espérer un avenir durable et plus productif. Mais attention, le projet n'a rien d'une formation théorique : des parcelles de démonstration ont été mises en place dans les six pays du corridor afin de permettre aux agriculteurs d'apprendre – par la pratique – à cultiver des variétés résistantes à la sécheresse. Dans le même temps, des pépinières produisent les plants d'arbres qui seront plantés sur les parcelles.



©IICA

« Les systèmes agroforestiers associent des arbres et des cultures, » explique Cecilia Guerra, une étudiante de troisième cycle qui travaille pour la CATIE, le Centre d'agronomie tropicale de recherche et d'enseignement supérieur (CATIE) basé au Costa Rica, qui est l'un des deux partenaires de mise en œuvre du projet. « Ces systèmes offrent aujourd'hui de réelles perspectives pour le corridor de la sécheresse. Il s'agit d'une solution vraiment innovante – à court terme, nous faisons pousser d'autres cultures, pour nous nourrir, et à long terme, nous aurons du bois. Les plants d'arbres cultivés aujourd'hui dans les pépinières sont en quelque sorte un investissement pour le futur. »

Les parcelles de démonstration fournissent aussi les aliments dont les communautés locales, qui souffrent encore des conséquences de la pandémie de Covid-19, ont vraiment besoin. « Nous avons ouvert des banques alimentaires pour aider les populations les plus démunies et les plus vulnérables, » explique Guillermo Destlefsen, expert en systèmes agroforestiers au CATIE. « Les banques alimentaires sont approvisionnées en produits frais cultivés sur les parcelles de démonstration. Nous avons simplement adapté les cultures pour que les parcelles produisent les aliments nécessaires. »

Guillermo insiste sur le rôle essentiel des parcelles de démonstration dans les districts costaricains de Turrialba et Coronado, où les banques alimentaires proposent gratuitement du maïs, des haricots, du manioc, des patates douces, des bananes plantain, des potirons et des bananes aux ménages qui ont des difficultés à se nourrir. « Nous faisons preuve de responsabilité sociale et de solidarité envers les communautés à proximité des parcelles de démonstration, » poursuit-il. « Le modèle diversifié de production agroforestière garantit la production d'aliments de qualité tout au long de l'année, tout en permettant à des milliers de producteurs d'apprendre à mettre en œuvre ces solutions innovantes pour améliorer leur résilience et produire de manière durable. »

La pandémie a aussi eu des effets positifs inattendus, en offrant l'occasion d'utiliser des solutions technologiques pour aider les agriculteurs et les communautés rurales. L' Institut interaméricain de coopération agricole (IICA), l'autre partenaire de mise en œuvre d'AgroInnova, a développé une appli afin de fournir des informations actualisés sur les mesures de biosécurité, protéger la santé de la main-d'œuvre agricole et des chaînes d'approvisionnement agroalimentaire, et de garantir la continuité de l'approvisionnement.

Le projet AgroInnova se terminera en 2023, mais ses résultats semblent d'ores et déjà prometteurs. Selon l'IICA, plus de cent parcelles de démonstration ont été mises en place sur une superficie de près de quatre-vingts hectares. Rien qu'en 2021, le projet a enregistré plus de trois mille visites d'agriculteurs sur ses parcelles de démonstration. Grâce au concours des experts d'AgroInnova, ils ont appris comment déployer les nouvelles technologies et les bonnes pratiques agricoles.



©IICA

« Nos formations portent sur la gestion intégrée des cultures, le captage d'eau et l'irrigation, la restauration des sols, les semences améliorées pour l'alimentation animale et humaine, des services écosystémiques des arbres et la production d'intrants biologiques, » explique Pedro Avendaño Soto, coordinateur du projet à l'IICA. « Notre objectif est d'améliorer la production, de renforcer la sécurité alimentaire et de faciliter l'adoption de nouvelles pratiques agricoles pour aider les bénéficiaires à faire face au changement climatique. L'accent est mis sur le transfert de technologies, les bonnes pratiques agricoles, la mise en place de systèmes agroforestiers innovants – associant également les femmes et les jeunes des zones rurales – et le développement professionnel des spécialistes et des techniciens agricoles. »

L'innovation et le transfert de technologies sont la clé de la survie à long terme des communautés agricoles du corridor de la sécheresse. Un récent atelier organisé par l'IICA et le CATIE a réuni 44 experts techniques afin de jeter les bases de la création d'un Réseau technique régional d'agroforesterie qui prendra le relais du projet AgroInnova, lorsque celui-ci se terminera, en 2023.

« Nous avons beaucoup à apprendre de l'utilisation des systèmes agroforestiers, » a expliqué Muhammad Ibrahim, le directeur général du CATIE aux participants de l'atelier. « La documentation et la systématisation des expériences nationales dans le domaine de l'agroforesterie – un des systèmes les plus résilients – doit selon nous faire l'objet de tous nos efforts et de toute notre attention si nous voulons optimiser la production et les bénéfices à en tirer, y compris l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la conservation de la biodiversité ».

Pour les millions d'agriculteurs en très grande difficulté du Corridor de la sécheresse d'Amérique centrale, ce soutien est plus urgent que jamais. Selon un récent rapport du Programme alimentaire mondial, près de deux tiers de la population rurale du corridor de la sécheresse vivent dans la pauvreté, le revenu moyen mensuel ne dépassant pas 177 dollars. En plus des 6 millions d'euros injectés dans AgroInnova, la Commission européenne a récemment promis un montant supplémentaire de 5 millions d'euros pour soutenir l'aide alimentaire et la nutrition, la santé, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et la protection dans la région.

Malgré les difficultés rencontrées, AgroInnova a démontré la valeur d'une approche associant technologies innovantes et savoir-faire traditionnel local. Comme le souligne le Directeur général de l'IICA, Manuel Otero, « sans le soutien de la science et de la technologie, le secteur agricole aurait le plus grand mal à relever les défis qu'il rencontre, sur le plan environnemental, social et de la production. L'agriculture a pour mission de nourrir la population mondiale. Il faut donc la soutenir au maximum pour qu'elle puisse bénéficier des avancées technologiques. »

-Martin Atkin

Photos disponibles : IICA et CATIE.

SOURCES

https://www.iica.int/en/press/news/agro-innova-project-eu-and-iica-promotes-network-between-research-centers-and-farmers
https://www.iica.int/en/press/news/eu-and-iica-agro-innova-project-promotes-climate-resilience-and-crop-diversification
https://www.sknis.gov.kn/2022/08/30/u-s-department-of-state-european-union-and-iica-launch-initiative-in-guatemala-to-economically-empower-women-farmers-in-the-central-american-dry-corridor/
https://www.iica.org.br/en/press/news/efforts-promote-digital-agriculture-and-support-coffee-farming-central-america
https://europa.eu/capacity4dev/desira/wiki/agroinnova

https://www.youtube.com/watch?v=_qVYpbI1D8c

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Liberia : des contributions déterminées au niveau national (CND) révisées

26 août 2021 - 26 août 2021



En août 2021, le Liberia a soumis ses nouvelles contributions déterminées au niveau national à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), celles-ci ayant fait l'objet d'un processus de révision intensif associant toutes les parties prenantes du pays. Le processus de révision national a été confié au partenariat CND, qui regroupe l'Agence de protection environnementale (EPA), l'Assistance technique à long terme financée par l'UE au projet de l'EPA, le programme des Nations Unies pour le développement, Conservation International et des experts nationaux.

L'Union européenne apporte son soutien aux activités de développement à faibles émissions du pays, en particulier à la mise en œuvre de ses contributions déterminées au niveau national (CDN) révisées.

Liens

- **Assistance technique de l'UE à l'Agence libérienne de protection environnementale – Newsletter**
- Liberia: un petit pays s'attaque à bras le corps à la mauvaise gestion des déchets
- Cartographie des CDN par la Facilité d'appui de l'UE AMCC+

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Liberia: the huge fight of a small country against poor waste management

12 décembre 2019 - 12 décembre 2019

Le Libéria, un pays d'Afrique subsaharienne situé sur la côte atlantique, a été le théâtre d'une succession de guerres civiles dans les années 1990 et au début des années 2000. La mauvaise gouvernance, encore aggravée par les conflits, a eu un impact catastrophique sur l'environnement et la mauvaise gestion des déchets est devenue une source de préoccupations de plus en plus vive, tant en termes de santé publique qu'au niveau de l'environnement. Le Liberia a retrouvé sa stabilité et, depuis 2005, est dirigé par un gouvernement démocratique. Toutefois, les efforts visant à renforcer les systèmes de gouvernance et de gestion pour lutter contre la pauvreté et accroître la prospérité ont subi un revers cuisant en 2014- 2015, lorsque le pays a été touché par une épidémie d'Ebola d'une ampleur sans précédent. L'épidémie a toutefois hissé la lutte contre la mauvaise gestion des déchets au premier rang des priorités en matière de santé publique.



Près de quatre ans après l'épidémie d'Ebola, la gestion des déchets solides constitue toujours une menace grave pour la santé publique dans l'agglomération de Monrovia, surtout pendant la saison des pluies, lorsque les eaux usées non traitées sont à l'origine d'épidémies de choléra et de diarrhée. L'Agence nationale de protection de l'environnement (APE) a appelé les municipalités responsables de la gestion des déchets à s'engager davantage dans la lutte contre les déchets. Malgré des progrès manifestes, les infrastructures essentielles et les systèmes d'égouts restent totalement insuffisants – voire inexistants – compte tenu de défis comme le triplement de la population urbaine depuis le début des conflits.

L'appui de l'AMCC+ à l'amélioration de la gestion des déchets au Liberia s'inscrit dans le cadre d'un effort international de soutien plus général au gouvernement national. Les efforts de l'APE dans le domaine de la mesure et de la gestion des déchets solides se concentrent sur le développement de priorités, de stratégies et d'activités pilotes de gestion des déchets visant à faire émerger des créneaux d'activité dans ce secteur. Une partie du soutien de l'AMCC+ a été utilisée pour analyser comment les fonds alloués par l'UE dans le cadre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Liberia pourraient être utilisés pour atténuer le changement climatique grâce à diverses approches de gestion des déchets solides. Les domaines du recyclage, du compostage, de la production d'énergie à partir des déchets, de la création d'emplois et de la valorisation des déchets ont tous été identifiés comme étant des pistes viables.

Le projet de l'AMCC+ soutient également la mise en place d'un système de mesure, de notification et de vérification au niveau sectoriel, l'objectif étant de mesurer la variété des émissions de gaz à effet de serre du secteur des déchets et leur impact afin de soutenir la mise au point de solutions appropriées. Lors de la phase de conception du projet, il est apparu clairement que les meilleures technologies ne permettraient de résoudre le problème de la gestion des déchets que si leur élimination était intégrée en amont dans le cycle de vie de la gestion des déchets. La lutte contre les décharges sauvages, en tout lieu et à chaque instant et leur élimination exigent un changement de comportement durable de la part des gouvernements, des citoyens et des acteurs privés ainsi qu'un engagement fondé sur une réelle compréhension de l'impact de la production, de l'élimination et de la gestion des déchets sur le bien-être.

L'élaboration de programmes d'éducation visant à susciter l'engagement de toutes les parties prenantes, des communautés locales et des citoyens à produire moins de déchets et à les éliminer de manière judicieuse sera un aspect essentiel pour la mise en œuvre de solutions à faible émission de carbone sur le long terme. Un tel engagement se traduira par des avantages à long terme tant en matière de santé publique et que pour la mise au point de solutions efficaces de lutte contre le changement climatique.

Lien : Revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.3 : « L'impact de l'atténuation »

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

L'UE lance AMCC + pour lutter contre le changement climatique dans les pays en développement

13 novembre 2015

L'Union européenne (UE) a lancé l'AMCC+, la plus vaste de ses initiatives visant à lutter contre le changement climatique dans les régions les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète, notamment le groupe des pays les moins avancés et celui des petits États insulaires en développement.

L'Alliance mondiale contre le changement climatique+, l'initiative phare qui donne suite à l'AMCC, mobilisera quelque 350 millions d'euros sur une période de sept ans (2014-2020), auxquels s'ajouteront les investissements privés et les investissements publics nationaux.

Le lancement officiel de l'AMCC+, qui s'est déroulé à Bruxelles le 29 octobre dernier, intervient à un moment historique : en décembre, les dirigeants du monde entier se rassembleront à Paris pour la 21e session de la Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques afin de négocier un accord apte à relever le défi le plus urgent du 21e siècle.

«Le changement climatique pourrait causer une régression sans précédent dans les progrès vers la réduction de la pauvreté et compromettre les efforts accomplis en faveur d'un développement durable et inclusif», nous dit Neven Mimica, commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement.

« C'est une priorité essentielle pour l'Union européenne que d'aider les pays les plus vulnérables à sortir vainqueurs de cette lutte et, parallèlement, à assurer leur transition vers des économies plus vertes et plus durables », a souligné le commissaire devant le public rassemblé dans un hôtel du centre de Bruxelles.

L'AMCC+ a pour principal objectif de lutter contre le changement climatique, en particulier dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés, où les altérations de régimes climatiques, les événements météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer font désormais partie de la vie réelle.

« Notre pays est très vulnérable au changement climatique », a déclaré au public Pema Tenzin, l'un des coordinateurs du programme de l'AMCC au Bhoutan.

« Les agriculteurs sont ceux qui souffrent le plus des effets du changement climatique. J'espère que nous pourrons utiliser ce que nous avons réalisé jusqu'à présent (avec l'AMCC) pour l'étendre à tout le pays. »

«Faire plus, faire mieux»

Le lancement de l'AMCC+ a permis aux gouvernements, institutions, représentants du secteur privé et à nombre d'autres acteurs de prendre connaissance du programme et de ses possibilités de financement.

« Nous voulons faire plus et le faire mieux», a déclaré le Commissaire, faisant référence à l'intention de l'initiative de renforcer la collaboration avec les États membres de l'UE et divers autres partenaires. Dans sa nouvelle phase, l'initiative veut aussi atteindre de nouveaux publics, tels que le secteur privé.

Le volet « Faire mieux » évoque aussi un renforcement de la collaboration et de la participation avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

Le débat sur le thème « Faire plus, faire mieux » a été l'occasion de discuter de ce sujet précis. Rassemblant les représentants de divers groupes, parmi lesquels Giannina Cadena de Fairtrade International et Nicole Brown de l'Institut caraïbe des ressources naturelles (CANARI), le débat a été centré sur l'avenir et les moyens d'associer davantage les actions locales aux initiatives politiques de niveau mondial.

L'AMCC+ est aujourd'hui bien plus vaste que le programme initial, l'AMCC, dont la mise en œuvre avait débuté en 2007 en soutenant des programmes dans quatre pays seulement, en plus de l'Union européenne.

Depuis lors, les efforts européens de lutte contre le changement climatique se sont aussi considérablement intensifiés. L'AMCC+ appuie 51 programmes dans 38 pays vulnérables en menant des discussions sur les politiques et en apportant des aides financières et techniques liés au climat.

«Il s'agit d'une initiative ambitieuse qui démontre que l'UE renforce son financement dans le domaine du climat afin d'aider les pays les plus vulnérables à agir contre le changement climatique», a dit Miguel Arias Cañete, Commissaire pour l'action pour le climat et l'énergie dans un communiqué de presse.

« Elle envoie un signal clair avant la conférence de Paris: l'UE tient ses engagements et est prête à continuer à jouer son rôle.»

Une action concrète pour la planète

L'initiative est directement impliquée dans la mise en œuvre du programme de développement international, concrétisé par le programme d'action d'Addis-Abeba, lui-même inspiré de l'objectif de développement durable n° 13, qui demande des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique. De même, elle contribuera à la prochaine conférence COP 21.

« Il est essentiel que l'Europe dans son ensemble soit unie dans cet engagement à financer la lutte contre le changement climatique », a expliqué Gautier Mignot, directeur général adjoint de la mondialisation au ministère français des affaires étrangères et du développement international.

« C'est pourquoi je suis ravi de participer à cet événement de lancement, qui nous rappelle tout ce que l'Union européenne a accompli depuis 2007 dans le cadre de l'AMCC et évoque tout ce qu'elle réalisera dans celui de l'AMCC+. »

Les participants à cet événement, qui a également servi de réunion préparatoire à la conférence de Paris, ont tous souligné que l'AMCC+ jouera un rôle clé pour configurer le paysage du changement climatique de l'après-Paris dans les pays en développement.

« Nous savons qu'il y aura un accord à Paris», a avancé Simon Maxwell, président exécutif du Climate and Development Knowledge Network. « Toute la question est de savoir ce que nous ferons après Paris... Que pourrons-nous réaliser à l'avenir en prenant appui sur le succès de l'AMCC? »

L'événement de lancement de l'AMCC+ et le débat constructif ont offert aux participants l'occasion d'échanger des idées pour l'avenir et d'évoquer des actions concrètes en faveur de la planète.

Toute contribution, si modeste soit-elle, est la bienvenue. Par exemple, la direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) de la Commission européenne, qui a organisé l'événement de lancement au nom de l'UE, s'est efforcée de réduire de beaucoup l'impact environnemental de celui-ci.

Dans cet esprit, le repas donné aux participants était de type végétarien plutôt qu'un buffet à base de 40 % de viande, ce qui a permis d'économiser des émissions équivalentes à un trajet d'environ 600 km effectué par une voiture à essence de taille moyenne. De même, les cadeaux d'affaires offerts aux participants étaient fabriqués avec des matériaux respectueux de l'environnement.

L'empreinte carbone des déplacements des participants, soit l'équivalent de 18,17 tonnes de CO2, a également été compensée. Pour ce faire, des financements ont été accordés à des projets visant à réduire le changement climatique au niveau mondial.

Pour en savoir plus

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Madagascar : apprendre à l'école pour expliquer à la maison

20 octobre 2020 - 20 octobre 2020



Un champ au milieu des Hautes Terres de Madagascar ne correspond pas véritablement à l'image que l'on se fait d'une salle de classe traditionnelle. Et pourtant, les élèves qui travaillent au milieu des plants de riz, de l'eau jusqu'aux genoux, apprennent de précieuses leçons sur l'agriculture durable – des enseignements qu'ils transmettront aux agriculteurs locaux. Comme le dit un vieux proverbe malgache « L'éducation est l'héritage le plus précieux ».

Près de 2000 collégiens de 12 Collège d'Enseignement Général (CEG) de la région de Vakinankaratra ont bénéficié d'un nouveau projet sur l'agriculture climato-intelligente, le projet Manitatra 2, financé par l'AMCC+, l'initiative phare de l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique. « Nous avons ajouté l'agro-écologie aux programmes scolaires pour familiariser les enfants à l'agriculture durable dès leur plus jeune âge, » explique Rivosoa Vero Dina Ramanankihantana, professeur au CEG de la communauté reculée d'Ambohimandroso.

Ces vingt dernières années, plus de 3,5 millions d'hectares de forêts ont été détruits par la culture sur brûlis. De surcroît, les fortes précipitations qui s'abattent sur la région provoquent une érosion des sols et des crues soudaines. Les agriculteurs des Hautes Terres pratiquent la riziculture irriguée, mais les terres adaptées se font rares désormais et les rizières transmises de génération en génération sont de moins en moins appropriées à cette culture. Une solution à ce problème pourrait être la culture de variétés de riz pluvial, une pratique adaptée aux pentes raides de la région.



Le directeur d'école Franc Coeur Sousoukou espère que ces nouvelles pratiques agricoles lancées par les jeunes (notamment l'utilisation de paillage à base de maïs ou de pois) mèneront à une nette augmentation du rendement du riz. 'Nous avons couvert la première parcelle de haricots de mucuna et nous estimons que nous pourrions obtenir environ 5,5 tonnes par hectare – c'est une augmentation significative.'

> À une demi-heure de route, à Antsoatany, Harson Andrianiaina enseigne à ses élèves de cinquième année les théories et pratiques de l'agriculture de conservation. « Une fois qu'ils ont vu nos parcelles tests, les agriculteurs ont été convaincus, » ajoute Harson. « Certains ont même déjà retravaillé leurs terres et planté des semences de pois mascate. L'un d'eux vit à quelques centaines de mètres de l'école et en a semé sur un demi-hectare. »
>
> Lalaina Eric Arthur Vonjisoa, un agriculteur local, confirme avoir beaucoup appris des parcelles tests cultivées par les élèves. « Il s'agissait de terres non cultivées, et pourtant, une fois le riz pluvial planté et fertilisé par les pois mascate, la récolte a été impressionnante. Même les passants ont remarqué que le rendement du riz pluvial est bien meilleur que celui du riz irrigué des rizières environnantes. »



Selon Rakotondramanana, les élèves sont aujourd'hui plus ouverts à de nouvelles pratiques agricoles. « Ils sont vraiment motivés. Ils comprennent qu'on leur enseigne une méthode différente de celle de leurs parents – ce qui signifie qu'ils peuvent leur apprendre quelque chose. La plupart de ces jeunes viennent de familles de paysans de père en fils, et il est très probable qu'ils suivent les traces de leur père à la fin de leur scolarité. Il est donc crucial qu'ils soient sensibilisés à la dégradation des sols.»

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Madagascar : innovations favorables à la production alimentaire durable

10 janvier 2023 - 10 janvier 2023

Le projet SERVInnov vient de se clôturer, après 4 années d'activités. Ce projet a été financé par le fonds de l'initiative conjointe de l'Union Européenne et l'Union Africaine, LEAP-AGRI, sous la coordination du CIRAD.

Il a impliqué 9 partenaires issus de 5 pays (France, Allemagne, Burkina-Faso, Cameroun et Madagascar) avec l'objectif de fournir des preuves qu'une combinaison efficace de services support à l'innovation renforce les innovations agricoles et agroalimentaires responsables et inclusives.

Une vidéo a été tournée lors de l'atelier de clôture à Antsirabe (Madagascar) illustre les leçons apprises lors du projet, en donnant la parole aux chercheurs, aux partenaires de développement et aux étudiants.

Leçons apprises dans le cadre du projet



©Projet SERVInnov

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Madagascar: Du changement climatique et des lombrics

27 mai 2020 - 27 mai 2020

« Nous avons commencé avec seulement 250 grammes de vers, maintenant nous avons 20 kilos ! Le lombricompostage a donné d'excellents résultats – comme nous n'utilisons qu'un quart de notre production, nous vendons le reste aux agriculteurs de tout le pays. »
- Rabebinirina Minompamonjy David que tout le monde appelle Madame Mino – tient dans sa main une poignée de vers de terre roses et frétillants.

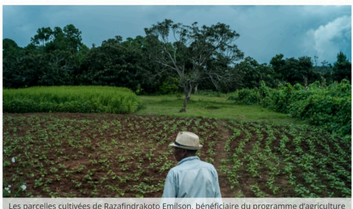
Madame Mino fait partie des 18 000 agriculteurs malgaches – dont la moitié sont des femmes – qui bénéficient d'un nouveau projet d'agriculture intelligente face au climat. « Manitatra 2 » est financé au titre de l'AMCC+, l'initiative-phare de lutte contre le changement climatique de l'UE. Ce projet, lancé après la réussite d'un précédent projet-pilote, a pour objectif de préserver les sols et les forêts dans les Hautes-Terres de Madagascar, dans la région du Vakinankaratra.



Rabebinirina Minompamonjy David (Madame Mino) inspecte son lombricompost dans le village d'Ambohitrinibe Belanitra, à Madagascar. © GCCA+/EU 2020 prises par Rafalia Henitsoa Mars 2020

« Comme nous n'avions pas de bétail, nous étions obligés d'acheter d'énormes quantités de fumier pour fertiliser nos cultures. Et c'était vraiment un problème car nos revenus nous permettaient à peine d'acheter les quantités nécessaires d'engrais. Mais aujourd'hui, grâce au lombricompost, nous ne devons plus utiliser qu'un dixième environ des quantités d'engrais dont nous avions besoin. Le désherbage est aussi devenu beaucoup plus facile. L'engrais organique que nous achetions était en effet plein de graines. Nos rendements sont nettement plus élevés et nos cultures résistent mieux aux maladies et à la sécheresse ».
- Madame Mino

Madagascar est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique. Quatre-vingt-dix pour cent de la population travaille dans l'agriculture, un secteur qui contribue au PIB à concurrence de 26 %. L'exploitation de Madame Mino est située dans la région de Vakinankaratra. Les terres agricoles autrefois fertiles de la région ont souffert des effets du changement climatique, avec une alternance de sécheresse et d'inondations. Les feux de brousse, la déforestation et un labourage trop profond ont encore dégradé davantage les sols. Heureusement, le lombricompostage a redonné vie à la terre et aux cultures.



Les parcelles cultivées de Razafindrakoto Emilson, bénéficiaire du programme d'agriculture intelligente, dans le village d'Ambohitrinimanga, à Madagascar. © GCCA+/EU 2020 prises par Rafalia Henitsoa Mars 2020

« Le lombricompostage est à la portée de tous, mais il faut s'y consacrer pleinement et bien savoir ce qu'on fait. Il faut juste des déchets organiques pour nourrir les vers, et s'assurer ensuite qu'ils aient beaucoup d'eau et que la température ne soit pas trop élevée. L'essentiel du travail consiste à séparer les vers du compost mûr. Nous produisons environ 600 kg de lombricompost par mois. Nous vendons les quantités dont nous n'avons pas besoin. La plus grosse commande à ce jour portait sur 1,5 tonne de lombricompost, dont le prix de vente peut atteindre jusqu'à 1 000 ariary (0,24 €) le kilo » *poursuit Madame Mino.*

Mais Manitatra 2 n'est pas qu'un projet de lombricompostage. Le projet, mis en œuvre par le biais de GSDM, une organisation malgache à but non lucratif axée sur la recherche agricole et le développement rural, a aussi pour objectif de planter 1,5 million d'arbres et de prévenir l'érosion des sols (le but étant d'éviter 40 000 tonnes de pertes de sol). Parmi les autres activités, mentionnons la promotion de l'utilisation des biopesticides et l'amélioration des pâturages pour le bétail laitier, grâce à la plantation de légumineuses et d'autres types de cultures fourragères.

« Nous avions l'habitude d'utiliser du fumier comme engrais, mais avec la diminution du cheptel, il n'y en a tout simplement plus assez. Une solution consiste à planter des cultures de couverture telles que des légumineuses et à utiliser du lombricompost. Le lombricompost est une matière organique de qualité et il en faut dix fois moins que du fumier pour un même résultat. » *explique Rakoto Rakotondramanana, directeur du GSDM.*



© GCCA+/EU 2020 prises par Rafalia Henitsoa Mars 2020

Le voisin de Mme Mino, Razafindrakoto Emilson, est lui aussi est adepte du lombricompostage.

« Nous avons construit notre premier lombricomposteur après une séance de formation pour les agriculteurs, organisée dans le cadre de Manitatra 2, » explique-t-il. « Je ne produis du lombricompost que depuis très peu de temps et je constate déjà vraiment la différence : la qualité de mon maïs et de mon riz s'est nettement améliorée. Nous avons aujourd'hui cinq lombricomposteurs que nous avons construits nous-mêmes. Nous avons commencé avec seulement 1 kg de vers et aujourd'hui nous en avons environ 60 kg. J'utilise tout le compost moi-même – je trouve plus avantageux d'utiliser du lombricompost que du fumier, et je n'utilise presque plus d'engrais chimiques".



Razafindrakoto Emilson parle de lombricompostage avec Lantoheriniaina Jean-Paul, technicien agricole, © GCCA+/EU 2020 prises par Rafalia Henitsoa Mars 2020

L'une des principales causes de la dégradation des sols dans la région du Vakinankaratra est la forte demande de riz, l'aliment de base.



Les parcelles rizicoles de Razafindrakoto Emilson, bénéficiaire du programme d'agriculture intelligente. © GCCA+/EU 2020 prises par Rafalia Henitsoa Mars 2020

Comme il n'y a pas assez de rizières irriguées pour satisfaire la demande, les agriculteurs sont obligés d'affecter de plus en plus de terres à la production de variétés de riz pluvial. En un an seulement – entre 2014 à 2015 – la superficie des terres affectées à la riziculture a augmenté de 30 %, un pourcentage alarmant. Manitatra 2 cible 17 communes rurales où la riziculture de montagne s'est fort développée au cours de ces trois dernières années. L'objectif est de promouvoir l'agriculture intelligente face au climat (AIC) et son adoption afin d'atténuer le changement climatique et d'améliorer la sécurité alimentaire.

Après sa formation dans une école pratique d'agriculture, Razafindrakoto n'a pas tardé à adopter des pratiques agricoles climato-intelligentes pour régénérer ses terres et lutter contre les mauvaises herbes.



Razafindrakoto Emilson vérifie l'état et la qualité de sa récolte de riz. © GCCA+/EU 2020 prises par Rafalia Henitsoa Mars 2020

« Mes récoltes ont doublé et ma charge de travail a diminué », nous confie-t-il. « Mes dépenses ont aussi été réduites car je ne dois plus engager quelqu'un pour labourer mes champs. »

Lien:
Galerie photo: Climate Smart Agriculture à Madagascar
Galerie photo: Programme d'éducation à Madagascar

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Maintenir le changement climatique en tête de l'agenda politique mondial

1 août 2016

Chers lecteurs, partenaires et amis de l'AMCC+,


© Glomolight/Philippe Molitor

Nous avons toujours su que Paris ne marquerait pas la fin de la rencontre.

Après quelques mois, nous manquons encore de recul pour appréhender dans toute leur ampleur les effets de la COP 21. Cela ne nous empêche pas de partager avec vous certaines réflexions et surtout d'évoquer les actions et activités concrètes que nous avons entreprises depuis lors.

Alors que la communauté internationale est aux prises avec nombre d'autres défis mondiaux qui nécessitent tous une action coordonnée, nous devons à tout prix garder notre cap. Nous devons maintenir le changement climatique en tête de l'agenda politique mondial et nous centrer sur les actions préalables à 2020, tout en aidant les pays à préparer leur transition vers des parcours de développement à faible taux d'émissions d'ici le milieu du siècle. Certaines évolutions nous encouragent énormément, par exemple le fait que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus compétitives et offrent de véritables alternatives aux combustibles fossiles. À la Commission européenne, d'ici 2020, nous renforcerons notre appui aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique dans les pays en développement.

De ce point de vue, Paris n'aura été qu'un coup d'envoi. Notre bonne entente sera capitale pour les progrès à accomplir. Et c'est en travaillant main dans la main que nous atteindrons nos objectifs.

L'AMCC+ a déployé une activité intense depuis la COP 21. Nous nous sommes centrés sur les mesures à prendre pour traduire l'accord conclu par les dirigeants mondiaux en actions concrètes. Nous sommes convaincus que notre travail doit rester axé sur nos deux piliers indissociables : nos priorités restent le dialogue et l'assistance technique pratique en faveur des pays les plus vulnérables, notamment les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID).

Notre présence aux récentes Journées européennes du Développement (JED 2016) a témoigné de ces intentions. En nous associant à des organisations de la communauté du développement, nous serons mieux armés pour porter nos projets à d'autres niveaux et proposer des solutions innovantes à certains des défis les plus pressants.

Lors des Journées, nous avons organisé une session d'échange d'idées sur la façon de traduire l'accord de Paris en mesures d'adaptation au climat dans les PMA et les PEID. Cette session très fructueuse a permis d'examiner et d'identifier les domaines dans lesquels l'AMCC+ peut intensifier son appui aux efforts d'adaptation dans le cadre de l'après-Paris, en intégrant les réflexions sur le changement climatique dans les nouveaux Objectifs de développement durable.

Nous vous invitons à regarder la vidéo des JED, à lire les recommandations adressées à l'AMCC+ lors de la session et à vous amuser en jouant à notre jeu de « mémoire climatique », dans lequel vous pouvez endosser le rôle d'un agriculteur éthiopien qui s'adapte au changement climatique dans un village soutenu par l'AMCC+.

Ce jeu montre comment, grâce au renforcement de notre plateforme de communication et de gestion des connaissances, nous cherchons à établir des liens plus directs avec nos publics.

C'est un exemple de la façon dont de nouveaux modes de communication créatifs nous aideront à entrer en liaison avec nos partenaires existants et à toucher de nouveaux publics.

CONFÉRENCE MONDIALE DE CAPITALISATION DE L'EXPÉRIENCE

Tournée vers l'avenir l'AMCC+ accueillera plus de 150 délégués à sa Conférence mondiale de capitalisation de l'expérience à Bruxelles du 12 au 14 septembre 2016, où l'on examinera l'adoption d'approches « post-COP21 » qui permettent une adaptation efficace au changement climatique.

Allocutions, sessions de questions et réponses avec modérateur, débats ouverts, témoignages locaux et présentations vidéo offriront aux délégués un panorama global de l'adaptation au changement climatique. Les orateurs évoqueront leur expérience aux niveaux local, national, régional ou mondial.

Je tiens à remercier ceux d'entre vous qui nous ont soumis leurs excellentes idées pour les présentations et contributions. Cet appel à propositions a été clôturé le 15 juin. Nous nous félicitons des réponses reçues, qui nous ont permis d'identifier les orateurs et les délégués des groupes de parties prenantes clés, entre autres les bénéficiaires, les agences publiques, le secteur privé, les institutions universitaires ou scientifiques et la société civile.

CPDN

Je voudrais aussi réaffirmer notre engagement indéfectible pour aider nos pays partenaires à mettre en œuvre leurs contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN).

Les participants à notre session d'échange d'idées lors des JED nous ont offert des pistes très utiles sur les façons dont l'AMCC+ peut maximiser son appui aux pays désireux de concrétiser leurs CPDN, un appui revêtant essentiellement la forme d'un renforcement des capacités et d'un soutien financier.

Je vous invite à prendre connaissance des conclusions de ce volet de notre session.

Pour finir, je voudrais profiter de cette occasion pour vous faire mes adieux. Le 1er septembre prochain, je me retirerai de la Commission européenne. Cette mise à la retraite ne m'empêchera cependant pas de rester en contact étroit avec l'action climatique dans les pays en développement. Je ne manquerai pas de vous présenter le nouveau chef d'unité dans une prochaine newsletter.

Cordialement,

Peter Craig Mcquaide
Head of Unit
European Commission
International Cooperation and Development
DEVCO C.6 – Sustainable Energy and Climate Change

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Malawi : des écoles d'agriculture pour lutter contre le changement climatique

30 août 2019

Enelesi et Maria John ont appris à cultiver du maïs, du gombo et des tomates en polyculture. C'est à la Phalombe Farm Field School, au Malawi, qu'ils apprennent des pratiques destinées à améliorer la résilience aux effets du changement climatique. Les groupements d'agriculteurs locaux travaillent ensemble à l'école et des formateurs comme Béatrice Kapone leur expliquent par exemple le fonctionnement de l'irrigation solaire et ses vertus pour la gestion des terres.

Phalombe est le chef-lieu de l'un des quatre districts où l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) de l'UE soutient des pratiques permettant d'améliorer la résilience des communautés comme, par exemple, celle adoptée par la Tikondane Farm Field School qui consiste à rediriger l'eau vers les champs.



Enelesi et Maria John arrachent des mauvaises herbes dans le champ où poussent du maïs, du gombo et des tomates selon le principe de la polyculture. Cette pratique accroît la résilience aux effets du changement climatique. Phalombe Farm Field School, Malawi. GCCA+ 2018

Le Malawi est l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique en Afrique subsaharienne. Ce pays, où la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, est principalement exposé aux inondations, aux vagues de sécheresse, aux tempêtes et aux averses de grêle selon un rapport publié en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les fermes-écoles viennent compléter et renforcer les services traditionnels de vulgarisation agricole et aident en particulier les petits agriculteurs à améliorer leur résilience au changement climatique. Les agriculteurs apprennent à analyser les problèmes qu'ils rencontrent et à prendre des décisions avisées pour adapter leurs pratiques en fonction des données et des contextes locaux.

Les fermes-écoles accueillent généralement entre vingt et trente agriculteurs. Leur approche se base sur les connaissances locales et la compréhension de l'écosystème agricole local tout en tenant compte des capacités locales. Étant donné que les communautés et villages du pays ne sont pas tous identiques, leur vulnérabilité et leur sensibilité aux effets du changement climatique varient. Il convient donc d'adopter une approche holistique et évolutive en matière d'éducation agricole. L'objectif final est d'amener les communautés vulnérables à gérer et à exploiter les ressources naturelles d'une façon durable et à diversifier leurs activités.

L'économie du Malawi est largement tributaire des ressources naturelles locales. Les cultures pluviales, sensibles au climat, sont à la base de l'économie essentiellement agricole du Malawi. L'agriculture représente entre 30 et 40 % du PIB et occupe 85 % de la main-d'œuvre. De plus, 90 % de la population pratique l'agriculture de subsistance.

L'AMCC+ au Malawi

Le programme Neno, dans lequel les fermes-écoles locales renforcent l'approche de vulgarisation, a débuté en 2015 et s'inscrit dans l'action de l'AMCC, conjointement mise en œuvre par la FAO, l'Institut des ressources naturelles et Human Dynamics. Le programme est organisé en partenariat avec Total Land Care (TLC), l'Evangelical Association of Malawi (EAM), l'Adventist Development and Relief Agency (ADRA), la Catholic Development Commission in Malawi (CADECOM) et le gouvernement du Malawi. Des pratiques qui favorisent l'amélioration de la résilience sont enseignées dans quatre districts : Zomba, Neno, Phalombe et Blantyre.

L'AMCC+ (www.gcca.eu) est une initiative climatique majeure au service des pays vulnérables. Financée par l'Union européenne, elle a débuté en 2008 avec quatre projets pilotes seulement pour soutenir aujourd'hui, 70 interventions nationales, régionales ou mondiales dans plus d'une soixantaine de pays (dont 37 des pays les moins avancés et 36 petits États insulaires en développement). D'ici 2020, l'AMCC+ portera ses investissements à 750 millions d'euros, ce qui en fera l'une des plus grandes initiatives climatiques au monde.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Malawi : des fermes-écoles donnent aux agriculteurs les moyens de lutter contre le changement climatique

14 janvier 2019

Une ferme-école accueille habituellement entre 25 et 30 agriculteurs. L'approche, qui repose principalement sur l'apprentissage par la pratique, met l'accent sur l'innovation mais aussi sur les connaissances autochtones.

Enelesi et Maria John ont appris les principes de la culture intercalaire et cultivent sur la même parcelle du maïs, du gombo et des tomates. C'est à la Phalombe Farm Field School, au Malawi, qu'ils sont formés aux pratiques agricoles destinées à améliorer la résilience aux effets du changement climatique. Des groupes d'agriculteurs locaux cultivent tous ensemble sur les parcelles d'apprentissage des fermes-écoles où des formateurs, comme Beatrice Kapone, leur expliquent les principes de l'irrigation solaire et ses avantages pour la gestion des terres.



Phalombe est l'un des quatre districts (avec ceux de Zomba, de Neno et de Blantyre) où l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), financée par l'UE, soutient des pratiques permettant d'améliorer la résilience des communautés, comme celle qui consiste à rediriger l'eau vers les terres cultivées, déjà adoptée par la ferme-école de Tikondane.

Le Malawi est l'un des pays d'Afrique subsaharienne les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Selon un rapport de la FAO publié en 2014, ce pays, dont la moitié des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, est principalement exposé aux inondations, aux vagues de sécheresse, aux tempêtes et aux averses de grêle.

Des solutions locales à des problèmes planétaires

Les fermes-écoles mettent en œuvre une approche participative et viennent compléter et renforcer les services traditionnels de conseil agricole. Elles aident en particulier les petits agriculteurs à acquérir de nouvelles compétences et de nouveaux savoirs pour améliorer leur résilience au changement climatique. Les agriculteurs apprennent à analyser les problèmes qu'ils rencontrent et à prendre des décisions appropriées pour adapter leurs pratiques en fonction du contexte et des conditions locales.

Les fermes-écoles accueillent habituellement entre vingt-cinq et trente agriculteurs. L'approche, qui repose principalement sur l'apprentissage par la pratique, met l'accent sur les innovations et les connaissances indigènes. L'analyse et la compréhension de l'écosystème agricole local – par le biais de l'analyse régulière de cet agro-écosystème –, associées à l'utilisation des capacités locales existantes, leur permettent ensuite de prendre des décisions agricoles bien documentées. Vu la diversité des communautés et des villages du Malawi, la vulnérabilité et la sensibilité aux impacts du changement climatique varient d'une communauté et d'un village à l'autre. Il convient donc d'adopter une approche de formation globale et évolutive, l'objectif étant de donner aux communautés vulnérables les moyens de gérer et d'utiliser de manière durable les ressources naturelles tout en encourageant la diversification.

L'économie du Malawi est largement tributaire de ses ressources naturelles. L'agriculture pluviale, sensible au climat, est à la base de l'économie essentiellement agricole du pays. Le secteur agricole représente en effet 30 à 40 % du PIB et occupe 85 % de la main-d'œuvre du pays. De plus, 90 % de la population pratique l' agriculture de subsistance.

L'AMCC au Malawi

Le programme de l'AMCC au Malawi a démarré en 2015. Il s'inscrit dans le cadre d'une action de l'AMCC mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en partenariat avec Total LandCare, l'Evangelical Association of Malawi et le gouvernement du Malawi. Les pratiques qui renforcent la résilience des communautés agricoles sont enseignées dans quatre districts : Zomba, Neno, Phalombe et Blantyre.

Liens: Voir la gallerie photo



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Maldives et Barbade : quand déchets et tourisme vont de pair

31 mars 2022 - 31 mars 2022

Les Maldives et la Barbade appartiennent à la catégorie des petits États insulaires en développement (PEID). Avant la pandémie de COVID-19, leur principale source de revenus provenait du secteur du tourisme. Selon le Bureau national des statistiques, en 2019, le secteur touristique des Maldives représentait 25,2 % du PIB de l'archipel, et plus d'un tiers des recettes fiscales perçues par le gouvernement provenaient du tourisme. À la Barbade, la situation est très similaire : en 2019, les voyages et le tourisme représentaient 36,2 % du PIB du pays.
Les Maldives et la Barbade misent également sur le tourisme pour relancer l'économie. Le gouverneur de la Banque centrale de la Barbade, Cleviston Haynes, a fait savoir que le tourisme était essentiel à la relance de l'économie après cette période de perturbations provoquée par la COVID-19. La relance du tourisme aux Maldives repose sur la mise en place de mesures de sûreté et de sécurité maximales protégeant les touristes, les employés et la population.



©EU GCCA+, Maldives Nature Park & Farming

La réouverture des frontières des Maldives et le nombre croissant de compagnies aériennes régulières (plus de 30) desservant les Maldives, la plupart sur de longs courriers, sont autant d'éléments qui constituent une lueur d'espoir pour l'économie. Même si le tourisme est perçu comme une véritable aubaine économique, les émissions produites par ce secteur et ses parties prenantes dans leur ensemble ne sont pas évaluées dans le cadre des exercices de mesure, de rapport et de vérification (MRV). Elles ne sont que vaguement citées dans les CDN actualisées des Maldives et de la Barbade. Si aucune mesure d'atténuation n'est envisagée, l'augmentation du nombre de touristes entraînera une augmentation des quantités de déchets à gérer et des émissions. Ces volumes élevés de déchets mettent en péril la qualité des écosystèmes dont dépend le tourisme. Pour que le tourisme soit durable, les gouvernements doivent s'attaquer rapidement aux problèmes liés à la rareté des installations d'élimination de déchets et au risque de contamination des sources d'eau douce.

Malheureusement, la mauvaise gestion des déchets est un problème géographique et inhérent à tous les PEID – aucun d'entre eux n'y échappe. Cette situation est due à une multitude de facteurs : croissance démographique, développement rapide et augmentation des importations de marchandises, investissements insuffisants dans les infrastructures de gestion des déchets, absence de plans directeurs intégrés, difficultés à mettre en place un mécanisme financier durable pour gérer les déchets (recouvrement des coûts au moyen de taxes et de redevances), faiblesse des systèmes de collecte de données. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), en 2019, les PEID ont produit en moyenne 2,3 kilogrammes de déchets par personne et par jour ; une grande partie de ces déchets provenant du secteur du tourisme.
Les Maldives (Asie du Sud) et la Barbade (Caraïbes) sont deux exemples qui illustrent les efforts déployés par les PEID pour gérer les déchets dans des zones reculées, où les terres sont rares, où les technologies appropriées sont peu nombreuses et où il est difficile de mettre en place des opérations viables de gestion des déchets en raison des faibles économies d'échelle, notamment en matière de recyclage.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre du programme ISLANDS (Implementing Sustainable Low and Non-Chemical Development in Small Island Developing States), dont l'objectif est de s'attaquer au problème de la gestion des produits chimiques et des déchets dans les PEID à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur les pays des Caraïbes et des océans Pacifique et Indien.



©EU GCCA+, Maldives Waste Management Center

Les Maldives et la Barbade ont lancé leurs programmes de gestion des déchets solides afin de relever les défis y afférents et de préserver à la fois leurs écosystèmes et leurs économies. La COVID-19 a cependant exacerbé les menaces existantes et retardé les investissements dans les infrastructures.
Les campagnes de vaccination contre la COVID-19 et les procédures internationales visant à relancer les activités touristiques peuvent soulager les économies des Maldives et de la Barbade. La priorité sera toutefois également accordée aux mesures sanitaires nationales et aux infrastructures essentielles. Le tourisme sera utilisé comme catalyseur pour résoudre les problèmes de gestion des déchets.

Rendre le secteur touristique durable implique de prendre en charge l'ensemble de la chaîne de valeur du tourisme, et donc également les déchets. Ce processus implique d'anticiper et d'agir pour atténuer les effets des risques naturels, la dégradation des écosystèmes et les retombées négatives sur la société et les capacités économiques. À la fois acteurs et bénéficiaires de la relance du tourisme, les complexes touristiques et les sociétés de gestion participent activement à l'amélioration de la collecte des déchets solides, des systèmes de distribution par réseau, des installations (publiques comme privées) de traitement et d'élimination de déchets.

Lien:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Masters de l'AMCC+ en changement climatique dans le Pacifique

4 août 2020 - 4 août 2020

Roslyn Nand, des Fidji, est l'une des quatre étudiantes du Pacifique qui a reçu une bourse pour suivre un master en changement climatique. Ses études se concentreront sur l'intégration de l'égalité des sexes dans le secteur de la pêche artisanale en vue d'améliorer la sécurité alimentaire aux Fidji, et ce, grâce au projet « Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES) » (Adaptation au changement climatique et développement de la résilience dans le Pacifique) du programme intra-ACP de l'AMCC+, financé par l'Union européenne.



Roslyn Nand

« En tant que professeure, je ressentais le besoin d'approfondir mes connaissances afin d'améliorer mes performances », déclare Mme Nand, qui enseignait précédemment au Sacred Heart College, aux Fidji. « Je pourrai ainsi contribuer à créer une génération qui comprend les causes et les effets du changement climatique et qui est responsable de ses actes. » Elle précise que ses recherches seront axées sur l'égalité des sexes dans la pêche artisanale pour améliorer la sécurité alimentaire.

> « Comme les Fidji sont un État insulaire et que le poisson est l'une des principales sources d'alimentation, j'ai décidé de me concentrer sur le secteur de la pêche », a-t-elle déclaré dans une interview au Fiji Sun.

Selon les estimations, les femmes assumeraient près de 50 % des activités de pêche essentielles à la subsistance dans le Pacifique. Cependant, leur contribution à la sécurité alimentaire et au bien-être familial est rarement reconnue.

Le projet PACRES, financé par l'Union européenne, a annoncé les noms des étudiants qui bénéficieront d'un programme de bourse leur permettant de suivre à temps plein un master en changement climatique et sécurité alimentaire. L'Université du Pacifique Sud (USP) met en œuvre plusieurs composantes de deux projets de l'AMCC+ : « Scaling Up Pacific Adaptations (SUPA) » (Stimuler l'adaptation dans le Pacifique), mené par la Communauté du Pacifique (CPS), et « Pacific Adaptation to Climate Change & Resilience Building (PACRES) », du programme intra-ACP, mené par le Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

L'USP prend en charge les composantes « renforcement des capacités » des deux projets. Le projet PACRES comprend un programme de bourse visant à soutenir les étudiants de deuxième et troisième cycles actifs dans le domaine du changement climatique.

Dans les médias

- Une bourse aide une ancienne professeure à mener son combat pour une meilleure éducation au climat
- L'Union européenne annonce une bourse dédiée au changement climatique
- Fiji one news

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Mauritanie : faire face à l'avancée du Sahara

22 novembre 2021 - 22 novembre 2021

Ce qui saute immédiatement aux yeux lorsqu'on atterrit à Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, c'est le sable. Le sable est omniprésent : on aperçoit depuis l'avion la longue bande désertique qui complique la vie quotidienne et l'activité économique. Phénomène à la fois mystérieux et fascinant, l'avancée du désert a englouti des maisons, détruisant aussi l'élevage et des moyens de subsistance dans tout le pays. Des décennies de sécheresse grave et persistante ont détruit la végétation qui fixe les dunes de sable ; celui-ci s'est envolé pour engloutir champs et maisons. Trois quarts du territoire mauritanien fait à présent partie du désert saharien, le dernier quart se situant dans le Sahel.



Les Mauritaniens sont pris au piège du cercle vicieux de la pauvreté et de la désertification, les terribles sécheresses les ayant contraints à abattre des forêts pour trouver de nouvelles terres de pâturage. L'élevage accélère encore la dégradation des terres, entraînant selon les estimations des Nations unies près de 200 millions de dollars par an de pertes de revenus potentiels et de dépenses en soins de santé. La lutte contre l'avancée du désert exige d'agir sur deux fronts. Le premier est celui de la prévention. Celle-ci repose sur la gestion durable des forêts, des terres de parcours et des ressources naturelles. Il faut ensuite réhabiliter et restaurer les forêts et les oasis, en empêchant le sable de recouvrir les terres dégradées et en reboisant.

Le gouvernement a intégré ces deux volets dans une série de stratégies nationales de développement durable et dans quatre plans d'action pour le projet de Ceinture verte de Nouakchott : des projets de stabilisation du sable, des projets de lutte contre l'ensablement et des projets agricoles, ainsi que des projets de développement des oasis. Reconnaissant le rôle qui est le sien dans la mise en œuvre de l'initiative continentale de la Grande muraille verte, la Mauritanie envisage d'aménager des jardins botaniques dans la capitale Nouakchott, de sélectionner des espèces adaptables pour la GMV et d'améliorer les conditions de vie des habitants.



En 2014, l'UE AMCC+ a commencé à mettre en œuvre un projet visant à améliorer la résilience des populations vulnérables au changement climatique en développant des services en lien direct avec le climat qui ont permis de renforcer et d'améliorer la capacité d'adaptation. En 2018, à la fin du projet, plus de 200 agriculteurs et éleveurs (la moitié étant des femmes) avaient suivi une formation axée sur l'adaptation à un climat toujours plus variable – par exemple à l'aide d'un calendrier des cultures. Six stations agrométéorologiques et 500 pluviomètres ont été installés pour faciliter la collecte de données plus précises sur le climat et leur prise en compte, en vue d'améliorer les pratiques agricoles. La deuxième phase du projet de l'AMCC+ renforcera encore la résilience en rapprochant les volets d'action « changement climatique », « agriculture » et « vulnérabilité des communautés locales ». Des interventions locales s'aligneront sur les priorités des contributions déterminées au niveau national afin d'endiguer l'avancée inexorable du tout puissant Sahara.



Lien:

- **Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°8: Quel est l'avenir du Sahel ?**

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national de la Côte d'Ivoire

14 juin 2019

Soutien technique du programme intra-ACP de l'AMCC+ via la Facilité d'appui « climat »



L'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire global pour l'action climatique en Côte d'Ivoire créera un environnement favorable aux investissements dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de son impact, en particulier dans le développement à faibles émissions et résilient aux changements climatiques conformément à la contribution déterminée au niveau national.

En 2014, l'Assemblée nationale ivoirienne a adopté une loi nationale d'orientation sur le développement durable. L'article 45 du projet de loi prévoit la création d'une Agence nationale pour le climat et d'un Fonds national pour le climat. Les modalités de mise en place de cette agence et de ce fonds sont décrites de manière plus détaillée dans la Stratégie nationale de réponse au changement climatique (2015-2020) de la Côte d'Ivoire.

La stratégie inclut d'autres mesures, telles que l'intégration du changement climatique dans les politiques de développement ; l'amélioration et la diffusion des connaissances sur le climat et le renforcement des capacités ; l'amélioration et la promotion des mesures d'atténuation et d'adaptation ; la promotion de la R&D et du transfert de technologies ; la réduction des risques de catastrophe (RRC) et la mobilisation de fonds pour le climat.

En outre, la CDN, qui a été ratifiée en 2016, prévoit l'adoption d'un cadre juridique et réglementaire pour la mise en œuvre et le suivi de la contribution, ainsi que la mise en place d'un cadre institutionnel et la mobilisation de fonds auprès de différentes sources, par exemple auprès du secteur privé.

Vu l'inclusion de mesures dans divers documents – la Stratégie de réponse au changement climatique, la loi d'orientation sur le développement durables et la CDN – il y a lieu d'élaborer un cadre juridique et institutionnel global pour faire progresser l'action climatique et faciliter la mise en œuvre de la CDN en Côte d'Ivoire.

L'Agence nationale pour le climat et le Fonds national pour le climat peuvent être des mécanismes efficaces pour aider le pays à canaliser les fonds vers l'investissement dans le développement à faibles émissions et résilient au climat, ce qui contribuerait à la mise en œuvre de leur CDN.

Pour l'y aider, le programme intra-ACP de l'AMCC+ lui offre un soutien technique, par le biais de la Facilité d'appui « climat ». Ce soutien lui permettra :

- d'élaborer une loi climat nationale intégrant toutes les mesures et les instruments nécessaires et fournissant ainsi la base juridique indispensable à la réalisation du programme sur le climat ;
- de réaliser une étude de faisabilité pour déterminer les mandats et les compétences précises de l'Agence nationale pour le climat et du Fonds national pour le climat.

Le programme intra-ACP de l'AMCC+ organise par ailleurs une formation à la théorie du changement. Destinée aux décideurs politiques nationaux, cette formation vise à améliorer la planification et le suivi des politiques et des programmes. La formation soutient également l'intégration du changement climatique dans la planification nationale, sectorielle et locale, dans un souci de cohérence et d'efficacité des plans de développement/sectoriels nationaux. L'idée est de faciliter ainsi la mise en œuvre de la stratégie et de la CDN.

Liens:

- Intra-ACP GCCA+ Twitter @AcpGccaPlus
- Intra-ACP GCCA+ site internet

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Mozambique : l'augmentation du financement public de l'action climatique requiert davantage de suivi

15 février 2021 - 15 février 2021

En 2019, le Mozambique a été durement frappé par deux cyclones. Le Programme des Nations unies pour le développement évalue les pertes économiques annuelles dues à la dégradation environnementale et à l'utilisation inefficace des ressources naturelles à 17 % du produit intérieur brut (PIB) (Poverty Environment Initiative). Les premières victimes sont les groupes vulnérables qui dépendent directement des ressources naturelles (cultures, poisson, forêt, etc.) pour leur subsistance.

Alors que l'exposition du Mozambique aux phénomènes climatiques extrêmes continue d'augmenter, il est de plus en plus urgent de développer sa résilience à ce genre de chocs. L'impact du changement climatique se fait sentir à travers tous les secteurs traditionnels, tels que l'agriculture, l'énergie et le transport, qui sont généralement organisés par le gouvernement.



L'intégration des questions climatiques dans l'action publique implique dès lors de travailler avec des outils communs à tous les secteurs. Ceux-ci pourraient notamment être utilisés dans le cadre des processus de planification, programmation et budgétisation réalisés chaque année par ces secteurs.

Au Mozambique, depuis 2016, les ministères de tutelle utilisent une approche programmatique. Depuis lors, dans chaque secteur, des institutions habilitées peuvent attribuer un « indicateur » climatique à leurs lignes budgétaires. Elles peuvent ainsi mettre en avant et suivre les investissements en faveur des objectifs climatiques nationaux et se rapprocher des ambitions de la Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de celui-ci, à concrétiser à l'horizon 2025, grâce à des instruments locaux et nationaux permettant d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans toutes les politiques, stratégies et plans.

Les deux principaux programmes qui orientent la politique de développement sont le Plan quinquennal du gouvernement (2020–2024) et la Stratégie nationale de développement (2015-2035). Au niveau local, 71 % des districts du pays ont élaboré des plans locaux d'adaptation et 34 % des municipalités ont adopté des plans de résilience urbaine ou d'adaptation au changement climatique.

Le principal obstacle à la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) du Mozambique est le manque de financement et de ressources.

Une autre fonction du suivi du financement climatique consiste à faire le lien entre les promesses initialement faites lors de la préparation du budget et les montants réellement alloués, tels que communiqués à la fin de l'exercice annuel. Cela permet d'en savoir plus sur les dépenses climatiques et l'efficacité des différents secteurs en la matière.



Cependant, pour capitaliser réellement sur les enseignements tirés, identifier les déficits d'investissement au niveau sectoriel et élaborer des budgets plus favorables au climat lors des prochains exercices, cette analyse devrait aussi tenir compte des progrès du Mozambique en matière d'adaptation et d'atténuation. C'est le rôle du Système national de suivi et d'évaluation du changement climatique, fondé en 2014. Celui-ci doit encore être renforcé en vue d'établir des budgets sectoriels tenant compte de la dimension climatique et basés sur les résultats, ainsi que de consolider les nombreux efforts passés et en cours en faveur du climat.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Mozambique : l'équilibre fragile entre image touristique et aléas climatiques

18 juillet 2022 - 18 juillet 2022

Dans le sud-est de l'Afrique, le Mozambique déploie ses charmes sur 2 500 km de côtes constellées de plages sauvages, avec une alternance de lagons, de récifs coralliens et de petites îles. Le parc national de Gorongosa est considéré comme l'une des destinations phares du tourisme ornithologique de la région. Le National Geographic lui a d'ailleurs consacré un documentaire primé : Africa's Lost Eden. Mais le Mozambique est aussi le pays le plus exposé aux risques d'origine climatique selon l'indice CRI, calculé à partir des données des 20 dernières années.



En 2019, avant la pandémie de COVID-19, le tourisme contribuait à concurrence de 8,2 % au PIB national. Le Mozambique profite d'un équilibre fragile pour tenter de rebâtir sa réputation de destination touristique. Mais cette réputation risque à tout moment d'être érodée par le changement climatique et la très forte vulnérabilité du pays aux événements météorologiques extrêmes. Lors de la seule année 2019, ces phénomènes extrêmes ont amputé le PIB de 12,6 % et infligé au Mozambique 4,9 milliards de dollars de pertes en termes monétaires. Cette vulnérabilité est liée à la situation géographique du pays, à l'étendue de son littoral bordant l'océan Indien et au fait qu'il soit situé en aval de neuf grands bassins fluviaux. La sécheresse et les inondations sont les deux faces d'un même problème : l'exposition extrême du Mozambique au changement climatique, ainsi qu'aux vagues de chaleur et aux cyclones.

Comme l'indique le Programme d'action national d'adaptation du Mozambique, il y a lieu de développer les connaissances pour concevoir des mesures d'adaptation appropriées et adaptées aux différents utilisateurs pour réduire les risques climatiques, en termes de vies humaines, et pour atténuer la pauvreté. À cette fin, le gouvernement collabore avec des bailleurs de fonds internationaux pour réduire les risques d'inondation dans les grandes villes, grâce à de nouveaux programmes d'infrastructure.

« Renforcement de la résilience climatique locale au Mozambique », un projet financé par l'UE AMCC+ s'emploie à réduire la vulnérabilité induite par le climat au niveau local/des districts en soutenant la mise en œuvre d'actions concrètes issues des plans d'adaptation locaux (PAL). Ces mesures sont toutefois insuffisantes. La fréquence et l'ampleur des événements climatiques extrêmes sont de plus en plus préoccupantes. L'isolement et les restrictions imposés par la crise du COVID-19 ont mis les communautés locales face à une situation extrêmement difficile et ont encore aggravé leur vulnérabilité, d'autant qu'elles ont ensuite été touchées de plein fouet par cyclones Chalane et Eloïse en 2021. L'UNICEF a ainsi estimé à plus de 176 000 le nombre d'habitants du centre du Mozambique gravement touchés par Eloïse et nécessitant une aide humanitaire au lendemain du passage de ce cyclone. La communauté internationale et les bailleurs de fonds doivent donc continuer à apporter un soutien rapide, robuste et durable au gouvernement et aux communautés locales du Mozambique. Les acteurs locaux, régionaux et nationaux doivent comprendre, favoriser et faciliter des solutions axées sur le climat, adaptées à la situation spécifique du Mozambique et visant à améliorer les moyens d'existence, à garantir la sécurité alimentaire et à créer des emplois.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Mozambique : un documentaire sur la résilience au changement climatique

14 juin 2019

Dans un pays ravagé par les cyclones, comme le Mozambique, l'adaptation au changement climatique passe par l'utilisation de matériaux locaux, la construction de maisons qui résistent aux inondations, la sensibilisation à la biodiversité, la culture de patates douces ou la mise en place de systèmes d'alerte rapide.



Dans ce pays ravagé par deux cyclones en 2019, les autorités locales et des habitants nous parlent du changement climatique dans les régions de Nampula, Inhambane et Maputo. La vidéo s'ouvre sur une alarme qui retentit dans une école : les systèmes d'alerte rapide sont essentiels en cas d'inondations.

« Soyons honnêtes, la communauté ne sait pratiquement rien du changement climatique, » explique l'un des formateurs de la région de Moma, au nord du pays. « Nous devons leur expliquer : le changement climatique commence avec moi, il commence avec vous. Si vous faites ce qu'il faut, si vous adoptez les bonnes pratiques, vous pourrez alors contrôler le changement climatique. »

Liens:

- VIDEO – Developper la résisentace face au changement climatique au Mozambique

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Myanmar : L'AMCC+ et le troisième pays le plus vulnérable au monde

12 juin 2019

Le Myanmar était le troisième pays le plus vulnérable au changement climatique entre 1997 et 2016. Le Programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique du Myanmar a joué un rôle central dans la formulation de la stratégie de lutte contre le changement climatique du pays.



Labutta, au cœur du delta de l'Irrawaddy, est l'un des villages qui ont été frappés par le cyclone Nargis il y a 10 ans, l'une des pires catastrophes naturelles de l'histoire du Myanmar.

Ce cyclone dévastateur de catégorie 4 a balayé le golfe du Bengale, créant des ondes de tempête qui ont ravagé les champs et les cultures, et détruit des milliers d'habitations. Au total, 2,4 millions de personnes ont été déplacées et plus de 138 000 ont perdu la vie. Dans l'indice mondial des risques climatiques (IRC), qui analyse quels sont les pays les affectés par les phénomènes climatiques extrêmes, le Myanmar occupait la troisième place pour la période 1997-2016 – derrière le Honduras et Haïti.

L'Alliance mondiale contre le changement climatique du Myanmar (MCCA), soutenue par l'AMCC+, a financé la construction d'abris anticycloniques multifonction, ainsi que la planification de l'adaptation pour la région du delta de l'Irrawaddy, en concertation avec les communautés et les autorités locales. La MCCA a aussi joué un rôle central dans l'élaboration de la contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) du Myanmar.

En plus de concevoir la stratégie et le master plan de lutte contre le changement climatique du Myanmar (MCCSMP, Myanmar Climate Change Strategy and Master Plan), la MCCA a fourni un soutien technique à la préparation de la CPDN, et le document a donc pu être soumis dans les délais à la CCNUCC.

La MCCA a choisi de mettre en place un groupe de travail technique (GTT) en tant que mécanisme de coordination multisectoriel pour aider à la rédaction de la MCCSMP, l'un des principaux objectifs du programme. Le ministère des ressources naturelles et de la protection environnementale a reconnu l'intérêt et le succès de cette approche consultative.

Le GTT a participé à des réunions sectorielles et plénières, en veillant à ce que le MCCSMP – en particulier ses modalités institutionnelles et la planification de sa mise en œuvre – soit inclus dans le cadre de la CPDN.

Liens :

- Documentaire - Warmer days: Myanmar in the Age of Climate Change
- **Reportage - Labutta: Désormais, nous comprenons l'importance des mangroves**
- **Reportage - Pakokku: le changement climatique ou le calme avant la tempête**

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Myanmar: the story of a strategy against climate change

10 janvier 2020 - 10 janvier 2020

Labutta, au cœur du delta de l'Irrawaddy, est l'un des villages qui ont été frappés par le cyclone Nargis il y a 10 ans, l'une des pires catastrophes naturelles de l'histoire du Myanmar. Ce cyclone dévastateur de quatrième catégorie a balayé le golfe du Bengale, créant des ondes de tempête qui ont ravagé les champs et les cultures, et ont détruit des milliers d'habitations. Au total, 2,4 millions de personnes ont été déplacées et plus de 138 000 ont perdu la vie. Dans l'indice mondial des risques climatiques (IRC), qui analyse quels pays sont les plus affectés par les phénomènes climatiques extrêmes, le Myanmar occupait la troisième place pour la période 1997-2016 – derrière le Honduras et Haïti.



L'Alliance mondiale contre le changement climatique du Myanmar (MCCA), soutenue par l'AMCC, finance la construction d'abris anticycloniques multifonction, ainsi que la planification de l'adaptation pour la région du delta de l'Irrawaddy, en concertation avec les communautés et les autorités locales. Le MCCA a aussi joué un rôle central dans l'élaboration de la contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) du Myanmar. En plus de concevoir la stratégie et le master plan de lutte contre le changement climatique du Myanmar (MCCSMP, Myanmar Climate Change Strategy and Master Plan), le MCCA a fourni du soutien technique pour la rédaction de la CPDN, ce qui a permis au document d'être prêt à temps pour être soumis à la CCNUCC.

Le MCCA a choisi de mettre en place un groupe de travail technique (GTT) en tant que mécanisme de coordination multisectoriel pour aider à la rédaction de la MCCSMP, l'un des principaux objectifs du programme. Le ministère des ressources naturelles et de la conservation environnementale a reconnu l'intérêt et le succès de cette approche consultative.

Le GTT a participé à des réunions sectorielles et plénières, en veillant à ce que le MCCSMP – en particulier ses modalités institutionnelles et la planification de sa mise en œuvre – soit inclus dans le cadre de la CPDN.

Durant ce processus, le MCCA a aussi organisé une série d'ateliers sectoriels et de réunions bilatérales sur l'atténuation et l'adaptation en lien avec l'exploitation forestière, l'énergie, l'industrie, le transport et l'agriculture. Cette approche a été particulièrement efficace et a joué un rôle clé dans la bonne coordination de discussions dynamiques, étant donné que les actions proposées étaient réparties à travers plusieurs ministères.

La CPDN a été coécrite et soumise en utilisant les ressources du MCCA pour :

- Évaluer les actions d'adaptation en cours sur le terrain, reflétant ainsi la nécessité d'une approche coordonnée et programmatique de l'adaptation au niveau national ;
- Identifier les aspects clés et rédiger les circonstances nationales ;
- Organiser un certain nombre de groupes de discussion et de consultations bilatérales (exploitation forestière, énergie, agriculture) ;
- Réaliser des entretiens, collecter des données et faciliter le travail des consultants externes ;
- Participer aux discussions sur la CPDN entre mars et juin 2016 en vue de la transformer en CDN ; • Coorganiser les consultations avancées sur la mise en œuvre de la CPDN en mars 2016.

LIENS

Myanmar Climate Change Policy

Myanmar Climate Change Strategy (2018 - 2030)

Myanmar Climate Change Master Plan (2018 - 2030)

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

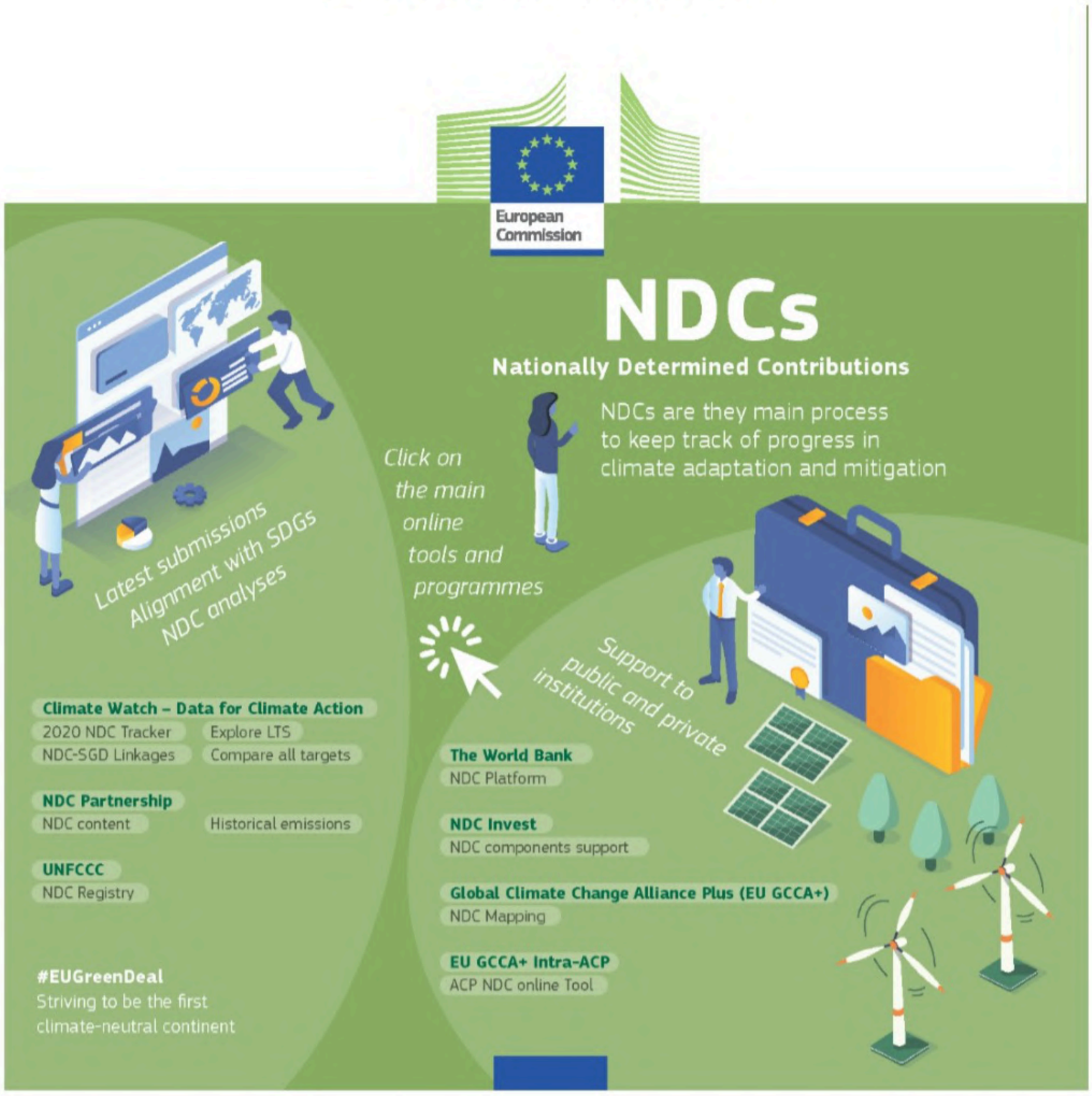
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

NDCs Infographic

29 janvier 2021 - 29 janvier 2021

Download the NDCs Infographics



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Nigeria : programmes de gestion des déchets et marchés internationaux du carbone

12 juillet 2021 - 12 juillet 2021

Le Nigeria est le premier pays africain en termes de population et de PIB, le deuxième plus gros émetteur de GES en Afrique après l'Afrique du Sud, et figure parmi les 20 pays les plus vulnérables aux risques liés au changement climatique. Dans sa CDN, le Nigeria s'est engagé de façon inconditionnelle à réduire ses émissions de 20 % d'ici 2030 ou de 45 % s'il y est aidé.

En explorant les rapports qu'il y a entre les objectifs de la CDN du Nigeria et la nature du travail appuyé par l'UE AMCC+, l'on obtient un bon exemple de la manière dont les CDN fixent des objectifs globaux et servent de « garde-fou » pour permettre aux activités ultérieures d'atteindre ces objectifs. En 2020, et avec le soutien de l'UE AMCC+, le gouvernement nigérian a mis en place son Programme de réponse au changement climatique (NCCRP). L'objectif du NCCRP est d'identifier les mesures susceptibles de réduire la consommation d'énergie et d'améliorer l'efficacité énergétique, de diminuer les coûts énergétiques et de faciliter la transition vers les énergies renouvelables.



Comme nous l'avons expliqué dans l'édition n° 3 de ce magazine, « L'impact de l'atténuation », la gestion des déchets est un problème croissant pour le Nigeria, qui considère comme une priorité l'ouverture de nouvelles sources d'investissement pour améliorer ce secteur. Dans cet esprit, le NCCRP est assorti du pouvoir : (1) de soutenir de solides actions institutionnelles et sectorielles en matière de mesure, de rapportage et de vérification des émissions provenant des secteurs de l'énergie et des déchets ; (2) d'établir une base de référence pour la production de déchets ; (3) d'appuyer la réduction des déchets en identifiant les meilleures pratiques de gestion des déchets ; et (4) d'améliorer la compréhension par un vaste éventail de parties prenantes des possibilités qui existent de mener une action climatique efficace.

En 2020, le gouvernement a sollicité l'appui de l'UE AMCC+ pour étendre les termes de référence du NCCRP et leur permettre ainsi d'intégrer les nouvelles approches consacrées par l'Accord de Paris, ce qui pourra aider le Nigeria à atteindre l'objectif conditionnel de 45 % fixé dans sa CDN. Plus précisément, le pays entend utiliser des approches coopératives internationales fondées sur le marché – ou les marchés du carbone – pour faciliter l'accès à la finance carbone en produisant des résultats d'atténuation transférés au niveau international (ITMO) à travers des programmes de déchets pouvant être vendus sur les marchés internationaux du carbone.

Pour être pris en compte dans la réduction des émissions fixée par les CDN, les ITMO doivent être exprimés en unités de carbone fiables et crédibles. Leur production doit respecter pour l'essentiel les processus précis et transparents de mesure, rapportage et vérification (MRV) soutenus par le NCCRP. En même temps, à travers certains des programmes de renforcement des capacités du NCCRP conçus pour les parties prenantes publiques et privées, les ITMO ont pour but d'élargir le spectre des nouvelles opportunités commerciales de la gestion des déchets afin de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par l'Accord de Paris. Enfin, au fur et à mesure du renforcement des capacités, les données collectées grâce aux processus de MRV et les enseignements tirés pourraient aussi servir à documenter des mesures d'intensification dans le secteur des déchets ou à soutenir le développement d'autres activités dans d'autres secteurs.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Nos richesses sont aussi vos richesses : quand les communautés font alliance avec la nature

27 octobre 2021 - 27 octobre 2021

Le changement climatique, la dégradation environnementale et la perte de biodiversité sont des phénomènes intimement liés qui peuvent avoir des conséquences dramatiques pour la santé, la protection sociale et l'économie. Les médias grand public évoquant de plus en plus souvent des vagues de chaleur, des feux de forêt étendus, des pluies diluviennes et des inondations dévastatrices, nous prenons de plus en plus conscience de ces nombreux défis.

Des phénomènes à plus long terme, comme l'érosion, l'élévation du niveau des mers, la dégradation des sols et la raréfaction de l'eau menacent eux aussi nos écosystèmes, épuisant encore davantage les mécanismes de résilience de la nature. Il s'agit là de processus à long terme dont l'impact sur un nombre toujours plus grand d'habitants de la planète est déjà perceptible. Un numéro du Lancet paru en février 2021 a montré qu'environ une personne sur deux dans le monde pense que l'humanité est tout simplement condamnée. Ce sont les jeunes, et pas uniquement ceux des pays privilégiés, qui s'inquiètent le plus cette évolution : 84 % des jeunes Philippins se disent ainsi inquiets.



Le pacte vert pour l'Europe a fixé à 2030 l'échéance pour agir. Il est donc temps d'inverser le cours des choses, mais comment ?

Le Rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial reconnaît explicitement les risques économiques liés à la perte de biodiversité et à l'effondrement des écosystèmes, ainsi que la nécessité de déployer des solutions respectueuses de la nature. En outre, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 62 % de la population rurale africaine dépend directement de la bonne santé des écosystèmes et des services écosystémiques.

Dans un tel contexte, les solutions fondées sur la nature (SFN) offrent des alternatives intéressantes pour relever le défi du changement climatique tout en apportant d'autres avantages, notamment en termes de restauration des écosystèmes, de production d'aliments, d'approvisionnement en eau et de développement économique. L'UICN définit les SFN comme « des mesures pour la protection, la gestion durable et la restauration des écosystèmes naturels ou modifiés permettant de s'attaquer directement aux défis sociétaux, de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en générant des avantages pour la biodiversité. Le terme générique « solutions fondées sur la nature » recouvre différentes approches, telles que l'adaptation fondée sur les écosystèmes et la réduction des risques de catastrophe fondée sur les écosystèmes.

Une approche simple des SFN consiste à les déployer en fonction d'une série de catégories de paysages et d'écosystèmes :

- **Zones forestières** : plantation de nouvelles forêts, mesures propices à la régénération et au développement des forêts, et amélioration de la gestion forestière. La restauration de forêts naturelles dans les bassins versants supérieurs peut contribuer à protéger les communautés en aval contre les inondations ;
- **Les zones humides** doivent être conservées et restaurées, avec notamment la plantation de mangroves dans les tourbières et les zones humides côtières ;
- Certaines **zones agricoles** peuvent faire l'objet de pratiques agroécologiques/de restauration, notamment pour limiter la perturbation des sols et améliorer la séquestration du carbone dans le sol – par exemple le labour réduit ou le non-labour, la préservation de la fertilité des sols, la rotation des cultures, l'agroforesterie ;
- Les océans et les écosystèmes marins, notamment les récifs coralliens, doivent également être restaurés pour améliorer la biodiversité et la séquestration du carbone ;
- Des **espaces verts et des espaces bleus** doivent être aménagés dans les zones urbaines afin d'y limiter la pollution de l'eau et de l'air, de diminuer les risques d'inondation et les émissions de gaz à effet de serre (GES), ainsi que les îlots de chaleur urbaine, tout en offrant des possibilités de détente et des avantages sur le plan de la santé ;
- Des **zones tampons** doivent être créées sur les côtes pour les protéger contre l'érosion et la dégradation des terres – deux phénomènes qui ont par ailleurs un impact négatif sur l'économie côtière.



EU GCCA+ - Senegal

Pourtant, le potentiel des SFN dans la lutte contre le changement climatique n'est pas encore pleinement exploité. Pour cela, il faut tout d'abord prendre en compte le coût environnemental toujours plus élevé des systèmes de production actuels : la dégradation de l'environnement augmente en effet le risque de changements non linéaires et d'effondrement systémique, tout en exacerbant les inégalités sociales. En outre, l'évaluation et la prise en compte de la contribution des SFN à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ce phénomène, ainsi que de tous les autres avantages connexes, n'en sont qu'à leurs débuts.

De plus, les conditions dans lesquelles les SFN doivent être déployées pour porter pleinement leurs fruits ne sont pas toujours décrites avec précision. Ainsi, en l'absence d'études sur les espèces d'arbres, les mesures de boisement n'enrichiront pas forcément la biodiversité au point que cela débouche sur l'offre de nombreux services écosystémiques. L'absence d'accord avec les communautés environnantes quant à leur accès aux produits des zones nouvellement boisées risque par ailleurs de provoquer des tensions sociales au sujet des ressources disponibles. La surprotection des sites « SFN » pourrait par ailleurs exacerber les inégalités existantes quant à l'accès aux ressources naturelles, telles que l'eau, les terres et les produits forestiers. Même si les espaces verts améliorent la durabilité des villes, ils augmentent aussi le coût de la vie dans leurs abords immédiats, rendant les « quartiers verts » financièrement inaccessibles pour la majorité des gens. Les inégalités existantes s'en trouvent ainsi aggravées.

Les SFN peuvent donc être des solutions intelligentes face au climat à condition qu'elles soient déployées dans le but de restaurer les fonctions de l'environnement, de favoriser le développement socioéconomique et de lutter contre les inégalités. En outre, si nous sommes réellement entrés dans l'Anthropocène (une ère où l'activité humaine est la première force de changement du climat et de l'environnement), il nous incombe de transformer « dans le bon sens » nos systèmes énergétiques, fonciers, urbains, industriels, agricoles et de communication, au bénéfice de la biodiversité et des habitants de la planète et d'un avenir climatique soutenable. Une telle évolution s'impose particulièrement dans des zones vulnérables telles que le Sahel, la région à laquelle nous consacrons ce numéro de notre magazine.



EU GCCA+ - Chad

UE AMCC+ Rapport d'impact et de durabilité

Le premier Rapport d'impact et de durabilité décrit l'impact direct et indirect des 21 projets soutenus entre 2009 et 2017 par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+). Il compare leur impact réel et attendu et décrit les niveaux de durabilité, ainsi que les facteurs de succès et d'échec, en termes d'impact et de durabilité. Cet outil, utile pour les gestionnaires et les responsables de la mise en œuvre, propose également des recommandations pour la conception et la mise en œuvre de projets futurs. Des rapports nationaux spécifiques sur l'Éthiopie, la Gambie, le Mali et le Sénégal donnent un aperçu des actions de l'AMCC dans le Sahel au cours de la dernière décennie.

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Nouvelle année, nouveau logo

30 janvier 2018

Pour entamer cette nouvelle année, l'AMCC+ a fait peau neuve et vous présente officiellement son nouveau logo et sa nouvelle identité visuelle.

GCCA+ THE GLOBAL CLIMATE CHANGE ALLIANCE PLUS INITIATIVE
Funded by the European Union

Vous l'avez peut-être déjà vue sur nos dernières communications. La nouvelle identité visuelle de l'Alliance mondiale contre le changement climatique fait la part belle à la nature. Les couleurs vont du turquoise des Caraïbes et du bleu profond de l'océan Pacifique au jaune des terres africaines en passant par le vert des zones humides de l'Asie. Les éléments graphiques rappellent des vagues, des gouttes, des galets ou des roches dans une série de motifs inspirés par la thématique de l'eau et de la terre.

Dorénavant, les projets de l'AMCC+ s'accompagneront du nouveau logo, qui intègre déjà le drapeau européen et la mention du financement de l'UE, et se baseront sur les modèles visuels prévus pour les affiches, bannières, messages postés sur les médias sociaux, etc.

Les directives pour la gestion de la communication et des connaissances de l'AMCC+ sont en cours de préparation. Dans l'intervalle, il est toujours possible de contacter l'équipe de la facilité d'appui de l'AMCC+ pour toute question.

Liens:

Logo et identité visuelle de l'AMCC+: http://storyborders.com/gcca/index.php
Brandbook
Contact: info@gcca.eu

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Objectifs climatiques : dépasser absolument le statu quo

25 juillet 2022 - 25 juillet 2022

Les efforts et les objectifs des pays en vue de réduire de manière significative leurs émissions de gaz à effet de serre sont inscrits dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Les CDN sont universelles : pratiquement tous les pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont en effet soumis leurs contributions. Les CDN regroupent deux types d'objectifs, les objectifs conditionnels et les objectifs inconditionnels ; ces derniers étant ceux que le pays s'engage à atteindre, indépendamment d'une aide extérieure.

Face au poids de la pauvreté et de la dette, aux urgences liées au changement climatique et aux conséquences de la pandémie de COVID-19, la plupart des mesures conçues avant la situation de pandémie ne sont pas applicables au monde d'aujourd'hui ou ne répondent pas aux besoins des pays en développement. En l'état actuel des choses, il est clair que de nombreux pays ne seront pas en mesure de respecter les contributions déterminées au niveau national auxquelles elles se sont engagées au titre de l'accord de Paris.

Pour dépasser le statu quo et voir au-delà des priorités du PIB ou des objectifs à court terme, nous devons disposer de modèles économiques innovants. À cet égard, la coopération avec le secteur privé est incontestablement nécessaire. Toutefois, les efforts déployés par le passé pour s'attaquer aux causes de la marginalisation sociale et économique n'ont guère réussi à vaincre les schémas persistants de pauvreté et d'inégalité. Si les opérateurs privés sont appelés à assumer le rôle d'agents du développement, les objectifs de durabilité doivent être au cœur de leurs activités.

En raison de son statut de pays moins avancé et de petit État insulaire en développement, le Timor-Oriental n'était pas tenu de soumettre une CDN avec des objectifs spécifiques de réduction des émissions. Dans sa contribution, il met toutefois en avant le rôle clé de l'agriculture, de l'utilisation de l'énergie, ainsi que de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) dans la trajectoire d'émission et indique que ces trois secteurs se prêtent à des mesures d'atténuation. Si le document annonce l'objectif, pour le pays, de créer des forêts productives, il souligne également les possibilités de conservation des forêts et d'amélioration et d'augmentation des stocks de carbone forestiers.



Un projet de l'AMCC+ a été lancé en 2020 au Timor-Oriental afin d'encourager, par le biais d'incitations économiques, les agriculteurs qui déploient à leur niveau des actions concrètes de lutte contre le changement climatique, notamment des activités de reboisement durable. Grâce à ce système, chaque arbre planté dans des zones de reboisement certifiées est pris en compte dans le calcul de la séquestration du carbone. Après une première sélection, les groupes forestiers intéressés bénéficient d'une formation technique et d'un suivi qui les aident à comprendre l'action dans le domaine du changement climatique et le fonctionnement des crédits carbone.

De telles initiatives peuvent s'accompagner d'un changement d'habitudes dans les communautés rurales et déboucher sur le lancement de nouvelles activités au bénéfice de l'économie locale. Pour s'assurer que les parties prenantes en retirent des bénéficies, voire les optimisent, l'AMCC+ soutiendra temporairement la mise en place d'un environnement institutionnel favorable et le développement des capacités. Cependant, les pays en développement comme le Timor-Oriental devraient pouvoir bénéficier d'un dialogue plus étroit avec les partenaires internationaux, afin de développer de nouvelles connaissances et de tirer parti d'initiatives similaires, et de bénéficier d'une préférence sur les systèmes de crédits pour la séquestration de carbone récompensant leurs efforts de reforestation durable.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Opérations de nettoyage dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

5 novembre 2018

Pam Belcher-Taylor s'est donné une mission. Elle s'est engagée à « nettoyer » Paynesville, une vaste banlieue à l'est de la capitale libérienne, Monrovia, dont elle est la maire.



Opérations de nettoyage dans le cadre de la lutte contre le changement climatique © EU GCCA+ 2018

Paynesville, une banlieue urbaine tentaculaire d'environ 320 000 habitants, s'étend de plus en plus. Le traitement et l'évacuation des eaux usées laissent à désirer, tout comme l'approvisionnement en eau potable et les infrastructures de traitement des déchets. En 2014, Paynesville a en outre été frappée, comme une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, par l'épidémie mortelle d'Ebola.

C'est l'ampleur toujours plus préoccupante du problème des détritus dans la ville qui a incité Madame Belcher-Taylor à passer à l'action. Nommée maire au début de l'année, elle explique que son objectif est de refaire de Paynesville une ville propre et verte.

« Notre principal problème est l'absence d'une logistique appropriée pour la collecte et l'élimination des déchets solides », nous dit-elle. « Un autre défi est de sensibiliser les communautés à l'impact environnemental des pratiques consistant à brûler ou à enfouir les déchets solides. Des établissements informels se développent en zone résidentielle, sur des terrains marécageux non bâtis. Faute de décharges officielles au niveau communautaire, ces habitants ont pris l'habitude de déverser illégalement leurs déchets dans les cours d'eau. »

« Paludisme, Ebola, gale, fièvre de Lassa, variole du singe... Ces pratiques ont un impact désastreux sur la santé publique, qui se répercute sur le plan économique. L'omniprésence de détritus et le risque d'une crise sanitaire imminente ne sont en effet guère propices à la prospérité des entreprises », ajoute-elle.

À Paynesville, quatre ménages sur cinq n'ont pas accès à des services appropriés de collecte des détritus. Selon une enquête réalisée l'année dernière, l'« élimination sauvage des déchets » – qui sont brûlés ou déversés dans les lacs ou les rivières – est une pratique très répandue. Le problème a pris une telle ampleur qu'on a laissé pourrir des monceaux de détritus dans les marchés et d'autres lieux publics. Au point que Paynesville a dû appeler à la rescousse la Monrovia City Corporation pour faire évacuer les amas de déchets abandonnés depuis des mois dans le marché de Goba-Chop. Et même dans les zones où les services d'élimination des déchets étaient assurés, les camions-poubelles ne pouvaient pas toujours rejoindre les décharges officielles, en raison du très mauvais état des routes.

L'AMCC+ a donc décidé de financer un programme de 4,6 millions d'euros visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer l'accès à l'assainissement grâce à un système plus durable de collecte et d'élimination des déchets solides urbains. Ces fonds seront utilisés pour améliorer la collecte des déchets solides, promouvoir le recyclage et le compostage et construire un site d'enfouissement ultramoderne pour réduire à un minimum les émissions de gaz à effet de serre tout en utilisant le méthane pour produire de l'électricité. Une enveloppe supplémentaire d'un million d'euros a par ailleurs été allouée à des programmes de valorisation énergétique des déchets.

L'éducation et la sensibilisation du public sont la clé de la réussite de ce projet. « Nous faisons appel à nos partenaires, aux chefs de communauté et à d'autres organisations, par exemple les fédérations de scouts et de guides, pour qu'ils nous aident à promouvoir une prise de conscience au sein de la population », explique la maire. « Nous utilisons aussi divers médias pour "éduquer" les citoyens et les sensibiliser à l'impact des déchets solides sur l'environnement. »

Madame Belcher-Taylor est également désireuse d'apprendre de l'expérience d'autres villes du monde et de partager celle de Paynesville. Elle a récemment été invitée aux Journées européennes du développement à Bruxelles où elle a évoqué l'histoire de sa ville lors d'un « point d'info ». Elle y a également participé à une table ronde sur la promotion de communautés plus durables et plus accessibles aux femmes. Celle-ci s'occupent le plus souvent des ordures ménages et sont aussi les plus affectées lorsque leur élimination n'est pas assurée correctement.

Malgré les énormes problèmes d'élimination des déchets auxquels Paynesville doit faire face, Madame Belcher-Taylor est confiante et convaincue que la ville peut inverser la tendance et contribuer en même temps à l'effort mondial de lutte contre le changement climatique. « Avec l'aide de nos partenaires internationaux et nationaux, nous envisageons de faire de Paynesville une ville propre et verte », affirme la maire. « Nous nous sommes donné comme devise "Transformer notre ville !". Nous espérons y arriver en nous employant dans un premier temps à développer un système durable de traitement des déchets solides. »


Opérations de nettoyage dans le cadre de la lutte contre le changement climatique © EU GCCA+ 2018



Opérations de nettoyage dans le cadre de la lutte contre le changement climatique © EU GCCA+ 2018

LINKS :

https://www.liberianobserver.com/news/monrovia-paynesville-christmas-amid-depressing-garbage-sites/

https://frontpageafricaonline.com/news/2016news/bad-road-hampers-garbage-management-in-paynesville-city/

https://frontpageafricaonline.com/news/paynesville-city-corporation-rallying-supports-for-recycling-wastes/

https://www.linkedin.com/pulse/paynesville-city-mayor-rallying-supports-recycling-wastes-allan-smith/

http://www.gcca.eu/programmes/eu-liberia-climate-change-alliance

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Pakokku : le changement climatique ou le calme avant la tempête

19 mars 2019 - 19 mars 2019

Le changement climatique ne se manifeste pas toujours à grand bruit, par des événements extrêmes qui laissent dans leur sillage destructions massives et chaos. Ce phénomène est parfois très lent et silencieux au point qu'on puisse parler de calme avant la tempête. Par exemple à Pakokku, une ville située dans la partie aride du Myanmar. Le terrain est plat, il y fait très chaud et très sec et la zone est donc particulièrement vulnérable. Une situation encore aggravée par le changement climatique. Les habitants qui vivent le long de la rivière sont régulièrement victimes d'inondations, ce qui les oblige souvent à quitter leur maison pour se réfugier dans le monastère de la ville. Les zones situées plus à l'intérieur des terres sont confrontées à des pénuries d'eau chronique et les habitants ne peuvent plus compter sur l'agriculture traditionnelle, par exemple la culture du riz paddy, pour se procurer des moyens d'existence.



Agriculture traditionnelle – Confrontés à un manque d'eau devenu chronique, les habitants ont beaucoup de mal à conserver leurs moyens de subsistance traditionnels. En raison du changement climatique, qui se manifeste par une augmentation de la température et une saison des pluies plus courte, certains agriculteurs ne récoltent plus qu'une fois par an, au lieu de deux.

L'Alliance contre le changement climatique du Myanmar a réalisé une série d'études sur les vulnérabilités et selon les projections, les températures pourraient augmenter de 2,7 degrés d'ici 2050. Et pendant la saison sèche, il pourrait y avoir entre 4 et 17 jours de grosse chaleur, alors que la moyenne historique a été établie à une journée par mois.

Confrontés à la perte de leurs moyens de subsistance traditionnels, de nombreux habitants (surtout des hommes) ont dû émigrer en Thaïlande pour trouver un emploi dans des villes du pays voisin. Une situation qui aggrave encore la vulnérabilité de Pakokku qui se retrouve privée de main d'œuvre qualifiée. Les femmes, désormais souvent seules chefs de famille, n'ont ainsi plus aucune source de revenus ou de moyens de subsistance alternatifs.



Plans d'évacuation – La communauté examine surtout comment organiser les évacuations lorsque les maisons sont menacées ou touchées par des inondations. Selon les projections et les modèles climatiques pour Pakokku, le phénomène des inondations devrait encore s'aggraver.

Dans le cadre des activités de soutien aux moyens de subsistance alternatifs à Pakokku, l'Alliance contre le changement climatique du Myanmar finance un projet de cours de couture pour les femmes qui ont perdu leur maison ou leurs récoltes suites aux inondations, ou qui sont touchées de plein fouet par les effets du changement climatique. Cette activité est organisée dans le cadre d'un plan de durabilité sociale qui aide les communautés à s'adapter pour avoir accès à de nouveaux moyens de subsistance. L'idée est que personne ne reste sur la touche.

La saison des pluies dure de moins en moins longtemps et les crues soudaines se font plus intenses et plus fréquentes. Les habitants sont donc de plus en plus régulièrement amenés à reconstruire leurs maisons lorsqu'elles sont détruites par les inondations ou les pluies torrentielles et les tempêtes. La formation de menuisiers est un autre axe d'intervention soutenu par l'Alliance. Le développement des compétences et du savoir-faire est axé sur la construction de logements résistants au climat et aux catastrophes – à l'aide de matériaux traditionnels locaux – qui intègrent de nouvelles caractéristiques de conception telles que l'élévation du soubassement pour limiter les effets des inondations ou les toits à quatre pans qui résistent aux vents de tempête. Grâce à ces nouvelles caractéristiques, les maisons résistent mieux aux effets du changement climatique, comme des pluies de mousson plus intenses ou une saison sèche encore plus chaude.



Reconstruction - La saison des pluies dure de moins en moins longtemps et les crues soudaines se font plus intenses et plus fréquentes. Les habitants sont donc de plus en plus régulièrement amenés à reconstruire leurs maisons lorsqu'elles sont détruites par les inondations ou les pluies torrentielles et les tempêtes.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Planification à long terme de la lutte contre les inondations en République dominicaine

3 avril 2019

La République dominicaine doit, comme d'autres petits États insulaires en développement, relever des défis liés au développement durable, notamment ceux liés à la fragilité de ses écosystèmes et à la dégradation de son environnement. Exposé à des menaces naturelles et à des menaces liées à l'activité humaine, le pays est extrêmement vulnérable au changement climatique et est de surcroît très pauvre. Étant donné que 96 % de sa population vit dans des zones côtières souvent frappées par des cyclones, la République dominicaine est le 11e pays le plus vulnérable selon l'indice mondial des risques climatiques de 2017 (Maplecroft, 2017). Le pays dépend fortement du tourisme et compte parmi le 20 pays dont l'économie est la plus exposée au risque de catastrophes naturelles.La République dominicaine se situe à la 69e place du classement selon l'indice de l'AMCC+. Le pays se distingue par des tempêtes fréquentes et par de fortes inégalités (indice de Gini) selon la carte de l'AMCC+ et son indice s'établit à 3 sur 5 dans le rapport mondial sur le risque de catastrophe.



En République dominicaine, le projet de l'AMCC+ consistera à appuyer la planification de l'adaptation à long terme pour créer une résilience durable aux phénomènes climatiques extrêmes. L'AMCC+ prévoit en particulier d'élaborer une approche intégrée pour inscrire l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes dans la planification et la programmation du développement national et améliorer leur efficacité. L'AMCC+ s'emploiera également à améliorer la résilience des communautés et les moyens de subsistance à l'échelle nationale ainsi que dans la province d'El Seibo, qui a été très durement touchée par des phénomènes climatiques extrêmes tels que des sécheresses et des inondations.En 2015, cette province a connu une grave sécheresse qui a causé de lourdes pertes dans l'agriculture et l'élevage. De plus, les ouragans Irma et Maria qui l'ont frappée en septembre 2017 ont provoqué des inondations et ont endommagé les infrastructures. Selon l'Office national de météorologie (ONAMET), la province d'El Seibo compte parmi celles où les précipitations ont été les plus fortes (400 millimètres) durant l'ouragan Maria.

Face aux prévisions annonçant l'augmentation du nombre d'inondations dévastatrices, le projet de planification de l'adaptation à long terme de l'AMCC+ renforcera la résilience des communautés et réduira leur exposition au changement climatique et aux catastrophes naturelles grâce à des solutions fondées sur la nature dans des zones côtières vulnérables (restauration et protection des mangroves, conservation des dunes et cartographie des côtes) et à l'amélioration du système de suivi climatique et de contrôle des catastrophes. Ce projet prévoit de cartographier les zones relevant de la gestion côtière intégrée, de restaurer les zones côtières dégradées et de promouvoir l'agriculture durable et la conservation des forêts.

Télécharger l'Etude de Cas

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Planification à long terme de la lutte contre les inondations en République dominicaine

7 décembre 2020 - 7 décembre 2020

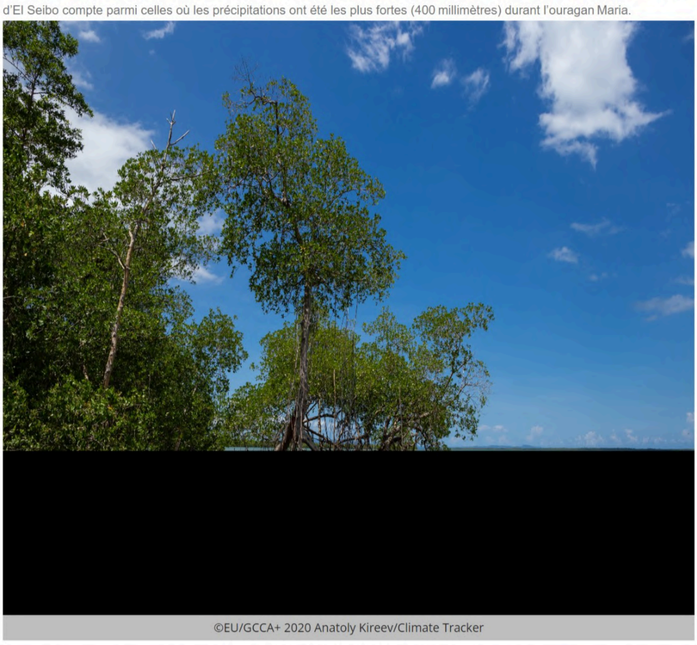
La République dominicaine doit, comme d'autres petits États insulaires en développement, relever des défis liés au développement durable, notamment ceux liés à la fragilité de ses écosystèmes et à la dégradation de son environnement. Exposé à des menaces naturelles et à des menaces liées à l'activité humaine, le pays est extrêmement vulnérable au changement climatique et est de surcroît très pauvre. Étant donné que 96 % de sa population vit dans des zones côtières souvent frappées par des cyclones, la République dominicaine est le 11e pays le plus vulnérable selon l'indice mondial des risques climatiques de 2017 (Maplecroft, 2017). Le pays dépend fortement du tourisme et compte parmi les 20 pays dont l'économie est la plus exposée au risque de catastrophes naturelles. La République dominicaine se situe à la 69e place du classement selon l'indice de l'AMCC+. Le pays se distingue par des tempêtes fréquentes et par de fortes inégalités (indice de Gini) selon la carte de l'AMCC+ et son indice s'établit à 3 sur 5 dans le rapport mondial sur le risque de catastrophe.



©EU/GCCA+ 2020 Anatoly Kireev/Climate Tracker

En République dominicaine, le projet de l'AMCC+ consistera à appuyer la planification de l'adaptation à long terme pour créer une résilience durable aux phénomènes climatiques extrêmes. L'AMCC+ prévoit en particulier d'élaborer une approche intégrée pour inscrire l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes dans la planification et la programmation du développement national et améliorer leur efficacité.

L'AMCC+ s'emploiera également à améliorer la résilience des communautés et les moyens de subsistance à l'échelle nationale ainsi que dans la province d'El Seibo, qui a été très durement touchée par des phénomènes climatiques extrêmes tels que des sécheresses et des inondations. En 2015, cette province a connu une grave sécheresse qui a causé de lourdes pertes dans l'agriculture et l'élevage. De plus, les ouragans Irma et Maria qui l'ont frappée en septembre 2017 ont provoqué des inondations et ont endommagé les infrastructures. Selon l'Office national de météorologie (ONAMET), la province d'El Seibo compte parmi celles où les précipitations ont été les plus fortes (400 millimètres) durant l'ouragan Maria.



©EU/GCCA+ 2020 Anatoly Kireev/Climate Tracker

Face aux prévisions prévoyant l'augmentation du nombre d'inondations dévastatrices, le projet de planification de l'adaptation à long terme de l'AMCC+ renforcera la résilience des communautés et réduira leur exposition au changement climatique et aux catastrophes naturelles grâce à des solutions fondées sur la nature dans des zones côtières vulnérables (restauration et protection des mangroves, conservation des dunes et cartographie des côtes) et à l'amélioration du système de suivi climatique et de contrôle des catastrophes. Ce projet prévoit de cartographier les zones relevant de la gestion côtière intégrée, de restaurer les zones côtières dégradées et de promouvoir l'agriculture durable et la conservation des forêts.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Pourquoi les CDN sont-elles si importantes ?

28 mai 2021 - 28 mai 2021

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont importantes. Commençons toutefois par un bref historique.

Avant l'Accord de Paris (2015), seuls 38 pays développés avaient l'obligation de réduire leurs émissions selon des valeurs cibles fixées par accord multilatéral. Ces pays étaient ainsi légalement tenus d'accomplir « tout le nécessaire » pour atteindre les valeurs cibles sur une période d'engagement prédéfinie. Cette approche a fondamentalement échoué lorsqu'il est apparu que, au moment où ils étaient censés rendre des comptes, ces pays ont pu tout bonnement se dédire de leurs engagements d'atténuation, avec pour seule conséquence de perdre la face.



Six raisons pour lesquelles les CDN sont si importantes :

En premier lieu, les CDN ne sont plus des objectifs imposés par des instances supérieures mais des promesses, déterminées au niveau local, d'agir sur la base de l'évaluation que le pays a faite lui-même de ses propres circonstances et priorités.

Deuxièmement, les CDN facilitent des actions climatiques appropriées pour tous les pays. Ce système universel de soumission est en effet une caractéristique de l'Accord de Paris.

Troisièmement, comme les informations étayant l'autoévaluation sont contenues dans les CDN, celles-ci offrent un aperçu transparent des circonstances nationales à un moment précis. Il s'agit d'informations sur les caractéristiques physiques et géographiques, la conjoncture économique, la contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et la capacité de séquestration de ces gaz, et la vulnérabilité aux effets du changement climatique.

Quatrièmement, puisque les CDN encouragent les pays à étudier leur potentiel en termes d'atténuation, elles indiquent ce qu'ils feront, comment ils le feront, dans quel délai et avec quelle assistance (si nécessaire). Les CDN deviennent donc de véritables plans pour l'action climatique. De plus, elles offrent l'avantage de la flexibilité, car les pays peuvent choisir les politiques, programmes et outils financiers qu'ils utiliseront pour atteindre leurs objectifs.

Cinquièmement, les effets prévus des CDN peuvent être regroupés en données agrégées, ce qui permet de voir où en est le monde par rapport aux objectifs climatiques et d'améliorer la compréhension scientifique de la progression du réchauffement planétaire et de ses effets sur le système climatique mondial.

Sixièmement, les CDN sont des chantiers permanents. Elles doivent être actualisées tous les cinq ans au moyen de données scientifiques plus pointues, des changements de circonstances et des mesures croissantes d'appui politique en faveur d'une action climatique plus résolue et plus ambitieuse.

Aux termes des premières CDN soumises en 2015, les pays ont tablé sur une hausse des températures mondiales de 3,4 °C, une valeur bien supérieure à l'objectif de 2 °C convenu à Paris. Des preuves cumulatives soulignent la fréquence et la gravité croissantes des effets du changement climatique partout dans le monde. De plus, en 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a clairement fait savoir que même un réchauffement planétaire de 1,5 °C – soit l'objectif indicatif prôné par l'UE et la majorité des partenaires de l'UE AMCC+ – infligerait des dommages irréversibles à une grande partie des écosystèmes du monde, exposant les personnes et les biens à des risques grandissants.

Des partenaires de l'UE AMCC+ comptant parmi les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, l'on ne saurait trop insister sur l'importance qu'il y a à finaliser les actualisations des CDN en 2021, des CDN assez ambitieuses pour combler de façon significative les écarts en termes d'émissions. En février 2021, le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a publié un rapport de synthèse sur les 48 CDN mettant à jour les engagements de 75 pays (par exemple, l'UE établit une seule CDN globale pour 27 pays), soit 39,5 % des parties. Bien que le processus d'actualisation ne soit pas terminé, il est préoccupant de constater que les pays n'entendent renforcer que d'un modeste 2,7 % leur niveau d'ambition en matière d'atténuation.

Cette édition de notre magazine se penche sur les façons dont les partenaires de l'UE AMCC+ tirent parti des possibilités des CDN pour intégrer le changement climatique dans la planification du développement national et pour mettre en commun des ressources internationales afin de soutenir les priorités nationales avec le soutien de l'UE AMCC+. Nous découvrirons aussi certains défis que les pays ont à relever pour répondre à leurs besoins de soutien, et verrons comment ils surmontent les obstacles afin de traduire les objectifs nationaux en actions à l'échelle locale.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Programme d'alimentation et de nutrition de l'AMCC+ pour atténuer l'impact de la COVID-19 au Zimbabwe

22 février 2021 - 22 février 2021



Le projet sera mis en œuvre par le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA), avec un financement de l'Union européenne (UE), via la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA).

Ce projet est une extension du programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) et a pour objectif de renforcer les capacités des États membres de la CDAA à prendre des mesures d'adaptation et d'atténuation aux niveaux régional et national, afin de répondre aux défis engendrés par les impacts du changement climatique.

L'UE a dégagé 8 millions d'euros en faveur du projet de l'AMCC+ en vue de renforcer les capacités des États membres de la CDAA à atténuer les impacts du changement climatique et à s'adapter à ceux-ci, ainsi qu'à mieux faire entendre leur voix dans les négociations internationales sur le changement climatique.

La pandémie a perturbé les systèmes alimentaires, y compris la production et la commercialisation des denrées, en raison des confinements imposés par les pays. La menace croissante qui pèse sur les moyens de subsistance, l'alimentation et la nutrition appelle à des interventions urgentes pour atténuer l'impact sur les pays les plus affectés.

Les bénéficiaires du projet ont encore une fois insisté sur la nécessité d'investir dans la production de légumes et de miel, ainsi que dans la production et la transformation de la papaye, du moringa et du baobab. L'appropriation des activités du projet par la communauté a été soulignée lors du lancement du projet. Les terres allouées au projet et un puits déjà couplé à une installation d'irrigation témoignent des grandes chances de réussite du projet, dont les activités devraient se poursuivre une fois les financements épuisés. Le projet devrait inclure une ferme-école, et le modèle devrait être répliqué dans d'autres régions du pays.

Lire les articles:

- CCARDESA launches Zim food and nutrition Covid-19 mitigation project
- Project to mitigate impact of COVID-19 on food and nutrition security

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Programme d'action annuel 2018 : quoi de neuf pour l'AMCC+ ?

15 janvier 2019

Les programmes mis en œuvre Cambodge, en Côte d'Ivoire, à Cuba, à Djibouti, en République dominicaine, aux Maldives, au Myanmar, au Nigeria, au Sénégal et à Trinité-et-Tobago, ainsi qu'un programme régional axé sur l'accès des autorités locales au financement climatique sont les 11 actions qui intéressent directement l'AMCC+.

La décision annuelle de financement relative à la mise en œuvre du programme d'action annuel 2018 (partie III) Environnement et Changement climatique a été approuvée par la Commission européenne. Le PAA 2018 propose 11 actions en lien direct avec l'Alliance mondiale contre le changement climatique :


Areng River, KohKong, Cambodia © EU GCCA+ 2018

1. Une nouvelle phase du « Local Climate Adaptative Living Facility » (LoCAL II, Mécanisme de financement et d'adaptation au niveau local), qui vise à améliorer l'accès des autorités locales au financement climatique, afin qu'elles puissent mettre en œuvre et financer des interventions d'adaptation au changement climatique, a été lancée. Ce mécanisme sera cofinancé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Coopération belge au développement et d'autres partenaires ;
2. Le projet « Cambodia Climate Change Alliance » (CCCA, Alliance cambodgienne contre le changement climatique), dont la deuxième phase s'achèvera en juin 2019, se poursuivra au cours de la période 2019-2023. L'objectif sera d'améliorer la réponse du Cambodge au changement climatique dans des secteurs stratégiques ;
3. En Côte d'Ivoire, le projet « Promotion de systèmes agroforestiers intensifs en appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre, liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) » sera mis en œuvre pendant une période de six ans ;
4. Le projet « Building Coastal Resilience in Cuba through Natural Adaptation Solutions » (Renforcer la résistance côtière à Cuba grâce à des solutions naturelles en matière d'adaptation) vise à renforcer la résilience des régions côtières de Cuba aux menaces climatiques actuelles et futures par le biais de solutions techniques, stratégiques et d'adaptation. Il sera mis en œuvre pendant une période de cinq ans ;
5. Le projet « AMCC+ Djibouti : Renforcement de la résilience climatique par le traitement intégré et durable des eaux de Douda - Alliance Mondiale pour le changement climatique Plus (AMCC+) » sera mis en œuvre pendant une période de cinq ans ;
6. Le projet « Building climate and disaster risk reduction resilience in the Dominican Republic's coastal-mountainous gradient via Ecosystem-based Approaches » (Renforcer la résilience au changement climatique et la réduction du risque de catastrophe dans le gradient côtier-montagneux de la République dominicaine par le biais d'approches écosystémiques) sera mis en œuvre pendant une période de cinq ans ;
7. L'« Appui de l'UE à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national pour les émissions de gaz à effet de serre aux Maldives » sera mis en œuvre pendant une période de cinq ans ;
8. La « Myanmar Climate Change Alliance – phase II » (MCCA2, Alliance du Myanmar contre le changement climatique) prolongera les actions de la première phase (2012-2018) et sera mise en œuvre pendant une période de cinq ans ;
9. Le « Nigeria Climate Change Response Programme (NCCRP, Programme de réponse du Nigeria au changement climatique), un programme phare du gouvernement nigérian, sera mis en œuvre pendant une période de quatre ans ;
10. Le projet « Changement climatique et gestion intégrée des zones côtières au Sénégal » (AMCC+), qui vise à renforcer l'action climatique intégrée au Sénégal, sera mis en œuvre pendant une période de cinq ans ;
11. L'« Appui à la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national de Trinité-et-Tobago » sera mis en œuvre pendant une période de quatre ans.

Liens:

Programme d'action annuel 2018 Environnement et changement climatique


© EU GCCA+ 2018

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Promouvoir une agriculture moderne et durable à Maurice

16 juillet 2020 - 16 juillet 2020

A Maurice, les planteurs jouent un rôle clé pour assurer la sécurité alimentaire : la pandémie de coronavirus a démontré l'importance à la fois de renforcer l'autonomie alimentaire et de veiller à la santé des consommateurs. Les planteurs subissent de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique, celui-ci a un impact direct sur les récoltes, sur l'approvisionnement du marché local et donc sur leurs revenus. Leurs activités traditionnelles ont également une incidence sur la santé humaine et l'environnement; ainsi l'utilisation de produits chimiques et de pesticides pour lutter contre les ravageurs et les maladies a un impact sur la qualité des produits agricoles et sur les sols.

> Sanju Jhugroo, planteur de La Laura, a reçu une sarcleuse motorisée "*J'ai choisi cet outil car il me permettra d'enlever les mauvaises herbes de manière efficace sans avoir à utiliser d'herbicides.*"



S'exprimant en créole lors d'une cérémonie de remise des équipements aux planteurs, l'Ambassadeur de l'Union européenne à Maurice, Vincent Degert, a souligné l'importance stratégique de l'agriculture et de l'autonomie alimentaire:

> *"La pandémie nous démontre qu'il est important de planter ce que nous mangeons et de manger ce que nous plantons".*

La cérémonie pour la remise officielle d'équipements agricoles, organisé par le projet SMART AGRICULTURE financé par l'Union Européenne à travers Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus (AMCC+), souligne l'urgente nécessité de réagir et de s'adapter en apportant un soutien au développement d'une agriculture innovante.

A Maurice l'UE a donc financé:

- Des équipements qui permettront aux planteurs de réduire ou d'abandonner l'utilisation des herbicides et des pesticides de synthèse et d'utiliser des pesticides biologiques beaucoup moins nocifs pour la santé humaine et l'environnement.
- Du matériel pour diminuer la nécessité de travailler le sol (ce qui permet de lutter contre l'érosion et favorise la vie du sol), réduire l'utilisation d'énergie fossile et permettre aux planteurs d'incorporer dans le sol des matériaux organiques qu'ils produisent eux-mêmes. The emergence of MLi technology which allows multiple images layered onto fake identity cards has allowed binge drinkers to use fake ids effectively. IDTop.is makes window ghost images to make a scannable fake id learn more Cela permet, tout en enrichissant le sol, d'éviter d'utiliser des engrais chimiques.
- La formation des planteurs sur les pratiques agricoles durables et notamment sur le bon usage des intrants et des déchets organiques.



Grâce à ces innovations, les planteurs auront les outils nécessaires pour réduire l'usage des intrants chimiques et pourront contribuer à la lutte contre le changement climatique grâce notamment à une meilleure utilisation du sol. Ils seront en mesure d'augmenter les rendements des sols, de contribuer à la sécurité alimentaire et de proposer aux consommateurs des produits plus sains tout en générant de meilleurs revenus. Cette action est mise en œuvre par la Chambre d'Agriculture de Maurice qui est assistée par deux Volontaires Solidarité Internationale mis à disposition par la Région de La Réunion grâce au programme INTERREG, également financé par l'Union européenne.

Lien à l'événement : https://www.gcca.eu/fr/multimedia/10-juillet-2020-lagriculture-intelligente-maurice-document-officiel

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+
Platforme Collaborative

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Qu'attendre de la COP27 ? Aider les pays vulnérables à améliorer leurs pratiques de communication en matière de transparence

20 octobre 2022 - 20 octobre 2022

A l'approche de la COP27, les discussions préparatoires s'intensifient. Dans un contexte marqué par les récentes catastrophes d'origine climatique un peu partout dans le monde, le changement climatique retient à nouveau toute l'attention de la communauté internationale.

La multiplication de telles catastrophes nous rappelle clairement l'importance de parvenir à limiter à 1,5°C la hausse des températures et de respecter les exigences de l'accord de Paris. Le Pacte de Glasgow pour le climat – adopté lors de la COP26 – demandait une révision des contributions déterminées au niveau national (CDN), incluant des objectifs plus ambitieux pour tous les pays à l'horizon 2030. La COP27 servira de test et nous dira si les processus internationaux sont en mesure de s'attaquer à l'urgence de la situation.

La COP27 de 2022 accueillera un des trois Dialogues techniques menés aux fins du premier « bilan mondial » prévus au cours de la période 2021-23. L'issue de l'« exercice du bilan mondial » orientera les futures CDN, les négociations ainsi que la coopération internationale en vue d'une révision à la hausse des ambitions mondiales.



©EU GCCA+ Cambodia

Les pays vulnérables, notamment les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID), seront associés à ce processus. Beaucoup devront donc adopter leurs pratiques et respecter des exigences de communication plus détaillées que celles des anciens systèmes de suivi et évaluation (S&E). Le Cadre de transparence renforcée (CTR) montrera les progrès réalisés par les pays en matière d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, d'adaptation au changement climatique et d'accès à et de fourniture d'un soutien sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités. De nombreux PMA et PEID auront dès lors besoin d'un soutien pour surmonter les obstacles financiers, institutionnels et techniques qui les empêchent de respecter ces nouvelles exigences d'information. Ces blocages peuvent être regroupés en trois catégories :

- Manque de capacités dans les domaines suivants : collecte et gestion des données, préparation et suivi de l'inventaire des GES, évaluation de l'impact des politiques et des mesures d'atténuation, évaluation de l'impact des changements climatiques et des options en matière d'adaptation et suivi du financement climatique ;
- Possibilités limitées, en termes de ressources humaines, pour le respect des exigences de transparence et de communication au sein d'institutions clés, avec notamment un manque d'expertise, la difficulté à mettre en place et à soutenir des équipes expérimentées, auxquelles s'ajoute un financement insuffisant pour l'organisation de ces capacités ;
- Incertitudes quant aux rôles et responsabilités des grandes institutions publiques en matière de collecte et de communication de données, associée à l'absence de cadres légaux, d'où le peu d'empressement des institutions clés à coordonner les mesures, partager les données et collaborer.

Il est clair que les pays en développement doivent consentir beaucoup d'efforts pour surmonter ces obstacles et être conformes aux exigences de communication en matière de transparence inscrites dans l'accord de Paris. Dans bien des cas, les obstacles ne se limitent pas à un problème de capacités des ressources humaines. Des programmes généraux sont déjà axés sur le soutien au renforcement des capacités institutionnelles et techniques des pays en développement, afin de les aider à respecter les exigences du cadre de transparence renforcée défini à l'article 13 de l'accord de Paris. C'est notamment le cas de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence (IRCT).



©EU GCCA+ Mauritius

Certains pays peuvent cependant avoir du mal à mettre en place et à soutenir des équipes expérimentées au sein de leurs institutions publiques. C'est là un obstacle supplémentaire aux opportunités et à l'impact que l'aide climatique internationale est supposée favoriser.

Cela fait déjà plusieurs années que l'Union européenne apporte un appui technique et financier aux pays en développement dans le domaine du changement climatique. Ce soutien est notamment axé sur la conception et l'organisation du S&E et les pratiques de communication transparente sur le climat. Il est offert dans le cadre de plusieurs initiatives parmi lesquelles l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus. Les programmes européens d'assistance technique et financière aux PMA, aux PEID et aux pays à revenu intermédiaire ont le potentiel de créer des synergies et des complémentarités avec des partenaires tels que l'IRCT, permettant aux bénéficiaires de combler les lacunes existantes en termes de capacités et de surmonter les obstacles aux obligations de communication (S&E et transparence)

Lorsqu'ils améliorent leurs pratiques de communication sur la transparence, les pays en développement sont en mesure de mieux cerner leurs besoins de financement climatique, notamment en ce qui concerne les pertes et préjudices et l'adaptation, et de mobiliser de nouvelles opportunités de financement. En ce sens, la COP27 offrira aux pays en développement une chance d'identifier ces lacunes et besoins, en termes de communication sur la transparence, dans le cadre de l'exercice du bilan mondial, avec à la clé un soutien ciblé pour les aider à y remédier.

Gamze Celikyilmaz

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Qu'attendre de la COP27 ? L'importance d'une législation sur le changement climatique

11 octobre 2022 - 11 octobre 2022

Alors que le changement climatique est au cœur des politiques et des mesures environnementales prises au niveau des pays, nous apportons notre soutien aux gouvernements et aux parlements qui s'apprêtent à adopter et/ou à modifier leur législation nationale pour y intégrer les priorités climatiques. Une série de pays en développement ou emergents ont adopté une législation tenant compte des enjeux climatiques ou sont sur le point de le faire : le Belize, le Brésil, la Colombie, la Corée du Sud, le Costa Rica, les Etats fédérés de Micronésie, les Fidji, le Gabon, le Guatemala, le Kenya, Maurice, le Mexique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République dominicaine.

Même si l'accord de Paris reconnaît « l'importance de la participation des pouvoirs publics à tous les niveaux et des divers acteurs, conformément aux législations nationales respectives, dans la lutte contre les changements climatiques », il n'impose à aucun pays une refonte de la législation nationale. Il appelle néanmoins les signataires à engager des efforts ambitieux. Ceux-ci doivent ainsi :

- Prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation
- Etablir, communiquer et actualiser les contributions déterminées au niveau national successives
- Etablir et communiquer des stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre

L'expérience a montré que ces mesures ont plus de chance d'aboutir lorsque la législation s'aligne sur les stratégies nationales et qu'il existe, dans le pays, une structure de gouvernance globale et cohérente pour coordonner les initiatives de lutte contre le changement climatique.



©EU GCCA+ Tanzania

Les petits Etats insulaires en développement (PEID) et les Pays les moins avancés (PMA), notamment, se préparent à adopter une loi-cadre sur le climat. Leur objectif est surtout de :

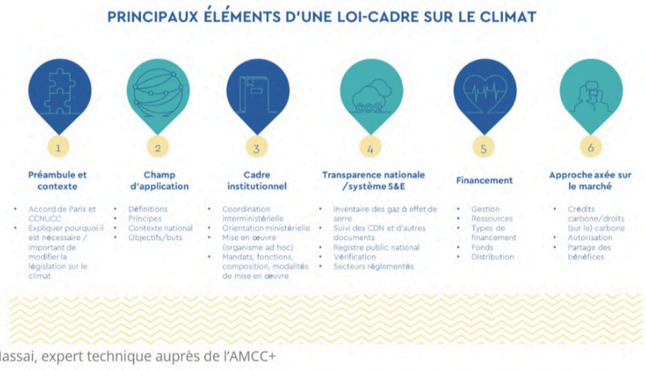
- garantir la stabilité et la coordination au niveau des institutions
- mettre en place un contexte propice au respect des exigences de l'accord de Paris et attirer des financements climatiques
- Gérer les possibilités offertes par le marché du carbone.

L'élaboration et l'adoption d'une loi-cadre sur le climat a pour principal objectif de permettre à ces pays de se joindre à la lutte contre le changement climatique et de promouvoir leur développement durable en s'appuyant sur les ressources et leurs actifs naturels. L'idée est ici de maximiser leurs revenus et de profiter des opportunités économiques découlant des mécanismes de marché et d'autres instruments de financement (les gouvernements recevant alors une juste part de ces avantages, en mobilisant ici le soutien du secteur privé par le biais de mesures incitatives). Les pays doivent également réglementer la vente de crédits carbone et décider du mode de répartition des droits d'émission et des revenus du carbone au niveau national.

Deux options s'offrent aux pays qui s'apprêtent à réformer leur législation :

1) Elaborer et adopter une nouvelle loi-cadre globale. Cette approche a pour avantage de garantir une plus grande stabilité et une plus grande clarté, les réformes s'appliquant à tout le système et à toutes les institutions. En revanche – et c'est là son inconvénient – elle nécessite beaucoup de temps et un solide soutien politique et à haut niveau, en particulier celui du Premier ministre. Ou,

2) Modifier et amender l'actuelle législation en lien direct ou indirect avec le changement climatique. Cette option a pour avantage d'être plus simple et plus rapide à mettre en œuvre. Mais ses inconvénients sont moins de stabilité à long terme et moins propice à la mobilisation des financements climatiques.



Leonardo, Massai, expert technique auprès de l'AMCC+

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Qu'attendre de la COP27 ? Les marchés du carbone, un héritage de l'accord de Paris

28 octobre 2022 - 28 octobre 2022

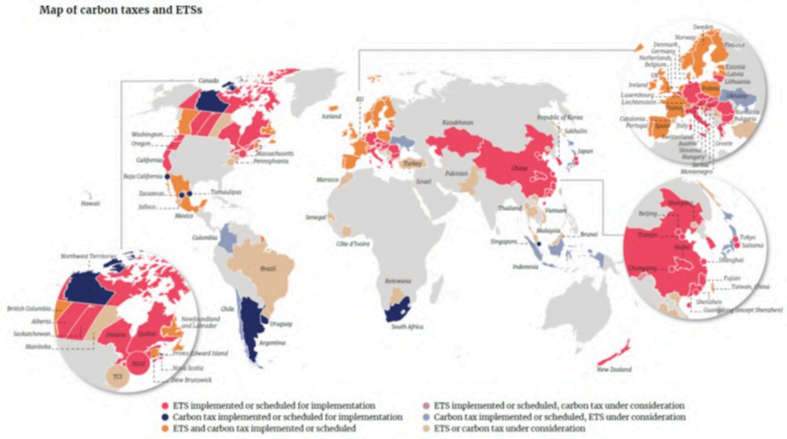
Les opportunités du marché du carbone, stimulées pendant la période allant de l'accord de Paris à la COP26 de Glasgow, seront désormais influencées par la guerre en Ukraine – et son impact sur le secteur de l'énergie – ainsi que par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES). L'augmentation considérable des émissions mondiales liées à l'énergie en 2021 a en effet annulé la diminution des émissions observée pendant l'épidémie de COVID-19.

Dans son 6e Rapport d'évaluation, le GIEC a indiqué que les pays devaient mettre en œuvre des mesures supplémentaires pour atteindre l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. Par la voie de ses nombreux canaux diplomatiques et cercles techniques, l'UE plaide pour des engagements plus ambitieux et appelle les plus grandes économies de la planète à redoubler d'efforts dans leur lutte contre le changement climatique, tout en soulignant que les efforts actuels sont insuffisants. A la veille de la COP27, les récentes conclusions du Conseil européen ont rappelé qu'il y a urgence à agir, tout en insistant sur la nécessité de mettre en œuvre l'article 2 de l'accord de Paris, qui « vise à renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques ».

Des dossiers chauds attendent la COP27 qui devra se pencher sur les questions suivantes :

- Le niveau d'ambition et de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) révisées ;
- Les modalités pour la fixation d'objectifs clairs pour le financement de l'atténuation, de l'adaptation et du mécanisme relatif aux pertes et préjudices ;
- Des discussions sur les fonds publics pour l'action climatique à affecter pour soutenir les mesures d'adaptation dans les pays en développement ;
- Convenir d'une définition opérationnelle du financement climatique ;
- Modalités pour la fixation d'un nouvel objectif pour le financement climatique pour l'après-2025.

Même si le thème des marchés du carbone et les questions connexes ne figurent pas officiellement dans la liste des questions à examiner prioritairement lors de la COP27 – qu'il s'agisse des taxes carbone ou de l'échange de quotas d'émission – c'est là un dossier essentiel compte tenu de la volonté de la COP27 de renforcer l'engagement des pays signataires à atteindre l'objectif « zéro émission nette ».



Des solutions de tarification du carbone peuvent par exemple être utilisées pour relancer la décarbonation de l'ensemble des secteurs économiques et réduire l'écart entre les promesses et les politiques en faveur d'une limitation du réchauffement à 1,5°C. En 2021, près de 22 % des émissions mondiales de GES étaient couvertes par les programmes de tarification du carbone, une augmentation importante par rapport au pourcentage de 2020, estimé à 15 %. Cependant, moins de 4 % des émissions mondiales sont compensées par des prix s'alignant sur les objectifs de limitation du réchauffement de l'accord de Paris.

En avril 2022, on dénombrait 71 instruments opérationnels de tarification du carbone, dont 37 basés sur le mécanisme des taxes sur le carbone et 34 basés sur les systèmes d'échange de quotas d'émission (rapport de la Banque mondiale, mai 2022)

Comment augmenter ce pourcentage et encourager la mise en place et l'utilisation de mesures en lien avec les marchés du carbone ? La COP27 devrait renforcer la base/structure mise en place à Glasgow (le « rulebook » de l'article 6) par le biais de cadres de gouvernance renforcés. Des lacunes ont d'ores et déjà été identifiées, par exemple les risques de double comptage de réduction des émissions.

Garantir le bon fonctionnement d'un marché mondial du carbone nécessite :

- d'**harmoniser les systèmes de comptabilisation du carbone** ;
- de garantir l'**intégrité environnementale des marchés internationaux des crédits carbone**, en particulier en ce qui concerne les crédits émis au titre du Mécanisme de développement propre (MDP) ;
- de définir une **interface entre les marchés internationaux et volontaires des crédits carbone** ; et
- définir une **interface avec les marchés réglementés** (l'UE a adopté une législation interdisant l'utilisation de crédits du MDP au titre du Système d'échange de quotas d'émission de l'UE).

Des instruments tels que le Mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières peuvent aider à prévenir le risque de fuite de carbone et soutenir l'ambition en matière d'atténuation du changement climatique au-delà des frontières de l'UE, et pourraient être reproduits dans d'autres régions.

Monica Bonfanti

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Qu'attendre de la COP27 ? Qu'est-ce cela impliquerait pour l'UE de soutenir l'adaptation ?

6 octobre 2022 - 6 octobre 2022

Alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus importantes et visibles, et particulièrement dramatiques dans les pays les moins avancés, un consensus se fait jour quant à la nécessité de renforcer de toute urgence les mesures d'adaptation. Retour sur la **COP26** qui s'est tenue en 2021 :

- Les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont été appelées à au moins doubler, d'ici à 2025 (par rapport à 2019), le montant du **financement climatique à l'adaptation** en faveur des pays en développement, et à poursuivre les discussions pour définir un nouvel objectif quantifié collectif pour le financement du climat en faveur des pays en développement, qui soit supérieur à l'objectif initialement fixé de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 (un objectif qui n'a pas été atteint).

- En réponse à l'absence d'avancées quant à la définition et la concrétisation de l'« **objectif mondial en matière d'adaptation** » de l'accord de Paris, à savoir améliorer la capacité d'adaptation, renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité au changement climatique, les Parties ont adopté un programme de travail Glasgow–Sharm el-Sheikh de deux ans sur l'objectif mondial en matière d'adaptation. L'objectif est de :
  - promouvoir la mise en œuvre de cet objectif
  - contribuer à une évaluation plus précise des avancées sur le front de l'adaptation, notamment par des travaux sur les méthodologies, les indicateurs et les données appropriées
  - aider les signataires à améliorer la planification et la mise en œuvre de leurs mesures d'adaptation (par le biais de plans nationaux d'adaptation ou de processus similaires), à mieux communiquer sur leurs priorités en matière d'adaptation, sur leurs actions et l'appui dont ils ont besoin (conformément à l'exigence de l'accord de Paris qui impose aux signataires de présenter leur communication relative à l'adaptation) et à mettre en place des systèmes solides de suivi et d'évaluation des mesures d'adaptation (qui doivent contribuer à la mise en œuvre du volet adaptation du cadre de transparence renforcé de l'accord).

- Reconnaissant la nécessité de renforcer le soutien aux activités visant à **éviter les pertes et préjudices, les réduire au minimum et y remédier** (c'est-à-dire réduire et gérer les risques de catastrophes liés au changement climatique), un Dialogue de Glasgow de deux ans a été lancé afin de discuter des modalités de financement possibles. En outre, les signataires se sont engagés à financer et rendre opérationnel le Réseau de Santiago sur les pertes et préjudices, mis en place lors de la COP25 pour « catalyser » l'assistance technique déterminée par la demande et faciliter la collaboration, le partage de connaissances et l'accès des pays en développement à ce soutien technique.



©EU GCCA+ Ethiopia

Lors de la **COP27**, les pays développés rendront compte des avancées réalisées en vue d'une augmentation du montant des fonds destinés à l'adaptation et de leur fourniture effective. Les organismes techniques responsables de la gestion du programme de travail Glasgow-Sharm el-Sheikh et du Dialogue de Glasgow présenteront quant à eux une communication sur les réalisations de cette première année de travail et les plans pour l'année suivante. Cette COP se tiendra en Égypte, ce qui laisse espérer que l'adaptation en général et les besoins du continent africain en particulier feront l'objet de toute l'attention nécessaire.

L'UE entend rester une locomotive mondiale dans le domaine du **financement de l'adaptation**. Elle ambitionne ainsi de consacrer 30 % de son budget pour l'action extérieure au financement des dépenses liées au climat (adaptation et atténuation) au cours de la période 2021-2027, plus 4 milliard d'euros pour le climat. Des efforts spécifiques ont été déployés au cours de l'actuelle exercice de programmation pour intégrer l'adaptation au même titre que l'atténuation dans les programmes indicatifs pluriannuels. L'UE doit maintenant assurer un « financement de qualité » de l'adaptation en veillant à ce que les objectifs et les mesures d'adaptation figurent en bonne place dans les différentes actions de coopération, là où c'est possible, et à ce que les résultats de l'adaptation fassent l'objet d'un suivi approprié, de façon à permettre un apprentissage continu.

A cet égard, un examen de l'expérience de l'UE dans le domaine du **suivi et de l'évaluation de l'adaptation** est en cours, une expérience acquise notamment dans le cadre de son initiative phare, l'Alliance mondiale contre le changement climatique (Plus) (AMCC/AMCC+). Les leçons tirées et les bonnes pratiques identifiées feront l'objet d'une prochaine publication.

Catherine Paul, Experte technique de l'AMCC+

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Quatre nouveaux projets AMMC+ d'agriculture intelligente face au climat en Afrique de l'Ouest

28 juillet 2020 - 28 juillet 2020

Quatre projets d'agriculture intelligente viennent de démarrer dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest avec les financements européens de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique Plus (AMCC+). Ces pays sont le Bénin, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Dans chacun des pays, l'AMCC+ a ciblé des filières dont le développement et la promotion sont d'intérêt capital pour le pays et le continent.



Foot pump in Boukoumbe Benin - ©LoCAL-UNCDF

Au Bénin, le projet d'agriculture intelligente cible un projet de riziculture ; en Mauritanie un programme de solutions solaires innovantes pour l'irrigation dans la commune de Boghé ; au Niger un projet intégré d'agriculture et d'élevage pour une résilience renforcée des femmes et des jeunes ; au Tchad, un projet de soutien à une agriculture familiale écologique, autosuffisante, durable et adaptée aux changements climatiques en zone périurbaine par l'introduction de fertilisants biologiques.

Lire l'article

Revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.4 : "Vers une Afrique en faveur de l'action climatique intelligente ?"

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Quoi de neuf pour l'AMCC+ ? Les derniers plans d'action annuels visent à renforcer la résilience, réduire les émissions et restaurer les écosystèmes

18 décembre 2019

Le Burkina Faso, le Cameroun, Cuba, Haïti, le Mali, la Namibie, le Sénégal, le Sri Lanka, le Suriname, le Rwanda, le Tchad et le Timor oriental vont bénéficier de nouveaux programmes de l'AMCC+

S'attaquer aux impacts des climatiseurs, restaurer les marais à mangroves dégradés et renforcer la résilience des agriculteurs de subsistance. Tels sont que quelques-uns des objectifs de la série de nouveaux plans d'action récemment annoncée par l'initiative phare de l'UE contre le changement climatique, l'AMCC+.



La contribution à hauteur de 58,5 millions d'euros en faveur de l'AMCC+ en 2019 bénéficiera aux pays d'Afrique, des Caraïbes et de la région Asie-Pacifique. Cette enveloppe souligne l'engagement de l'UE à aider les nations en développement et les petits États insulaires à réduire leur empreinte carbone et à s'adapter aux conséquences les plus graves du changement climatique.

Le **Suriname** compte parmi les pays sélectionnés. Déjà bénéficiaire d'un projet d'agriculture intelligente face au climat, il va désormais obtenir de l'aide pour la restauration des forêts de mangrove afin de renforcer la résilience des communautés côtières des districts de Nickerie et de Coronie face à la menace de la hausse du niveau de la mer.

« On signale des diminutions des stocks halieutiques et des intrusions d'eau salée là où les mangroves ont été endommagées par l'activité humaine ou l'érosion naturelle », explique Haidy Malone-Lepelblad, gestionnaire de projet AMCC+ pour le PNUD au Suriname. « Cela a un impact négatif sur la production agricole et menace les infrastructures résidentielles, industrielles et publiques. »

Le Programme d'action annuel (PAA) pour l'environnement et le changement climatique, récemment signé et entré en vigueur, définit quatre priorités :

- adaptation au changement climatique et atténuation du phénomène, et soutien à la transition vers des sociétés résilientes et à faibles émissions de carbone ;
- valorisation, protection, renforcement et gestion durable des écosystèmes ;
- transition vers une économie verte inclusive et généralisation de la durabilité environnementale, de l'atténuation du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe ;
- gouvernance environnementale et climatique internationale.

« Le PAA est très encourageant – nous combinerons davantage de recherches sur la dynamique côtière avec des connaissances et une sensibilisation locales accrues pour soutenir l'écologie de certaines zones sélectionnées. Grâce à des investissements dans le développement du secteur touristique et des moyens de subsistance flexibles et complémentaires, la population locale profitera davantage de bénéfices sociaux et économiques et renforcera à terme sa résilience au changement climatique », déclare Haidy.

Dans le même temps, en Afrique, le **Burkina Faso**, le **Sénégal**, le **Mali** et le **Cameroun** bénéficieront d'un projet à hauteur de 5,3 millions d'euros en vue de trouver des solutions à faibles émissions de carbone à un défi de longue date, celui de la climatisation. Dans le Sahel – la région semi-aride qui s'étend de l'océan Atlantique à la mer Rouge –, les températures franchissent souvent la barre des 50 °C pendant les mois les plus chauds. Dans cette région où très peu de personnes ont accès à l'énergie propre, des groupes électrogènes au diesel polluants et inefficaces sont de plus en plus utilisés dans les villes pour alimenter les climatiseurs. D'ici 2040, on s'attend à ce que plus d'1,2 milliard de ménages en Afrique disposent d'un climatiseur.

Le programme multi-pays de l'AMCC+ sur les solutions de climatisation durables entend réduire l'impact du secteur de la climatisation sur le climat et « poser les bases de l'adoption de technologies vertes et à fiables émissions de carbone pour remplacer les vieux appareils inefficaces. Il entend aussi renforcer les capacités à mettre en place des chaînes du froid durables. »

Comme l'indique le document d'action, « le remplacement des vieux groupes électrogènes au diesel par des solutions basées sur l'énergie propre, notamment solaire » générera des bénéfices supplémentaires « dans le domaine de la santé publique. Des groupes électrogènes très inefficaces et polluants sont encore souvent utilisés dans les zones rurales qui n'ont pas encore accès au réseau électrique national ou qui y sont raccordées mais ne peuvent pas compter sur les infrastructures actuelles pour leur approvisionnement en électricité. Les pannes de courant sont encore assez fréquentes. Par conséquent, les agriculteurs utilisent des groupes électrogènes au diesel pour le stockage du froid. »

Les efforts du **Rwanda** pour réduire les impacts dévastateurs de l'utilisation de charbon et de bois pour la cuisson des aliments seront stimulés par une double approche qui promouvra, d'une part, l'utilisation de fourneaux améliorés et, d'autre part, la cuisson à base de sources d'énergie durables. Le projet s'appuiera sur les initiatives existantes pour « développer les méthodes de cuisson propres et durables au sein de la population rwandaise et réduire la consommation de biomasse pour la cuisine. »

L'amélioration du statut économique des femmes est l'un des objectifs du PAA pour le **Timor oriental.** Ce programme visera notamment à renforcer la résilience climatique des agriculteurs de subsistance, à encourager la reforestation par des groupes de femmes et à établira « un système de récompense du captage et de la séquestration de carbone internationalement crédible, transparent, durable et participatif ». Ces dernières années, les femmes du Timor oriental ont été particulièrement affectées par le changement climatique et les phénomènes climatiques extrêmes. Elles en subissent généralement un impact disproportionné.

Les autres pays qui bénéficieront du PAA sont **Cuba, Haïti,** le **Tchad**, la **Namibie** et le **Sri Lanka**. Nous suivrons et rapporterons l'évolution de tous les pays de l'AMCC+ en 2020. Pensez à consulter régulièrement ce site !

LIENS :

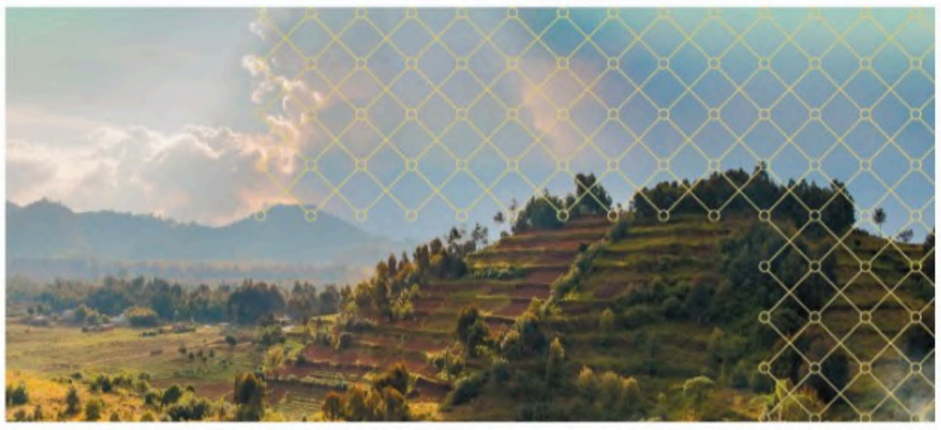
Programme d'action annuel 2019 pour l'environnement et le changement climatique

Délégation de l'UE en Trinité et Tobago

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Rapport de la Conférence Régionale de l'AMCC+

21 janvier 2020 - 21 janvier 2020



Cette conférence autour du thème ***« Une Afrique intelligente face au climat : exploiter la croissance et préserver les acquis »*** (Climate Smart Africa - Harnessing Growth and Protecting the Gains) a réuni 130 participants – porteurs de projets, représentants de délégations de l'Union européenne, acteurs du secteur privé et décideurs politiques – de toute l'Afrique autour d'un objectif commun : passer de la parole aux actes.

Un thème spécifique a sous-tendu la quasi-totalité des discussions : la nécessité de concentrer les moyens et les mesures sur le soutien aux efforts de gestion des ressources foncières de l'Afrique. La bonne utilisation et la gestion efficace des sols sont en effet à la base de la création de richesses. Les terres représentent l'essentiel des précieuses ressources naturelles de l'Afrique et de sa formidable biodiversité. Pourtant, l'importance et la valeur réelle de cette richesse et des divers services écosystémiques qu'elle produit ont généralement été totalement sous-estimées et déconnectées de l'économie réelle, et les terres ont été affectées peu judicieusement, utilisées à mauvais escient, quand elles n'ont pas tout simplement disparu.

Découvrez le Rapport de la Conférence Régionale de l'AMCC+
L'évènement de l'AMCC+: la Conférence Régionale en Afrique

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Contact **EuropeAid** **Legal notice**

RDC : Protéger la forêt dès le plus jeune âge

30 novembre 2020 - 30 novembre 2020

'Batela zamba, tokobatela zamba, toloni nzete, tokobatela zamba' – protégeons nos forêts et plantons des arbres – est devenue la nouvelle chanson préférée des enfants de Yangambi.



C'est la journée nationale de l'arbre, instituée en 1986 pour célébrer les arbres et leur importance pour la société, l'économie et l'environnement du pays. Une journée très spéciale destinée à rappeler à tous les citoyens que l'avenir du pays est tributaire de la biodiversité et de la vitalité de ses forêts.

Les enfants et les jeunes de Yangambi, en République démocratique du Congo, apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement à l'école. Un programme innovant d'éducation à l'environnement, soutenu par l'Union européenne par l'intermédiaire de l'AMCC+, aide les élèves des communautés forestières à comprendre l'importance de l'utilisation durable des ressources naturelles et les encourage à agir dès leur plus jeune âge.

> « L'éducation à l'environnement devrait faire partie du cursus général », déclare Joëlle Grandjean, qui est responsable du programme d'éducation environnementale. « Dès leur plus jeune âge, il est essentiel que les enfants comprennent comment les forêts contribuent aux moyens d'existence de leurs familles et communautés, et comment les générations à venir peuvent aussi bénéficier de toutes les ressources procurées par la forêt. »

Le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) a organisé un atelier dynamique où les enfants apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement. « J'aime beaucoup ce que je fais, les enfants ont tellement d'énergie, et ils sont si désireux d'apprendre », affirme Éric Basosila, l'un des animateurs de cet atelier, qui vient d'obtenir son diplôme d'études supérieures en gestion durable des forêts à l'Université de Kisangani (UNIKIS). « Cela me permet d'utiliser ce que j'ai appris à l'université pour impulser un réel changement dans les communautés », ajoute-t-il.



« Nous avons une équipe d'éducation à l'environnement, formée par des personnes qui connaissent ces communautés, par des experts des forêts et des spécialistes de la pédagogie », précise J. Mayaux. Ce programme fait partie d'une entreprise ambitieuse visant à transformer le paysage de Yangambi (la Réserve de biosphère et ses alentours), en un site où la conservation des forêts et la recherche scientifique contribuent à améliorer les conditions de vie des populations locales. Financés par l'Union européenne, les projets FORETS (Formation, Recherche, et Environnement dans la Tshopo) et YPS (Yangambi Pole Scientifique) ont permis de créer, depuis 2017, plus de 600 emplois directs, de former plus de 220 étudiants de deuxième ou de troisième cycle, de restaurer environ 300 hectares, et de planter 300 000 arbres.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+
Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

RDC: Protéger la forêt dès le plus jeune âge

14 mai 2020 - 14 mai 2020

"Batela zamba, tokobatela zamba, toloni nzete, tokobatela zamba" - protégeons nos forêts et plantons des arbres - est devenue la nouvelle chanson préférée des enfants de Yangambi.



©Axel Fassio/CIFOR

Les enfants et les jeunes de Yangambi, en République démocratique du Congo, apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement à l'école. Un programme novateur d'éducation à l'environnement, soutenu par l'Union européenne par l'intermédiaire de l'AMCC+, aide les élèves des communautés forestières à comprendre l'importance de l'utilisation durable des ressources naturelles et les encourage à agir dès leur plus jeune âge.

> "Notre programme d'éducation environnementale aide les élèves à comprendre comment leurs actions affectent l'environnement. Il leur permet de comprendre l'importance d'utiliser les ressources naturelles de manière durable et les encourage à adapter leurs pratiques, dès leur plus jeune âge."
>
> *- Jules Mayaux, responsable de l'activité.*


©Axel Fassio/CIFOR

> "L'éducation à l'environnement devrait faire partie du programme scolaire standard. Dès le plus jeune âge, il est important que les enfants comprennent les relations entre les forêts et les moyens de subsistance de leurs familles et de leurs communautés, et comment faire en sorte que les générations à venir puissent également bénéficier de toutes les ressources que les forêts fournissent."
>
> *- Joelle Grandjean, responsable du programme d'éducation à l'environnement*

Cette année, les étudiants de Lusambila ont eu des invités inhabituels. Le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) a organisé une célébration spéciale, dans le cadre de son programme d'éducation environnementale en RDC. Au cours d'un atelier dynamique de trois jours, les enfants ont appris à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement - un savoir-faire essentiel pour une communauté qui vit juste à côté de l'une des plus importantes forêts de la RDC, la réserve de la biosphère de Yangambi.


©Axel Fassio/CIFOR

Ce programme fait partie d'un effort ambitieux visant à transformer le paysage de Yangambi - la réserve de la biosphère et ses environs - en un lieu où la conservation de la forêt et la recherche scientifique contribuent à améliorer les conditions de vie des populations locales. Financés par l'Union européenne, les projets FORETS (Formation, Recherche, et Environnement dans la Tshopo) et YPS (Yangambi Pole Scientifique) ont, depuis 2017, créé plus de 600 emplois directs, formé plus de 220 étudiants de troisième cycle, restauré environ 300 hectares de terres et planté 300 000 arbres, selon le CIFOR.

Liens

Read the full story

Lire l'article complet

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Récolter de l'espoir : la spiruline du lac Tchad

14 juin 2020 - 14 juin 2020

Sur les rives du lac Tchad, des groupements locaux de femmes et de jeunes filles nommés « Taira et Sando» travaillent sans relâche pour récolter et transformer l'algue bleu-verte connue sous le nom de spiruline (***Spirulina platensis***) et mondialement reconnue par ces vertus nutricaments (thérapeutiques, alimentaires et nutritionnels). Ces femmes et jeunes filles travaillent à l'ombre d'un arbre solitaire et sous des températures qui s'envolent régulièrement au-delà des 40°C.



Elles utilisent des équipements et matériels de production tels que les séchoirs solaires et autres petits matériels appropriés pour produire la spiruline en pate, poudre, plaquette et en croquette. Ces produits de la spiruline améliorés par ces femmes et jeunes de la Province du Lac sont vendus au niveau national et international sous forme de comprimés et de poudres séchés conditionnées dans les flacons ou des emballages en plastiques. La spiruline transformée en comprimés, peut se vendre jusqu'à 20 euros le paquet dans des magasins de santé occidentaux.



En plus d'être un complément alimentaire écologique et riche en nutriments pour les humains et les animaux, la spiruline se présente également comme une solution possible afin de pallier les problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les pays en voie de développement. Mais il ne s'agit pas d'un aliment nouveau… En effet, la spiruline est une espèce endémique des lacs Tchad et du Mexique, consommée depuis des siècles par les peuples indigènes d'Afrique et d'Amérique centrale.



En ce sens, ces 3 000 femmes et jeunes filles sont en train de transformer une pratique traditionnelle et ancienne de production de spiruline et un travail historiquement effectué par les femmes de la tribu Kanembu qui constitue une réelle source d'emplois et de revenus dont la Province a besoin. Le changement climatique et la croissance rapide de la population ont rétréci le lac qui ne fait que rétrécir et d'autre part pour faire face à la crise importante qui touche le Sahel.

L'amélioration et la transformation de la spiruline fait partie d'un projet de 8 millions d'euros du programme phare de l'UE sur le changement climatique, Aitambodou, l'une des jeunes femmes du groupement, montre comment elle transforme l'algue bleue-verte en poudre sèche à l'aide d'un broyeur, qu'elle mélange ensuite à de l'eau pour former une pâte épaisse. A proximité, son amie Tayrah prend des poignées de cette pâte verte dans un seau en plastique, la moule et la fait ensuite sécher dans un support spécialement conçu à cet effet.

Développement du système d'exhaure solaire pour la mise en valeur des ouadis aux fins agricoles dans la province du Tchad

Les systèmes solaires installés au profit des ménages vulnérables pour la mise en valeur des ouadis dans la province du Lac présentent un moyen de production durable et efficace pour irriguer les parcelles agricoles et la consommation d'eau potable pour les ménages.



Le fonctionnement de ces systèmes solaires permet de cultiver non seulement la spiruline, mais aussi les aubergines, des piments, des d'oignons, des carottes, des tomates, des Gombo, des betteraves , Fenugrec et Nijela sativa (*kamoun et hilba en arabe local*) comme culture de rentes pour leur valeur commerciale élevée dans les marchés locaux.

Le secteur agricole au Tchad étant très vulnérable au changement climatique, necessite l'utilisation des énergies renouvelables pour la mise en place des systèmes d'exhaure d'eau solaire pour l'irrigation des champs et l'accroissement de la production agricole afin d'améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables et d'aider les agriculteurs à faire face à la variation des précipitations et au changement climatique dans la province du Lac.



Aujourd'hui, avec la mise en place de ces systèmes solaires, les agriculteurs de la Province du Lac s'organisent en groupement et/ou par villages pour produire les différentes cultures ci-haut citées, les vendre et utiliser les revenus issus des récoltes pour assurer la maintenance des équipements et acquérir des outils de production agricole. Il faut noter également que l'accès permanent à l'eau leur permet de récolter au moins trois fois par campagne agricole. Grâce aux activités de production de spiruline et à cette technologie simple et respectueuse de l'environnement mise en place par le programme AMCC+ Tchad, Aitambodou, ses amies et d'autres ménages vulnérables gagnent suffisamment de nourriture et d'argent pour s'occuper de leur famille et éduquer leurs enfants.

Liens:

Galerie photo: Récolter de l'espoir : la spiruline du lac Tchad

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Récupération des eaux de pluie au Bangladesh : Renforcer la résilience, sauver des vies

2 juillet 2020 - 2 juillet 2020

Les habitants du village de Manikkhali, au Bangladesh, récupèrent les pluies de mousson pour approvisionner – à faible coût - les membres de la communauté en eau potable. C'est là un des nombreux projets financés par le biais du mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (*Local Climate Adaptive Living facility*, LoCAL) qui porte actuellement ses fruits et permet aux communautés de développer leur résilience au changement climatique.



©LoCAL UN Capital Development Fund

Grâce aux fonds octroyés aux gouvernements locaux par le biais du mécanisme LoCAL, les habitants récupèrent les eaux de pluie et les stockent dans d'énormes citernes. La communauté dispose ainsi de réserves abondantes d'eau potable, exempte d'agents pathogènes, au bénéfice de la santé des villageois.

> « Nous avions des difficultés à recueillir et à purifier les eaux polluées de l'étang car nous n'avions pas les moyens d'acheter des produits chimiques pour le traitement des eaux, » explique Hanufa Aktar Salma, une jeune villageoise de 28 ans, qui se réjouit de ne plus devoir passer plusieurs heures par jour à aller chercher de l'eau pour sa famille.

Pendant des dizaines d'années, les habitants de Manikkhali ont bu l'eau des étangs situés autour de ce village situé à quelque 334 km au sud de Dhaka, la capitale du Bangladesh. En raison du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer, ces étangs sont régulièrement inondés d'eau de mer. La forte teneur en sel de cette eau la rend désormais impropre à la consommation tandis que pendant la saison sèche, ces étangs ne sont plus « lavés » et les pathogènes, vecteurs de maladies comme le choléra et la typhoïde, s'y accumulent.

LoCAL est un mécanisme international flexible qui peut être adapté en fonction des priorités, des contraintes et des besoins au niveau local. Au Bangladesh, le mécanisme local a donc été intégré dans LoGIC (*Local Government Initiative on Climate change*), l'Initiative d'adaptation au changement climatique du gouvernement local. Cette initiative est financée par l'Agence suédoise de développement – la SIDA – et l'Union européenne, avec également des contributions du PNUD et du FENU. Elle utilise un système de subventions à résilience basées sur les résultats pour canaliser des ressources supplémentaires vers les gouvernements locaux et soutenir des projets identifiés au niveau local, sous la forme d'un soutien technique et le développement des compétences.

Il y a deux ans, les leaders communautaires et les travailleurs sociaux ont identifié la rareté de sources d'eau potable comme étant le problème de développement numéro un pour la communauté. Au terme d'une série d'évaluations des capacités d'adaptation au changement climatique, l'octroi d'une subvention à la résilience basée sur les résultats, d'un montant de 11 428 US$, a été approuvé. L'objectif est de financer le projet de recueil des eaux de pluie et de sauver ainsi des vies dans le village de Manikkhali. Ce projet de recueil des eaux de mousson a démarré en février et s'est achevé juste avant la saison des pluies, qui commençait au mois de mars.

A ce jour, 30 dispositifs de collecte des eaux de pluie, d'une capacité de 1 000 litres chacun, ont été mis en place. Pour un investissement modique – 25 US$ par ménage – plus de 450 familles pauvres ont à présent accès à l'eau potable, et ce pour les 10 à 15 années à venir.

Les femmes et les filles ne doivent plus marcher des heures et des heures pour aller chercher chaque jour de l'eau potable – elles ne risquent donc plus de se faire agresser ou violer sur la route.

Les familles approvisionnées en eau grâce aux citernes d'eaux de récupération sont parvenues à un accord avec le gouvernement du canton, l'Union Parishad. Aux termes de celui-ci, le système est géré et entretenu par un comité d'entretien conjoint dont les membres ont bénéficié d'une formation.

Comme les villages n'ont plus besoin de ces étangs pour leur approvisionnement en eau potable, ceux-ci sont de plus en plus utilisés pour l'élevage de poissons. La communauté dispose ainsi à présent d'une précieuse source d'aliments riches en protéines. Ce système de recueil des eaux de pluie remporte une telle adhésion que des familles non associées initialement à ce projet, envisagent de lancer des initiatives similaires qu'elles sont prêtes à financer elles-mêmes.

LoGIC a véritablement changé la donne pour cette communauté. Elle a renforcé leur résilience climatique grâce à une collaboration avec l'Union Parishad qui a permis d'identifier les besoins et de déployer le système de manière durable.

LoCal bénéficie du soutien de l'Union européenne par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+).

Plus d'information

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Réduire les émissions du transport aérien au sol à Trinité

12 août 2019

Et voilà encore un avion qui atterrit sur la piste de l'aéroport international de Piarco sur l'île de la Trinité. Parmi les passagers qui en descendent, des touristes qui ont choisi cette destination de vacances pour ses plages de sable blanc et ses eaux cristallines, mais aussi des travailleurs de l'industrie pétrolière et du gaz.



Parmi les 2,5 millions de passagers qu'accueille chaque année l'aéroport de Piarco, très peu ont probablement conscience des énormes quantités d'électricité dont un aéroport, même de petite taille comme celui-ci, a besoin pour fonctionner. Au moment où l'avion se dirige vers la porte de débarquement qui lui a été assignée, les passagers peuvent entrapercevoir plusieurs grands panneaux photovoltaïques dans le voisinage de l'aéroport, signe que la révolution des énergies renouvelables est en marche.

> « La facture énergétique est un problème majeur pour la plupart des petits États insulaires en développement (PEID) », souligne Jane Hulpe, directrice adjointe responsable de l'environnement à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). « Réduire les émissions du transport aérien peut donc apporter de réels avantages économiques et environnementaux. Si nous avons déjà une bonne vision de l'économie des compagnies aériennes et des grands aéroports, le fonctionnement économique des petits aéroports, comme ceux des PEID, souvent de petite taille, est moins connu. Ce que l'on sait, c'est que l'énergie représente une grande partie de leurs coûts et toute mesure visant à réduire leur facture énergétique est donc bonne à prendre. »

Le projet « Solar at Gate » (SAG) de l'OACI (ou photovoltaïque au sol) vise à réduire les émissions de CO2 générées par la production d'électricité à partir de combustibles fossiles en utilisant l'énergie solaire pour le conditionnement d'air et d'autres services et opérations au sol – pendant une heure environ pour les vols intérieurs et deux heures pour les vols internationaux. Le photovoltaïque au sol réduit considérablement les quantités de dioxyde de carbone émises par les avions en stationnement. Avant le redécollage de l'avion, les systèmes embarqués et de refroidissement sont actuellement alimentés par des groupes auxiliaires de puissance (auxiliary power units, APU) qui utilisent le kérosène de l'avion ou des groupes de parc fonctionnant au diesel.



Le projet SAG a été lancé à l'échelle pilote à l'aéroport international Norman Manley (Jamaïque), et a ensuite été testé aux aéroports de Mombassa (Kenya) et de Douala (Cameroun). C'est aujourd'hui au tour de l'aéroport international de Piarco de bénéficier du photovoltaïque au sol. Au terme d'une étude de faisabilité et d'une procédure de consultations intensive, cet aéroport a en effet été sélectionné dans le cadre d'un projet européen de 4 millions d'euros – financé par l'Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique Plus (AMCC+) – qui vise à aider Trinité-et-Tobago à respecter sa contribution déterminée au niveau national (CDN).

> « Pour mettre en œuvre un projet de réduction des émissions de CO2, il y a lieu d'utiliser une méthodologie harmonisée et comparable, afin de pouvoir tirer des enseignements du projet et faciliter ensuite un déploiement sur un autre site », explique Jane Hulpe. « Nous avons donc mis au point une méthodologie qui met clairement en avant les quantités d'émissions réduites. L'idée est que les gens puissent facilement se faire une idée des coûts, des avantages et des travaux que cela implique, l'installation n'est pas très compliquée. Nous voulons convaincre d'autres aéroports que le photovoltaïque au sol peut vraiment les aider. »

> « Un projet pilote de photovoltaïque au sol vise toujours à dégager des enseignements et à mettre au point une méthodologie qui pourra être facilement déployée dans d'autres aéroports du monde entier. L'installation photovoltaïque au sol de l'aéroport international de Piarco en est une parfaite illustration. L'évaluation que nous avons réalisée a montré qu'il était possible d'utiliser les énergies renouvelables au sol, en reproduisant le projet pilote. Nous nous réjouissons de voir que Piarco s'est lancé dans l'aventure. »

Malgré la simplicité apparente du déploiement du photovoltaïque au sol, il ne s'agit pas seulement d'installer des panneaux solaires et de raccorder l'installation aux portes d'embarquement. La sécurité est une priorité : il faut ainsi éliminer tout risque d'éblouissement de l'équipage par les panneaux photovoltaïques, au décollage comme à l'atterrissage. Il convient aussi d'analyser le rapport coût-bénéfice, qui doit être clairement favorable. Ce fut le cas pour l'aéroport de Piarco, qui consomme actuellement 20 000 mégawatts d'électricité par an. « Nous nous employons aussi à sensibiliser les PEID d'Asie et du Pacifique aux avantages du SAG », poursuit Jane Hulpe. « Plus il y aura de projets, plus les coûts diminueront. En deux ans, ils ont déjà été divisés par deux, et c'est également le cas de la surface d'installation nécessaire. Nous nous améliorons en permanence. »

Les avantages du photovoltaïque au sol ne se limitent pas à la réduction des coûts et des émissions. Son déploiement encourage les investissements dans l'économie locale, aide les pays à diversifier leurs sources d'énergie et à manifester concrètement leur engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique. Et, selon Jane Hulpe, le fonctionnement des aéroports peut également s'en trouver amélioré.

> Elle ajoute : « Nous voulons aussi privilégier l'aspect humain. C'est bien beau de planifier un projet, mais ce qui me donne le plus de satisfaction, c'est d'aller sur place voir ce qui se passe concrètement. Il faut veiller à développer les capacités pour faire en sorte que le personnel soit préparé à poursuivre le travail une fois le projet terminé. J'éprouve une grande satisfaction lorsque le personnel local s'approprie vraiment le projet, je sais alors que la relève sera assurée une fois ma mission terminée. »





Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Renforcement de résilience des ménages au Bhutan

15 mars 2019

Le développement du petit royaume bouddhiste de l'Himalaya, le Bhoutan, est fortement dépendant de secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture, l'énergie hydroélectrique et l'exploitation forestière. La fonte des glaciers himalayens augmente le risque d'inondations, ainsi que celui de pénurie d'eau pendant la saison sèche. Les changements du régime de mousson se traduisent par des saisons des pluies plus courtes marquées par des précipitations de plus en plus intenses, et des saisons sèches plus longues. Ces changements menacent les moyens de subsistance des habitants et l'économie rurale.

Lire l'étude de cas



Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Renforcer la résilience climatique à l'ombre de l'Himalaya, au Népal

3 novembre 2020 - 3 novembre 2020

Debout devant un bâtiment en béton qui vient d'être construit dans le village isolé de Narayanpur, à l'ouest du Népal, Suraj Bahadur Kunwar explique : « Le changement climatique a aggravé le risque d'inondation. Grâce à cet abri, nous sommes protégés, nous nous sentons en sécurité. C'est pour cela que nous l'avons construit. »

« Les fortes précipitations ont provoqué des inondations et des glissements de terrain, faisant près de 400 morts et entraînant le déplacement de 1 250 familles. Dans ce paysage montagneux dominé par l'Himalaya – avec d'innombrables lacs glaciaires et où quantité de rivières prennent leur source – le risque d'inondation et de glissement de terrain est aujourd'hui bien réel. La structure en béton de Narayanpur – construite grâce aux fonds du Programme d'aide à la lutte contre le changement climatique au Népal (Nepal Climate Change Support Programme, NCCSP) cofinancé par l'UE – a été conçue pour résister aux inondations de plus en plus graves provoquées par des pluies de mousson torrentielles.



© NCCSP Documentary

Ce programme, financé à hauteur de 16,5 millions d'euros – 8,6 millions pour l'Union européenne et 7,9 millions pour le département britannique du développement international (DFID) –, a été lancé pour aider les communautés agricoles les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus reculées du centre et de l'extrême-ouest du Népal, l'une des régions les plus montagneuses et les plus inaccessibles au monde : il faut parfois une semaine de marche pour rejoindre certains villages. Le NCCSP a aidé ces communautés népalaises à préparer et à mettre en œuvre leurs plans d'action locaux d'adaptation (PALA). Ces plans, élaborés à l'échelon communautaire, déploient une approche d'adaptation au changement climatique essentiellement fondée sur la lutte contre la vulnérabilité climatique (« vulnerability first »). Concrètement, environ 600 000 habitants de la région ont bénéficié d'un approvisionnement en eau potable, de systèmes d'irrigation, d'abris contre les inondations et d'installations solaires grâce aux PALA.

Le village de Shreepur se situe à 500 km – soit 15 heures de route – de Narayanpur. Jeet Bahadur Tharu nous montre un impressionnant mur constitué de cages métalliques géantes remplies de pierres – des « gabions ». « Les inondations détruisaient tout sur leur passage avant que nous n'utilisions cette technique, » explique-t-il. « Mais les gabions ne nous protègent pas seulement des glissements de terrain et de l'érosion ; nous les avons aussi utilisés pour réaliser un réservoir de retenue qui nous approvisionne en eau d'irrigation. Sans cette technique, nous n'aurions pas pu recueillir l'eau de pluie dans le réservoir. L'avantage est donc double pour nous ! »



Alors qu'il a fallu neuf ans pour construire un canal d'amenée d'eau destiné à alimenter un générateur hydroélectrique à Triparasundari, quelques minutes ont malheureusement suffi pour réduire ces efforts à néant. Tout a en effet été détruit par un glissement de terrain en 2017, privant les villageois d'électricité pendant plus d'un an. Une fois de plus, la communauté a été laissée à l'abandon, dans l'obscurité. Les fonds du NCCSP lui ont heureusement permis de construire un nouveau canal de 100 m de long, ainsi qu'un système de gabions pour le protéger. « Nous avons à présent de la lumière de 17 à 22 heures, avec, en périodes d'examen, un éclairage supplémentaire pendant la matinée, pour que les jeunes puissent étudier, » peut-on lire dans le rapport. « Le générateur hydroélectrique alimente également un petit moulin pour moudre le grain et l'approvisionnement en électricité a également permis de lutter contre la déforestation (car les habitants s'éclairaient jusqu'ici au bois). Certains membres de la communauté ont même mis en activité des scieries. »

Même situation et mêmes bénéfices aussi à Chungwang, un village sans électricité jusqu'à l'intervention du NCCSP. « Nous vivions dans l'obscurité, » explique Sunita Pun, une mère de famille, privée jusqu'ici d'électricité à l'instar de 54 autres familles. « Nos enfants devaient s'arrêter d'étudier à la tombée de la nuit, faute d'éclairage. Même problème pour les femmes, qui devaient faire la cuisine avant le coucher du soleil. Une fois les tâches de la journée terminées, nous allions nous coucher, tôt dans la soirée. »

> « Quand il faisait clair et que le soleil brillait, nous devions soit travailler dans les champs soit nous acquitter des tâches ménagères. Il y avait toujours ce choix à faire », dit-elle. « La nuit, nous évitions d'utiliser les latrines, faute d'éclairage. Tout est plus facile maintenant : je peux passer plus de temps dans les champs pendant la journée et cuisiner le soir. Mes enfants peuvent continuer à étudier une fois le soleil couché. Les personnes âgées et les enfants peuvent utiliser les latrines en toute sécurité la nuit. Le village revit. Les gens écoutent la radio et utilisent des téléphones portables pour appeler leurs familles ».

Le changement climatique a entraîné une augmentation des pluies de mousson mais aussi une diminution des pluies d'hiver, une alternance de sécheresse et d'inondation qui entraîne une perte de récoltes. Le NCCSP a essentiellement été conçu pour aider les populations locales à gérer les risques climatiques et à renforcer leur résilience au changement climatique. Un de ses objectifs était ainsi d'aider les habitants à mieux s'approprier les interventions. Ce programme a donc contribué de manière significative à renforcer la confiance des populations quant à leur capacité à faire face à tout type de catastrophe et à limiter les risques liés au changement climatique. Les communautés sont désormais capables de trouver elles-mêmes une solution aux problèmes – c'est là l'impact le plus important du programme ».



© NCCSP Documentary

À Shivapur, Durga Sapkota est fier de faire découvrir aux visiteurs le centre d'information communautaire, dont les murs sont recouverts d'affiches aux couleurs vives sur le changement climatique. C'est ici que des groupes d'hommes et de femmes se retrouvent pour examiner comment améliorer la résilience de la communauté. « Grâce à ce centre d'information communautaire, nous avons appris comment réduire les risques liés au changement climatique », explique Durga. « Nous avons acquis beaucoup de connaissances ».

La sécurité alimentaire est une autre priorité au sein de ces communautés isolées. Les inondations et les glissements de terrain détruisent les terres agricoles, et certaines cultures ne sont plus viables. Quatre-vingts pour cent des jeunes de Tribeni Nagarpalika – où une grande partie des précieuses terres agricoles ont été emportées par les inondations – ont quitté le village pour chercher du travail en Inde. Le NCCSP a heureusement montré que des interventions appropriées peuvent aider les gens à gagner décemment leur vie en cultivant les terres.

> « Avant de bénéficier du soutien du NCCSP, nous étions obligés d'aller chercher de l'eau très loin ; il n'y avait aucun système de stockage de l'eau, » explique Ganga Saud, un agriculteur de la municipalité de Dullu. « Aujourd'hui, nous avons de l'eau potable et de l'eau pour irriguer nos terres. Grâce au système d'irrigation, je peux cultiver des légumes, tels que des choux et des choux-fleurs. La vente de mes légumes m'a rapporté 192 000 roupies népalaises (1 400 euros). »



© NCCSP Documentary

Photos

Captures d'écran de : https://www.youtube.com/watch?v=XRBYnzA3WfM © NCCSP

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Renforcer la résilience climatique au niveau local Mozambique

20 décembre 2021 - 20 décembre 2021

Même s'ils portent des prénoms très anodins – Kenneth, Idai, Eloise – les cyclones sèment la désolation et la destruction sur leur passage. Le cyclone Idai a ainsi frappé le premier, faisant des ravages dans les marécages côtiers et la région du delta, au centre du Mozambique – un des pays au monde le plus vulnérable à l'impact du changement climatique.



Quelque 600 personnes ont trouvé la mort et des maisons, des écoles, des cliniques ainsi que des cultures ont été complètement détruites. A peine six semaines plus tard, c'est le cyclone Kenneth, qui s'était formé dans l'océan Indien, qui a gagné en puissance et balayé les côtes du pays. C'était la première fois qu'un cyclone d'une telle ampleur s'abattait sur l'Afrique

Ces deux cyclones qui ont balayé la région coup sur coup ont fait au moins deux millions de sans-abri. Le bilan aurait pu être encore plus dramatique, mais le cyclone Kenneth a surtout frappé des régions peu peuplées, situées entre le Mozambique et la Tanzanie.



©UNCDF LoCAL Mozambique Nangir Karel Prinsloo

À la suite de ces deux catastrophes, le ministère des terres et de l'environnement (MITA) et le ministère de l'économie et des finances (MEF) ont lancé le programme « Renforcer la résilience climatique au niveau local » au Mozambique (MERCIM) dans le cadre d'un partenariat stratégique avec l'Union européenne et l'Agence catalane pour la coopération au développement (ACCD) et avec l'assistance technique du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU). MERCIM a utilisé une approche participative et ascendante pour relever ce défi de la résilience, avec la création de conseils consultatifs afin de susciter la nécessaire adhésion au niveau local et de la base. Dans un premier temps, les communautés locales participent ainsi à la définition des besoins qu'elles jugent prioritaires. Dans un deuxième temps, les propositions sont transmises aux autorités locales et soumises ensuite aux administrations provinciales.

« La participation de la communauté joue un rôle essentiel étant donné qu'elle est touchée de plein fouet par l'impact de ces changements climatiques. Il est extrêmement essentiel à mes yeux de l'associer au processus de décision et de définition des actions prioritaires » explique Alcides Celestino, directeur des services fonciers et environnementaux pour la province du Zambèze.

LoCal est financé par l'Union européenne par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+).

Lire l'article

Pour en savoir plus sur le mécanisme LoCAL au Mozambique, consultez le site web, lisez la brochure en ligne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Renforcer la résilience climatique des pays les plus vulnérables

16 Janvier 2020 - 16 Janvier 2020

Fiche d'information: Renforcer la résilience climatique des pays les plus vulnérables



Action climatique de l'UE

Le changement climatique est aujourd'hui l'une des plus graves menaces pour l'humanité. La lutte contre le changement climatique et ses périls est dès lors une priorité fondamentale de l'Union européenne. Celle-ci s'est fixé pour objectif de devenir climatiquement neutre et ne ménage pas ses efforts pour réduire considérablement ses émissions de gaz à effet de serre, tout en encourageant d'autres nations et régions à suivre son exemple.

Principaux objectifs pour 2020 et au-delà

L'UE alloue au moins 20 % de son budget 2014-2020 à la protection du climat. En 2019, elle a proposé d'affecter au moins 25 % de son budget 2021-2027 à l'action climatique.

Action de l'UE en Europe

L'UE prend des mesures vigoureuses pour que l'Europe devienne climatiquement neutre d'ici 2050 :

- Réduire ses émissions de 40 % par rapport à 1990;
- Faire en sorte qu'au moins 32 % d'énergie soit produite à partir de sources renouvelables;
- Augmenter l'efficacité énergétique d'au moins 32,5 %;

À l'échelon international

Avec une enveloppe de 20,4 milliards d'euros pour la seule année 2017, l'UE, ses États membres et la Banque européenne d'investissement sont le premier bailleur de fonds publics pour le climat en faveur des pays en développement.



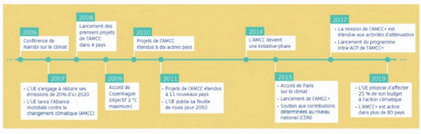
« S'il existe un domaine dans lequel le monde a besoin que nous jouions notre rôle de chef de file, c'est celui de la protection de notre climat. Le pacte vert pour l'Europe est un impératif pour la santé de notre planète et de nos citoyens, ainsi que pour notre économie. »

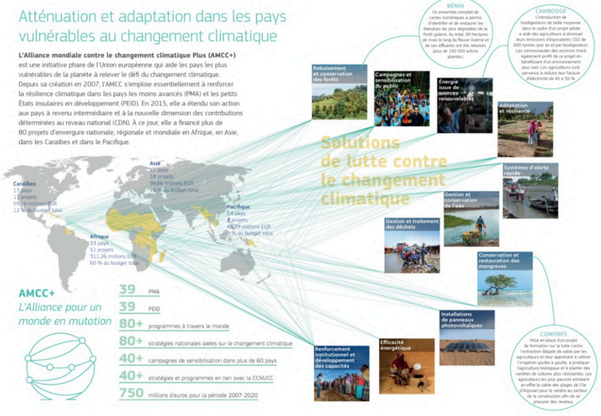
Ursula, von der Leyen, présidente de la Commission européenne, novembre 2019

750 millions EUR

Doté d'un budget de 750 millions d'euros pour la période 2007-2020, **l'Initiative AMCC+** contribue à la réalisation de l'objectif global d'affecter au moins 20 % du budget de l'UE à l'action climatique d'ici 2020

Soutien à la lutte contre le changement climatique





Renforcer les partenariats grâce au dialogue politique et à la sensibilisation

- Le véritable risque du changement climatique est qu'il peut anéantir des avancées durement réalisées en termes de développement. Les pays et les communautés les plus pauvres, géographiquement vulnérables et dotés d'une faible capacité de réponse en sont les premières victimes et sont touchés de plein fouet, de manière disproportionnée.
- Lutter contre le changement climatique de façon à stimuler la croissance et préserver les acquis du développement exige la création de nouveaux partenariats pour mener des actions concrètes en s'appuyant sur une bonne gouvernance.



Appui financier et soutien technique de l'AMCC+

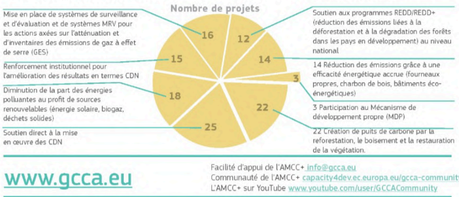
L'AMCC+ est l'une des sources de financement les plus importantes et fiables de financement climatique et de soutien technique pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables, qui sollicitent eux-mêmes ce soutien. Les priorités et les axes d'intervention de l'AMCC+ témoignent de l'engagement de l'UE à réaliser les objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030, les objectifs de développement durable de l'ONU et le nouveau Consensus pour le développement de l'UE.



À la loupe

Projets de l'AMCC+ dans le domaine de l'atténuation

En 2017, L'AMCC+ a officiellement étendu son champ d'intervention au soutien à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et a également renforcé ses activités dans le domaine de l'atténuation. L'objectif est d'encourager les communautés, même les plus pauvres, à emprunter des voies de développement non polluantes, efficaces en ressources, socialement inclusives et durables.



www.gcca.eu

Facilité d'appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

GCCA+ THE GLOBAL CLIMATE CHANGE ALLIANCE PLUS INITIATIVE — Funded by the European Union

COMMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de la coopération internationale et du développement
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Reportage : Les solutions basées sur la nature

16 décembre 2021 - 16 décembre 2021

Découvrir le Reportage: Nature-based Solutions



Il est temps de révoir radicalement notre relation avec la nature

En ce moment, on parle beaucoup de solutions basées sur la nature (SFN). On a le sentiment que - bien que l'idée de travailler avec la nature plutôt que contre elle ne soit en aucun cas nouvelle et soit pratiquée par les peuples autochtones depuis des millénaires - le moment est venu de traiter la nature avec plus de respect si nous voulons surmonter certains de nos plus grands menaces existentielles.
Mais que sont exactement les solutions fondées sur la nature (NbS) ? Jusqu'à récemment, il n'y avait pas de définition universellement acceptée des SFN - qui sont aussi parfois connues sous le nom d'adaptation basée sur les écosystèmes, de solutions climatiques naturelles, d'infrastructures basées sur la nature ou de régénération naturelle assistée.

En mars 2022 l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) a adopté une définition convenue des SFN reconnaissant le rôle important qu'elles jouent dans la réponse mondiale au changement climatique et à ses effets sociaux, économiques et environnementaux. La résolution, rédigée par l'UE, reconnaît "l'importance d'assurer l'intégrité de tous les écosystèmes, ainsi que les interdépendances entre la perte de biodiversité, le changement climatique et le bien-être humain".

> « Les SFN représentent un changement de paradigme, une façon radicalement nouvelle d'envisager la nature et de travailler avec elle, » explique Diego Portugal, co-directeur de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN. « Elles imposent donc une réflexion philosophique sur la relation de l'Homme avec la nature. L'approche SFN implique de travailler côte à côte avec la nature. »

Le fait que cette approche relève à la fois de la philosophie, de la science et de l'économie la rend particulièrement inspirante et interpellante, puisque cela nous donne une chance de revoir notre relation avec la nature mais aussi de réfléchir à notre place sur notre planète.

> « Comment régler une fois pour toutes notre relation conflictuelle, proche de l'affrontement, avec la nature ? ». Telle est la question posée par Carlos Manuel Rodriguez, PDG du Fonds pour l'environnement mondial et ancien ministre de l'Environnement du Costa Rica.
>
> « Au cours des deux derniers siècles, les êtres humains ont bâti la prospérité et le progrès en pensant qu'il s'agissait là de fondations solides, alors que ce n'est finalement qu'un château de sable. Mais aujourd'hui, nos comprenons à quel point nous sommes fragiles et vulnérables. J'ai grandi en tant que défenseur de la nature, mais mes enfants grandiront en tant que 'restaurateurs écologiques'. »
>
> « Nous avons une vision très anthropocentrée de la nature, puisque nous estimons qu'elle doit être au service de l'Homme, » admet Geraldo Carreiro, chef d'équipe de la Facilité d'appui de l'UE-AMCC+ (Alliance mondiale contre le changement climatique Plus). « Alors que nous savons que le changement climatique est causé par l'Homme, nous nous tournons à présent vers la nature pour trouver des solutions aux problèmes dont nous sommes nous-mêmes à l'origine, ce qui est très révélateur. Quelle ironie de demander à la nature – à laquelle nous avons infligé tant de mal – de nous aider à résoudre des problèmes que nous avons-nous-mêmes créés. »
>
> « Recourir aux SFN revient à travailler avec la nature au lieu d'essayer de lui imposer nos solutions, comme nous l'avons fait par le passé, » ajoute-t-il. « Les SFN exploitent des fonctions qui existent déjà dans la nature et qui ont déjà amplement fait leurs preuves : protection des côtes contre les vagues, prévention de l'érosion, régulation des pressions, des températures et du niveau de l'eau, filtration des polluants, purification de l'eau ou de l'air, régénération des sols, etc. Si nous voulons garantir l'avenir de notre planète, nous devons reconnaître et exploiter ce pouvoir et ces fonctions de la nature. »

Comme l'a déclaré Carla Montesi, directrice en charge du pacte vert pour l'Europe au sein de la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA), lors d'un événement de l'UE AMCC+ organisé en marge de la COP26, « les SFN devraient être une priorité pour nous tous. Garantir la santé et le bon fonctionnement des services écosystémiques nous aidera à relever également les défis du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution ».

> « Nous devons travailler avec la nature plutôt que contre elle. Nous avons les solutions entre nos mains, et les solutions intégrées fondées sur la nature en font incontestablement partie. C'est maintenant que nous devons déployer à grande échelle les SFN, car demain il sera trop tard. Les belles promesses ne suffisent : il faut agir dès maintenant. »

Depuis 2007, l'UE AMCC+ met en œuvre des centaines de projets axés sur les SFN, allant de la restauration des mangroves et des récifs coralliens à des initiatives d'agroforesterie et d'agriculture durable, en passant par le renforcement de la résilience de la ville de Miches et de sa région, dans la province d'El Seibo, face au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

- **Lire l'entièreté du reportage**

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Reportage: Is blue really the new green?

28 juin 2022 - 28 juin 2022



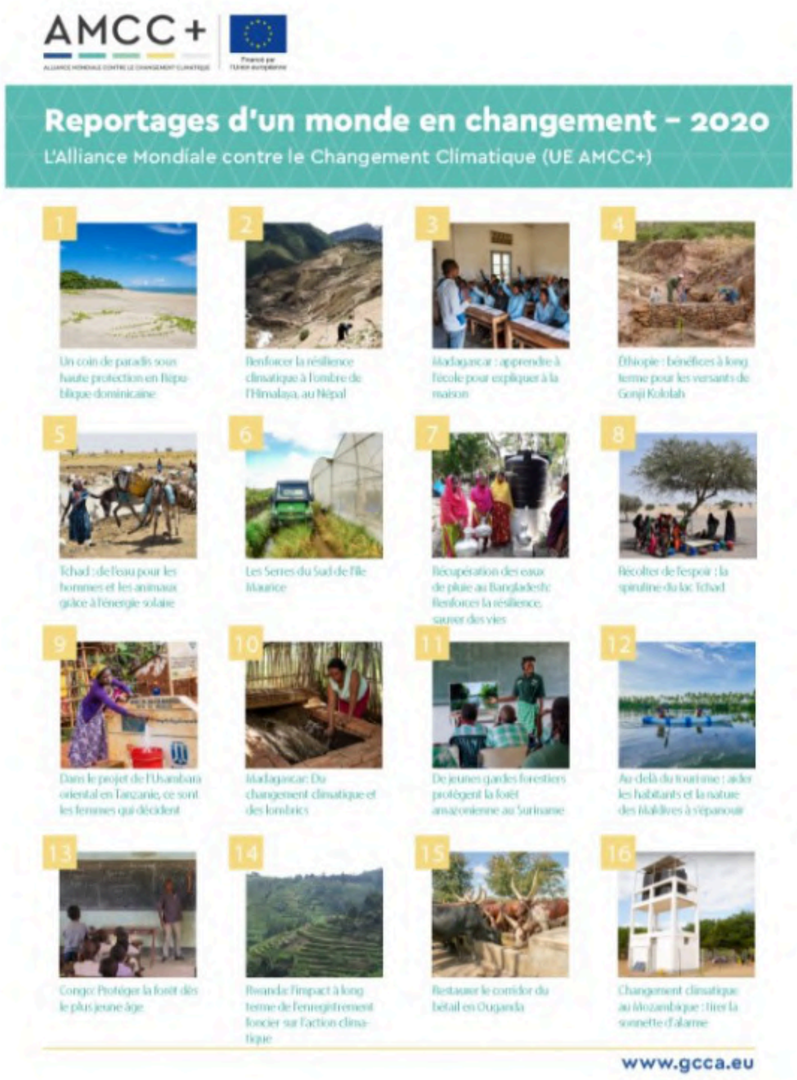
Blue economy, blue governance, blue carbon, blue finance...you'd be forgiven for thinking that climate change and sustainable development has changed colour in recent times. But is blue really the new green?

Read the full reportage

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Reportages d'un monde en changement - 2020

21 décembre 2020 - 21 décembre 2020



En cette année 2020 inhabituelle, l'initiative phare de l'UE en matière de climat, l'AMCC+, a continué à soutenir l'adaptation et l'atténuation du changement climatique dans les pays les plus vulnérables du monde. Du Suriname à la Tanzanie, au Tchad ou aux Maldives, l'action en faveur du climat se poursuit sur quatre continents. La protection de la forêt amazonienne, l'utilisation d'une agriculture intelligente sur le plan climatique, la collecte de l'eau, l'introduction d'énergies renouvelables ou la gestion des déchets ne sont que quelques-unes de ces actions.

Témoignages et photos de personnes qui font une différence pour leurs communautés et leur environnement, ces Histoires d'un monde en mutation sont une lecture intéressante pour trouver des idées et de l'inspiration.

- Téléchargez les reportages de l'UE AMCC+ d'un monde en changement 2020

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Resiliencia Costera : solutions naturelles pour protéger la population et la côte cubaines

8 juin 2020 - 8 juin 2020

L'ouragan Irma, qui a touché terre à Cuba en 2017, était le premier ouragan de catégorie 5 à frapper l'île depuis près de 100 ans. Après avoir balayé le pays avec des vents à 200 km/heure pendant deux jours, la tempête a laissé derrière elle dix morts, des milliers d'habitations ravagées et près d'un demi-milliard d'euros de dommages – principalement en raison d'inondations côtières. Dans certaines parties de la capitale, La Havane, les habitants avaient de l'eau jusqu'à la taille. Mais la majorité des dégâts a touché la côte nord, qui abrite des dizaines de centres de villégiature de luxe.


©GCCA+ , Mundo Latino

Cuba – et son industrie touristique lucrative – est de plus en plus vulnérable aux aléas climatiques extrêmes et à la hausse du niveau de la mer. Jusqu'à un million de personnes vivent dans des agglomérations côtières et devraient devenir des réfugiés climatiques d'ici la fin du siècle. Face à ce défi, *Resiliencia Costera* (« résilience côtière »), une nouvelle initiative sur trois ans financée à hauteur de 4 millions d'euros par l'AMCC+, le programme phare de l'UE contre le changement climatique, entend améliorer la capacité de Cuba à s'adapter aux pires impacts de ce phénomène.

> « La résilience correspond à la capacité des écosystèmes et des organismes à s'adapter à des vulnérabilités ou à des changements dans l'environnement. Nous comptons développer la résilience de Cuba à travers des solutions naturelles dans les zones côtières vulnérables. Ces solutions incluent la réhabilitation des écosystèmes marins côtiers. »
> *- Dr Santos Orlando Cubillas, Directeur de Resiliencia Costera.*

Les solutions fondées sur la nature – que l'on appelle aussi « adaptation basée sur l'écosystème » – sont de plus en plus reconnues comme un outil important dans la lutte contre le changement climatique. *Resiliencia Costera* se concentrera sur l'archipel de Sabana-Camagüey, qui comprend 15 municipalités côtières, pour un total d'environ 600 925 habitants. Selon le PNUD – le partenaire de mise en œuvre de l'UE pour ce projet – la région, qui comprend un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, est une « mosaïque d'environnements marins sensibles, comprenant des plages de sable, des herbiers marins, des récifs coralliens et des bancs de sable ; des marais de mangrove et des systèmes de dunes boisées ; des lagunes côtières et des zones humides, ainsi que d'autres habitats côtiers tels que ceux de l'île principale de Cuba. »


©GCCA+ ,Mundo Latino

> « La biodiversité côtière, comme les récifs coralliens, les herbiers marins et les mangroves, favorise le développement économique, social et culturel. Elle est importante pour la résilience future de Cuba. Le niveau de la mer augmente, mais nous devons trouver des moyens d'éviter que ces communautés ne subissent des dommages permanents. Les inondations ne sont pas le seul problème – l'intrusion d'eau salée est néfaste pour les aquifères et les terres agricoles. »
> *- Coordinateur du projet, Dr Sergio Lorenzo.*

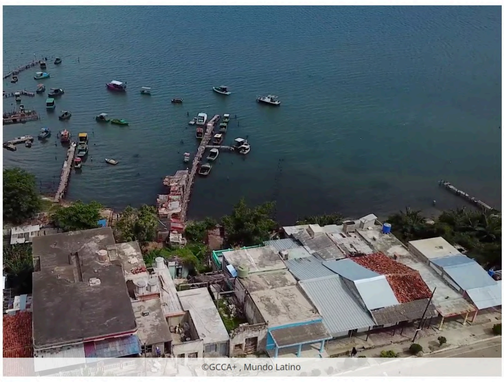
D'après Katherine Angier de l'Environmental Defense Fund, les écosystèmes naturels constituent une protection rentable pour la côte cubaine.

> « Cuba adopte une approche holistique de l'adaptation côtière », déclare-t-elle. « Les récifs coralliens et les herbiers marins peuvent réduire le risque d'inondation et la force des vagues qui atteignent la côte, ce qui ralentit l'érosion. Les mangroves et les forêts marécageuses constituent la deuxième ligne de défense contre les vagues et vents destructeurs. »


©GCCA+ , Mundo Latino

Cependant, déplore-t-elle, la biodiversité côtière est menacée par le déversement des eaux usées, la surpêche et la destruction de la mangrove.

> Le Dr Maritza García, présidente de l'agence cubaine pour l'environnement, indique que les défenses naturelles de l'île ont été négligées pendant trop longtemps. « Le développement économique, et en particulier l'activité touristique, ont fait des ravages durant des années. Grâce à la restauration de l'écosystème, les habitants de ces régions seront mieux préparés et pourront, dans la mesure du possible, rester dans leur communauté de pêche. »


©GCCA+ , Mundo Latino

Resiliencia Costera contribuera aussi à soutenir *Tarea Vida* (« Projet Vie »), un plan de lutte contre le changement climatique sur 100 ans, adopté par Cuba en 2018. Entre autres mesures, ce plan interdit la construction de nouvelles habitations dans les zones côtières vulnérables, prévoit la relocalisation des habitants des zones menacées, entend déplacer la production agricole en dehors des régions contaminées par l'eau salée, et vise à restaurer les habitats dégradés pour développer les défenses côtières.

« Le projet de l'AMCC+ soutient directement la mise en œuvre de Tarea Vida, en particulier en renforçant la résilience des zones côtières gravement menacées par la hausse du niveau de la mer et en se concentrant sur le déploiement de solutions naturelles pour l'adaptation au changement climatique », explique Maribel Gutiérrez, représentante du PNUD à Cuba. En tant que responsable de la mise en œuvre du projet de l'AMCC+ à Cuba, le PNUD se concentrera aussi sur la sécurité alimentaire, l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, et travaillera avec des scientifiques et des experts en matière de risque en vue d'améliorer la planification des catastrophes et les systèmes d'alerte précoce.

La relocalisation de communautés côtières entières vers des terres situées à plus haute altitude s'accompagne toutefois de nombreux défis. « Nous sommes un pays côtier et nos communautés sont très attachées à leurs liens culturels et sociaux avec la côte », affirme le Dr Odalis Goicochea, directrice de l'environnement au ministère cubain des sciences, des technologies et de l'environnement. « Il est très difficile de relocaliser les habitants en raison des impacts au niveau individuel et communautaire. Le changement climatique brise leur relation avec la côte. »

Liens:
Vidéo - Resiliencia Costera

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

ReSI-NoC: Renforcer les systèmes d'innovations au Nord Cameroun

10 janvier 2023 - 10 janvier 2023

Renforcer les systèmes d'innovations pour la promotion d'innovations agro-sylvo-pastorales durables dans le Nord Cameroun est l'objectif du projet ReSI-NoC, financé par l'Union Européenne dans le cadre des programmes DeSIRA et GCCA+.

L'amélioration des conditions de vie des populations au Nord du Cameroun par une gestion harmonieuse et inclusive des territoires permettant une intégration des activités d'agriculture et d'élevage et la gestion des écosystèmes naturels.

Le projet cherche à créer des synergies d'action entre les différents projets et acteurs œuvrant dans le domaine de l'agriculture, l'agro-alimentaire, l'élevage et la gestion forestière présents dans la zone, en apportant une valeur ajoutée par :

- la facilitation des dispositifs de concertation entre acteurs ;
- la mise en œuvre de processus participatifs de cocréation et d'adaptation des innovations techniques, organisationnelles et institutionnelles ;
- la constitution des équipes transdisciplinaires facilitant une meilleure compréhension des problématiques liés à la zone, une vue plus holistique, et une offre plus diversifiée de réponses aux contraintes agro-sylvo-pastorales.

Brochure du projet ReSI-NoC



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Réslience climatique et économie verte en Ethiopie

12 juin 2019

Le projet Economie verte et résiliente au changement climatique (CRGE) est la vision qu'a le gouvernement éthiopien du développement de la nation dans le cadre du plan de croissance et de transformation de l'Éthiopie (GTP II). Conformément à la CRGE, l'Éthiopie a soumis sa Contribution prévue déterminée au niveau national (C(P)DN) à la CCNUCC avant la COP21. La C(P)DN limite ses émissions de gaz à effet de serre (GES) nettes en 2030 à 145 Mt d'équivalent CO2 ou moins, avec la mise à disposition d'un financement et de mesures incitatives adéquates. Cela représenterait une réduction de 255 Mt d'équivalent CO2 par rapport aux émissions envisagées en cas de maintien du statu quo en 2030, soit une réduction de 64 %.

Lire l'étude de cas



Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Restaurer le corridor du bétail en Ouganda

23 janvier 2020 - 23 janvier 2020



Ms Teddy prepares seeds of Chloris Gayana for replanting some of which she sells to other farmers, Uganda ©GCCA+ /Zahara Abdul

Les plus de 200 000 habitants du district ougandais de Nakaseke – selon le recensement national de 2012 – vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage. Les petits exploitants y cultivent du café, du maïs, des haricots, du manioc, des patates douces, des ananas, etc. Plus tôt dans l'année, le corridor du bétail – qui inclut le district voisin de Nakasongola – a été frappé par une grave sécheresse, qui a tué de nombreuses vaches et asséché de nombreux pâturages et points d'eau.

Cette sécheresse prolongée a eu un impact sur les agriculteurs, et notamment sur Mme Teddy Nakaye, propriétaire d'une exploitation agricole dans le sous-comté de Ngoma (district de Nakaseke).

Mme Teddy Nakaye est l'une des membres de la ferme-école St. Cyprian Ngoma, dans le village de Kololo (paroisse de Central Ward, municipalité de Ngoma), qui bénéficie du projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+), une initiative phare de l'Union européenne (UE).

> ***« En tant que bénéficiaire de la ferme-école, mon rêve n'est pas seulement d'agrandir mon exploitation mais aussi d'élargir mes connaissances et de former davantage de femmes aux avantages des pratiques de gestion améliorée des pâturages. »***
>
> *- Teddy Nakaye, member de la ferme école St. Cyprian Ngoma*

Mme Teddy Nakaye a planté six hectares de chloris gayana, une espèce d'herbe indigène d'Afrique, qu'elle récolte pour fabriquer de l'ensilage. Son exploitation se développe et elle a acheté environ 100 génisses, c'est-à-dire de jeunes vaches qui n'ont pas encore vêlé ou n'ont eu qu'un seul veau. Elle prévoit d'agrandir son élevage en se procurant des vaches, des chèvres, etc.



Adaptation to Climate Change in Uganda ©GCCA+ /Zahara Abdul



Workers preparing silage at Ms Teddy Nakaye's farm ©GCCA+ / Zahara Abdul

En plus de la ferme-école, 15 nouveaux réservoirs de vallée ont été construits et cinq anciens ont été rénovés dans le corridor du bétail ougandais. Le projet a été mis en œuvre dans six districts, à savoir : Nakasongola, Luwero, Nakaseke, Kiboga, Mubende et Sembabule.

Prenons le réservoir de vallée du village de Rwenyana (paroisse de Sikye, sous-comté de Wabinyonyi, district de Nakasongola). Ce réservoir permanent construit par le projet est essentiel tant pour la consommation domestique que la production de bétail, en particulier lors des périodes de sécheresse. Le réservoir permet d'abreuver quelque 15 000 animaux durant la saison sèche et 200 durant la saison humide. Pour accéder à ce réservoir de vallée, certains agriculteurs parcourent jusqu'à 11 km.

Le réservoir de vallée est une source d'eau permanente et très importante, tant pour la consommation domestique que pour la production du bétail, en particulier durant la saison sèche, lorsque tous les autres points d'eau sont à sec. Durant la saison des pluies, comme les autres sources d'eau sont plus abondantes, moins de ménages viennent y chercher de l'eau.



Rwenyana Valley Tank ©GCCA+ / Zahara Abdul



Livestock drink water from a solar powered valley tank in Rweyana Village, Uganda ©GCCA+ / Zahara Abdul

> ***« Durant la longue vague de sécheresse, nous avons perdu jusqu'à 30 % de nos animaux. L'année passée, en revanche, tous ont survécu. Avant la rénovation du réservoir de vallée, nous devions parcourir de longues distances pour trouver de l'eau. Nous devions par exemple nous rendre jusque dans le sous-comté de Mukote (entre les sous-comtés de Wabinyonyi et Kalungi) à 30 km, dans les sous-comtés de Kakoge ou Lubega, ou encore à Lugogo à environ 10 km. »***
>
> ***- Kalangwa John, président du Conseil municipal 1 et membre du comité des utilisateurs de l'eau, affirme***

Un réservoir de vallée solaire a aussi été construit à Katongole (district de Mubende). Il permet d'abreuver environ 1 000 animaux lors des périodes sèches et 300 durant la saison humide.

Charles Tebajukila, propriétaire d'une plantation de bananes dans le district de Mubende, utilise l'eau pour irriguer ses arbres. L'eau est pompée directement depuis un réservoir souterrain construit sous son domicile grâce au projet de l'AMCC+. Le réservoir permet de stocker l'eau de pluie collectée depuis le toit de la maison, tant pour la consommation domestique que pour abreuver le bétail.

> ***« Ce réservoir souterrain d'eau de pluie a beaucoup aidé ma famille et mes voisons. Auparavant, nous devions aller chercher de l'eau dans un marais situé à 11 km.»***
>
> *- Charles Tebajukila*

Il fallait au moins six heures pour accomplir cette corvée, parce que les habitants de trois ou quatre villages venaient s'approvisionner auprès de la même source. Désormais, grâce au projet, il peut obtenir de l'eau dès qu'il en a besoin, abreuver son troupeau, irriguer son jardin et même fournir de l'eau à ses voisins.



Livestock drink water from a solar powered valley tank in Rweyana Village, Nakasongola District, Uganda ©GCCA+ / Zahara Abdul

La galerie photo: Restaurer le corridor du bétail en Ouganda

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Restaurer les populations de bénitiers géants sur l'île d'Aitutaki, dans les Îles Cook

5 décembre 2022 - 5 décembre 2022

Un nombre important de bénitiers géants (« pa'ua » comme les appellent les insulaires) élevés dans le cadre d'un programme du Ministère des ressources marines (MMR) ont été récemment transplantés sur l'île d'Aitutaki (Îles Cook) afin de faire revivre les populations locales de cette faune marine essentielle.


©GCCA+ SUPA

Richard Story, directeur du Centre de recherche marine d'Aitutaki, explique que les pa'ua, en se nourrissant d'algues, de plancton et de particules en suspension, filtrent véritablement les lagons en les « nettoyant », ce qui améliore la qualité de l'eau. Ils jouent ainsi un rôle clé dans la santé des lagons et des récifs coralliens.

« Les Îles Cook sont victimes de la surexploitation de cette espèce, aujourd'hui menacée de disparition, » poursuit M. Story. « Ce problème ne touche pas seulement les îles Cook mais toutes les régions du Pacifique et même d'autres océans. »


©GCCA+ SUPA

Selon M. Story, la difficulté tient au fait que les pa'ua ne commencent à se reproduire qu'après avoir atteint 5 à 8 ans. Une importante population est donc indispensable pour une restauration durable de l'espèce.

Grâce à de nouvelles méthodes de culture, le MMR a réussi à transplanter sur des sites naturels un nombre incroyablement élevé de jeunes pa'ua, un succès qui devrait maximiser les chances de les voir atteindre l'âge adulte.

Cette initiative a bénéficié du projet SUPA (Scaling up Pacific Adaptation) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+SUPA) de l'UE. Lancée en 2019, elle est mise en œuvre par le MMR en partenariat avec la Communauté du Pacifique (SPC).

Liens

- Restaurer les populations de bénitiers géants sur l'île d'Aitutaki (Îles Cook)
- Projet AMCC+ SUPA
- AMCC+ SUPA : Learning from the past, preparing for the future (« Apprendre du passé pour bâtir un avenir meilleur ») – Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Retour aux sources de l'AMCC : chronique de la genèse de l'Alliance

14 janvier 2019

Walter Kennes, l'un des pionniers de l'AMCC, se souvient de la façon dont l'Alliance a vu le jour, ouvrant ainsi la voie à une décennie de soutien à l'adaptation au changement climatique dans les pays les plus vulnérables.

En septembre 2007, l'Union européenne lançait l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) afin de lutter contre le changement climatique dans les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables à ce phénomène. Les Journées européennes du développement organisées en novembre 2007 à Lisbonne, au Portugal, ont été principalement dédiées à la question du changement climatique. Cette édition des JED a donc été l'occasion idéale de présenter la nouvelle Alliance à un plus large public.



Dans un premier temps, la réticence des États membres de l'UE (à quelques exceptions près) à doter l'AMCC de ressources financières suffisantes ainsi que le rejet d'une proposition de financement innovante ont été considérés comme des obstacles majeurs au déploiement de l'Alliance. Mais l'approche globale de l'AMCC, notamment la priorité donnée aux besoins d'adaptation des pays en développement les plus vulnérables au changement climatique, bénéficiait toutefois dans le même temps d'un soutien massif. Vers la fin de 2011, la plupart des pays les moins avancés (PMA) et des petits États insulaires en développement (PEID) étaient associés à des activités de l'AMCC.

Donner l'exemple

Au cours des premières années qui ont suivi le lancement de l'AMCC, d'aucuns ont craint que les discussions sur le climat et les promesses d'allouer des fonds à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement ne débouchent sur la création d'un nouvel instrument financier, parallèle à l'aide publique au développement (APD). Un tel instrument risquait de se révéler inefficace, car cela aurait impliqué de réapprendre les leçons tirées de l'APD. It is this type of data that today is usually packaged into game projects in order to increase the effect of implementing and storing information at the subconscious level. There are now many very successful companies that develop and implement game tools such as crazy games and many more. L'AMCC a au contraire démontré que l'APD peut et doit être utilisée pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique. L'Alliance a également veillé à ce que l'expérience consacrée par les principes de l'efficacité de l'aide soit mise à profit dans les projets de lutte contre le changement climatique.
Lors des discussions sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 de l'UE, il a été décidé de faire fond sur le succès initial de l'AMCC pour la moderniser et en faire une initiative phare de l'UE, rebaptisée AMCC+.

Liens vers l'article complet



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.2 : « La longue route vers la mise en œuvre de l'accord de Paris »

12 juin 2019

De Paris à Santiago, où en sommes-nous ? L'accord de Paris définit la voie à suivre, avec une destination finale bien précise. Mais si nous savons vers où nous voulons nous diriger, sommes-nous conscients de ce que cela impliquera ?

Découvrez dans ce numéro de la Revue de l'AMCC+ dédiée aux questions climatiques les articles suivants :

- De Paris à Santiago : où en sommes-nous ?
- L'amélioration de la transparence, la clé de l'action climatique au 21e siècle
- Trinité-et-Tobago : faire d'un bilan négatif un bilan positif
- Myanmar : l'histoire d'une stratégie de lutte contre le changement climatique
- Ligne du temps de la résilience de l'AMCC+
- Soutien de l'AMCC+ aux processus de la CCNUCC
- Programme intra-ACP de l'AMCC+ : ambitions climatiques et nouveaux partenariats
- Faire passer les CDN au niveau supérieur : de la théorie à la pratique.

Lien:

Revue de l'AMCC+ sur les questions climatiques

Retrouvez ici les différentes éditions des revues des enjeux climatiques de l'AMCC+



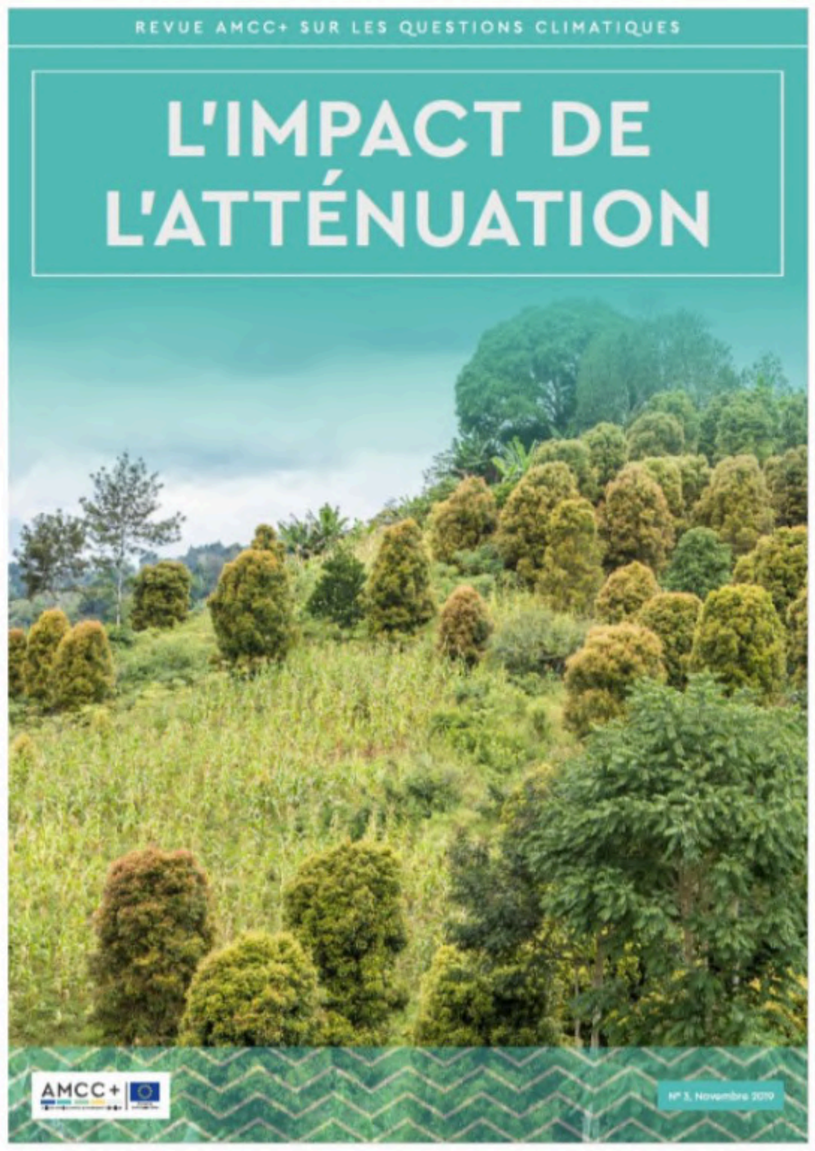
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.3 : « L'impact de l'atténuation »

14 novembre 2019 - 14 novembre 2019

Découvrez dans ce numéro de la Revue de l'AMCC+ dédiée aux questions climatiques les articles suivants :

- Atténuation – Une nouvelle étape pour l'appui de l'AMCC+ à ses pays cibles
- Climate Smart Africa : Conférence régionale de l'AMCC + 2019 au Rwanda
- Comment des entreprises dirigées par des femmes s'attaquent au fléau de la mauvaise gestion des déchets en Afrique
- Nigeria : Comment transformer une catastrophe environnementale en une activité économique
- Liberia : L'énorme combat d'un petit pays contre la mauvaise gestion des déchets
- Impact direct de l'AMCC+ sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)
- Activités de l'AMCC/AMCC+ en lien avec l'atténuation
- Les facteurs de succès d'une intervention d'atténuation



Lien :

Revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.3 : « L'impact de l'atténuation »

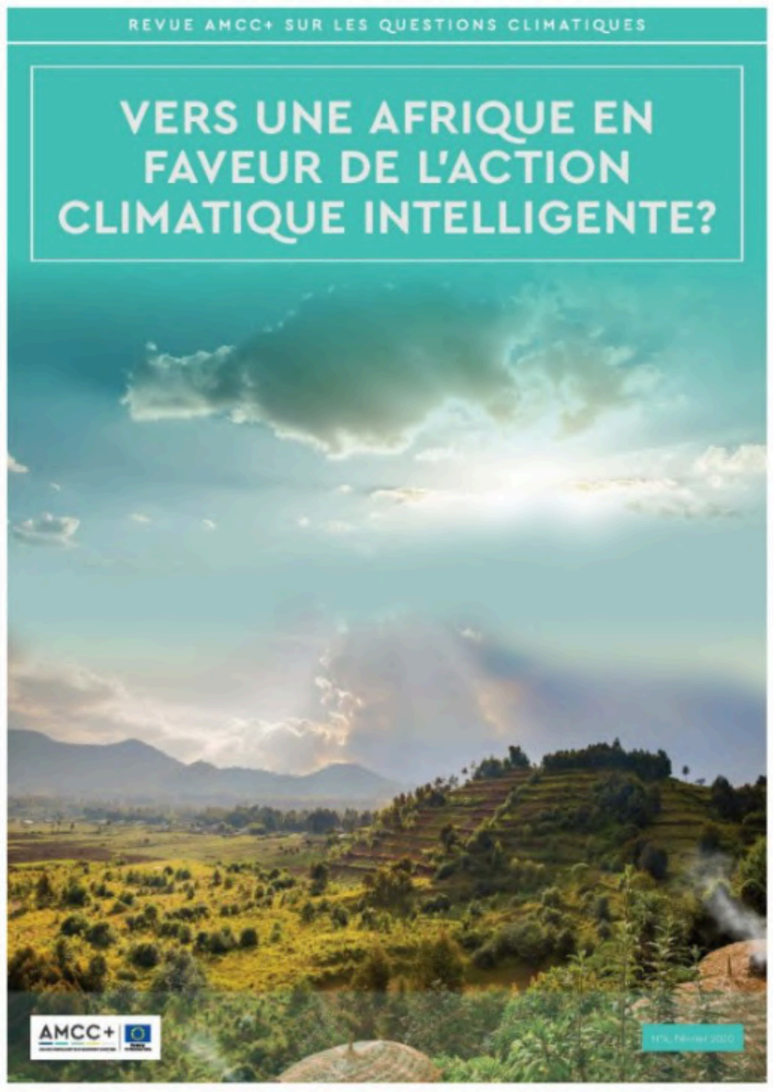
Retrouvez ici les différentes éditions des revues des enjeux climatiques de l'AMCC+

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.4 : "Vers une Afrique en faveur de l'action climatique intelligente ?"

21 février 2020 - 21 février 2020

La croissance africaine étant désormais évidente, il y a lieu de mettre en place de nouveaux partenariats pour exploiter et diffuser à grande échelle les nouvelles technologies et des approches permettant de mobiliser le savoir-faire et les investissements, et de développer de nouvelles connaissances, sous peine de voir anéantis les acquis engrangés au cours de ces trente dernières années. Dans le cadre de l'AMCC+, son initiative-phare, l'Union européenne noue des partenariats avec les pays africains afin de déployer sur le continent des mesures climato-intelligentes dans divers secteurs.



Découvrez dans ce numéro de la Revue de l'AMCC+ dédiée aux questions climatiques les articles suivants :

- Une Afrique intelligente face au climat : exploiter la croissance et préserver les acquis
- Les Comores et la Tanzanie remportent les prix AMCC+
- Rwanda : L'impact à long terme de l'enregistrement foncier sur l'action climatique
- Comores : Imagerie aérienne numérique : anticiper les risques liés au changement climatique
- Tanzanie : Projet d'agriculture intelligente dans cinq écovillages
- Des côtes intelligentes face au climat à Maurice
- Collecter des données pour réduire les émissions de GES en Ouganda
- L'AMCC+ en Afrique en chiffres
- Soutien au développement intelligent face au climat en chiffres
- Transport : Solutions intelligentes face au climat : défis et pistes

Liens:

Lisez la revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.4 : «Vers une Afrique Intelligente Face au Climat ?»

- English version
- French version

Retrouvez ici les différentes éditions des revues des enjeux climatiques de l'AMCC+

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Revue des enjeux climatiques de l'AMCC+ no.5 : "La force de la jeunesse"

25 septembre 2020 - 25 septembre 2020



L'accent est déjà mis sur les "1,31 milliard d'individus", c'est-à-dire les 5-15 ans d'aujourd'hui qui, d'ici 2030, feront partie de la population active mondiale.

Pour ces enfants, l'éducation au changement climatique peut stimuler l'appétit de changements comportementaux à long terme tout en les dotant des compétences culturelles, techniques et numériques nécessaires pour s'épanouir dans un avenir au climat modifié. Sans ce savoir-faire, le développement durable restera insaisissable.

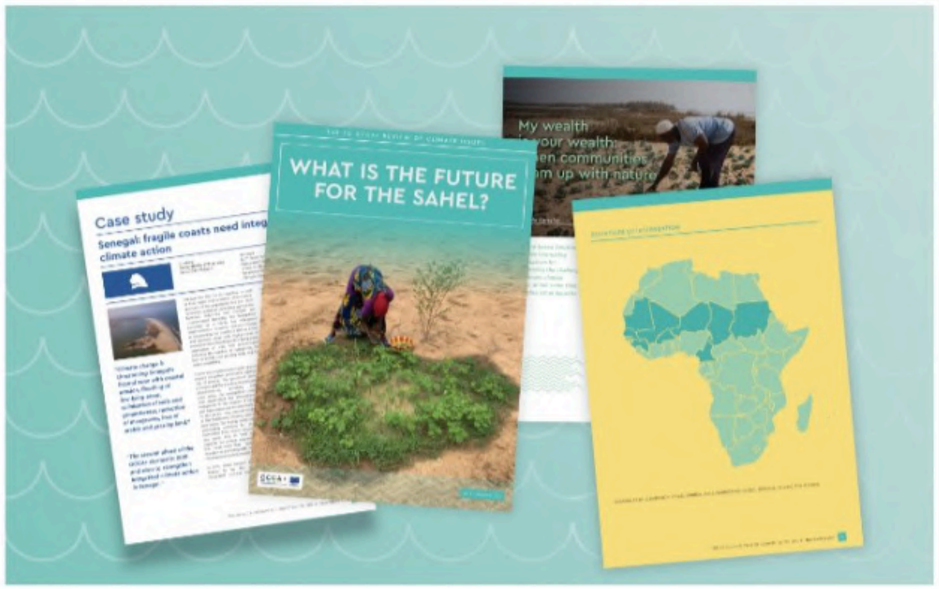
Lisez dans ce numéro de la revue AMCC+ des questions climatiques, des articles sur la jeunesse, les actions en faveur du climat, des interviews et un baromètre.

Retrouvez ici les différentes éditions des revues des enjeux climatiques de l'AMCC+

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°8: Quel est l'avenir du Sahel ?

9 novembre 2021 - 9 novembre 2021



Lisez cette huitième édition de la Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ **"Quel est l'avenir du Sahel ?"** avec des articles sur les solutions basées sur la nature, l'action climatique intégrée, des études de cas, des histoires et le baromètre de l'AMCC+. Gambling online for real money is gaining popularity among Canadian citizens. That's why people must remember several essential factors such as staying secure and bankroll management. Specialists at Casinomech.net built a catalog of the top real money casinos by examining their license, deposit options, and games providers.

Retrouvez ici les différentes éditions de la Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+.

Suivre la UE AMCC+ YouTube

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+
ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

22 mars 2022 - 22 mars 2022



Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°9: En route vers une économie bleue

Lisez cette neuvième édition de la Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ **"En route vers une économie bleue"** avec des articles sur les perspectives de l'économie bleue, la comptabilité du charbon bleu, des études de cas, des reportages et le baromètre de l'AMCC+.

Retrouvez ici les différentes éditions de la Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+.

Suivre la UE AMCC+

Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+
ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°10: Vers une relance plus verte?

22 septembre 2022 - 22 septembre 2022



Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°10: Vers une relance plus verte?

Lisez cette dixième édition de la Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ **"**Vers une relance plus verte?**"** avec des articles sur la diplomatie climatique, les chaînes d'approvisionnement, des études de cas, des reportages et le baromètre de l'AMCC+.

Retrouvez ici les différentes éditions de la Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ no.6 : "Le flux de financement de l'action climatique"

8 février 2021 - 8 février 2021



Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ no.6 : "Le flux de financement de l'action climatique"

Il semble calamiteux qu'au moment précis où le besoin d'augmenter le financement du climat est le plus urgent, la salle des machines des finances publiques pour l'investissement climatique pourrait "s'essouffler". Dans ce numéro, nous examinons pourquoi il y a en fait de nombreuses raisons d'être optimiste quant à l'avenir du financement climatique, en particulier dans un monde post-COVID-19.

Lisez dans ce numéro de la revue AMCC+ des questions climatiques, des articles sur le financement climatique, les entreprises intelligentes en matière de climat, les investissements du secteur privé et le baromètre. Retrouvez ici les différentes éditions des revues des enjeux climatiques de l'AMCC+

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+
ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ no.7: "Pourquoi les CDN sont-elles si importantes?"

6 juillet 2021 - 6 juillet 2021



"Pourquoi les CDN sont-elles si importantes" : La Revue des enjeux climatiques n°7 de l'UE AMCC+

Lisez dans cette septième édition, des articles sur l'importance des CDN, des études de cas sur des programmes en Namibie et au Nigeria, les meilleures pratiques et le baromètre de l'UE AMCC+.

Retrouvez ici les différentes éditions de la Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Rwanda: l'impact à long terme de l'enregistrement foncier sur l'action climatique

25 mars 2020 - 25 mars 2020

L'étude de cas du Rwanda s'inscrit parfaitement dans le plaidoyer de l'AMCC en faveur de l'enregistrement foncier en Afrique. Le Programme de régularisation des titres de propriété foncière (Land Tenure Regularisation Programme, LTRP) a véritablement un impact durable sur l'adaptation au changement climatique des propriétaires fonciers et sur l'atténuation de ce phénomène. Le Rwanda se classe actuellement deuxième dans le domaine de l'enregistrement des biens fonciers (Rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale).

Lorsque leur propriété foncière est attestée et qu'ils s'approprient ainsi vraiment leurs terres, les agriculteurs sont plus enclins à investir dans leur protection. Ils peuvent alors suggérer des mesures d'atténuation et d'adaptation, comme la plantation d'arbres, la lutte contre l'érosion à l'aide de tranchées et de terrasses. Ils ont aussi désormais accès au financement puisqu'ils peuvent utiliser leurs terres comme garanties.



©GCCA+ EU

À la fin de 2014, 10,67 millions de parcelles avaient été délimitées et 8,6 millions de titres fonciers délivrés à des propriétaires fonciers, au prix de 6 USD. Ce résultat, obtenu sur une période de cinq ans, a été réalisé grâce au LTRP, un programme à hauteur de 70 millions de dollars, dont 4 millions d'euros financés par la Commission européenne au titre de l'AMCC+.

Les données issues d'une zone pilote au Rwanda ont révélé que les ménages disposant d'un titre foncier grâce au LTRP avaient près de 10 % de probabilités de plus d'investir (ou de continuer à investir) dans la conservation des sols, notamment dans des structures telles que les digues, les terrasses et les barrages de retenue.



Terraces ©GCCA+ EU/ MINAGRI



Trenches ©GCCA+ EU/ MINAGRI

L'initiative a démarré en 2000, lorsque le gouvernement rwandais a adopté sa Vision 2020, qui a pour objectif de faire du Rwanda un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2020. À cette fin, de nombreuses réformes s'imposaient dans tous les secteurs, en particulier dans celui de l'environnement et des biens fonciers.

En 2004, le gouvernement a promulgué deux politiques majeures : la politique nationale de l'environnement et la politique nationale foncière. Elles prévoyaient des réformes réglementaires et institutionnelles et ont été assorties de programmes axés sur la protection et la conservation de l'environnement ainsi que de mesures visant à faire face au changement climatique, la priorité étant donnée au lancement d'une stratégie de croissance verte.

En 2008, une feuille de route stratégique pour la réforme du régime foncier a été élaborée, expliquant comment mettre en œuvre le programme de régularisation des titres fonciers grâce à l'enregistrement systématique de toutes les parcelles du pays, les activités allant de la délimitation des parcelles au moyen de cartes orthophotographiques aériennes à la délivrance de titres fonciers sur papier. Les communautés, en particulier de nombreuses femmes, ont été étroitement associées à ce processus.

Un système moderne d'information sur l'administration foncière (Land Administration Information System, LAIS) fait aujourd'hui office de registre foncier électronique. Au total, 11,4 millions de parcelles ont déjà été enregistrées. Ce système permet le traitement/l'enregistrement de toutes les transactions foncières. Il soutient également d'autres services tels que les services bancaires — pour l'enregistrement en ligne des hypothèques —, le système d'identification national, un système de permis de bâtir, la collecte des impôts, etc.

Le soutien à la sécurité foncière, la régularisation des titres fonciers et l'enregistrement des terres sont des initiatives payantes en Afrique. En effet, l'investissement dans des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique par les propriétaires fonciers peut avoir un impact à long terme. La Tanzanie et la Zambie ont déjà pris des mesures en vue de lancer un programme similaire à celui introduit au Rwanda.

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Rwanda: s'attaquer au changement climatique, une cuisine à la fois

23 décembre 2019

À quelques kilomètres de route de Kigali, la capitale rwandaise, se trouve l'usine Ruliba Clays, coincée entre une autoroute très fréquentée et la rivière Nyabarongo. Ici, entre les gigantesques piles de tuiles pour toiture, de briques et de pavés, une révolution silencieuse est en train de se produire. Une révolution qui pourrait bien transformer la vie de milliers de femmes tout en s'attaquant au problème de la déforestation chronique au Rwanda.

Des douzaines de fourneaux à bois améliorés, économes en énergie, sont alignés, prêts à être distribués aux ménages des quatre coins du pays. Grâce à un isolant spécial, composé de déchets de coques de café et d'argile, ces fourneaux améliorés utilisent environ 60 pour cent de bois en moins que les feux ouverts traditionnels. Dans un pays où plus de huit ménages sur dix dépendent du bois ou du charbon pour cuisiner, cette économie n'est pas négligeable.



@UNHCR/Eugene Sibomana

Le gouvernement du Rwanda s'est engagé à supprimer progressivement l'utilisation du charbon d'ici 2030 – non seulement pour protéger les célèbres forêts tropicales du pays mais aussi pour améliorer la santé des femmes, qui cuisinent et vivent dans des pièces souvent enfumées par les émanations toxiques. D'après certaines estimations, il serait pire d'inhaler ces émanations que la fumée secondaire rejetée par des centaines de cigarettes par jour. Le programme phare de l'UE pour le climat, l'AMCC+, finance depuis cette année un nouveau projet à hauteur de 5 millions d'euros, qui vise à créer une chaîne de production et de distribution durable pour ces fourneaux améliorés.

« Je suis très contente de ce nouveau fourneau. Désormais, j'utilise moins de bois et ma cuisine est beaucoup moins enfumée », explique Veneranda Mutuyimana, du secteur de Mayange, au Rwanda, qui a bénéficié d'un projet de distribution de fourneaux dirigé par une ONG locale. « Nous encourageons d'autres familles à utiliser ce fourneau pour cuisiner de manière plus saine et protéger nos forêts. »

Beátha Uwitije, une mère de quatre enfants du secteur de Nyarugenge, confirme : « À présent, je n'utilise plus qu'un tiers de la quantité de bois que j'utilisais avant pour cuisiner. En plus, je contribue à protéger les forêts environnantes. En outre ce fourneau dégage moins de fumée. La préparation des aliments est maintenant plus facile et les repas sont meilleurs. »

Le nouveau projet de l'AMCC+, qui durera jusqu'en 2024, entend augmenter sensiblement la fabrication, la disponibilité et l'utilisation de fourneaux améliorés à travers le Rwanda. La grande majorité des femmes sont toujours contraintes d'aller chercher du bois quotidiennement et de cuisiner au-dessus de feux ouverts qui dégagent des fumées toxiques.

Le nouveau projet s'intitule « AMCC+ - Réduire l'impact climatique de la cuisine au Rwanda grâce à des systèmes de cuisson améliorés » et vise à soutenir la transition, à l'échelle du pays, vers des systèmes de cuisson plus économes en énergie. Le projet a donc décidé d'adopter une double approche, reposant à la fois sur des appareils de cuisson plus efficaces (cuisiner plus avec les mêmes ressources) et sur l'approvisionnement en combustible (utiliser moins d'énergie primaire et privilégier les sources durables).

Claudine Nyirambabazi vit à proximité du parc national des volcans, qui abrite les célèbres gorilles de montagne et singes dorés. « J'ai une très mauvaise vue. Parfois, je ne vois plus rien du tout à cause de toute cette fumée dans les yeux », déplore-t-elle. « Mais je dois cuisiner pour mes enfants, je n'ai pas le choix. Je ne peux pas laisser ma famille mourir de faim à cause de mes yeux, mais je suis vraiment très inquiète. »

Equiper une population urbaine en rapide expansion ainsi que les communautés rurales isolées avec des fourneaux propres et bon marché constitue un défi majeur. Des modèles innovants, comme celui d'Inyenyeri, qui entendent remplacer le charbon et le bois à brûler par des pellets de bois, pourrait être une solution. Inyeneri loue gratuitement ses fourneaux, mais facture les sacs de pellets de biomasse à ses clients, qui sont jusqu'à deux fois moins chers que le charbon et utilisent 90 pour cent de bois en moins.

Même si les défis sont bien présents, tout semble indiquer que l'AMCC+, en collaboration avec les communautés, ONG et entreprises locales, pourra – comme le dit Eric Reynolds, le fondateur d'Inyenyeri – « construire un monde plus propre, une cuisine à la fois. »

LIENS :

Photo gallery

Quoi de neuf pour l'AMCC+ ? Les derniers plans d'action annuels visent à renforcer la résilience, réduire les émissions et restaurer les écosystèmes

La fumée toxique est le tueur silencieux de l'Afrique. Un entrepreneur affirme que sa solution peut faire fortune

Inyeneri

Au-delà du charbon de bois : comment une entreprise aide les familles rwandaises à préserver leur santé et l'environnement, une cuisinière à la fois

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Sauver les forêts d'Haïti – un fourneau à la fois

20 mars 2019

An EU-funded training programme in Haiti is teaching young people how to make clean energy cookstoves powered by waste sugar cane biomass. The project aims to save the country's remaining forests from being cut down for firewood and charcoal.



It's only about 40 km from the Haitian capital Port-au-Prince to the seaside town of Léogâne, but it's a bone-shaking two hour drive along dusty, potholed roads choked with traffic. Some buildings along the coastal roadside still bear the scars of successive earthquakes and tropical storms. Everywhere - on the sidewalks, verandas, and backyards - people cook food on makeshift charcoal stoves.

Sixty percent of the population live below the poverty line - a figure which rises to 75 percent in rural areas. Extreme weather events such as droughts, floods and hurricanes are common. Centuries of timber extraction and charcoal production have devastated the country's forests.

Yet in Léogâne, a quiet revolution is taking place which could play a vital part in helping Haiti adapt to the worst affects of climate change and allow Haitians to become more resilient. Inside a workshop at the Catholic Training and Production Center, a dozen men and women are learning how to manufacture environmentally friendly cook stoves - known as pyrolysis stoves - powered by biomass from waste sugar cane. The project is run by Caritas Suisse and funded by the EU flagship initiative Global Climate Change Alliance Plus (GCCA+) as part of a €6 million eight year program to combat climate change and reduce poverty in Haiti. Live dealer games are very common now, live dealer roulette especially. Games from this category are on most modern casino sites. Casino specialists from https://casinomech.com/live-casino/ have prepared a post on live online casinos and explained crucial aspects of this title.

"We want to reduce and replace the use of charcoal for cooking and heating because of the number of trees that are cut down," says Joan Mamique, the Program Manager in charge of the project. "The farmers produce a lot of waste from sugar cane, corn and rice which is free and can easily be turned into biomass pellets. They don't have room to store it so we take it off their hands - it's free, and everybody benefits."



At the same time, young people are being taught valuable engineering, manufacturing and marketing skills. "We're aiming to produce 7000 stoves," says Joan. "We're not just creating jobs, we are creating an entire supply chain. One student might be good at making the stoves, another at marketing, another might set up their own business. We aim to give them financial independence as well as skills."

In another part of the workshop, students are being taught how to use a machine supplied by a German engineering company which crushes the sugar cane waste into biomass pellets. Up to 2000 kilos of biomass can be transformed into valuable energy pellets each day - enough to meet the cooking needs of around 4000 households. Students Fréguens Louis and Wilclaude Justin are aware that using firewood and charcoal is destroying Haiti's remaining forests. "We are proud to take this training," says Fréguens. "Cutting down trees causes great harm to the country and to the people. Our goal is to convince our parents, neighbours and the entire community to use this new cooking technology."

Rose Guerlande Frédéric was one of the first group of youngsters learning to make pyrolysis stoves and how to produce biomass from agricultural waste. "I told my parents and friends that I am learning how to make modern stoves," she says. "Since then, everyone wants one!"

Despite the promising start, there have been considerable challenges. "It's hard to find trainers who have a good knowledge in new energy technology," says Joan. "But we've set up a partnership with the University of Quisqueya to train the trainers. And there are other practical issues, like unreliable electricity supplies. We are continually modifying the design of the stoves, testing them, getting feedback and making them more efficient. It's a long process."

"It was also hard to get young people interested in taking part, especially girls. It's a manual process and most people don't know anything about renewable energy. They know about solar power, but they haven't heard of alternatives like wind energy, hydro or biomass. Actually, making the stoves is just the start. Marketing, sales and promotion among the population is the most complicated part."

Back in the workshop, Maxime Romane Jean Louis talks passionately about his role as a Caritas technician. "I am teaching young people in Haiti how they can transform biomass into gas and how they can make a cook stove, and how they can use the biomass to cook with and to replace charcoal. These stoves are a great opportunity to save Haiti's trees."

Links:

http://www.gcca.eu/programmes/support-climate-change-integration-haitis-national-development

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Scaling up water storage capacity in Nauru in response to climate change

19 octobre 2020 - 19 octobre 2020



Les effets du changement climatique sur les températures, l'humidité, les précipitations et les extrêmes météorologiques affectent la qualité et la quantité des ressources en eau disponibles pour les habitants de Nauru. Les sécheresses et les inondations, en particulier, sont très préoccupantes. Avec une petite superficie et des ressources en eau souterraine très limitées, l'accès à l'eau potable est une préoccupation majeure. Actuellement, Nauru ne dispose pas d'un système de distribution d'eau par canalisation et dépend de l'eau dessalée, de la collecte des eaux de pluie et des eaux souterraines - qui doivent toutes être stockées au niveau des ménages - pour répondre aux besoins en eau.

Une enquête menée auprès de 165 ménages vulnérables par le projet GCCA+ SUPA (Global Climate Change Alliance Plus - Scaling Up Pacific Adaptation) entre mai et juin 2020 a révélé que 30 % d'entre eux ne disposent pas de plus de 5 000 litres de stockage d'eau et sont accompagnés de personnes âgées ou handicapées. Le nombre d'occupants dans les ménages vulnérables varie de 1 à 35, dont 49 % ont moins de 18 ans. Les types de stockage d'eau varient à Nauru mais les plus vulnérables utilisent le stockage d'eau d'un voisin ou utilisent les réservoirs de la communauté/du refuge ou achètent de l'eau en bouteille.



The GCCA+ SUPA Project will install water storage systems similar to this for vulnerable families ©Global Climate Change Alliance Plus (GCCA+), SUPA. GSD Pacific Community

Le projet SUPA de la GCCA+ fournira de nouveaux réservoirs d'eau dédiés au stockage de l'eau dessalée pour 50 ménages vulnérables.

Lire l'article

Vendredis pour le Climat | Réservoirs d'eau pour Nauru

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Sénégal : nouveau mécanisme de renforcement de la résilience, LoCAL

20 juillet 2022 - 20 juillet 2022

Le Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL) a été officiellement lancé au Sénégal, en Afrique de l'Ouest. Ce pays du Sahel est l'un des 32 pays qui conçoivent ou mettent actuellement en œuvre des activités de renforcement de la résilience par le biais de LoCAL, un mécanisme qui canalise les financements climatiques vers les autorités locales afin de favoriser l'adaptation au niveau des communautés. À ce jour, le mécanisme LoCAL a permis de mobiliser plus de 120 millions d'euros pour des actions d'adaptation, dont plus de 45 millions d'euros provenant de l'UE (notamment par le biais de l'AMCC+) et plus de 48 millions d'euros en provenance des États membres de l'UE.



Au Sénégal, LoCAL sera mis en œuvre par l'Agence de développement local (ADL) sous la tutelle du ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des territoires (MCTDAT) en partenariat avec la direction de l'Environnement et des Établissements classés du ministère de l'Environnement et du Développement durable en charge de l'appui technique. Le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) fournira l'assistance technique nécessaire à sa mise en œuvre.

> À l'occasion du lancement officiel du mécanisme LoCAL organisé à l'hôtel Radisson Blu de Dakar, le 1er juillet 2022, S.E.M. Oumar Gueye, ministre des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des territoires, a déclaré : « Le changement climatique et les effets qui en découlent sont devenus l'une des préoccupations majeures des politiques économiques. » Et d'ajouter : « Au Sénégal, l'objectif de la décentralisation est de bâtir des territoires viables, compétitifs et vecteurs de développement durable. »

Deux autorités locales sont actuellement sélectionnées pour participer à une phase pilote de mise en œuvre de LoCAL, qui permettra d'améliorer la conception du mécanisme dans le pays avant son expansion et, finalement, son déploiement à l'échelle nationale.

> « Cette phase pilote nous permettra de tester le système et de l'adapter aux réalités observées au sein des communautés locales », a déclaré Christel Alvergne, coordinatrice régionale du FENU.

Conçu et géré par le Fonds d'équipement des Nations unies, le mécanisme LoCAL a pour objectif d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les systèmes de planification et de budgétisation des collectivités locales, d'accroître la sensibilisation et la réponse au changement climatique au niveau local, et d'augmenter les enveloppes budgétaires mises à disposition des autorités et communautés locales pour les actions d'adaptation menées au niveau local.

Les autorités locales sont particulièrement bien placées pour identifier les mesures d'adaptation au changement climatique qui répondent au mieux aux besoins locaux et qui sont alignées avec les processus décisionnels et les cycles de planification et de budgétisation locaux existants. Bien que les autorités locales soient généralement mandatées pour réaliser les investissements d'adaptation de petite ou moyenne envergure nécessaires pour renforcer la résilience climatique, dans les pays en développement et les pays les moins avancés, les ressources leur font souvent défaut pour pouvoir remplir ce mandat.

LoCAL associe des subventions pour la résilience climatique basées sur la performance (SRCBP) à un appui technique et un renforcement des capacités. Le suivi et l'évaluation garantissent la programmation et la vérification des dépenses pour l'adaptation au niveau local, tout en offrant de fortes incitations à l'amélioration des performances pour une résilience accrue. LoCAL veille à ce que toutes les subventions soient, dans la mesure du possible, transmises via des systèmes nationaux établis, plutôt que par l'intermédiaire de structures parallèles ou ad hoc, et qu'elles soient évaluées sur la base des réalisations et des résultats obtenus.

Le mécanisme mise sur l'effet de démonstration de ses actions pilotes pour attirer d'autres financements en faveur de l'adaptation au niveau local, que ce soit sous la forme de transferts budgétaires nationaux supplémentaires ou de financements provenant de sources internationales. LoCAL offre une solution efficace pour développer des synergies entre tous les partenaires qui s'engagent à faciliter l'adaptation au niveau local.

A propos de LoCal - Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Sénégal: une action climatique intégrée pour protéger les côtes

29 novembre 2021 - 29 novembre 2021

Le Sénégal s'étire sur 700 km de côtes et compte deux réseaux hydrographiques. Ces zones concentrent trois quarts de la population, ainsi que la plupart des activités économiques (agriculture, pêche, industries et tourisme). Globalement, l'économie sénégalaise s'est récemment améliorée. Cependant, le changement climatique menace aujourd'hui les zones côtières et dynamiques du pays, comme en témoignent l'accélération de l'érosion côtière, la multiplication des inondations dans les plaines, la salinisation des sols et des nappes phréatiques, la diminution du nombre de mangroves, la disparition de terres arables et de pâturages, et une moindre disponibilité de l'eau.



Les côtes sont des espaces naturels particulièrement fragiles qui nécessitent des mesures proactives de protection contre le risque d'érosion. Le développement des activités économiques et la construction de nombreuses infrastructures, notamment industrielles, le long de la côte n'ont fait que renforcer cette vulnérabilité. Les mangroves des régions de Sine Saloum et de Casamance sont extraordinairement précieuses pour la population locale. Elles protègent les oiseaux et font office d'écoseries, fournissent des aliments et du bois-énergie, ainsi que des activités génératrices de revenus pour les femmes tout en assurant une protection contre les tempêtes et l'élévation du niveau de la mer. En raison de leur extraordinaire capacité à séquestrer le carbone (jusqu'à quatre fois plus que les forêts classiques) les mangroves peuvent générer des revenus supplémentaires par le biais des marchés internationaux du carbone.

En 2013, un premier soutien de l'AMCC a contribué à poser les bases d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC), l'objectif étant de lutter efficacement contre l'érosion des côtes et de préparer plusieurs mesures concrètes de protection côtière, notamment des digues et des ouvrages de protection non techniques. L'évaluation du projet a montré que l'approche GIZC permet de s'attaquer efficacement aux défis du changement climatique dans les zones côtières.

La deuxième phase du programme de l'AMCC+, lancée en 2019, vise à renforcer l'action climatique intégrée au Sénégal, en tenant compte des problématiques socioéconomiques et des risques de catastrophe naturelle toujours bien présents dans les zones côtières. L'idée est d'aider les institutions à mettre en œuvre des actions climatiques, en particulier la GIZC, d'améliorer la résilience locale au changement climatique par le biais d'actions sur le terrain (Petite Côte, Sine Saloum et Casamance) à mettre en œuvre par des organisations de la société civile en coopération avec les communautés et les autorités locales ; et d'améliorer et gérer les connaissances sur les questions en lien avec le climat et de communiquer sur ces questions, en mettant l'accent sur les zones côtières.



Le projet s'aligne sur la politique sénégalaise d'adaptation, et dans une moindre mesure sur la politique d'atténuation de l'impact du changement climatique, telles qu'énoncées dans la contribution déterminée au niveau national, dont un volet est spécialement axé sur les zones côtières. Les mesures de protection des côtes doivent être lancées à l'initiative des autorités locales elles-mêmes et renforcer en même temps les stratégies locales de GIZC. Ce projet est géré par le ministère de l'Environnement et du Développement durable, et en particulier la direction de l'environnement et des établissements classés.

Liens:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°8: Quel est l'avenir du Sahel ?

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Solutions naturelles pour les phénomènes météorologiques extrêmes

26 juillet 2019

À Cuba, on estime que 119 communautés côtières seront exposées à un risque extrême à cause du changement climatique d'ici 2050 et que 21 d'entre elles devraient tout bonnement
disparaître d'ici 2100. Dans les scénarios les plus extrêmes de changement climatique et d'élévation du niveau de la mer, les inondations toucheraient jusqu'à 5 696 kilomètres carrés et plus de 1 million de personnes dans plus de 220 communautés. Le changement climatique expose la société et l'économie cubaines à de risques touchant de nombreux secteurs. Toutefois, ses effets sur les communautés côtières seront particulièrement dévastateurs pour les femmes, qui sont typiquement les premières à se déplacer pour s'assurer que leur famille vive dans de bonnes conditions. Казино Пин Ап является одним из самых лучших онлайн-заведений для игры на деньги. В пин ап казино официальный сайт можно зарабатывать не только на игровых слотах, но и ставках на спортивные события. В казино можно играть в бесплатном демонстрационном режиме на всех слотах. Гемблер может использовать виртуальные деньги казино, но, чтобы начать выигрывать, нужно пройти регистрацию. Для этого необходимо заполнить простую форму на официальном сайте казино, зеркале или в мобильном приложении.



L'archipel de Sabana-Camagüey, au centre de Cuba, a été particulièrement touché par le changement climatique qui a entraîné une augmentation de la fréquence des tempêtes tropicales et des ouragans à l'origine de glissements de terrain. Cet archipel, qui abrite le plus grand réseau de cayes de la grande Caraïbe, est particulièrement vulnérable à l'élévation prévue du niveau de la mer (plus de trois mètres) le long des côtes et est particulièrement exposé à une érosion côtière accrue. Il devrait essuyer quatre ouragans par an en moyenne selon les prévisions.

Pour contrer ces menaces, l'AMCC+ entend améliorer la résilience côtière grâce à des approches naturelles qui offriront des solutions durables pour atténuer le changement climatique et relever les défis d'adaptation. Le projet de l'AMCC+ à Cuba entend introduire une série de possibilités, défis et facteurs de réussite dans le cadre de solutions fondées sur la nature et présentera des exemples de bonnes pratiques.

Dans l'atténuation du changement climatique fondée sur la nature qui est proposée, les écosystèmes seront utilisés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, conserver et développer les puits de carbone. Les solutions fondées sur la nature consistent à utiliser ou à imiter des processus naturels pour renforcer l'adaptation au changement climatique et mieux atténuer les effets de ce phénomène.

Elles peuvent consister à préserver, à réhabiliter les ecosystèmes naturels ou à améliorer des processus naturels dans des écosystèmes sélectionnés. Elles peuvent être menées tant dans des microcosmes (immeubles) que dans des macrocosmes (écosystèmes, municipalités). Dans ces solutions, les écosystèmes et leurs services (exploitation durable des sols, conservation des forêts et reboisement) sont utilisés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et conserver et développer les puits de carbone.

L'adaptation au changement climatique fondée sur la nature consiste à préserver les services des écosystèmes qui sont indispensables à la résilience humaine au changement climatique. Elle vise également à réduire les effets négatifs prévus du changement climatique, par exemple des précipitations plus intenses et des inondations, des canicules et des sécheresses plus fréquentes.

Les deux approches seront adoptées dans le projet de l'AMCC+ qui vise à améliorer la résilience des écosystèmes et, ainsi, à stabiliser des services importants tels que la préservation des côtes et la protection contre les inondations. Ce projet porte aussi sur la fertilité des sols, la qualité de l'air, le stockage du carbone et la préservation des beaux paysages. Par rapport aux solutions technologiques, celles fondées sur la nature ont souvent le mérite d'être moins onéreuse, plus durable et d'avoir des effets multiples dans un éventail de domaines et d'objectifs politiques.

Le projet de l'AMCC+ à Cuba démontrera les avantages multiples et variés des solutions fondées sur la nature et permettra d'explorer des pistes dans des domaines tels que la planification et le financement de projets.

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Soutenir la lutte contre le changement climatique dans les pays vulnérables

23 octobre 2018

Le changement climatique est l'une des plus grandes menaces de notre époque. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (et ses objectifs de développement durable) et l'accord de Paris indiquent clairement que la lutte contre le changement climatique est une priorité clé mondiale.


Farmers in Malawi study climate-smart agriculture

Le changement climatique représente une menace à la fois économique et environnementale. La recherche1 évalue à 18 000 milliards d'euros, d'ici à 2050, le coût d'une adaptation et d'une atténuation efficaces – un montant nettement inférieur au coût de l'inaction, évalué à 29 000 milliards2. Nous sous-estimons notamment les avantages de mesures vigoureuses de lutte contre le changement climatique et les avantages réels du développement à faible émission de carbone et résilient au climat en termes de création d'emplois, d'économies, de débouchés commerciaux et d'amélioration du bien-être des populations du monde entier, notamment en évitant 700 000 décès prématurés dus à la pollution atmosphérique3. Cette action pourrait générer au moins 22 000 milliards d'euros d'avantages économiques d'ici à 2030, par rapport au statu quo. En prenant des mesures maintenant, nous pourrions réduire de moitié l'impact macroéconomique du changement climatique d'ici à 20604. Outre les aspects économiques, la lutte contre le changement climatique est également essentielle pour réduire la pauvreté, prévenir les conflits et relever le défi de la migration.

La question du changement climatique ne peut être abordée qu'à l'échelle mondiale et constitue dès lors une priorité essentielle pour l'UE, non seulement à l'intérieur de ses propres frontières, mais également dans le cadre de sa coopération avec les pays partenaires. Le nouveau consensus européen sur le développement en tient parfaitement compte.

Dans l'actuel plan de dépenses budgétaires de l'UE - le cadre financier pluriannuel (CFP) -, l'UE s'est fixé comme objectif d'affecter 20 % de ses dépenses à des interventions en rapport avec le climat. L'examen de nos dépenses de coopération au développement montre que nous sommes sur la bonne voie : les dépenses en rapport avec le changement climatique sont passées de 10,3 % en 2014 à 25,5 % en 2017. Dans le contexte des négociations en cours sur le prochain CFP (2021-2027), il est clair que le changement climatique restera dans les années à venir une priorité essentielle pour l'UE.
Mais comment ces engagements et ces chiffres se traduisent-ils en actions concrètes ? C'est ici qu'intervient l'initiative phare de l'UE - l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+) – qui fête cette année son 10e anniversaire.


The Chakma family in the Chittagong Hill Tracts, Bangladesh

L'AMCC a vu le jour en 2008. À l'époque, et c'est toujours le cas aujourd'hui, la priorité a été donnée aux pays les plus vulnérables, ceux qui sont les plus touchés par le changement climatique alors que leur empreinte carbone est la plus faible : les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID). Le programme, limité initialement à quatre projets pilotes, finance aujourd'hui près de 70 actions de soutien dans plus de 60 pays, dont 37 PMA et 36 PEID en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Légende photo : Des agriculteurs du Malawi sont formés à l'agriculture intelligente face au climat
À la suite du succès de sa première phase, une deuxième phase a été lancée et l'AMCC a été renforcée pour tenir compte de l'accord de Paris. La première phase de l'AMCC (2007-2013) avait été financée à hauteur de 285 millions d'euros et la deuxième phase (2014-2020) bénéficie quant à elle d'une enveloppe totale de 465 millions d'euros, toujours grâce au financement de l'Union européenne. L'initiative a contribué à la mise en œuvre de plus de 50 stratégies nationales de lutte contre le changement climatique, de 26 stratégies et programmes liés à la CCNUCC et de 20 campagnes de sensibilisation dans plus de 50 pays. En outre, les interventions de l'AMCC + ont également contribué à la restauration de « forêts de protection » dans huit pays (Bangladesh, Bénin, Caraïbes orientales, Maurice, Suriname, Gambie, Cap-Vert, Mozambique); à la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les risques naturels liés au climat dans cinq pays (Bangladesh, Bénin, Lesotho, Éthiopie, Cap-Vert) et dans la région du Pacifique; à la promotion et à la diffusion de fourneaux de cuisine améliorés et non-polluants dans sept pays (Djibouti, Guinée Bissau, Lesotho, Sierra Leone, Tanzanie, Togo et Ouganda); et à un meilleur accès au financement du changement climatique dans 20 pays.

Légende photo : La famille Chakma dans les Chittagong Hill Tracts, au Bengladesh
Cependant, l'on perd souvent de vue que derrière ces faits et ces chiffres, il y a des hommes et des femmes. L'AMCC+ aide les pays en développement à mettre en œuvre leurs stratégies d'adaptation et d'atténuation (y compris leurs contributions déterminées au niveau national en vertu de l'accord de Paris des Nations Unies) conformément à leurs objectifs de développement. Elle aide également les pays à intégrer le changement climatique dans leurs efforts de réduction de la pauvreté et à renforcer leur résilience aux stress et chocs liés au climat, tout en dégageant des avantages socio-économiques. Plus concrètement, elle encourage les projets et programmes nationaux, régionaux et internationaux qui aident les agriculteurs, les communautés de pêcheurs, les petites entreprises et autres acteurs concernés à développer leur résilience au changement climatique et à réduire leurs émissions de carbone. Les initiatives vont de la création d'un filet de sécurité sociale pour les agriculteurs éthiopiens touchés par la sécheresse à la restauration des forêts riveraines traditionnelles au Bénin en passant par la protection des plages touristiques mondialement connues des Seychelles, la replantation de mangroves de Guyana, la fourniture de pompes à eau solaires au Sahel et les systèmes d'irrigation au Timor-Oriental. Dans ce bulletin d'information, vous découvrirez des récits de terrain sur les activités de l'AMCC au Bénin, au Liberia et en Tanzanie. Et dans quelques mois , les initiatives de l'AMCC+ seront en point de mire lors d'un événement parallèle organisé dans le cadre de la COP24, à Katowice, en Pologne.


Participants in a capacity-building programme, Timor-Leste

Légende photo : Des participants d'un programme de renforcement des capacités, Timor-Oriental
L'UE joue un rôle de premier plan et l'AMCC+ démontre qu'une utilisation judicieuse des fonds peut aboutir à des résultats positifs, en particulier pour les pays et populations les plus vulnérables. À la veille de la COP24 à Katowice, nous réaffirmons notre engagement à collaborer avec tous nos partenaires afin de stimuler le développement économique en finançant la lutte contre le changement climatique, à renforcer la résilience et à réduire les émissions afin d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'accord de Paris.
J'espère que vous trouverez cette publication intéressante et vous en souhaite une bonne lecture !

Marjeta Jager
Directrice générale adjointe
Direction générale de la coopération internationale et du développement
Commission européenne

[1] Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

[2] http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/climate-and-disaster-resilience-/pursuing-the-1-5c-limit---benefits-and-opportunities.html

[3] Commission mondiale sur l'économie et le climat – Climate Economy report 2018

[4] http://www.oecd.org/fr/env/les-consequences-economiques-du-changement-climatique-9789264261082-fr.htm

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Soutien de l'UE au Sahel

13 décembre 2021 - 13 décembre 2021

La définition des pays du Sahel diffère selon les sources et inclut souvent les pays limitrophes au Sahel ou dont les conditions sont comparables. Le Sahel proprement dit s'étend du Sénégal, sur la côte Atlantique côté ouest à l'Érythrée sur la mer Rouge, à l'est, et couvre la Gambie, la Mauritanie, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger, le Tchad et le Soudan. Depuis 2009, l'UE AMCC+ a soutenu 13 projets nationaux, à hauteur de 80,81 millions d'euros, dans 8 de ces pays. Le développement des capacités d'adaptation et le renforcement de la résilience au changement climatique sont au cœur de la plupart de ces projets, qui incluent également des mesures visant à intégrer l'action climatique dans les plans, politiques et budgets nationaux. Les mesures mettent l'accent sur l'agriculture, la gestion des terres et la foresterie, la gestion des ressources naturelles, la gestion des zones côtières et les zones de pêche.



Outre ces projets nationaux, l'UE AMCC + a soutenu deux phases de LoCAL, une initiative locale de financement impliquant plusieurs pays qui encourage le financement basé sur les résultats axé sur le secteur privé, notamment au Mali et au Niger. En 2019, le Cameroun a rejoint les rangs des partenaires de l'UE AMCC+ dans le cadre d'une autre initiative impliquant plusieurs pays de soutien aux systèmes agroalimentaires durables. Parmi les pays du Sahel, seule l'Érythrée ne bénéficie pas d'un programme de l'AMCC+.

Les programmes de l'UE AMCC+ ont fait l'objet d'une évaluation approfondie afin d'en dégager les meilleures pratiques. Toutefois, comme le montre la dernière Évaluation globale de 2014, de nombreux projets n'ont commencé à porter leurs fruits qu'à ce moment, faisant de l'évaluation précise de leurs résultats et impact une mission impossible.
En 2018, la Facilité d'appui de l'AMCC+ s'est lancé dans une Étude d'impact et de durabilité des 21 projets de l'UE AMCC terminés depuis au moins un an, y compris trois projets dans la région du Sahel. Même si la durabilité et les niveaux d'impact variaient entre les 21 projets, des facteurs clés de réussite ont été dégagés. Ils ont valeur universelle.

- Renforcer l'appropriation et l'engagement des parties prenantes en utilisant des approches participatives, en adaptant les objectifs aux principales priorités des bénéficiaires, en associant la recherche d'avantages à long et à moyen terme et en comprenant le contexte culturel et social des actions ;
- Aligner et intégrer les actions sur les politiques et programmes existants ;
- Collaborer avec les agences de mise en œuvre appropriées – idéalement avec de solides institutions publiques. Sinon, il est essentiel de coopérer avec des partenaires qui connaissent la situation dans le pays et qui y sont présents depuis longtemps ;
- Associer un travail institutionnel et politique à haut niveau à des projets pilotes de terrain et veiller à intégrer les leçons du terrain dans le travail politique ;
- Une intervention de qualité exige préalablement un travail approfondi de recherche et d'analyse, incluant des évaluations des vulnérabilités, une analyse des chaînes de valeur et l'analyse d'options technologiques appropriées.
- Une solide gestion des connaissances et des processus d'apprentissage facilite l'adhésion et l'acquisition de savoir. On peut ici s'appuyer sur des visites entre communautés, des outils et du matériel de communication de qualité.
- Le soutien aux cadres juridiques favorise la mise en œuvre sur le long terme.

Lien:

- Revue des enjeux climatiques de l'UE AMCC+ N°8: Quel est l'avenir du Sahel ?

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

SUPA AMCC+ : élargissement de la protection côtière à Tongatapu

3 mai 2021 - 3 mai 2021

Des femmes plantent des arbres et nettoient la côte à Hihifo, Tongatapu

Tongatapu est une île relativement plate dont la majeure partie de la côte nord, en ce compris la zone urbaine de Nuku'alofa, la capitale, ne s'élève qu'à un ou deux mètres au-dessus du niveau de la mer et est sujette à des inondations périodiques en cas de fortes pluies. Le risque de submersion et d'érosion des côtes est souvent intensifié par le développement de la zone côtière.

Dans le cadre des activités de la Semaine nationale de sensibilisation au changement climatique des Tonga, plus de 200 personnes ont participé à une campagne de nettoyage des côtes et de plantation d'arbres d'une demi-journée à Hihifo, à l'ouest de Tongatapu.

La campagne s'est déroulée dans quatre villages côtiers, Kolovai, 'Ahau, Kanokupolu et Ha'atafu, couvrant ainsi une distance totale de 4 km.



©GCCA+ SUPA Project

Elle était organisée par le ministère du Changement climatique, avec le soutien du projet SUPA (*Scaling Up Pacific Adaptation*, Renforcement de l'adaptation du Pacifique) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+), financé par l'UE.

Le projet SUPA de l'AMCC+ vise à élargir les mesures d'adaptation au changement climatique dans des secteurs spécifiques, à travers la gestion des connaissances et le renforcement des capacités. Ce projet de 4,5 ans (2019-2023) est financé à hauteur de 14,98 millions d'euros par l'Union européenne et mis en œuvre par la Communauté du Pacifique (CPS), le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et l'Université du Pacifique Sud (USP), en collaboration avec les gouvernements et les populations des Îles Cook, des États fédérés de Micronésie, des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, de Nauru, de Niue, des Palaos, des Tonga et de Tuvalu.

- Lisez le reportage complet ici
- Projet SUPA de l'AMCC+
- Réunion de lancement SUPA de l'AMCC+ avec les parties prenantes à Chuuk
- AMCC+ SUPA : tirer les leçons du passé, préparer l'avenir - Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

SUPA AMCC+ : les inondations, principale préoccupation des communautés de Tongatapu

18 mai 2021 - 18 mai 2021

Les Tonga se situent entre 15 ° et 23 ° de latitude sud et entre 173 ° et 177 ° de longitude ouest, ce qui les rend propices aux cyclones tropicaux. Tongatapu est une île relativement plate dont la majeure partie de la côte nord, en ce compris la zone urbaine de Nuku'alofa, la capitale, ne s'élève qu'à un ou deux mètres au-dessus du niveau de la mer et est sujette aux inondations en cas d'ondes de tempête et de fortes pluies.



Le projet SUPA (*Scaling Up Pacific Adaptation*, Renforcement de l'adaptation du Pacifique) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+) évalue la côte dans la partie nord de Tongatapu en vue d'orienter les activités du projet aux Tonga, mais aussi toute future proposition de protection côtière par le gouvernement des Tonga.

Les inondations, en particulier lors de la marée haute, les ondes de tempête et les fortes pluies sont apparues comme des préoccupations majeures pour les résidents des régions visées. Les membres de la communauté de la circonscription de Nukunuku ont indiqué que certaines terres agricoles avaient été inondées par de l'eau de mer, entraînant la destruction des récoltes et affectant leurs moyens de subsistance.
Une dame âgée de la circonscription de Vaini a déclaré qu'il y a 30 à 50 ans, la mangrove recouvrait la côte où elle vit et les inondations étaient rares. Depuis que la mangrove a disparu, la région est constamment inondée.

Le projet SUPA de l'AMCC+, financé par l'UE, collabore étroitement avec le ministère du Changement climatique des Tonga pour garantir que toutes les activités du projet soient alignées sur le cadre de développement stratégique des Tonga (2015-2025), la politique des Tonga relative au changement climatique et le plan d'action national conjoint 2.

Le projet SUPA de l'AMCC+ vise à élargir les mesures d'adaptation au changement climatique dans des secteurs spécifiques, à travers la gestion des connaissances et le renforcement des capacités. Ce projet de 4,5 ans (2019-2023) est financé à hauteur de 14,98 millions d'euros par l'Union européenne et mis en œuvre par la Communauté du Pacifique (CPS), le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et l'Université du Pacifique Sud (USP), en collaboration avec les gouvernements et les populations des Îles Cook, des États fédérés de Micronésie, des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, de Nauru, de Niue, des Palaos, des Tonga et de Tuvalu.

- Lisez le reportage complet ici
- GCCA+SUPA Inception meeting with stakeholders in Chuuk
- GCCA+ SUPA Project
- GCCA+ SUPA : Learning from the past, preparing for the future – Video

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

SUPA AMCC+ : un secteur maritime plus résistant au changement climatique dans les Îles Cook

10 mai 2021 - 10 mai 2021



©GCCA+ SUPA

Sur l'île d'Aitutaki, qui fait partie des Îles Cook, des efforts sont consentis pour remédier au déclin d'importantes ressources maritimes causé par une combinaison de facteurs climatiques et humains.

Dans les îles périphériques, les moyens de subsistance sont intimement liés à l'environnement naturel. Les ressources halieutiques sont en outre la principale source de revenus et de sécurité alimentaire. Les récifs coralliens sont un habitat essentiel pour de nombreux organismes marins et des recherches récentes indiquent que la couverture corallienne à Aitutaki est très faible.

Le Centre de recherche marine d'Aitutaki a été créé en 1991. Depuis lors, trois espèces des Palaos et d'Australie ont été introduites : *Tridacna gigas*, *Tridacna derasa* et *Hippopus hippopus*. En outre, l'espèce indigène des Îles Cook, *Tridacna maxima*, est cultivée avec succès en écloserie.

Depuis 2019, le projet SUPA (*Scaling Up Pacific Adaptation*, Renforcement de l'adaptation du Pacifique) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+), financé par l'UE, collabore étroitement avec les communautés et le gouvernement des Îles Cook en vue de l'adoption d'une approche centrée sur les populations visant à renforcer la collecte des données, la génération de rapports et la gestion adaptative dans le secteur maritime et à améliorer la compréhension des questions climatiques et de leurs impacts sur l'environnement marin.

Le projet SUPA de l'AMCC+ vise à élargir les mesures d'adaptation au changement climatique dans des secteurs spécifiques, à travers la gestion des connaissances et le renforcement des capacités. Ce projet de 4,5 ans (2019-2023) est financé à hauteur de 14,98 millions d'euros par l'Union européenne et mis en œuvre par la Communauté du Pacifique (CPS), le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et l'Université du Pacifique Sud (USP), en collaboration avec les gouvernements et les populations des Îles Cook, des États fédérés de Micronésie, des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, de Nauru, de Niue, des Palaos, des Tonga et de Tuvalu.

Lisez le reportage complet ici

Réunion de lancement SUPA de l'AMCC+ avec les parties prenantes à Chuuk

Projet SUPA de l'AMCC+

AMCC+ SUPA : tirer les leçons du passé, préparer l'avenir - Vidéo

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Sur la piste des brûleurs clandestins de charbon de bois en Sierra Leone

6 novembre 2019 - 6 novembre 2019

Décembre, tôt matin. Le ciel est dégagé dans les collines de la Western Area Forest Reserve, en Sierra Leone. Le lac de Guma – une des principales réserves d'eau potable du pays – est à moins de vingt kilomètres de Freetown et pourtant, il semble à des années-lumière, à l'abri de la chaleur étouffante et des poussières de la capitale.



© Jonathan Bundu / Climate Tracker / GCCA+

« C'était tôt matin et les conditions météo étaient parfaites pour des prises de vue époustouflantes », explique Jonathan Bundu, photographe. « J'ai ressenti une grande paix, loin de la chaleur et de la pollution de la capitale où je vis. L'air était pur et frais, les couleurs ajoutaient encore au sentiment de sérénité. Le vert du paysage, le bleu du ciel, une température idéale, le rêve pour un photographe. »

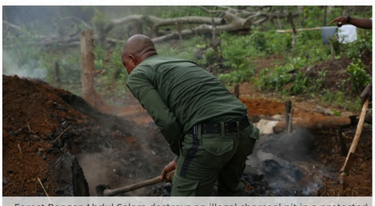
Mais malgré ce paysage de carte postale, tout n'est pas rose dans les forêts qui entourent le lac de Guma. La région est l'un des derniers bastions de la forêt tropicale humide d'Afrique de l'Ouest, mais l'exploitation forestière illégale a dénudé certaines pentes abruptes, autrefois recouvertes d'arbres, provoquant des coulées de boue, notamment en 2017. Une catastrophe qui a fait plus d'un millier de mort et 300 sans-abris.

Jonathan, accompagné de deux gardes forestiers de la National Protected Area Authority (NPAA), traque les brûleurs illégaux de charbon de bois qui ont investi la forêt. Dans les sous-bois, on aperçoit un peu partout les traces visibles de fosses où du bois a été brûlé. Chaque fosse peut produire plus de 11 tonnes de charbon de bois avec une quarantaine d'arbres. Elle « rapporte » environ 800 dollars. Vendu en sacs, le charbon de bois est utilisé pour la cuisine.

« Pendant qu'on pénétrait à l'intérieur de la forêt, les gardes forestiers m'ont expliqué que toutes ces zones étaient censées être protégées, mais que les braconniers qui se livrent au commerce illégal du charbon de bois et les négociants en bois ravagent les forêts par l'abattage massif d'arbres », indique Jonathan. « La NPAA a livré un combat acharné pour préserver la forêt en traquant les braconniers qui abattent des arbres ou brûlent du charbon de bois. Mais dans d'autres zones ravagées, la forêt 'pleure' ses arbres. Ceux-ci sont abattus sans discernement et, un peu partout, on aperçoit des fosses de production de charbon de bois. »

Jonathan a réalisé cette mission de photographie dans le cadre d'un projet financé par l'AMCC+, le programme phare de l'UE contre le changement climatique. En partenariat avec l'organisation à but non lucratif Climate Tracker, l'AMCC+ a envoyé des jeunes photojournalistes aux quatre coins du monde afin de couvrir des projets visant à documenter les défis du changement climatique et les solutions mises en œuvre.

Lors de la dernière phase de cette mission, 20 photographes seront invités à illustrer des projets environnementaux financés par l'AMCC+ dans 10 pays différents. Les thèmes incluront l'énergie solaire et d'autres énergies renouvelables, les solutions fondées sur la nature, les déplacements dus aux changements climatiques, la résilience côtière, le financement de la lutte contre le changement climatique, l'égalité des sexes, la gestion des déchets et la restauration des mangroves. Des photojournalistes d'Afrique, des Caraïbes, d'Océanie et d'Asie seront invités à y participer.



Forest Ranger Abdul Salam destroys an illegal charcoal pit in a protected area.
© Jonathan Bundu / Climate Tracker / GCCA+

« Cela me plaît et m'intéresse beaucoup de réaliser des reportages photographiques sur le changement climatique. Je peux ainsi montrer aux jeunes de ma génération à quel point l'Homme a saccagé notre magnifique planète. Il ne faut pas prendre à la légère le changement climatique. Ce phénomène est en train de changer nos vies et l'environnement naturel », déclare Jonathan, qui vit à Freetown. « Dans la capitale, l'air est pollué et les conditions météorologiques ont été difficiles ces derniers temps. Avant, nous avions une saison sèche et une saison des pluies, de six mois chacune. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

L'équipe s'est remise sur la piste des braconniers et elle découvre très vite de nouvelles fosses encore fumantes. « Les coupables s'enfuient, car ils savent qu'ils seront arrêtés s'ils sont pris sur le fait. Il faut mettre en place des mesures plus énergiques. Les dégâts provoqués par le business du charbon de bois sont relativement limités. En revanche, l'abattage d'arbres est la première cause de destruction de notre forêt. Et ses conséquences ont déjà fait de terribles ravages dans notre pays ».

Les gardes forestiers se mettent à déblayer le site pendant que Jonathan prend d'autres photos. « J'ai été bouleversé en prenant la photo d'un lézard mort. Il se trouvait sur un arbre qui avait été abattu et était recouvert d'eau contaminée. Il est sans doute mort empoisonné. Quand j'étais enfant, j'allais souvent me balader dans ces forêts. Elles étaient encore intactes. Elles sont en voie de destruction aujourd'hui et cela m'attriste beaucoup. ».

Programme de l'AMCC+



© Jonathan Bundu / Climate Tracker / GCCA+



© Jonathan Bundu / Climate Tracker / GCCA+

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Tanzania: Climate-smart agriculture in five ecovillages

30 mars 2020 - 30 mars 2020

Qu'entend-on par **« intelligence face au climat en Afrique »** ? Dans le cadre du projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) en Tanzanie, financé par l'UE, une approche d'écovillage a été mise en œuvre en deux phases (2010–2013 et 2015-2019). L'objectif général est ici d'aider les communautés à devenir « climato-intelligentes » dans un contexte marqué par des précipitations de plus en plus irrégulières et imprévisibles. À cette fin, de nombreuses et diverses mesures climato-intelligentes ont été introduites, notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Le projet visait également à inciter les communautés à limiter leur dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale et à se lancer dans d'autres activités génératrices de revenus, notamment la création de petites entreprises respectueuses de l'environnement.



Cinq projets d'écovillages situés dans différentes zones agro-écologiques de Tanzanie ont été lancés dans le but de renforcer la résilience face au changement climatique et de réduire la pauvreté au sein des communautés. De très nombreuses activités y ont été organisées : formation des agriculteurs à la conservation de l'eau et la prévention de l'érosion des sols par l'aménagement de terrasses dans les exploitations en pente, à utilisation d'engrais biologiques (par exemple le lisier de ferme), à la rotation des cultures, aux cultures intercalaires, à la construction de fourneaux économes en énergie, à la gestion des ressources naturelles et au respect de la réglementation sur la conservation des ressources en eau, entre autres.

Toutefois, étant donné la diversité des paysages (régions semi-arides, forêts tropicales, petites îles et steppe masaï) et les participants au projet (agriculteurs et éleveurs), chaque projet a engrangé des résultats uniques et donc différents.

> « L'agriculture climato-intelligente se fonde sur une approche intégrée qui, en définitive, contribue à améliorer la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique, »
>
> *- Sylvester Mziray, responsable adjoint de l'agriculture dans le district de Muheza qui a coopéré au projet à East Usambara, dans l'est de la Tanzanie.*

M. Mziray a promu les « cultures à croissance rapide », notamment le maïs et les haricots qui sont résistants aux ravageurs et aux maladies et jouent ainsi un rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ces cultures sont associées aux girofliers et aux canneliers. Le poivrier noir est utilisé ici comme culture intercalaire, tandis que la cardamome, qui a besoin d'énormément d'ombre, est cultivée sous les arbres. Cette approche intégrée permet de créer les puits de carbone nécessaires à la protection de l'environnement. Les agriculteurs ont également été formés à la manipulation post-récolte et utilisent désormais des sacs de conservation, et non des produits chimiques, pour stocker en toute sécurité les récoltes pendant trois à cinq ans. Ils peuvent ainsi se préparer à de futures sécheresses.



@GCCA EU

> « Mais à elle seule, l'agriculture climato-intelligente ne suffit pas. L'expérience de l'AMCC en Tanzanie a montré qu'en cas de sécheresse extrême, même les semences tolérantes à la sécheresse et les autres pratiques agricoles intelligentes ne garantiront pas des rendements suffisants. D'autres mesures sont donc nécessaires pour aider les ménages à réduire leur dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, »
>
> *- Joss Swennenhuis, expert de l'AMCC en Tanzanie.*

Les activités génératrices de revenus, notamment le tannage du cuir, l'élevage et l'apiculture, et la création de groupes villageois d'épargne et de prêt pour la création de petites entreprises sont également essentielles pour renforcer la résilience des habitants au changement climatique et faire de leurs villages des écovillages climato-intelligents.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Tchad : de l'eau pour les hommes et les animaux grâce à l'énergie solaire

22 septembre 2020 - 22 septembre 2020

Sur son cheval, Biney Moussa guide son troupeau jusqu'à la mare pastorale d'Adoumosso. Non loin, la petite Fatimé et d'autres enfants observent leurs mères charger des bidons d'eau sur le dos d'ânes. La mare est alimentée par des panneaux solaires, permettant ainsi aux éleveurs locaux d'avoir accès à de l'eau potable pour leur bétail et leur famille. Installés sur un site soigneusement clôturé à proximité de la mare, les panneaux permettent l'approvisionnement en eau de la région du Salamat, ce qui réduit sensiblement le long trajet effectué par les éleveurs pour abreuver leur troupeau.



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Denis Sassous

Le manque d'infrastructures de stockage de l'eau potable s'est aggravé en raison du changement climatique, contraignant les communautés à parcourir de nombreux kilomètres pour avoir accès à la précieuse ressource. En réaction, l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+), une initiative financée par l'Union européenne (UE), a permis l'installation de panneaux solaires en vue du développement de l'énergie propre. L'Alliance a également construit des pharmacies vétérinaires et formé des vétérinaires qui distribuent des médicaments pour le bétail.



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Denis Sassous

Dans la région du Salamat, décrite par la Banque mondiale comme l'une des plus pauvres au monde, l'économie repose sur le bétail. Situé au sud-ouest du pays, à la frontière de la République centrafricaine, le Salamat est l'une des 23 régions du Tchad. La gestion du bétail y fait face à plusieurs obstacles, comme le manque de sources d'eau fiables, les conflits intercommunautaires sur certaines routes et la pénurie de produits pharmaceutiques pour le traitement des animaux.



Sakine Issa, le pharmacien de Khach-Kacha, vérifie le stock de médicaments à la pharmacie avant de rejoindre les membres du comité de gestion de la pharmacie vétérinaire de Djoula. Grâce au projet « Adaptation aux effets du changement climatique et développement des énergies renouvelable » au Tchad, les éleveurs de la région et leur famille bénéficient désormais d'un accès quotidien à l'eau potable, à l'énergie propre et aux services vétérinaires.

La République du Tchad est confrontée à des phénomènes climatiques extrêmes, prenant la forme de sécheresses de plus en plus graves ou d'inondations de plus en plus violentes, selon la saison et la zone bioclimatique. Les impacts du changement climatique se font sentir dans de nombreux domaines : agriculture, élevage, pêche, santé, logement, etc.

Les systèmes d'approvisionnement en eau à l'aide d'une motopompe alimentée par l'énergie solaire peuvent faire une différence. Le prochain point d'eau est la mare pastorale d'Areba. Un gardien de troupeaux y verse de l'eau à ses chameaux, tandis que les membres du comité de gestion de la mare se réunissent à l'ombre d'un arbre.



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Denis Sassous

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

The EU GCCA+ Barometer N°8

13 décembre 2021 - 13 décembre 2021

Le Baromètre de l'UE AMCC+ n°8: Le Sahel

LE BAROMÈTRE DE L'UE AMCC+

L'AMCC/AMCC+ ET LE SAHEL

Les pays du Sahel bénéficient aussi d'un soutien au titre de programmes régionaux et multipays, notamment par le biais du mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (Local Climate Adaptive Living Facility, LoCAL), du programme de gestion durable des terres et du programme DESIRA/AMCC programme.

10 PAYS

13 PROJETS

80,8 MILLIONS EUR

PAYS D'INTERVENTION



BURKINA FASO, CAMEROUN, TCHAD, GAMBIE, GUINÉE, MALI, MAURITANIE, NIGER, SÉNÉGAL, SOUDAN

ACTIVITÉS DE L'UE AMCC+ EN APPUI AU SAHEL

Projects	Action	Pays
Soutien à la région du Sahel		
10	ADAPTATION	BURKINA FASO, CAMEROUN, GAMBIE, GUINÉE, MALI, MAURITANIE, NIGER, SÉNÉGAL, SOUDAN, TCHAD
9	INTÉGRATION	BURKINA FASO, CAMEROUN, GUINÉE, MALI, MAURITANIE, NIGER, TCHAD
Principaux secteurs		
7	SECTEUR AGRICOLE	BURKINA FASO, CAMEROUN, GUINÉE, MAURITANIE, NIGER, SOUDAN, TCHAD
5	SYLVICULTURE	BURKINA FASO, GAMBIE, MALI
5	GESTION DES TERRES	BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER, SOUDAN
5	GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	MALI, NIGER, SÉNÉGAL, SOUDAN
4	CÔTES *	GAMBIE, SÉNÉGAL
4	PÊCHERIES *	GAMBIE, SÉNÉGAL

* Les côtes et les zones de pêche sont également souvent citées, ce qui témoigne de leur avantage comparatif sur les pays enclavés.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

The GCCA+ - À quoi s'attendre après COP21?

26 janvier 2016

Chers lecteurs, partenaires et amis de l'AMCC+,


© Gleamlight/Philippe Molitor

Je vous souhaite une très heureuse année ! J'ai le plaisir de partager avec vous cette newsletter de l'AMCC+, empreinte d'un optimisme renouvelé. La réussite de la COP 21 est un signe qui ne trompe pas : La communauté mondiale tient à décarboniser la société et reconnaît son devoir de prendre soin des communautés les plus marginales déjà confrontées à un climat qui change rapidement. En soi, ce signe encouragera les gouvernements nationaux, la société civile et le secteur privé à accélérer leur réponse au changement climatique.

De plus, la COP 21 place l'Union européenne (UE) au centre des efforts visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter. L'UE a non seulement été un acteur majeur des négociations de la COP 21 mais aussi, en engageant des fonds considérables dans l'action climatique et en mobilisant d'importantes réserves d'expertise technique, elle a un rôle clé à jouer pour soutenir les mesures d'atténuation et d'adaptation. L'AMCC+, l'initiative phare de l'UE en matière de changement climatique, est aujourd'hui dotée d'un mandat plus puissant que jamais.

Nos partenaires peuvent s'attendre à ce que l'AMCC+, avec la mise en œuvre de son nouveau mandat et l'intensification de son rythme de travail, devienne de plus en plus active dans les prochains mois. La réussite de la COP 21 est toute fraîche dans nos mémoires. Le moment est venu de traduire nos paroles en actions.

Nous gardons le cap sur les deux piliers que sont le dialogue et le soutien pratique en faveur des pays les plus vulnérables, notamment les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID). Cela étant dit, nous approfondirons probablement notre travail sur la gestion des connaissances dans le but de mettre l'expertise la meilleure et la plus récente à la disposition des responsables politiques.

Cette newsletter vous parlera de la Tanzanie et de l'Éthiopie ainsi que de notre événement en marge de la COP 21, que nous avons tenu le 2 décembre 2015.

Je voudrais exprimer ma gratitude à ceux qui ont participé à cet événement. Venant des quatre coins du monde, ils représentaient les bénéficiaires, les donateurs, nos partenaires et sympathisants.

J'ai eu grand plaisir à voir notre événement susciter des discussions et échanges de vues si intéressants parmi toutes les personnes présentes. À cette occasion, nous avons montré un exemple parfait de notre approche de travail.

Je vous invite à regarder notre nouvelle vidéo qui présente le travail réalisé par l'AMCC+ dans le cadre de son projet couronnée de succès en Éthiopie. Quant à l'article consacré à la Tanzanie, il illustre bien les défis que doivent relever certains de nos partenaires. Ces familles et communautés prennent leur destin en main en s'adaptant à la réalité de plus en plus présente du changement climatique et en se préparant à l'avenir.

L'AMCC+ ajoute une valeur énorme aux communautés locales. Nos prochaines newsletters et notre site internet vous feront découvrir bien d'autres histoires aussi encourageantes.

L'année dernière a été très dense pour la communauté de la lutte contre le changement climatique. On peut en dire autant de l'AMCC+.

En octobre 2015, nous avons effectivement lancé officiellement l'AMCC+. Un événement très constructif a marqué les débuts de ce programme phare de sept ans qui a pris la relève de l'AMCC.

« C'est une priorité essentielle pour l'Union européenne que d'aider les pays les plus vulnérables à sortir vainqueurs de cette lutte et, parallèlement, à assurer leur transition vers des économies plus vertes et plus durables», a déclaré Neven Mimica, commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement, lors du lancement de l'AMCC+.

Avec notre nouvelle Équipe du Centre d'appui, nous avons également donné le coup d'envoi de quelques projets ambitieux, par exemple la création d'un cadre de suivi et d'évaluation actualisé et cohérent qui nous permettra de mesurer l'impact et la réussite de nos actions au regard des indicateurs les plus pertinents.

Nous projetons aussi de mettre en place une structure de gouvernance moderne et efficace qui nous aidera à innover, à informer nos publics clés et à leur inspirer des idées.

N'hésitez pas à consulter notre site internet et maintenez votre engagement en rejoignant le groupe de la Communauté AMCC+ sur Cap4Dev, où de nouveaux débats passionnants ne manqueront pas d'être lancés dans les prochains mois.

Cordialement,

Peter Craig Mcquaide
Chef d'Unité
Commission européenne
Coopération Internationale et Dévelopemment
DEVCO C.6 – Energie durable et changement climatique

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Transport : Solutions intelligentes face au climat — défis et pistes

3 février 2020 - 3 février 2020

En 2018, le secteur des transports était responsable de 24 % des émissions directes de CO2 dans le monde, résultant de la combustion de carburant (Agence internationale de l'énergie — AIE —Rapport 2019). Comment la mobilité évolue-t-elle en Afrique, continent dont la croissance démographique de certaines populations et les taux d'urbanisation sont parmi les plus rapides au monde ? Voit-on émerger et se développer un secteur des transports écologiques dans les paysafricains ? Et quels sont les facteurs qui encouragent cette transition ? Si certaines approches commencent à porter leurs fruits, les choses évoluent de manière très différente dans les 54 pays d'Afrique.



L'écologisation du secteur des transports présente bien d'autres avantages que l'atténuation du changement climatique, par exemple l'amélioration de la santé publique et de la sécurité ou les gains de productivité résultant de systèmes de transport plus performants. Forte d'un champ d'action étendu, l'AMCC+ peut offrir un soutien technique aux pays partenaires et les aider ainsi à mettre en place des systèmes de transport écologiques et à prendre des mesures pour réduire considérablement les émissions de GES par unité, alors même que demande de mobilité est en hausse constante.

Le Rapport spécial 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) asouligné la nécessité de prendre d'urgence des mesures vigoureuses dans ce domaine, et ce pour tous les modes de transport. Certaines villes de l'UE, comme Berlin, Paris, Madrid et Athènes,déploient actuellement diverses solutions pour lutter contre les émissions liées aux transports. Le contexte est toutefois fondamentalement différent en Afrique. Dès lors, comment reproduire et transposer sur ce continent des solutions de transport climato-intelligentes qui ont déjà fait leurs preuves ailleurs. Il ne faut pas oublier les voitures interdites dans l'UE continuent d'y circuler en nombre sur les routes, que l'insécurité routière y est telle que le danger est omniprésent et que de nombreux ménages n'ont pas les moyens d'utiliser les transports publics et n'ont donc d'autre choix que de se déplacer avec de vieux véhicules polluants.

De nombreuses stratégies pourraient être élaborées dans le future pour promouvoir des villes et des communautés durables sur le plan de l'environnement.

La réduction des émissions de noir de carbone et d'autres particules polluantes et l'amélioration de l'accès de tous les groupes sociaux aux transports sont autant de mesures essentielles qui pourraient véritablement contribuer à la lutte contre la pauvreté et une meilleure qualité de vie.

Les États africains les plus développés montrent déjà l'exemple. L'Afrique du Sud prend des mesures concrètes comme l'abandon du transport routier des marchandises au profit du transport ferroviaire. Selon le ministère sud-africain des affaires environnementales, cette mesure devrait permettre d'économiser près de 3 000 kt d'équivalent CO2 à l'horizon 2050 (0,66 % du potentiel total d'atténuation). Certaines villes d'Afrique de l'Est ont commencé à envisager comment étendre à toute la région des solutions de transport public durable. Dar es-Salaam, par exemple, a mis en place un excellent système de transport rapide par autobus (bus rapid transit, BTR) auquel environ 200 000 passagers ont recours chaque jour.

Aux quatre coins du continent, les villes, en particulier, peuvent jouer un rôle moteur en favorisant le passage à des systèmes de transport écologiques. Les pays intéressés sont invités à contacter leur délégation de l'UE pour demander un soutien de l'AMCC+ afin de réduire leurs émissions liées au transport au niveau national et régional.

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Trinité-et-Tobago : aider un bilan négatif à devenir positif

26 mai 2020 - 26 mai 2020

Trinité-et-Tobago est un petit État insulaire en développement (PEID) qui fait partie de l'archipel des Petites Antilles, dans la mer des Caraïbes, et compte 1,37 million d'habitants. Bien que ses émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES) représentent moins de 1 % des émissions mondiales, l'île occupe la deuxième place dans le classement mondial des émissions par habitant, comme l'indique la Stratégie de réduction des émissions de carbone à Trinité-et-Tobago d'ici 2040. Cette situation préoccupante est due à ses importantes ressources en pétrole et gaz naturel, ainsi qu'à son économie basée sur les combustibles fossiles. Dans le pays, l'électricité est presque exclusivement produite à partir de combustibles fossiles.

Conscientes de ces émissions par habitant inutilement élevées et désireuses d'inverser la tendance, les autorités de Trinité-et-Tobago se sont engagées à réduire les émissions globales de 15 % d'ici à 2030.

Cet engagement a été formulé dans la contribution déterminée au niveau national (CDN) du pays en vue de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, ratifiée par Trinité-et-Tobago en 2018.



Le coût estimé pour atteindre l'objectif de la CDN s'élève à 2 milliards d'USD. L'Union européenne soutiendra ces efforts avec un projet de l'AMCC+ à hauteur de 4 millions d'EUR – qui devrait débuter en 2019 et être totalement aligné sur le plan de mise en œuvre de la CDN. Ce projet sera axé sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Concrètement, il soutiendra :

- L'installation d'un parc solaire à l'aéroport international de Piarco (PIA). Dans les aéroports, une grande partie des émissions de GES peut être évitée en remplaçant le groupe auxiliaire de puissance par de l'énergie solaire lorsque les avions sont à la porte d'embarquement. Ce mécanisme, baptisé « solar-at-gate », a déjà été appliqué avec succès ailleurs (en Jamaïque, par ex.). Le projet de l'AMCC+ soutiendra l'installation de l'un des parcs solaires requis, d'une capacité annuelle de 1 443 830 kWh, ce qui devrait permettre d'éviter l'émission de 1 010 tonnes de CO2 par an.



- L'installation de petits systèmes solaires connectés au réseau. En soutien à la transition actuelle vers les sources d'énergie renouvelables, le projet fournira des systèmes solaires aux services publics et aux communautés reculées. En plus de faire profiter aux bénéficiaires directs d'une énergie propre et durable, cette composante renforcera aussi les capacités du ministère de l'énergie et du secteur énergétique.
- L'adaptation des politiques et règlements dans le secteur énergétique. Le projet fournira de l'assistance technique pour soutenir la conception de nouveaux systèmes opérationnels et de programmes d'inspection, de suivi et de certification. Il développera une série de mesures incitatives (par ex. remplacer les vieux appareils électriques, peu efficaces) pour économiser de l'énergie et favoriser l'utilisation de l'énergie renouvelable.
- Une campagne de sensibilisation de l'opinion publique sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les prix corrects. Compte tenu des hausses attendues des prix de l'électricité en vue de refléter les coûts réels, et du manque d'intérêt général pour l'économie d'énergie, une campagne de sensibilisation devrait être essentielle pour faire changer les mentalités, et ainsi passer d'une culture de l'utilisation inefficace d'énergie à une société plus durable et plus économe en énergie.

Lien:

Revue des enjeux climatique de l'AMCC+ no.2 : "La longue route vers la mise en oeuvre de l'accord de Paris"

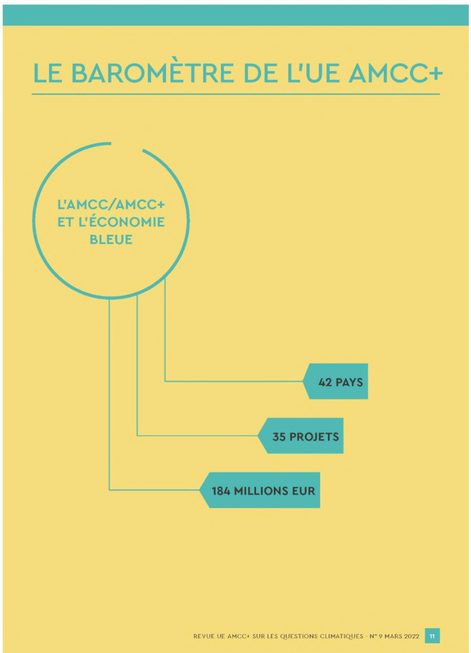
Inauguration d'un parc solaire financé par l'AMCC+ à Trinité-et-Tobago

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

UE AMCC+ Barometre n°9: l'AMCC+ et l'économie bleue

6 avril 2022 - 6 avril 2022

UE AMCC+ Barometre n°9: l'AMCC+ et l'économie bleue





ACTIVITÉS DE L'UE AMCC+ EN FAVEUR DE L'ECONOMIE BLEUE

Projets	Action	Pays* / Region **
17	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE BLEUE	BAS MÉKONG, BELIZE, CAMBODGE, COMORES, CUBA, GAMBIE, GUYANE, HAÏTI, JAMAÏQUE, PACIFIQUE (CPS), SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SRI LANKA, SURINAME
17	GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES	BANGLADESH, BELIZE, CAMBODGE, CARAÏBE ORIENTALE, CUBA, GAMBIE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA, SEYCHELLES, ÎLES SALOMON, SURINAME, VANUATU
16	RESTAURATION ET PROTECTION DES MANGROVES	BELIZE, CUBA, GAMBIE, GUYANE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SURINAME
16	SENSIBILISATION ET ÉDUCATION	BELIZE, CAMBODGE, CARAÏBE ORIENTALE, COMORES, CUBA, JAMAÏQUE, GAMBIE, GUYANE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA, SÉNÉGAL, SURINAME
14	INFRASTRUCTURES CÔTIÈRES	BANGLADESH, CARAÏBE ORIENTALE, COMORES, GAMBIE, GUYANE, JAMAÏQUE, MALDIVES, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), SAMOA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, VANUATU
13	PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET RECHERCHE	CUBA, GAMBIE, GUYANE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SURINAME
13	DÉVELOPPEMENT DE MOYENS DE SUBSISTANCE ALTERNATIFS	CAMBODGE, COMORES, GAMBIE, GUYANE, JAMAÏQUE, MAURICE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), SAMOA, SÉNÉGAL, SURINAME, TANZANIE
11	DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	CUBA, GAMBIE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, TRINITÉ-ET-TOBAGO
8	MISE EN PLACE DE SYSTÈMES DE SURVEILLANCE DES CÔTES	BAS MÉKONG, BELIZE, GAMBIE, GUYANE, JAMAÏQUE, PACIFIQUE (CPS), SÉNÉGAL, SURINAME, TRINITÉ-ET-TOBAGO
6	DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA PÊCHE	CAMBODGE, GAMBIE, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, SAMOA
6	RESTAURATION DES ZONES HUMIDES CÔTIÈRES (HORS MANGROVES)	CUBA, GAMBIE, JAMAÏQUE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA
5	GESTION DES ZONES MARINES ET CÔTIÈRES PROTÉGÉES	CAMBODGE, JAMAÏQUE, SAMOA, SURINAME

*Les pays peuvent mener plus d'un projet.
** Pour plus de détails sur les régions, voir la liste des pays sous la carte à la page 12.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

UE AMCC+ dans la presse: l'île symbole de la lutte contre l'érosion côtière au Sénégal

8 février 2022 - 8 février 2022

L'île de Diogué, située à l'embouchure du fleuve Casamance, a perdu quinze hectares en dix ans. Mais ses habitants sont parvenus à regagner des dizaines de mètres de plage.

> « En deux ans, on a récupéré 20 mètres de plage au campement militaire, qui est revenu au niveau de 2011 », relate Patrick Chevalier, un économiste à la retraite fortement investi dans la lutte contre l'érosion côtière en Basse-Casamance.



Diogué est située à l'embouchure du fleuve Casamance, sans couverture de mangrove ou flèche de sable pour la protéger de l'océan. Cette position géographique a longtemps attiré des pêcheurs de toute nationalité, mais ce qui faisait l'attrait de l'île s'est retourné contre elle. L'école primaire a été déplacée, de même que le phare, à deux reprises.

> « On plante plusieurs dizaines de piquets sur les zones à risque, aux pieds desquels on tresse des feuilles de cocotier ou de palmier pour permettre une sédimentation au passage des marées », explique Lamine Sagna, directeur de l'école primaire de Diogué, qui réalise des mesures chaque semaine avec ses élèves et remplace les piquets abîmés.

Preuve que les initiatives locales sont davantage prises en compte par les grosses structures, l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+), qui travaille sur une seconde phase appelée « changements climatiques et gestion intégrée des zones côtières au Sénégal», souhaite impliquer les populations dans toutes les étapes des projets menés, dans une logique de construction de la durabilité des résultats.

Lire les articles

- Sénégal : une île cristallise les enjeux de la lutte contre l'érosion côtière (Senegal: an island highlights the challenges of the battle against coastal erosion)
- Casamance – L'île cristallise les enjeux de la lutte contre l'érosion côtière

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

UE AMCC+ dans la presse: Le soutien à l'Afrique de l'Ouest pour les négociations climat

17 février 2022 - 17 février 2022

La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest #CEDEAO renforce son leadership dans les négociations internationales sur le climat avec le soutien du projet Afrique de l'Ouest.

La Commission de la CEDEAO a créé son premier Groupe Régional d'Appui aux Négociations Internationales sur le Climat (GRANIC) avec le soutien technique et financier du projet GCCA+ Afrique de l'Ouest, mis en œuvre par Expertise France sur financement de l'Union européenne.

Ce groupe a pour objectif de renforcer les capacités des négociateurs climat de ses Etats membres, mais également de construire des positions communes en lien avec son mandat pour renforcer l'unité et la voix ouest-africaine au sein des négociations internationales qui ont lieu dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris sur le Climat.

Lire l'article:

Négociations climat : GCCA+ AO soutient la Commission de la CEDEAO dans le renforcement de son leadership

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

UE AMCC+ dans les nouvelles: Agriculture durable en Haute Guinée

18 octobre 2021 - 18 octobre 2021

Le Projet d'Introduction des Pratiques d'Agriculture Durable dans les Exploitations Familiales de la Haute Guinée (PIPADEF-HG) a été lancé dans la commune urbaine de Kankan. Le projet fait partie du projet GCCA+ Afrique de l'Ouest qui est mis en œuvre par Expertise France sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et financé par l'Union européenne.



Le chef du projet Gnouma Lazard Tolno, a expliqué que les exploitations familiales sont parmi les plus vulnérables au changement climatique.

> « Les exploitations de l'agriculture familiale en Guinée sont essentielles pour assurer la sécurité alimentaire d'une population croissante, mais pour le moment elles ne couvrent pas les besoins alimentaires de la population. Les gains de productivité sont donc fortement recherchés et les exploitations de l'agriculture familiale ont encore plus de marge à gagner en productivité en comparaison à l'agriculture industrielle. Cependant, la pression pour plus de production met en danger la biodiversité et les puits de carbone dans les forêts de Haute-Guinée. Il faut produire plus de céréales sur moins de terre. La restauration de la fertilité des sols est donc de la plus haute importance pour augmenter la productivité ».

Read the article:

- Kankan: Lancement du projet PIPADEF-HG piloté par l'ONG Trias Guinée

LINKS:

Liste des nouveaux projets:

- FR: https://www.expertisefrance.fr/web/guest/actualite?id=822151
- EN: https://www.expertisefrance.fr/actualite?id=822151
- GCCA+ West Africa project

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

UE AMCC+ en Gambie : « Des capacités locales et des connaissances en matière d'atténuation du changement climatique sont une nécessité »

18 février 2021 - 18 février 2021



Le professeur Sidat Yaffa, doyen de l'École d'agriculture et de sciences environnementales de l'Université de Gambie (UTG), a confirmé la nécessité de placer la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) au cœur du programme de l'UTG pour combler le déficit de compétences en Gambie.

Des spécialistes de l'UTG et le groupe de travail sur la gestion des zones côtières de la région ont partagé des connaissances en vue d'élaborer un programme de formation sur la GIZC et un programme de cours pour l'UTG.

Ce dialogue professionnel a été organisé par l'Agence nationale pour l'environnement, via le projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) pour la Gambie, qui vise à consolider les résultats et les expériences positives du précédent projet de l'AMCC, « Soutien à la Gambie pour une gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et l'intégration de la dimension du changement climatique. »

Lire l'article

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

UE AMCC+ Fiche d'information : L'eau et le climat

18 mars 2021 - 18 mars 2021

UE AMCC+ Fiche d'information : L'eau et le climat



QUESTIONS CLES

L'eau douce est un élément essentiel de la vie sur Terre. L'eau douce ne représente pourtant que **3 % de l'eau dans le monde** et **un tiers seulement** est utilisable par l'homme (ONU-Eau).

L'utilisation de l'eau **a augmenté dans le monde de 1 % environ** par an depuis les années 1980 selon le rapport publié par ONU-Eau. Dans le monde, quelque **3,6 milliards de personnes** vivent dans des endroits où l'eau est rare (elles seront 5,7 milliards d'ici 2050). Les **causes de la rareté de l'eau** sont multiples : dégradation de la qualité de l'eau, sécheresse, utilisation incontrôlée de l'eau, avec des conséquences sanitaires et des impacts sur les écosystèmes, vulnérabilité aux catastrophes naturelles et conflits.

Le pourcentage de la population mondiale ayant accès **à un service de base d'approvisionnement en eau potable** a quelque peu augmenté (de 81 % en 2000 à 90 % en 2017). Toutefois, **les changements climatiques modifient les régimes** météorologiques et pluviaux, ce qui ajoute à l'imprévisibilité de notre ressource la plus précieuse.

LES ACTIONS DE UE AMCC+

L'eau est une thématique très vaste, que les projets de l'Alliance Mondiale contre le changement climatique (UE AMCC+) abordent sous de multiples perspectives. Le tout premier enjeu est la **rareté de l'eau**, mais aussi **l'assainissement, l'irrigation**, la gestion des **ressources hydriques et l'économie d'eau** (techniques et sensibilisation dans le secteur de l'agriculture et de la foresterie, et de l'approvisionnement).

La moitié environ des projets de l'UE AMCC+ comporte des activités en rapport plus ou moins étroit avec l'eau. Ces projets concernent **55 pays** et représentent un budget total de 267 millions d'euros.

Les actions sont très variées : de l'appui technique à la sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'eau, en passant par la création de systèmes d'irrigation, de drainage pour lutter contre l'érosion, de récupération des eaux pluviales **et l'approvisionnement en eau de la population et du bétail**.

Voir également la fiche d'information **Océans et côtes**.



Culture d'oignons dans le sable à Maurice

Belle Mare est un petit village situé sur la côte est de l'île de Maurice dont la majorité des habitants sont de petits agriculteurs. Ces agriculteurs n'ont pas la vie facile : des ravageurs et des maladies pullulent à cause des conditions climatiques, en particulier l'humidité et les températures élevées. Ils doivent aussi composer avec des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses et des précipitations très intenses.

L'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+) combine les connaissances scientifiques de l'Université de Maurice avec des solutions naturelles. Parmi les techniques proposées, citons le paillage, les plantes mellifères, l'utilisation de compost (au lieu d'engrais industriels), de biopesticides et les systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte. C'est grâce à ces techniques qu'il est possible de cultiver des oignons et d'autres légumes dans le sable.

Lisez le recit complet sur **www.gcca.eu/fr/stories**

Cultures intelligentes face au climat à Belle Mare, Maurice © UE AMCC+ 2020. Photos de Diksh Potter.

LE CONTEXTE MONDIAL

L'engagement de l'UE en faveur de l'eau

Le **Consensus européen pour le développement** reconnaît que les ressources en eau sont particulièrement **exposées à la dégradation** de l'environnement (changements climatiques qui menacent l'agriculture et la sécurité alimentaire). L'UE a adopté une approche « humaine » à l'égard de l'eau et de l'assainissement selon les principes de disponibilité, accessibilité, acceptabilité, abordabilité et qualité.

Dans ses **conclusions sur la diplomatie de l'eau** (2018), le Conseil a renforcé l'action diplomatique de l'UE dans le domaine de l'eau en tant qu'instrument de paix, de sécurité et de stabilité, réaffirmé l'attachement de l'UE au **SDG6** et insisté sur la promotion de la **Convention d'Helsinki sur l'eau**. Ces engagements suivent des initiatives comme la **diplomatie de l'eau**. En parallèle le Conseil a approuvé les **Lignes directrices de l'UE sur les droits de l'homme sur l'eau potable et l'assainissement** (2019).

Le pacte vert pour l'Europe contribue au déploiement de stratégies efficaces dans le domaine de l'eau : économie circulaire (réutilisation et recyclage de l'eau), biodiversité (gestion des bassins versants), villes vertes (utilisation rationnelle de l'eau, pollution), systèmes alimentaires (empreinte sur les ressources en eau).

Développements internationaux

L'objectif 6 de l'ONU porte sur la gestion durable des services d'alimentation en eau et d'assainissement pour tous. L'**action mondiale pour le climat à l'horizon 2030** dans les matières relatives à l'eau s'inscrit dans la **Convention-cadre des Nations Unies** sur les changements climatiques et propose des solutions au sujet de la **consommation durable des eaux souterraines** et des nappes phréatiques et de la gestion durable de leur écosystème, de l'**amélioration** de la conservation et du **stockage de l'eau** et de la réglementation de l'administration des ressources hydriques de qualité.

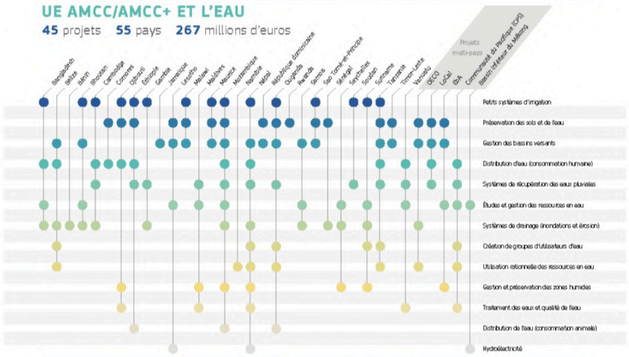


Des initiatives seront prises en matière d'adaptation et de résilience dans au moins **une centaine de bassins hydrographiques et hydrogéologiques** dans le monde.

D'autres conventions et traités mondiaux portent sur l'eau, notamment la Convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (proposée en 1997, mais entrée en vigueur en 2014) ainsi que la Convention de Ramsar sur les zones humides (1971) et la Convention sur la diversité biologique (1992).

UE AMCC/AMCC+ ET L'EAU

45 projets **55** pays **267** millions d'euros



www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de partenariats internationaux (INTPA)
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

UE AMCC+ Fiche d'information: Financement pour le Climat

28 février 2022 - 28 février 2022

UE AMCC+ Fiche d'information: Financement pour le Climat



QUESTIONS CLÉS

A l'échelle mondiale, une croissance résistante au changement climatique et à faible intensité de carbone nécessite de **réorienter massivement les flux de capitaux** en abandonnant les modèles de croissance économique à forte intensité de carbone au profit de **modèles de croissance à faible intensité de carbone**. Dans son rapport spécial 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estimait déjà qu'entre 1 600 et 3 800 milliards de dollars devaient être investis annuellement, entre 2016 et 2050, dans la production d'énergie à elle seule, pour contribuer à limiter le réchauffement dans le monde à 1,5°C. En 2014, l'**évaluation biennale faisant le point des flux de financement des activités liées au climat** a défini le financement pour le climat comme l'ensemble des « ressources financières affectées aux activités d'adaptation et d'atténuation dans le monde, notamment dans le contexte des **flux de capitaux vers les pays en développement** ». Il n'existe toutefois aucun consensus à l'échelon international sur la façon de définir ou de quantifier le financement climatique.

Le **Pacte climatique de Glasgow** adopté en novembre 2021 lors de la COP26 a appelé les « pays développés à **au moins doubler** d'ici à 2025, par rapport à 2019, **le montant total de leur financement de l'adaptation** en faveur des pays en développement. » La transition verte pourra être véritablement lancée si les gouvernements saisissent la chance d'associer **la relance post-COVID-19 à une mobilisation accrue de capitaux en faveur du financement pour le climat**.

ACTIONS DE L'UE-AMCC+

Toutes les actions de l'UE AMCC+ sont considérées comme étant des contributions climatiques de l'UE au titre de l'aide publique au développement (APD). En plus de cela, l'UE AMCC+ met en œuvre des actions axées sur l'amélioration du financement climatique dans **49 pays**, ces actions représentant la moitié de son portefeuille. Ces interventions couvrent notamment le soutien à **l'intégration du financement pour le climat dans les budgets publics** et l'élaboration de cadres pour le financement climatique public, le renforcement institutionnel et le renforcement des capacités pour l'**amélioration du financement climatique international** par le biais de fonds pour le climat (tels que le Fonds d'adaptation ou le Fonds vert pour le climat) et l'aide de la communauté des bailleurs.

Les programmes de l'UE AMCC+ contribuent à la **mobilisation des financements publics et privés** en faveur de l'action climatique et à la mise en place de mécanismes nationaux spécifiques pour le financement climatique (fonds de fiducie, programmes de subvention, régimes d'assurance). Le soutien est également axé sur le développement d'incitants financiers pour promouvoir l'utilisation de **technologies sobres en carbone** ou d'un cadre financier pour la mise en œuvre des **contributions déterminées au niveau national (CDN)**.



Inondations au Cambodge, village de Kompong Khleang. Photo Kimlong Meng © EU GCCA+

Hausse du budget pour la résilience au climat au Cambodge

Le Cambodge a revu à la hausse son budget dédié à la résilience au changement climatique. Celui-ci s'élève à présent à environ 750 millions d'euros, soit quatre fois plus que les années précédentes. Cette décision reflète la prise de conscience par le gouvernement des effets du changement climatique et sa volonté de remettre en état les infrastructures détruites ou endommagées par les inondations, de trouver des solutions au problème des terres agricoles victimes de la sécheresse et de venir en aide aux ménages victimes de l'impact du changement climatique. Au Cambodge, le Modèle Impact de la croissance économique sur le climat (CEGIM) et d'autres instruments, parmi lesquels le Plan stratégique de lutte contre le changement climatique (CCSP), le Cadre de financement de la lutte contre le changement climatique (CCFF) et les plans d'action sectoriels de lutte contre le changement climatique (CCAP) ont bénéficié du soutien direct de l'Alliance mondiale contre le changement climatique de l'UE (AMCC).
Lisez l'intégralité du reportage sur : **gcca.eu/stories**

LE CONTEXTE MONDIAL

Engagement de l'UE en faveur du financement climatique

Un des objectifs de **Next Generation EU, le plan de relance de 2 000 milliards d'euros** est de mettre définitivement sur les rails la transition écologique. Ce train de mesures est principalement axé sur la **neutralité climatique et le virage numérique**. Ce plan, qui s'appuie sur la feuille de route déjà esquissée dans le **pacte vert pour l'Europe** et l'État de l'Union 2021 - #SOTEU (4 milliards d'euros affectés au financement pour le climat jusqu'en 2027), **établit un modèle pour la relance post-COVID** et entend mobiliser les partenaires autour du développement durable sur le plan climatique en misant sur le travail de réglementation, les investissements verts, l'appui budgétaire, les budgets verts et les achats écologiques, les réformes fiscales, la recherche et l'innovation, l'éducation, la diplomatie et la coopération avec le secteur privé. La **taxonomie européenne des activités durables** qui dresse une liste des activités économiques durables sur le plan de l'environnement joue un rôle important dans la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe.

Dans cette optique, l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (**IVCDCI**) poursuit l'objectif d'affecter **30 % de son budget 2021-2027** aux actions visant à soutenir les objectifs climatiques.

Développements internationaux

La pandémie de COVID-19 a ouvert de nouvelles perspectives à un financement du développement, celle d'une coopération entre les secteurs public et privé emmené par les institutions.

Par le biais de son **Energy Access Relief Facility** (mécanisme de secours pour l'accès à l'énergie, EARF) doté de 100 millions de dollars, le **Fonds vert pour le climat** (FVC), un mécanisme de financement du secteur privé, entend soutenir l'accès à l'énergie de 308 petites et moyennes entreprises (PME) de neuf pays d'Afrique confrontées à de graves problèmes de liquidités en raison de la crise du COVID-19.

La COP26 a vu un consensus sur une mobilisation financière en faveur du **Fonds d'adaptation**. Plus de 350 millions de dollars ont ainsi été levés, soit trois fois plus que la levée de fonds la plus importante à ce jour. Le **Fonds pour les pays les moins avancés** (PMA) a bénéficié d'une mobilisation financière à hauteur de 600 millions de dollars.

Les taxonomies et normes environnementales, telles que la Taxonomie européenne des activités durables, les **Green Bond Principles** (lignes directrices pour l'émission d'obligations vertes) et le guide de la Banque mondiale sur le développement d'une **taxonomie verte nationale pour les marchés émergents**, s'imposent de plus en plus comme des outils permettant d'orienter les flux de capitaux vers des projets à faible densité de carbone et respectueux de l'environnement. Parmi les autres instruments, citons le **mécanisme de développement propre** (MDP) ou encore l'International Transfer of Mitigation Outcomes (ITMO).

L'UE AMCC/AMCC+ ET LE FINANCEMENT POUR LE CLIMAT

49 pays **50%** du portefeuille de l'AMCC/AMCC+ **284** millions d'euros



45 projets

20	16	12	12	8	5	4	3
Soutien à l'intégration de la lutte contre le changement climatique dans les budgets publics et gestion des finances publiques pour l'action climatique	Renforcement institutionnel et développement des capacités au service du financement international pour le climat	Sensibilisation à une mobilisation accrue du financement national public et privé pour l'action climatique	Mise en œuvre de mécanismes pour le financement climatique (fonds de fiducie, programmes de subvention, régimes d'assurance)	Développement des capacités et soutien à la participation des pays partenaires au système d'indemnisation de la REDD+	Développement des capacités et soutien à la participation au mécanisme de développement propre (MDP)/aux marchés du carbone	Soutien au développement et à l'institutionnalisation des incitants fiscaux destinés à promouvoir l'utilisation de technologies sobres en carbone	Soutien à la mise en place d'un cadre financier pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN)

www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de partenariats internationaux (INTPA)
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

UE AMCC+ Fiche d'information: L'agriculture intelligente et le climat

20 juillet 2021 - 20 juillet 2021

UE AMCC+ Fiche d'information: L'agriculture intelligente et le climat



QUESTIONS CLÉS

La population mondiale va atteindre **9 milliards d'habitants** d'ici à 2050. La production agricole va donc devoir assurer les besoins globaux **alimentaires, en énergie et en fibres**. L'agriculture moderne est à la fois responsable et victime du changement climatique, repoussant plus loin ses limites de production et impact sur l'environnement. D'une part, l'**agriculture cause** près de 30 % des émissions globales de gaz à effet de serre (GES), 75 % de la déforestation mondiale et près de 70 % de l'utilisation des ressources d'eau douce. D'autre part, le **changement climatique a un impact** sur le capital naturel et les processus nécessaires à la production agricole, remettant en question les pratiques intensives en ressources. L'**agriculture intelligente face au climat** (AIC) s'accompagne donc d'un triple avantage : plus d'agriculture durable, **résilience au changement climatique** et diminution de la **contribution de l'agriculture au changement climatique**. Un quatrième avantage est la lutte contre des systèmes alimentaires «climatiquement fous», associés à la perte d'un tiers de la production, à l'insécurité alimentaire pour une partie des habitants de la planète, obésité et diabète liés à de mauvaises habitudes alimentaires pour l'autre partie.

UE AMCC + : LEÇONS APPRISES

Parmi les projets mis en œuvre aux quatre coins du monde par l'**Alliance mondiale contre le changement climatique Plus** (UE AMCC+), 44 projets (la moitié) sont axés sur l'AIC. L'action climatique de l'AMCC+ sur quatre continents a contribué à l'introduction de pratiques climato-intelligentes, telles que l'**agroforesterie**, les **approches agroécologiques**, la **gestion de l'eau** (irrigation goutte-à-goutte), l'**utilisation de variétés adaptées** (cultures tolérantes à la sécheresse, résistantes aux maladies, à croissance rapide, etc.), **Écovillages durables** en Tanzanie, village climato-intelligent de Belle Mare, à Maurice, **pépinières** en Éthiopie, **pratiques d'agroforesterie** au Timor-Oriental ou à Tuvalu, systèmes de **pompage solaire** au Tchad ou **fermes-écoles** au Malawi : les projets de l'UE AMCC+ se sont attaqués aux risques liés au changement climatique et contribuent ainsi à réduire les émissions de GES, à protéger la biodiversité et à lutter contre la désertification. Les fermes-écoles, ainsi que l'**implication des communautés** prennent en compte la dimension sociale et apportent des avantages aux petits agriculteurs.



«Oscar du développement durable » à Tuvalu

Le Projet « Petits États insulaires du Pacifique » mené à Tuvalu par l'UE (GCCA PSIS) est parmi les 300 meilleurs projets de développement durable et d'innovation mis à l'honneur lors de la 5e édition des Global Entreps Awards, les « Oscars » du développement durable. Ce projet s'attache à améliorer les systèmes agroforestiers afin d'accroître la sécurité alimentaire et renforcer la résilience au changement climatique à Tuvalu. Entre 2012 et 2015, il a aménagé trois sites de démonstration d'agroforesterie et des jardins potagers sur toutes les îles de l'archipel. Les sites d'agroforesterie ont testé des variétés de culture résistantes au climat du CePaCT, le Centre des cultures et des arbres du Pacifique, de la Communauté du Pacifique (SPC).

Lisez le reportage complet sur gcca.eu/stories
Îles de Tuvalu. Photo © UE AMCC+ LoCal UNCDF, photo Hendrick Visser

LE CONTEXTE MONDIAL

Engagement de l'UE en faveur de l'AIC

Le **Nouveau consensus européen pour le développement** (CE, 2017) insiste sur l'importance de l'agriculture durable pour une croissance durable et inclusive. Avec la **Stratégie globale avec l'Afrique** (2020),l'UE et les pays africains se proposent d'unir leurs forces pour atteindre l'objectif faim « zéro » (**ODD2**), stimulant la création de systèmes agroalimentaires sûrs et durables. Aussi en faveur de l'AIC, **Améliorer la nutrition maternelle et infantile dans le cadre de l'aide extérieure** (CE, 2013).

Dans le cadre du **Pacte vert pour l'Europe** et de sa **stratégie de la ferme à la table** (2020), l'UE soutiendra la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires durables, en appui à l'AIC, par le biais d'approches agroécologiques.

La coopération internationale de l'UE soutient aussi la recherche et l'innovation dans le secteur alimentaire (**Horizon 2020**), par des mesures d'atténuation et d'adaptation visant à élaborer des réponses intégrées au bénéfice des individus, de l'environnement et de la croissance économique.

DeSIRA (Développement Innovation Smart par la Recherche en Agriculture) contribue à une transformation durable et axée sur le climat de l'agriculture et des systèmes alimentaires, en stimulant la recherche scientifique et l'innovation dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Développements internationaux

Le **financement international en faveur de l'agriculture soutient** l'adaptation et l'atténuation (voir 52 % par la Banque mondiale en 2020). Nombreux bailleurs, tels que la FAO et la Banque mondiale prévoient d'augmenter ce soutien dans leurs futurs programmes.

La recherche étant au cœur de l'innovation au service de l'AIC, le **Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale** (GCRAI) a élaboré des profils pays AIC qui donnent un aperçu des défis et des solutions agricoles dans le monde.

Il est généralement admis que l'AIC :

- est fondée sur une analyse locale et axée sur les réalités locales ;
- dépasse la simple introduction de technologies agricoles et s'intéresse à la cohérence entre systèmes alimentaires, paysages, pressions et avantages des chaînes alimentaires;
- prend en compte les dimensions sociales de l'agriculture, notamment la pauvreté et la sécurité alimentaire ;
- implique les groupes marginalisés et les femmes.

UE AMCC/AMCC+ ET L'EAU

44 projets **57** pays **50%** du portefeuille AMCC/AMCC+ **329** millions d'euros

Pratiques AIC courantes

- Fertilisation biologique
- Lutte contre la conversion des forets
- Agroforesterie
- Haies de protection contre le vent
- Lutte contre les mauvaises herbes
- Intensification durable de la production
- Stockage amélioré
- Gestion de l'eau
- Irrigation goutte-à-goutte
- Cultures tolérantes à la sécheresse
- Variétés précoces
- Paillage



Principaux pays d'intervention
Bangladesh, Belize, Benin, Bhoutan, Cambodge, Comores, Cuba, Djibouti, Éthiopie, Fidji, Gambie, Ghana, Haïti, Kiribati, Lao PDR, Lesotho, Malawi, Mali, Îles Cook, Îles Marshall, Mauritanie, Maurice, Micronésie, Mozambique, Myanmar, Nauru, Népal, Niger, Niue, Ouganda, Palau, République dominicaine, São Tomé-et-Principe, Suriname, Tanzanie, Tchad, Timor-Oriental, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

DeSIRA
17 pays supplémentaires : Brésil, Cameroun, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Madagascar, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Ouzbékistan, Panama, RDC, Vietnam, Zambie, Zimbabwe

www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de partenariats internationaux (INTPA)
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

UE AMCC+ Fiche d'information: Réduire les risques de catastrophes climatiques

12 octobre 2021 - 12 octobre 2021

UE AMCC+ Fiche d'information: Réduire les risques de catastrophes climatiques



QUESTIONS CLÉS

Le changement climatique **accroît significativement les risques de catastrophe naturelle**. Il accélère en effet le phénomène d'élévation du niveau de la mer, responsable de l'érosion côtière, d'inondations et de déplacements de populations; multiplie les événements météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations, cyclones); déstabilise les écosystèmes, notamment l'écosystème forestier ; et aggrave la dégradation des terres.

La fréquence des catastrophes naturelles augmente. Selon les calculs du Bureau de la stratégie internationale des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), environ 6 700 catastrophes naturelles d'origine climatique ont été recensées à travers le monde au cours de la période **2000-2019**, contre 3 600 entre 1980 et 1999. Environ 90 % de toutes les catastrophes qui se sont produites au cours de ces 20 dernières années ont été provoquées par des inondations, des tempêtes, des sécheresses, des vagues de chaleur et autres **événements météorologiques extrêmes**, et ont été directement à l'origine de plus de cinq millions de décès chaque année.

Lorsque de telles catastrophes surviennent, les femmes et les filles sont les plus touchées, car ces événements exacerbent les menaces socio-économiques existantes à long terme et se traduisent par des taux de mortalité relativement plus élevés chez les femmes. Les accords internationaux, et mêmes les législations locales, mettent souvent en avant l'importance d'une **meilleure gestion des risques de catastrophe**. Pourtant, cette priorité ne fait souvent pas l'objet d'un financement au titre des budgets nationaux et d'une planification appropriée de mesures concrètes.



La province d'El Seibo est touchée de plein fouet par les tempêtes, l'augmentation du niveau de la mer, les inondations et autres événements météorologiques extrêmes. Les inondations, fréquentes au niveau de l'embouchure du Yeguada, détruisent les maisons et les moyens d'existence dans cette communauté qui vit essentiellement de la pêche artisanale.

Photo © UE AMCC+ Anatoly Kireev

UE AMCC + : LEÇONS APPRISES

L'UE AMCC+ met en œuvre des actions en lien avec la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans **53 pays**; celles-ci représentant ainsi 34 % de l'ensemble de ses projets.

Les actions financées et déployées par l'UE AMCC+ incluent la **construction et la réhabilitation d'infrastructures de protection** (systèmes d'évacuation et de drainage, structures stabilisatrices, structures de protection côtière, travaux de lutte contre l'érosion, construction d'abris ou de bâtiments résistant aux cyclones) et la mise en œuvre de **solutions fondées sur la nature**, comme la conservation et la restauration de la végétation protectrice (mangroves, forêts fluviales, forêts montagneuses).

Certains projets de l'UE AMCC+ sont axés sur l'**appui institutionnel**, à travers le renforcement des capacités et l'offre de formations, et le soutien à l'élaboration de **politiques** et de **réglementations**. D'autres se concentrent sur le **développement des connaissances et la réalisation de recherches** (données climatiques, modélisation du climat, mécanismes d'anticipation et évaluations du risque et de la vulnérabilité). Les **systèmes d'alerte rapide** incluent les mécanismes de réponse aux catastrophes naturelles, telles que les inondations, les cyclones, les ondes de tempête, les incendies de forêt, les sécheresses et les famines, ainsi que sur le **développement de systèmes de protection sociale**, tels que les assurances ou les fonds d'urgence.

République dominicaine : un paradis à protéger

Miches, sur la côte septentrionale de la République dominicaine. Les plages de sable blanc inondées de soleil sont pratiquement désertes. Même si l'île n'a pas fermé ses frontières aux touristes, le secteur touristique a payé un lourd tribut au COVID-19. Pourtant, ce n'est pas la pandémie qui préoccupe le plus Yonattan Mercado. Ce qu'il redoute surtout, c'est l'impact du changement climatique et du développement non durable, et plus encore les ouragans dévastateurs qui balaient de plus en plus les côtes du pays. Le programme de l'UE AMCC+ entend améliorer la résilience de Miches et de la région voisine de El Seibo au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Au terme d'un projet pilote, ce programme quinquennal doté de 5 millions d'euros sera déployé dans tout le pays.

Lisez le reportage complet sur gcca.eu/stories

LE CONTEXTE MONDIAL

Engagement de l'UE en matière de RRC

Les types d'investissement les plus rentables dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe sont généralement les approches non structurelles, comme l'aménagement du territoire, les systèmes d'information et d'alerte, ainsi que les changements de comportement et les mesures au niveau des ménages (par exemple, le déplacement des biens vers un terrain plus élevé).

Pour la période 2015-2030, le **Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes** est le principal cadre de référence international pour la prévention et la réduction des risques de catastrophe. Il appelle au déploiement d'actions et de mesures au niveau économique, social et environnemental.

Le Plan d'action de l'UE sur le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 propose une approche documentée de réduction des risques de catastrophe, intégrée dans toutes les politiques de l'UE. Il est en lien direct avec différents domaines de politique, tels que la **protection civile, l'aide humanitaire, l'action en faveur du climat, le développement, la recherche et la santé.**

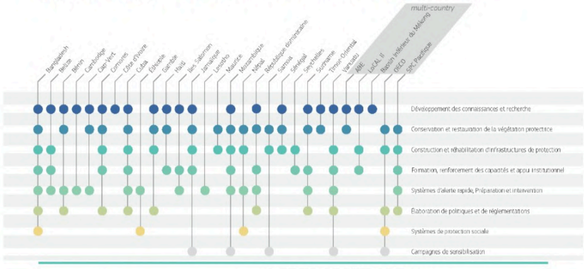
Développements internationaux

La **Position commune entre l'accord de Paris et le Cadre de Sendai** (CAD de l'OCDE) souligne le lien de plus en plus étroit entre l'adaptation au changement climatique et la réduction du risque de catastrophe.

Le **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat** met en avant une multiplication des événements extrêmes tels que les sécheresses, les incendies et les inondations, des phénomènes qui se renforcent mutuellement. Ces événements sont le plus vraisemblablement la conséquence de l'activité humaine. Le rapport **Interconnected disaster risks** de la CNUCC analyse dix catastrophes majeures qui se sont produites en 2020/2021 et en conclut qu'elles sont toutes intimement liées.

UE AMCC/AMCC+ ET LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

33 projets **53** pays **35%** du portefeuille AMCC/AMCC+ **192** millions d'euros



www.gcca.eu

Facilité d'Appui de l'AMCC+ info@gcca.eu
Communauté de l'AMCC+ capacity4dev.ec.europa.eu/gcca-community
L'AMCC+ sur YouTube www.youtube.com/user/GCCACommunity

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne

COMMISSION EUROPEENNE
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+)
Direction générale de partenariats internationaux (INTPA)
41, Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Belgique

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

UE AMCC+ Reportages d'un monde en changement - 2021

21 décembre 2021 - 21 décembre 2021



Au cours de l'année 2021, l'initiative phare de l'UE AMCC+ en matière de climat a continué à soutenir l'adaptation au changement climatique et son atténuation dans les pays les plus vulnérables. Du Bangladesh à Cuba, en passant par le Niger ou les îles Cook, l'action climatique se poursuit sur quatre continents. Protéger la forêt, utiliser une agriculture intelligente, récolter l'eau, introduire des énergies renouvelables ou gérer les déchets ne sont que quelques-unes des solutions.
Témoignages et photos de personnes qui font la différence pour leurs communautés et leur environnement, ces histoires d'un monde qui change sont un message d'inspiration.

- Télécharger les reportages de l'UE AMCC+

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platform Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

UE AMCC+ SUPA : des volailles et des porcs pour Kiribati

13 septembre 2021 - 13 septembre 2021

Dans le village de Nuka, dans l'atoll de Beru dans les Kiribati, la communauté Rikian Arora pratique aujourdd'hui l'élevage porcin et de volailles pour améliorer sa consommation de protéines animales, créer des exploitations indépendantes, générer des revenus et renforcer la sécurité alimentaire au bénéfice des générations futures, et ce, dans l'atoll de Beru et dans les îles voisines reculées, situées au large des régions du sud de Kiribati.



©GCCA+ SUPA Kiribati



©GCCA+ SUPA Kiribati

Au mois d'août, 300 000 pondeuses sont arrivées à Nuka, grâce au soutien du projet SUPA (Scaling Up Pacific Adaptation, Renforcer l'adaptation dans le Pacifique) de l'UE AMCC+ et à l'appui technique du ministère de l'Environnement, des Terres et de l'Agriculture.

Taere Ratieta et Kaooma Teatoi, deux membres de cette communauté, ont participé au transport et à la livraison des volailles et des porcs, acheminés par bateau sur l'atoll de Beru au départ de Tarawa. Monsieur Ratieta en a profité pour montrer comment fabriquer des abreuvoirs à l'aide de bouteilles vides, de vieux pneus et d'autres ustensiles.

Liens

- AMCC+ SUPA Kiribati – Page Facebook
- Site web de l'AMCC+ SUPA
- Video: AMCC+ SUPA : Tirer les leçons du passé, préparer l'avenir

яндекс

Hiện nay, có rất nhiều trang thể thao bóng đá trực tuyến, nhưng đa số đều có những quảng cáo hoặc chất lượng ko cao hoặc phát lậu, Chúng tôi socolive với bản quyền trực tiếp phát sóng trực tiếp , hứa hẹn sẽ cung cấp cho các bạn những trận bóng đá hấp dẫn nhấtxem bóng đá trực tuyến

Kênh của chúng tôi luôn luôn thân thiện với tất cả mọi người, mitomcung cấp những trận đấu trực tiếp của Việt Nam và toàn cầu, với video Full HD , ko lag ko giật, đảm bảo cung cấp cho bạn những giây phút bóng đá tuyệt vời nhất

Được xem là một trang bóng đá hàng đầu Việt Nam, chúng tôi cung cấp cho khán giả tất cả các trận đấu , trực tiếp tại hiện trường, bạn có thể đón xem tất cả các giải đấu tại đây xoilac , nơi mà bạn có thể thỏa mãn niềm đam mê với bóng đá mà không lo bị dán đoạn vì chất lượng trang kém

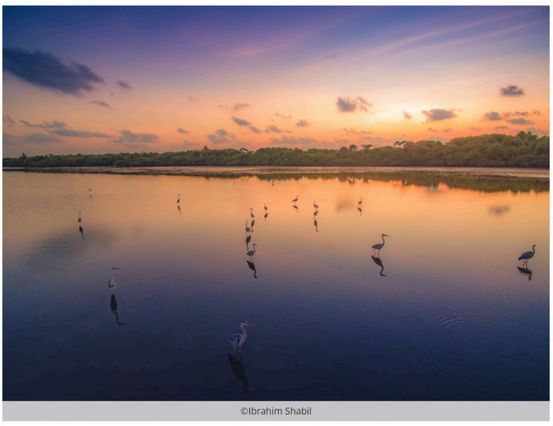
Ở đây chúng tôi cung cấp những trận bóng hấp dẫn nhất , với hình ảnh sắc nét, trang web thân thiện với tất cả mọi người Việt Nam, hãy nhấn vào và đặt 90p lịch cho trận đấu mà bạn yêu thích nào

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Un Atout Discret: la restauration des mangroves à travers le monde - Reportage

16 juillet 2020 - 16 juillet 2020

Lire notre rapport spécial 'L'Atout Discret' sur la restauration des mangroves à travers le monde



©Ibrahim Shabil

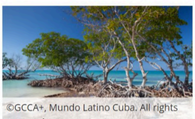
Restauration des mangroves à travers le monde

Les forêts de mangrove nous protègent des tempêtes, captent le carbone présent dans l'atmosphère, servent de refuge sûr aux espèces menacées et offrent des moyens de subsistance à des millions de personnes. Environ 70 espèces se partagent un territoire de plus de 150 000 km^2 dans 118 pays tropicaux et subtropicaux. La Journée internationale pour la conservation de l'écosystème de la mangrove, célébrée le 26 juillet, nous rappelle que les mangroves sont l'une de nos meilleures alliées dans la lutte contre le changement climatique – pourtant, nous sommes loin de les protéger suffisamment.



©GCCA+ Mangrove Biodiversity Monitoring System in Suriname (Nickerie), Harvey Lisse

L'ampleur de la destruction est alarmante. Jusqu'à la moitié des forêts de mangrove du monde ont disparu au cours des 40 dernières années. Le taux de destruction annuel mondial tourne toujours autour de 2,1 %. Le développement urbain, la déforestation, la hausse du niveau des mers, l'aquaculture industrielle et l'érosion sont autant de facteurs qui ont un impact dévastateur sur ces écosystèmes. C'est pourquoi la protection des mangroves est l'une des premières priorités du programme phare de l'UE relatif au changement climatique, l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+).



©GCCA+, Mundo Latino Cuba. All rights reserved.

Des entrepreneuses du Guyana à la campagne « Marvellous Mangroves » dans les écoles du Belize, de « Resiliencia Costera » à Cuba au programme de boisement de la « ceinture verte » côtière, les projets financés par l'UE protègent et améliorent la vie de millions de personnes.

> "Les mangroves ont d'énormes capacités d'absorption et de rétention du dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre – un atout fondamental dans le contexte de la crise climatique actuelle », affirme le professeur Benjamin Horton, directeur du Earth Observatory of Singapore et co-auteur d'un récent rapport sur les menaces auxquelles sont confrontées les mangroves dans le monde. « Les projets et politiques conçus pour réduire la vulnérabilité grâce aux écosystèmes côtiers peuvent aussi contribuer à la réalisation d'autres objectifs, qu'ils soient sociétaux, environnementaux ou économiques. "

Lire plus

- **Télécharger le reportage dans son intégralité: The Quiet Achievers**
- Reportage: The Quiet Achievers
- Galerie photo: L'écosystème des mangroves dans le monde
- Video: Mangroves: une bénédiction pour le climat
- Fiche d'information: Océans et Côtes



©GCCA+ Mangrove Biodiversity Monitoring System in Suriname (Nickerie), Harvey Lisse

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Un avenir durable pour le karité en Afrique de l'Ouest : la solution est entre les mains d'agricultrices

16 mai 2022 – 16 mai 2022

Dans une exploitation agricole reculée de l'État d'Oyo, au Nigeria, un groupe de femmes travaille dans les champs, dégageant de la poussière. Ces agricultrices sèment du maïs, du gombo, des épinards, des tomates et bien d'autres légumes qu'elles récolteront lors de prochaine saison sèche. Vêtues de vêtements et de foulards bigarrés, elles chantent en travaillant. Une scène typique de l'Afrique de l'Ouest rurale.

Le tableau est bien différent et plus inhabituel dans la ferme modèle Oke Oda, située dans l'ouest du pays, non loin de la frontière avec le Bénin. Ici, les femmes plantent leurs cultures à l'ombre de karités, selon une toute nouvelle approche d'agriculture durable mise en œuvre sur quatre hectares de terres. Tout comme d'autres bénéficiaires qui travaillent dans une autre exploitation, à 500 km à l'est de Tufa, dans l'État du Niger, ces femmes sont bien résolues à transformer leur vie et à pérenniser le secteur du karité.

« Le Nigeria, comme d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, est de plus en plus touché par les effets du changement climatique, comme la sécheresse et les effets du déboisement – deux phénomènes qui diminuent la production alimentaire », explique Cornelius Kakrabah, en charge du développement commercial et de la mise en œuvre des programmes à la Global Shea Alliance (GSA). « Les revenus et les recettes tirés du karité sont relativement modestes, mais cette production représente une source régulière de revenus financiers, qui permet aux femmes de subvenir aux besoins des ménages (soins de santé, éducation et subsistance quotidienne des familles). »

Le beurre de karité est utilisé pour la fabrication d'aliments et de cosmétiques vendus aux quatre coins du monde. Les karités, qui portent les noix dont le beurre sera extrait, poussent dans tout le Sahel, une région aride d'Afrique de l'Ouest. Ils peuvent par ailleurs donner des noix pendant 200 ans. Ces arbres sont de plus en plus cultivés pour approvisionner un marché mondial toujours en plein développement, qui, selon le World Business Council for Sustainable development (WBCSD) pèsera 2,9 milliards de dollars d'ici 2025. La demande en noix de karité d'Afrique de l'Ouest a explosé, augmentant de 600 % au cours des 20 dernières années, mais les collecteurs de noix de karité – qui sont presque exclusivement des collectrices – se situent tout en bas de la chaîne de valeur. Ce travail ne leur rapporte donc pas plus de 75 dollars par an.



Collectrices de noix de karité ©GSA

Au Nigeria, premier fournisseur mondial de noix de karité, environ 2,2 millions de femmes travaillent comme collectrices. Afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et de pérenniser le secteur de la culture du karité, un projet d'une durée de deux ans, financé à hauteur de 245 000 euros (Developing A Resilient Shea Agro-forestry Farm Model) a été lancé au titre de l'UE AMCC+. Il apparaît d'ores et déjà comme une réussite. Dans le cadre de celui-ci, cinquante-six femmes, issues de coopératives locales, bénéficient d'une formation dans deux exploitations modèles. Une fois formées, elles transmettront leurs connaissances à environ 1 500 femmes de communautés voisines.

« Ce projet est entièrement axé sur les collectrices de noix de karité », explique M. Kakrabah. « La saison du karité ne dure que quelques mois, de mai à août. En dehors de cette période de récolte, les femmes n'ont donc que très peu de travail. Ce projet leur garantit un travail et donc des revenus tout au long de l'année, aussi bien pendant qu'en dehors de la saison du karité. Elles cultivent en effet d'autres cultures sur les terres où poussent les karités. La culture mixte permet aux femmes de se procurer des revenus toute l'année tout en améliorant la conservation des sols. Les bénéficiaires sont également formées à l'apiculture, un plus qui leur procure des revenus supplémentaires tout en favorisant la pollinisation des cultures. »

Une étude récente a mis en avant l'effet positif de l'apiculture sur les karités. En transportant les grains de pollen vers les fleurs des karités, les abeilles (des insectes pollinisateurs) amélioreront la fructification des karités. Dans les exploitations de faible biodiversité, l'insuffisance de la pollinisation est à l'origine de faibles rendements fruitiers. En revanche, sur les sites à biodiversité élevée (comme dans ces deux exploitations modèles), les populations d'abeilles plus nombreuses amélioreront ces rendements. En outre, la restauration de la savane où poussent les arbres à karité permet de lutter contre la désertification progressive qui menace le Sahel.

Les ramasseuses de noix de karité appartiennent généralement à de grands ménages polygames et, dans certains États, la législation et les coutumes locales les empêchent d'être propriétaires des terres qu'elles cultivent. Les hommes ne participent généralement pas à la culture du karité, une activité réservée aux femmes qui doivent s'occuper de leurs enfants et payer les frais de scolarité et d'autres dépenses avec l'argent qu'elles tirent de la collecte des noix. « Pour ces femmes, le ramassage des noix de karité, leur principale activité rémunératrice, relève de l'agriculture de subsistance. Certaines parviennent néanmoins à développer une activité commerciale, en vendant leurs noix sur les marchés locaux », poursuit M. Kakrabah.

Le projet, qui est entré dans sa deuxième année, porte déjà clairement ses fruits. « Les résultats engrangés à ce jour sont très encourageants. Les femmes nous disent qu'il a un réel effet positif sur leur vie. Le projet suscite beaucoup d'intérêt. Nous organisons des présentations pour partager les enseignements tirés à ce jour et expliquons que cette approche agroforestière durable peut être reproduite dans toute l'Afrique de l'Ouest. »



Collectrices de noix de karité ©GSA

Les partenariats mis en place tout au long de la chaîne de valeur du karité sont l'une des clés du succès de ce projet. Des entreprises du secteur privé, des services gouvernementaux et des instituts de recherche sont associés à sa mise en œuvre et au suivi. Des évaluations de l'effet économique et environnemental sont en cours afin de quantifier les avantages du projet, pour les femmes comme pour les sols. Les deux exploitations modèles sont également associées à l'initiative plus générale de la GSA, Action for Shea Parklands (Action en faveur des parcs à karité, ASP), qui a pour objectif de remplacer les sept millions d'arbres qui disparaissent chaque année en Afrique de l'Ouest, victimes du changement climatique et de la conversion des terres.

« Les arbres de karité sont une espèce en voie de disparition au Nigeria », affirme Ahmed Mohammed Kontagora, président de l'Association nationale des produits issus du karité (NASPAN). « Les arbres sont abattus pour être utilisés comme matériau de construction ou pour se chauffer, ou pour produire du charbon de bois. Les terres où poussent les karités sont donc victimes du déboisement. Nous voulons réhabiliter ces terres et y replanter des arbres à karité, pour en confier ensuite la propriété et la gestion aux communautés locales.

L'un des plus grands défis est de s'assurer que les communautés n'utilisent pas ces arbres pour leur bois, mais qu'elles en assurent la gestion dans des exploitations agroforestières, pour garantir leur survie. »

Les défis sont nombreux, mais le projet d'exploitations modèles mis en œuvre au Nigeria montre d'ores et déjà que la gestion agroforestière durable, appliquée au karité, peut être bénéfique à la fois aux communautés et à l'environnement. « La culture durable du karité a vraiment un avenir en Afrique de l'Ouest », se réjouit Cornelius Kakrabah. « Les femmes se sont d'emblée montrées enthousiastes. Nous avons organisé des consultations dans les communautés, nous avons rencontré leurs chefs et nous avons constaté à quel point les femmes étaient heureuses que nous venions dans leurs villages pour les associer au projet et les former. Ce qu'elles ont pu apprendre dépasse toutes les attentes. Les karités semblent ainsi promis à un bel avenir dans toute l'Afrique de l'Ouest. »

Une impression et un sentiment partagés par Khadijat Hassan, membre de la coopérative Asumali à Tufa, qui a été choisie pour participer au projet pilote. Elle explique avec enthousiasme : « Nous avons été vraiment impressionnées par tout ce que nous avons appris. Nous avons ainsi appris la culture mixte et à transférer nos connaissances à d'autres femmes. Nous aurons bientôt tout en main pour subvenir aux besoins de nos enfants et de notre famille, et apporter ainsi un soutien financier à nos maris. »

Photos © Global Shea Alliance

Pour plus de photos et l'actualité du projet d'exploitations modèles, visitez la page Facebook de la GSA.

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Un bus dédié à la conservation des océans !

27 janvier 2023 - 27 janvier 2023

Les bus emblématiques qui sillonnent les Samoa sont un moyen de transport incontournable pour les résidents et très prisé par les touristes. Ces vénérables bus aux couleurs vives et toujours bondés – qui passent de la musique à fond en parcourant tranquillement les îles – font tout autant partie du paysage de carte postale des Samoa que la plongée sous-marine ou les rituels fiafia.

Sur l'île de Savai'i, les habitants dépendent dans une très large mesure des bus pour leurs activités quotidiennes. Pour les touristes qui débarquent sur l'île en ferry au terminal de Salelologa, c'est la garantie de rejoindre pour une modique somme – 12 talas (environ 3,00 €) – des chutes d'eau, des champs de lave et des plages préservées.

Les bus – généralement de simples camions auxquels un compartiment passagers a été ajouté sur le toit – comptent parmi les véritables icônes culturelles des Samoa. Malgré plusieurs tentatives de les remplacer progressivement par des véhicules plus modernes, ils semblent bien résolus à faire définitivement partie du paysage. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'un d'eux a été récemment relooké pour être mis en service dans le cadre d'une campagne de sensibilisation sur la Stratégie des océans de Samoa (Samoan Ocean Strategy, SOS).

La campagne SOS a été lancée dans le cadre d'un programme de 1,2 million d'euros financé par l'UE-AMCC+ en vue de promouvoir l'utilisation durable des ressources marines de Samoa, tout en renforçant la résilience climatique des communautés locales. Mise en œuvre en partenariat avec le ministère des ressources naturelles et de l'environnement (MNRE), l'UICN et d'autres ONG locales et internationales, la campagne utilise la planification spatiale marine (PSM) pour soutenir l'adaptation fondée sur les écosystèmes et réaliser l'engagement du gouvernement samoan de protéger 30 % de ses océans et d'en assurer la gestion durable complète à l'horizon 2030.



©Creative Comms licence

« Comme d'autres nations insulaires du Pacifique, nous ne sommes pas seulement un petit État insulaire en développement ; nous sommes avant tout un grand État océanique, » explique Toeolesulusulu Cedric Schuster, ministre samoan de l'environnement et du tourisme. « Nos eaux sont autant d'habitats d'exception – monts sous-marins, récifs coralliens, mangroves et bassins océaniques. Tous apportent une très précieuse contribution à l'économie et l'identité des communautés samoanes. Si la santé de nos océans décline, la nôtre se détériorera également. »

Le bus au logo et aux couleurs de SOS est mis en service dans le cadre d'une campagne visant à sensibiliser les 200 000 habitants de Samoa à l'importance des océans. En outre, deux cycles de consultation ont été organisés dans 52 districts politiques couvrant 117 villages côtiers, complétés par une campagne radiodiffusée sur l'importance des réserves halieutiques et des zones interdites à la pêche. Du matériel pédagogique a aussi été distribué dans des écoles et des églises des îles.

« L'océan est le trait d'union entre nos îles, » affirme Danita Strickland, en charge du programme maritime à Conservation International, une ONG associée à l'initiative SOS. « Les Samoa se situent en plein cœur de la Polynésie. Depuis ces îles, nos pirogues ont exploré une partie de l'océan, qui nous assure encore aujourd'hui des moyens de subsistance. C'est là que nous jouons, que nous travaillons, que nous tissons des liens et que nous nous ressourçons. Les insulaires du Pacifique savent que leur santé est indissociable de celle de la mer, car celle-ci a toujours fait partie de notre identité. »

Danita – originaire elle aussi des Samoa – a constaté de ses propres yeux l'impact du changement climatique sur son pays. « En protégeant la nature, nous aidons les habitants à s'adapter et à devenir plus résilients. En préservant la santé des mangroves et des récifs, nous prenons soin de nos océans mais nous limitons aussi l'impact du changement climatique, en luttant contre les marées de tempête.

« SOS se concentre sur le déploiement de solutions positives pour l'océan, en veillant à promouvoir son utilisation durable, pour qu'il puisse fournir des emplois, soutenir notre économie et préserver nos zones de pêche. Nous devons tous embarquer dans le même bateau et naviguer dans la même direction pour que nos océans puissent continuer à nous assurer des moyens d'existence. »

« Les eaux territoriales océaniques des Samoa couvrent une superficie de 120 000 km carrés. Gérer une telle étendue est une tâche titanesque et nous avons donc besoin du soutien de toutes et tous, » explique Frances Reupena, directrice générale au ministère des ressources naturelles et de l'environnement. « La campagne SOS met en œuvre une approche globale de gestion durable de nos océans. Elle organise nos efforts et identifie des domaines prioritaires qui nécessitent à la fois notre attention immédiate et des investissements à long terme. »



©Creative Comms licence

Malgré le mauvais temps – des vents violents et une mer agitée – les chercheurs samoans et étrangers de SOS ont récemment réalisé une expédition de huit jours dans les récifs coraliens. Ils ont effectué près de cinq cents plongées sur 36 sites afin de recueillir des informations sur l'état des récifs coralliens des Samoa, les stocks halieutiques et la qualité de l'eau. Ils ont pu aussi compléter des lacunes en matière de données sur l'environnement côtier et marin.

« Nous avons identifié plus de 250 espèces halieutiques différentes sur les sites d'étude, » explique Andrew Estep, directeur scientifique au Waitt Institute, autre partenaire du programme de l'AMCC+. « Nous avons également recueilli des images en 3D de 36 récifs grâce auxquelles nous disposerons d'informations détaillées sur l'état des coraux et leur croissance et évolution au fil du temps. » Une équipe de tournage a également pris part à l'expédition : elle a interrogé des pêcheurs et d'autres usagers de l'océan en vue d'un documentaire qui sortira prochainement.

Le retour se fait dans le bus SOS bondé – les passagers partagent souvent le même siège, assis sur les genoux les uns des autres, une habitude locale qui ne manque pas d'étonner les touristes. Il n'y a pas d'arrêt – on monte et on descend quand on le souhaite – et selon l'Office du tourisme des Samoa, « il n'est pas rare que les bus déposent les passagers devant les supermarchés et attendent qu'ils aient fini leurs courses pour repartir. Si vous êtes pressé, prendre le bus n'est pas toujours évident car ils sont rarement à l'heure. » Les passagers ont donc tout le loisir de réfléchir au slogan inscrit sur le bus : « Protect you ocean, Protect your future. »

Sources:

- https://www.youtube.com/watch?v=86aXFXDqFiw&t=50s
- https://www.mnre.gov.ws/wp-content/uploads/2022/09/Samoa-Marine-Coastal-Expedition.pdf?fbclid=IwAR1K5dAskpwN0MTYQ02GWJZcAOEes6OuBfL74HW8RDelCSlKBRpHq1E0ANw
- https://www.iucn.org/story/202209/awareness-and-educational-materials-unveiled-promote-sustainable-ocean-management
- https://www.gcca.eu/stories/gcca-news-climate-awareness-public-bus-samoa
- https://www.facebook.com/samoa.mnre/posts/funded-by-the-european-unions-gcca-the-marine-spatial-planning-msp-is-a-four-yea/378240014497364/
- https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community/discussions/gcca-news-climate-awareness-public-bus-samoa
- https://www.samoa.travel/plan-book/getting-around-samoa/taking-a-bus/

Photos:

- https://www.gcca.eu/photos/fridays-climate-climate-awareness-bus-samoa
  © EU GCCA+ Marine Spatial Planning
- https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/e9/Artwork_on_bus_in_Apia%2C_Samoa_-_August_2016.jpg
  (Creative Comms licence)
- https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/9/91/Bus_Apia_Samoa.jpg
  (creative Comms licence)

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Un café pour le climat : Robusta en Ouganda

29 décembre 2022 - 29 décembre 2022

Le projet ROBUST - culture du caféier Robusta en agroforesterie pour s'adapter et atténuer le changement climatique en Ouganda - représente un investissement majeur pour la caféiculture du Robusta (Coffea canephora) en agroforesterie. Le projet est financé à hauteur de 4,5 millions d'euros par l'Union Européenne, dans le cadre de ses programmes de recherche GCCA+ (Alliance mondiale contre les changements climatiques) et DeSIRA (Development-Smart Innovation through Research in Agriculture).

ROBUST vise à concevoir des systèmes de production améliorés, en agroforesterie, capables de s'adapter, d'atténuer et d'amortir les impacts du changement climatique.

Le projet a été lancé officiellement en septembre 2022 à Kampala, Ouganda, en présence de plus de 80 participants et participantes, parmi lesquelles plusieurs autorités ougandaises impliquées dans le secteur caféicole.

Jusqu'en 2025, plus de 50000 producteurs de café bénéficieront d'un suivi agronomique et socio-économique dans le cadre du projet. Celui-ci comprendra aussi des activités de prospection en forêts de Robusta sauvages et de création nouvelles variétés plus adaptées au changement climatique.

Le projet regroupe huit partenaires dont quatre ougandais et favorise l'adoption, à tous les niveaux, de la culture des caféiers en agroforesterie comme moyen de lutte contre les impacts du changement climatique. De la ferme jusqu'aux acteurs impliqués dans les stratégies de développement, ROBUST ambitionne une transformation de la caféiculture à toutes les échelles.



©ROBUST project

Liens

- Lancement du projet ROBUST: production du café Robusta en agroforesterie pour atténuer le changement climatique en Ouganda
- Le site du projet ROBUST (en anglais)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Un coin de paradis sous haute protection en République dominicaine

10 décembre 2020 - 10 décembre 2020

Encore une journée magnifique à Miches, sur la côte nord de la République dominicaine. Pourtant, les plages de sable blanc baignées par le soleil sont quasi désertes. Bien que l'île soit restée ouverte aux visiteurs, la COVID-19 a de lourdes conséquences pour le secteur du tourisme : le nombre de visiteurs a diminué et les prévisions annoncent une contraction de l'économie de 6,5 % en 2020.

Ce n'est cependant pas la pandémie qui tracasse Yonattan Mercado alors qu'il déambule dans sa ville. Il est davantage préoccupé par les effets du changement climatique et du développement non durable, en particulier les ouragans dévastateurs qui s'abattent de plus en plus souvent sur le littoral.



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Anatoly Kireev, (September 8st, 2020)

« Lorsque notre ville a été frappée par les ouragans Irma et Maria en 2017, les habitants ont vu de leurs propres yeux la puissance brute de la nature », se souvient Yonattan. Des centaines de maisons ont été détruites et des milliers de personnes déplacées après que l'ouragan Maria a déferlé sur Miches, soulevant une marée de tempête qui a fait sortir le fleuve Yeguada de son lit. « Cette inondation a été la pire catastrophe jamais connue dans la région. Mais les gens ont la mémoire courte et continuent à construire dans des zones vulnérables, même s'ils connaissent les dangers auxquels ils s'exposent. »

Yonattan, qui vit à Miches depuis toujours, est actuellement au service du ministère de l'environnement et des ressources naturelles de la République dominicaine. Son travail consiste à veiller sur deux zones locales protégées qui sont des refuges pour la vie sauvage : Lagunas Redonda y Limón et Los Manglares de La Gina. « Ces zones sont un sanctuaire pour des dizaines d'espèces sauvages, mais aussi une source de revenus pour un grand nombre de familles locales », explique-t-il. « Nous ressentons les effets locaux du changement climatique sur la mangrove, les plages, les récifs coralliens et d'autres écosystèmes essentiels. La hausse des températures, le raccourcissement de la saison des pluies, la dégradation des récifs de corail et l'érosion côtière constante sont autant de coups portés à ces écosystèmes. Certaines communautés ont déjà été abandonnées à cause de la disparition des plages. »



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Anatoly Kireev, (September 8st, 2020)

> « Le ministère de l'environnement, en qualité de point focal devant le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds d'adaptation des Nations unies, s'est engagé à renforcer son appui aux populations les plus vulnérables de la République dominicaine pour leur permettre de s'adapter aux effets adverses du changement climatique », déclare Orlando Jorge Mera, ministre dominicain de l'environnement, en rappelant la situation de l'île.

> « L'accélération du changement climatique est un problème que notre pays doit affronter non seulement en raison de sa situation d'État insulaire – qui partage la moitié du territoire de l'île – mais aussi à cause de sa localisation géographique sous les tropiques. Toutes les catastrophes que sont les tempêtes, cyclones, ouragans, sécheresses, attaques de nuisibles et maladies nous frappent d'autant plus durement qu'elles sont accentuées par l'orientation de notre modèle de développement économique et, bien sûr, par nos actions individuelles ».

L'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), le programme phare de l'UE dans le domaine climatique, vise à renforcer la résilience de Miches et de la région environnante d'El Seibo face au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Après un projet pilote initial, ce programme sur cinq ans, doté de cinq millions d'euros, sera étendu à l'ensemble du pays. « El Seibo est l'une des provinces les plus pauvres et moins développées de la République dominicaine. Sa population est extrêmement vulnérable aux effets du changement climatique », raconte Friederike Eppen, coordinatrice de projet pour le GIZ, l'organisme allemand de coopération au développement qui est aussi le partenaire de mise en œuvre de l'UE. « L'économie locale dépend de l'existence d'écosystèmes en bonne santé. Pour nous, il est vraiment important de travailler avec les communautés locales, les agriculteurs, les pêcheurs et les travailleurs du secteur touristique, car ainsi ils nous parlent de leurs expériences et nous les impliquons dans les solutions. »



© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Anatoly Kireev, (September 8st, 2020)

Yonattan abonde dans ce sens. « Pour que le programme d'agriculture intelligente face au climat fonctionne, il est crucial de parler directement aux agriculteurs, de discuter de leurs problèmes, de leurs faiblesses, de leur façon de travailler la terre et de l'état du sol. C'est comme ça que l'on obtient de bons résultats. »

Le programme intégrera l'agriculture intelligente face au climat à des solutions écosystémiques dans le but d'accroître la sécurité alimentaire et de réduire les risques de catastrophe. « En nous focalisant sur les services fournis par les écosystèmes, nous pouvons veiller à la santé des terres agricoles mais aussi conserver les mangroves et les récifs coralliens qui protègent la côte », explique Friederike.

À la plage Esmeralda, des bungalows de vacances de luxe et des bars de plage se nichent parmi les palmiers et les dunes de sable. Des travaux ont récemment commencé pour la construction de deux nouveaux centres de villégiature dont l'ouverture est prévue en 2022. Yonattan s'inquiète de l'impact du tourisme sur la ville qui l'a vu grandir. « Ce qu'il nous faut, c'est une croissance économique plus durable », prévient-il. « Actuellement, tous les efforts sont centrés sur le tourisme. Les aspects environnementaux, culturels et sociaux sont négligés. À Miches, tout sent le tourisme. »

© GCCA+/EU 2020. Photo taken by Anatoly Kireev.

Au-delà de la construction de ces nouvelles infrastructures touristiques, Miches – qualifiée de « mine d'or pour Instagram » par le New York Times – reste l'une des villes les plus pauvres de la République dominicaine. Prise entre les montagnes de la Cordillera Oriental et la baie de Samaná, sa population vit traditionnellement de l'agriculture de subsistance et de la pêche à petite échelle. Mais les pénuries d'eau, l'érosion du sol et l'utilisation excessive de pesticides ont marqué les délicats écosystèmes côtiers.

Ces épreuves n'ont pourtant pas entamé la passion de Yonattan pour sa ville natale et les écosystèmes locaux. « C'est là que je suis né, que j'ai grandi, étudié et où je continue à vivre. Tous les coins de Miches m'évoquent des souvenirs d'enfance. Je ne veux pas vivre ni même aller en vacances ailleurs ! » Et il n'est pas le seul dans le cas. « Nous menons une foule d'activités pour garder nos ressources naturelles en bon état », s'enthousiasme-t-il. « Il y a des dizaines de femmes, de filles, d'hommes et de garçons qui, comme moi, se plient en quatre pour un avenir meilleur à Miches. Plus les écosystèmes seront sains, plus ils supporteront le changement climatique. »

Liens vers les galeries:

- Une agriculture respectueuse du climat en République dominicaine
- Zones côtières de la République dominicaine

Le contenu de ce site internet ne reflète pas nécessairement l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Un programme d'études sur le changement climatique et le développement durable en Afrique australe

30 janvier 2023 - 30 janvier 2023

Le groupe de pilotage sur le changement climatique de l'Association régionale des universités d'Afrique australe (SARUA) a récemment approuvé la version définitive d'un cursus en changement climatique et développement durable et d'un écosystème numérique, conçus et développés avec le soutien de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) de l'UE.

Ce programme a été finalisé par un groupe d'experts de haut niveau de la CDAA (Communauté de développement de l'Afrique australe) en charge de la conception d'un cursus en changement climatique. Le processus de révision et de mise à jour du cursus a associé ce groupe d'experts et la SARUA.

Selon la professeure René Pellissier, responsable du programme « changement climatique et développement durable » de la SARUA, ce programme de niveau master a deux grandes priorités : l'amélioration et le renforcement des connaissances – académiques et pratiques –en matière de changement climatique et de développement durable en vue de leur application dans des secteurs spécifiques, essentiels au développement de la région.

En outre, il contribuera à développer les compétences, les savoir-faire et les valeurs dont les praticiens ont besoin pour générer des connaissances utiles et les appliquer. Ceux-ci doivent en effet travailler main dans la main avec des communautés d'acteurs non-universitaires issus de différents secteurs dans le domaine du changement climatique et du développement durable, interpréter les informations et les données relatives au changement climatique, mettre au point des solutions pour répondre aux défis et problèmes en lien avec le changement climatique et travailler efficacement dans des environnements multidisciplinaires.

« L'objectif principal du projet est de mettre en place et de développer un réseau de praticiens du climat de niveau universitaire au sein de la CDAA. L'écosystème numérique du programme d'études sera hébergé sur les sites web de la SARUA et de la CDAA. Il est à noter que le processus de mise en place d'un réseau de praticiens dans cet espace virtuel a déjà commencé », a-t-elle ajouté.

De nombreux établissements d'enseignement supérieur ont également contribué à l'élaboration du programme d'études et aux processus d'examen collégial, notamment les universités de Namibie, de Zambie et du Zimbabwe, et, en Afrique du Sud, l'Université North-West, l'Université de Stellenbosch, l'université de l'État-Libre et l'Université de Limpopo. L'Université internationale de management, en Namibie, et l'Institut des technologies de Harare, au Zimbabwe, se sont également associés au processus.

Entre décembre 2022 et avril 2023, la SARUA devrait assurer la formation des universitaires afin qu'ils soient en mesure de dispenser les cours et organiser des débats essentiels, des webinaires et des ateliers de renforcement des capacités sur des thèmes spécifiques identifiés tout au long des processus.

Lire l'article

- Cutting-edge climate change curriculum enters phase two (Phase deux pour le projet de cursus de pointe en changement climatique)

Lien

- West African students master climate change and sustainable development (Master en changement climatique et développement durable pour des étudiants d'Afrique de l'Ouest)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Un programme de protection sociale pour les agriculteurs éthiopiens

27 août 2018 - 27 août 2018

On trouve difficilement plus sec qu'Atsbi Wenberta. Ce woreda – ou district – poussiéreux et isolé de la région du Tigré, au nord de l'Éthiopie, compte, au total, environ 600 mm de pluie les bonnes années. Et celles-ci sont rares. Le Tigré est l'une des zones les plus arides au monde. La dernière vague de sécheresse y a duré plus de trois ans.

Il est particulièrement difficile de gagner sa vie sur cette terre rocailleuse et sèche. Le sol est gravement dégradé et on ne trouve que quelques arbres rabougris. La plupart des villages sont situés à plus de 2 600 m d'altitude et les pentes abruptes sont si érodées que lorsque la pluie tombe enfin, elle ne fait que ruisseler, causant parfois des inondations soudaines. Rien qu'en 2015-2016, presque la moitié du bétail a ainsi trouvé la mort.



Agriculteurs ethiopiens ©EU

« Quand j'étais jeune, la vie était plus facile », explique Abdella Ali, père de cinq enfants. « Les récoltes étaient abondantes et nous n'avions que peu de problèmes. Les collines et vallées étaient couvertes d'arbres. Mais la situation a commencé à se dégrader progressivement. C'est peut-être notre faute : nous avons rasé la forêt pour le charbon et le bois de chauffage, et pour cultiver plus de terres. Petit à petit, les récoltes ont diminué, et nos repas se sont appauvris. »

Pourtant, malgré ces conditions déplorables, une remarquable success story se dessine peu à peu. Un investissement de l'UE à hauteur de 241 millions d'euros sur dix ans dans le Programme éthiopien de protection sociale fondé sur des activités productives (Productive Safety Net Programme) commence à porter ses fruits.

« J'ai neuf enfants, et autrefois j'étais incapable de les nourrir », explique Lemlem Kahsay, une agricultrice d'Atsbi Wenberta. « Nous croulions sous les problèmes. Parfois, nous ne prenions qu'un repas par jour. Mais le programme de sécurité sociale m'a permis de développer mon exploitation agricole. J'ai acheté une vache et contracté un prêt pour une pompe à eau. »

Le programme offre un emploi aux habitants dans des projets d'infrastructures publiques : systèmes d'irrigation, aménagement de terrasses à flanc de colline, culture d'arbres pour replanter les coteaux déboisés. En échange, les participants sont rémunérés en liquide ou en nature.

Bayray Kahsay (56 ans) dirige une pépinière dans laquelle il cultive de jeunes plants avec son équipe en vue de les replanter et de remplacer ainsi les arbres qui ont été abattus pendant des années pour le bois de chauffage et le charbon. Il est très emballé par le projet. « Ici, dans la pépinière, nous mettons du cœur à l'ouvrage. Nous préparons des millions de jeunes plants. Lorsque nous sommes payés en nature, nous recevons trois kilos de céréales par jour. Et quand nous sommes payés en liquide, nous gagnons 20 birrs [0,80 euros] par jour. « La pénurie de denrées alimentaire se résorbe progressivement. Autrefois, il n'y avait rien ici, à cause de la sécheresse et de la désertification. Tout était sec, mais aujourd'hui la campagne reprend vie. »

Le programme de sécurité sociale s'accompagne de multiples bénéfices. Non seulement les communautés reçoivent des denrées alimentaires et de l'argent en échange de leur travail, mais elles bénéficient aussi de conditions de vie et de travail grandement améliorées. Les villageois ont un meilleur accès à l'eau potable et ils disposent de suffisamment de fourrage pour nourrir leur bétail. Certains diversifient même leurs sources de revenus en se lançant par exemple dans l'apiculture – le miel est le principal produit d'exportation de l'Éthiopie.

Ces huit dernières années, 1,5 million de personnes ont bénéficié du programme de protection sociale de l'UE. Grâce aux denrées alimentaires, aux liquidités et aux formations qu'elles ont reçues, elles sont désormais autonomes et gagnent ou produisent suffisamment pour nourrir leur famille.

Aujourd'hui, Lemlem peut se permettre de sourire en pensant à l'avenir. « J'ai l'intention d'ouvrir une boutique pour vendre mes récoltes. Je souhaite pouvoir vivre confortablement et en paix. Et je peux enfin commencer à gagner de quoi offrir une vie meilleure à mes enfants. »

Liens :
Vidéo : Sécurité alimentaire en échange de travaux publics
https://www.youtube.com/watch?v=XIuFL2nkDR0&t=1s

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Une formation sur la fertilité biologique des sols améliore les pratiques agricoles dans le projet de l'écovillage d'Igunga

9 janvier 2019

John Kang'weji, du hameau de Mwakipoleja, dans le village de Mbutu, dans le district d'Igunga, fait partie d'un groupe de 50 agriculteurs formés aux technologies de biofertilité, qui aident à diminuer l'impact négatif de l'utilisation d'engrais chimiques dans l'agriculture. Lors de cette formation, les participants ont appris à fabriquer des biofertilisants à base de produits disponibles localement, et plus précisément un biofertilisant liquide (« booster »), du compost avec du gingembre et de l'ail comme répulsifs, et une solution à base de cendres. Grâce à ces technologies respectueuses de l'environnement, John a été en mesure de contrôler les attaques de ravageurs et d'améliorer la fertilité de ses terres dans le champ de coton d'une acre qu'il a cultivé durant la saison 2017-2018.

« Grâce au projet de l'écovillage d'Igunga, j'ai suivi une formation technique sur la fabrication d'engrais organique à partir de produits locaux, ce qui m'a permis d'améliorer la qualité du sol de mon exploitation. Je m'attends à faire de meilleures récoltes que d'habitude », explique John Kang'weji.

M. Kang'weji a préparé son biofertilisant lui-même et l'a répandu sur ses terres. Cet engrais a amélioré la fertilité du sol et les rendements sont meilleurs que lorsqu'il utilisait des engrais d'usine. En outre, ses plants de coton sont désormais en meilleure santé.



« Je m'attends à faire une bonne récolte cette année. Je pense produire jusqu'à une tonne de coton. L'an passé, j'avais récolté 200 kilos de coton seulement sur ce même champ », affirme M. Kang'weji.

« Comme leur nom l'indique, les technologies de fertilité biologique utilisent des déchets organiques disponibles localement (par ex. : son, balle de riz, bière locale, levure, poussière de roche, bouse de vache...) pour libérer lentement des nutriments dans le sol et nourrir les cultures. Il s'agit de technologies économiques et très efficaces pour augmenter les rendements tout en améliorant la gestion des nutriments, l'humidité du sol, ainsi la lutte contre les ravageurs et les maladies », explique Stella Thomas, responsable du projet de l'écovillage d'Igunga. Et d'ajouter : « l'enrichissement du sol avec des matières organiques contribue aussi à la récupération de l'eau. Le compost peut absorber et retenir une quantité d'eau sept fois supérieure à son propre poids, améliorant ainsi les capacités de stockage d'eau du sol. »



Programme « fertilité biologique » de l'écovillage d'Igunga
Dans l'écovillage d'Igunga, 50 agriculteurs ont été formés à la fabrication et à la commercialisation de biofertilisants.
Au total, 50 agriculteurs – 23 femmes et 27 hommes – ont été formés sur les biofertilisants.
Au total, 10 ménages dans la région couverte par le projet ont adopté cette technologie.

Voir l'étude de cas

Lire l'histoire

Voir la gallerie photo



Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Une île balayée par le vent – des agriculteurs du Cap-Vert misent sur la production agricole durable

8 août 2022 - 8 août 2022

Un vent sec et brûlant balaie les champs poussiéreux de Santo Antão, la plus septentrionale des dix îles de l'archipel cap-verdien, à 800 km de la côte occidentale de l'Afrique. Les fortes rafales de vent menacent aussi de faire s'envoler le chapeau d'Alfredo Sendim, un agriculteur qui montre à un groupe de jeunes comment enrichir le sol sablonneux avec du compost.

« Les conditions sont vraiment très dures sur l'île, » explique Alfredo, qui travaille dans l'exploitation expérimentale de la Casa do Meio – un laboratoire de nouvelles pratiques agricoles durables situé près de la côte. « Ce n'est vraiment pas facile de transformer ce qui est pour la plupart un désert. Le manque d'eau, le vent et le soleil ne facilitent pas la tâche. Mais nous sommes déterminés. »

Alfredo ainsi que d'autres agriculteurs de la coopérative Montado Freixo do Meio, sur l'île de Santo Antão, vivent déjà le changement climatique de très près. Sept insulaires sur dix habitent en zone rurale et dépendent essentiellement de l'agriculture. Or, le caractère désormais imprévisible des précipitations, les sécheresses et la désertification font de plus en plus partie du quotidien. À cela s'ajoutent les vents forts de l'Atlantique qui soufflent toute l'année, et qui sont à l'origine d'un important phénomène d'érosion des sols.



Photo: Amupal - Casa das Caldeiras

« Malheureusement, le réchauffement climatique accélère la dégradation des terres à Santo Antão, » comme l'a expliqué Amilton Lopes, expert agricole local lors d'un récent atelier sur la production alimentaire durable. « Chaque jour, nous nous battons contre le vent, qui est incontestablement le pire ennemi de l'agriculture ici. Il est à l'origine d'une grave érosion des sols et, associé à l'élévation des températures, cela impacte énormément les terres. Nous sommes pris dans un cercle vicieux. »

Amilton Lopes, coordinateur technique auprès de l'ADPM Mértola, compte parmi ceux qui apportent leur soutien aux agriculteurs du Cap-Vert qui se sont lancés dans une aventure ambitieuse : comment cultiver de manière durable sur ces terres hostiles. Mis en œuvre au titre du programme AMCC+ Afrique de l'Ouest, d'une durée de 5 ans et financé à hauteur de 12 millions d'euros par l'UE, le projet cap-verdien Agro Floresta promeut un large éventail de techniques agricoles durables, comme l'utilisation de cultures résistantes à la sécheresse et d'une couverture végétale pour lutter contre la désertification.

« L'agroforesterie est une ancienne technique agroécologique qui vise à améliorer la productivité agricole, » explique-t-il. « Elle redevient à la mode car elle permet de fixer l'eau dans le sol et d'y augmenter la teneur en matières organiques. » Les solutions low-tech traditionnelles sont non seulement moins coûteuses, mais elles sont aussi souvent plus efficaces. Nous construisons par exemple des « nids » en paille ou en déchets de canne à sucre autour des arbres fruitiers et d'autres végétaux pour retenir l'humidité, les protéger du vent et enrichir le sol.

De retour à la Casa do Meio, Alfredo explique à ses étudiants l'importance de l'agroécologie. « Nous avons aménagé ce champ l'année dernière, mais cela ne représente finalement que cinq pour cent du travail. Le plus dur, c'est d'entretenir les terres, ce qui nécessite des années et des années de travail. Nous rassemblons de grandes quantités de matières organiques végétales, nous les coupons, les mélangeons et les utilisons pour enrichir le sol. Grâce à cela, les arbres poussent plus vite et nourrissent à leur tour le sol – un cycle durable est ainsi mis en place, » explique-t-il.

Dans l'exploitation expérimentale de Planalto do Leste, sur les hauteurs du plateau central de Santo Antão, Amilton plante des tagasastes (ou luzerne arborescente), un arbuste qui est un véritable miracle de la nature. Il capte l'azote de l'air pour améliorer la fertilité du sol et peut atteindre sept mètres de haut, faisant ainsi office de coupe-vent. Et il peut être utilisé comme aliment pour le bétail et la volaille. « Sentez comme le sol est humide, c'est exactement ce que nous recherchons, » poursuit-il. « Le tagasaste fait de l'excellent compost et améliore la qualité du sol, en l'aidant à retenir l'humidité. Nous allons aussi le sécher pour en faire des aliments pour bétail. Nous allons ensuite commencer la formation des agriculteurs, en mettant l'accent sur l'alimentation animale et la production d'aliments pour le bétail.

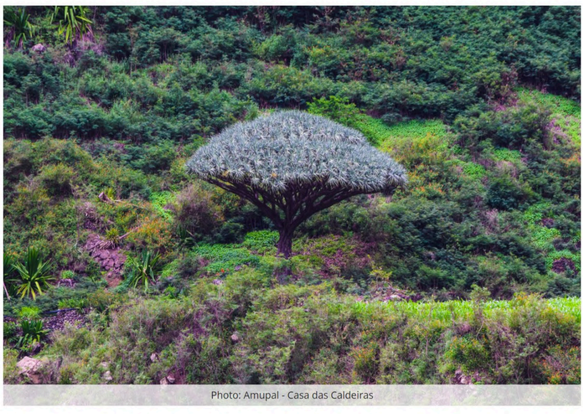


Photo: Amupal - Casa das Caldeiras

Les pénuries d'eau sont un défi permanent au Cap-Vert. Selon la Banque mondiale, un cinquième environ des précipitations sont « perdues » à cause du ruissellement de surface et deux tiers s'évaporent tout simplement. Tout en encourageant la production alimentaire durable, le projet de l'UE-AMCC+ mettra en place un système permettant de capturer l'eau du brouillard, de collecter l'eau de pluie et d'installer un système d'irrigation goutte à goutte alimenté par des panneaux solaires.

« Nous sommes confrontés à une triple crise, » a expliqué Gilberto Silva, ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, lors d'une récente visite au projet de l'AMCC+. « Une crise climatique, une crise sanitaire provoquée par la pandémie et une crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine. Nous sommes un petit État insulaire très vulnérable aux chocs climatiques, et ces crises ont un terrible impact sur notre pays. Nous devons trouver et accélérer des solutions pour le secteur agroalimentaire cap-verdien. »

Alfredo Sendim acquiesce. « Nous sommes tous dans le même bateau. Pendant longtemps, nous nous sommes contentés de rêver d'agriculture durable mais aujourd'hui, nous sommes en train de résoudre des problèmes dans le respect de la nature. C'est en quelque sorte un ré-apprentissage. Comment créer des systèmes autosuffisants qui ne nous obligent pas à importer quoi que ce soit et qui sont en harmonie avec nos écosystèmes. »

« C'est très important car cela va nous rendre résilients, » conclut-il. « Cela nous permettra de conquérir notre souveraineté alimentaire, d'assurer notre indépendance et vivre dignement, d'une toute autre façon. »

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Une lueur d'espoir en provenance d'Italie : le coronavirus et le climat

3 avril 2020 - 3 avril 2020

Par Monica Bonfanti



Un acronyme composé de cinq lettres est en train de bouleverser la situation sanitaire internationale et l'ordre économique mondial. Le COVID ne fait aucune différence entre les riches et les pauvres, entre les pays développés, en développement ou les moins avancés. Après avoir frappé la Chine, puis la Corée du Sud, l'Iran, l'Italie, l'Espagne et la France, il se propage désormais progressivement au reste du monde. Fin mars, il avait contaminé plus de 450 000 personnes, en avait tué 21 000 autres et continuait à détruire toutes les économies sur son passage.

Cette véritable catastrophe a obligé la population mondiale à modifier ses habitudes et à réduire sa liberté de mouvement individuelle pour que nous puissions lutter ensemble contre ce nouvel ennemi invisible. Le mot d'ordre est désormais : « restez chez vous pour rester en vie ». Une consigne difficile à appliquer mais ô combien nécessaire pour protéger le système local, régional, national et international et avoir quelque chose à transmettre aux générations futures.

En Italie, le nombre de cas actifs de COVID-19 et de décès avait dépassé celui de la Chine à la mi-mars. Face à cette urgence, tout le pays s'est retrouvé à l'arrêt : des écoles aux commerces, en passant par les restaurants et mêmes certaines églises. Le gouvernement a demandé aux entreprises d'adopter des pratiques de travail intelligentes, c'est-à-dire d'avoir recours au télétravail. Mais tous les emplois ne peuvent pas être exercés à domicile, et cette décision aura un impact significatif sur le PIB italien.

Cependant, en dépit de ce scénario dramatique, il y a une lumière au bout du tunnel. L'arrêt du pays qui découle des restrictions de mouvement a un résultat positif. En effet, les efforts des citoyens pour rester chez eux et éviter la propagation du virus, ainsi que le ralentissement industriel qui va de pair entraînent une réduction massive des taux de dioxyde d'azote (NO_2) durant le confinement.

D'abord observée en Chine, cette tendance à la baisse a été confirmée en Italie par des observations en surface du service Copernicus de surveillance de l'atmosphère : les taux ont diminué d'environ 10 % par semaine au cours des quatre à cinq dernières semaines. À la station de la Veille de l'atmosphère globale de Monte Cimone, qui domine la plaine du Pô au Nord de l'Italie, les mesures de l'ozone troposphérique s'affichent aussi en baisse en mars 2020, selon les données brutes. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives quant aux répercussions de ces tendances sur les concentrations, à terme, de gaz à effet de serre et sur la crise climatique mondiale en général, mais il s'agit d'un point de départ sur lequel l'action climatique mondiale pourrait s'appuyer.

Nous devons absolument maintenir cette dynamique et montrer toute notre détermination à réduire les émissions de gaz à effet de serre en adaptant certaines des mesures visant à limiter la propagation du COVID-19. Nous pourrions ainsi consolider des changements qui contribuent à la réduction de certaines émissions de GES. Pour éviter que l'arrêt de l'économie ne se traduise par un effondrement financier en Italie et dans d'autres pays affectés par le virus, l'UE pourrait – via l'AMCC+ et d'autres programmes de coopération internationale et régionale, entre autres – aider ces États à amorcer rapidement et intégrer des transitions similaires, qui impliquent plus de télétravail et moins de déplacements, ainsi que des énergies et infrastructures plus propres.

Cette pandémie a aidé les citoyens à comprendre que leurs actions comptent et ont un impact sur le bien-être d'autrui. Avec le soutien adéquat, un drame tel que celui que nous vivons aujourd'hui pourrait marquer le début d'une ère nouvelle, au cours de laquelle les émissions de dioxyde d'azote diminueraient partout dans le monde au même rythme qu'aujourd'hui, démontrant ainsi qu'une approche économique orientée sur l'environnement peut avoir un impact positif sur le climat.

Monica Bonfanti est experte en atténuation de la Facilité d'appui de l'AMCC+

Le contenu de cet article ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission européenne

Liens:

Pour en savoir plus (article en italien)

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Une nouvelle forêt créée au Timor Leste ?

2 octobre 2018

Au Timor-Leste, une équipe GCCA + a créé une nouvelle forêt dans une région touchée par de graves problèmes de rétention, qui ont impactent directement l'approvisionnement des communautés locales. Cette équipe de spécialistes a conçu un système simple et efficace de collecte et de stockage des eaux pluviales pour assurer la croissance et le développement d'une centaine d'arbres. L'utilisation de l'eau de pluie à des fins agricoles et forestières est un moyen simple de s'adapter au changement climatique.

Découvrez-en plus sur ce reportage



© EU GCCA+ Timor Leste, 2018



© EU GCCA+ Timor Leste, 2018



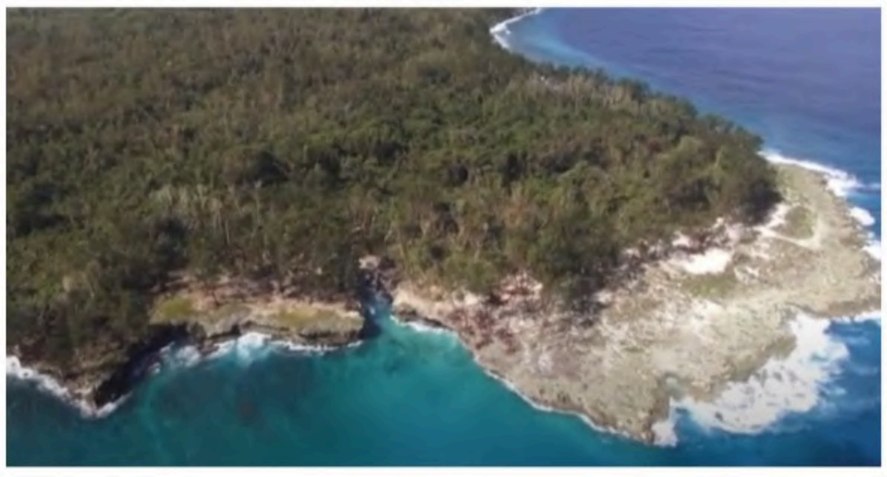
© EU GCCA+ Timor Leste, 2018

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Une seule et même volonté – Préserver la pureté de l'environnement

8 juin 2022 - 8 juin 2022

Célèbre pour la beauté de ses îles rocheuses et la diversité de ses paysages sous-marins, la République des Palaos attire de nombreux touristes. Mais comme dans de nombreuses îles tropicales, la présence de vecteurs comme les moustiques et d'autres insectes favorise la propagation de maladies telles que le paludisme ou la dengue au sein de ces communautés insulaires. Ces maladies voient leur incidence augmenter en raison de l'élévation des températures et de la modification des régimes pluviométriques provoquées par le changement climatique.



Depuis 2019, le projet AMCC+ SUPA financé par l'Union européenne travaille en collaboration avec des agences nationales et des partenaires des Palaos afin de développer et déployer des solutions pour résoudre une série de problèmes de santé environnementale liés au changement climatique. Aux Palaos, le projet aide des communautés de cinq États de l'île de Babeldaob à assurer la surveillance de l'environnement et à réduire l'incidence des maladies vectorielles ou d'origine hydrique, telles que le paludisme et la dengue.

Liens:

- Video Sharing the same mindset – Keeping the environment clean
- SUPA projet website
- Video - GCCA+ SUPA : Learning from the past, preparing for the future
- GCCA+ SUPA: Students in Palau adopt a sustainable approach to plastic pollution on their coasts
- GCCA Pacific wins energy globe award

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.

Votre projet AMCC+ mérite une récompense ?

9 avril 2018

Les candidatures pour le prix des Activités Phares du secrétariat des Nations Unies sur le changement climatique sont ouvertes jusqu'au 30 avril 2018. Les projets de l'AMCC+ visant l'adaptation au changement climatique ou son atténuation peuvent faire l'objet d'une candidature.



Les Activités phares du prix « Momentum for Change » sont des exemples remarquables d'actions entreprises pour lutter contre le changement climatique aux quatre coins du globe. Les activités lauréates se verront soutenues par le secrétariat des Nations Unies sur le changement climatique, en termes de mise en relation avec les décideurs politiques, mais aussi de relations publiques et de marketing.

En 2018, l'appel à candidatures porte sur les quatre catégories suivantes :

- Des femmes pour des résultats – récompense le rôle prépondérant des femmes et leur participation à la lutte contre le changement climatique ;
- Des financements pour des investissements respectueux du climat – récompense les innovations financières en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ce dernier ;
- Santé de la planète – récompense les solutions novatrices qui concilient santé humaine et santé de la planète ;
- Climate Neutral Now – récompense les efforts déployés par les citoyens, les entreprises et les gouvernements qui obtiennent des résultats concrets dans la transition vers la neutralité climatique.

Ci-dessous, vous trouverez de plus amples informations pour la soumission des candidatures.

Liens:

- Activités Phares 2018 https://momentum.unfccc.int/
- Vidéo Activités Phares 2017 https://vimeo.com/244583789

Suivre la UE AMCC+
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative
AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne
Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice

Zimbabwe : des technologies intelligentes face au climat pour la sécurité alimentaire de l'après COVID-19

12 juillet 2022 - 12 juillet 2022

En Afrique australe, la charge de morbidité, les confinements et autres restrictions liées au COVID-19 ont perturbé les chaînes de valeur alimentaires, touchant les maillons de la production et de la commercialisation. La crise provoquée par la pandémie a en outre aggravé les effets du changement climatique (qui se manifeste par la hausse des températures et l'augmentation de la sécheresse, mais aussi par des épisodes de pluies torrentielles) sur les systèmes agroalimentaires. Ces derniers sont donc de plus en plus vulnérables, mettant en péril la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de ménages, notamment ceux qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture de subsistance et de l'agriculture à petite échelle.

Pour remédier à cette situation, le Centre de coordination de la recherche et du développement agricole pour l'Afrique australe (CCARDESA) a lancé un projet visant à atténuer les conséquences du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Zimbabwe (ainsi qu'en Eswatini, au Mozambique et en Zambie) en déployant des technologies intelligentes face au climat. Ce projet est financé par le programme Intra-ACP de l'AMCC+ dans la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA). Au Zimbabwe, il est géré par Grow a Tree Foundation (GTF).

Lancé en décembre 2020 pour une durée de 18 mois, le volet zimbabwéen du projet est mis en œuvre sur un domaine de 3,6 hectares situé à Gwangwawa, un village du district de Rushinga, dans le nord-est du Zimbabwe. Il apporte un soutien à une communauté de 100 ménages à travers une série d'activités visant à diversifier la production agricole et à la mettre à l'abri du changement climatique.



Le projet soutient la plantation d'arbres fruitiers, de moringas et de baobabs, le forage de puits solaires pour la production horticole et fruitière, l'extension de l'irrigation solaire au goutte-à-goutte et la diffusion de fourneaux améliorés économes en énergie pour réduire la consommation de combustible-bois. Il a aussi facilité l'enregistrement des entreprises qui aideront les agriculteurs locaux à commercialiser leur production. Ces derniers bénéficient par ailleurs d'une formation aux pratiques agricoles intelligentes face au climat et à la gestion financière.

Un an après son lancement, le projet porte déjà ses fruits, comme en témoigne l'augmentation de la production horticole. Le projet envisage même de diversifier les activités et de soutenir l'apiculture, l'aquaculture, l'élevage de volailles et de chèvres, et la transformation de la pulpe d'arachide et de baobab. Ces premiers succès ont contribué à susciter l'intérêt des banques qui ont consenti des prêts pour l'installation de clôtures et proposé des services financiers. Autant d'éléments qui facilitent le développement d'une alternative durable aux moyens d'existence jusqu'ici générés par l'extraction d'or, la production de tabac et la fabrication de charbon de bois.

Suivre la UE AMCC+ YouTube
Rejoins UE AMCC+ Platforme Collaborative

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Financé par l'Union européenne
Commission européenne

Le contenu de ce site internet ne reflete pas nécessaire l'opinion officiel de la Commission Européenne © 2018
© Alliance Mondiale du Changement Climatique (AMCC), 2018. Tous droits réservés.
Contact EuropeAid Legal notice